Action de rue et expérience politique à Moscou

Une enquête filmique

Thèse présentée et soutenue publiquement à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales,

le 23/05/2016

par

Perrine Poupin

en vue de l'obtention du Doctorat de Sociologie

délivré par l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris, France)

École doctorale de Sciences Sociales n°286

Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS) et

Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC)

Jury :

Mme Alexandra Bidet, chargée de recherche au CNRS, Paris

M. Alain Blum, directeur de recherche à l'INED, directeur d'étude à l'EHESS, Paris

M. Daniel Cefaï, directeur d'étude à l'EHESS, Paris – Directeur de thèse

M. Yves Cohen, directeur d'étude à l'EHESS, Paris – Directeur de thèse

M. Gilles Favarel-Garrigues, directeur de recherche au CNRS, Paris

Mme Joyce Sebag, professeur de sociologie émérite, Université d'Évry-Val-d'Essonne

Remerciements

C’est à l’heure des remerciements, à la fin de la terrible épreuve qu’est l’écriture de la thèse, lorsque l’on sort *enfin* de la grotte, le corps et l’âme électrisés par les ondes de l’ordinateur et par le stress et l’immense excitation de la dernière ligne droite, que l’on voit surgir de l’ombre, pour n’en oublier le moins possible, toutes les personnes qui ont aidé et permis l’aventure. Et le moment est formidablement joyeux et réconfortant.

Mes pensées vont en premier lieu à mes directeurs de thèse, Yves Cohen et Daniel Cefaï. L’extrême délicatesse humaine et politique d’Yves Cohen m’a fait pressentir une possibilité d’harmoniques qui m’a donné envie de parler sincèrement, tâche difficile, des expériences que j’ai éprouvées en Russie. A-t-il compris à quel point j’étais ravagé par le doute : il a toujours eu le tact de ne pas le montrer. Daniel Cefaï a rejoint notre embarcation la troisième année. Sa passion pour l’enquête et son perfectionnisme enthousiaste ont accompagné tout mon travail d’analyse et d’écriture. L’engagement de Daniel Cefaï pour l’ethnographie comme forme de vie, pleine de rigueur, de vie et de curiosité, est inestimable. Le doctorat, c’est toute une aventure relationnelle : Yves et Daniel, merci d’avoir contribué à cette fiction qui aura nourri la croyance en ma capacité à écrire une thèse.

Je tiens également à remercier les institutions et les équipes qui ont contribué à l’avancée de mes réflexions, celles de l’EHESS, du Centre d’études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC), du Centre d’étude des mouvements sociaux (CEMS) et du Centre franco-russe de sciences humaines de Moscou. Je pense particulièrement à mes échanges stimulants avec les chercheurs que j’y ai rencontrés : Alain Blum, Antoine Bocquet, Olga Bronnikova, Dominique Cardon, Hélène Combes, Françoise Daucé, Gilles Favarel-Garrigues, Olivier Gaudin, Philippe Gonzalez, Christian Lallier, Jonathan Larcher, Anne Le Huérou, Cyril Lemieux, Francesca Martinez, Valérie Pozner, Hélène Richard, Joan Stavo-Debauge, Irina Tcherneva, Laurent Thévenot, Anna Zaytseva. J’ai une pensée particulière pour les doctorants auprès desquels j’ai travaillé dans le bureau du CEMS la dernière année, spécialement à Nawel Aït Ali, Medhi Arfaoui, Kamel Boukir, Marion Ink, Camilo Leon Quijano, Virginia Santilli et Céline Véniat ainsi que le personnel du secrétariat du CEMS et de l’Institut Marcel Mauss, Guillaume Braunstein, Joëlle Caugnon et Maryvonne Nica.

Je souhaite ensuite remercier tous les militants, les artistes, les intellectuels, les chercheurs russes qui constituent toute la chair et l’histoire de ce travail, notamment Olga

Aksioutina, Alexandre Bikbov, Ilya Boudraitskis, Alexeï Gaskarov, Alexandre Ivanov, Olga Miriasova, Iaroslav Nikitenko, Denis Solopov, Alexeï Soutouga, Vlad Toupikine, Ukrop, Ute Weinmann et tous ceux dont je n'écris pas le nom.

J'ai une pensée joyeuse pour mes amis avec qui j'ai vécu en Russie quelques balades, mois ou années : Ivan Brazhkin, Sacha Galkina, Sacha Kuznetsov, Dmitri Pimenov, Nastia Potemkina, Max Roganov, Nastia Ryabova, David Ter-Oganyan.

Aux camarades, Pavel Mikitenko, Volodymyr Kuznetsov, Arthur Clech, Marie Ghis Malfilatre et tous les autres, anonymes mais qui sont toujours dans le ciel de mes pensées, je dirais que ce travail est une modeste vague dans le train de houle que constituent nos communautés d'enquête et d'action transfrontalières. Il est aussi la preuve de mes sentiments indéfectibles et profonds envers vous.

Je remercie aussi ma mère de m'avoir transmis le goût du voyage et l'audace d'assumer ses rêves. Une pensée chaleureuse également pour mon père, sa force calme, son indépendance d'esprit et son intelligence de commandant de navire que j'ai toujours admirées, et pour sa petite famille. Pendant toutes les années de la thèse, les encouragements de mon ami Nicolas Kukawka ont été une précieuse balise. La dernière étape de l'écriture fut particulièrement éreintante et nerveuse. Je remercie ceux qui ont été à mes côtés : mon frère Philip, Sonia Naudy et leur fils, mon neveu Louis, dont la joie de vivre fut un phare dans la tempête. Un grand merci à Jérôme Graté, l'« éducateur sportif de mer » dont l'énergie et la générosité m'ont aidé à me battre jusqu'au bout. Je remercie également André Gide dont la lecture du journal personnel m'a aidée dans l'épreuve de l'écriture comme un ami. Enfin, je remercie mon potager et mes rosiers, et le lieu où je les cultive, Saint-Malo, qui fut plus qu'une résidence d'écriture. Ses ciels et sa mer sont un port d'attache, une source perpétuelle d'émerveillement, d'ouverture vers l'ailleurs et d'encouragement à dépasser ses propres limites.

Résumé

Mots clefs : mobilisations collectives, Moscou, sociologie de l'expérience publique, ethnographie, Internet, visuel

Que se passe-t-il lorsque des gens se rassemblent pour une manifestation à Moscou ? Pourquoi les manifestants et les organisateurs agissent en situation comme ils le font ? Pour répondre à ces questions, la thèse analyse les campagnes publiques organisées par trois coalitions protestataires (ou alliances interorganisationnelles) à Moscou de la fin des années 2000. Ces expériences publiques ont vu le jour tour à tour à la suite du passage à tabac de jeunes personnes par des policiers en avril 2008, du double assassinat politique de l'avocat Stanislav Markelov et de la journaliste Anastasia Babourova en janvier 2009 et d'arrestations en août 2010 dans le cadre d'une lutte contre un chantier autoroutier traversant la forêt de Khimki, au nord de Moscou. L'étude de cas s'appuie sur une observation ethnographique en grande partie outillée avec une caméra vidéo. La recherche s'est en premier lieu attachée à analyser les expériences publiques de la manifestation à Moscou. L'attention au caractère dynamique, situé et négocié des actions a permis d'examiner les effets des dispositifs policiers, urbains et également militants sur l'action manifestante. La compréhension du répertoire d'action et de la qualité des expériences revendicatives s'est construite en cours d'action dans les manifestations et dans le travail d'organisation au sein des coalitions. Conçues par leurs organisateurs comme ouvertes, plurielles et citoyennes, les coalitions constituent une épreuve d'altérité pour des groupes militants plutôt fermés : elles sont des lieux intéressants pour expérimenter la démocratie et, pour le chercheur, s'interroger sur ses conditions pratiques. En vue d'explorer le sens des expériences revendicatives sous toutes ses coutures, l'enquête a également inclus une ethnographie en ligne des récits et des images diffusés sur Internet par les militants. Elle a pu repérer des modalités pratiques qui favorisent la formation d'espaces publics localisés et de communautés politiques et des obstacles à celle-ci, dans un pays où le militantisme est une activité à haut risque.

Abstract

Key words: Protest, Moscow, sociology of public problems, ethnography, Internet, visual studies

What happens when people gathering for a demonstration in Moscow? What kind of local and moral order is done by the participants and the organisers? To answer these questions, the thesis analyzes public campaigns organized by three protest coalitions (inter-organizational alliances) in Moscow in the late 2000s. These public experiences emerged after the beating of young people by police in Moscow in April 2008, the double political murder of lawyer Stanislav Markelov and journalist Anastasia Baburova in January 2009 and arrests in August 2010, as part of a struggle against a motorway construction through the Khimki forest, in the northern suburbs of Moscow. This case study builds on an ethnographic approach using a video camera. Firstly, research has sought to analyse public experiences of demonstration in Moscow. Special attention given to the dynamic, located and negotiated character of the actions allows to examine effects of police, urban and activist dispositifs on protest action. We understood the repertoire of actions and the quality of protest experiences in the course of action during protest events and in work organization within coalitions. Conceived as plural, open and civic, coalitions constitute an otherness practical test for activist groups which are rather closed in themselves: they are great places to experiment democracy and, for researchers, to think about its practical conditions. To explore the meaning of protest experiences in all of its aspects, an online ethnography of narratives and pictures diffused online by activists on political action was also conducted. It has thus been able to identify practical modes that support localised public spaces and political communities' formation, and obstacles to it, in a country where activism is a high-risk activity.

Sommaire

Remerciements **3**
Résumé **5**
Abstract **6**
Sommaire **7**
Notice linguistique **8**
Sigles et acronymes **10**
Introduction générale **11**
I. Cinq actions de rue. Première description **37**
II. Comment manifeste-t-on à Moscou ? Expériences et sens des rassemblements de rue **81**
III. Faire coalition à Moscou. Engagements et difficultés de la mise en commun **137**
IV. Les polices politiques de Moscou et la politique déniée **207**
V. Activités revendicatives et Moscou **267**
VI. De l'enquête filmique à l'écriture de l'agir et du sensible. Une expérimentation ethnographique d'inspiration pragmatiste **323**
Conclusion générale **375**
Annexes **395**
Bibliographie **425**
Sources et matériaux empiriques **473**
Index des noms **484**
Table des matières détaillée **489**

Notice linguistique

Transcription et translittération

Deux translittérations sont utilisées : dans le corps du texte, la translittération conventionnelle du russe en français (afin de faciliter la lecture aux lecteurs non russophones) et, dans les références, la translittération de la Bibliothèque du Congrès de Washington qui reste le standard bibliographique.

Lettre russe	**Lettre ou combinaison française**	**Cas**	**Translitération des références**
А, а	*a*	tous les cas	a
Б, б	*b*	tous les cas	b
В, в	*v*	tous les cas	v
Г, г	*gu*	avant un e ou un и	g
	g	tous les autres cas	
Д, д	*d*	tous les cas	d
Е, е	*e*	après une consonne, après un и ou un й, au début du mot (si convention)	e
	ïe	après une voyelle autre que и ou й	
	ie	au début du mot, après ь ou ъ, ou convention	
Ё, ё	*io*	tous les cas	ë
	e	si convention	
Ж, ж	*j*	tous les cas	ž
З, з	*z*	tous les cas	z
И, и	*ï*	après une voyelle autre que и	i
	i	tous les autres cas	
Й, й	non transcrit	mots finissant par ий	j
		mots finissant par ый	
	ï	tous les autres cas	
К, к	*k*	tous les cas	k
Л, л	*l*	tous les cas	l

М, м	*m*	tous les cas	m
Н, н	*ne*	en fin de mot après un и ou un ы	n
	n	tous les autres cas	
О, о	*o*	tous les cas	o
П, п	*p*	tous les cas	p
Р, р	*r*	tous les cas	r
С, с	*ss*	entre deux voyelles	s
	s	tous les autres cas	
Т, т	*t*	tous les cas	t
У, у	*ou*	tous les cas	u
	u	si convention	
Ф, ф	*f*	tous les cas	f
Х, х	*kh*	tous les cas	x
Ц, ц	*ts*	tous les cas	c
Ч, ч	*tch*	tous les cas	č
Ш, ш	*ch*	tous les cas	š
Щ, щ	*chtch*	tous les cas	ŝ
Ъ, ъ	non transcrit	Parfois sous la forme d'une apostrophe	"
Ы, ы	*y*	tous les cas	y
Ь, ь	non transcrit	Parfois sous la forme d'une apostrophe	'
Э, э	*e*	tous les cas	é
Ю, ю	*ou*	après un и ou un й	û
	ïou	après une voyelle autre que и ou й	
	iou	tous les autres cas	
	you	s'il s'agit d'une convention admise	
Я, я	*a*	après un и ou un й	â
	ïa	après une voyelle autre que и ou й	
	ia	tous les autres cas	
	ya	si convention	

Sigles et acronymes

BORN : Organisation de combat des nationalistes russes

DPNI : Mouvement contre l'immigration illégale

GUVD : Département d'État des affaires intérieures

IKD : Institut d'action collective

MKAD : Autoroute périphérique de Moscou (*Moskovskaïa koltsevaïa doroga*)

MVD : Ministère de l'Intérieur

NBP : Parti national-bolchévique. Fondé en 1992 par Edouard Limonov et Alexandre Douguine, dirigé par Edouard Limonov, le NBP fut interdit par le pouvoir qui la qualifia d'organisation extrémiste.

OMON : unité de forces spéciales, équivalent des CRS français

Oper *:* enquêteur de la police criminelle.

OVD : commissariat de quartier

RFI : Radio France Internationale

SARL : société à responsabilité limitée

UNHCR : Agence des Nations Unies pour les réfugiés

URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques

USB : « police des polices » (*Upravlenie sobstvennoï bezopasnosti)*

VV : les Troupes de l'Intérieur, forces spéciales du MVD

Introduction générale

Pour frayer un sentier nouveau, il faut être capable de s'égarer.

Jean Rostand, *Inquiétudes d'un biologiste*

Il ne me suffit pas de lire que les sables des plages sont doux ;
je veux que mes pieds nus le sentent...
Toute connaissance que n'a pas précédée une sensation m'est inutile.

André Gide, *Les Nourritures terrestres*

Comment une expérience se fait politique : linéaments d'une problématique

Dans l'espace étroit que l'éloge du retrait et du non-engagement lui a laissé, l'activité militante semble vouée aux oubliettes de l'histoire ou reléguée dans les marges de la société. L'idéal militant serait épuisé, y compris dans sa propre manifestation. On entend souvent dire que la représentation politique est en crise et que le reflux de l'engagement serait moins le signe d'une désaffectation du politique que celui d'une mutation du régime capitaliste, civil et étatique qui s'était mis en place depuis le XVIIIe siècle. Accompagnant ce mouvement et remettant en cause leurs propres catégories, il s'agirait pour les sciences sociales d'aller chercher le politique en dehors des lieux les plus institutionnalisés de l'expression politique, par exemple dans les dispositifs et les infortunes de la participation ou dans les partages de discussions et de contenus sur les réseaux connectés de l'Internet[1]. On le découvrirait là où l'on ne l'attendait pas, dans l'infra-ordinaire de la vie des personnes, dans le savoir-vivre ensemble forgé d'expériences partagées, dans le quotidien discret de l'action publique ou dans les rencontres furtives dans les rues des grandes villes[2]. Dans tous ces lieux, on inventorie les points de friction et de rencontre, les disputes et les épreuves d'où émergent et se manifestent, on est censé comprendre, le politique ordinaire, les biens communs et les valeurs citoyennes. Pourtant, la démarche, dans des pays où la démocratie semble aller de soi, qui consiste à faire entrer dans la catégorie du politique presque tout ce qui a trait à du collectif, risque d'être source de confusion. En outre, et ceci est lié à ce qui précède, on voit mal comment cette vision souvent irénique et pacifiée pourrait fournir sur un plan pratique de meilleurs moyens de transformer les vertus démocratiques en actions.

À l'opposé de cette définition du politique, d'autres conceptions l'enferment dans un espace étroit. Ne serait politique qu'un mouvement social qui fait appel aux autorités publiques (gouvernement, collectivités locales, administrations) en tant que juge, arbitre et répondant d'une revendication[3]. Dans cette perspective, l'État est à la fois un adversaire qu'il faut combattre pour qu'il partage son pouvoir et le tiers acteur qui a la puissance et la

---

[1] On peut mentionner, sur le thème de la participation, la revue *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté* et le numéro thématique de la revue *Politiques et Sociétés* (2013, 32/1) ; sur la démocratie Internet : les travaux de Dominique Cardon (2009) et André Gunthert (2013). Nous y reviendrons dans ce qui suit.

[2] Lire les cas d'ethnographie politique dans : *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, coordonné par Mathieu Berger, Daniel Cefaï et Carole Gayet-Viaud (2011), qui revendiquent pour la plupart la reprise d'une réflexion sur le politique selon John Dewey, Hannah Arendt et Claude Lefort.

[3] C'est par exemple aujourd'hui encore la position d'Erik Neveu (2015a). C'était celle des auteurs qui défendaient un modèle du processus politique (TILLY Charles, 1986). C'est souvent aussi la définition que donnent les militants dont l'attention est très focalisée sur l'État.

légitimité de remédier aux problèmes. Le présent travail se donne pour but, sur la base d'une enquête empirique, de mieux comprendre en quoi consiste une expérience politique, ses conditions de réalisation et ses modalités de mise en œuvre. Ici la constitution d'un commun est considérée comme une affaire hautement problématique. L'expérience publique n'est pas d'emblée politique (QUERE Louis, 2002 et 2015). Cette idée a une conséquence sur l'enquête : celle-ci doit, en même temps que faire l'ethnographie du « faire collectif », chercher les conditions à satisfaire pour que puissent émerger des publics et des communautés politiques, qui sont par nature contingents et réversibles. Il ne s'agit pas de proposer une définition *a priori* de ce que serait une expérience politique. La teneur et les modalités d'une telle expérience font également partie de l'enquête. Des signes et des critères du politique seront identifiés et étayés à partir des expériences et des catégories des personnes et des groupes étudiés ici. La politique a été questionnée depuis les activités, les croyances et les pratiques que ces groupes entretiennent à son égard.

L'exil en Russie. Une enquête sur le politique chez les incrédules de la démocratie

Un séjour au long cours de quelques années en Russie (pour ma part 2008-2011) fait l'effet d'une douche froide sur les discours ordinaires, militants et savants que l'on est habitué à entendre en France sur la politique. Avec le franc-parler et la lucidité brutale qui les caractérisent, mes interlocuteurs ordinaires russes et leurs mondes ont bousculé mes croyances[4]. Dans ce vaste pays aux conditions climatiques et d'existence difficiles, marqué par des séries d'épreuves et d'événements pénibles, il n'y a pas de place pour les tergiversations sur les affaires de la cité. La répudiation de l'engagement politique se dit sans détour : « *La politique, c'est de la merde* ». Mener une enquête justement sur des expériences publiques et politiques dans cet environnement hostile est un programme austère pour un imprudent voyageur. Mes interlocuteurs me disaient parfois : « *Quand on a de l'argent pour voyager, on va en Europe et toi, tu fais le trajet inverse !* ». À les entendre, les Occidentaux viendraient en Russie parce que tentés par l'« amour du difforme, au fond d'un cauchemar énorme » (Charles Baudelaire, « L'Irrémédiable », 1857). Auto-flagellation rituelle ou angoisse du regard de l'Autre occidental, ce trait est réapparu à plusieurs reprises pendant mon long séjour à Moscou. S'il l'on admet qu'il y a une connaissance par les gouffres, le cas-limite de la Russie est éclairant. Il donne à voir des rapports inattendus sur bien des plans.

[4] Au sens pragmatiste du terme, c'est-à-dire de la croyance comme habitude d'action et comprise à partir de ses conséquences pour le comportement en situation (DEWEY John, 1927-1928/1982).

C’est presque un truisme de dire qu’une expérience forte à l’étranger doublée d’une longue enquête de terrain transforme profondément l’enquêteur. On encaisse des coups, on apprend sur soi et sur l’image que l’on donne de soi, on prend du recul. En Russie l’inattention civile et la politesse distancée ne sont pas des attitudes naturelles. On est jugé moins par son statut social que par les qualités humaines de sa personne. Pour survivre et susciter la confiance, on est poussé à agir et à parler franchement. Dans de telles situations perturbées et pour reprendre l’expression parlante du psychanalyste Sàndor Ferenczi dans son *Journal clinique* (1932/1990), l’organisme commence à parler. Les expériences brutales (dans le cas du terrain russe, de peur, d’arbitraire et de violence) opèrent une vaste redistribution de la sensibilité : elles modifient nos appuis sur nos sens, les prises que nos sens nous donnent sur le monde, et tout simplement, nos façons d’être au monde (Henri Michaux, 1961/1988). Elles ont des effets, nous le verrons, sur la manière de mener une enquête en sciences sociales, de s’y engager avec les personnes. Enfin, l’expérience du politique en Russie offre un autre message. On a dans ce pays la conviction forte que la politique reconnue comme telle peut ne pas exister. L’épreuve peut alors conduire à se pencher sur les conditions mêmes de la politique et de son milieu d’existence.

Pour une personne socialisée à la politique en France, l’expérience de la politique et du militantisme en Russie est, à condition de s’y plonger pleinement, déroutante. Elle permet de faire mûrir beaucoup d’idées, de sensations et d’intuitions sur le politique accumulées auparavant, pour ma part pendant dix années d’expériences publiques et politiques en France. Les raisons qui m’ont conduit à m’intéresser au moment délicat et passionnant de la conversion d’expériences publiques en moments politiques relèvent de ma trajectoire biographique. Née en 1981, j’appartiens à une génération qui a grandi dans la désaffection pour la politique classique partisane, la perte de crédit des institutions démocratiques et l’atmosphère nostalgique et bileuse de la sphère militante. Après une enfance à Saint-Malo, je me suis intéressée à la politique dans mes années de lycée à Rennes et j’ai rencontré, par curiosité et par goût de la mise en commun, de nombreux mouvements, organisations associatives et partisanes ainsi que groupes non-encartés, notamment à travers les occupations d’universités, de locaux et plus récemment de territoires (les ZAD, « zones à défendre ») qui ont été depuis la fin des années 1990 des lieux cruciaux de rencontre, d’expérimentation et de parole. La « communauté des ébranlés » (PATOCKA Jan, 1990/1999), habitée par le sentiment que le vrai en politique réside dans l’expérience de l’être-avec et du faire ensemble, qui se retrouvait dans ces occupations était particulièrement enthousiasmée par les moments de rencontre entre inconnus. Des questions se posaient à chaque cycle de protestation. Comment

à la fin d'un mouvement, après une forte activité, consolider et perpétuer les habiletés et les liens qui avaient émergé pendant les événements de la vie commune ? Comment faire pour que cette fin n'engendre pas chez les participants l'amertume et le sentiment d'abandon habituels ? De quelle façon entretenir une dynamique d'accroissement de notre pouvoir d'agir ? Ces questions nées de l'expérience du politique en France, puis en Russie ont guidé mon enquête, que l'on peut voir comme un « dispositif consécutif à l'épreuve d'une discontinuité dans le cours des expériences et destiné à le surmonter » (ZASK Joëlle, 2008a). Autrement dit, il s'agit ici de tenter de reconstruire le milieu dans lequel j'ai évolué et auquel je me suis adaptée pendant mes années moscovites. Cette enquête m'a conduit à développer un certain nombre de cadres de compréhension et de répertoires de savoir-faire. Ma boîte à outils conceptuels s'est constituée également tout au long d'un parcours hétérodoxe, universitaire et extra-universitaire.

Une démarche d'enquête

La définition du politique et sa signification dans les sociétés humaines sont des questions centrales de la philosophie et des sciences sociales. Les voies d'analyse sont variées. Notre étude nous amène à aborder celles empruntées par la sociologie des mobilisations, qui est aujourd'hui une discipline dont le statut est clairement reconnu. Depuis le début du XXe siècle, celle-ci a produit une littérature riche et un grand nombre de cas, de concepts, de visions, de modèles, de typologies et de théories, avec lesquels la présente étude va discuter. Dans cette arène de discussions intellectuelles et politiques encore marquée par le paradigme de la mobilisation des ressources, le militantisme est souvent pensé comme une économie, un investissement avec intérêt rendu (avec les concepts de « ressources », d'« entreprises de mobilisation », de « coûts et bénéfices »). Un certain nombre de travaux sont consacrés à des mobilisations dans des contextes à haut risque de répression (dans le sillage de MCADAM Doug, 1986 ou LOVEMAN Mara, 1998). Dans ces mobilisations, de la même manière que pour l'engagement *stricto sensu*, les causes de l'engagement sont recherchées soit dans des raisons biographiques, socioculturelles et idéologiques, soit dans la force des liens avec les membres de leurs groupes (SOMMIER Isabelle, 2011). Les moyens d'enquête sont en majorité les entretiens, l'analyse de presse et de sondages. Pour ce type d'engagement, la question des émotions est récurrente, les réponses, elles, reviennent souvent à faire l'énumération de différents types d'émotions qui émergent dans les mobilisations (GOODWIN Jeff, JASPER James M. et Francesca POLLETTA, 2001 ; JURIS Jeffrey, 2008 ; LOVEMAN Mara, 1998). Les émotions y sont souvent présentées comme des ressources et/ou

des rétributions du militantisme (LEFRANC Sandrine et Isabelle SOMMIER, 2009 ; PATOUILLARD Victoire, 1998 ; TRAÏNI Christophe, 2009).

Le présent travail profite également de nombreux travaux réalisés sur la Russie contemporaine. L'approche ethnographique sur les ex-pays soviétiques a été développée dans des enquêtes en anthropologie (BERDAHL Daphne, BUNZL Matti et Martha LAMPLAND, 2000 ; CARTON DE GRAMMONT Sarah, 2013), notamment économique (ALLINA-PISANO Jessica, 2008 ; BURAWOY Michael et Katherine VERDERY, 1999). Les mobilisations collectives en Russie contemporaine ont été traitées par des travaux de science politique et de sociologie, qui reprennent des moyens d'enquête classiques sur les mobilisations, en Occident (COLIN LEBEDEV Anna, 2013 ; DAUCE Françoise, 2013 ; LYYTIKÄINEN Laura, 2014 ; NIKOLSKI Véra, 2010 ; RICHARD Hélène, 2014 ; ROBERTSON Graeme, 2011 ; ZAYTSEVA Anna, 2012a) et en Russie (ALIOUKOV Maxim, ERPYLEVA Svetlana, JELNINA Anna *et al.*, 2014 ; CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010 ; GROMOV Dmitri, 2008 et 2009 ; IANICKIJ Oleg, 2012 ; KACHKAEVA Anna, 2013). La théorie des cadres de l'action collective, élaborée dans les années 1980 par David Snow et ses étudiants (2001) et qui propose une analyse structurale et stratégique des mouvements revendicatifs, occupe une place force dans ces études en Russie. Nous avons également pris en compte la littérature sur la parole publique pendant la dissidence (BOOBBYER Philip, 2009 ; NATHANS Benjamin, 2007 ; OUSHAKINE Serguei, 2001), les mobilisations protestataires en Russie soviétique (KOZLOV Vladimir, 2002), notamment pendant la Pérestroïka (MCAULEY Mary, 2010 ; SHUBIN Alexandre, 2006 ; SIGMAN Carole, 2009) et dans d'autres ex-pays soviétiques (KUBIK Jan et Amy LINCH, 2013 ; MASLOWSKI Nicolas, 2009 ; OSA Maryjane, 2003).

Ce travail a débuté par une étude des rassemblements, démarche qui anime une partie de la recherche sur l'action revendicative (COSSART Paula, 2012 ; FILLEULE Olivier, 1997 ; MCPHAIL Clark, 1991 ; SOUTRENON Emmanuel, 1998). L'attention s'est portée sur les logiques des rassemblements, leurs émotions et leurs effets pragmatiques, saisis dans leur dynamique, dimensions qui sont plutôt absentes de la littérature (BENFORD Robert, 1997 ; JASPER James M. et Lynn OWENS, 2014). Cette étude s'est s'inspirée de travaux sensibles à la dimension processuelle de l'action collective (FILLIEULE Olivier et Christophe BROQUA, 2009 ; HEURTIN Jean-Philippe, 2009 ; VIOT Pascal, PATTARONI Luca et Jérôme BERTHOUD) et de recherches en discussion avec la tradition microsociologique interactionniste sur les émotions (COLLINS Randall, 2004, 2008 et 2014 ; KATZ Jack, 1999). Les émotions de court terme des actions de rue ont été analysées en lien avec des émotions et des climats émotionnels de plus longue durée, émergeant pendant les processus de publicisation des

problèmes et de mobilisation et dans la vie ordinaire des militants. Cette mise en rapport est rare dans les études sur l'action collective (JASPER James M. et Lynn OWENS, 2014). L'analyse des émotions à ces différents niveaux a été conduite à la lumière des recherches en anthropologie et en histoire sur les émotions privées, collectives et publiques dans le contexte russe, soviétique (FITZPATRICK Sheila, 2004 ; JONES Polly, 2011 ; ROLF Malte, 2004 et 2009 ; YOUNG Glennys, 2007 et 2011) et contemporain (FERRETTI Maria, 2002 ; LERNER Julia, 2001 ; LINDQUIST Galina, 2006).

L'orientation de l'attention vers les situations a conduit à décrire en détail l'action policière dans les rassemblements et à toutes les étapes des mobilisations. Cette étude rentre en dialogue avec la littérature qui analyse les activités policières et répressives dans ses rapports à l'activité revendicative (COMBES Hélène et Olivier FILLIEULE, 2011 ; DELLA PORTA Donatella et Herbert REITER, 1998 ; FILLIEULE Olivier et Donatella DELLA PORTA, 2006). Elle s'inscrit dans le cadre des nombreuses recherches sur la police et la justice russes actuelles (BECK Adrian et Anette A. ROBERTSON, 2008 ; BURGER Ethan S. et Mary HOLLAND, 2008 ; FAVAREL-GARRIGUES Gilles, 2005a ; FAVAREL-GARRIGUES Gilles et Anne LE HUEROU, 2004 ; GLADAREV Boris, 2008 ; GLIKIN Maksim, 1998 ; VOLKOV Vadim, 2011).

Tous ces travaux continuent d'être de riches sources d'analyse et de réflexion. S'il me fallait expliciter en quoi ma thèse apporte une plus-value dans ce domaine de recherche, ce serait d'avoir abordé la question du politique en m'immergeant au long terme dans les expériences qu'en font les personnes, les contextes dans lesquelles elles se battent et plus largement, les milieux où elles vivent, travaillent, se forment, se rencontrent… Cette approche par l'expérience, ses différents ancrages et son écologie, peut apporter une autre compréhension de l'expérience politique parce qu'elle est résolument ethnographique. Elle passe par un engagement personnel de l'enquêtrice dans les activités quotidiennes de ses enquêtés, par l'accompagnement des dynamiques du militantisme au jour le jour, le tout appareillé, de surcroît, par l'usage de la caméra dans les lieux de rassemblement et de manifestation. Cette démarche revalorise les savoirs pratiques des militants, qui ont toutes les caractéristiques d'un « savoir assujetti », soit pour Michel Foucault (1976/1997), d'un savoir disqualifié, discrédité par la hiérarchie des connaissances ou parfois même « tenu en lisière » par un langage hautement spécialisé. Cette démarche s'est élaborée à travers différentes lectures et lors de la confrontation, sous la forme d'observations et de rencontres, au terrain.

Le goût de l'observation longue et minutieuse vient d'une formation à l'enquête ethnographique, en partie filmique. La production de matériaux audiovisuels dans les sciences sociales remonte au moins depuis la fin des années 1970 (ALBRECHT Gary, 1985 ;

GOTTDIENER Mark, 1979). Après avoir été très employées aux États-Unis dans ces années-là (SCHWEINGRUBER David et Clark MCPHAIL, 1999 ; WOHLSTEIN Ronald T. et Clark MCPHAIL, 1979), les techniques audiovisuelles ont perdu depuis de leur intérêt (LAMBELET Alexandre, 2010 ; PHILIPPS Axel, 2012). Elles sont actuellement très peu utilisées et problématisées en sociologie des mobilisations (DOERR Nicole et Simon TEUNE, 2008). Nous replacerons notre approche dans les disciplines du visuel qui l'ont inspirée, c'est-à-dire celles qui traitent de la production et de l'analyse des images. L'enjeu d'une étude empirique est de déplacer le débat dans ces disciplines vers le développement de méthodes rigoureuses, explicites et ancrées dans les pratiques (PAUWELS Luc, 2010 et 2011).

L'intérêt pour l'observation longue vient également, avant le terrain, d'une formation en sciences naturelles. Une formation en biologie marine m'a également enseigné la réflexivité critique eu égard aux protocoles d'expérimentation mis en place par le chercheur, m'a sensibilisée à la complexité et à la diversité des formes et des milieux du vivant et familiarisée avec la perspective écologique, retrouvée plus tard en sciences sociales. La philosophie sur la perception offre d'autres sources de réflexion pour l'analyse située et rigoureuse des activités revendicatives, notamment pour repenser les notions d'action, d'émotion, de milieu et d'effets de contexte (BOUVERESSE Jacques, 1976, 1995 et 2004 ; SIMONDON Gilbert, 2006). Les propositions de Wittgenstein (à laquelle j'ai eu accès par les lectures et les séminaires de Jacques Bouveresse et de Vincent Descombes) de ne pas fonder la connaissance humaine sur l'identité et dans la conscience et son réalisme non lesté de métaphysique aident à se défaire des conceptions causalistes et structuralistes, qui sont encore largement répandues en sociologie des mobilisations en Occident et en Russie. Son externalisme méthodologique et son invitation à grammaticaliser les questions, c'est-à-dire à faire des descriptions des usages réels de nos expressions dans leur vrai contexte, celui de la vie ordinaire, dans la variété de nos jeux de langage, et non pas à les concevoir comme de mystérieuses dispositions agissant de manière mécanique et causale sont un programme à même de transformer le regard et l'enquête en sciences sociales sur le politique, que j'ai retrouvé eu Centre d'étude des mouvements sociaux.

En sortant de la démarche logocentrique du philosophe du langage, on pourrait encore s'approprier certains éléments de la perspective d'inspiration wittgensteinienne, apprendre de la façon dont Cyril Lemieux (2012) a « converti » la notion de « grammaire » en un concept opératoire en sciences sociales – « l'ensemble des règles à suivre pour être reconnu, dans une communauté, comme sachant agir et juger correctement » (2009a, p. 21) –, relire les passionnants travaux de Descombes (1989, 1995, 1996, 2007, 2013, 2014) comme garde-fou

contre les dualismes classiques et le mentalisme, en tirer une méthode de clarification des idées et de résistance face au vocabulaire internaliste. De ces auteurs j'ai beaucoup appris, même si la version souple de la « grammaire » adoptée ici n'établit pas une priorité ontologique de la règle sur l'activité[5]. En cherchant à rendre compte de la complexité de l'activité, elle n'aplatit pas ses plis, n'étouffe pas les jeux hors de la partition et ne s'interdit pas de penser les distractions, les absences et les inconséquences des personnes et l'absurde de certaines situations. Elle s'oppose en cela à ce qu'Albert Piette nommait la « conception activiste de l'attitude naturelle » qui filtre les détails de l'action « au nom de leur pertinence à produire, ordonner, créer, maîtriser l'ordre social » (2011, p. 83). Elle cherche avant tout à saisir comment les personnes (porteuses d'histoires, d'attentes et d'expériences différentes) agissent ensemble en situation en mettant à l'épreuve des habitudes d'action et des valeurs partagées ou non partagées. Mon enquête aura été attentive à cette expression dans le cours même de l'effectuation des activités d'une normativité commune plus ou moins partagée par les participants aux situations de critique, de dénonciation ou de revendication, sans être toujours formulée explicitement.

Partir des situations de co-présence, directement observables et descriptibles (GARFINKEL Harold, 1967 ; GOFFMAN Erving, 1967) ne veut pas cependant dire s'y enfermer et s'interdire de comprendre ce qui se passe en dehors de celles-ci, dans d'autres situations. C'est une erreur de compréhension commune de ce qu'est une approche par l'action située. Pourtant, dans leurs activités, ici et maintenant, les militants ne cessent de se référer à d'autres expériences du passé ou de se projeter vers des visions du futur, ils se coordonnent avec d'autres acteurs, absents ou lointains, et ils ont une perception et une évaluation de la façon dont leurs actions auront des conséquences. De ce point de vue, notre démarche ne s'enferme pas dans un « situationnisme » au sens strict. Elle engage une conception de la situation proche de celle des philosophes pragmatistes William James (1907 et 1909/1955, p. 127), George Herbert Mead (1934/2006) ou John Dewey (1938/1993). Nous partageons avec eux une conception de la « situation problématique », à laquelle les acteurs sont confrontés dans le flux de leurs expériences individuelles et collectives et à laquelle nous participons en tant qu'enquêtrice de terrain, et une conception des explications et interprétations, à portée théorique, comme des « instruments » temporaires et faillibles qui permettent d'élucider, sinon de résoudre, ces situations problématiques, jusqu'à plus ample information ou jusqu'à

[5] Et ne souscrit pas au holisme d'Émile Durkheim ou de Louis Dumont. Sur ce point, concernant Descombes, lire : KAUFMANN Laurence et Louis QUERE, 2001.

preuve du contraire. Le pragmatisme – qui demande d'accorder une place centrale à l'expérience sans position de survol et de considérer les actes et les idées selon leurs conséquences pratiques – est alors autant une philosophie qu'une méthode de travail. Cette approche a pour moi impliqué d'apprendre en faisant les choses avec mes enquêtés (participer aux activités revendicatives et faire des films), tout en explorant avec eux les aspects problématiques des situations dans lesquelles nous étions immergés et tout en produisant un savoir qui reste ancré dans ces expériences partagées, qu'elles soient de coopération heureuse ou de désaccord et de conflit.

Une autre source d'inspiration du présent travail est bien sûr celle d'Erving Goffman. Pour Goffman, les critères d'identification de l'intention sont contenus dans les rôles et les situations. Dans le but d'analyser les situations et les différents modes de rencontre et de rassemblement auxquelles celles-ci donnent lieu, Goffman utilise la notion de « cadre » qu'il définit comme un dispositif cognitif et pratique d'organisation de l'expérience sociale qui nous permet « de localiser, percevoir, identifier et classer les événements dans nos vies et en général » (GOFFMAN Joseph, 1974/1991, p. 13/21). Un cadre organise aussi bien la manière dont nous définissons et interprétons une situation que la façon dont nous nous engageons dans un cours d'actions. Le terme « cadre » déplace l'enquête classique des sciences sociales vers l'analyse des dynamiques d'interaction et des activités, c'est-à-dire de ce que les personnes font ensemble et de ce qu'il leur arrive (JOSEPH Isaac, 1998, p. 123). Certains auteurs ont tenté d'appliquer les concepts de Goffman à la sociologie politique (GAMSON William, 2012), à l'étude de l'action collective (CEFAÏ Daniel, 2007 ; LOFLAND John, 1980, 1984) ou à celle de la démocratie participative (BERGER Mathieu, 2009). Avec ma caméra et armée des perspectives de Goffman, j'ai pu observer et décrire avec précision les arrangements spatiaux et temporels, les équipements d'objets, les jeux d'expression et les cadres d'expérience à l'œuvre dans les rassemblements et manifestations de Moscou (en particulier dans les chapitres 2 et 4). Goffman m'a appris à rendre compte de l'ordre de l'interaction en le prenant pour un ordre *sui generis* (RAWLS Anne, 1987) qui a une relative autonomie et qui doit donc être décrit en tant que tel, sans être réduit à l'ombre portée de structures sociales et de processus historiques[6].

En même temps, le terrain d'enquête m'a contrainte à sortir de la perspective goffmanienne au sens strict. D'abord, notre démarche replace les « acteurs » dans leurs corps,

[6] Voir les ouvrages collectifs *Le Parler frais d'Erving Goffman* (1989) et *Goffman et l'ordre de l'interaction* (2012).

restitue leurs émotions et s'interroge sur leur constellation de relations et d'inscriptions personnelles. Elle fait le pari de réintroduire la part d'expérience, individuelle et collective, des militants moscovites, sans pour autant recourir principalement aux entretiens biographiques et aux récits de vie, qui sont aujourd'hui la méthode courante en sociologie du militantisme et sans mener une analyse de réseaux afin de ne pas compromettre la sécurité de la plupart des enquêtés. Ma démarche est restée délibérément sur le registre de l'observation directe et participante, attentive aux agencements, aux manières d'être et de faire en situation qui organisent les actions. En même temps, elle a basculé d'une approche qui aurait été plus grammaticale ou plus goffmanienne vers une approche qui emprunte davantage à Alfred Schütz et Paul Ricœur, afin de décrire des formes d'expérience propres à des personnes. Ces personnes ne sont pas de simples opérateurs de cadrage des performances ou censeurs de leur correction grammaticale, ce sont aussi des personnes singulières, qui occupent une « situation biographique » (SCHÜTZ Alfred et Thomas LUCKMANN, 1973) et dont les modalités dans les situations ont des architectures complexes. On pense ici à la phénoménologie du « contrepoint » des épreuves affectives, perceptives ou évaluatives développée dans une enquête sur le soin social et infirmier (CEFAÏ Daniel et Édouard GARDELLA, 2011) ou aux différentes formules d'analyse des « régimes d'engagement » proposées par Laurent Thévenot (1994, 2006) ou Marc Breviglieri (1999, 2002). Ce glissement de perspective est sensible dans le chapitre 3.

Par ailleurs, j'ai ici et là esquissé des éléments d'enquête historique pour échapper au « situationnisme méthodologique » (JOSEPH Isaac, 1998) et faire surgir des éléments de régularité entre les activités situées et entre les organisations qui ont recours à l'action de rue. La méthode génétique (DEWEY John, 1925/2012) est une invitation à comprendre les processus de sédimentation d'arrangements situationnels dans des dispositifs urbains, administratifs, policiers, juridiques et aussi militants (ce qui est fait dans les chapitres 3, 4 et 5). Ces dispositifs, qui survivent aux circonstances qui ont présidé à leur mise en place, offrent des appuis, des ressources et des cadres à l'action revendicative. En outre, si je n'ai pas travaillé sur des biographies de personnes, je me suis intéressée à des trajectoires de problèmes publics (un déplacement proposé par CEFAÏ Daniel et Danny TROM, 2001) – en particulier autour des questions de l'ultranationnalisme, de l'arbitraire de la police et de la défense de l'environnement (chapitre 3). On retrouve là une nouvelle marque de la philosophie pragmatiste : la lecture de *Le public et ses problèmes* de John Dewey (1927/2010) et la sociologie des problèmes sociaux m'a donné accès à la longue tradition de sociologie des « problèmes publics » (CEFAÏ Daniel et Cédric TERZI, 2012 ; GUSFIELD Joseph,

1981/2009 ; NEVEU Erik, 2015b). Cette démarche a également permis de déterminer des facteurs et opérations nécessaires pour qu'une situation vécue comme inacceptable par des personnes devienne un « problème public », soit un enjeu de débat public qui finisse éventuellement par être inscrit sur l'agenda politique.

Les résultats présentés dans cette thèse sont donc pour partie nés des rencontres et des confrontations entre d'une part les épreuves du terrain et les observations et descriptions auxquelles elles ont donné lieu et d'autre part les concepts analytiques d'expérience, d'événement, de public et de démocratie figurant dans les travaux de sociologues développant une perspective pragmatique ou pragmatiste (le dernier produit en est la livraison *d'Histoires pragmatiques* coordonnée par Yves Cohen et Francis Chateauraynaud (2016) dans la collection « Raisons pratiques »). C'est un exercice à la fois stimulant et difficile puisque le terrain russe fait sentir la part de normativité des notions de public et de démocratie, centrées sur certaines expériences d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord et procédant souvent d'une posture beaucoup plus philosophique ou spéculative qu'empirique.

Le parti-pris d'une approche partant de l'expérience incarnée, située et inscrite dans le temps d'une communauté d'explorateurs associés à mon enquête a imposé le recours à une enquête ethnographique. Les descriptions ethnographiques constituent une excellente façon de revisiter les sentiers battus du militantisme, et plus largement de rencontrer l'autre distant et de chercher à en comprendre les « formes de l'expérience » (LEPETIT Bernard, 1995). La démarche ethnographique outillée d'une caméra est dans cette perspective une école de patience et d'humilité. Elle s'est inspirée et enrichie de la réserve d'expériences que procure l'exploration de mondes autres : sans la soif de rencontres et de voyages, la passion pour la littérature, le monde naturel et des échanges pratiques avec des artistes russes et ukrainiens, mon approche n'aurait jamais été aussi sensible et soucieuse des expériences. Tous les moyens sont bons pour développer une pensée en prise sur le concret !

Parler du collectif et du politique depuis la Russie

La participation aux activités revendicatives et l'épreuve de la vie urbaine moscovite ont été une expérience conceptuelle puissante. Laurent Thévenot dit que la Russie lui a beaucoup apporté pour sa réflexion sur les régimes d'engagement, notamment celui du mode familier[7]. L'objectif de cette contribution s'inscrit dans les débats actuels en sciences sociales

[7] Séminaire *Les mobilisations sociales aux yeux des chercheurs français et russes : quelles possibilités de coopération ?*, Centre franco-russe de recherches en sciences sociales, Moscou, 20-21 mai 2010.

sur l'engagement public et la participation politique. Ce travail veut faire entrer en dialogue des disciplines qui ne se parlent guère : la sociologie politique de la Russie contemporaine, la sociologie de l'action collective et des problèmes publics, les études visuelles, la sociologie des émotions, les études urbaines et l'histoire de l'URSS. La Russie présente une situation assez unique. Après les soixante-dix ans d'un régime qui l'avait mise hors les murs, l'action revendicative est partie de presque zéro à la fin des années 1980. Les dures épreuves d'existence que les Russes ont affrontées pendant les années 1990, les tactiques de manipulation et les stratégies de dissimulation dont la sphère politique n'a jamais cessé de faire l'objet, notamment par l'action des acteurs au pouvoir, ont sapé la croyance politique. La sentence, dite sur un mode litanique, coïncide avec son exécution et elle fonde un destin : la politique semble réduite à la mort symbolique et au silence. À entendre les récits ordinaires et savants, le citoyen comme sujet politique serait destitué en Russie.

La méfiance vis-à-vis de l'État en Russie s'est accompagnée dans le même temps du développement de formes d'organisation et de réseaux informels très forts qui frappent l'entendement d'un Français. En France, du fait de l'histoire de ce pays, on imagine mal considérer les individus hors de leurs rapports – conflictuels, mais étroits – à l'État. Cette attitude revient en sciences sociales à observer les effets des mesures politiques et la participation des administrés à celles-ci, plutôt qu'à chercher les formes autonomes, émergentes ou instituées, d'organisation du pouvoir ; et elle va de pair dans le monde social avec une sorte de méfiance pour les mobilisations de la « société civile », dès lors qu'elles touchent à ce qui relève des prérogatives de l'État. En Russie – et cela vaut également pour la plupart des régimes politiques où l'État n'a pas eu, comme en France, un rôle moteur de façonnement et d'accompagnement des pratiques sociales –, les personnes, laissées à elles-mêmes, ont développé des habiletés à résoudre des problèmes pratiques et ont pris en main leurs propres affaires, contre les obstacles administratifs et répressifs. Dans l'adversité se sont forgées de véritables capacités politiques. Cette terre russe et ses habitants donnent du point de vue existentiel une grande leçon d'autonomie et de vigueur et sur le plan scientifique, invitent à rendre compte de manière rigoureuse de la constitution des personnes en collectifs et en forces politiques en dehors des dispositifs institutionnels de participation.

Les grandes questions empiriques et théoriques soulevées par mon enquête sont : Que fait-on concrètement et qu'éprouve-t-on dans les rassemblements de rue dans la Russie d'aujourd'hui ? Quelles « compétences de rassemblement » (JOSEPH Isaac, 1996) suppose l'appropriation urbaine ? Comment y sont accueillis les profanes, passants et nouveaux venus ? Comment, chez les personnes qui s'engagent, le contact avec des problèmes collectifs

et des concitoyens – la constitution d'un public, au sens où l'entendait John Dewey (1927/2010), et la participation des individus – forge-t-il des compétences au jugement politique et à l'esprit public ? Qui a-t-il de politique dans l'agir militant, autrement dit par où passent le régime de la critique et la mise en commun en vue de former un public ? Dans quelle mesure l'amitié est-elle une ressource pour le travail politique ? Quelles activités, sociales, cognitives et évaluatives, donnent naissance à l'aptitude de former des jugements politiques informés et rationnels et à la motivation à prendre part à des activités collectives ? Dans quelles pratiques à l'échelle des lieux de vie ces activités prennent-elles place ? Quelle est la réalité de la répression et ses effets sur l'engagement politique ? Certaines de ces questions concernent des mécanismes assez peu identifiés par la littérature occidentale sur les problèmes publics et sur la participation civique qui réduit souvent le politique à l'engagement dans des associations en vue de dénoncer ou de revendiquer.

Le séjour russe m'a donné les moyens d'éprouver la pertinence des notions de « public » et de « démocratie », en essayant de comprendre quel sens elles pourraient prendre à Moscou et, au lieu de les importer telles quelles, en cherchant à les traduire pour qu'elles fassent sens dans un tout autre contexte. Il m'a fourni des outils expérimentaux pour problématiser l'émergence et la constitution concrètes de collectifs politiques et pour penser d'autres façons de s'engager en politique que celles qui sont communément décrites. Abandonner le biais culturaliste et ses préjugés politiques, tenus pour allant de soi, c'est aller chercher la discussion sur la modalité et les règles de la vie commune ailleurs que dans des formations sociales dites démocratiques et les dispositifs étatiques de participation. Il ne suffit pas non plus d'introniser le citadin comme citoyen (ce qui a beaucoup été fait dans le sillage d'Isaac Joseph, 1997 et 2007) : il faut aller observer les choses, les gens, les événements et les collectifs (souvent fragiles et passagers) tels qu'ils sont, et non comme l'on voudrait qu'ils soient ou qu'ils fussent. L'ethnographie est un remède contre la tendance à « prendre les mots pour des êtres » et à « se satisfaire d'un bien dit » (André Gide, *Journal*, 12 janvier 1941/1951). Ensuite, l'approche contrefactuelle qui consiste à se demander sur un terrain russe quels sont les savoirs et les pratiques requis pour former ce que Dewey appelait un « public » permet de s'élever au-dessus d'une simple chronique des événements tout en aidant le chercheur à accroire sa compréhension politique des situations. La restitution des contextes d'expérience et d'activité a demandé un examen des hypothèses et des catégories et leur révision constante et située dans des communautés d'enquêtes, c'est-à-dire avec des interlocuteurs avec qui j'ai discuté et réfléchi tout le long de l'enquête et de l'écriture. Ce travail a impliqué de décrire des obstacles, des paradoxes et des ambiguïtés des activités

militantes, autrement dit à penser les conditions qui les affectent. Il a exigé un travail de traduction – d'aller-retour entre contextes et entre expériences et un travail de traduction au sens langagier des catégories, des arguments, des dénonciations, des revendications, des répertoires des émotions, des droits, des intérêts et des actions. Pour me faire comprendre et faire office de passeuse dans ma communauté d'enquêteurs, j'ai également traduit les concepts et les réalités politiques du français vers le russe. Cette activité a été l'occasion de décentrements et d'expériences de défamiliarisation. Traduire a permis de proposer de nouvelles perspectives de compréhension et d'opérer un retour critique sur les langues politiques maternelles, en France et en Russie.

Partir de la rue et des activités publiques en train de se faire

L'objectif de ce travail a été de tenir trois exigences ensemble : d'abord décrire des expériences revendicatives et des pratiques militantes à Moscou ; ensuite discuter les études ouest-européennes et nord-américaines dédiées à l'action collective et à l'espace public en recourant à l'expérience filmique comme support de recherche ; enfin, donner une large place aux discours critiques ordinaires, militants et savants, formulés par des intellectuels, artistes, militants, journalistes, architectes, juristes russes. Cette dernière mission a été longue et laborieuse : elle a été extrêmement exigeante en terme de lectures (ouvrages, publications sur Internet – l'Internet russe est un vaste et riche territoire), de participation à des événements militants, scientifiques et artistiques, de rencontres, d'activités en commun et de discussions, toujours animées. J'aurai tenté d'examiner un certain nombre de dispositifs critiques (scientifiques, intellectuels et militants) opérants dans la Russie contemporaine, en m'introduisant dans des formes de discussion, de dénonciation et de revendication autochtones. La question posée était de comprendre dans quelle mesure ces dispositifs critiques permettent d'accompagner les changements qu'a connus la Russie depuis vingt ans, de résister pour les personnes aux dégâts occasionnés par les nouvelles formes qu'ont pris les activités politiques et économiques et de proposer une alternative.

J'ai longtemps exploré et j'ai assisté à une grande quantité d'actions organisées par des groupes divers avant de décider quels groupes suivre. Les actions revendicatives à Moscou sont régulières et nombreuses. Elles révèlent des figures de la solidarité quotidienne et mettent en forme divers canaux d'expression publique. Pour sortir de la litanie et du ressassement concernant le sort de la politique en Russie, j'ai voulu répondre à la question : « Que se passe-t-il dans les pratiques militantes ? ». Mon point de départ a été de participer à des expériences manifestantes concrètes. « Participer » au double sens de pratiquer une

enquête par *observation participante* et au-delà des discours officiels, médiatiques ou experts, de m'engager dans une *participation directe* aux luttes sur le terrain. Il s'est agi de prendre à bras le corps le problème de l'action de rue, en m'y rendant, avec une caméra.

En arrivant à Moscou, même si j'avais le vague projet d'enquêter avec une caméra sur des pratiques urbaines, sans trop savoir lesquelles, je ne pensais pas enquêter sur des actions revendicatives. Quelques semaines après mon arrivée à Moscou j'ai fait la connaissance dans une conférence (« Le capitalisme comme religion ? L'art et la théorie critique ») d'« artistes de gauche » (*levye khudojniki*), comme ils se définissaient, chez qui je suis allée ensuite vivre, dans un appartement collectif, après moins d'un mois de vie commune avec des étudiantes chinoises à la cité universitaire de l'Université de l'Amitié entre les peuples. Pour satisfaire ma propre curiosité et accompagner mes amis, je me suis rendue le 1er mai 2008 au meeting des syndicats indépendants et des organisations de gauche près de la station de métro « rue 1905 ». Ces militants et sympathisants ne voulaient pas défiler avec les syndicats officiels et le parti au pouvoir, *Russie unie*, au centre de la ville. Le meeting fut un choc pour moi : cent personnes se tenaient debout, sous la pluie, dans un enclos entouré de barrières métalliques dans lequel on pénétrait par des détecteurs de métaux, après une vérification des sacs par des policiers, et coincé entre un monument et une autoroute urbaine. Des manifestants furent arrêtés sous prétexte que le nom de leurs organisations n'était pas inclus dans la liste déposée à la préfecture. L'ennui éprouvé dans l'action et le sentiment d'absurde lié à cette arrestation visiblement habituelle cristallisèrent en moi un doute quant au sens de ce militantisme. Ses répertoires d'action collective et les modalités d'être ensemble qu'ils induisent me sont apparus comme la forme paradigmatique d'un drame du militantisme en Russie, à la fois impossible car réprimé et inhospitalier. Ce trouble a été le moteur de l'enquête. Il a donné lieu à ce travail de recherche. Comprendre ce trouble a impliqué de tenter de retrouver les significations situées et datées de ce militantisme. Au fur et à mesure de ce travail, problématiser, ça a été donc de mettre en énigme ce qui était communément admis, ce qui paraissait « normal » (voir les notions de « *taken for granted* » chez Alfred Schütz, 1967, et de « *normal appearance* » chez Erving Goffman, 1971/1973) dans l'activité revendicative. Mais, je compris bientôt que mon trouble était partagé par une bonne partie de mes interlocuteurs. Avec eux, nous avons alors identifié ces troubles qui entraient en relation entre eux, se répondaient et s'excitaient réciproquement (selon une logique décrite par John Dewey, 1934/2005). Par conséquent, « problématiser » a consisté à prendre part aux contextes d'activité et de mes activités, relever au plus près les doutes et les critiques qui émergeaient dans leurs discussions ordinaires, quand ils étaient confrontés à des événements ou en passe

de prendre des décisions collectives, et prendre à rebours la « normalité » de leurs situations sans pour autant rompre avec leurs formes d'expérience.

La coalition comme lieu d'expérimentation démocratique et d'enquête

L'éclairage sur le politique et ses conditions de possibilités a été mené au moyen d'une étude de cas. Il s'agit de trois initiatives publiques (*obshchestvennye initsiativy*), trois coalitions (ou alliances interorganisationnelles) protestataires, constituées à Moscou à la suite d'événements traumatiques pour les personnes qui y ont participé : 1) le passage à tabac de jeunes gens le 4 avril 2008 par des policiers au commissariat de Sokolniki, 2) le double meurtre politique le 19 janvier 2009 de Stanislav Markelov, avocat, homme de gauche et défenseur des droits de l'homme, et Anastasia Babourova, journaliste stagiaire au bihebdomadaire d'opposition *Novaïa Gazeta* et militante libertaire et 3) l'arrestation, le 30 juillet 2010, de deux militants antifascistes, Alexeï Gaskarov et Maxime Solopov, dans le cadre d'une lutte contre un chantier autoroutier traversant la forêt de Khimki, dans la banlieue nord de Moscou. Ces coalitions m'ont intéressée à plusieurs titres : j'ai été touché par les événements qui se sont déroulés à Moscou quand j'y habitais, mener une enquête a été une façon d'y réagir et d'y prendre part. Je me suis impliquée dans la création de ces fronts communs. Les coalitions étudiées ont été capables d'impulser une mobilisation collective intense ; elles ont conduit à reformuler des problèmes majeurs de la société russe, à savoir l'arbitraire de la police, la terreur ultranationaliste et la destruction de l'environnement. Ensuite, cette forme coalition nous apprend beaucoup sur une époque de l'histoire récente de la Russie, qui couvre la deuxième moitié des années 2000 jusqu'aux élections de 2011 et 2012. La coalition est un type de regroupement pluriel typique d'une période où l'opposition démocrate-libérale se recompose et réinvestit la rue du fait de son expulsion depuis 2003 de l'arène parlementaire. L'insertion de cette dernière dans des alliances avec d'autres forces politiques (de gauche, libertaire, antifasciste, ultranationaliste) s'inscrit dans un processus de renouvellement des rapports de force. La politique partisane, depuis que l'arène de la politique parlementaire est devenue encore plus inaccessible avec l'avènement de Vladimir Poutine au pouvoir, s'est déplacée vers d'autres espaces, dans des alliances à visée électorale (coalitions d'opposition plutôt d'orientation démocrate-libérale, avec des éléments de gauche, comme *Une autre Russie*) et des coalitions se présentant comme citoyennes (comme celles étudiées ici). Ces coalitions se concentrent sur l'action de rue : c'est donc dans la rue que mon enquête a commencé, afin de prendre au sérieux et au pied du mur de l'action militante l'orientation stratégique qui s'est imposée. Ensuite, la coalition est intéressante : elle renvoie à

des modes d'assemblement peu explorés par l'enquête classique des sciences sociales. Elle occupe une place relativement marginale dans les études sur les mouvements sociaux. Il en est question dès les années 1960 dans la littérature nord-américaine, avec par exemple les travaux sur les coalitions politiques inspirées de la théorie des jeux. Dans le domaine des mouvements sociaux le premier papier programmatique sur le « champ inter-organisationnel » (*interorganizational field*) date de 1967 (WARREN Roland L., 1967)[8]. Enfin, *a posteriori*, l'étude des coalitions a donné de précieux enseignements sur des événements postérieurs, notamment sur la manière des opposants d'organiser la confrontation avec le pouvoir dans le cadre des manifestations rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes autour des élections législatives de 2011 et présidentielles de 2012, entachées de fraudes massives. Nous parlerons de cette séquence dans la conclusion de la présente étude, qui viendra confirmer ses résultats en même temps qu'elle va tourner la page d'une période.

L'enquête sur les coalitions a pris la forme, originale par rapport à la littérature existante, d'une enquête sur la constitution d'une expérience publique, conçue ici comme un processus. Le mouvement des coalitions, dans le jeu des interactions entre différentes organisations qui a conduit à une interpénétration de leurs membres, de leurs idées et de leurs objectifs, a impliqué un changement dans les expériences personnelles et a refaçonné leur environnement politique. À travers ces coalitions, j'ai pu voir émerger des forces, se recomposer et se défaire des milieux militants, se transformer des relations et par moments, s'inventer de nouvelles formes d'action. L'enquête a déterminé quels événements présents et antérieurs ont provoqué la création des coalitions. Les coalitions sont l'occasion de rencontres, y compris avec des auditoires et des individus non-militants, et de mises en commun qui sont autant d'épreuves pour les personnes et les organisations. Une question centrale de la recherche a été de comprendre comment le travail d'organisation et de configuration au sein des coalitions permettait de construire un pouvoir agir en commun à partir et au-delà des communautés d'appartenance (militante, famille, amis). L'enquête a documenté quels types d'expérience publique et politique prenaient forme dans ces coalitions et comment leur agir collectif s'organisait en priorité autour d'actions de rue.

Itinéraire

La présente étude est composée de six séquences correspondant à six entrées dans l'univers de l'action politique à Moscou : descriptions d'actions de rue, expériences de la

[8] Pour une analyse de coalitions dans la littérature francophone récente, voir : MATHIEU Lilian, 2009.

manifestation, travail d'organisation des coalitions, répressions, Moscou et caméra comme moyen d'enquête. Le **chapitre premier** ressaisit la dynamique de cinq rassemblements de rue en tant qu'entités discrètes en se focalisant sur les situations de manifestation. Ces actions correspondent à cinq formes d'action revendicative du répertoire d'action collective observable à Moscou : le piquet, le meeting, la manifestation, l'action spontanée et le forum civique. Les rassemblements décrits, sans être représentatifs de toutes les actions et luttes qui se déroulent à Moscou, présentent un aperçu et une bonne diversité des formes d'action, comportements et expériences publiques qui ont lieu ordinairement dans la rue de cette capitale. Le chapitre montre les façons d'agir ensemble, les négociations, les formes de la répression et les rapports de l'action revendicative avec le milieu urbain. Il introduit des faits et des gestes ainsi que des interprétations de participants. L'observation minutieuse avec une caméra a permis de suivre les pratiques manifestantes dans les transactions entre les participants directement engagés dans les actions (manifestants, organisateurs, policiers, journalistes, passants) et de ces participants avec l'environnement proche. C'est là que la perspective goffmanienne a contribué à décrire finement les rassemblements. La caméra a permis une prise de note d'éléments secondaires et marginaux d'ensembles de non-dits et difficilement saisissables à l'œil nu, très sélectif. La richesse significative de ces derniers est apparue à la relecture des images, au moment de l'analyse des expériences vécues par les participants. Le chapitre souligne le caractère dynamique, temporel et négocié de ces activités situées. Les images militantes, journalistiques et celles que j'ai produites ont été utilisées dans ce cadre comme des ressources pour l'enquête. Elles ont permis, avec précision et à partir d'autant de points de vue que de vidéastes filmant (j'ai travaillé pour chaque événement avec toutes les images disponibles, des participants et sur Internet), de montrer des éléments qui font d'un rassemblement une action protestataire, dans leur diversité, leur régularité, leur répétition et leur évidence.

La première action est un rassemblement qui s'est tenu le 11 juillet 2009 sur le square Pouchkine à Moscou pour protester contre le passage à tabac de jeunes personnes le 4 avril 2008 par des policiers et contre la procédure judiciaire que ces derniers engagèrent contre l'une des victimes, Vsevolod Ostapov. La deuxième action est une manifestation organisée le 19 janvier 2010 au centre de Moscou en mémoire de deux personnes assassinées un an auparavant, l'avocat Stanislav Markelov et la journaliste Anastasia Babourova. La troisième action est une marche non négociée au préalable avec la préfecture devant l'administration de Khimki le 28 juillet 2010, protestant contre les illégalités et les intimidations entourant le chantier d'une autoroute traversant la forêt de Khimki, au nord de

Moscou. La quatrième action est un meeting qui s'est tenu près de la station de métro Tchistye prudy, à Moscou et réclamant la libération de deux militants, Alexeï Gaskarov et Maxime Solopov, accusés d'avoir organisé l'action précédente. La cinquième action est le forum social « Anti-Seliger » qui s'est déroulé du 17 au 19 juin 2011 contre la destruction de la forêt de Khimki. Mon parti-pris méthodologique a été de commencer l'enquête en faisant l'expérience, sur la base d'un engagement dans une activité filmique, de ces actions manifestantes en cours d'accomplissement. L'enquête témoigne ainsi du cœur des événements tout en fournissant un premier aperçu du contexte des cas présentés. Au moment de l'observation, il était difficile de parier sur le devenir de ces campagnes publiques. Le chapitre plante le décor et introduit le lecteur au sein des événements, dans le mouvement même de leur émergence. Sur la base d'une connaissance éprouvée, il décrit des actions dans des situations de coprésence. Ces actions sont situées dans un double rapport au temps et à l'espace : d'une part elles ont une durée propre et des phases intrinsèques qui se conditionnent les unes les autres, d'autre part, elles sont un maillon dans une chaîne d'événements, avec des événements antérieurs qui les ont rendus probables et des événements postérieurs qui sont liés à elles. Une description fine des actions, au cœur des expériences et des transactions, permet de mettre en valeur l'organisation de l'activité manifestante. Celle-ci, ajustée à l'environnement et aux formes de vie culturelles, constitue l'art manifestant en processus.

Le **chapitre 2** analyse ce qui se vit dans les actions et cherche dans les récits des expériences le sens de ces actions pour les participants et leurs publics. Les dimensions de l'action sont à la fois internes (en ce que l'action a une unité intrinsèque et singulière, avec sa forme, sa logique et ses critères d'accomplissement) et externes (en ce que l'action a un environnement externe, des destinataires et qu'elle est perçue par des publics). Pour comprendre ce qui se joue dans les rassemblements, l'enquête s'est intéressée aux espaces physiques de la rue où se tiennent les manifestations et à différentes sphères communicationnelles (réunions, discussions informelles, Internet). La description minutieuse des dimensions les plus fines de l'action n'élude pas ici (on reproche souvent à l'ethnographie de se refuser à poser des questions théoriques) les questions de l'action et de l'être-ensemble politiques, tout en ancrant ces dernières au niveau de rassemblements et de groupes concrets. Ce niveau descriptif et explicatif engage une réflexion sur la « grammaire » de l'action revendicative, autrement dit sur les règles à suivre pour que les rassemblements satisfassent sur un plan pratique et moral les participants qui s'y engagent. L'action manifestante est l'élément le plus spectaculaire et cinégénique de l'activité politique. Elle est classiquement vue comme un moment éminemment politique, qui permet de créer de l'espace public. Le

formidable outil d'engagement émotionnel, de mise à distance et de réflexivité qu'est la caméra m'a permis d'explorer les manifestations dans tout l'ordinaire des paroles et des gestes, des rythmes et des lieux. Le chapitre présente les mises en scène publiques et les cadres d'implication qui correspondent à ces rassemblements. Le regard tourné vers l'anticipation que travaille la pratique filmique permet d'envisager les expériences sous l'angle de leurs conséquences. Les effets des dispositifs policiers, urbains et militants sur les manières d'être ensemble sont examinés dans les rassemblements, dans les meetings, la forme d'action la plus répandue en Russie, et dans les actions spectaculaires non négociées avec les autorités. Les actions de rue supposent la mise en place d'un dispositif militant de médiatisation avant et après la réalisation de l'action, où l'Internet joue un rôle majeur aujourd'hui. L'enquête a porté sur les récits et les images produits par les militants à la suite des actions et leur réception par les publics politiques et médiatiques, grâce à une ethnographie sur Internet et hors ligne. L'analyse des images militantes publiées sur les sites et les réseaux sociaux a permis de développer une problématique de la production, de la diffusion et de la réception des récits militants. Elle essaie d'identifier dans ce cadre les dispositifs, les modalités pratiques d'organisation de la parole et les forces qui créent des fenêtres et des verrous à l'expression politique. Elle met en évidence des processus de catégorisation et d'argumentation, construits dans les récits, sur l'action de rue, le mode d'association qu'est la coalition, les problèmes traités par les coalitions et la politique. Il est alors possible de voir comment les récits et les images, ces mises en intrigue, ont des effets sur les collectifs, les publics médiatiques et l'action revendicative elle-même (comme forme d'expérience du point de vue des militants).

Le **chapitre 3** opère un déplacement des séquences des actions manifestantes vers une compréhension plus large de l'activité revendicative et de ses pratiques d'organisation au sein des coalitions. Il s'agit à présent de comprendre le succès pratique et moral de la forme « meeting », appréhender les problèmes pris en charge par les coalitions, puis d'examiner le travail d'organisation, de régulation interne des coalitions au regard de leur horizon stratégique. Une analyse fine et située du répertoire d'action des coalitions est menée, en ne cédant pas aux raccourcis structuraux de la théorie de la mobilisation des ressources et du processus politique. Dans l'analyse génétique et historique de la forme d'action de rue du meeting, une attention spécifique est donnée à la manière dont les cadres de l'action collectifs sont transmis ou abandonnés. Qu'est-ce qui fonde l'accord sur la définition d'une bonne action publique pour le type de regroupement que sont les coalitions ici étudiées ? Dans une perspective pragmatiste et inspirée par la sociologie des problèmes publics, plusieurs

trajectoires repérées dans l'histoire des mobilisations à Moscou sont restituées dans leur contexte. La trajectoire des trois problèmes publics abordés et publicisés par les coalitions (l'arbitraire de la police, la terreur ultranationaliste et la destruction d'un environnement naturel) est présentée. Dans quels lieux et à quels moments, des problèmes touchant à la vie commune ont pu être formulés en public et comment cette dynamique collective a-t-elle pu donner naissance ou non à des coalitions ? Ensuite, les dynamiques de mobilisation collective et de médiatisation mises en œuvre par les coalitions sont soigneusement analysées. Enfin, l'enquête problématise la vie des coalitions, l'organisation du travail en leur sein et les épreuves de pluralité qui y travaillent l'expérience collective. Les coalitions sont en effet des regroupements d'individus et d'organisations militantes qui ont des idéologies, des intérêts et des objectifs divers, mais qui dans l'action conjointe, développent des points de vue communs[9]. Les situations de manifestation et d'autres activités revendicatives font l'objet d'une diversité d'appréciations, sur la bonne marche à suivre et sur les rôles impartis à chacun. Ces définitions concurrentes occasionnent toutes sortes de transactions, de négociations et des tactiques de rapprochement ou de démarcation, de réunion ou de disjonction. Cette activité complexe et conflictuelle de la vie organisationnelle, est ici mise en valeur en l'observant dans une grande variété d'espaces, des réunions formelles et informelles, des conversations, des rencontres et des rassemblements (GOFFMAN Erving, 1963/2013). L'exploration va jusque dans les gestes les plus personnels en prenant en compte les émotions des personnes : elle sonde le retentissement du travail du militantisme sur les personnes qui s'y sont impliquées. La démarche phénoménologie et la sociologie des régimes d'engagement nous ont inspiré dans la tentative de décrire ces formes d'expérience propres à des personnes. Les individus fournissent le carburant de l'action collective (GRAHAM Keith, 2010, p. 31) et on veut traiter ici ce qui leur arrive dans ce cadre en tant que patient moral. La personne du chercheur est aussi en jeu : c'est à partir de ma propre expérience, dans les relations avec les autres, que j'ai pu analyser ce qu'ils éprouvaient. Dans la recherche de significations, l'enquête étend des tentacules au-delà des mondes revendicatifs et militants. Les activités revendicatives sont en effet imbriquées dans des contextes sociaux et environnementaux multiples (professionnels, confessionnels, sportifs, de la famille, des réseaux relationnels, du voisinage, de l'école, des études, de l'art, etc.) où les groupes prennent forme et qui sont sans cesse investis par les personnes qui s'engagent, souvent sur de longues périodes. Ces mondes sociaux auxquels participe l'individu (et appréhendés par

[9] Ann Mische a développé cette question dans *Partisan publics* (2008).

Schütz), leurs activités primaires et leurs manières de dire et de faire imprègnent l'activité revendicative.

Les événements et les pratiques revendicatives sont configurés par des activités répressives (**chapitre 4**). La répression est un thème de prédilection pour les études qui s'intéressent aux pays autoritaires. Les activités répressives sont prises ici dans une acception large puisque la répression n'est pas une forme de pouvoir accaparé par l'État : il a fallu analyser diverses formes publiques et privées de police qui intimident, frappent, sèment la terreur et peuvent décourager les activités revendicatives. Il s'agit, en plus des agences étatiques, de militants ultranationalistes, de mouvements de jeunesse pro-Kremlin, de compagnies de protection privée et du crime organisé. Ces acteurs n'ont eu, depuis la moitié des années 2000, de cesse de faire sortir de la rue les manifestants, sans que l'on ne sache jamais vraiment dans quelle mesure le pouvoir contrôle ou commandite les actes d'intimidations et les meurtres. L'enquête sur les activités répressives a débuté au niveau de la rue, dans les situations de manifestation (décrites dans le chapitre 1) et leur gestion par la police des foules, puis a continué dans des commissariats et des tribunaux, en suivant le parcours des personnes prises dans les mailles du filet répressif, à travers les histoires des coalitions. Nous analysons également les actes d'évaluation et de qualification des agents du pouvoir, des simples agents policiers aux plus hauts responsables politiques. L'étude de cas n'est pas qu'une chronique de la répression en Russie. Elle permet de prendre en compte la complexité des phénomènes de la répression au quotidien et dans leur déploiement temporel. L'approche ethnographique offre un regard nouveau sur la dynamique de la répression sur le terrain russe en considérant sa dimension interactive, émergente et processuelle. Mon ambition est de ne pas en rester à une simple dénonciation de l'arbitraire, position communément admise pour les régimes autoritaires comme la Russie. Le pouvoir n'est pas seulement ce qui réprime, qui défend, qui refuse, qui dénie et qui censure. Il donne également le ton : ses thèmes et ses initiatives sont au centre de l'attention médiatique et des militants. Les épreuves administratives et de la répression traversées par les coalitions et les personnes modèlent des formes particulières de coordination de l'action et jusqu'aux manières de faire de la politique des opposants au régime. Il s'agit d'identifier les conséquences de cette « police politique » sur les activités revendicatives. La question est de comprendre comment les personnes engagées interprètent les actions répressives qui les frappent et de décrire les stratégies de survie des collectifs dans ces situations extrêmes.

Le **chapitre 5** traite de la question de la forme de vie métropolitaine moscovite avec laquelle les activités revendicatives sont dans des relations d'interdépendance. Il insère les

activités revendicatives dans le cadre des transformations historiques et spatiales qu'a connues Moscou et qui ont affecté les espaces communs. L'analyse des situations manifestantes, visibles et publiques, se poursuit ici par une enquête, à forte composante écologique, sur les espaces de coprésence que compte la capitale, les espaces habités et les espaces communs et ouverts. Les transformations de l'agir militant analysées dans les chapitres précédents sont indissociables de celles de la vie à Moscou depuis la fin des années 1980. Les métamorphoses urbaines et le changement de statut des espaces ont transformé les expériences urbaines à Moscou, les manières d'être et de se mouvoir ensemble. Moscou et les activités revendicatives sont des lieux et des moments de l'expérience publique et du processus jamais clos de publicisation et de démocratisation des espaces urbains. Cette recherche sur l'environnement moscovite s'est déployée à partir d'un ancrage empirique et d'une implication dans la vie à Moscou. Ce travail permet un retour réflexif sur le bagage conceptuel à travers lequel d'une part la ville spécifiquement postsoviétique peut être abordée et d'autre part la mégalopole est appréhendée comme matérialisation d'« espaces publics » potentiels. Il ancre l'analyse des espaces publics entendus comme lieux de débats et de constitution de publics et de communautés politiques sur celle de sites concrets. Suivant l'approche pratique des aménageurs et les urbanistes, nous rapportons la notion d'espace public à des lieux qui offrent plus ou moins de prises pour les rencontres entre inconnus et l'action revendicative. Ce chapitre, illustré de photographies et de cartes, permet de saisir quelques aspects de la vie quotidienne à Moscou et leurs liens avec les activités revendicatives. L'enquête a également établi une géographie de la Moscou revendicative en répertoriant les lieux de la politique dans la capitale.

Le **chapitre 6** revient sur l'enquête filmique présentée ici comme une méthode expérimentale et innovante qui peut servir de base à une démarche inductive. Le chapitre est l'occasion de s'arrêter sur la méthode élaborée par nos soins tout au long de l'enquête filmique et de recadrer cette dernière par rapport aux débats disciplinaires sur l'usage de la caméra en sciences sociales. L'enquête sur les actions a associé une observation filmique des actions de rue et une analyse des images militantes les relatant. La production et l'analyse des images résultent autant d'un renouvellement des modalités d'approche de la réalité dans les sciences sociales que de la transformation de l'objet de l'activité militante. En effet, les frontières des espaces publics se sont déplacées avec la digitalisation d'une partie de la vie sociale, c'est-à-dire la collecte et la diffusion massive de données sur Internet. C'est donc naturellement que l'on peut chercher à suivre et à étudier des communautés qui occupent aujourd'hui à la fois des espaces géographiques concrets et des espaces publics virtuels

d'Internet remplis d'images, en partie produites par les militants. La démarche filmique soutient une conception scénique de la théorie et de l'analyse des actions et des événements. Le travail à partir des images et en leur compagnie fournit de solides appuis pour nourrir une méthode comparative continue pendant la recherche. Il a constitué une contribution importante à une thématique attractive en sociologie, mais peu explorée empiriquement, les émotions publiques. Cette méthode a travaillé l'expérience des actions de rue. Notre perspective d'ethnographie pragmatiste a impliqué de réaliser soi-même des vidéos pour apprendre à observer et vivre la réalité et également pour faire l'expérience du monde des images à l'intérieur de communautés de production et de réception de celles-ci. Elle a mis à l'épreuve les représentations ordinaires et savantes sur l'action collective à Moscou.

Le travail avec la caméra et sur les images permet d'analyser les actions sur deux plans, indissociés dans les activités, mais dédoublés pour les besoins de la démonstration. Ce dédoublement va donner lieu ici à deux trajectoires, deux fils qui courent tout le long du texte : celle des images comme sources d'information référentielle pour la description des cours d'action et des activités figurant dans le champ du sensible et du visible, et, celle des images comme participant à la fabrication des événements, à la mise en intrigue d'actions et de personnages, et donc auxquelles on reconnait le pouvoir performatif dans la constitution des collectifs et des publics étudiés. Les événements publics ne sont pas des réalités en soi, figées. De même le statut des images n'est pas ici fixé une fois pour toute : dans chaque chapitre les images mettent en relief divers attributs des expériences revendicatives. Selon les questions que l'on pose aux images, chaque signe désigne des figures différentes de l'expérience. Au fil de la lecture, toute une chaîne d' « interprétants » (notion peircienne – PEIRCE Charles, 1978) et de publics de ces images va se déployer. Une telle démarche expérimentale et pragmatiste de la caméra et des images s'inscrit dans la lignée des dernières recherches (que l'on présentera) qui mettent en œuvre des rapprochements entre arts et sciences sociales, spécialement entre cinéma et ethnographie visuelle, en s'inspirant des enquêtes artistiques pour élargir les capacités d'investigation et d'analyse des sciences sociales.

I. Cinq actions de rue. Première description

Notre itinéraire commence par la manifestation de rue. Je vais dans ce chapitre décrire cinq actions revendicatives que j'ai observées à Moscou *in situ* et en temps réel, avec une caméra. Cinq actions, c'est bien peu au regard de la diversité et de la quantité des rassemblements qui ont pris place dans cette ville pour la période étudiée (2008-2011). Néanmoins, privilégier une description localisée et intensive d'un nombre limité d'actions est la seule façon de rentrer dans leur complexité et de saisir de manière assez fine leur mise en scène et en intrigue. Ce type d'observation minutieuse offre une sorte de « ralenti » qui permet de voir concrètement des liens entre des événements, des activités, des actions, des interactions, des émotions ainsi que des rapports à des contextes plus larges. Ces cinq rassemblements correspondent à cinq formes d'action revendicative (que je définirai plus loin) du répertoire d'action collective qui peut être observé à Moscou : le piquet, la manifestation, l'action spontanée, le meeting et le forum civique. Les événements qui ont provoqué chacune de ces cinq actions sont différents, même si nous verrons que les actions projettent des tentacules les unes vers les autres. Ces événements sont : le passage à tabac de jeunes personnes par des policiers dans un commissariat à Moscou, un double assassinat politique dans le centre de la capitale et une arrestation sur fond de conflit autour d'un chantier autoroutier traversant la forêt de Khimki, dans la banlieue nord de Moscou.

Le parti-pris méthodologique d'une observation intensive de cinq actions sert à planter le décor, présenter quelques éléments de contexte et à donner à voir. Déjà à ce niveau de la présentation, ce premier récit qui se veut descriptif est déjà redescription d'un événement passé. Le compte-rendu des contextes de micromobilisation ici fait opère lui-même une mise en intrigue. Il individue des activités pratiques et donne à pressentir des interactions, des enjeux et des effets entourant les expériences, que j'analyserai dans les chapitres suivants. La constitution de ces récits s'est effectuée en compagnie d'images produites et visionnées tout le long de la recherche. Dès la première étape de l'enquête, au cours des actions et lors de la lecture répétée des séquences filmées, le regard s'est fixé tour à tour sur des séquences d'actions, des arrangements spatiaux, des équipements d'objets et des dispositifs qui encadrent l'action collective. Il a repéré des performances, des façons de coopérer et de s'ajuster, des interactions et des cadres de participation. Il a documenté des émotions et des jeux d'expression dans des situations imprévisibles et difficiles. L'observation filmique *in situ* a mis en lumière des personnages, des collectifs et des équipes. Ces figures émergent dans des

histoires d'expériences et d'expérimentations publiques. Elles disparaissent ou se maintiennent ensuite à travers des épreuves que nous décrirons plus loin.

1.1 11 juillet 2009, un rassemblement contre l'arbitraire de la police

Le 4 avril 2008, à la sortie du métro Sokolniki, à 20 heures, une heure de grande affluence, deux policiers, badges occultés, tentèrent d'arrêter un jeune homme de 19 ans, Vsevolod « Seva » Ostapov, sous le prétexte qu'il buvait une bière[10]. La loi dit qu'il est interdit de boire de l'alcool sur la voie publique. Mais elle ne rangeait pas au moment des faits la bière parmi les boissons alcoolisées[11]. Ses amis s'interposèrent. D'autres policiers arrivèrent en renfort et frappèrent les jeunes gens à la matraque et au taser. Ils arrêtèrent les jeunes Ivan Pavlov et Kirill Kariazine, puis dirent à Vsevolod de les suivre. La raison invoquée par les policiers fut : « *de venir témoigner qu'il avait bu ou pas. Bref pour remplir un procès-verbal* »[12]. Un groupe d'amis suivit Vsevolod jusqu'au commissariat. Quatre d'entre eux furent arrêtés : Oleg Dobrjanski, Semen Ovtcharenko, Oleg Kolesnikov et Boris Rochtchoupkine (les trois derniers étaient mineurs). Pendant cinq heures, les policiers battirent violemment les sept garçons avec des sangles et au taser. Kirill fut victime d'un malaise cardiaque. Les policiers prirent peur et le déposèrent devant un hôpital. Les jeunes gens furent libérés dans la nuit, après avoir signé des procès-verbaux (qui, selon les victimes, auraient été remplis plus tard par les agents eux-mêmes). Vsevolod dit avoir écrit le sien sous la dictée du commissaire de police de Sokolniki.

Les parents des jeunes personnes, choqués, se plaignirent quelques jours plus tard à la « police des polices » (*Upravlenie sobstvennoi bezopasnosti*, USB) du Département d'État des affaires intérieures (GUVD). Celle-ci procéda à un examen du commissariat de Sokolniki. L'USB déclara que leurs collègues avaient agi légalement, en mettant fin à une « *bagarre de*

[10] La vidéo de l'arrestation est disponible sur : https://youtu.be/Y0EAb08JxYw (accès le 30/01/2014) (vidéo 1) (voir les détails des vidéos consultées en ligne dans la liste des sources en annexe). Ce document est également disponible dans le DVD accompagnant le présent ouvrage afin de faciliter la lecture, la projection sur écran et en conserver la mémoire (au cas où les vidéos disparaitraient d'Internet).

[11] La bière sera légalement classée comme une boisson alcoolisée en juillet 2011 (voir chapitre 4). En outre, des tests ultérieurs pendant la détention montrèrent que Vsevolod n'avait pas bu. La bouteille était selon lui encore fermée.

[12] Propos recueillis auprès de Vsevolod lors d'une réunion informelle en préparation à l'action du 11 juillet.

masse d'informels »[13]. Ce résultat fut repris par la direction du GUVD qui empêcha les jeunes gens de lancer une procédure pénale contre la quinzaine de policiers impliqués.

Suite à ce passage à tabac et aux actes répétés de violence policière subis, entendus et vus par la majorité de la population, des camarades de Vsevolod, des militants libéraux, de gauche, des droits de l'homme, libertaires et antifascistes lancèrent dans les jours qui suivent l'événement traumatique une campagne publique contre ce qui fut défini comme « l'arbitraire de la police ». Celle-ci donna lieu à la première pétition pour une réforme du Ministère de l'Intérieur (MVD) dans ce pays. Cette campagne, difficile, piétina longtemps. Le 11 avril 2008, la police dispersa brutalement un piquet autorisé et pacifique sur la place Slavianskaïa, à Moscou. Deux mois après, le 27 juin 2008, à la demande du militant des droits de l'homme Lev Ponomarev, les avocats Stanislav Markelov et Ievgueni Tchernoussov purent finalement porter « l'affaire Sokolniki » devant le Service d'enquête de la Prokouratoura du district de Preobrajenski[14]. Ce dossier resta longtemps au point mort. Il fut fermé à deux reprises. Entre temps, le service d'enquête avait instruit une autre affaire, à l'étude depuis décembre 2008, contre Vsevolod Ostapov lui-même. Les enquêteurs accusaient Vsevolod d'avoir à la sortie du métro, avec des insultes, lancé du gaz lacrymogène et frappé de son pied à l'aine le sergent-chef Vladimir Tarassov du commissariat de Sokolniki, jusqu'à la perte de connaissance. Vsevolod risquait jusqu'à une peine de cinq ans de prison (article 318.1 du Code Criminel). Ses six amis étaient accusés d'avoir participé à une « *bagarre de masse* ».

Le jour du rassemblement, le 11 juillet 2009, plus d'un an après les faits, l'enquête contre Vsevolod est toujours en cours. La première moitié de l'année 2009 a été particulièrement assombrie par une série de meurtres politiques et de passages à tabac de militants, notamment antifascistes. Stanislav Markelov, l'avocat des jeunes gens, a été assassiné en janvier. Ievgueni Tchernoussov continue seul leur défense. Lev Ponomarev a été durement battu par des inconnus le 31 mars près de chez lui[15]. Un autre événement va cependant réactiver la campagne. Le 27 avril 2009, un officier de police, Denis Evsioukov, entra, à la suite d'une altercation avec son épouse, dans un supermarché et tira au hasard (filmé par les caméras de surveillance), tuant deux personnes et en blessant sept autres avec

---

[13] En URSS, et notamment dans les années 1980, on appelait « groupe informel » tout groupe ou association spontanée de jeunes personnes qui ne relevait pas des organisations officielles (Parti et Komsomol). Le terme est utilisé aujourd'hui.

[14] La Prokouratoura, sorte de parquet, est une institution spécifique à la Russie. J'y reviendrai dans le chapitre 4.

[15] Les affaires dont s'occupe Lev Ponomarev sont si variées qu'il est difficile de savoir qui se tient derrière cette attaque.

son arme de service. Le choc provoqué par cet événement dans la société fit prendre de l'ampleur au thème de la violence policière, qui eut un écho médiatique important. La campagne contre l'arbitraire de la police donna lieu à des rassemblements, par exemple celui du 11 juillet 2009 que je vais décrire maintenant (vidéo 2).

11 juillet 2009, il est 14 heures, l'heure du début du piquet de rassemblement autorisé par la Mairie[16]. Les manifestants affluent sur le square Pouchkine où le dispositif policier a été déployé comme d'habitude. Des barrières métalliques encerclent la scène manifestante. L'entrée se fait par deux barrières permettant le passage d'une seule personne à la fois. Chaque personne est examinée par un policier et un OMON (unité de forces spéciales, équivalent des CRS français). Le passage, cette proximité et ce face-à-face muet avec les policiers est pénible et humiliant pour les manifestants.

Ce square et la place Pouchkine sont situés de part et d'autre de la principale rue radiale de Moscou, la rue Tverskaïa, et au croisement de l'Anneau des boulevards, à deux kilomètres, au nord-ouest, du Kremlin. La place (surnommée « *Pouchka* ») et le square Pouchkine sont, avec le monument Tourgueniev, deux lieux traditionnels de protestation à Moscou. Place et square ne forment pas, malgré leur proximité, un ensemble cohérent du fait de la largeur de la rue Tverskaïa à six voies, qui est plutôt une avenue, impossible à traverser en surface. Les lieux offrent un environnement plutôt défavorable à une mobilisation collective. Quelques passages piétons souterrains font le lien entre les deux rives. Place et square, avec leurs fontaines et leurs bancs, sont des lieux très populaires pour les Moscovites qui s'y donnent rendez-vous et où certains y ressentent « l'âme de la ville »[17]. Ce samedi, l'ensemble est ordinairement bruyant et fréquenté, et le trafic, important. Le territoire du meeting, le square, est noyé dans un ensemble urbanistique immense entouré par de monumentaux bâtiments soviétiques de plus de six étages, construits dans les années 1930-1940 et surmontés de gigantesques panneaux publicitaires et de néons, un vaste restaurant McDonald's, l'imposant immeuble constructiviste hébergeant les bureaux de la rédaction des Izvestia et l'édifice du cinéma Pouchkinski (ex-Rossia). Le tout est monopolisé par la circulation des véhicules à moteur.

Parmi les manifestants, sont présents de jeunes « informels » (*neformaly*), des amis de Vsevolod, des militants libertaires, antifascistes, libéraux, de gauche et des droits de l'homme.

---

[16] Le piquet (*piket*) est, avec le meeting (*miting*), le mode d'action le plus courant en Russie. Le nombre de participants est limité dans le piquet à quelques centaines de participants, les mégaphones et les tribunes y sont interdits. La vidéo est sur : https://youtu.be/K0l_QhtfZ1o, accès le 23/09/2012.

[17] Je parlerai amplement de ces places populaires et scènes de manifestation dans le chapitre 5.

D'autres personnes, disant « *ne pas s'intéresser à la politique* », sont également venues, fait rare, après avoir lu une invitation à manifester sur Internet. Quelques passants signent la pétition (geste également peu commun dans les rues de Moscou) que présentent des militants en faveur de l'arrêt des poursuites judiciaires contre Vsevolod. Ces passants ont entendu parler des pratiques du commissariat de Sokolniki. L'histoire a visiblement touché un large public. Un militant m'explique : « *Le piquet, c'est seulement le début. Il faut faire venir les médias. C'est la seule façon pour que les choses avancent. Comme le montre la pratique, si l'affaire n'est pas publicisée, elle est classée en douce* ». Un autre ajoute : « *Nous voulons attirer l'attention des autorités sur la brutalité des fonctionnaires de police. Qu'ils classent l'affaire Sokolniki et jugent les policiers.* » Dans l'action, les militants cherchent davantage à attirer l'attention des journalistes que celle des passants.

Les organisateurs ont demandé aux participants de venir sans symbolique partisane : « *C'est une campagne sociale* » (*obchtchestvennaïa kampania*). Il a été convenu lors de la réunion préparatoire que l'appel à l'action ne serait pas lancé par des mouvements politiques, mais par un groupe d'initiative créé pour l'occasion afin d'attirer le maximum de personnes et de ne pas laisser penser que Vsevolod serait un militant (ce qui le desservirait lors du procès). Deux hommes sont venus néanmoins arborant le tee-shirt orange avec le logo du mouvement d'opposition démocrate *Solidarnost*. Les autres militants, venus sans drapeaux ni tee-shirts partisans, les regardent avec des sourires moqueurs. Un militant lance : « *Ah, les vermines* [gady], *ils veulent encore récupérer le mouvement !* »

Le jeune étudiant en mathématiques Vsevolod Ostopov, timide et soigné, est venu. Je l'ai rencontré pour la première fois à la réunion de préparation de cette action. Les participants l'encourageaient alors à s'impliquer activement dans la campagne publique et à témoigner dans une vidéo mise ensuite en ligne[18]. Il dit ne pas oser parler de son histoire ni sur son blog, ni à ses camarades d'université, ni aux personnes non politisées de son entourage. Il a peur d'être renvoyé de son université. Il semble extrêmement fragile, à peine sorti de l'adolescence. Vsevolod n'est pas à proprement parler un militant. Il est l'un des nombreux jeunes sympathisants qui gravitent dans la *tousovka* (soirées ou réunions informelles) musicale anarchisante[19]. Ces jeunes s'habillent en style « informel » ou underground, style qui constitua aux yeux des policiers le 4 avril 2008 un « délit d'apparence ». Encouragé par ses camarades libertaires (« *Seva, il te menace de cinq ans de*

[18] https://youtu.be/cEqv6GeLssY, accès le 22/09/2012
[19] Je parlerai plus largement de la *tousovka* dans les chapitres suivants.

prison ! »[20]), Vsevolod surmonta sa peur. Peu à peu, il prit de l'assurance. Une militante chevronnée me confie au début du rassemblement :

« *Les policiers pensaient effrayer les jeunes en les tabassant. En fait, l'épreuve des procès et les rassemblements fabriquent le militant. En un an, on fait d'un étudiant sympathisant un militant convaincu.* »

Peu après quatorze heures, alors qu'une quarantaine de personnes se trouvent à l'intérieur de l'enclos, des policiers, des combattants de l'OMON et des *opers* en civil (enquêteurs de la police criminelle) refusent l'accès aux autres, prétextant que dans la déclaration en préfecture l'organisatrice avait annoncé seulement cinquante participants. Des policiers, mi-veules mi-irrités, refusent également l'entrée à Vsevolod Ostapov, le principal protagoniste. S'engage alors une longue discussion entre quelques participants, les forces de l'ordre et un représentant du district de Tverskoï, où a lieu le rassemblement. Une cinquantaine de nouveaux arrivants s'amassent autour des barrières. Le représentant du district, la soixantaine, vêtu d'un costume gris rappelant la mode soviétique chez les fonctionnaires, répète obstinément : « *Je ne vais pas parler avec chacun de vous. Il y a des organisateurs, c'est avec eux que je parlerai.* » L'organisatrice, Anastasia Borets, s'indigne : « *Nous avons déclaré cinquante personnes parce que nous pensons que les participants sont seulement ceux qui portent des banderoles et des pancartes. C'est marqué dans leurs lois. Mais, apparemment ils ont décidé d'en donner une nouvelle interprétation aujourd'hui.* » Selon elle, il n'y aurait donc que trois participants : ceux qui portent l'unique banderole.

Ceux qui ont pu entrer attendent en groupes isolés et se déplacent dans la « réserve » (*reservacia*). Je suis à l'intérieur. Le temps est long, on a effectivement l'impression d'être parqué. Autour des barrières, le reste des participants regardent, discutent en petits groupes d'interconnaissance, difficiles à aborder pour un autrui distant. Un membre du groupe d'artistes contestataires *Voïna*, Vladimir Chilov, interpelle des militants libertaires et ironise : « *Pourquoi portez-vous des masques ? Contre la grippe porcine ?* ». Les militants ne réagissent pas. Ils n'ont pas compris ou réagi au recadrage opéré par Chilov. L'interaction tourne court. Les militants ne défendent pas leurs choix par un discours argumenté. Ils ne s'enferment pas non plus dans un mutisme méprisant ou des regards offensés. L'attaque n'a pas donné lieu à une embrouille, qui serait une prémisse d'arène publique. Non, leur attitude est réservée et sans expression. Des militants à l'intérieur et en dehors de l'enclos scandent de temps en temps : « *Respectez vos lois !* » Le représentant du district de Tverskoï tapote la

[20] Seva est le diminutif affectif de Vsevolod.

barrière du doigt, fait semblant de regarder ailleurs. Il est difficile de rester là sans rien faire, de trouver une place dans la situation. Un homme en tee-shirt orange de *Solidarnost* lance fort : « *Rediski !* » (« radis »), qui est l'équivalent en argot d' « imbéciles »[21]. Le mot est adressé aux policiers et au fonctionnaire qui interdisent l'accès au piquet. Les jeunes militants, ébahis, applaudissent chaleureusement. Finalement, à force d'insistance de la part de Lev Ponomarev, les policiers laissent passer encore une dizaine de personnes. L'action commence. Il est 14 heures 30.

Des personnes dans l'enclos déploient une banderole : « *Nous réclamons la fermeture du commissariat de Sokolniki.* ». D'autres distribuent des tracts aux passants sans entamer de discussion avec eux. Débute une représentation théâtrale, une forme simple et paradigmatique de théâtralisation de l'action protestataire, tournant en dérision l'action des policiers et de la justice. La représentation théâtrale permet d'ouvrir un espace atypique dans le centre-ville encombré et bruyant. Elle focalise l'attention des participants. Elle crée une ambiance gaie et redéfinit, le temps d'une représentation, le climat de terreur politique. Un militant lance : « *Malgré les répressions, nous n'avons pas perdu le sens de l'humour.* »

Trois participants déguisés en policiers (chemises bleues et casquettes) attaquent une dizaine d'autres. Ils les jettent à terre et les frappent avec leurs matraques en mousse. Les « citoyens » s'allongent, demandent grâce, protègent leurs visages de leurs mains. Les « policiers » les sermonnent : « *Nous vivons dans un pays libre, c'est pourquoi il est interdit de bouger !* », « *Il est interdit de se réunir à plus de trois !* » Ils leur lancent : « *Extrémistes ! Homosexuels ! Oreilles percées !* » Aux « citoyens » qui demandent de l'aide au « procureur », on leur répond par des coups de matraques. Lorsque les « citoyens » réclament timidement que les « policiers » leur présentent leurs badges, ces derniers répondent : « *Nous sommes venus protéger votre ordre !* » Ils crient : « *Gueule à terre ! Respecte le pouvoir, trogne d'extrémiste !* », « *Tu vas voir ! Présentez vos papiers !* »

Une fois les « citoyens » mis à terre et maîtrisés, arrive le « procureur », joué par un garçon barbu et à l'air rêveur, avec un carton pendu au cou qui indique sa fonction. L'allusion est directement dirigée contre le procureur de la Prokouratoura de Preobrajenski, qui est en charge d'instruire le dossier contre Vsevolod et qui a fermé celui contre les policiers. Le

[21] Le sobriquet de radis fut attribué notamment dans les années 1920 à ceux dont on contestait la radicalité d'apparence : rouges à l'extérieur, mais en réalité blancs à l'intérieur. Le mot devint populaire, pour la période contemporaine, avec le film soviétique *Les Gentilshommes de la chance* (1972), où l'un des personnages tente difficilement d'apprendre la langue argotique (voir les détails des films dans la liste des sources en annexe).

« procureur » présente sa version des faits : il innocente totalement les « policiers » et place dans les mains des « citoyens » des pancartes qu'ils tiennent, allongés, au bout de bâtons : « Quinze fois s'est jeté sous les matraques », « S'est lui-même démis les articulations », « S'est tapé la tête contre le mur de la cellule », « S'est amusé avec un électrochoc », « S'est heurté les reins contre les pieds des policiers », « S'est lui-même tapé la tête avec une chaise » et « A glissé dans un escalier ».

Tout au long de la représentation, un « policier » s'en donne à cœur joie et distribue des coups de gourdin en mousse y compris au-dessus de la barrière métallique, la clôture conventionnelle, sur les spectateurs, notamment des militants et des journalistes qui sont en première ligne. La représentation est un succès. Celui-ci doit beaucoup aux talents de ce « policier » énergique et drôle qui entraine l'ensemble de l'équipe des « acteurs » dans son enthousiasme et une partie de la rue au niveau de ses jeux autour de la barrière. Il est le seul à s'engager dans une relation interactive forte avec les participants et le public. Ses coups à travers la barrière enchantent le public qui échange quelques répliques avec lui. Les autres « acteurs » sont peu expressifs.

L'action théâtralisée peut sembler gentille comparée à la situation réelle de Vsevolod et de ses camarades. Cette représentation paraît en dessous du niveau de la violence dont est capable la véritable police. Les manifestants simulent des crimes et jouent avec la barrière, sans jamais cependant franchir la ligne jaune, c'est-à-dire les frontières spatiales et temporelles concrètes de l'action négociée avec les autorités. Ils distribuent des rôles de méchants « policiers » et « juges », de gentils et dociles « citoyens » et « militants ». Le respect du dispositif policier est une des conditions, aux dires des militants, pour que l'action soit « médiatiquement correcte ». Cette « *action burlesque* », cette « *clownerie* » (bloggeur « Ploutser ») fournit seulement ce qu'il faut pour satisfaire les médias, sans qu'elle fasse passer les protagonistes pour des voyous, des « extrémistes »[22]. Le cadre de la bonne conduite pour les manifestants est étroit. Dans l'espace clos du piquet, éloigné des lieux du pouvoir et n'attirant guère le regard des passants pressés et indifférents, l'action semble close sur elle-même, à l'intention des seuls militants et des journalistes présents.

[22] Le bloggeur Ploutser est le critique d'art Alexeï Ploutser-Sarno, membre du Groupe *Voïna* qui publie les images des actions de ce groupe. Ses mots concernant l'action du 11 juillet sont sur : http://plucer.livejournal.com/179627.html (accès le 22/09/2012) (voir les détails des sites et des blogs dans la liste des sources en annexe). Les « extrémistes » sont visés par un dispositif législatif « antiextrémiste » depuis 2002 (révisé en 2008). J'y reviendrai.

Dans un moment d'inattention des « policiers », des « citoyens » les attaquent par derrière. Ceux-ci tombent à terre et sont lynchés sous le slogan « *Non à l'arbitraire de la police !* » Les « citoyens » les couronnent de la pancarte « Quinze fois s'est jeté sous les matraques ». L'ambiance est joyeuse et bon enfant. Le public applaudit chaleureusement. Les « policiers » ôtent ensuite leurs déguisements, jettent leurs matraques et fraternisent avec les « victimes ». Le « policier » principal fait pénitence. Les « citoyens » lui répondent : « *Quelle honte d'être policier !* » Tout le long de l'action, les (vrais) policiers autour de la barrière regardent calmement le spectacle. Certains sont indifférents, la plupart sont bouche bée, parfois même ils sourient, puis se reprennent. Le spectacle semble captiver tout le monde, policiers compris. Sur un ton innocent, l'action a été capable d'entrer en résonance avec les expériences de chacun, avec le quotidien de la violence policière.

Une fois l'action terminée, alors que les manifestants se dispersent, des policiers capturent l'organisatrice de l'événement, Anastasia Borets, restée sur place à discuter. Ils l'emmènent dans leur voiture. Ce type d'initiative policière n'est pas rare à Moscou. Des manifestants crient : « *Ils emmènent Nastia !* »[23] Certains manifestants se jettent sur la voiture. En vain, crissement de pneus, la voiture passe en force. La moitié des participants décide alors de se rendre au commissariat du quartier, l'OVD du district de Tverskoï, situé à quelques centaines de mètres, dans la rue Bolchaïa Dmitrovka.

L'accès au commissariat est bloqué par des policiers. Les agents et les manifestants échangent quelques propos. Nous apprenons qu'Anastasia est bien ici et qu'elle a été arrêtée à cause du nombre de participants supérieur à celui déclaré en préfecture[24]. Elle fait l'objet d'une peine administrative pour « violation de l'ordre de déroulement d'un meeting » (article 20.2 du code administratif). C'est la deuxième fois qu'un tel scénario se répète pour cette affaire : l'organisateur du piquet du 11 avril 2008 avait connu le même sort. Dans la conversation, un policier se plaint aux manifestants de sa condition : « *Ce n'est pas vous que l'on appelle à la maison, que l'on menace !* » Au bout de dix minutes, les policiers deviennent plus agressifs : « *Eh les gars ! Dispersez-vous, ou sinon on va se livrer à une provocation.* » Les manifestants traversent la rue et stationnent en face du commissariat, comme c'est la

[23] Nastia est le diminutif affectif d'Anastasia.

[24] L'argument est réutilisé le même jour par le premier vice-responsable du service de presse de la municipalité de Moscou, Leonid Kroutakov : « *Il est venu deux fois plus de manifestants que prévu. La police a mis fin à cette provocation* » (http://www.interfax.ru/society/news.asp?id=89727, accès le 22/09/2012) (voir les détails des médias consultés dans la liste des sources en annexe).

« tradition » puisque les manifestants interpellés sur le square Pouchkine sont la plupart du temps conduits à ce commissariat de quartier.

Nous attendons, au pied du théâtre musical Stanislasvki. Nous attendons longtemps. Un autobus de combattants de l'OMON arrive en trombe quinze minutes après. Mais personne ne viendra disperser ceux qui attendent. Mikhaïl Krouger, militant de l'opposition démocrate, profite de sa position de membre de la commission des lieux de détention (Chambre publique) pour aller régulièrement demander au commissariat quand les policiers libéreront Anastasia et exprimer l'impatience du groupe. La réponse est invariablement « *dans cinq minutes* », « *dans dix minutes* ». Elisabeth Prikhodina, juriste du mouvement *Solidarnost* et qui a filmé toute l'action dit : « *Mikhaïl Krouger tente de nous divertir en disant qu'il faut toujours multiplier les minutes policières au moins par trois* »[25].

Les militants sont habitués à attendre ainsi pendant de longues heures devant les commissariats. La peur n'est pas palpable et la situation n'est pas tendue. Les militants font preuve du même contrôle émotionnel de soi que lors de l'action. La réputation du commissariat n'est pas celle de Sokolniki. Les fonctionnaires de police et les manifestants se livrent une guerre d'usure. Une militante chevronnée me dit avec un regard de complicité : « *L'arrestation est médiatiquement une bonne chose pour la campagne.* » Les policiers ont soutenu un visage conforme à celui qu'on leur connaît.

De temps en temps la porte du commissariat s'ouvre. Des *opers*, des enquêteurs de la police criminelle, rentrent et sortent. Un supérieur quitte le commissariat en grande pompe. Un policier vient sans dire un mot enlever sur la vitre d'une voiture de police située près des manifestants un sticker militant : « Chkobar [le surnom d'un militant antifasciste populaire, Alexeï Olessinov], le nom de la Russie »[26]. Dans une ruelle adjacente, pénètre une limousine jaune canari apprêtée dans le style des années 1930, avec des mariés. Je m'arme de patience. Je peux observer Moscou… et discuter avec des militants. L'occasion de l'arrestation ne facilite pas vraiment de nouvelles rencontres. Je ne peux facilement aborder que les personnes que je connais déjà.

---

[25] http://zhertva1121.livejournal.com/2009/07/11/, accès le 22/09/2012

[26] Le militant antifasciste Alexeï Olessinov, après avoir été attaqué à la sortie d'une discothèque, arrêté arbitrairement en novembre 2008 et avoir attendu son procès six mois en prison, fut condamné en avril 2009 à un an de colonie pénitentiaire. Le « nom de la Russie » désigne celui de la personnalité la plus éminente de Russie. C'est là un détournement de la rhétorique du pouvoir, précisément d'un vote télévisé ainsi baptisé conduit pendant sept mois par la chaîne d'État « Rossia » et qui avait placé fin 2008 Alexandre Nevski en première place et Staline en troisième place.

Il fait chaud, nous sommes en plein centre, nous attendons les suites d'une arrestation illégale menée lors d'une action contre l'arbitraire de la police. Nous sommes dans une situation mille fois rencontrée, à un moment ordinaire du cycle fermé sur lui-même de la répression/lutte « anti-répression ». Nous sommes devant ce commissariat, sur un terrain imposé par les autorités. L'attente est un des traits du régime de l'attitude naturelle dans les manifestations à Moscou. Où l'on oublie le temps. Où l'on n'attend plus grand chose des situations. Où l'on ne réfléchit pas à ce qui arrive. L'horizon d'attente est limité à ce qui sort de la porte du commissariat, de cette porte en bois massif qui hypnotise. Un cortège de voitures de police passe, gyrophares allumés. Quelques notes d'une mélodie et d'une succession d'accords s'échappent parfois du théâtre. Anastasia est enfin libérée. Nous avons attendu une heure et demie. Anastasia doit comparaitre devant un tribunal lundi prochain, le 13 juillet. Encore de longues d'heures d'attente en perspective…

1.2 19 janvier 2010, manifestation en hommage à Stanislav Markelov et à Anastasia Babourova et contre la terreur politique

L'action du 19 janvier 2010 à Moscou a été organisée en mémoire de deux personnes assassinées un an auparavant en plein centre de Moscou : Stanislav Markelov, avocat, homme de gauche et défenseur des droits de l'homme, et Anastasia Babourova, journaliste stagiaire à *Novaïa Gazeta* et militante libertaire (tuée en tentant de secourir le premier). Le Comité 19 janvier fut créé dans les jours qui suivirent le meurtre par des militants antifascistes, libéraux, de gauche, des droits de l'homme ainsi que des personnes engagées du monde de la culture. Le but que se fixa le comité fut d'organiser des actions en la mémoire des disparus et lutter contre le néo-nazisme. Deux suspects appartenant à une mouvance néo-nazie ont été arrêtés en novembre 2009 et maintenus en détention provisoire : Nikita Tikhonov et sa femme Ievguenia Khassis. Au moment de l'action du 19 janvier (vidéo 3), l'impression générale des militants est que l'enquête piétine.

Le comité ne put obtenir l'autorisation de la préfecture d'organiser une manifestation le 19 janvier 2010 pour commémorer le premier anniversaire du double assassinat. Contrairement à ce que dit la Constitution russe, la préfecture n'autorise en général pas la tenue des actions qui impliquent un déplacement dans la ville. Seuls deux piquets aux deux extrémités du parcours initialement prévu reçurent l'approbation de la Mairie : un premier à 19 heures au début du boulevard Petrovski et un second à 20 heures auprès du monument Griboedov, dans le jardin public près de la station de métro Tchistye prudy. Les militants des

droits de l'homme négocièrent avec la préfecture que les participants iraient d'un piquet à l'autre pacifiquement, en silence et pancartes roulées. Pour chaque piquet, les organisateurs avaient annoncé 400 personnes aux autorités, en accord avec la loi qui stipule que les organisateurs doivent spécifier le nombre de participants attendus. La veille de l'action, les autorités annoncèrent que le passage d'un piquet à l'autre serait finalement empêché et que toute infraction à ces dispositions entraînerait des mesures disciplinaires. Tout en enfreignant le délai légal de réponse, les autorités réduisirent le nombre de participants maximum à 200 personnes.

Le 19 janvier, à 19 heures, sur la place Troubnaïa, le dispositif policier est impressionnant lorsque je sors de la station de métro. Plus d'une douzaine d'autobus et de véhicules pénitentiaires de l'OMON, 772 fonctionnaires de police ont fait leur entrée et se sont déployés de manière ostentatoire bien avant le début de l'action sur la Ceinture des Boulevards[27]. Les forces de l'ordre s'annoncent au public des manifestants. Les OMON sont particulièrement impressionnants. Ils conservent avec les manifestants une distance plus grande que les policiers. Dans la nuit hivernale déjà tombée, un soir de semaine, ce dispositif au cœur d'une circulation intense à l'intersection du boulevard Tsvetnoï et de l'anneau des boulevards, sur fond d'une multitude de coupoles d'églises dépassant les toits, rend l'ambiance magnétique. On pressent l'événement.

Il fait moins 20 degrés Celsius. J'ai gardé mes batteries de caméra près de mon corps pour ne les sortir que lors des prises d'images, sinon elles sont vite hors d'usage. J'appréhende un peu de rester dans ce froid terrible. Je remonte le boulevard Petrovski. Au début de celui-ci près de 800 personnes sont rassemblées, un nombre exceptionnel à Moscou. Je reconnais des jeunes militants antifascistes et de gauche et des militants libéraux et de défense des droits de l'homme. Quelques bannières et pancartes sont déployées. Les manifestants portent de grandes photographies des défunts et d'autres récentes victimes de meurtres politiques : Iouri Chtchekotchikhine, Farid Babaev, Anna Politkovskaïa, Natalia Estemirova, Magomed Evloev et Ivan Khoutorskoï. Avec ces photographies, les victimes semblent un peu parmi nous, comme dans les repas de funérailles slaves où l'on met la photographie du défunt au bout de la table. D'autres banderoles présentent le logo du comité et des slogans tels que « *Arrêtons la terreur nazie !* », « *Les Russes contre le fascisme !* », « *Ils font honte à notre ville !* », « *Se souvenir, ça veut dire se battre !* », « *Non aux meurtres politiques !* » Ni drapeau, ni symbolique partisane ne sont présents, comme il a été convenu

[27] Selon les données de : http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/164434/ (accès le 22/02/2012).

au préalable par les organisateurs. Un policier communique le contenu des banderoles par téléphone. Quelques passants demandent : « *Qu'est-ce qui se passe ici ?* » Des manifestants leur répondent : « *La lutte contre le fascisme.* »

Appartenant à la Ceinture des Boulevards, le boulevard Petrovski est construit de façon à ce que les voies de circulation longent un parc, aménagé de bancs et de sentiers. À Moscou, il n'est pas question pour les autorités de permettre qu'une action se déroule sur la chaussée. Dans cet espace prévu pour la promenade plutôt déserté à cette heure et en cette saison, le rassemblement est coincé entre deux doubles voies rapides, le dispositif policier, une armada de journalistes et des congères. On a l'impression de faire une manifestation dans un tunnel…

Les policiers, quelques dizaines de minutes après le début du piquet, encerclent les manifestants. Tout d'abord, personne n'est autorisé à dépasser le cordon policier. Ensuite, les manifestants peuvent le traverser au compte-goutte, après une fouille au corps, un par un, puis par groupes de cinquante, banderoles roulées. Les forces de police emploient ainsi la technique de « tronçonnement », permettant de diviser la foule[28]. Mais vite le processus n'est plus maîtrisable, les manifestants affluent, les jeunes militants passent en force et le cordon policier se rompt. Un participant confie, joyeux : « *Nous n'avons jamais été aussi nombreux à pouvoir marcher ainsi, dans la rue* ». La mise en mouvement agit sur l'économie des corps : nous quittons le régime de l'attitude naturelle de l'attente et de l'immobilité propre à l'action protestataire ordinaire. Nous avançons. L'émotion met en mouvement, elle marque les visages et saisit les corps. L'émotion est mise en mouvement, l'angoisse reflue, nous ressentons une véritable libération. La possibilité de mouvement, sur fond de la tension accumulée liée au motif grave du rassemblement (un double assassinat politique), rend la situation très tendue et dramatique. Chaque mouvement devient acte. Les visages sont graves.

À 19 heures 20, la tête du cortège improvisé (200-300 personnes) progresse sur le boulevard. Le reste est de nouveau bloqué par un cordon policier. Le froid engourdit mes doigts restés à l'extérieur de mes poches pour filmer. Arrivées à la fin du boulevard, place Troubnaïa, une trentaine de personnes en tête sont arrêtées par une centaine d'OMON. Un nouveau cordon policier est formé. Des gaz lacrymogènes sont lancés. Par mégaphone, la police ordonne aux manifestants : « *On plie les pancartes, on va sur le trottoir !* » Le reste des manifestants continuent à avancer en groupes. Des slogans fusent : « *A.C.A.B. !* » (acronyme de l'anglais « All cops are bastards ! »), « *Tant que nous serons unis, nous serons*

[28] Le terme est celui en usage dans les documents policiers français et repris par Fabien Jobard (2010).

invincibles ! », « *Sors dans la rue, reprends la ville !* » Deux fusées de détresse sont tirées. Les OMON arrêtent durement une soixantaine de personnes, à l'aide de matraques et sans explication, y compris des leaders politiques et associatifs qui ne scandent rien ni ne portent de pancartes, tels que Sergeï Krivenko, membre de la direction de l'association de défense des droits de l'homme *Memorial* et membre du Comité présidentiel pour la société civile et le développement des droits de l'homme, Alik Mnatsakanian, membre du centre *Demos* et Sergeï Udaltsov, leader du mouvement communiste « Front de gauche ». Les arrestations, ciblées, sont opérées sur l'indication du capitaine de police Mokhov. Les personnes sont conduites vers les commissariats de police du quartier. La situation est très tendue. Vladimir Loukine, médiateur fédéral pour les droits de l'homme, demande au chef des OMON de laisser les manifestants se rendre au second piquet par les trottoirs. L'officier accepte.

Les manifestants continuent à avancer sur la place, en groupes formés par suite de l'intervention des forces spéciales du MVD, les Troupes de l'Intérieur (VV). Ils ont tous plié leurs banderoles. Par petits groupes et bannières roulées, les personnes gagnent les trottoirs de la place Troubnaïa et remontent le boulevard Rojdestvenski, parfois scandant : « *Les nazis tuent, les autorités les couvrent !* », « *Observez vos propres lois !* » et le très populaire « *Sors dans la rue, reprends la ville !* » Contrairement à la place que nous quittons, l'escorte policière est minime sur cette portion de territoire. Personne ne semble tenté de descendre sur la chaussée. Quelques policiers de la Deuxième Section du GUVD contrôlent l'avancée des manifestants sans animosité.

Vers 20 heures, les manifestants, rejoints par de nouvelles personnes venues directement de la station de métro proche Tchistye prudy, sont près du monument Griboedov. Le monument ouvre le boulevard Tchistye prudy qui appartient lui aussi à la Ceinture des Boulevards. Ce lieu de promenade romantique prisé des Moscovites est également un lieu traditionnel de rassemblements politiques et de célébration des victoires de football. Les manifestants sont maintenant environ 1 300. « *Je peux dire avec fierté que de mes trois années d'activité dans l'opposition, je n'ai jamais vu une telle affluence lors d'événements de ce type* » dit le bloggeur « Eugenikalyonou »[29]. L'enclos fait de barrières métalliques prévu pour les 200 manifestants autorisés par la préfecture ne peut contenir la foule. Les personnes allument des bougies, posent des photographies des victimes sur le piédestal du monument et

[29] Toutes les citations des bloggeurs présentes dans ce paragraphe ont été relevées dans les heures et les jours suivants la manifestation sur le réseau social *Jivoï Journal* (« Journal Vivant ») ; ici : http://yashin.livejournal.com/868676.html, consulté le 23/09/2012.

déploient les banderoles. Des journalistes prennent des interviews auprès de personnalités connues, qui viennent rarement aux manifestations de rue.

Près du monument, des personnes se tiennent en arc de cercle pour écouter les orateurs s'adressant à l'auditoire. Les organisateurs avaient prévu de présenter une vidéo de quatre minutes comprenant une des dernières déclarations de Stanislav Markelov[30], mais sa diffusion a été finalement interdite par la préfecture quelques heures avant le début de l'action. Le public, situé entre la bouche de métro et le monument, est serré. Il écoute calmement et en silence les orateurs. Il a commuté vers une activité de type meeting, bien que l'espace commun soit difficile à accéder. Le mégaphone est de faible portée, seuls les premiers rangs entendent ce qui est dit[31]. Alors que le deuxième orateur, membre du comité, commence à lire tout haut un manifeste, deux policiers en uniforme s'approchent. L'un d'eux arrache des mains de l'orateur le texte du manifeste, puis l'autre saisit le mégaphone. Des hommes en caban gris tentent d'arrêter l'orateur. De jeunes manifestants les en empêchent. L'action des policiers a mis fin aux performances monologiques des orateurs.

Cette opération déclenche une vive indignation chez les manifestants (vidéo 4). Ils scandent : « *Honte ! Honte !* (Pozor !) » La police semble chercher la confrontation afin de disperser et faire avorter la manifestation. Ces gestes policiers sont perçus comme une provocation, une « *insulte directe à la mémoire des personnes tuées et une humiliation pour celles qui sont venues* » dit Svetlana Gannouchkina, directrice du comité *Grajdanskoe sodeistvie* (« Soutien citoyen ») et membre de *Memorial*.

Les policiers poussent les militants du côté du boulevard Tchistoprudny. Plusieurs centaines de militants libertaires et antifascistes rompent alors l'enclos et progressent de quelques centaines de mètres sur l'esplanade du boulevard, au-delà du monument. La dernière fois où un cordon policier a été rompu remonterait à 2007[32]. Leur avancée est freinée par les « *cosmonautes* » (surnom donné aux OMON par les jeunes participants) qui viennent en renfort des policiers déstabilisés. Les jeunes antifascistes, organisés en petits groupes (« groupes d'affinité »), forment des équipes rapides et mobiles. Dans la neige haute, hors des sentiers, ils libèrent plus d'une fois leurs camarades des mains des policiers. Ils agissent contrairement à l'habitude de la plupart des militants russes qui se laissent arrêter et conduire

[30] Vidéo 9, voir DVD. La vidéo 3 est visible sur : https://youtu.be/uJIs01MrD3U, accès le 23/09/2012.
[31] L'utilisation du mégaphone est interdite dans les piquets. Les officiers de police avaient dit qu'ils n'étaient pas contre l'emploi lors du second piquet d'un porte-voix de faible portée. Le rapport de forces se situe ainsi aussi sur le terrain du son. Dans le meeting, le mégaphone et la présence d'une tribune sont permis.
[32] Selon le bloggeur « Gudbrud » (http://yashin.livejournal.com/868676.html, accès le 23/09/2012).

dans les autobus, tout en criant à l'arbitraire de la police. Même si de nombreux militants libéraux et défenseurs des droits de l'homme déclarent à ce moment (ou plus tard) désapprouver l'action hors les murs des jeunes militants, certains y participent à leurs manières. Plusieurs femmes interpellent les agents de police, telle cette scène insolite où une femme d'environ soixante-dix ans interpelle deux jeunes policiers, un corpulent et un maigre, qui tentent de saisir à nouveau un jeune militant qui vient de leur être arraché par ses camarades : « *Mes enfants, reposez-vous ! Vous êtes tout rouges. Regardez-vous ! À quoi bon courir ainsi ?* » Les deux policiers s'arrêtent, la neige jusqu'aux cuisses. Ils croisent, en plein désarroi, le regard des personnes qui assistent à la scène.

À ce moment les unités d'OMON lancent des bombes lacrymogènes (au poivre) qui sont rarement utilisées à Moscou. Elles provoquent un vent de colère chez les manifestants. Certains jeunes militants crient « *OMON, fascistes !* » Certains d'entre eux martèlent le sol avec les barrières métalliques de l'enclos et les poussent vers les policiers. Toutefois, l'action des jeunes militants n'est pas univoque. Le climat émotionnel de la colère n'est pas partagé par tous. Depuis la première provocation de la part de la police, une partie d'entre eux invitent leurs camarades au calme, notamment lorsque que ces derniers entament un lancer de petites boules de neige glacées contre les forces de l'ordre. D'autres s'impliquent totalement dans la cohue, gagnés par une sorte de « contagion émotionnelle », répondant au sentiment de colère et d'indignation qui règne dans la foule. Les manifestants qui leur demandent de se calmer, par peur de la réaction des policiers, veulent revenir au cadre initial de l'action. Aussi emballés que les premiers, pris de panique, ils tentent de prendre en charge la colère des éléments les plus actifs.

Le lancer de boules de neige est joyeux, malgré la peur : « *Il y avait plein de gens sympa. On aurait dit que tous les nôtres* [svoi] *étaient au même endroit et au même moment à moins 20°C ! C'était génial* » dit Nikolaï Oleïnikov, un membre du comité[33]. Un autre participant déclare : « *C'était à la fois joyeux et effrayant. C'est la première fois que je vois une telle vivacité chez l'opposition* » (bloggeur « Tribunus »)[34]. Une participante qui a fait un reportage photo de l'action et l'a publié sur Internet témoigne : « *Je n'avais vu cela que sur les vidéos des actions en Europe* » (bloggeur « Keltea »)[35]. Un militant chevronné s'émeut : « *La peur a changé de camp !* » Soudain, un coup de feu est tiré en l'air par les forces de l'ordre. Les OMON se ruent sur les participants. Terreur, les manifestants se dispersent.

---

[33] http://oleo-press.livejournal.com/42954.html, accès le 23/09/2012
[34] http://yashin.livejournal.com/868676.html, accès le 23/09/2012
[35] http://keltea.livejournal.com/862844.html, accès le 23/09/2012

L'OMON recommence à procéder à des arrestations brutales. Les forces de l'ordre frappent au sol de jeunes manifestants, leur donnent des coups de pied à la tête, les traînent visage contre la glace et les jettent à l'intérieur de l'enclos délimité par les barrières, sans pour autant tous les arrêter. Le lancer de boules de neige redouble. Il est 21 heures, les policiers déclarent par l'intermédiaire d'un mégaphone que la présence des manifestants est illégale, que l'action est terminée. Les manifestants, près d'un millier, répondent par des « *Honte ! Honte !* » Des manifestants tentent à nouveau de libérer la trentaine de leurs camarades emmenée dans les autobus par les forces de police. Un policier commente dans un mégaphone : « *Vous ne savez pas vous tenir et voilà le résultat !* »

Des manifestants implorent le militant des droits de l'homme Lev Ponomarev, en contact permanent avec les officiers de police, de contenir la fureur des policiers. Négociant au nom des manifestants auprès des forces de l'ordre, Lev Ponomarev se place alors entre les jeunes manifestants et les policiers. Sa présence apaise manifestants et policiers. Lev Ponomarev fait preuve de compétences situationnelles et transactionnelles remarquables. Il sait observer et anticipe l'action des forces de police. Il comprend que les chefs de la police s'apprêtent, comme d'habitude, à donner l'ordre en fin de manifestation de disperser brutalement tout le monde. À force d'acharnement poli, il arrive à faire libérer les personnes arrêtées sans raison en début d'action et à ce que les forces de l'ordre ne fassent pas usage de la force[36]. Lev Ponomarev demande aux manifestants de revenir dans le calme sur les lieux initiaux du meeting, près du monument Griboedov, le Major-Général Viatcheslav Kozlov ayant promis à l'organisateur et à Vladimir Loukine de relâcher les dix-huit interpellés de Tchistye prudy encore assis dans les fourgons si les participants se dispersaient.

L'action de Ponomarev ne serait rien sans l'équipe des organisateurs, militants chevronnés et membres du comité, qui œuvre en situation. Un des organisateurs les plus actifs est Denis Solopov, militant antifasciste qui bénéficie de la grande confiance de ses camarades. Denis Solopov et Lev Ponomarev ont un excellent contrôle émotionnel de soi dans la situation. Lev Ponomarev est un militant chevronné doué d'une grande expérience de manifestation (depuis la fin des années 1980) et de qualités pragmatiques dans l'accomplissement des actions qui en fait une figure atypique à Moscou. Il réagit très habilement à ce qui arrive et convainc les manifestants de revenir au cadre initial de l'action (ils auraient très bien pu vouloir continuer l'affrontement avec la police). Denis Solopov jouit d'une autre expérience. Il a vingt-trois ans et il est l'un des militants antifascistes actifs qui se

[36] Je décrirai et j'analyserai dans le chapitre 4 trois interactions entre les policiers et les organisateurs.

battent régulièrement contre des combattants ultranationalistes dans la rue. Dans cette pratique répétée, sans cesse étudiée et corrigée de l'affrontement de rue, ces jeunes antifascistes développent une véritable culture de rue, avec son franc-parler. Lev Ponomarev et Denis Solopov s'adressent aux forces de l'ordre comme à des acteurs de la situation, sans métaphore ni montée en généralité. C'est ce qui leur permet de tenir le cadre de la conversation avec les officiers et de négocier avec eux.

Malgré des convictions et des perceptions de la situation différentes, les organisateurs sont loyaux à leur équipe. Dans les moments tendus de la fin de la manifestation, chacun est invité par Lev Ponomarev à se rallier à une même ligne d'action : retourner au monument c'est-à-dire revenir au cadre premier de la manifestation. Lev Ponomarev fixe cette ligne :

> LEV PONOMAREV [*au mégaphone*] : Tous ceux qui ont organisé ce piquet, venez ici !
> DENIS SOLOPOV : Je l'ai organisé.
> LEV PONOMAREV : Tu l'as organisé, parfait. Voilà Sergeï… Kirill, Kirill [*Medvedev*]. J'ai une demande. Retournons là-bas, au monument, et de un. Deux, nous allons demander qu'ils libèrent les gars qu'ils ont pris. Deux !
> DENIS SOLOPOV : Non, mais ils ne les ont pas pris juste comme ça, ils…
> LEV PONOMAREV : Attends !
> DENIS SOLOPOV : Allez-y !...
> LEV PONOMAREV : Tu es un peu… comment te dire… en mode automatique.
> DENIS SOLOPOV [*baissant la tête et regardant avec respect Lev Ponomarev*] Oui, peut-être.
> LEV PONOMAREV : Kirill, tu peux… faire quelque chose ? Allez, tu as des gens qui vont t'aider. Allez les gars ! On revient au monument ![37]

Des policiers se plaignent à Lev Ponomarev de la colère des jeunes manifestants. Lev Ponomarev leur répond qu'ils sont eux-mêmes responsables de la situation, puisqu'ils ont arraché des mains le mégaphone à l'orateur. Les manifestants reviennent près du monument, allument des bougies, déposent des fleurs et des photographies des victimes.

21 heures 30, l'action est terminée. En retrait de la scène, dans des ruelles, des groupes ultranationalistes s'attaquent à des groupes de jeunes militants antifascistes ou assimilés comme tels. Les dix-huit interpellés de Tchistye prudy sont relâchés, sauf quatre personnes qui avaient tiré des fusées de détresse. Lev Ponomarev se rend au poste de police à la demande des forces de l'ordre en rapport « aux violations des règles du piquet par les organisateurs » concernant le nombre de participants supérieur à celui déclaré en préfecture[38]. Les personnes arrêtées sur le boulevard Petrovski sont relâchées des commissariats de police

---

[37] Cet extrait est visible dans la vidéo 5 (5'10''-5'45'') que j'ai réalisée et que j'exploiterai tout le long de ce travail. Elle est consultable dans le DVD et sur : https://archive.org/details/19Janvier2010ActionEnMmoireDeStanislavMarkelovEtAnastasia (accès le 12/07/2015).

[38] Le lendemain il est convoqué au tribunal. La séance sera reportée.

dans la soirée, après que les policiers aient dressé des procès-verbaux. Parmi elles, le militant Pavel Elizarov a été battu par les policiers pour avoir refusé de signer le procès-verbal. Au total, entre 50 et 70 personnes ont été arrêtées lors de cette action. À 22 heures, 20-25 personnes, dont Sergeï Krivenko, Alik Mnatsakanian et Sergeï Udaltsov, sont toujours au poste de Tverskoï. Ils sont accusés de « trouble à l'ordre public » (article 20.2 KoAP). À minuit, tout le monde est libéré.

Cette action, rassemblant plus d'un millier de personnes est l'une des actions publiques les plus importantes et impressionnantes de la fin des années 2000 à Moscou. Cette action a suivi un cours atypique puisqu'au lieu du scénario habituel, les forces de police n'ont pas dispersé précocement la manifestation. Par décision du commandement, les policiers ont fait usage de la force et ont mis à l'épreuve le cadre manifestant, sans toutefois opérer une rupture de celui-ci. Cette place donnée aux forces de l'ordre n'est pas habituelle pour eux. La longue durée de l'action a permis le déploiement de plusieurs techniques policières classiques, à savoir l'usage de la force et les arrestations massives, et plus récentes, l'utilisation de gaz lacrymogènes et la négociation avec les organisateurs de l'action.

1.3 28 juillet 2010, une manifestation spontanée devant l'administration de la municipalité de Khimki

Le massif forestier protégé de Khimki étendu sur plus de 1 000 hectares au nord de Moscou est l'une des composantes majeures de la « ceinture verte » entourant la capitale. Depuis la chute du régime soviétique une partie importante de cette ceinture a été détruite et urbanisée[39]. Sans concertation publique (et donc contre la loi), un projet d'une autoroute payante reliant Moscou à Saint-Pétersbourg et coupant la forêt en deux vit le jour en 2006. Le projet fut confié à l'entreprise française de travaux publics « Vinci ». En réaction, en 2007, quelques habitants se constituèrent en association contre le projet sous l'impulsion et le dynamisme de sa leader, Ievguenia Tchirikova, jeune chef d'une entreprise de composants électroniques de la ville de Khimki. Les défenseurs furent régulièrement intimidés et agressés. Un des premiers actes violents contre les militants eut lieu le 14 novembre 2008 lorsque Mikhaïl Beketov, l'éditeur en chef du journal local *Khimkinskaïa Pravda* (« La vérité de Khimki ») et critique vif à l'encontre de l'action des autorités municipales et du projet d'autoroute, fut brutalement agressé au pied de son immeuble et retrouvé sans connaissance.

[39] La région aurait perdu en dix ans 86 000 hectares de forêt (http://www.chaskor.ru/article/les_rubyat_-_babki_letyat_3702, accès le 22/09/2012).

En mars 2009, le metteur en pages d'un autre journal local d'opposition, *Grajdanskoe soglacie* (« L'accord citoyen »), fut assassiné.

La campagne entra dans une phase active en novembre 2009, avec la publication par le Mouvement d'une vidéo sur YouTube où la leader Ievguenia Tchirikova réclamait la démission du gouvernement et du Premier ministre Vladimir Poutine, qui venait de signer un arrêt transformant 145 hectares de la forêt protégée en terres exploitables[40]. Le 15 juillet 2010, l'abattage des arbres commença, sans aucun document d'autorisation, autrement dit illégalement. Jusque-là, les défenseurs de la forêt avaient privilégié des modes d'action habituels : des piquets et des meetings, auxquels se rendirent quelques centaines de manifestants. Ils écrivirent des « lettres au pouvoir » – une tradition russe et soviétique – et engagèrent des actions en justice. La lutte suscitait peu d'intérêt : seules quelques publications sur Internet s'indignèrent de l'agression de Mikhaïl Beketov[41]. Le 16 juillet, des militants locaux et des militants écologistes et antifascistes moscovites décidèrent d'organiser un campement dans la forêt.

Près du campement, les défenseurs tentaient d'arrêter les engins de chantier. Le 16, la leader Ievguenia Tchirikova fut agressée par un inconnu (sorti d'une Jeep) alors qu'elle menait, avec d'autres, la garde du campement. Elle déposa une plainte au commissariat de police local, où les agents lui dirent : « *Dis-nous plutôt qui te paie et combien pour mener ces actions !* » Dans la nuit du 16 au 17, un engin de la société d'abattage prit feu. Les autorités accusèrent les écologistes. Ces derniers dénoncèrent à leur tour une provocation. Le 22, la police dispersa un rassemblement de personnes devant la « Maison blanche » (le siège du gouvernement fédéral) à Moscou venues pour transmettre à Vladimir Poutine une pétition. Le début des travaux d'abattage des arbres correspondit à une multiplication des agressions et des intimidations envers les défenseurs de la forêt.

Le 23 juillet, « *c'est devenu chaud* » comme dit Ievguenia Tchirikova. Le campement, ses participants et les journalistes présents furent attaqués par une quarantaine d'hommes ressemblant à des hooligans de football et dissimulant leurs visages à l'aide de masques blancs. Certains d'entre eux portaient des emblèmes et des tatouages d'extrême droite. Des agents de sécurité de la compagnie d'abattage avaient également rejoint les rangs des

[40] http://youtu.be/JoTpEFunWAQ, accès le 25/12/2012

[41] J'ai suivi l'évolution du thème pour la période 2007-2011 avec le site http://blogs.yandex.ru/pulse/, qui donnait (le site n'existe plus) le nombre de publications d'un sujet d'actualité (recherche par mots clés).

assaillants. La police présente sur les lieux laissa faire les agresseurs, puis arrêta les défenseurs de la forêt[42]. Le mari d'Ievguenia Tchirikova se retrouva avec deux côtes cassées.

C'est dans ce contexte que le 28 juillet, à 18 h 30, quelques centaines de militants et de sympathisants des mouvements libertaire, Redskin, antifasciste, ainsi que des militants de gauche, écologistes et des habitants de Khimki se réunissent sur la place Troubnaïa, au centre de Moscou[43]. Les jours précédents, des blogs et le réseau social russe *VKontakte* ont annoncé la tenue d'un concert de soutien à la forêt de Khimki. En tête d'affiche, il y avait deux groupes de musique antifascistes populaires : *Moscow Death Brigade* et *Proverotchnaïa lineïka* (« La ligne de contrôle »). Sur la place, la tension est palpable. Les derniers événements, les agressions, l'action commune des militants d'extrême droite, des agents de sécurité privée et de la police contre le campement ont choqué. Pour les jeunes gens présents, la ligne jaune a été franchie.

Un jeune homme masqué monte sur un promontoire et clame : « *J'espère qu'aucun couillon n'est venu ici pour la musique !* » Son acte de parole organise l'espace commun. Il focalise l'attention des personnes présentes. Il précise, de manière proactive : « *À Khimki, c'est un véritable enfer. C'est là-bas que nous allons maintenant, là où des OMON et des nazis en uniforme de ChOP* [Service de sécurité] *attaquent les écologistes.* » « *Et l'évêque !* » lance un autre. L'état de parole est ouvert à tous les participants, les relations sont dans ce milieu voulues symétriques. Le jeune homme fait de toute évidence référence à l'évêque évangélique baptiste Alexandre Semtchenko, chef de la compagnie Teplotekhnik en charge de l'abattage des arbres de la forêt. « *Oui ! Et l'évêque ! Toutes les forces du mal se sont retrouvées à Khimki, c'est pour cela que nous allons y faire une action pacifique, non-violente et sensas* [ofigenny] », complète l'orateur. Les jeunes gens échangent des regards, puis acclament celui-ci. C'est le basculement vers une activité de protestation. L'orateur l'a rendu possible, il a su dynamiser le groupe rallié à la cause et prêt (potentiellement, jusqu'à ce moment) à agir. D'autres voix lancent : « *Tous au métro ! On va jusqu'à la station Petrovsko-Razoumovskaïa !* » Cette station est située à trois stations de celle de Troubnaïa. La plupart des personnes présentes suivent le mouvement vers la bouche du métro. Ainsi, quelques militants, en mimant l'organisation d'un concert, ont réussi à rassembler un grand nombre de personnes sans attirer l'attention des forces de l'ordre.

---

[42] Un reportage photo de l'attaque est disponible sur : http://samozahist.org.ua/?p=37425 (accès le 25/12/2012).

[43] Le mouvement *Redskin* s'oriente politiquement (en principe) dans l'antifascisme de rue, l'antiracisme, l'antiautoritarisme, l'anticapitalisme, sur une base militante de gauche.

Nul policier ne semble présent. Dans une action spontanée, ni le lieu ni l'espace de l'action protestataire ne sont fixés par les autorités. Cette absence du dispositif policier procure une puissance émotionnelle à l'action qui commence. On voit dans les mouvements et les expressions du visage la joie, parfois la fébrilité et l'euphorie, de marcher librement dans la ville.

Le groupe est rejoint à la station Petrovsko-Razoumovskaïa par une centaine de militants libertaires. Au total, 400 à 500 personnes âgées de 17 à 30 ans, habillées en shorts, tee-shirts et tennis se dirigent vers la gare de train de banlieue (*elektritchka*). Aucune symbolique partisane n'est déployée. Plusieurs journalistes de la presse et des médias militants sont également présents : Pavel Nikouline (*Svobodnaïa pressa*), Alexandre Tchernykh (*Kommersant*), Grigori Toumanov (*Gazeta.Ru*), Veronika Maksimiouk (*Novaïa Gazeta*), Alexeï Gaskarov (Institut d'action collective, IKD), Vitali Chouchkevitch (journaliste, bloggeur d'opposition « Berilli ») et Anastasia Krivoshanova (photographe-stringer pour *Moskovski Komsomol* et *Komsomolskaïa Pravda* et bloggeuse « an_observador »)[44]. Denis Solopov, organisateur de l'action précédemment décrite, est parmi les participants[45].

L'agent de sécurité de la compagnie des chemins de fer ne se risque pas à s'opposer à la foule impatiente et ouvre les tourniquets, laissant passer les jeunes gens sans payer. Les jeunes interprètent ce geste comme un geste de solidarité tandis que des commentateurs diront qu'il fut dicté par la peur. Dans le train, un jeune homme muni d'une batte de baseball demande à son voisin : « *Quels opposants doit-on se préparer à rencontrer là-bas ?* » On lui répond : « *Une cinquantaine de nazis et de militants Russie Unie* [le parti au pouvoir] » « *Alors, on s'en sortira* », réplique le premier. La veille, une quarantaine de personnes portant des tee-shirts « Jeune Garde de Russie Unie », l'aile jeunesse du parti au pouvoir, ont organisé à Khimki un meeting de soutien à la construction de l'autoroute.

Il est 20 heures. Le groupe arrive en gare de Khimki (vidéo 5). Des habitants leur indiquent spontanément le chemin vers l'administration de la ville. Certains d'entre eux rejoignent le groupe. Les jeunes gens se dirigent vers la mairie, 15 rue Moskovskaïa, située à cinq minutes à pied de la gare. Deux personnes munies de mégaphones, dont l'orateur de la

---

[44] Alexeï Gaskarov et Vitali Chouchkevitch travaillent pour des médias alternatifs. Ils n'ont pas le statut de journalistes professionnels. Les autorités assimilent ces journalistes à des militants. Le lendemain de l'action, la police arrêta Alexeï Gaskarov (libéré fin octobre) et d'autres journalistes le lendemain. Je décrirai ces arrestations et l'affaire judiciaire de façon détaillée dans le chapitre 4.

[45] Je donne les noms des seules personnes qui ont reconnu publiquement (dans les médias ou au procès) avoir été présentes à la manifestation.

place Troubnaïa, se détachent du groupe : « *Les gars, que va-t-on scander ?* » Bons animateurs, ils anticipent l'action en train de se faire. Préoccupés que la prise de décision soit collective et faite par les personnes présentes *in situ*, ces médiateurs décident de faire en sorte que le slogan soit l'objet d'une délibération collective. L'ensemble des participants s'accorde sur le slogan : « *Sauvons la forêt russe !* » Le groupe emprunte la chaussée, interrompt la circulation. Les voitures se garent aux portes des maisons. Certaines personnes ramassent en chemin des pierres, prennent des bouteilles de bière vides dans des poubelles. On explique aux rares passants qui leur demandent la raison de leur venue : *« Nous soutenons la forêt de Khimki !* »

Arrivés à cent mètres du bâtiment à trois étages, les jeunes personnes accélèrent, forment une colonne compacte. C'est le début de la phase dynamique de l'action. Certains cachent leurs visages avec des bandanas, des foulards, des keffiehs palestiniens ainsi que des masques respiratoires et de films d'horreur. Nombreux sont ceux qui sont à visage découvert. Ceux qui connaissaient le projet de l'action avant de venir au concert ont laissé leurs téléphones portables chez eux. Aujourd'hui, les policiers, absents, ne filment pas les manifestants. La menace qui motive le port de masque viendrait-elle des caméras de surveillance nouvellement installées aux alentours de la mairie ? L'information circule pendant et après l'action que les caméras sont éteintes[46]. En fait, l'identification des participants s'est faite à partir des photographies et des vidéos que les manifestants ont eux-mêmes diffusées sur Internet. Certains bloggeurs ultranationalistes ont mené leur propre enquête et martelé sur les réseaux sociaux l'identité de l'un des meneurs, avec des images zoomées sur son visage à l'appui.

Une banderole est sortie d'un sac et déployée devant le cortège : « Nettoyons la forêt de l'occupation nazie ! 1941-2010 », écrite en caractères cyrilliques slavoniques. C'est le seul symbole visuel de l'action. Nul drapeau. Le choix du slogan de la « forêt russe » et de l'écriture slavonique de la banderole est de prime abord surprenant pour ces milieux. Les manifestants, les mandants, n'expriment pas d'hésitation pendant l'action. À l'avant-scène, quelques dizaines de manifestants lancent des pierres sur l'administration et allument des fumigènes (*faer*). Un participant dit en jetant une pierre : « *Celle-ci, c'est pour Beketov !* » Certains tirent des coups de pistolet à air comprimé. Un jeune homme frappe la porte de l'administration avec une hache. Le bâtiment est vide. Les fonctionnaires sont absents, la journée de travail est pour eux terminée. Quant aux deux agents de sécurité présents, ils sont à

[46] Jamais les autorités n'ont évoqué ensuite l'existence d'images venant de ces caméras.

l'intérieur du bâtiment, sans réaction. Ils appelleront la police une fois l'action terminée et les manifestants partis. En temps normal, les habitants se promènent sur les pelouses avec leurs chiens. Un groupe crie trois fois de manière franche et expressive : « *Eh ! L'administration de Khimki ! Vous avez pété les plombs* [okhoueli] *!* » Personne n'est là pour leur répondre.

Dans le rassemblement, les niveaux d'engagements sont différents. La plupart des manifestants restent derrière la banderole, scandant des slogans : « *Sauvons la forêt russe !* », « *Déviez l'autoroute !* », « *Arrêtons l'arbitraire !* », « *Arrêtons l'abattage de la forêt russe !* », « *Bas les mains devant la forêt !* », « *Plus haut, plus haut, le drapeau noir, l'État est l'ennemi principal !* », « *Virez Streltchenko !* » Vladimir Streltchenko est depuis 2003 le maire de Khimki. En cette qualité, il a signé l'autorisation de l'abattage. Ancien colonel soviétique, vétéran ayant combattu en Afghanistan, il a la réputation, de même que les autres anciens colonels qui ont connu cette guerre et qui sont à la tête de plusieurs Villes dans l'oblast (région) de Moscou, de gérer les affaires de la cité comme en état de guerre. Ces colonels, que l'on appelle « Afghans » (*afgancy*), nom donné en Russie aux vétérans, n'hésitent pas à menacer, tabasser et tuer leurs adversaires[47]. À Khimki, les journalistes et les habitants n'hésitent pas à parler de « *junte des colonels* », d'une « *confrérie de bandits* », puisque huit des dix postes principaux de la Mairie appartiennent à des membres de l'association de vétérans *Boevoe bratstvo*[48]. Pour beaucoup, « *la violence est la loi de la jungle de Khimki* » (bloggeuse « an_observator », qui a participé à l'action)[49].

D'autres manifestants se tiennent à la limite de l'espace de visibilité mutuelle de l'action, près du monument Lénine, en face de l'administration ou sur les pelouses environnantes, seuls ou en petits groupes. Lorsque certains marchent sur les platebandes, d'autres les rappellent à l'ordre : « *Ne piétine pas la pelouse !* » Sur un mur de l'administration, quelques manifestants du groupe le plus actif écrivent à la bombe : « Nous sauverons la forêt russe » et « Déviez l'autoroute ! ». Des jeunes hommes aux torses nus défoncent à grands coups de pied la porte d'entrée. En cinq minutes, la fumée a envahi l'atmosphère, on ne voit plus rien. Des passants et des manifestants filment la scène avec leurs téléphones portables.

---

[47] Parmi ces colonels, citons le plus connu, le gouverneur de l'oblast de Moscou en place depuis 2000, Boris Gromov.

[48] Créée par Boris Gromov en 1997, l'organisation est très influente de par ses liens forts avec les autorités. On peut lire à ce propos la version non remaniée de l'article du *New Times* du 8 décembre 2008 : « Beketov versus "les colonels de Khimki" » (http://www.ecmo.ru/news/p26/n-383/?drgn=1, accès le 22/09/2012).

[49] http://an-observador.livejournal.com/147703.html, accès le 23/09/2012

Dix minutes ont passé depuis le début de l'action. « *Stop ! On dégage, on dégage !* », crie un « meneur », qui tient à faire tenir la cohérence du cadre de l'action. Il ajoute : « *Sans courir, on va sur la route !* » C'est la clôture de la phase centrale de l'action. Les jeunes gens s'éloignent en un groupe peu compact, rapidement et en scandant les mêmes slogans. Au final, quatre vitres ont été brisées, une porte défoncée et quelques graffitis dessinés sur les murs. L'action a duré une dizaine de minutes. Mais la mise en scène fut spectaculaire : on a simulé une action violente. Malgré le caractère spontané de l'action, les manifestants sont bien coordonnés entre eux. En l'absence de militants d'extrême droite et de contraintes administratives et policières (qui pèsent sur les actions protestataires négociées), l'action n'est pas une partie difficile pour les jeunes gens[50]. Les participants redoutent l'arrivée des OMON, qui sont pour le moment absents. Un participant lance : « *Ces imbéciles sont en train de se battre contre quinze écolos sur le site d'abattage.* » Toutes les forces de police de la ville sont en ce moment dans la forêt, à défaire le campement des écologistes.

Les manifestants retournent à la gare, d'un pas pressé, empruntant à nouveau la chaussée. Ils sortent de l'espace de l'action principale. Le même jeune homme qui a appelé à la manifestation place Troubnaïa clame avec les autres manifestants les slogans dans un mégaphone. Il l'aura gardé en main toute l'action, même à ce moment de l'action où l'ensemble des individus est depuis longtemps intégré en un groupe qui peut se passer d'un coordinateur pour crier des slogans. L'audace du jeune homme tourne à son détriment puisque son visage aura été tout le long de l'action à découvert. Les vidéos qui circuleront le jour même sur les blogs militants permettent facilement de l'identifier. Il s'agit de Petr Silaïev (« Pit »), militant antifasciste et vocaliste de l'un des deux groupes de musique programmés pour le concert, *Proverotchnaïa lineïka*. Le mégaphone est un de ses instruments de scène (musicale) de prédilection[51]. L'action, une activité de simulation et de fantasme de violence, de démonstration de force, a pour visée la production de spectaculaire. Elle est explicitement conçue pour les médias et l'Internet. Or la visibilité médiatique comporte un risque : elle peut entrainer des poursuites judiciaires.

Les habitants de Khimki que les manifestants croisent, des grand-mères, des hommes en habit de travail, des adolescents, les applaudissent : « *Bravo !* [molodcy, vy molodcy !] » et

---

[50] Le caractère à la fois spontané et maîtrisé de l'action, peu fréquent en Russie, étonnera nombre de commentateurs, dont certains avanceront que l'événement a été secrètement orchestré par un groupe malveillant, l'État, la Mairie de Khimki ou les services secrets.

[51] On peut voir sur Internet des morceaux où il chante-scande par le biais d'un mégaphone (par exemple : https://youtu.be/mDA43KNAAeE, accès le 22/09/2012).

« *Bien fait !* » Trois motocyclettes les escortent un moment, klaxonnent arrimés au rythme des slogans. Le groupe rencontre deux policiers en faction, qui semblent avoir le même âge que les manifestants. Ce sont les premiers policiers que les manifestants rencontrent depuis le début de l'action. Le premier policier reçoit une bouteille qui se brise sur son genou. Le second voit se casser une autre bouteille entre ses jambes. À la troisième bouteille volant vers eux, les policiers s'éloignent à grands pas, sans un mot. Plus loin, une voiture de police surgit d'une petite ruelle, que les jeunes gens accueillent avec des insultes, des slogans (« *A.C.A.B. !* »), des pierres et des bouteilles. Quelques manifestants secouent la voiture. La voiture accélère, tourne à la première rue, manquant de renverser une autre voiture de patrouille. Les manifestants arrivent à la gare. Plus un slogan n'est scandé. L'action est terminée.

À la gare, d'autres policiers attendent les jeunes gens. Ils demeurent interdits en regardant l'arrivée de la colonne des manifestants. Ils n'ont aucune réaction les premières secondes face aux bouteilles qui volent vers eux. Un manifestant dit sans animosité au policier le plus costaud : « *Dégagez d'ici !* » Les manifestants ne rencontrent pas d'autres policiers. Les renforts de police, dont une brigade spéciale équipée de gilets pare-balles, n'arriveront que dix minutes après le passage des manifestants. Plus tard le bloggeur « leeharveyoslik » commentera : « *La paresse et la lenteur de nos fonctionnaires ne permettent pas de faire venir dix autobus d'OMON en si peu de temps* »[52]. Aucun informateur n'a paru avertir la police à temps. Le scénario habituel de dispersion des actions ne s'est pas produit ici. La police n'a rien pu faire. Ievgueni Guildeïev, le chef de l'information et des relations publiques de la police de la Région de Moscou, l'avouera : « *Considérant la courte durée de l'action, les agents de police accourant au bâtiment de l'administration n'ont pas pu arrêter les participants. Les policiers arrivant sur les lieux ont à peine vu les dernières personnes qui couraient vers le train et ils n'ont pas eu le temps de réagir* »[53]. Selon ses dires, les policiers de Moscou n'ont pas prévenu leurs collègues de Khimki[54].

Les manifestants montent dans le train de banlieue. Ils expliquent aux passagers ce qu'ils viennent de faire. On les félicite. Un jour de semaine, à cette heure, les trains sont fréquents. Le train part. Un homme sur le quai explique à sa compagne : « *Ce ne sont pas des*

---

[52] http://just-think-it.livejournal.com/116999.html?thread=669703, accès le 22/09/2012
[53] http://svpressa.ru/society/article/28381/, accès le 22/09/2012
[54] http://www.trud.ru/article/30-07-2010/247450_militsija_sozdala_vse_uslovija_dlja_uspeshnogo_razgroma_administratsii_ximok.html, 30 juillet 2010, accès le 22/09/2012

supporters de foot, ce sont des défenseurs de la forêt de Khimki, crétine ! » Il est 20 h 45. Les manifestants sont radieux. Pour la plupart, c'est l'action la plus spectaculaire à laquelle ils aient participé de toute leur vie. Ces dix minutes inédites pleines d'émotions ont fait vibrer les jeunes gens. Les images publiées sur Internet attireront de nouvelles recrues. À la station de Petrovsko-Razoumovskaïa, on les laisse passer une nouvelle fois sans payer. Personne n'a été arrêté ce jour. Les participants se dispersent dans la grande ville. La leader du Mouvement de défense de la forêt de Khimki, Ievguenia Tchirikova, annonce aussitôt aux médias qu'elle n'a aucun lien avec les manifestants et qu'elle ne soutient pas ce type d'actions.

1.4 19 septembre 2010, un meeting pour la libération des deux « otages » de Khimki

Le lendemain de l'action spontanée du 28 juillet 2010, deux militants connus pour être des porte-paroles informels du mouvement antifasciste, Alexeï Gaskarov et Maxime Solopov, sont invités à venir « *discuter* » au commissariat de police. Ils s'y sont fait arrêter. Parallèlement, une « *véritable chasse sans précédent* » (le terme est du militant Vlad Toupikine) fut lancée contre près de 200 militants, notamment antifascistes, qui subirent des poursuites judiciaires. Quelques-uns furent battus. Le 4 août, la militante écologiste de Khimki Ievguenia Tchirikova et un responsable de l'association Greenpeace furent violemment arrêtés après une conférence de presse. Le 19 septembre, les deux militant Alexeï Gaskarov et Maxime Solopov sont toujours incarcérés, en attente de leur procès prévus respectivement les 27 et 28 septembre prochains. Ils sont accusés de « voyoutisme » prémédité (art. 213) et menacés d'une peine de sept ans de prison.

Ces arrestations et la campagne publique pour la libération des deux « *otages de Khimki* » furent un moment de prise de conscience par différents militants politiques et des droits de l'homme, députés, musiciens et artistes de la capitale de l'enjeu environnemental et politique de la lutte autour de la forêt de Khimki. La campagne de protestation s'intensifia et la contestation culmina lorsqu'un meeting de soutien rassembla environ 3 000 personnes le 22 août sur la place Pouchkine à Moscou avec la présence du chanteur de rock célèbre Iouri Chevtchouk. Le 26 août le Président Dmitri Medvedev annonça la suspension des travaux d'abattage.

Le meeting que je vais décrire maintenant s'est déroulé le dimanche 19 septembre 2010 auprès du monument Griboedov, non loin de la station de métro Tchistye

prudy (vidéo 6)[55]. Une « Campagne pour la libération des otages » fut mise en place par un groupe d'initiative composé de militants issus des mouvements antifasciste, des droits de l'homme, syndicaliste et de gauche. Ce groupe décida d'organiser des « Journées internationales » pour réclamer la libération des deux militants, l'arrêt de la répression contre les défenseurs de la forêt et les militants antifascistes ainsi que la préservation de la forêt de Khimki. Fruits d'une mobilisation informationnelle intense, trente-six actions, couvertes par la presse internationale, furent menées dans trente-deux villes et douze pays, de Seattle à Berlin, en passant par Istanbul et Paris. À l'étranger, les actions se déroulèrent devant les ambassades de Russie ou les bureaux des sièges sociaux de la société de construction française « Vinci ».

Les organisateurs avaient déposé dans les délais prévus par la loi une déclaration à la préfecture proposant cinq itinéraires différents de cortèges (*shestvie*). Les autorités rejetèrent les propositions et suggérèrent d'organiser un meeting, donc une forme immobile, au monument Griboedov sur Tchistye prudy. La loi dit que les autorités ne peuvent pas interdire une action. En revanche, celles-ci peuvent changer la forme, le lieu et l'heure d'un rassemblement. La loi ne précise toutefois pas quelle procédure doit être appliquée si les organisateurs n'apprécient pas la proposition des autorités. Dans l'extrême majorité des cas, les organisateurs acceptent la proposition de la préfecture. Dans ces conditions, l'obligation de déclaration préalable est simplement formelle. Elle équivaut en pratique à un régime d'autorisation contraignant.

Le monument Griboedov est le lieu de manifestation le plus habituel à Moscou. Le 19 septembre 2010, les manifestants sont séparés physiquement du reste de la rue et des passants par des barrières métalliques. Depuis le début des années 2000 ces dernières entourent systématiquement tous les piquets et les meetings à Moscou. L'entrée, unique, se fait par un portique détecteur de métaux. À son niveau, des policiers vérifient les sacs des personnes qui veulent pénétrer dans l'enclos du meeting. Ce passage est vécu par les manifestants comme une épreuve d'humiliation. La proximité des corps policiers est pour moi une expérience éprouvante. Lorsqu'un policier, après avoir vérifié mon sac, m'invite à avancer, en plaçant une main sur ma nuque, son geste laisse une sensation intolérable. La loi de 2004 ne dit pas explicitement que la mise en place de barrières est obligatoire. Mais elle a reconnu aux forces de l'ordre le droit d'obliger les organisateurs à interdire l'accès des

[55] Soit le même lieu que le deuxième piquet du rassemblement du 19 janvier 2010 décrit précédemment.

personnes au site lorsque le nombre de participants annoncé en préfecture est atteint, ce qui finalement donne le droit en pratique aux forces de l'ordre d'installer des barrières à chaque rassemblement de rue.

Sur les deux voies du boulevard, de part et d'autre du site du meeting stationnent quelques véhicules de police (voitures, camions) et de l'OMON (autobus et fourgon cellulaire) ainsi que deux camions à eau (en fait d'habituels camions servant à nettoyer les rues). Depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2004, un représentant des autorités est obligé d'assister au meeting. Il a le pouvoir d'arrêter l'action à tout moment[56]. Une petite dizaine de combattants de l'OMON en veste en cuir et béret noir se tient débout à proximité de la tribune, tout le long du meeting.

Plusieurs militants que les manifestants identifient comme des combattants ultranationalistes sont présents, en dehors de l'enclos. Deux d'entre eux se trouvent près de la barrière et trois, ivres, un peu plus loin, sur la pelouse. L'un d'eux est en tee-shirt avec écrit dessus : « Je suis russe ». Un autre lance à un moment donné un juron puis brandit un doigt d'honneur en direction de la scène. Des policiers s'adressent à eux, semblent leur expliquer quelque chose et les emmènent plus loin. Tout le long du meeting, les policiers tentent de les contenir et de les remettre à leur place. Les forces de police n'ont ni dispersé ni perturbé le meeting. Les militants sont étonnés et déclareront sur les blogs : « *Ils se tenaient debout, regardaient le mouvement.* » ; « *Quoi, ils sont venus pour bêtement nous regarder ? Ils n'ont rien photographié. Ils n'ont même pas essayé.* »[57]

La plupart des 300 manifestants présents sont à l'intérieur des barrières, seuls ou, surtout, en petits groupes. Quelques dizaines de personnes restent à la périphérie, notamment des militants antifascistes. Ces militants ne pénètrent pas dans l'enclos par peur d'être piégés par les barrières lors d'une éventuelle attaque de la police ou parce que tout en souhaitant participer à l'action, ils refusent le système des barrières. D'autres militants, également masqués, sont à l'intérieur de l'enclos et forment une sorte de service d'ordre vigilant. Ils adoptent un comportement rigoureux, une position de surveillance. Les jeunes hommes, se voulant imposants ou étant hantés par le drame, jouent les « gros bras ». Je ne les filme pas de près. Je sais que, dans ces milieux, filmer de près peut être mal pris.

La forme d'action meeting appelle la présence d'une tribune, lieu principal de la mise en scène de l'action manifestante. La tribune est ici une camionnette de modèle Gazelle qui

---

[56] Selon la loi de 2004, la raison peut être donnée aux organisateurs dans les vingt-quatre heures, autrement dit pas obligatoirement au moment de l'action.
[57] http://vk.com/event19831853, accès le 22/09/2012

porte le système de sonorisation et sur laquelle se succèdent les orateurs. Les organisateurs ont eu la permission d'installer la tribune une heure avant le début du meeting. Le système de sonorisation arrive pourtant avec du retard et le meeting commence avec vingt minutes de retard. Sous la tribune, deux banderoles imprimées sont tenues par une dizaine de militants. Elles présentent les mots d'ordre du meeting et montrent l'exaspération des manifestants : « Arrêtez l'autoroute du massacre ! », « Ils ont pété les plombs ! » Bien visibles dans la mise en scène, elles expriment une partie importante de l'action.

Les manifestants sont orientés vers la tribune et vers les orateurs qui se succèdent tout le long du rassemblement, sans répit. L'activité manifestante est absorbée par ce qui se passe à la tribune. Les personnes dans le public sont attentives, debout. Elles regardent la plupart du temps les orateurs, sinon observent autour d'elles, photographient, font des commentaires à leurs voisins, envoient des messages textes depuis leurs téléphones, font quelques pas, sans que leur attention ne se détourne de la tribune. D'autres, à la marge du meeting, près des barrières, s'engagent dans des relations de face-à-face dans de petits groupes clos sur eux-mêmes. Reposant pour une partie sur des liens déjà existants (de camaraderie, d'interconnaissance), les activités latérales sont très nombreuses dans les formes d'action meeting et piquet. Je tente de me faufiler partout pour prendre des images. Les manifestants ne m'accordent pas d'attention particulière.

Les orateurs ont la parole pendant tout le meeting. Vlad Toupikine, publiciste et militant chevronné du mouvement libertaire et membre du comité de libération des « otages », ouvre, anime et clôture l'événement. Les prestations poétique puis musicale de soutien pour les antifascistes du poète et militant Kirill Medvedev constituent une pause, une suspension dans le discours, une façon d'exercer son art en montrant publiquement son engagement à la cause. Les orateurs sont presque tous des « autorités » du monde militant (selon la formule du bloggeur « lepestriny »)[58], c'est-à-dire des militants devenus personnages publics, ou des leaders d'organisations protestataires.

En plus de ceux déjà cités, parmi ces « autorités » il y a le chef du mouvement « Pour les droits humains », Lev Ponomarev, la sociologue d'origine française et directrice de l'Institut indépendant de l'Action collective (IKD), Karine Clément, le membre du bureau de *Memorial*, Alexandre Tcherkassov, le sociologue et directeur de l'Institut de la mondialisation et des mouvements sociaux, Boris Kagarlitski et le co-président du groupe écologiste *Eco-*

[58] http://anti-system.livejournal.com/131912.html, accès le 22/09/2012

défense, Vladimir Sliviak[59]. Les autres orateurs sont également des « grands ». Certains sont grands grâce à leur engagement militant pour la forêt : c'est le cas du jeune militant écologiste Iaroslav Nikitenko (22 ans) qui, deuxième figure de l'association de défense de la forêt (après Ievguenia Tchirikova qui est absente aujourd'hui), est une autorité montante du Mouvement de défense de la forêt. D'autres sont grands par le témoignage qu'ils peuvent donner sur des cas d'arbitraire policier et de « *terreur nazie* » similaires à celui qui occupe aujourd'hui : Vsevolod Ostapov et Igor Iassine. Vsevolod Ostapov, comme dit précédemment, a été arrêté arbitrairement et battu en avril 2008 dans le commissariat de police Sokolniki, puis condamné pour violence envers un agent de police à un an avec sursis. Aujourd'hui Vsevolod Ostapov prend la parole pour témoigner. Les épreuves l'ont changé, il a perdu sa timidité. Igor Iassine est journaliste, militant LGBT (« Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ») et membre dirigeant du KRI (section russe du Comité pour une Internationale ouvrière). Lui et deux amis ont été le 7 août de cette année battus par une quinzaine de jeunes ultranationalistes après un piquet pour la défense de la forêt, qui s'est tenu également à Tchistye prudy[60]. Les jeunes ultranationalistes attaquèrent Igor Iassine au couteau et lui brisèrent la mâchoire. Je me souviens d'avoir été terrifiée par la blessure grave qu'il portait à la gorge quand nous nous sommes rencontrés la première fois en septembre. Il parlait, à peine remis de ses blessures, de revenir dans la lutte contre les ultranationalistes et pour la forêt. Il avait été proche de la mort et voulait revenir dans la lutte sans changer de tactique, en s'y jetant tête baissée. Enfin, d'autres orateurs sont grands grâce à la relation familiale qui les lie aux deux « *otages* » : Irina Gaskarova, la mère d'Alexeï, et Viktor Solopov, le père de Maxime. Les larmes du père (dont il s'excuse) émeuvent le public lorsqu'il dit avoir tenté d'empêcher son fils de se rendre chez les policiers : « *Maxime, n'y vas pas, il ne faut jamais leur faire confiance !* »

Le meeting et les codes de mise en scène de la tribune sont ordinaires à Moscou. La liste des orateurs, que Vlad Toupikine tient dans une main tout le long du meeting, a été préparée à l'avance par les organisateurs. La parole n'est pas donnée au public : « *On a bloqué l'accès au micro à tout un groupe de personnes qui souhaitaient s'exprimer, ce qui est contraire aux principes tant anarchistes que libéraux* », dira le bloggeur « anti_system »[61].

---

[59] L' « otage » Alexeï Gaskarov travaille pour l'IKD.
[60] Les policiers et les groupes qui s'en prennent aux manifestants opèrent la plupart du temps une fois l'action terminée, au moment de la dispersion. On peut voir le témoignage d'Igor Iassine, enregistré le lendemain des faits, sur : http://ybelov.livejournal.com/410738.html (accès le 22/09/2012).
[61] http://anti-system.livejournal.com/131912.html, accès le 22/09/2012

Vlad Toupikine justifie cette disposition par trois arguments[62]. Un « *détail technique* » aurait selon le militant fait perdre du temps : le retard de l'appareil de sonorisation a fait qu'« *à peine les discours des orateurs finis, j'ai fini de lire la lettre du camarade à six heures moins deux* », soit à la fin du temps imparti au meeting. Un autre argument, moins purement technique, est avancé :

> « Dans ce meeting, il y avait des organisateurs, et ce sont eux qu'ils l'ont préparé, dépensant leurs forces et leur temps. C'est pourquoi il est assez naturel qu'ils aient donné la parole à ceux dont ils ont considéré qu'il était important de les appeler à la tribune. Parce que ce sont précisément les organisateurs du meeting qui mènent la campagne de soutien à Liocha [diminutif d'Alexeï] et Max [diminutif de Maxime]. Ils y voient plus clair. Chacun est libre de s'associer avec qui il veut […] cela n'a rien à voir avec la liberté de parole. […] Si tu veux t'exprimer, inscris-toi sur la liste à l'avance. Et s'ils ne t'inscrivent pas, organise un autre meeting. »

Enfin, la campagne est organisée avec les avocats et les parents des personnes arrêtées, donc dit Toupikine : « *Les méthodes utilisées le sont en accord avec eux* ». Garder le public silencieux a permis de déployer, du point de vue des organisateurs, le propos qu'ils jugent pertinent de porter à la connaissance des médias et d'exposer au gouvernement. Les interventions du public se réduisent à la manifestation d'une adhérence attendue par les organisateurs : applaudissements et acclamations.

Appartenant au collectif d'organisateurs, Vlad Toupikine explique n'avoir refusé à personne l'accès à la tribune « *par caprice personnel* ». Il dit avoir eu « *en possession la liste, à laquelle il a proposé d'ajouter des noms, ce à quoi les organisateurs ne se sont collectivement pas opposés* ». Il ajoute : « *Il m'a fallu modérer mon appétit* ». Igor Iassine n'était pas inscrit sur la liste de départ. Pendant le meeting il demande à Vlad Toupikine de lui permettre de prendre la parole. L'animateur dans un premier temps refuse agissant « *en vertu du mandat impératif (représentant l'avis du collectif et non le mien)* » qu'il pense avoir reçu du collectif des organisateurs et auquel il se veut loyal. Plus tard, on comprend que l'un des intervenants de la liste n'est pas là. *« Les organisateurs se sont alors vite mis d'accord et ont invité Igor à s'exprimer.* »[63]

L'équipe des organisateurs n'a pas donné la parole à ceux qui sont d'habitude sans parole, même sous la forme de questions adressées aux orateurs. Ils n'ont pas parié que les personnes du public auraient pu spontanément aussi bien ou peut-être mieux exprimer les revendications que les orateurs inscrits et préparés. Pour les jeunes militants antifascistes,

---

[62] Les trois arguments sont consultables sur : http://tempoxsilencio.livejournal.com/371630.html (accès le 22/09/2012).

[63] Vlad Toupikine s'explique quelques jours après le meeting : http://tempoxsilencio.livejournal.com/371630.html (accès le 22/09/2012).

cette disposition rajoute à la lourdeur et au caractère rébarbatif du cadre du meeting déjà en soi très contraignant. Quelques-uns s'en plaignent dans des blogs les jours qui suivent l'action. Pendant l'action, ils ne protestent pas. La réaction se fait dans l'arène médiatique d'Internet. Les membres de l'auditoire de la manifestation cherchent à expliquer les raisons du choix d'un cadre de participation fermé : « *Si j'ai bien compris, tout cela a été fait pour sauver les gars et tous les moyens sont bons.* »[64] Un internaute témoigne quelques jours après l'action : « *Tu viens à un meeting pour écouter quelqu'un et tu n'as pas la possibilité de dire quelque chose, et en plus sous la surveillance de la police qui enregistre… C'est absurde.* »[65] Ce type d'action est, selon ces manifestants critiques, peu efficace : « *Cent supporters de football qui bloquent une route ont plus d'écho.* »[66]

Sur la scène se succèdent les différents orateurs. Dans chaque performance monologique, on évalue la réaction des autorités face à l'attaque du 28 juillet sur l'administration de Khimki. Vlad Toupikine la qualifie de « *clairement inadéquate* », Viktor Solopov d'« *arbitraire* ». Iaroslav Nikitenko dit : « *C'est un crachat sur le pays* ». Karine Clément lance : « *Quatre fenêtres brisées ne justifient ni une détention provisoire de plusieurs mois ni un emprisonnement de plusieurs années* ». Vlad Toupikine déclare : *« Les jeunes antifascistes ont tenté de parler aux autorités sur l'unique registre que celles-ci utilisent et comprennent. Les autorités se sont attaquées aux personnes les plus faciles à trouver : des militants publics qui sont venus d'eux-mêmes à la demande de se présenter au commissariat en tant que témoins* ». Lev Ponomarev monte un cran de plus en généralité : « *Le pouvoir tombe en ruines sous nos yeux. Il n'y a pas de pouvoir en Russie.* » Il a recours à des procédures d'animation et d'inclusion envers « les jeunes » : « *La société civile, elle, existe et a de l'avenir. Je le vois : aujourd'hui beaucoup de jeunes personnes sont venues.* »

L'arbitraire de la police et la partialité de la justice sont dénoncés par Vsevolod Ostapov : « *Je sais par ma propre expérience comment travaillent la police, ignorant ce que signifie le mot "loi", et la justice, n'éprouvant pas la nécessité de chercher des preuves* ». Irina Gaskarova affirme que les preuves de la présence d'Alexeï Gaskarov à l'action du 28 juillet sont « *insuffisantes* », que « *les autorités se ridiculisent* » et que celles de « *l'oblast de Moscou ont ignoré la situation qui s'est continuellement dégradée depuis trois ans* ». Elle ajoute que les normes du code criminel sont telles qu'elles permettent de *« condamner*

---

[64] Utilisateur id_j1984o (http://maskodagama.livejournal.com/623396.html, accès le 25/12/2012).
[65] Blogueur id_j1984o (http://anti-system.livejournal.com/131912.html?thread=847944, accès le 25/12/2012).
[66] *Ibid.*

n'importe qui pour voyoutisme ». Igor Iassine témoigne qu'après son agression, il s'est rendu dans un commissariat de police où les policiers lui ont conseillé de ne pas poser plainte puisque, selon leurs mots, « *de toute façon on ne retrouve personne* ».

Le public écoute. Les rangs sont serrés, notamment du côté de la tribune, située à quelques mètres des deux banderoles. Le premier rang est composé de journalistes et de militants qui photographient la tribune. Parmi elles, des personnes composent des reportages qu'elles publient ensuite sur leurs blogs (dont certains sont très lus). Les manifestants sont venus de Moscou, de l'oblast et même de Saint-Pétersbourg. Il s'agit de personnalités publiques ou du monde de la culture, de militants écologistes, antifascistes, libertaires, libéraux, des droits de l'homme, de gauche et de sympathisants. Sont venus également des membres de la Fédération des Automobilistes (FAR) de Moscou, dont leur leader, Sergeï Kanaïev. La majorité des membres du Mouvement de défense de la forêt et Ievguenia Tchirikova ne sont pas présents au meeting, ce qui attriste plusieurs de mes interlocuteurs.

Les corps des manifestants sont immobiles et s'animent lorsque les discours à la tribune sont entrecoupés de slogans, clamés soit par la tribune puis repris en cœur par l'ensemble des participants, soit de manière spontanée par le public. Les slogans sont : « *Libérer les otages de Khimki !* », « *Une autoroute contournant la forêt !* », « *Imbéciles, libérez Gaskarov et Solopov !* », « *C'est notre forêt !* », « *Tant que nous serons unis, nous vaincrons !* ». Quelques jeunes hommes scandent les slogans avec leur bras levé et leur poing fermé. Les jeunes militants antifascistes sont plus visibles que les autres puisque portant masques, cagoules, capuches et/ou lunettes noires. Personne ne brandit de drapeau politique, comme il a été convenu au préalable par les organisateurs de l'action.

En ce dimanche de fin septembre, le boulevard, lieu de promenade populaire des Moscovites, est assez fréquenté. À droite de la scène, la disposition de l'enclos crée un passage étroit saturé par la présence de combattants de l'OMON, de spectateurs, de journalistes et de policiers en civil. Les passants sont obligés de ralentir et ne peuvent pas ne pas remarquer le meeting. Peu nombreux sont pourtant les passants qui s'arrêtent. Quelques passants regardent, écoutent à la dérobée, quelques secondes lorsqu'ils passent près des barrières. D'autres s'arrêtent et observent à l'extérieur de l'enclos, les avant-bras appuyés sur la barrière. Deux couples me demandent le motif du rassemblement. Depuis l'intérieur de l'enclos et par-dessus la barrière, plusieurs manifestants distribuent des tracts aux passants. Une femme qui les distribue crie de temps en temps : « *Les fascistes tuent nos enfants !* ». D'autres tracts sont distribués aux personnes qui entrent dans l'enclos. Ceux qui tractent n'engagent pas de conversation avec les passants. L'activité de tractage est à « *faible*

rendement » aux yeux des militants. Elle fait peu l'objet d'autres formes d'investissement (comme celle d'engager une conversation).

Dans l'enclos, des militants ont installé une table avec des journaux traitant des problèmes de la forêt et de l'arrestation des deux militants antifascistes. Des signatures sont récoltées de même que sont distribuées des cartes postales-pétition demandant au président Dmitri Medvedev de libérer les deux prisonniers. Au terme de l'action, 15 000 roubles (450 euros) sont récoltés en faveur de la campagne. Les participants invitent également à participer à la campagne de fax du lendemain auprès du tribunal de la ville de Khimki, de la Prokouratoura de l'oblast de Moscou et de l'administration du Président. Elle vise à faire pression sur les autorités avant le procès qui doit se tenir à la fin du mois de septembre. Le meeting se déroulant un dimanche, loin des lieux de pouvoir et avec un tel dispositif policier, semble constituer un moyen de pression peu efficace sur les autorités. Cette action est plutôt dirigée vers la population, l'opinion publique, par le biais des médias, traditionnels et militants. La réunion du comité d'organisation qui suivra immédiatement cette action aura pour principal thème la recherche de célébrités militantes (notamment européennes du fait de ma présence) dont on espère que le soutien permettra d'assurer le succès de la campagne.

Ce meeting s'est déroulé sans incident ni arrestation. Le nombre de manifestants a été, du point de vue des organisateurs, faible, s'il l'on considère les 3 000 personnes réunies le 22 août. Meetings et piquets sont des formes ordinaires d'action à Moscou. Ces formes sont pour certains participants rébarbatives. D'un autre côté, elles sont les seules formes permises par les autorités pour se montrer en tant que force politique. Malgré ses côtés négatifs, meeting et piquet permettent, en plus de se montrer comme force, de rencontrer des connaissances que la grande ville de plus de quinze millions d'habitants et la vie moscovite active permettent rarement de rencontrer. Le temps est maussade et nuageux. L'automne arrive vite à Moscou. On se prépare déjà pour le début de l'hiver. On sent chez les participants le sentiment d'avoir accompli une tâche obligatoire et routinière, avec une incertitude totale quant au sort d'Alexeï et Maxime. On est dans un meeting à Moscou comme dans un couloir d'une administration figée dans le temps : chaque mouvement et chaque réflexion semblent nécessaires et vains.

1.5 17-19 juin 2011, le forum « Anti-Seliger » contre la destruction de la forêt de Khimki

Juin 2011, près d'un an après l'action devant l'administration de Khimki, la coupe des arbres de la forêt de Khimki continue. Maxime Solopov et Alexeï Gaskarov ont été libérés en octobre 2010, mais la procédure d'enquête contre eux continue. Petr Silaïev et Maxime Solopov sont accusés d'avoir organisé l'action du 28 juillet 2010. Ils sont en Europe, y ont demandé l'asile politique. Le week-end du 17 au 19 juin 2011, le Mouvement pour la défense de la forêt dirigé par Ievguenia Tchirikova organise un rassemblement sous la forme d'un « *forum civique* » dans une clairière en forêt de Khimki (vidéo 8). Baptisé « Anti-Seliger », selon une idée d'Oleg Melnikov, jeune militant du mouvement ultranationaliste *Alternativa,* le rassemblement se veut une alternative au forum organisé par le Mouvement de jeunesse pro-Kremlin *Nachi* (« Les nôtres ») qui se tient chaque année depuis 2005 au bord du lac Seliger, dans la région de Tver. Ce choix de l'appellation (dans une formulation strictement « anti-Poutine ») et la composition actuelle du mouvement de défense de la forêt sont les signes d'un changement de perspective et de stratégie du groupe. Auparavant, le groupe refusait toute alliance avec des militants politiques. Aujourd'hui, le mot d'ordre du mouvement est de rassembler tous ceux qui sont contre le régime, des ultranationalistes aux jeunes antifascistes, en passant par les mouvements de l'opposition libérale et de gauche. Les participants ne considèrent pas le forum comme « *un projet politique* ». Il est, selon eux, simplement « *un espace de rencontre, d'échange de pratiques* », comme dit à plusieurs reprises Oleg Kozyrev, qui se définit lui-même comme « *bloggeur citoyen* », un des organisateurs du Forum.

Après avoir parcouru des chemins boueux, j'arrive avec des amis musiciens qui doivent jouer sur la scène du campement, pris dans un nuage de moustiques. Nous descendons une petite colline. Le campement est en contrebas, au bord d'un étang. De l'autre côté, se dessine une ligne de *cottages*, de luxueuses maisons individuelles construites par les « nouveaux riches ». L'activité foncière et immobilière grignote peu à peu la ceinture forestière de la banlieue de Moscou. Cet horizon dissipe toute rêverie à laquelle invite le cadre calme et verdoyant. L'étang fonctionne comme une barrière infranchissable entre ceux pour qui on détruit la forêt et ceux qui la défendent. Je m'aventure près de l'étang, attirée par une pancarte. M'offrant en sacrifice aux moustiques des marais sur l'autel de la curiosité, j'y lis la pancarte : « Lac Anti-Seliger ».

Des tentes sont installées çà et là. Une centaine de personnes dormiront les trois nuits, deux mille visiteurs viendront pour une journée ou quelques heures. L'atmosphère est calme

et bon enfant. Les personnes disent leur enthousiasme devant un rassemblement d'une telle ampleur : elles font de nouvelles rencontres, elles sont contentes tout simplement d'« *être là, ensemble* », de respirer l'air pur de la forêt. On sent dans les paroles la fraîcheur naïve d'une première fois. Mikhaïl Krouger, militant de l'opposition libérale, dit : « *C'est la fête de l'âme. L'âme chante* ! ». Nous ne sommes pas dans le cadre des rassemblements revendicatifs habituels, limités à deux heures, souvent réprimés et dans le milieu urbain moscovite agressif. Aujourd'hui, « *on a le temps pour construire le futur* » dit Karine Clément, directrice de l'IKD. Quelques-uns comparent l'ambiance à celle du début des années 1990, comme Alexandre Belov-Potkin, chef de l'ex-mouvement ultranationaliste DPNI, qui dit : « *Je me souviens de cette époque et ça c'est génial. La liberté se perd vite, mais ici on la sent* »[67]. Ce dernier dira à des journalistes l'intérêt de participer à ce type de forums où l'on peut discuter avec des antifascistes et les convaincre que l'on est soi-même une personne convenable[68].

Le forum a été autorisé par la préfecture. Le vice-président de l'administration du Président, Vladislav Sourkov, a promis que les forces de police n'interviendraient pas. Le chef du Comité national anti-corruption, Kirill Kabanov, l'a certifié à Ievguenia Tchirikova. Alexeï Navalny, célèbre militant « anticorruption » nationaliste dit pendant une assemblée : « *La première tâche d'Anti-Seliger était de se maintenir, parce que personne ne croyait que cela allait durer* […] *une action de ce type, spontanée* […] *et il y avait la menace que la police nous disperse* ». Les policiers sont indifférents et calmes. Les agents déambulent dans le campement, souvent par paire, regardent les pancartes réalisées par les militants, écoutent les conférences, les débats et les groupes de musique se produisant sur la scène. Certains d'entre eux ont installé un barbecue en retrait. Une dizaine de policiers est présente, deux autobus de l'OMON stationnent près de l'entrée. Un camion snack d'une chaîne de restauration rapide russe, *Krochka-kartochka*, vient dans la forêt, avec l'accord d'Ievguenia Tchirikova. Les policiers de Khimki renvoient le camion.

Tous mes interlocuteurs se félicitent de la diversité des opinions politiques présentes. Oleg Chein, député du parti d'opposition *Russie juste* et qui est venu d'Astrakhan dit : « *Un point important est l'unité des différentes organisations qui depuis des années ne se parlaient plus* ». Un jeune militant du parti libéral démocratique *Iabloko* ajoute : « *On voit rarement les organisations aujourd'hui présentes agir ensemble, dans les meetings par exemple, parce qu'il y a des divergences idéologiques, des ambitions politiques* ». Boris Nemtsov, l'un des

[67] Le DPNI, le Mouvement contre l'immigration illégale, a été interdit le 18 avril 2011.
[68] http://lenta.ru/articles/2011/06/21/antiseliger, accès le 22/09/2012.

chefs de l'opposition libérale, précise : « *Peu de gens dans le pays ont réussi comme Tchirikova à rassembler ces gens* ». Entre les arbres, des banderoles sont tendues. Divers stands sont animés par des mouvements politiques et associations tels que le mouvement *Solidarnost*, le parti *Iabloko*, le parti national-bolchévique (NBP), l'IKD, le Parti pirate russe (« *pour une démocratie électronique* »), l'ONG de défense des droits de l'homme *Golos*, l'organisation *Portos* (acronyme d'Union poétisée pour l'élaboration d'une théorie du bonheur universel). Des militants se disputent à cause de banderoles. Certains accusent les autres d'installer leurs banderoles et de partir. Plus loin, des séries de pancartes, avec des textes et des photos, sont attachées entre des arbres. Les thèmes sont, en autres, le sort de prisonniers politiques, des procès en cours, la « *terreur* ». Le mélange d'images de Vladimir Poutine, de néonazis et de combattants tchétchènes est incompréhensible sinon douteux.

Le forum démarre le 17 juin avec une cérémonie d'ouverture qui rappelle l'organisation habituelle des meetings. On y voit le même type d'arrangement écologique, d'orientation spatiale, de façon de communiquer et la même dissymétrie entre les participants. L'acte d'ouverture et la coordination de la suite sont réalisés par Ievguenia Tchirikova qui s'exprime avec exaltation, au micro : « *Chers amis, permettez-moi de dire que notre campement Anti-Seliger est ouvert !* » Le public applaudit et crie : « *Bravo !* » Dans ce moment d'ouverture, l'état de parole n'est ouvert que pour Ievguenia Tchirikova. Pendant les cinq premières minutes, nous assistons à une performance monologique de celle-ci. Puis s'alternent au micro ceux qu'elle invite à s'exprimer, des participants d'un type particulier, des professionnels de la politique et des personnalités publiques de la blogosphère libérale. Le premier acte de l'animatrice est de remercier « *tous ceux qui en ce jour de semaine ont arrêté leurs occupations en cours et sont venus* ». Elle accomplit de cette manière une tâche rituelle de confirmation qui la rend sympathique aux yeux du public.

Dans cette séquence d'introduction, Ievguenia Tchirikova cadre et met au point explicitement l'activité à venir : « *Bon, avant toute chose, procédons ainsi : je vais fixer le but et les missions de notre manifestation. Ce que nous voulons. Pourquoi nous nous sommes rassemblés tous ici* ». En présentant le programme des quatre jours, le nom d'un seul orateur est explicitement cité : « *Alexeï Navalny viendra.* » Dans un enthousiasme qui rappelle le ton des orateurs des fêtes soviétiques des années 1980, Ievguenia Tchirikova utilise la plupart du temps le même ton de leader maternaliste, mélange de fermeté et de proximité :

> IEVGUENIA TCHIRIKOVA : En ce qui concerne le plus important, la nourriture [*rires de l'auditoire*]. Est-ce que je peux vous montrer une personne une minute [*en s'adressant à un homme dans le public et l'invitant à venir près d'elle*]. C'est une personne

> remarquable. Voici, je demande votre attention, la personne qui va nous nourrir gratuitement [*applaudissements*]. Ce moment est très important.

L'homme, Vladimir Ficherman, membre du bureau du parti *Iabloko*, intervient dix secondes et recadre aimablement : « *Merci Jenia. Celui qui nourrit en fait, c'est le parti Iabloko. Le parti Iabloko nous aide. Bon appétit à tous* [applaudissements] ». L'animatrice reprend la parole. Elle termine, dans le but d'organiser la construction d'une réalité partagée, avec la promotion des tee-shirts fabriqués pour l'occasion : « *J'ai remarqué ici que beaucoup avaient revêtu le tee-shirt du Forum. Je vais aussi le mettre. Si vous n'en avez pas, demandez à Oleg Melnikov.* » Elle lui passe le relais : « *C'est la personne qui a eu l'idée de faire ce Forum. C'est son idée. Il s'appelle Oleg Melnikov. Il est le jeune leader du mouvement de jeunesse Alternative. Oleg, je te demande de dire quelques mots.* »

Oleg Melnikov est un militant ultranationaliste qui a participé à la manifestation des trois mille supporters de football d'extrême droite du 11 décembre 2010, place du Manège, où des adolescents originaires du Caucase ont été lynchés. Depuis mars 2011, il participe aux actions de « Stratégie-31 »[69]. Sa présence dans la lutte pour la forêt est contestée. La présence des combattants ultranationalistes au Forum (et dans le service de sécurité, dont des supporters de football au crâne rasé connus des antifascistes) ainsi que des actes de censure dans le programme ont amené les éléments les plus à gauche à ne pas participer au Forum.

L'ouverture constitue un « jeu d'équipe » entre Ievguenia Tchirikova, les leaders politiques et les personnalités invités à tour de rôle au micro. Oleg Melnikov prône une idée qui est centrale tout le long du forum (et dans le Mouvement), celle de la diversité des opinions politiques et, malgré elle (« *et c'est fantastique* » diront la plupart), de l'unité de l'action. Il va jusqu'à féliciter, peut-être pour faire oublier sa propre couleur politique, la présence de l'ennemi commun numéro un, le mouvement de jeunesse pro-Poutine *Nachi* :

> OLEG MELNIKOV : Quand nous avons commencé à imaginer tout cela, je ne m'attendais pas à ce qu'il y ait autant de personnes différentes. Il y a le mouvement *Nachi*. C'est incroyable ! Ils nous soutiennent [*applaudissements*]. On peut leur dire merci. Merci au mouvement *Nachi* d'être avec nous et de nous soutenir. En fait, merci à tous d'être venus (…) Notre géniale Ievguenia va vous informer de tout.
> IEVGUENIA TCHIRIKOVA : Les amis, je voudrais tout de suite énoncer deux règles importantes que nous allons respecter dans notre Anti-Seliger. La première, comme l'a parfaitement dit Oleg, ici il y a des gens très différents, avec des opinions politiques différentes, parfois diamétralement opposées. Et en fait, nous avons comme première règle la tolérance, le respect. Nous sommes des citoyens ordinaires. Rien ne nous oppose.

[69] « Stratégie-31 » est une série de protestations civiles en Russie pour le droit de la liberté de réunion garantie par l'article 31 de la Constitution de la Fédération de Russie. Les protestations ont lieu à Moscou tous les 31 du mois.

> Nous nous respectons, nous nous aimons les uns les autres. Et en aucune manière nous nous insultons[70].

Des militants et des leaders du mouvement *Nachi* ont installé quatre tentes jaunes. Ils photographient les participants et la scène tout le long du Forum. La plupart des participants voient cette présence comme une « *provocation* ». On frôle l'altercation, mais les organisateurs imposent le calme. Artem Kozlov, l'un des leaders du mouvement scandaleux *Stal'* (« l'Acier »), projet des *Nachi*, se promene en short, scandales et lunettes teintées sans souci durant les trois jours du forum[71]. Le chef du recrutement des *Nachi*, Tikhone Tchoumakov, est aussi présent. Les militants, connus pour leurs actions de harcèlement de toute opposition au pouvoir, disent être venus par curiosité. Contrairement au campement « Seliger » qu'ils organisent, ici la discipline est absente et l'organisation est faible. Sur son compte Twitter, Tikhone Tchoumakov confie sa surprise de voir que les gens du forum ne sont pas prêts à faire des échauffements dès huit heures du matin.

Dans la séance d'introduction, d'autres intervenants remercient Ievguenia Tchirikova pour l'organisation du Forum : Pavel Boloiangov, champion du monde de combat libre (« *J'ai vu dans Ievguenia une sorte de Jeanne d'Arc* »), Sergeï Udaltsov (« *Elle est une leader de l'esprit* » (*duxovny lider*)), Alexeï Navalny (« *À chaque fois que quelqu'un dit que ce n'est pas possible, qu'il ne peut pas, on peut dire : Tchirikova a pu le faire* […] *Je propose d'applaudir Jenia* [diminutif affectif d'Ievguenia] »). Toutefois, le militant de gauche Sergeï Udaltsov reprend le travail de cadrage de l'action, en insistant, contrairement à Ievguenia Tchirikova, sur la dimension politique du Forum :

> SERGEÏ UDALTSOV : Le Forum n'est pas seulement un camp écologique ou une rencontre de gens remarquables. C'est une manifestation politique. […] Le Forum est le point de départ pour un nouveau niveau d'action de la société civile russe. […] Nous aurons quatre jours pour travailler en vue d'une période importante, celle des élections. […] Il faut proposer à la société notre tactique. Et je pense que la meilleure tactique est la non-participation à cette farce totale.
> IEVGUENIA TCHIRIKOVA [*ressaisissant vite le micro*] : Sergeï vient à l'instant de dire des choses assez intéressantes, alors j'ai voulu me quereller tout de suite sur la question de la participation aux élections. Je pense personnellement, comme Navalny, qu'il faut participer aux élections, mais vous savez contre qui.
> PAVEL BOLOIANGOV [*s'approchant du micro*] : Votez pour Ievguenia Tchirikova !
> Une voix dans le public : Tchirikova, présidente !
> IEVGUENIA TCHIRIKOVA : [*avec tendresse*] Silence, silence ! Je veux encore vivre !

Les deux orateurs suivants, Mikhaïl Chliapnikov et Olga Andronova, présentés par Ievguenia Tchirikova comme les leaders, respectivement, du Mouvement volontaire de

---

[70] La deuxième règle est l'interdiction de l'alcool dans le Forum (« *suxoï zakon* »).
[71] Le mouvement a repris en guise de credo les « Commandements du national-socialisme » de Goebbels (sauf concernant l'antisémitisme).

l'extinction des incendies de forêts[72] et des Pétersbourgeois qui ont fait reporter le projet de construction de la tour Gazprom[73], insistent le premier sur la dimension horizontale et spontanée de son mouvement, la seconde, sur l'importance du travail de tout un groupe et non de celui de sa propre personne. À chaque intervention, Ievguenia Tchirikova commente et recadre pour mettre en valeur les leaders. Le lendemain, Alexeï Navalny est la vedette du jour, le « grand » du forum. Tout le campement assiste à son intervention. Avant et après, il signe des autographes, se fait prendre en photo, accepte d'être le « cobaye » docile de Pavel Boloiangov qui anime un atelier d'autodéfense. L'intervenante qui le précède lors de son discours, Lena Panfilova de *Transparency international* (association qui lutte contre la corruption), semble écrasée par la popularité de Navalny: « *Je ne dirai que quelques mots puisque je n'ai presque pas de voix et que la majorité veut écouter Liocha.* » Alexeï Navalny proteste sans insister.

Les prises de parole du public sont rares et attendues sous la forme de réactions brèves. Elles appellent irrémédiablement des réponses et des commentaires de la part des orateurs. La parole ne se déploie pas entre les membres du public. Malgré tout, l'espoir d'un débat sur un thème politique naît lorsqu'un spectateur, un bloggeur connu, demande :

> OLEG KOZYREV : La corruption [*le cheval de bataille et le thème de l'intervention d'Alexeï Navalny*], c'est la corruption. Elle est pour tout le monde évidente. […] Mais le problème ne peut pas être résolu sans action politique, sans participation à la politique. Qu'est-ce que tu en penses ? Que penses-tu qu'il est nécessaire de faire pour les prochaines élections ? »

En guise de réponse et pour illustrer son propos, Alexeï Navalny va chercher une pancarte et la brandit. Au-dessus d'un ours, symbole du Parti au pouvoir, il est écrit : « Le parti des escrocs et des voleurs ». Il se tait. On est censé comprendre que le problème public numéro un est le parti au pouvoir. Il ajoute :

> ALEXEÏ NAVALNY : L'action la plus correcte, la plus efficace maintenant, c'est de participer à la campagne « À bas le parti des escrocs et des voleurs ! ». Va voter, pour n'importe qui, mais contre Russie Unie !

L'espoir d'un débat politique s'éloigne. Pourtant, un jeune homme, leader du mouvement d'opposition démocrate My (« Nous »), relance le débat :

---

[72] Formé en été 2010, ce mouvement, face à l'inaction des autorités, a organisé une aide considérable aux victimes.

[73] Le géant gazier Gazprom a voulu construire un gratte-ciel en plein cœur du centre historique de Saint-Pétersbourg pour y installer son siège social. Face à l'ampleur de la contestation, la municipalité s'est finalement prononcée contre la construction de la tour.

ROMAN DOBROXOTOV [*dans le public*] : Dans les marches [russes], les gens font régulièrement des saluts hitlériens[74]. Ces gens considèrent comme leurs héros Boudanov[75]. Tu as appelé à aller à ses funérailles. Penses-tu qu'il faille se lier avec ces gens ? Pourquoi flirtes-tu avec eux ? Est-ce que ça ne nuit pas, au contraire, à ta réputation ? [*applaudissements*].
ALEXEÏ NAVALNY : Je ne flirte avec personne. Ni avec eux, ni avec vous. Je fais ce qu'il me semble être nécessaire. J'ai été et j'irai aux marches russes [*applaudissements*]. Il y a des gens absolument différents […]. Il y a des gens, comme le DPNI [*Mouvement (interdit) contre l'immigration clandestine*], comme ceux qu'on appelle nationalistes conservateurs qui ont appelé à venir ici aujourd'hui […]. Ils soutiennent également le Mouvement pour la forêt de Khimki et en pratique, ce sont des activistes citoyens [*en montrant du doigt l'ex-chef du DPNI dans le public*]. Quand il y a la Marche russe, tout le monde court et photographie les gars avec… [*il mime le salut hitlérien*]. Cela ne veut pas dire que tous sont comme ça. Et notre tâche est d'aller à la Marche russe et d'agir de telle sorte que dans la Marche les gens normaux soient plus nombreux. Voilà, je n'ai pas honte de mes convictions […]. La distinction entre libéraux et nazis, c'est de la politologie stupide et insensée qui n'est pas liée à la réalité.
PETR VERLIZOV [membre du groupe *Voïna*, référant du programme culturel du forum] : Le problème est que les organisateurs, comme le DPNI, soutiennent ces gens qui font ces signes. C'est la position officielle de ces organisations.
ALEXEÏ NAVALNY : Ce n'est pas correct. […]. Si tu prends le programme du DPNI, tu verras que leurs slogans, leurs déclarations correspondent à cent pour cent aux déclarations du *Groupe Helsinki de Moscou*, à n'importe quel mouvement des droits de l'homme. Vous pouvez leur demander, le DPNI est aujourd'hui ici[76].

L'air de rien, Alexeï Navalny vient de faire la publicité du DPNI et d'inviter les personnes à participer aux marches russes[77]. Alexandre Belov-Potkin est l'ex-chef du DPNI. Il vient juste d'être condamné à deux ans avec sursis pour incitation à la haine ethnique. Invité au Forum par Oleg Melnikov, il fait le même jour un exposé de plus d'une heure. Au même moment, à l'autre bout du campement le militant antifasciste Alexeï Gaskarov anime également une discussion. Deux personnes dont les camarades se battent quotidiennement dans les rues de Moscou ont choisi de venir s'exprimer dans le même « *supermarché*

[74] La traditionnelle « marche russe » réunit chaque année en novembre des milliers de nationalistes, ultra-orthodoxes et militants « anti-immigration ».
[75] Le colonel Iouri Boudanov a tué une jeune Tchétchène, violée par plusieurs de ses soldats. Il a été condamné, fait exceptionnel, à une peine de dix ans, finalement réduite à huit. L'avocat défendant la famille de la victime, Stanislas Markelov, a été assassiné à la sortie de la conférence de presse où il annonça vouloir contester cette libération anticipée. Le colonel Boudanov a été à son tour assassiné en pleine rue le 10 juin 2011.
[76] Le *Groupe Helsinki de Moscou*, fondé par Lioudmila Alekseïeva, est la plus ancienne association de défense des droits de l'homme opérant actuellement en Russie. Il a été fondé en 1976.
[77] Alexeï Navalny s'est depuis longtemps exprimé en faveur du DNPI et de la déportation des immigrés clandestins. Voir par exemple dans cette vidéo où, en blouse blanche dans un cabinet de dentiste, il explique que la cause du problème de l'extrême-droite violente est l'immigration massive : https://youtu.be/ICoc2VmGdfw (accès le 22/09/2012). Il réaffirme ses thèses dans des interviews. Il se prononce pour le port d'arme libre (par exemple dans une vidéo, il dit : « *Lorsque les cafards qui entrent dans la maison sont trop grands et les mouches trop agressives* [on voit des photos de combattants caucasiens], *je recommande le pistolet* », https://youtu.be/oVNJiO10SWw, accès le 22/09/2012).

politique », comme certains diront du forum. Que les militants antifascistes puissent discuter à quelques mètres des proches des assassins de leurs amis offre une scène surréaliste.

Un jeune homme dans le public demande la parole. Petr Verzilov lance : *« En respectant le tour de parole !* » D'autres demandent à Verlizov de laisser parler le jeune inconnu. Alexeï Navalny l'encourage : « *Prenez le micro pour que tout le monde vous entende* ». Ievguenia Tchirikova s'approche, regarde la scène d'un air contrarié et finalement saisit le micro :

> IEVGUENIA TCHIRIKOVA : Mes amis, comme d'habitude je grimpe et je félicite Alexeï pour son courage. Dans le campement, nous avons également des gens de gauche et de droite. On m'accuse également de flirter avec je ne sais qui. Je veux dire, nous avons une seule patrie, rien ne nous oppose. Il n'y a pas besoin de se livrer à des provocations […]. Quand nous sommes tous unis, nous, les gens normaux qui aimons notre patrie, alors nous défendons la forêt de Khimki. Et maintenant j'offre à Alexeï et Lena deux tee-shirts d'Anti-Seliger et nous continuons la discussion [*applaudissements*].
> PETR VERLIZOV : [*au public*] Si vous avez envie, vous pouvez prendre la parole.
> IEVGUENIA TCHIRIKOVA [*à l'adresse des deux orateurs situés près d'elle, mais au micro, recouvrant la parole de Petr Verlizov*] : l'oiseau [*le logo sur le tee-shirt*] devant !

Le jeune homme n'aura pas la parole. Ievguenia Tchirikova a réussi à mettre fin à la discussion ouverte par les jeunes gens et acceptée par Alexeï Navalny. Cette discussion aurait pu être plus riche et plus inclusive que la forme du dialogue « questions-réponses » que le Forum proposait. D'autres petits moments critiques émergèrent dans les autres discussions, mais ils furent toujours contrôlés par les organisateurs.

Le même jour, le 18 juin, une excursion est organisée sur les lieux de coupe. Le guide est Ievguenia Tchirikova qui explique sur le plan juridique et pratique le blocage des engins. Puis, déjà à la fin de la promenade, Sergeï Mironov, président du parti *Russie juste*, troisième parti du pays (derrière *Russie unie* et le parti communiste), et ancien président du Conseil de la Fédération (la chambre haute du Parlement russe, entre décembre 2001 et mai 2011) sort de la forêt[78]. « *Ce fut un choc culturel !* » plaisantera Ievguenia Tchirikova le soir. Avec une centaine de personnes, il vient, revêtu du tee-shirt du Forum, près des engins et s'indigne de l'absence des documents nécessaires. Le politicien monte sur un engin, discute avec le conducteur. Puis, du haut du tracteur, évoquant à quelques commentateurs ironiques un discours de Lénine sur une auto blindée, dicte une déclaration à l'attention des agents policiers qu'un militant retranscrit sur le capot de l'engin.

Après l'excursion, on est de retour au forum. Ilya Varlamov, photographe et bloggeur influent (« Zyalt » est parmi les dix blogs « livejournal » les plus consultés en

[78] Le parti *Russie Juste* comme le parti communiste et le parti libéral-démocrate de Russie (LDPR) sont des partis partenaires du Kremlin, et non pas de véritables partis d'opposition.

Russie) fait un exposé sur sa pratique professionnelle. Ievguenia Tchirikova prend à son tour la parole lorsqu'un débat débute autour de la position politique du photographe. Elle croit le sauver d'une mauvais passe en disant :

> IEVGUENIA TCHIRIKOVA : Ilya est une personne du monde de la culture, un artiste, un photographe. Ce n'est pas la peine d'essayer d'en sortir [*en faisant avec ses mains le geste de tordre*] une position. Montre-nous ta position citoyenne ! Ce n'est pas très correct. Je peux dire ce qu'Ilya a fait personnellement pour moi est inégalable.

Elle raconte ensuite que le photographe a diffusé sur Internet une vidéo qu'elle a réalisée et qui dénonçait les autorités qui tentaient de lui prendre ses enfants. La diffusion à grande ampleur de la vidéo a fait changer d'avis les autorités. Tchirikova est visiblement émue et dit : « *C'est un exemple personnel. Je voudrais d'abord dire merci* [applaudissements du public] *Cette personne ne peut faire ici de beaux discours sur la société civile... Il n'y a que moi qui sache le faire* [silence puis rires du public] *Ilya fait son travail* ». Encore une fois Ievguenia Tchirikova est l'intermédiaire et la traductrice obligée pour tout individu désirant prendre part au débat sur la principale plateforme de discussion du Forum (d'autres discussions ont lieu dans des tentes disséminées sur le territoire). Le débat politique tombe à l'eau. Le troisième jour du forum, les vedettes sont le politicien Boris Nemtsov (parti d'opposition démocrate *Parnas*) et trois journalistes connus, Valeri Paniouchkine, Oleg Kachine et Leonid Parfenov qui répondent pendant plus d'une heure à des questions politiques générales sur les élections 2012. La scène principale du forum est devenue celle d'une pré-campagne électorale.

II. Comment manifeste-t-on à Moscou ? Expériences et sens des rassemblements de rue

Dans le premier chapitre, cinq actions menées par des coalitions ont été présentées. Il s'agit maintenant d'analyser, toujours de manière contextualisée, les expériences des participants et leurs interprétations dans les rassemblements. Nous allons dans ce chapitre réfléchir à deux dimensions de l'action revendicative. On peut d'abord définir l'action de rue comme un processus endogène (JOSEPH Isaac, 1996), avec ses propres critères d'organisation et d'interprétation. L'expérience des événements présente une organisation, susceptible d'être reconstruite (QUERE Louis, 2015). Le rassemblement de rue est une activité distribuée et située dont il importe de recomposer la logique et d'interroger les effets de contexte de sa production. Ensuite, on peut identifier plusieurs savoirs et points de repères stables qui subsistent d'une action à l'autre et transcendent les situations locales. Ces repères rendent l'action manifestante immédiatement compréhensible aux manifestants. Ils en constituent les balises fondamentales. Il s'agit (je les décrirai plus loin) de dispositifs matériels et architecturaux, d'arrangements spatio-temporels, de modes de coordination et de décision, de prises de position, d'arguments, de types d'épreuves, de répertoires d'action et d'émotion, d'ambiances, de manières de raconter les actions et de répertoires iconographiques. Ces modalités peuvent être considérées en termes de codes et de règles que les manifestants suivent plus ou moins consciemment « *pour agir d'une façon suffisamment correcte aux yeux des partenaires* » (LEMIEUX Cyril, 2000, p. 110). Ces aspects seront thématisés dans le cadre d'une double tâche : d'une part rendre compte des ajustements réciproques entre participants et des pratiques au sein des actions, et d'autre part, distinguer dans les récits des expériences la fondation du sens de ces actions pour leurs participants et leurs publics.

Deux types d'occasions sont distingués ici, de par la qualité des expériences vécues : les rassemblements autorisés par la préfecture (2.1) et les actions spontanées, menées sans demande d'autorisation (2.2). Je vais partir d'une question simple qui se pose à tout observateur, mais qui n'a pas été de manière fine empiriquement développée dans les sciences qui étudient les mobilisations : Que procurent les actions de rue à ceux qui y participent, dans les interactions en coprésence et dans le déroulement des activités ? Les actions mobilisent différents types de mouvements, et donc provoquent diverses sensations et tensions. On sait, par ailleurs, que l'expérience, la perception et la façon d'agir sont structurées par les qualités

sensibles d'une scène (REMY Catherine, 2003). Parmi les formes de l'expérience manifestante figure l'expérience émotionnelle. Dans la littérature sur les mouvements protestataires, il est attendu des actions de rue qu'elles provoquent des émotions, qu'elles créent des liens entre les organisations et les individus isolés et qu'elles aident au recrutement de nouveaux membres (BENFORD Robert D. et Scott A. HUNT, 1992 ; ZURCHER Louis A., 1982 et 1985). J'ai donc cherché à caractériser le climat émotionnel des rassemblements de rue à Moscou et à répondre à cette question : Le type d'émotions exprimées dans la mise en espace et en mouvement favorisent-elles l'entrée des personnes et des questions en manifestation et en politique à Moscou ? La question de l'être-ensemble dans les rassemblements demande des analyses approfondies. Des questions émergent, nombreuses : Quelle « petite société », locale et informelle, du rassemblement (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 195) les actions ouvrent-elles dans l'espace urbain ? Quelles sont les formes de réciprocité (et donc d'attente), plus ou moins symétriques, à l'œuvre dans l'ordre des interactions entre participants ? Comment la « petite société » et les communautés qui s'y rencontrent endurent-elles le trouble de l'*étrangéité* (STAVO-DEBAUGE Joan, 2009) envers des inconnus, passants ou nouveaux venus ? On peut transposer ces questions sur un plan plus général et politique : Les actions activent-elles la rue en espace public localisé ? Permettent-elles l'enrôlement de publics, agissant et se définissant comme acteur collectif ? Une analyse fine et micropolitique du fonctionnement des rassemblements permet de répondre à ces questions. Elle ouvre à la compréhension des effets d'engagement et de participation que procurent les scènes manifestantes à Moscou (2.3).

Dans tout rassemblement, les effets des actions de rue sont doubles, à la fois externes et internes (JURIS Jeffrey, 2008, p. 62). D'un côté, les rassemblements présentent une forte dimension expressive, tournée vers l'extérieur (FILLEULE Olivier, 1997, p. 42). D'un autre, ils semblent autocentrés et orientés vers leurs membres, comme le souligne Pierre Favre (2007, p. 193). Ces dimensions ne sont pas contradictoires. Au contraire, un des résultats de la présente étude est de montrer qu'elles sont intrinsèquement liées. La question de la mise en visibilité publique est logée au cœur même d'un processus de publicisation dont l'étude renseigne dans le même temps sur les manières d'être ensemble des manifestants et sur ce qui gouverne leurs conduites vis-à-vis d'un public et d'une communauté de référence, situés au-delà du cercle des manifestants[79]. Pour les besoins de l'analyse, les dynamiques internes de

[79] La publicisation est le processus par lequel des problèmes sociaux acquièrent une dimension publique.

l'action sont envisagées indépendamment, dans les paragraphes 1 à 3. Les dimensions liées à la mise en scène publique des groupes sont, quant à elles, décrites dans les paragraphes suivants. Pour aborder ces aspects, une réflexion sur les médias et l'Internet est de nos jours, en Russie comme ailleurs, un passage obligé pour étudier les groupes militants (DESROCHES Dominic, 2011). Les militants moscovites ont depuis le début des années 2000 une appétence pour les médias numériques, considérés à la fois comme des ressources et des producteurs d'opinions. C'est en observant les coalitions et les communautés militantes que j'ai compris à quel point les actions étaient indissociées par les militants de l'horizon médiatique où les actions prenaient forme (2.4). Dans le but de comprendre la construction du sens dans et autour des rassemblements, l'enquête s'est intéressée aux multiples formes d'énoncés (précisément des vidéos) produits et publiés sur Internet par des militants dans le cadre des campagnes publiques étudiées. Elle a permis de décrire le sens que les vidéastes prêtent à ce qu'ils font lorsqu'ils fabriquent et diffusent les images des actions (2.5). Ensuite, nous nous arrêterons à un autre moment de la chaîne de publicisation, celui de la mise en intrigue des actions racontées et des protagonistes de ces actions lorsque le public de ces récits les reçoit et les interprète (2.6).

2.1 Meetings et piquets : un dispositif « anti-public »

> « Un rassemblement social, même lâchement défini, reste une pièce exiguë :
> il présente plus de portes permettant d'en sortir et plus de raisons normales,
> d'un point de vue psychologique, de vouloir les franchir que ne peuvent l'imaginer
> ceux dont la loyauté à la société situationnelle est inébranlable »
> Erving Goffman, 1963/2013, *Comment se conduire dans les lieux publics*, p. 195

Les lieux de rassemblements imposés par les autorités à Moscou sont invariants, loin des centres de décisions et même parfois du flux des passants. En outre, les autorités cherchent à clôturer la situation manifestante dans l'espace strict du rassemblement par la mise en place, depuis le début des années 2000, de barrières métalliques autour de l'action dans une logique, selon les autorités, de prévention d'actes terroristes. Dans ces conditions de contrôle spatial strict, les rassemblements provoquent peu de discontinuités dans l'espace circulatoire de la ville. Ils peinent à « faire lieu » (OSTROWETSKY Sylvia, 1999), c'est-à-dire à constituer une proposition de territorialisation et de partage concrète d'un espace public

localisé[80]. L'extrême proximité des policiers en dehors et à l'intérieur des barrières empêche toute mise à distance. Le dispositif déréalise la parole publique critique[81].

Les autorités, en plus de l'enclore, entravent l'action manifestante. Elles dispersent régulièrement et sans raison apparente les rassemblements pourtant autorisés par elles, d'une manière que l'on qualifie ordinairement en Russie d'« arbitraire »[82]. Elles procèdent à des arrestations visant en premier lieu les organisateurs des rassemblements, à qui il est demandé d'indiquer leurs noms sur la demande d'autorisation en préfecture. La préfecture les rend ainsi entièrement responsables du déroulement des actions (BIKBOV Alexandre, 2012, p. 142). Autrement dit, le principe de la représentation par des porte-parole est remis en cause à l'échelon le plus bas. Les rassemblements autorisés n'attirent pas les foules[83]. Les meetings et les piquets sont des *occasions sociales* régulières qui font rarement événement. Or, un petit nombre de manifestants singularise les revendications (SOUTRENON Emmanuel, 1998, p. 49). Ce genre de rassemblements ne donne pas au groupe l'occasion d'une démonstration de force et de cohésion (COSSART Paula, 2012). Chaque participant est témoin de la faiblesse de la participation, qui innerve un geste de répulsion. Pavel Mikitenko explique : « *Quand on est peu nombreux, on se sent comme des marginaux. Du coup, on n'apprécie pas vraiment d'être ensemble* »[84]. On s'attend toujours, dit le militant et publiciste Vlad Toupikine, à retrouver « *cent personnes, debout comme des idiots sous la pluie* »[85].

---

[80] Le territoire de la manifestation n'est en effet pas seulement le lieu où celle-ci se déroule, mais aussi l'entité qui est produite dans et par l'action (VIOT Pascal, PATTARONI Luca et Jérôme BERTHOUD, 2010).

[81] L'usage sociologique du terme « dispositif », hérité de la formulation de Michel Foucault, envisage le dispositif comme un « ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit » (1977/1994, p. 299). Remplissant « une fonction stratégique dominante », souvent pour « répondre à une urgence » (1977/1994, p. 299), le dispositif survit à l'intentionnalité qui a présidé à sa mise en place. Il est une ressource pour l'action policière, en perpétuelle reconfiguration.

[82] L'arbitraire de la police est une notion ancienne et commune en Russie. Nous verrons que la publicisation de ce problème s'est intensifiée avec la création d'une coalition au printemps 2008 et dont un moment fort fut l'action 1, décrite au chapitre précédent.

[83] Au début des années 1990 et en 2011-2012, les meetings rassemblèrent des centaines de milliers de personnes. On pouvait y « *rencontrer un proche que l'on n'avait pas vu depuis longtemps, par hasard* » et « *les gens dans les conversations* [devaient] *justifier pourquoi ils n'*[y allaient] *pas* » (LEVINSON Alexeï, 2012).

[84] Artiste et intellectuel engagé. Entretien du 11 juillet 2009.

[85] http://grani.ru/blogs/free/entries/193745.html, accès le 07/08/2013

2.1.1 Le meeting dans la Russie actuelle : le spectacle politique sans les masses

Malgré les obstacles, une poignée de militants tentent de rendre habituel leurs performances, en premier lieu dans le cadre imposé par la Mairie, le meeting[86]. L'« équipe » (GOFFMAN Erving, 1956/1973) des organisateurs suit fidèlement, en amont et dans les coulisses de l'action, les procédures bureaucratiques. Elle cherche à négocier avec le pouvoir. Sur scène, l'équipe**,** et notamment en la personne de son représentant, l'animateur, veille à l'ordre local des rassemblements. Le cœur du dispositif, qui est aussi le haut lieu de représentation du meeting, est la tribune (COSSART Paula, 2001, p. 134). Celle-ci n'est accessible qu'à quelques participants accrédités, les orateurs et les organisateurs. L'ordre du jour et la liste de passage sont fixés à l'avance. Un meeting n'est pas une situation d'échanges libres avec un public : il est un exercice de mobilisation dirigé par un comité, une prise de parole unilatérale.

La tribune et les messages des orateurs produisent un foyer d'attention principal. Les orateurs font preuve d'un engagement distancié. Ils n'échappent pas à une étiquette de professionnels de la parole, d'« *autorités du monde militant* »[87]. L'assistance, en bas de la tribune, dans la zone périphérique interne (du centre à la limite en dedans du dispositif), écoute attentivement. Elle se manifeste dans des formes collectives limitées : on applaudit, on lève le poing, parfois on siffle et on crie, on scande des slogans[88]. Les slogans marquent invariablement le départ des orateurs. Ils sont chargés de « chauffer » l'assistance et parer à l'ennui (GROMOV Dmitri, 2008, p. 37). Ces activités d'orientation et de vocalisation aident à produire du collectif (MCPHAIL Clark, 1991). Elles sont obligatoires pour marquer son soutien, exprimer son intérêt et son ajustement à la situation puisque dans le meeting la dimension interactive est réduite (COSSART Paula et Emmanuel TAÏEB, 2011, p. 339).

Le dispositif spatial, la tribune et le mégaphone engendrent, outre une organisation statique de l'événement, des asymétries de parole et de pouvoir entre orateurs et auditoire. Le leadership est concentré dans la tribune et la hiérarchie est nette (HATUKA Tali, 2011). Le mégaphone, limité aux orateurs, envahit le champ de la perception, sature l'espace verbal et celui de la représentation. Il rend visible et audible des orateurs qui se succèdent tout le long

---

[86] Le meeting a été une forme majeure d'action protestataire pendant la période révolutionnaire et à la fin des années 1980. J'analyserai dans le prochain chapitre l'attachement actuel des militants à cette « démocratie des meetings » et comment ils justifient l'utilisation de cette forme d'action aujourd'hui.
[87] Utilisateur lepestriny (voir Chapitre 1, note 52).
[88] Mais on ne chante pas (GROMOV Dmitri, 2008, p. 26). Dmitri Gromov est un anthropologue spécialiste des actions de rue et de ce qu'il appelle les sous-cultures de la jeunesse.

du rassemblement sur la tribune, au-dessus de l'auditoire [89]. Les organisateurs méconnaissent ces asymétries. Soucieux du bon déroulement de l'action et loyaux envers leur équipe, ils n'ouvrent pas la participation aux profanes, qui de leur côté ne se sentent pas habilités à s'exprimer[90]. La participation, nous le verrons plus loin, n'est un impératif ni dans les dispositifs institutionnels ni dans les coalitions. Les personnes n'y acquièrent pas les moyens et les ressources pour participer. L'auditoire se repose sur les orateurs et les leaders, dont l'autorité et la représentativité ne sont pas discutées. La question de savoir d'où viennent ce droit ou cette prétention (*claim*) à parler pour autrui (LAUGIER Sandra, 2007, p. 24) n'est pas posée. L'égalité n'est pas mise en valeur, contrairement au principe d'efficacité[91]. Malgré la petite taille des rassemblements, le processus n'est jamais davantage participatif.

L'assistance, passive, ne fait pas preuve de spontanéité. Elle se fonde dans les situations sans chercher à se faire remarquer. Elle aligne sa conduite à la situation, au « modèle de conduite approprié **»** (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 17) à l'occasion sociale du rassemblement autorisé. Les émotions sont conformes à la convention en vigueur (LIVET Pierre et Laurent THEVENOT, 2003, p. 416). L'éthos de l'auditoire est attaché à une posture d'écoute attentive. Les expressions émotionnelles n'explosent pas. Les individus n'interpellent pas la tribune. Ils réagissent en aparté avec leurs proches dans l'action ou en parleront plus tard, chez eux ou sur Internet. Les temps ont changé : à la période prérévolutionnaire, avant la généralisation des microphones et des haut-parleurs, les organisateurs de meetings devaient développer une puissance orale exceptionnelle. Ils faisaient face à des publics très animés et à, disait Lénine, « *l'esprit démocratique des masses laborieuses, impétueux, débordant, pareil à une crue printanière* »[92]. L'assistance aujourd'hui ne revendique pas de « droits à la parole ». Elle obéit à des règles de civilité propres à l'intelligentsia soviétique qui, si elle n'existe peut-être plus en tant que milieu de nos jours, a transmis à une partie de la classe moyenne cette modalité (LEVINSON Alexeï, 2012). Cet héritage transparaît également dans l'insistance avec laquelle les militants mobilisent dans les

[89] Les orateurs retournent ensuite dans la foule. Les orateurs ne s'affrontent pas devant un public avisé et vif.

[90] Cette absence de volonté de participer n'est pas spécifique à la Russie, comme le souligne Julien Charles (2013) pour des terrains en Europe et aux États-Unis.

[91] Dans les économies de la grandeur, on dirait que les personnes s'emploient à épurer les épreuves dans un registre normatif d'efficacité industrielle, au détriment de la grandeur civique (BOLTANSKI Luc et Laurent THEVENOT, 1991). Nous y reviendrons.

[92] Lénine Vladimir, 1918, « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets (mars-avril 1918) », *Pravda*, 83 (28 avril) (http://www.marxists.org/russkij/lenin/works/36-2.htm, accès le 04/08/2013).

meetings la valeur de dignité, contre un pouvoir qualifié d'arbitraire, inique, grossier et bafouant les valeurs de l'intellect et de l'éducation[93].

2.1.2 L'entrée en immobilité, la dérive et les gardiens de l'ordre de la situation

Dans les piquets, les tribunes et les mégaphones sont proscrits. Quelques pancartes faites main sont brandies devant les passants et les journalistes. L'action inclut parfois une partie récréative, événements artistiques et théâtraux (action 1 et 4), qui permet à la fois de diffuser des idées autrement que par des discours (COSSART Paula, 2001, p. 136), de s'approprier des espaces de la rue (BROWN Gavin et Jenny PICKERILL, 2009) et de fournir une expérience positive aux participants et à l'audience (BRANAGAN Marty, 2007). Les militants évoquent le rôle, dans la réussite de ces événements, du charisme de l'équipe artistique capable d'exprimer des émotions fortes et d'entraîner avec elle les spectateurs. Dans la plupart des cas, la majorité des participants est sans occupation. Les actions autorisées n'impliquent pas un fort investissement de soi. Deux heures dans l'immobilité, il est facile de ne pas se sentir tout à fait pris par l'occasion. Les activités hors cadre aident à combler le vide de la rencontre : on échange des mots et des coups d'œil, on téléphone, on discute dans de petits groupes réunis par le regard et la parole, les dos tournés vers les autres manifestants. On se laisse « aller » à une certaine *dérive* (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 143), on bascule dans un certain oubli de l'occasion sociale à laquelle on participe.

La dérive est certes un phénomène naturel, l'auditoire exerce ainsi son « droit à la distraction » (GOFFMAN Erving, 1974/1991, p. 201). Les comportements de distance, le « relâchement rituel » (PIETTE Albert, 2005) font partie du jeu des rassemblements. Les manifestants participent à ces derniers sans être toujours complètement absorbés par la scène[94]. D'un point de vue de la politisation et de la publicisation des situations et des problèmes, la dérive laisse néanmoins perplexe. Penser les modalités de basculement entre les « moments d'intensité » et les autres moments invite à réfléchir aux possibilités de réverbération exercée par ceux-là sur ceux-ci (PIETTE Albert, 2003). Les petits îlots d'interconnaissances sont, malgré que le meeting soit en principe accessible à tous, des mondes psychologiquement inabordables pour ceux qui sont étrangers aux communautés militantes. Ils agissent, sans penser à mal ou de façon intentionnelle, comme une « clique

[93] Nous revendrions sur l'intelligentsia dans le chapitre suivant.
[94] Il ne faut, pour cette raison, jamais amalgamer les attentes des organisateurs (auxquels répondent en partie les dispositifs qu'ils mettent en place) avec les attentes et les expériences des participants (MARIOT Nicolas, 2006).

involontaire » (GRAHAM Keith, 2010, p. 32). Selon l'usage des espaces urbains des grandes villes russes, les anonymes s'adressent rarement la parole, la réciprocité est limitée à l'observabilité mutuelle. Les manifestants viennent en groupes et ces sortes de molécules sociales ne se recombinent pas dans les rassemblements. Les comportements vérifient le peu de plasticité de la « membrane de sociabilité, la peau du social » (JOSEPH Isaac, 1984, p. 98) entre inconnus[95]. À cause de cela, la dérive ne procure pas les petits « radeaux » qu'elle serait capable de fournir pour ramener des non-militants dans le rassemblement. Les militants interpellent rarement les inconnus et les passants. Ils distribuent peu de tracts, un moyen éprouvé dans d'autres pays pour démontrer l'existence d'une organisation et faire entendre sa voix (CONTAMIN Jean-Gabriel, 2008). Une militante explique : « *Je n'aime pas distribuer des tracts à des inconnus. J'ai l'impression de leur forcer la main* »[96]. Les participants ont peur de « perdre la face » (GOFFMAN Erving, 1967/1974) dans la tentative d'abordage d'un étranger car la diffusion de tract est, dit un autre militant, « *mal vu par les passants, qui l'associent à la propagande du parti au pouvoir ou à la publicité commerciale* »[97]. Les manifestants veulent éviter de s'exposer et de se rendre vulnérables dans des engagements avec des inconnus. Le simple contact visuel dans la rue est souvent problématique[98]. Le cas russe n'est pas typique : les mouvements sociaux inspirent souvent aux passants de la peur, de la colère, du dégoût et de la méfiance (KEMPER Theodore, 2001).

Au fil de plus de vingt années d'organisation d'actions, Lev Ponomarev a acquis un « statut de représentation » (CRESS Daniel et David SNOW, 2000), de protagoniste légitime et de médiateur dans l'action aussi bien auprès des policiers que des militants, dont il médiatise les relations[99]. Les organisateurs, ces « gardiens de l'ordre de la situation » (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 185), sont très soucieux de s'acquitter de leurs « obligations situationnelles » (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 203) envers les policiers. La « gouvernance performative » (FUTRELL Robert, 2002) des organisateurs est en revanche moins attentive à la construction

---

[95] En hiver, les jours où il fait moins vingt degrés en dessous de zéro, la membrane est franchement gelée. L'épreuve du froid ne décourage pourtant pas les manifestants, alors que les habitants se déplacent au minimum dans la ville.

[96] Discussion avec Olga Troussevitch, militante démocrate libérale, 15 février 2009.

[97] Entretien avec Ilya Boudraitskis, militant au mouvement socialiste *Vpered* (section russe de la IVe Internationale), 1 juin 2010.

[98] Alexandre Bikbov (2012, p. 136) observe la même distance dans les grands meetings de 2011 et 2012. Pour Gleb Souvorov, les militants qui se sont rendus à ces meetings formèrent « *une société de révolutionnaires anonymes* » (http://slon.ru/russia/obshchestvo_anonimnykh_revolyutsionerov-765700.xhtml, accès le 04/08/2013).

[99] Ce statut qui vaut pour l'action ne le protège pas en dehors puisque Lev Ponomarev fait régulièrement l'objet d'arrestations, de procès et d'agressions.

d'un public et la mise en acte d'une égalité entre participants à l'intérieur des rassemblements de rue et dans les mouvements. Lors du forum « Anti-Seliger » (action 5), le rassemblement n'était pas menacé par la police : les organisateurs étaient libres sur la façon de mener les débats. Sur la plateforme de discussion principale, l'organisatrice Ievguenia Tchirikova a animé les débats avec enthousiasme et fermeté, en accomplissant des tâches rituelles de « confirmation » (*supportive acts*) (GOFFMAN Erving, 1971/1973) envers les orateurs tout en évacuant les questions polémiques du public. Nous avons également constaté avec quel soin Lev Ponomarev s'applique à tenir toutes les actions de rue autorisées dans le cadre strict imposé par les policiers en situation (action 2).

Le meeting est une construction intentionnelle. Le respect scrupuleux du cadre du meeting n'est pas seulement un ordre moral voulu et imposé de l'extérieur par les autorités. Il est une condition obligatoire, selon les organisateurs, pour protéger les situations de l'arbitraire des policiers (et d'éventuels ennemis[100]), pour exprimer efficacement des revendications et, enfin, pour que l'action soit « médiatiquement correcte »[101]. En dehors de l'enjeu stratégique, le respect du cadre du meeting et du droit a une valeur morale et consensuelle chez les militants[102]. Il s'agit d'un arrière-plan qui permet le développement de négociations et d'accords. Il constitue un élément stable de l'ordre organisationnel qui affecte « la manière dont les acteurs perçoivent l'ordre social et ce qu'ils croient, pour eux et pour les autres, possible ou impossible, problématique ou probable » (STRAUSS Anselm, 1992, p. 253). La tribune vise un double public : celui, immédiat, des manifestants, et celui, indirect, des médias traditionnels et sociaux, chargés de faire pression sur l'opinion. Le second serait prioritaire à en croire les discours militants et certains chercheurs russes : les journalistes sont dans les rassemblements les « *invités le plus désirés* » (GROMOV Dmitri, 2008, p. 22). Dmitri Gromov (2008, p. 22) dit clairement : « *Le succès d'une action dépend non pas de son activité et de son amplitude, mais jusqu'à quel point elle est montrée dans les médias de masse* ». Les militants ont la certitude que la « bonne » manifestation est celle qui est couverte par les médias. Cette appétence pour les médias a des conséquences pragmatiques sur la manière de manifester et de concevoir l'action politique. Les limites de l'action convenable du point de

[100] Je les décrirai plus loin.
[101] Nous aborderons la question du choix de la forme meeting dans le chapitre suivant. Dans ce chapitre nous nous limitons à l'étude des règles internes et de l'expérience des actions.
[102] Nous développerons ce point dans le chapitre suivant.

vue des journalistes sont vite atteintes : un léger débordement du cadre manifestant transforme les manifestants en voyous et en « *extrémistes* »[103].

2.1.3 Le processus de publicisation et les émotions grippés

Si la discontinuité est source d'émotions (QUERE Louis, 2006) et notamment vives, on peut dire que de l'uniformité dans la mise en scène des actions autorisées naît plutôt l'abattement que l'ébranlement de l'état de conscience. De la même manière que toutes les actions devenant routinières, prédictibles et contrôlées, meetings et piquets ne font pas jaillir d'émotions fortes. Les actions traditionnelles, contenues, prévisibles et neutralisées, génèrent des sentiments de frustration et de défaite (JURIS Jeffrey, 2008, p. 83). Les occasions sont trop peu importantes pour que les participants s'ouvrent aux autres, elles n'élèvent pas le moral des participants[104]. Le seul moment prévu, mais indéfini entoure l'intervention et la dispersion par les forces de l'ordre. Les manifestants sont, à Moscou, forcés à l'immobilité dans les actions et pendant de longues heures devant les commissariats et tribunaux dont le pas de porte est un lieu habituel de rassemblement.

Ceci dit, meetings et piquets sont les seules actions autorisées pour se montrer en tant que force politique. Ils sont pour la plupart des participants le seul lieu et moment où ils peuvent éprouver le plaisir d'être ensemble car seul un petit noyau de militants participe aux réunions. Dans les meetings, le leader du Parti national-bolchévique (NBP) Edouard Limonov témoigne : « *On s'encourage les uns les autres par notre présence* […] *on se bat contre l'anxiété et la peur vis-à-vis du pouvoir* »[105]. À défaut d'émotions vives et de recrutement, ces actions sont vectrices de sociabilité à l'intérieur des communautés militantes. Elles renforcent les liens entre les « *edinomychlenniki* », un mot clef pour le discours militant désignant « ceux qui pensent d'une manière unie » et en même temps ceux dont on se sent proche (KOVENEVA Olga, 2011).

---

[103] Les « *extrémistes* », ces « *ennemis de l'intérieur* » sont visés par un dispositif législatif « antiextrémiste » depuis 2002 (révisé en 2008) (voir chapitre 4).

[104] Au contraire, l'atmosphère était joyeuse dans les grands meetings de 1990 et 2012. Le campement « *Occupy Moscow* » en mai 2012 fut nommé « *territoire du bonheur social* » (http://polit.ru/article/2012/08/06/al060812, accès le 07/08/2013). Le partage d'une émotion est lui-même une émotion : « *Les gens étaient déçus par les orateurs, mais ils s'exaltaient les uns les autres, par le fait même qu'en ce lieu de la ville tant de personnes avec des visages agréables et avec qui tu avais envie de faire connaissance, d'aller au café, de discuter étaient rassemblées* » (Vlad Toupikine, http://grani.ru/blogs/free/entries/193745.html, accès le 04/08/2013). Avant les meetings de 2012, Alexandre Bikbov dit : « *il n'y avait pas de communauté de "Moscovites éprouvant de la sympathie les uns envers les autres"* » (http://rusplt.ru/society/bikbov.html, accès le 01/11/2013). La seule coprésence émouvait les participants.

[105] http://grani.ru/opinion/limonov/m.182739.html, accès le 04/08/2013

Les jeunes militants antifascistes et libertaires ne trouvent pas leur place dans les meetings. Ils critiquent leur cadre lourd et rébarbatif[106]. Le niveau insatisfaisant d'énergie émotionnelle générée dans ces situations rend peu confiant et chagrine. Edouard Limonov explique : « *L'estime de soi après ce type d'action n'est pas haute* »[107]. Le partage des émotions est un test et un mode de production de valeurs communes (LIVET Pierre, 2002). Dans les meetings, le partage d'émotions négatives renforce la défiance et la séparation. La rareté des moments de partage d'émotions collectives fédératrices bride la participation (SUMMERS EFFLER Erika, 2010). La configuration des actions, l'ordinaire absence de résultats et le petit nombre de manifestants constituent un contexte émotionnel désenchanté et tiède. Ce dernier se reproduit d'action en action et représente une véritable contrainte interne du militantisme[108]. Les expériences liées à ces répertoires d'action, cristallisées en habitudes d'action, reproduisent un même type de dispositifs et de dispositions de participation, de production et de réception de sens. Chaque nouvelle situation active ces attentes d'arrière-plan (insatisfaites) qui orientent l'activité perceptive, pratique et discursive (CEFAÏ Daniel, 2007, p. 557). Ce répertoire d'action dessine et bouche l'horizon de l'expérience collective. L' « horizon d'attente » (KOSELLECK Rheinardt, 1991) se dérobe vers l'extérieur du cadre de l'action, vers l'horizon médiatique.

La nature du dispositif ne facilite ni la participation ni l'improvisation. L'usage que les participants font de leur corps, leur « idiome corporel » (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 34), correspond à un degré faible de conflictualité et d'inventivité individuelle et collective. Les sentiments d'indignation ou de tristesse débordent rarement. Les militants ne jouent pas avec les « marqueurs » (GOFFMAN Erving, 1974/1991, p. 246) de l'action autorisée, ses bornes spatiales et temporelles. Le dispositif routinise si bien le conflit qu'il semble l'enfermer dans une sorte de camisole. Le cadre militant de la bonne conduite confirme le partage net entre un dehors et un dedans institué par les autorités. Il réifie les catégories d'appartenance « militants »/ « non-militant ». Aux frontières physiques des barrières s'ajoutent des frontières symboliques qui séparent les deux groupes. Or, les frontières symboliques peuvent renforcer le clivage de leurs réseaux de sociabilité et de leurs univers de signification (CEFAÏ Daniel,

---

[106] Ils restent cependant disciplinés lors des meetings. Tatyana Shukan constate le même sentiment d'ennui chez les jeunes militants démocrates libéraux (2012, p. 65), de même qu'Anna Zaytseva (2012a, p. 78) chez les militants libertaires pétersbourgeois.

[107] http://grani.ru/opinion/limonov/m.182739.html, accès le 04/08/2013.

[108] Les émotions et les passions constituent la « vie interne » de la politique selon Laura Pulido (2003, p. 43).

2007, p. 240). Cette opposition physique et morale entre « militants » et « non-militant » est excluante et dévalorise les personnes ordinaires (HALFACREE Keith, 2004).

Plusieurs membres du milieu intellectuel et artistique moscovite qualifient péjorativement ces actions autorisées de « rituels », sans portée pragmatique. Tout y serait routinier, y compris les arrestations des organisateurs. Vlad Toupikine dit : « *un rituel qu'on pourrait appeler "l'arrestation du propagandiste"* » (en parlant de Sergeï Udaltsov)[109]. Les militants apparaîtraient comme les derniers survivants d'un naufrage collectif tentant de montrer que « *la tradition de gauche existe encore et* [qu'] *il reste quelques personnes qui partagent ces idées* », selon le philosophe Alexeï Penzin (2006). Cette critique est également émise par des sympathisants, comme Olga Troussevitch : « *Les piquets sont des rituels, sans originalité* »[110]. Ces remarques vexent considérablement les militants qui, malgré le déclin des formes de lutte traditionnelles, n'ont pas remis en cause les postures et les équipements classiques. C'est là un paradoxe étonnant des meetings : on y va, on applaudit, mais on s'y ennuie ferme, comme l'illustre la position de Vlad Toupikine, un fervent pratiquant des meetings tout en étant très critique sur cette pratique : « *Je pense que quand la protestation devient un rituel, elle arrête d'être une protestation et devient… une façon de passer le temps dans le froid ou la chaleur, dans le cercle des incapables dépourvus de joie* »[111].

Le rassemblement n'est pas activé comme espace public ouvert et intermédiaire entre la grande place anonyme et le foyer domestique, comme un « espace d'entre-deux » (AGIER Michel, 2007, p. 55). Il n'est pas une « région ouverte » (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 110) où des personnes qui ne se connaissent pas pourraient, contrairement aux situations ordinaires, engager la conversation sans avoir besoin d'une raison précise, fraterniser, s'éprouver verbalement et physiquement. Les militants ne montrent pas une approche pragmatique de la participation, qui supposerait une observation minutieuse des cours d'action des passants et de co-déterminer les situations manifestantes avec eux (KELLENBERGER Sonja, 2011). Des exceptions existent, bien sûr : certains manifestants répondent avec enthousiasme aux questions des inconnus[112]. Des militants disent avoir rencontré leur organisation dans un meeting ou l'avoir contactée sur Internet après l'avoir vue

[109] http://grani.ru/blogs/free/entries/186208.html, accès le 04/08/2013. Sergeï Udaltsov est le leader du « Front de Gauche ». Il détient le record des arrestations à Moscou.
[110] Discussion avec Olga Troussevitch, militante démocrate libérale, 15 février 2009.
[111] http://grani.ru/blogs/free/entries/186208.html, accès le 04/08/2013
[112] Un groupe de militants LGBT rencontré en 2011 démarchait de manière ouverte et accueillante les passants, avec distribution de tracts. Après mes deux ans de terrain à Moscou, j'ai été sidérée par leur disponibilité à la discussion.

manifester dans la rue (SHUKAN Tatyana, 2012, p. 61). Le meeting joue donc parfois un rôle comme lieu de recrutement, mais les cas sont isolés et ne rentrent pas dans le cadre de la stratégie des groupes. En matière de recrutement, ces groupes misent davantage sur les relais médiatiques.

Le refus d'aborder des inconnus joue un rôle négatif sur l'entrée en politique des non-militants et sur l'apprentissage à la controverse et à la discussion politique des militants profanes et des manifestants. Pour ces derniers, l'initiation à l'action collective n'implique pas d'acquérir et de mettre à l'épreuve dans la rue les compétences d'un discours public[113]. Seuls quelques passants**,** récepteurs involontaires des messages de la tribune, s'arrêtent derrière les barrières, dans la zone périphérique externe du meeting[114]. Les dispositifs policier et militant n'en transforment aucun en manifestant puisqu'il ne travaille pas de moments de conversion, de « code-switching » (GUMPERZ John, 1989) entre la coprésence ordinaire en ville et l'action politique de rue, deux « mondes » qui renvoient à différentes « provinces de sens » (SCHÜTZ Alfred, 1945), où il est impossible de se trouver simultanément. L'aptitude à la commutation de code fait partie des « compétences de rassemblement » dans la rue des sociétés urbaines complexes (JOSEPH Isaac, 1996). Cette conversion passerait par des discussions ouvertes et considérées comme en devenir entre manifestants et passants (CHATTERTON Paul, 2006). Ces échanges permettraient un travail de mise en confiance entre des personnes et de mise en liens entre différents mondes, qui oblige un effort de clarification, de confrontation et de révision des idées et des croyances. Dans le dispositif manifestant, le profane se tient et il est tenu à l'écart de la politique. Quant au militantisme, dont l'identité se construit dans et par la place que les militants occupent dans les actions (ANDERSON Jon, 2003), il reste dans sa manifestation en dehors de la société. La survenue du nouveau venu n'amène pas les militants à se demander ce qu'ils sont en capacité de faire avec son étrangéité[115]. Autrement dit, la présence du militant dans un espace public potentiel, même dans des actions à très fort coefficient de visibilité – et c'est la même chose pour le danseur nous dit Hélène BRUNAUX (2007) –, ne permet pas à elle seule l'apparition de nouveaux usages sociaux et la rupture

[113] Ceci distingue, selon Olga Koveneva (2011, p. 810), l'expérience russe de l'expérience française de la participation.

[114] Je reprends la distinction entre zone centrale, zones périphériques interne et externe à certains danseurs de rue (BRUNAUX Hélène, 2007, p. 10).

[115] Sur le sujet de l'étranger qui vient à la communauté, mettant en question l'hospitalité de cette dernière et interrogeant la façon dont l'appartenance s'y éprouve, lire la thèse de Joan Stavo-Debauge (2009).

dans l'ordre écologique et moral de la rue[116]. Pour qu'un basculement, un passage d'un monde vers l'autre et des rencontres s'opèrent, une *activité* de conversion est nécessaire.

2.2 L'expérience publique des rassemblements non autorisés

« Quand on tombe dans l'eau, la pluie ne fait plus peur »
Proverbe russe

Afin d'échapper au cadre morne des actions autorisées, immobiles et vécues comme des échecs, des groupes de jeunes militants libertaires et antifascistes organisent depuis la moitié des années 2000 des marches spontanées dans la rue[117]. Ces actions, moins fréquentes que les actions autorisées, font parfois événement. Les actions du 19 janvier (action 2) et du 28 juillet 2010 (action 3) ont ainsi créé des « brèches » (COUDRAY Jean-Marc *et al.*, 1968) dans le répertoire expressif ordinaire de la rue et dans le cours de l'existence des participants et des groupes[118]. L'action non conventionnelle, en quittant l'espace clos des actions autorisées, pose la question de sa validation. Pour être reconnue comme politique, elle a besoin de « relais », de documents, d'images et de vidéos diffusées dans les médias[119]. Aux yeux des militants, la capacité à mener une action brillante, puissante et symbolique est la condition de son succès médiatique et politique. Le caractère spectaculaire des actions attirerait des auditeurs découragés par la politique ordinaire (COSSART Paula et Emmanuel TAÏEB, 2011, p. 146). Le succès se mesure à la quantité des réactions que l'action génère sur Internet (GROMOV Dmitri, 2008, p. 27).

2.2.1 Marcher pour se rendre visible et exister

Chaque action est marquée par un équilibre entre exutoire et contrôle de la représentation (SOUTENON Emmanuel, 1998, p. 53). Dans les actions spontanées, le lieu, le

---

[116] Les actions artistiques urbaines et les manifestations sont deux types de situations de prise de parole dans la rue. La littérature sur les premières est développée et m'a grandement aidé à analyser les secondes. Cette démarche a été encouragée par la lecture de Susan Leigh Foster (2003), chercheuse et danseuse, qui utilise son savoir chorégraphique pour analyser les mises en scène plus ou moins travaillées et conscientes des actions manifestantes de rue.

[117] Ce phénomène de radicalisation des répertoires est visible en Occident et il est décrit par Dieter Rucht (1990). Nous y reviendrons dans le chapitre suivant, où nous parlerons également des « Marches du désaccord » et de « Stratégie 31 » organisées par l'opposition libérale.

[118] En été 2015, les militants se rappellent encore avec émotion et fierté sur les réseaux sociaux de l'action du 28 juillet 2010, en faisant circuler des photos de cet événement. Ceci montre en même temps que la réception d'un événement, sa redescription et son interprétation, le « parcours événementiel », est un processus inévitablement ouvert et peut être sans fin (BARTHELEMY Michel et Louis QUERE, 1991, p. 11 et 24).

[119] On n'imagine pas faire des actions éclairs et anonymes sans ces relais. Nous questionnerons le lieu de monstration des images, leur rôle et la réaction du public médiatique un peu plus tard.

moment et la forme du rassemblement ne sont pas fixés par les autorités. La forte implication des corps et la dimension de risque, d'imprévisibilité et de jeu liée à la mise en suspens du contrôle social génèrent chez les manifestants des émotions vives (JURIS Jeffrey, 2008, p. 66). Edouard Limonov, un vétéran des manifestations de rue, le décrit bien : « *L'épreuve commune née de l'affrontement avec les forces de police provoque une sensation d'élan et même de jubilation* »[120]. Ces émotions éveillent les corps, les préparent à l'action (THRIFT Nigel, 2004). La mise en mouvement dans la ville procure un sentiment d'unité, parfois d'invincibilité (MCPHAIL Clark, 1989, p. 403). Dans les mouvements opérés en commun, les émotions s'éprouvent et se manifestent ensemble (SOUTRENON Emmanuel, 1998, p. 56). Ce type de performance et d'incarnation de la protestation permet aux militants de vivre plus intensément leur indignation et colère que dans les actions statiques (EYERMAN Ron, 2005). Il crée parmi les participants un sentiment de « solidarité affective » (JURIS Jeffrey, 2008, p. 65). Les émotions sont la « colle de la solidarité » (COLLINS Randall, 1990, p. 28), notamment pour des groupes, comme ici, basés sur des liens d'amitié et un mode de fonctionnement consensuel (POLLETTA Francesca, 2002). Dans les mouvements et les expressions du visage on voit la joie, parfois la fébrilité et l'euphorie, de marcher librement dans les rues de Moscou. De telles processions dans Moscou, selon Alexandre Ivanov, « *dynamisent l'espace de la ville* »[121].

La scénographie de ce type d'actions varie peu : les manifestants se déplacent ensemble, regardent droit devant eux, échangent quelques mots et coups d'œil avec leurs voisins. Le cortège est constitué de petits « groupes d'affinité », de trois à quatre personnes qui se connaissent bien et évoluent ensemble dans l'action. Contrairement à la tendance habituelle des militants des actions autorisées à chercher de la sécurité dans une foule compacte, ces groupes sont très mobiles et anticipent les mouvements de la police. Ce « cadrage » (GOFFMAN Joseph, 1974/1991) de l'action repose sur un savoir de la situation qui se déplace sans cesse du point de contact opportun trouvé dans le milieu physique à l'occasion propice (BREVIGLIERI Marc, 2007). Ce cadrage est la résultante d'habitudes et d'expériences que les jeunes militants antifascistes vivent au quotidien, notamment au pied de leurs immeubles, dans les salles d'entraînement ainsi que dans les combats, avec des militants ultranationalistes, dans la rue, autour de concerts et de matches de football. Les militants ont

[120] http://grani.ru/opinion/limonov/m.182739.html, accès le 04/08/2013

[121] Philosophe et fondateur des éditions indépendantes « Ad Marginem » (http://polit.ru/article/2012/08/06/al060812, accès le 07/08/2013). L'article a été traduit en anglais : IVANOV Alexander et Ilya BUDRAITSKIS, 2013.

été forgés par ces épreuves, qui leur ont valu dans le milieu leur reconnaissance et leur intégration. Celles-ci leur ont permis d'acquérir des compétences sensibles en milieu urbain et des « tours de mains ». Chaque action, en tant qu'actualisation située et temporelle de formes d'activités de rue, consolide et affine ces savoirs pratiques. Les émotions jouent dans ces processus un rôle particulier en mettant en relation des expériences émotionnelles antérieures ou des savoirs acquis de l'individu avec la situation actuelle.

Ce processus d'apprentissage est également sédimenté et enrichi par les mises en récit et les discussions que font les militants, au quotidien et aussi sur Internet (WAHLSTRÖM Mattias, 2011, p. 381). Les militants développent des stratégies collectives de défense, qui s'accompagnent de conduites de mépris ou de déni du risque. Un militant témoigne : « *Tous les concerts, même les petits, tous les événements équivalent à une opération militaire. Ils* [les ultranationalistes] *blessent, assassinent au couteau les gens continuellement ces six dernières années, comme dans une vraie guerre. Nous nous préparons toujours à y faire face* »[122]. Valeri Lazarev, un autre militant de gauche dit : « *La menace d'une attaque des nazis mobilise et discipline* »[123]. Ces personnes sont quotidiennement exposées à des risques : une perception claire et continue de ceux-ci les empêcherait de remplir leurs taches (DEJOURS Christophe, 2000, p. 102 ; CORDIER Marine, 2007, p. 83). Cette modalité est associée à une impression d'infaillibilité et de surpuissance, qui correspond au stade de jeune adulte. Un slogan des militants antifascistes est : « *Tant que nous serons unis, nous serons invincibles !* ». Ceci favorise la mise en avant d'attitudes viriles. Les militants ont le sentiment d'une épreuve héroïque, voire d'un sacrifice personnel (GROMOV Dmitri, 2008, p. 20).

Les slogans aident à maîtriser la peur. Leur scansion fédère et renforce la confiance en soi. Elle est matrice d'identification, de moments forts de communion, elle implique la fraternité de combat (GROMOV Dmitri, 2008, p. 26). L'exaltation se mêle à une certaine appréhension face à l'arrivée et aux réactions imprévisibles et brutales des forces de l'ordre. Je note, par parenthèse historique, que pendant la période soviétique les adultes ne criaient pas de slogans pendant les défilés (à la différence des organisations de jeunesse). Selon Dmitri

[122] Interview entre un « meneur antifasciste » et le journaliste Oleg Kachine (« Tout le monde a le droit à ses 15 minutes de démonstration de force », http://www.kommersant.ru/doc/1481872, accès le 07/08/2013).
[123] http://svpressa.ru/society/article/28381, 29 juillet 2010 (accès le 07/08/2013).

Gromov (2012, p. 134), les organisateurs auraient craint que des participants ne criassent leurs propres slogans dans la foule anonyme[124].

Les actions spontanées demandent un bref, mais fort investissement de soi. Le mouvement réalisé en commun renforce la focalisation de l'attention, qui augmente l'expression de l'émotion partagée (COLLINS Randall, 2004, p. 34). De l'extérieur, intégrer seul une telle action semble impossible. Une fois à l'intérieur, il suffit de suivre le mouvement. La participation consiste à prendre part à une performance : marcher ensemble face contre dos et clamer des slogans. La situation de rencontre entre manifestants et avec des inconnus est limitée. Pendant le court laps de temps durant lequel se déroule l'action, il est difficile pour les passants d'analyser les cadres de la situation. Ceux-ci quittent en général la scène rapidement et ne comprennent pas ce qu'il se passe. La parole des manifestants est incompréhensible.

2.2.2 Commuter d'une action conventionnelle vers une action spontanée

Une action spontanée peut être provoquée par un événement déclencheur au cours d'une action autorisée, tel le 19 janvier 2010 (action 2), où le comportement de la police, perçu comme une provocation inacceptable, entraîna les participants de la tristesse à la colère actée[125]. La confrontation avec des policiers crée des formes de rassemblement imprévues (WRIGHT Sam, 1978, p. 96). Résumons brièvement les circonstances du basculement. D'abord, au moment de la préparation de l'action, l'interdiction, annoncée la veille par la Mairie, de manifester énerva les personnes affligées par le double meurtre. On sait que le sentiment d'humiliation et d'indignation en réaction au mépris d'une administration renforce les liens entre les participants (YANG Guobin, 2000, p. 606). Ensuite, pendant l'action, les obstacles au passage des manifestants qu'opposèrent les policiers firent piétiner d'impatience les premiers. Les rangs des manifestants se resserrèrent, les individus furent plus réceptifs les uns aux autres. Lors de ce qui devait être la dernière étape du rassemblement, la prise de parole des orateurs, l'excitation collective était grande. Toute l'attention des manifestants était portée vers le mégaphone. Le vol de celui-ci par les policiers fut la goutte d'eau qui fit

[124] Les premiers slogans scandés collectivement apparurent à la fin des années 1970. En 1980, par exemple, malgré le silence des médias, une foule spontanée de 200 000 personnes se rendirent à l'enterrement du célèbre chanteur Vladimir Vyssotski à Moscou. Aux tentatives du pouvoir de gêner la procession, la foule cria en cœur : « *Fascistes ! Fascistes !* ».

[125] Ces formes d'improvisation à partir d'une action autorisée sont rares. Les manifestants ne recherchent pas un affrontement conflictuel. J'aborderai ces aspects dans le prochain chapitre.

déborder le vase. Il modifia le sens de l'occasion et enclencha une dynamique que personne n'avait prévue.

Le vol du mégaphone fit sortir les manifestants du régime de l'attitude naturelle : ils étaient confrontés à une « situation problématique » (DEWEY John, 1938/1993). Dans cette situation « tendue » (BOLTANSKI Luc et Laurent THEVENOT, 1991), le cadre primaire du meeting ne tenait plus. Des militants antifascistes improvisèrent à ce moment et s'engagèrent dans une opération de recadrage de la situation. Ils opérèrent un changement de « position »[126], une « commutation de code » (GUMPERZ John, 1989), une reconfiguration de l'action vers un cadrage de type action spontanée. Des manifestants déplacèrent matériellement les barrières, ces marqueurs de frontières spatiales du meeting, sur quelques dizaines de mètres. Cet exemple nous montre que la compétence de rue, ce mode de connaissance pratique, n'est pas une simple disposition, mais qu'elle a une dimension fortement processuelle (VIOT Pascal, PATTARONI Luca et Jérôme BERTHOUD, 2010). Il a fallu que les jeunes militants articulent des ressources et les activent au cours de l'action. Ils ont ainsi pu jouer avec les codes du meeting. Dans ce développement de l'action, les émotions jouent un rôle primordial : elles représentent des accumulations d'énergie (qui stimulent l'attention, la découverte, l'évaluation et l'imagination) mises au service de la faculté de réaction dans une situation dont le dénouement est incertain (QUERE Louis, 2012, p. 148). Ce geste brillant surprit tout le monde (comme ensuite l'action du 28 juillet 2010)[127]. Ce coup d'éclat de l'action étincelante fut vécu comme une transgression du cadre en grande partie acceptée par les participants, gagnés par l'effervescence du moment. L'action spontanée a été pour eux une expérience transformatrice : elle a modifié leur regard sur eux-mêmes et sur ce qu'il était possible de faire[128]. L'action a été en partie critiquée *a posteriori* par des militants libéraux qui qualifièrent l'initiative de « *violente* », d'« *illégale* » et d'« *extrémiste* ». Ce sont ces termes qu'utilisa par exemple Oleg Orlov, président de l'association pour les droits de l'homme *Memorial* et membre du mouvement d'opposition libérale *Solidarnost*[129]. Le choix par Orlov du terme « extrémiste » est équivoque : l'« extrémisme » est un délit défini dans le code pénal russe à la suite de la loi du même nom promulguée par Poutine en 2002 et le pouvoir le manie régulièrement comme une arme législative contre les militants y compris des

[126] Traduction du terme goffmanien de *footing* (GOFFMAN Erving, 1979, p. 1-29).
[127] Sur la tonalité affective de l'étincellement apparentée aux pulsions motrices de l'enfance, lire : BREVIGLIERI Marc, 2007.
[128] Craig Calhoun (1994, p. 52) décrit le même phénomène lors des manifestations étudiantes à Pékin, en avril 1989.
[129] http://www.hro.org/node/7219, accès le 04/07/2013

droits de l'homme. Cette accusation du militant libéral fait peser le soupçon d'être du côté de la réaction. Le coup d'éclat de l'action spontanée a été également jugé inadmissible par les policiers, non disposés à reconnaître la légitimité du trouble des manifestants et à perdre le contrôle sur le cadre de la manifestation[130]. Mise à part cette fois (pour des raisons que j'expliquerai plus loin), les militants antifascistes ont payé à chaque fois par des arrestations et des poursuites judiciaires ce type d'irruptions dans le domaine public.

Les actions spontanées donnent lieu à des sentiments à l'opposé de la nervosité et de l'ennui des rassemblements autorisés. Ils sont des forts moments de communauté. Le 19 janvier 2010 a été selon un de ses organisateurs, Alexandre Bikbov : « *un mouvement de personnes sûres de leur affaire et qui sentaient la présence d'un soutien mutuel* »[131]. Chaque action correspond à un « climat émotionnel » particulier, vécu de manière variable selon les groupes (SUMMERS EFFLER E., 2010), les participants (BARBALET Jack M., 1998) ainsi que les degrés d'implication et dispositions du moment de ces derniers (FRIJDA Nico et Batja MESQUITA, 1994). Malgré les différences, une constante réside dans le grand contrôle de soi des participants, qui, tel le 19 janvier, cherchent toujours un équilibre entre peur et colère, entre appel et menace. Ils savent qu'un mouvement qui ne se méfie pas assez des forces de l'ordre peut commettre une imprudence, qui se paye toujours très cher.

2.2.3 Le travail des meneurs

Cet équilibre est recherché par les meneurs d'action que se donne le groupe dans le cours de l'action, lorsqu'il est confronté à une situation problématique. Les meneurs distillent et verbalisent les émotions fortes de façon à maintenir le haut degré d'engagement, le tonus physique et émotionnel de l'action et l'unité du groupe, notamment à travers la scansion de slogans, à l'aide ou non d'un mégaphone[132]. Ils misent sur les émotions en partie à des fins stratégiques (MCADAM Doug, 1996), pour réduire la peur chez les participants (GOODWIN Jeff et PFAFF Steven, 2001)[133]. Les manifestants font écho à ces slogans ou en lancent d'autres. L'apparition des meneurs peut être éphémère : un meneur sort du groupe devant un risque, puis regagne le groupe, remplacé par un autre plus tard. Le meneur peut être une meneuse : le statut de genre (et d'âge) n'ont pas une grande importance.

---

[130] J'analyserai la réponse des policiers dans le chapitre 4.

[131] Sociologue participant à plusieurs coalitions, par exemple le Comité 19 janvier (http://dvizh.org/2010/01/22/1866, accès le 04/07/2013).

[132] Ce travail de l'expression des émotions peut être compris comme un « travail émotionnel » au sens d'Arlie R. Hochschild (2003).

[133] Il ne faut pas pourtant trop insister, contrairement à ces auteurs, sur la dimension stratégique, jouée des conduites. Les acteurs jouent autant qu'ils sont joués par leurs performances.

Le 19 janvier 2010, nous avons vu que Lev Ponomarev a joué un rôle clef dans le « gouvernement » des participants (c'est-à-dire leur pilotage, tout en accueillant leur dynamique propre) et le retour au cadre normal[134]. Le septuagénaire court ici et là, de part et d'autre des barrières, invite les parties à coopérer. Il élabore des compromis, de manière dynamique et située. Il s'efforce de provoquer un changement d'attitude chez les officiers de police dans le théâtre des opérations tactiques. Il s'ajuste à tous leurs mouvements et transgressions. Dans les interactions verbales, il ménage leur face et leur susceptibilité, étant capable de se représenter leurs intentions et leurs ressentis. Il évite les sujets qui pourraient provoquer une réponse affective aiguë, égarer ou blesser les officiers (vidéo 5)[135]. Il ne les critique pas directement ni jamais ne monte en généralité, à la différence du militant libéral Mikhaïl Krouger qui dans une même invective se plaint à un officier de ses services, du pouvoir et du président Medvedev (vidéo 5, 1'53"). La conséquence est immédiate : l'officier menace très vite, avec une certaine nonchalance, de rompre l'échange (vidéo 5, 1'15"). Lev Ponomarev témoigne d'une grande souplesse communicative. Il sait que les policiers, lorsqu'ils se sentent attaqués, ne cherchent pas à se défendre. Ils n'ont pas la culture de l'échange de critiques justifiées. Ils ne font pas preuve de « tact » (BREVIGLIERI Marc, PATTARONI Luca et Joan STAVO-DEBAUGE, 2003). Ils rompent tout simplement le cadre de l'échange.

Lev Ponomarev tente d'encadrer les discussions avec les officiers dans une dynamique autre que celle, ordinaire de l'action policière, d'une épreuve de force ou de défense d'un territoire. Il oriente l'interaction vers un régime d'évaluations communes, il cherche à l'inscrire dans le cadre de la justification. Le recours à des repères communs permet de repousser les émotions agressives et d'écarter la question de l'agression personnelle (LIVET Pierre et Laurent THEVENOT, 2003, p. 414). Ce que les policiers jugent être des infractions au code de la rue (et la manifestation en est une) est en effet souvent vécu par eux comme une offense prise très personnellement : les agents pensent qu'en agissant comme ils le font, les manifestants veulent en fait se moquer de l'agent policier et violer son territoire, sa « face négative » (BROWN Penelope et Stephen C. LEVINSON, 1987)[136].

---

[134] Lev Ponomarev conduit (de manière inédite à Moscou) les actions vers un modèle d'ordre urbain libéral, fondé sur des dispositifs de « gouvernement des conduites » (FOUCAULT Michel, 2004), soit l'art de gérer les conduites, de les canaliser sans les réprimer.

[135] Les vidéos que j'ai réalisées sont en ligne (ici https://archive.org/details/19Janvier2010.ActionEnMmoireDeStasnislavMarkelovEtAnastasia, accès le 30/08/2012) et dans le DVD en annexe.

[136] J'y reviendrai dans le chapitre 4.

Les officiers laissent parler et faire Lev Ponomarev car ils le connaissent bien. Ils le respectent. Autrement dit, la relation personnelle est la condition de possibilité de la situation d'interaction, du « contact mixte » (GOFFMAN Erving, 1963/1975) et, le 19 janvier, de l'ouverture d'un moment justificatif (inédit) entre les organisateurs et les officiers dans la rue. Le Major-général Viatcheslav Kozlov, au reste, ne tient pas longtemps ce cadre de la discussion. Il prétexte que la lumière des caméras l'indispose et invite Lev Ponomarev à aller négocier un peu plus loin, en tête-à-tête (vidéo 5, 3'57")[137]. L'action des officiers russes n'est pas soumise à une exigence de publicité. En bafouant les règles des rassemblements et en refusant ensuite d'accomplir des « rites de réparation » auprès des manifestants, à savoir s'excuser et se justifier (GOFFMAN Erving, 1971/1973), les officiers ne font pas que se disqualifier aux yeux des manifestants. Ils se maintiennent dans des « spirales d'indignation et de dénigrement » (GOFFMAN Erving, 1967/1974). Ils remettent en question, au degré zéro de l'ordre public, l'idée même d'un horizon possible de droits et de devoirs dans l'espace urbain.

La légitimité et l'autorité de Lev Ponomarev est fondée sur sa capacité à préparer les actions à l'avance (grâce à des relations personnelles de longue date avec des chefs de l'administration policière) et à maîtriser les situations problématiques. Nous avons vu le 19 janvier 2010 avec quelle maîtrise il prit en compte le changement de la donne de l'action, le vol du mégaphone, puis le débordement du cadre du meeting par une partie des manifestants. Alors que la plupart des militants (et des organisateurs) étaient dans le trouble et l'émotion, Lev Ponomarev a su rassembler les coéquipiers et faire revenir tous les participants, policiers et manifestants, dans le cadre primaire du meeting. Il reprit de cette façon la mise qu'il avait perdue, sa place d'organisateur et sa légitimité. Le succès de ce « metteur en scène » compétent est lié, outre à sa discipline et à sa circonspection en situation, à son art de mobiliser les intérêts de chaque groupe, policiers et partenaires, sans jamais utiliser de jugements et d'arguments directement politiques. Ce dernier point est essentiel à la tenue des coalitions. Lev Ponomarev est le président d'une organisation de droits de l'homme, *Za prava tcheloveka*, qui est la seule à aider concrètement les militants libertaires et antifascistes dans leurs démêlées avec la justice. Ce soutien juridique lie les militants et renforce la légitimité de l'homme.

Lors d'une réunion des amis libertaires soutenant Ostapov, avant la création de la coalition, un militant chevronné s'indigne un court instant, sans pour autant remettre en cause l'option coalition : « *On veut tous voir en Ponomarev un militant des droits de l'homme,*

[137] J'analyserai de manière détaillée les arguments des officiers dans le chapitre 4.

parce qu'on a besoin d'un mec à qui l'on dit tous nos problèmes. Seul Ponomarev nous écoute. On fait semblant d'oublier qu'il est membre de Solidarnost »[138]. Par cette plainte, le militant rappelle que les militants oublient ou font semblant d'oublier que Ponomarev est une figure de l'opposition libérale. Né en 1941, Ponomarev est connu pour son engagement dans la défense des droits de l'homme. Il a cofondé en 1988 l'association *Memorial* de défense des droits de l'homme et pour la commémoration des victimes des répressions politiques. En 1997, il a cofondé l'organisation *Za prava tcheloveka*. Son parcours politique est moins évoqué, alors que c'est un élément essentiel pour comprendre le personnage et son action : c'est un acteur politique clé des années d'avant 1993[139]. Son éviction de l'arène politique le convertit, davantage par contrainte que par goût pour le mouvement social, dans des activités en marge de la politique (mouvements des droits de l'homme), puis, dans les années 2000, dans l'opposition politique non parlementaire (coalitions libérales-démocrates *Une autre Russie* et *Solidarnost*)[140]. Nous verrons dans le chapitre suivant comment les ressources militantes accumulées au cours des carrières de leader d'organisation peuvent êtres réinvesties dans le champ politique.

2.3 Moscou, des rassemblements de rue hors du commun

Les espaces passants à Moscou où ont lieu les rassemblements de rue représentent une sorte de désert affectif que les personnes traversent le plus rapidement possible pour rejoindre des lieux chargés de sens[141]. La rue à Moscou est vécue comme un espace anonyme de distanciation et de nivellement, sur fond d'excès de proximité, qui est une expérience soviétique et postsoviétique pour beaucoup traumatisante. Le contraste est fort entre la froideur des expressions publiques des émotions dans ces espaces et la chaleur des logis et des

---

[138] 5 juillet 2009.

[139] En 1989, il dirigea la campagne de Sakharov pour les élections au Congrès des députés de l'URSS. Il fut l'un des dirigeants de l'Union moscovite des électeurs et participa en mai 1990 à la création du bloc électoral *Russie démocratique*. Il fut l'un des soutiens les plus inconditionnels et durables à Eltsine. Il entra au Soviet suprême et participa aux comités destinés à soutenir la politique ultralibérale de privatisation du gouvernement Gaïdar. En septembre 1993, il approuva l'oukaz d'Eltsine sur la dissolution du parlement. Entre 1994 et 1996, il fut député à la Douma d'État. Ensuite, il ne connut que des échecs électoraux et fut tenu à distance de l'exécutif, comme la plupart des députés de *Russie démocratique*, trahis par Eltsine. Sa position de président du mouvement *Za prava tcheloveka* lui permit de rester dans la vie publique. Sur cette période et la trajectoire de Ponomarev, lire la thèse de Carole Sigman (2007).

[140] Sur un autre investissement de Ponomarev dans les années 2000, sur les questions du logement, comme façon de faire valoir une « base » auprès des coalitions libérales-démocrates, lire le chapitre 3 de la thèse d'Hélène Richard (2014).

[141] La vie à Moscou fait l'objet du chapitre 5.

communautés locales, fraternelles ou eucharistiques qui les habitent[142]. Entre ces communautés, personne ne semble y voir de monde commun : les parties sont marquées par la désunion, communément diagnostiquée comme atomisation sociale. Dans la rue, dit Ilya, un militant :

> « *Les gens s'inspirent du dégoût* […] *Parler en dehors des régimes courants (« entre copines », « dans le fumoir* [d'un bureau, d'une cage d'escalier d'immeuble ou d'un train] *») est pour les Russes une tâche difficile. C'est mieux de commencer tout de suite avec la méfiance et l'hostilité. Et ensuite, au cas où, on peut répondre humainement, mais au début il faut être grossier* »[143].

La rue n'offre pas une occasion de discussion directe (JELNINA Anna, 2012b). C'est la méfiance, non la confiance, qui aide les individus à définir la situation et guide leur action. Le répertoire expressif de la rue contamine le rassemblement protestataire : pour un militant, manifester sa présence à la situation dans un rassemblement de rue n'implique pas d'entrer dans le jeu interactionnel avec des anonymes. Une question alors se pose : dans ces conditions, quelle communauté politique s'institue depuis un espace où les inconnus se maintiennent à distance les uns des autres ?

2.3.1 Apparaître ensemble dans un espace public inhospitalier et désolé

L' « idiome de l'engagement » (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 32) de l'inattention civile**,** cette manière occidentale polie de créer de la distance tout en reconnaissant la présence de l'autre, n'est pas sanctionné dans les lieux publics de la capitale russe[144]. Les habitants de Moscou arborent dans les lieux publics (et notamment le métro) des visages impassibles, indifférents et parfois une expression d'agressivité retenue. Les regards se fuient. Mes regards et mes gestes (alors inconsciemment) pétris par le mode de l'inattention civile ont été la source de nombreux malentendus, offenses et vexations lors de ma vie à Moscou (qui furent autant d'enseignements à méditer). Je tentais parfois de me corriger, de me libérer du jeu français des civilités. Ou bien, je m'abandonnais à mes sourires « idiots » et à ma politesse spontanée, à cette « réaction affective » (THEVENOT Laurent et Nina KAREVA, 2009) destinée dans l'interaction à prévenir l'agressivité dans ce que Laurent Thévenot appelle la grammaire libérale du public. Dans la rue et les rassemblements, je surpris plusieurs fois des regards qui me fixaient ouvertement sans échanger aucune information visuelle et sans aucune forme de

---

[142] Ces communautés locales parfois développent et expriment des protestations, pour défendre notamment leur logement ou des espaces naturels proches. La communauté politique est dans ces cas entendue sur le modèle de l'extension civile de la maisonnée. Nous y reviendrons au chapitre suivant.

[143] http://www.psizin.livejournal.com/168400.html, accès le 07/08/2013

[144] Mon enquête porte exclusivement sur certains rassemblements à Moscou, je ne tente pas de décrire une grammaire culturelle russe générale.

courtoisie. Lorsque je les prenais sur le fait (c'est-à-dire que je me mettais à les observer), les personnes ne détournaient pas leur regard et continuaient à me dévisager.

L'inhospitalité et l'absence de prosélytisme militant dans les rassemblements furent pour moi une expérience déroutante. Les profanes, en l'absence de prosélytes, ces « personnes ouvrantes » (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 108) qui accostent les anonymes, restent étrangers au rassemblement. La « structure de la situation » (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 158) ne prévoit pas que les participants expriment leur engagement en une inhabituelle extériorité. Les militants ne cherchent pas à être acceptés ou acceptables par ceux qu'ils appellent les « *indifférents* ». Ils sont au contraire animés par une quête d'authenticité propre dans l'intimité d'une communauté (en marge, pensent-ils, des normes culturelles dominantes de la société). Les rassemblements ne constituent pas un domaine public, hétérogène et pluriel, où l'on y viendrait faire l'épreuve de l'ébranlement, de l'étrangeté et du conflit polémique. Ce sont plutôt des sortes d'impossibles lieux de communion et de culte, à l'heure où en politique le registre de la liturgie et de la théâtralisation poussée n'attire personne. Or, c'est justement le mouvement de déracinement de soi, de destitution du sens en son harmonie native qui ouvre des espaces publics et fonde des communautés politiques. De cette manière la communauté se détache à la fois de la figure d'un *nous-on* anonyme (de la rue) et d'un *nous-un* consubstantiel (de la maisonnée) (TESSIN Etienne, p. 30). L'espace public, contingent et situé, donnerait alors une visibilité politique à la pluralité des communautés particulières et des mondes vécus. Il donnerait existence à un monde commun.

Des approches essentialistes tendent à réifier et à figer l'importance du régime du communautaire dans la société russe. Le risque est de ne plus voir que les dimensions communautaires et publiques sont en permanence mêlées dans les situations. Une enquête historique préciserait les figures et les moments où la rue moscovite a réellement incarné des espaces publics localisés. Pour la période actuelle, de nombreux militants justifient que la « fermeture » actuelle des actions est en fait une réaction à l'« *indifférence des masses* ». Des études montrent que la période soviétique, avec ses meetings et ses manifestations obligés, ses masses « enthousiastes »[145] et disciplinées, puis l'expérience négative, la « révolution trahie » (SHUBIN Alexandre, 2006) de la perestroïka[146] auraient vidé le sens des rassemblements politiques. En 1993, le vin de la liesse collective aurait tourné au vinaigre. Aujourd'hui, les conditions de félicité de l'institution sociale de l'effervescence, historiquement cristallisées et

[145] L'enthousiasme est le terme dominant du champ de la communication politique soviétique, spécialement des années 1930 (ROLF Malte, 2004).
[146] Lorsque les manifestants et les grévistes ont installé sans condition Boris Eltsine au pouvoir.

réalisables en France si l'on en croit Nicolas Mariot (2006), sont rarement satisfaites à Moscou. La faiblesse de la participation entretient le déplaisir du collectif. L'assistance n'entre pas en communion. La communication sociale, la sociabilité entre inconnus se rencontrant dans les rassemblements n'est pas saisie comme fondement de l'acte de dramatisation de la mobilisation[147]. Les individus ont une faible confiance en autrui au delà du « proche »[148]. Le problème de l'impossibilité d'être ensemble en manifestation est diagnostiqué par quelques rares observateurs, qui ont fait l'expérience de manifestations en Europe. Ceux-ci disent : « *Il est difficile de corriger ses maladresses. Mais le militantisme, il ne doit s'exprimer pas seulement dans l'exercice du meeting balourd, mais également dans des tentatives de changer la culture des relations* »[149]. Le chemin de la maisonnée à la cité est partout long. C'est un processus qui n'est jamais par principe achevé.

2.3.2 L'institution d'un espace de publicité et la difficile épreuve du pluralisme politique

La dévotion, dans les rassemblements moscovites, envers la « petite société » du rassemblement (GOFFMAN Erving, 1963/2013, p. 195) n'est pas ardente. Les communautés militantes éprouvent les unes envers les autres « *une gamme de sentiments qui vont de l'irritation sourde à la haine non dissimulée* »[150]. Les épreuves de coprésence organisées par les coalitions fournissent de potentielles et rares expériences de pluralisme politique[151]. La coprésence y est délicate, témoigne Sergeï Ovsiannikov, un étudiant : « *La société civile, c'est quand tous tentent de se faire confiance les uns les autres, et pas seulement entre camarades de meeting* […] *Pour l'opposition, c'est la même chose* […] *Les gens te refusent le droit d'avoir une autre opinion que la leur* »[152]. Un manifestant confirme : « *Tous les meetings*

---

[147] Elle a été décrite pour le cas de la France par Jean-Philippe Heurtin (2009).

[148] Lors des manifestations en 2011-2012, on a pu ressentir au contraire que, dit le poète et artiste Pavel Arsenev, « *La société sortait du coma. Peut-être pas le corps social entier, mais quelques organes et tissus se sont délivrés de la nécrose. L'expérience des derniers jours fait penser à un homme après une catastrophe qui réapprend tout depuis le début : marcher, parler, tenir sa tête, échanger avec les autres personnes et l'environnement* » (http://os.colta.ru/literature/events/details/37228/, accès le 07/08/2013).

[149] Utilisateur drug-bataille (http://psizin.livejournal.com/168400.html, accès le 07/08/2013).

[150] Utilisateur germanych (http://www.besttoday.ru/subjects/878.html, accès le 07/08/2013).

[151] Ces expériences ont eu lieu dans les actions des coalitions étudiées ici, lors du forum Anti-Seliger ainsi que dans les meetings de 2011 et 2012. Ces expériences ont finalement avorté dans les meetings monstres de 2011 et 2012. Un bloggeur témoigne et situe cet échec « *quand le temps vint de partager le gâteau. Pas encore le gâteau du pouvoir, mais seulement le gâteau du PR* [les relations publiques, la communication] *du meeting. Même cette charge s'est révélée trop lourde pour les futurs sauveurs de la Russie* » (germanych, http://www.besttoday.ru/subjects/878.html, accès le 07/08/2013).

[152] https://plus.google.com/105015977706600871736/posts/bFciuv3ii8k, accès le 07/08/2013

chez nous, ce sont de petits tas de groupes qui se détestent entre eux, qui regardent avec dégoût les propos inarticulés de celui qui crie depuis la tribune »[153].

L'hostilité et la méfiance entre groupes sont un prolongement de séries d'expériences négatives, qui ont lieu en partie dans les manifestations[154]. Les mouvements démocrates libéraux, notamment *Solidarnost*, sont accusés par les militants de gauche d'enfreindre la règle interne (explicitée dans les annonces) des rassemblements de type coalition, qui dicte que l'on y vienne sans drapeaux ni symbolique partisane. Un militant libertaire explique : « *Quand une action se prépare, les collègues de Lev Ponomarev veulent venir avec leurs drapeaux politiques et ça crée des disputes* »[155]. Un seul drapeau par organisation est parfois accepté. Les militants justifient cette règle par le fait que les « *meetings citoyens* » se situent pour leurs organisateurs « *en dehors des formats politiques habituels* »[156]. Pour Vlad Toupikine, ces meetings sont « *non-politiques* »[157]. La justification est morale et stratégique. D'abord, l'interdiction des drapeaux vise à attirer un maximum de non-militants, réputés distants de la politique. Ensuite, les drapeaux et banderoles des mouvements libéraux, imprimés par des entreprises spécialisées, surpassent en quantité ceux des autres groupes et individus, faits main. Leurs adversaires tentent avec l'interdiction de combattre ce phénomène où le drapeau, mis en avant, « *remplit l'image et masque le reste* », dira plus tard le juriste-bloggeur nationaliste (et figure montante de l'opposition lors de mon terrain) Alexeï Navalny[158]. Certains mouvements de gauche impriment également des banderoles depuis quelques années, mais leur nombre n'excède pas celui des militants réellement présents et qui tiennent leurs propres drapeaux. Les mouvements démocrates libéraux et communistes payent

---

[153] Utilisateur drug-bataille (http://psizin.livejournal.com/168400.html, accès le 07/08/2013).

[154] Nous aborderons les expériences liées au fonctionnement quotidien des organisations dans le chapitre suivant.

[155] Entretien avec un militant libertaire, 5 juillet 2009.

[156] Texte du comité 19 janvier pour une action le 7 août contre la destruction de la forêt de Khimki (http://19jan.ru/protiv-unichtozheniya-himkinskogo-lesa-protiv-terrora-vlastey.html, accès le 07/08/2013).

[157] Pour la même action du 7 août (http://tupikin.livejournal.com/508544.html, accès le 07/08/2013).

[158] Navalny déclara cela le lendemain du grand meeting du 24 décembre 2011 sur l'avenue Sakharov qui rassembla cent mille personnes et ajouta ces paroles significatives (pour la période que j'étudie) : « *Il faut arrêter enfin ce concours stupide de "celui qui amène le plus de drapeaux": noir-jaune-blanc pour les gens de droite, rouge pour ceux de gauche et orange pour Solidarnost ; de celui qui affiche son nom aux yeux des caméras ou des citoyens ; de celui dont les drapeaux occupent les premiers rangs* » (http://navalny.livejournal.com/658568.html, accès le 07/08/2013).

des personnes (« *masovka* ») pour assister à leurs meetings, ce qui augmente artificiellement le nombre de leurs « participants » et crée des jalousies[159].

Les drapeaux ennemis provoquent des réactions épidermiques chez les militants. La présence de deux manifestants vêtus du tee-shirt orange du mouvement *Solidarnost* (malgré l'interdiction de toute symbolique) lors du piquet du 11 juillet 2009 contre l'arbitraire de la police (action 1) fit grincer les dents des militants de gauche. Lors du meeting du 22 août 2010 pour la défense de la forêt de Khimki, ces derniers prirent comme une « claque » la présence de milliers de drapeaux du mouvement démocrate *Solidarnost*. La solution de l'interdiction ne fait néanmoins pas l'unanimité. Pour le militant de gauche Igor Iassine, elle est excessive de même que l'insistance à souligner le caractère apolitique, « *répété comme un mantra* », de ces meetings[160]. Certains vivent très mal l'interdiction : les organisateurs leur refuseraient tout simplement la seule façon pour eux d'exprimer leurs positions (n'ayant pas accès à la tribune). Le premier jour du forum *Anti-Seliger* (action 5), les drapeaux impérialistes, démocrates et de gauche étaient nombreux. Des militants nationalistes en vinrent aux mains au sujet de drapeaux qui auraient été arrachés par des militants de gauche. Ces derniers justifièrent leur geste en accusant les premiers de planter des drapeaux et de partir. Quelques jours plus tard, dans une réunion du Mouvement, l'incident fut évoqué. La tension monta. Un militant ultranationaliste se leva brusquement, hors de lui et déclara associer son drapeau à son visage. Il menaça de se battre avec qui voulait porter atteinte à son drapeau. La situation devint surréaliste, un militant écologiste prit la parole en cachant son propre visage avec un foulard. Des chaises furent bousculées. Des militants ultranationalistes, musclés et de noir vêtus, calmèrent leur camarade. On avait frôlé la bagarre pour une histoire de drapeau.

La diversité des drapeaux est faible : chaque groupe militant imprime invariablement le même drapeau avec souvent le nom de l'organisation et son symbole. Cette régularité – s'opposant à l'inventivité des supports des meetings de la perestroïka et des meetings de 2011 et 2012 – est caractéristique de la période postsoviétique. Elle rappelle au sociologue et historien Mischa Gabowitsch (2012, p. 218) celle des défilés de la période soviétique. Selon lui, la redondance des symboles est liée à l'idée partagée par les militants (et les organisateurs

[159] Sur le site massovki.ru on peut obtenir un rôle de figurant au cinéma et dans les meetings politiques (http://massovki.ru/viewforum.php?f=12, accès le 07/08/2013).
[160] http://forum.stopzavod.ru/topic/156, accès le 04/08/2013

des défilés soviétiques) qu'ainsi ils maximisent leurs chances de retenir l'attention du public, en particulier médiatique[161].

2.3.3 Les rassemblements de rue, espaces communautaires ou espaces publics localisés ?

Le format du meeting n'implique pas de donner la parole à l'assistance, sous la forme d'interventions orales ou de questions posées à la tribune. Le rôle attendu d'un public de meeting n'est pas de produire un discours (COSSART Paula, 2010, p. 251), de développer une parole critique, mais de manifester son accord avec les orateurs. L'idée ne vient à personne que les membres du public pourraient spontanément aussi bien ou mieux exprimer les revendications que les orateurs professionnels. La séparation entre la scène et le public est bien distincte. Le meeting et l'action spontanée mettent en scène un spectacle représentatif. Les dispositifs manifestants, hétéronomes au contexte dans lesquels ils s'inscrivent, n'aident pas à l'entrée en politique et à la politisation des profanes, que les militants considèrent comme une « *masse* » abstraite, un « *troupeau mal éduqué* » (*bydlo*)[162]. Les militants n'appréhendent pas la politisation des profanes comme un processus de nature conflictuelle à mener dans le cadre même des actions. Les dispositifs militants ne créent pas de scène polémique[163]. Les militants n'endossent pas une charge de passeurs. Ils confient aux médias le soin de transmettre leurs « *messages* » (dit en anglais). Dans ces conditions, le contexte situationnel des actions n'active pas le potentiel de réciprocité entre des mondes sociaux isolés. Le dispositif d'énonciation et de manifestation écarte les profanes de l'arène politique. Pour Jacques Rancière (1995, p. 44), toute communauté politique est marquée par ce « tort ». Or, à Moscou, ce « tort » n'apparaît jamais au grand jour, il n'est pas reconnu par les collectifs[164]. La vérification pratique d'égalité (d'entendement, de capacité politique) n'y est pas passion collective. Le traitement du tort, la mise en acte d'égalité, la « subjectivation politique » (RANCIERE Jacques, 1995) n'a pas lieu.

---

[161] L'héritage de cette manière soviétique de penser le public ne s'arrête pas là. Dans le chapitre suivant nous montrerons la permanence des notions de masses, du parti d'avant-garde et d'un certain fétichisme de l'organisation.

[162] Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre suivant.

[163] La tribune des grands meetings de 2012 a volontairement exclu les thèmes sociaux et n'a abordé que celui des élections qu'on voulait libres (comme témoigne Alexandre Verkhovski, directeur de l'ONG *Sova* spécialisée dans l'étude des violences xénophobes : https://youtu.be/ywywoj2rg7Y, accès le 07/08/2013).

[164] Il a été reconnu de manière inédite dans les campements *Occupy Moscou* en mai 2012.

La tribune symbolise le meeting. Elle matérialise dans le même temps les conceptions des manifestants (PALMEIRA Moacir et Beatriz HEREDIA, 1993, p. 77) du politique. Le philosophe et éditeur Alexandre Ivanov explique :

> *« Ici la politique, comme à l'époque de Brejnev, est quelque chose de caché, d'inconscient, dont quelques signes, symptômes, éruptions, eczéma éclatent à la surface sur le corps social, et pas dans des thèses formulées distinctement dans le cadre d'un groupe de réflexion consensuelle. Ceci concerne tous les groupes et couches sociales de la société russe sans exception* »[165].

La stagnation scelle le sort du politique. Dans les moments de crise et d'ébullition, à la perestroïka, Vlad Toupikine se souvient que « *les réunions, les meetings, les discussions occupaient les sept soirs de la semaine* » des militants, en plus de la publication de nombreux journaux tirés à plusieurs milliers d'exemplaires[166].

Les dispositifs manifestants n'encouragent pas à la politisation et à la mise en égalité des militants eux-mêmes. Les conditions de l'interaction créent le leadership et la capacité à être auteur d'un discours. Seuls les militants chevronnés, habitués à prendre la parole, savent porter une parole politique articulée : ils sont les seuls habilités à définir la position politique du mouvement[167]. Les autres en sont plutôt incapables. Les voix manifestantes de base occupent une position médiane entre les voix populaires non articulées et un discours politique construit. Les voix populaires s'expriment, quant à elles, dans une sorte de « mal dire » (FARGE Arlette, 1992) à travers la narration anecdotique et la rumeur, le récit de vie, généralement de manière critique envers l'État, mais collée à la précarité de la vie. Elles s'expriment avec leurs proches et occasionnellement avec des inconnus dans les longs voyages en train. Ces derniers offrent un cadre de communication exceptionnel qui favorise des discussions à cœur ouvert entre inconnus. Ceci vaut notamment pour la troisième classe, la meilleure marché, la « platzkart »[168]. Dans ces traversées ressemblant à des rêves éveillés où la méfiance entre en somnolence, pendant les longues journées et soirées, les personnes, en jogging et en pantoufles, couvrent les tablettes des wagons de nourriture et boivent des verres de thé noir (préparés à l'aide d'un samovar dans chaque wagon et servis dans des porte-verres en métal par le responsable du wagon). Les voisins proposent de partager leur nourriture et leur boisson et racontent aisément leurs vies à ceux qu'ils ne reverront probablement jamais.

---

[165] http://polit.ru/article/2012/08/06/al060812, accès le 02/06/2013
[166] http://grani.ru/blogs/free/entries/195209.html, accès le 02/06/2013
[167] Anna Colin Lebedev (2013, p. 123) décrit la même situation dans le Mouvement des mères de soldats : seul un petit cercle de leaders (4-5 personnes) définit l'action du comité, sans procédure de validation interne sur les documents rédigés.
[168] Le wagon contient 54 lits répartis en neuf compartiments semi-ouverts, sans porte séparant chaque bloc de quatre lits.

La promiscuité n'est pas ici synonyme d'empiètement et d'intrusion, même s'il y a de petites embrouilles. On n'a pas peur d'être absorbé par les autres : on partage ensemble un espace commun. Cette grammaire morale du domaine public est différente de la tradition libérale. Elle met en relation des personnes plus qu'elle ne reconnait des individus. Les regards mettent sur le même pied d'égalité, avec un naturel et une franchise qui me charmèrent.

Les militants s'engagent peu dans les rencontres avec des inconnus dans les actions. Qu'ils organisent des actions autorisées ou spontanées, les manifestants se reposent sur la mise en récit que font les médias de l'Internet, un hors-scène qui importe pour eux autant, sinon plus que l'action elle-même. Le but de la protestation est en grande partie configuré par cette médiatisation. Cette stratégie médiatique est typique des années 2000 et 2010.

2.4 L'action de rue qui convient à l'épreuve de l'ère numérique

Tout rassemblement protestataire à Moscou donne lieu à la réalisation de films et de photographies publiés sur Internet. Selon les dires des militants, sans ces images, l'action n'existerait pas (et sans action, il n'y aurait pas de militantisme). Cette quête de visibilité n'est pas particulière à la Russie et elle est concomitante d'une forte dépendance des mouvements sociaux vis-à-vis des médias (NEVEU Erik, 2010). Dans le contexte d'un régime autoritaire comme celui de la Russie actuelle, l'Internet et les appareils numériques qui permettent de capter des images offrent à ceux qui luttent de nouvelles « opportunités médiatiques » (GAMSON William, 1998, p. 63). Comme ailleurs, les militants peuvent aujourd'hui composer leurs propres récits (CAMMAERTS Bart, 2012) et les publier en dehors de leurs cercles. Les militants se sont adaptés à la révolution numérique : ils ont développé leurs propres outils, stratégies et réseaux (WOLFSON Todd, 2014). Entre les actions, qui ont une fonction de reconduction périodique de l'existence des groupes (CEFAÏ Daniel, 2007, p. 523), les récits et les images construisent des communautés imaginées et des identités publiques (NEVEU Erik, 1999) d'opposition au régime. Ces récits ont une véritable fonction fondatrice. Le récit met en scène le passé qui n'est plus. Il est la « langue des opérations » : il donne « espace aux actions », il « ouvre un théâtre de légitimité aux actions effectives » (DE CERTEAU Michel, 1990). Les évolutions, avec l'Internet, de ces scènes et théâtres posent un certain nombre de questions que les prochains paragraphes traitent : Quels types d'images et de récits militants sur les rassemblements sont produits ? L'Internet a-t-il diminué la dépendance des mouvements vis-à-vis des médias ? Quelles sont les pratiques et les opérations associées à la

production et à la réception des récits et des images ? Quelle est la capacité de ces récits à produire du débat, des investigations, à toucher des publics et à provoquer des actions ?

Comme dit plus haut, en Russie, les pratiques protestataires sont risquées et obtiennent rarement gain de cause. De faible effectif, dans un climat de méfiance et sans réelle expérience de pluralisme, ils offrent peu l'occasion de nouvelles rencontres avec des non-militants. Les rassemblements ne sont pas publicisés par les médias traditionnels et sont régulièrement dispersés par la police. Ces conditions agissent comme autant de *stimuli* négatifs sur ceux qui veulent rendre visible une protestation, sensibiliser des publics et retourner l'angoisse et l'amertume en colère et en action. Seule une minorité de la population (trois pour cent) participerait à des actions de rue[169]. Pour la majorité, l'indignation ne se transforme pas en action publique. Elle est peu socialisée et renvoyée à la sphère privée. Le subir engloutit l'agir, de telle sorte que les chocs de la vie sont la source d'une violence improductive en terme de problématisation publique, selon une logique qu'a bien décrite Joan STAVO-DEBAUGE (2012). On assiste cependant depuis 2005 à un essor d'initiatives revendicatives en Russie, très localisées et presque pas coordonnées entre elles, notamment autour de la question du logement (CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga ET Andreï DEMIDOV, 2010)[170]. Ces initiatives intéressent peu les mouvements de l'opposition politique[171], qui portent principalement des revendications de type « *Poutine, fous le camp !* » et contre la répression politique, au détriment des questions sociales.

Les coalitions étudiées ici sont des entités à visée plus large que ces initiatives locales. Elles m'intéressent car elles ne sont présentées dès leur fondation comme délibérément plurielles. Elles ont également vu le jour ces dernières années. L'une d'elles s'est constituée, nous l'avons dit, suite au passage à tabac de jeunes personnes par des policiers à Moscou en avril 2008. Elle réunit, contrairement aux habitudes de lutte qui passent par des collectifs isolés, diverses organisations politiques, des mouvements des droits de l'homme et des individus non « encartés » et a lancé une campagne contre l'arbitraire de la police (action 1). Une partie de la coalition a continué à lutter après le double assassinat politique de Stanislav Markelov et d'Anastasia Babourova en janvier 2010 (action 2). Puis cette coalition participa à la campagne de protestation contre deux arrestations en août 2010 dans le cadre d'une lutte

---

[169] Centre russe d'étude de l'opinion publique WCIOM (http://wciom.ru/index.php?id=459&uid=113813, accès le 02/06/2013).

[170] Je développerai ce point dans le chapitre suivant.

[171] Comme l'explique Andreï Demidov, enseignant et militant (http://expert.ru/expert/2012/09/uzkij-krug/, accès le 19/05/2013).

contre le chantier autoroutier dans la forêt de Khimki (action 3, 4 et 5). Mon travail d'enquête sur ces coalitions fut dans un premier temps hors ligne, puis en ligne, lorsque j'ai compris la relation complexe et complémentaire qui unit ces deux types de communication pour les manifestants que j'étudiais.

L'Internet est perçu par les militants comme un outil puissant de communication permettant d'atteindre un vaste public. Les militants parlent de convergence entre la rue et le cyberspace (et même parfois du remplacement de la première par la seconde). La liberté de ton sur Internet est presque totale. Les mécanismes de contrôle existent, mais ils sont ciblés et subtils. Pour certains analystes l'Internet constituerait en Russie un refuge pour s'exprimer et débattre librement, voire un véritable espace public autonome (NOCETTI Julien, 2012). Pour d'autres, cette liberté d'informer et de débattre est un leurre, une « *soupape d'évacuation de la vapeur sociale* » tolérée par les autorités qui y verraient une manière de contenir en ligne et de surveiller la contestation[172]. Plusieurs pistes permettent d'aborder ce débat. Je choisis d'en explorer une, en analysant les dynamiques de production et de réception de deux vidéos diffusées sur Internet. Je m'interrogerai sur la logique qui préside à cette façon de rendre publics des problèmes, sur les évènements médiatiques dont elle est le terrain et l'enjeu, et sur le type d'images qu'elle produit.

Je partirai d'abord d'une brève mise en contexte historique de la stratégie médiatique des militants, qui émerge dans les années 1990. Ensuite, j'analyserai deux vidéos dont le style et la technique sont caractéristiques de la production audiovisuelle militante. Ces vidéos, mises en ligne sur YouTube, documentent les actions 3 et 4 du chapitre 1. L'utilisation d'Internet dans des luttes locales a commencé en 2008 et s'est généralisée en Russie en 2010. Le conflit autour de la protection de la forêt de Khimki est l'exemple le plus connu de ces mobilisations en ligne[173]. Mon enquête se situe au croisement d'un double enjeu de traduction : entre sociologie de l'action collective et études visuelles d'un côté, entre Russie et France de l'autre, qui se caractérisent par des figures et des expériences du public différentes.

Quelques rares travaux sur les mouvements sociaux utilisent des méthodes d'analyse visuelle (PHILIPPS Axel, 2012 ; BLOOMFIELD Brian P. et Bill DOOLIN, 2012). Ce domaine d'étude est confronté à un étrange paradoxe. Les militants diffusent quotidiennement des images sur Internet. La parole, ordinaire et militante circule et passe par des médiations dont

---

[172] http://slon.ru/russia/krichite_skolko_ugodno-417245.xhtml, accès le 18/05/2013

[173] Selon l'observation des médias Public.ru, elle constitua le thème de la blogosphère le plus repris par les médias en 2010 et en 2011 (http://www.public.ru/blogsmi et http://www.public.ru/blogsmi2011, accès le 25/12/2012).

certaines sont aujourd'hui structurées par l'Internet, qui les allonge et les complexifie. Et pourtant, l'étude de ces usages est un chantier de recherche peu exploré (DOERR Nicole et Simon TEUNE, 2008). Des chercheurs ont filmé des rassemblements protestataires dans les années 1970 (WOHLSTEIN Ronald T. et C. MCPHAIL, 1979 ; SCHWEINGRUBER David et C. MCPHAIL, 1999), puis l'image a perdu de son intérêt (LAMBELET Alexandre, 2010 ; PHILIPPS A., 2012)[174]. J'ai moi-même filmé des rassemblements à Moscou. L'objet de cette section étant la production filmique militante, je n'utiliserai pas ici mes propres vidéos, bien qu'il faille garder à l'esprit que ma pratique de vidéaste a nourri cette réflexion[175]. Dans un troisième temps, j'essayerai de penser le modèle de publicité qui correspond à cette stratégie centrée sur les médias et le recours aux images. La question de la portée politique de ce modèle ne peut être en effet ignorée. Il faut analyser le travail politique accompli dans les images et comprendre dans quelle mesure celui-ci reproduit ou non les formes de partage et d'exercice du pouvoir, peu participatives, des activités revendicatives à Moscou. André Gunthert (2013, 2014) a bien montré que les formes visuelles étaient devenues un embrayeur puissant de conversations privées et publiques et qu'Internet a modifié profondément les pratiques culturelles en faisant de l'acte de partage la signature de l'opération culturelle. L'ethnographie en ligne présentée ici se fixe pour but de comprendre les effets de ces formes sur la constitution de publics politiques. Une telle approche confronte la promesse d'une communication égalitaire et horizontale par l'Internet avec les usages réels.

2.4.1 L'Internet : promesses et pièges de la preuve par l'image

Le marketing politique a fait son apparition en Russie lors de la campagne présidentielle de 1996 et fait aujourd'hui partie du paysage politique russe (RAKHMANOVA Tania, 2012). Les nouvelles formes de publicité et de communication, opposées au style simpliste de la propagande soviétique, ont fasciné les artistes et les militants, si l'on en croit l'un d'eux, Oleg Kireïev (2006, p. 17) : « *On avait en permanence l'impression que le* PR [les relations publiques] *politique, que la "polittekhnologia"* [la technologie politique] *était l'instrument essentiel, le nerf central qu'il fallait étudier* ». Lors de la campagne pour les élections parlementaires de décembre 1999, le groupe *Radek*, composé d'artistes et de militants, avait organisé par exemple une action délibérément médiatique. Celle-ci faisait

[174] L'étude de Dennis Zuev (2010) sur les marches nationalistes russes à l'aide de photographies fournit un exemple intéressant d'une analyse visuelle de rassemblements protestataires. Sur un domaine connexe, on peut lire deux articles sur l'étude d'interventions policières à l'aide de matériaux audio et visuels : MEYER Michaël, 2010 ; VIOT Pascal, PATTARONI Luca et Jérôme BERTHOUD, 2010.
[175] Voir le chapitre 6 pour une présentation de cette méthode d'enquête.

suite à une série d'interventions urbaines artistiques à forte teneur politique et plutôt tournées vers la communauté des pairs (ces actions furent regroupées *a posteriori* sous le nom d' « actionnisme moscovite »). Ce choix est en partie expliqué par le changement de trajectoires des artistes. Dans la période qui suivit l'entrée dans le capitalisme, le monde de l'art en effet changea : beaucoup de spécialistes (comme Andreï Kovalev) étaient devenus journalistes pour subvenir à leurs besoins. La priorité se fonda sur le modèle du spectateur anonyme, le chaos, la dépression et l'agression des années 1990 ayant anéanti le public d'avant la chute du régime, celui de la perestroïka[176]. Le 7 décembre, le groupe *Radek* brandit sur le mausolée de Lénine, aux pieds des murs du Kremlin, une banderole : « Contre tous ! »[177]. L'action fut retransmise par plusieurs chaînes de télévision d'État, libres de ton à l'époque, invitées sur les lieux par les artistes. Un participant, Pavel Mikitenko, dit que le leader du groupe, Anatoli Osmolovski « *rêvait qu'en préparant une action claire, inattendue, intelligente et en la montrant à la télévision, on pouvait changer les mentalités* »[178]. Après l'action, Anatoli Osmolovski admit cependant que « *l'effet médiatique était de courte durée et insuffisant pour changer quelque chose.* »[179] La campagne connut pourtant un grand succès, témoignant bien du ras-le-bol immense qui traversait une grande partie de la population.

Ces actions ont ouvert la voie à d'autres actions spectaculaires, organisées par des militants et des artistes engagés : les militants écologistes libertaires de *Khraniteli Radougui* [Les gardiens de l'arc-en-ciel] et le Parti national-bolchévique (NBP) dans les années 1990, les groupes *Voïna* [Guerre], *Pussy Riot* et antifascistes dans les années 2000. Le spectaculaire n'a ensuite cessé d'être le régime d'action privilégié de nombreux groupes. On peut recenser différents usages. Dans le public constitué par les amis, les images spectaculaires permettent sur le mode privé de revivre des expériences intenses. On se souvient, on se raconte des anecdotes. Sur le plan public et militant, en transmettant largement sur Internet la preuve par l'image de la possibilité de protester et d'être courageux et en montrant à travers ces images

---

[176] Comme le raconte l'artiste Anatoli Osmolovski (http://www.novinki.de/html/zurueckgefragt/Interview_Osmolovskij_russisch_newWindow.html, accès le 11/12/2014).

[177] Selon la Constitution russe, il était légalement possible jusqu'en 2006 de voter « contre tous les candidats », et dans le cas où la majorité des votes allait à cette mention, les élections devaient être reconduites, avec de nouveaux candidats. Cela n'arriva jamais.

[178] Entretien du 25 octobre 2012.

[179] *Ibid.*

fortes une hypothétique essence de l'acte manifestant, les militants et artistes souhaitent convertir des nouvelles personnes et les inciter à agir[180].

L'image chargée d'émotions est à la fois le support et le message. Elle est le relais de l'action, son vecteur. Dans ces cas, l'image est performative. Elle est vue comme un catalyseur direct de la transformation du public (BLOOMFIELD Brian P. et Bill DOOLIN, 2012). Les vidéos militantes n'évoquent presque pas le pourquoi et le contexte des actions, comme le montrent Thomas Poell et Erik Borra (2012) pour d'autres contextes. La provocation définit une forme de grandeur particulièrement appréciée. Dans ce domaine les artistes actionnistes sont à l'avant-garde. Chaque performance fascine un large public. L'usage provocateur se centre sur la faculté expressive des coups qui apparaissent comme un langage en actes (LINHARDT Dominique, p. 363). Ces artistes ne cherchent pas à y produire une parole politique articulée (EPCHTEIN Alek D., 2011). Ils n'accompagnent pas leurs gestes par des mots explicites et des communiqués qui en délivreraient du sens. La provocation est vue à la fois comme un défi et un appel au jugement et en justice. Plus l'acte est applaudi et plus il atteindra le tsar. Ni chez ces artistes ni chez les militants, la magie et l'ambiguïté du jeu polysémique des images ne sont discutées. Peu témoignent d'une réflexion sur la représentation. En ce sens on peut dire qu'ils entretiennent un « rapport harmonique » avec les images[181]. Une voie de sortie de ce type d'enchantement serait, par exemple, de montrer la fabrique des images et de souligner leur condition contingente.

2.4.1.1 Militants et médias : interdépendances et spectacularisation de l'action politique

Aujourd'hui, les médias en ligne et les réseaux sociaux constituent une source d'informations importante pour une population urbaine et cultivée qui ne fait pas confiance aux médias traditionnels (NENACHEV Mikhaïl, 2010). L'Internet représente ainsi, par rapport à la période soviétique et les années 1990, une révolution de l'information (TRAKHTENBERG Anna, 2004) et de l'autorité, comme en témoigne Max Roganov, musicien et artiste moscovite :

---

[180] Certains développent en même temps une stratégie de la peur spectaculaire : les troupes du NBP dirigées par Edouard Limonov se rendent dans les années 1990 à des manifestations de vétérans soviétiques et agitent des drapeaux rappelant ceux de l'Allemagne nazie.

[181] Merci à Philippe Gonzalez pour cette formulation. Ce rapport n'est pas, bien sûr caractéristique des seuls militants russes. On ne versera pas dans une lecture culturaliste qui expliquerait le phénomène en disant que l'harmonie est une idée maîtresse en terres slaves. On a pu saisir dans le « mouvement des places » à travers le monde une même fascination des manifestants pour les images.

> « Avant, la seule façon de s'émanciper était culturelle. On se battait sans raison idéologique, entre bandes. Les punks contre les rappeurs, les nazis contre les punks […] Les jeunes d'aujourd'hui sont de plus en plus intelligents, de moins en moins liés à l'école […] Sur les forums libres de type *imageboard* à la base du mouvement *Anonymous*, et auxquels participent des personnes de toutes les régions du pays, même les plus reculées, il y a des gens qui comprennent maintenant très bien les choses. »[182]

Les médias critiques en ligne, appartenant à des holdings médiatiques privés détenus par des agents proches du pouvoir, sont soumis à des pressions plus ou moins directes (KIRIYA Ilya, 2012). Leurs journalistes sont intimidés et attaqués[183]. Ces médias, dépendants de l'audience, sont obligés de faire mention de ce qui s'écrit sur les réseaux sociaux, qui représentent un canal de diffusion majeur. Pour les mêmes raisons, les médias sociaux n'ont pas remis en cause la dépendance des militants envers les médias professionnels, qui diffusent leurs images (LYSENKO Volodymyr et Kevin C. DESOUZA, 2010). Au contraire, de nombreux militants embrassent à Moscou la carrière de journaliste et mettent le travail médiatique au cœur des activités revendicatives. Les stratégies de captation de l'attention médiatique sont banalisées. Les mouvements et les médias en ligne interagissent intensivement. Seuls les médias gouvernementaux semblent résister dans une certaine mesure à cette dynamique pour des raisons de loyauté au régime.

L'activité journalistique a un impact sur l'action politique. Le cadre médiatique peut transformer un mouvement, y compris sa structure interne. Todd Gitlin (1980) a ainsi étudié les relations entre le *New Left Movement* des années soixante et les médias aux États-Unis : il a décrit comment les médias ont contribué à son ascension et à son importance, tout en le transformant et le réduisant. Il a montré que la manière de traiter ce mouvement est passée du respect à la discréditation, sans que les mouvements n'aient eu de prise sur ces transformations de leur image. On peut dégager divers aspects du problème. Les médias traitent comme des cas individuels ce qui pourrait être problématisé en enjeux collectifs (NEVEU Erik, 1999). Les récits journalistiques sélectionnent certains militants pour en faire des figures emblématiques d'un mouvement (GITLIN Todd, 1980, p. 146-179). Ils iconisent la figure des leaders « authentiques » qui se vouent totalement à leur cause, jusqu'au péril de leurs vies. Ces leaders utilisent cette demande médiatique. Sergeï Udaltsov est le leader

---

[182] Entretien du 31 octobre 2012, Kiev. Le collectif *Anonymous* est un mouvement d'internautes qui agit de manière anonyme, souvent en vue de défendre la liberté d'expression sur Internet, et par des attaques contre des sites.

[183] Une quarantaine de journalistes ont été assassinés en Russie depuis 2000 selon l'Institut International de la Presse (http://journalists-in-russia.org/, accès le 20/05/2013). Entre 70 et 80 journalistes seraient chaque année violemment agressés dans le cadre de leurs activités, selon Oleg Panfilov, directeur du Centre du journalisme en situation extrême, un observatoire russe de la presse (http://olegpanfilov.com/?p=3675, accès le 20/05/2013).

détenant le record des arrestations en Russie. Ilya Matveïev, militant et doctorant en sciences politiques à Saint-Pétersbourg, dit : « *La première chose que vous voyez quand on parle d'un meeting, c'est que Sergeï Udaltsov a été condamné à trois jours de prison pour avoir participé à un meeting ou à une marche* […] *On ne lit pas : il y a une marche qui était contre telle ou telle décision du gouvernement.* »[184] La « certification médiatique des leaders » (NEVEU Erik, 1999, p. 249) renforce les chefs dans leurs organisations. Elle valide la forme organisationnelle traditionnelle en Russie, construite autour de la figure d'un leader et qui exclut les profanes de la prise de parole et de décision.

Les rassemblements autorisés par le pouvoir sont peu recensés par les médias. Les actions spontanées spectaculaires bénéficient d'une couverture médiatique forte. Todd Gitlin (1980) a montré pour le *New Left Movement* des années soixante que l'intérêt des médias pour le spectaculaire et le sensationnel, ajouté à la quête de notoriété des leaders des organisations, a conduit à la radicalisation des mouvements. La publicisation de ces actions est totalement dépendante d'une mise en images et d'une large recension sur Internet et les médias. Ces actions n'auraient même aucun sens pour les militants sans ces images et cette médiatisation (ZAYTSEVA Anna, 2012a, p. 79). Le spectaculaire a des atouts : la mise en scène permet de démontrer la force d'un groupe, d'offrir l'image d'un groupe unifié, de s'exposer et de susciter de l'émotion et de la communion chez des spectateurs directs et à distance (COSSART Paula et Emmanuel TAÏEB, 2011, p. 139). Manifester, c'est jouer un coup dans une série d'interactions et d'événements pris dans des relations d'alliance et de conflit, en présence d'arbitres et de spectateurs (FILLIEULE Olivier, 1997, p. 191). En outre, la plupart des militants ont le sentiment d'être isolés et marginalisés. Dans ce contexte, l'Internet offre la possibilité de communiquer directement sans le risque du lien à l'autre. Le propos d'un internaute illustre ce que disent de nombreux militants : « *Les médias parlent* [des actions spontanées], *les Russes avalent ça comme jamais (la plupart ne vont pas aux meetings et ne veulent pas y aller). Si dans un meeting, 300 personnes écoutent, pour chaque vidéo sur YouTube, il y a plusieurs milliers de spectateurs* »[185]. Chaque recension dans les médias est vue par les militants comme une réalisation en soi, comme la priorité à atteindre.

---

[184] https://youtu.be/g9_vPbqh-Zw, accès le 25/12/2012
[185] Utilisateur anonyme. http://anti-system.livejournal.com/131912.html , accès le 25/12/2012

2.4.1.2 La fabrique et la guerre des images : le prolongement de la politique par d'autres moyens

Les images réalisées sont destinées à un usage immédiat. Les vidéo-activistes sont pour la plupart des vidéastes amateurs. La publication et la diffusion priment pour les amateurs sur la recherche de la perfection (GUNTHERT André, 2007). Les vidéos sont montées en un minimum de temps et publiées dans un format qui prend peu de place, une ou deux heures après l'action. La diffusion de techniques bon marché a ouvert aux militants la possibilité de réaliser leurs propres images et donc de faire eux-mêmes l'expérience de leur instrumentalisation, domaine auparavant réservé aux professionnels. Deux positions s'affrontent : « l'agitprop » et le « vidéo-document ». Le point de départ de « l'agitprop » est une action de rue théâtralisée. Ievgueni Leguedine, vidéo-activiste, explique : « *L'action doit être a priori spectaculaire et scandaleuse.* […] *Filmez de petits morceaux, de deux à trois secondes, si la musique est rapide et énergique. Si elle est lente, les morceaux doivent être plus longs.* […] *Plus la vidéo est courte, plus elle est regardée.* »[186] Comme les autres vidéastes, Ievgueni Leguedine assume sa rupture avec les codes cinématographiques et télévisuels : « *Je n'applique pas les codes de la BBC et je ne suis pas journaliste* […] *J'essaye plutôt de donner mon opinion à la société, puisque mon opinion n'est pas représentée dans les médias nationaux.* »[187]

Dans le cas du « vidéo-document », les preneurs d'images cherchent à documenter les actions de rue et la répression policière. Ce « *journalisme citoyen* » a introduit, comme ailleurs dans les médias en ligne, un déplacement de l'attention « *de la violence des protestants vers la violence policière* » (GREER Chris et Eugene MCLAUGHLIN, 2010, p. 1041). L'action policière reste cependant brutale, malgré la présence des journalistes, que les policiers associent à des médias de l'opposition libérale. La démarche du vidéo-document est celle du collectif anonyme moscovite *IndyVideo*, qui a été le premier en 2002 à s'investir dans le vidéo-activisme, à constituer des archives en ligne d'actions de rue (en collaboration avec le site *Indymedia*) et à apprendre aux militants à filmer leurs actions. Leurs vidéos sont montées dans un ordre chronologique, sans commentaires ni effets spéciaux ni illustration musicale, afin, selon le collectif, de « *montrer l'événement tel qu'il est et permettre au*

[186] http://iwknd.ru/2010/10/evgenij-legedin-pro-media-aktivizm-na-kolenochke/#more-270, accès le 25/12/2012
[187] *Ibid.*

spectateur de choisir lui-même sa relation avec l'événement. »[188] Aucun travail de mise en argument, d'interprétation et de publicisation des termes des problèmes n'est mené.

La mise en forme, la place et la parole de l'auteur se veulent minimales dans les productions d'*IndyVideo*. Le membre le plus actif du collectif explique : « *Le seul moment de paternité, de subjectivisme ou peut-être de manipulation est lorsqu'on choisit les plans et leur succession*. »[189] Celui-ci dit reprendre à son compte le projet esthétique « anti-individualiste » de *Dogme 95*, qui appelait à limiter l'intervention de l'artiste sur le film et à abandonner tout artifice qui « *falsifierait* » la réalité « *matérielle* » et « *psychologique* »[190]. Les vidéastes s'interrogent peu sur le cadrage, les mouvements de caméra et donc sur le sens des situations observées et leur écriture. Le cadre de conventions sans originalité qui organise les films apparaît comme une garantie d'objectivité et de professionnalisme. Cette illusion « réaliste » est efficace en Russie contemporaine[191]. La posture de surplomb objectif est aujourd'hui, selon le journaliste Andreï Arkhangelski, « *la première exigence attendue des journalistes et des informateurs sérieux* »[192]. Selon lui, les « *faits objectifs* », « *cet euphémisme de fonctionnaire* », cachent souvent une absence de conviction et de réflexion articulée, ainsi qu'un refus de tout registre critique de la part de l'énonciateur[193]. Les vidéos militantes font peu sortir les spectateurs des cadres normatifs esthétiques du registre spectaculaire, extrêmement rapide et non impliquant. Elles n'expriment pas un grand « goût tactique » (JASPER James M., 1997, p. 248) en faveur d'un vidéo-activisme qui offrirait un miroir réflexif sur les pratiques militantes. Elles ne sont pas non plus animées par un clair souci didactique qui proposerait des récits construits et une articulation argumentée entre des problèmes publics et des activités militantes qui tentent de les résoudre. Les vidéastes ne composent pas de discours narratifs pour servir les causes. L'acte de raconter, de la narration d'un récit historique est pourtant une façon de donner une assise normative à l'engagement (TROM Danny, 1997).

Aux dires des militants, la bataille des mots est illusoire et perdue. Le travail intellectuel n'est pas valorisé. Une image forte vaudrait mieux qu'un texte pour provoquer une discussion dans la société. Les minorités politiques se servent des outils numériques et

---

[188] http://www.russ.ru/pole/Takticheskie-media, accès le 25/12/2012
[189] *Ibid.*
[190] Entretien du 12 février 2009. Sur le mouvement *Dogme 95* initié principalement par Lars von Trier et terminé en 2005, lire : CHATELET Claire, 2006.
[191] Et également en anthropologie visuelle dans ce pays (PENRAD Jean-Claude, 2005).
[192] http://www.vz.ru/columns/2008/4/7/157655.html, accès le 25/12/2012
[193] *Ibid.*

informatiques pour produire et éditer leur représentation d'elles-mêmes (DOERR Nicole et SIMON TEUNE, 2008), sans l'articuler dans nos cas à un discours construit. L'image amateur est vue par le média-activiste Alexeï Radinski « *comme l'instrument le plus fort d'émancipation* ». Selon lui, il suffirait d'une caméra, d'un ordinateur portable et d'une connexion à Internet pour faire un film : « *Dans le cas du documentaire militant, le plus important, c'est de se trouver au bon endroit et au bon moment*. »[194] Dans la pratique, très peu de personnes se hâtent de produire des contenus visuels, qui sont fabriqués par une minorité (KRILOVAR Alexeï, 2011 ; POELL Thomas et Erik BORRA, 2012). Quant aux médias sociaux, ils reproduisent largement, avec et souvent sans commentaires, les contenus de la presse en ligne (KIRIYA Ilya, 2012).

La production massive d'images négatives sur les opposants par les acteurs pro-gouvernementaux sur Internet nuit également à la formulation de débats politiques contradictoires. Dans la rue, à côté de l'administration musclée des actions protestataires, les acteurs pro-Kremlin organisent des rassemblements de soutien au pouvoir où les participants sont rémunérés pour leur présence[195]. Sur Internet, la lutte du régime contre ses détracteurs n'est pas ouverte et les techniques sont moins frontales et plus anonymes (NOCETTI Julien, 2012). Selon des hackers russes, de grandes sommes seraient consacrées à la délégitimation des opposants, en inondant leurs blogs et sites de vidéos, de photomontages et de commentaires diffamatoires, ou bien en lançant des attaques DDoS (qui gênent le fonctionnement d'un site). Le doute qu'ils sèment dans les esprits a pour objectif de disqualifier l'Internet comme outil de revendication politique, au profit d'usages marqués par une prédominance du divertissement[196]. Ainsi, l'Internet sert de tribune de mobilisation pour les opposants au pouvoir, tandis que les groupes pro-Kremlin brouillent leurs messages.

2.5 La fabrication filmique de deux vidéos d'actions revendicatives

2.5.1 Une campagne centrée sur les médias

La campagne contre le chantier traversant la forêt de Khimki gagne la blogosphère en 2010. La première vidéo étudiée ici est réalisée et publiée le soir du 28 juillet (action 3) sur YouTube par Vitali Chouchkevitch, bloggeur et militant du mouvement d'opposition libérale

---

[194] http://www.artukraine.com.ua/articles/946.html (accès le 25/12/2012). Alexeï Radinski est ukrainien, le média-activisme en Ukraine est très proche dans sa logique de celui en Russie.
[195] La vidéo (https://youtu.be/AneiaGrzrGE, accès le 27/05/2013) montre un meeting en faveur de la construction de l'autoroute traversant la forêt de Khimki et la rémunération des participants.
[196] Comme le montre également Séverine Arsène (2011, p. 897) en Chine.

Solidarnost[197]. Elle rencontre un large écho sur Internet[198]. La vidéo dure près de dix minutes. Elle retient le moment le plus intense de l'action, la raison d'être du film, l'action devant le bâtiment de l'administration (Capture d'écran 1), puis le retour vers la gare. Devant le bâtiment de l'administration, des manifestants lancent des pierres et allument des fumigènes, d'autres tirent des coups de pistolet à air comprimé (Capture d'écran 2). Sur un mur de l'administration, quelques manifestants écrivent à la bombe : « *Nous sauverons la forêt russe* » et « *Déviez l'autoroute !* ».

L'unique symbole visuel est une banderole déployée devant le cortège : « Nettoyons la forêt de l'occupation nazie ! 1941-2010 », écrite en caractères cyrilliques slavoniques (Capture d'écran 3). Les slogans font appel à la protection de la forêt et à la cohésion du groupe : « *Déviez l'autoroute !* », « *Arrêtons l'abattage de la forêt !* », « *La forêt russe !* », « *C'est notre forêt !* », « *Tant que nous serons unis, nous serons invincibles !* ».

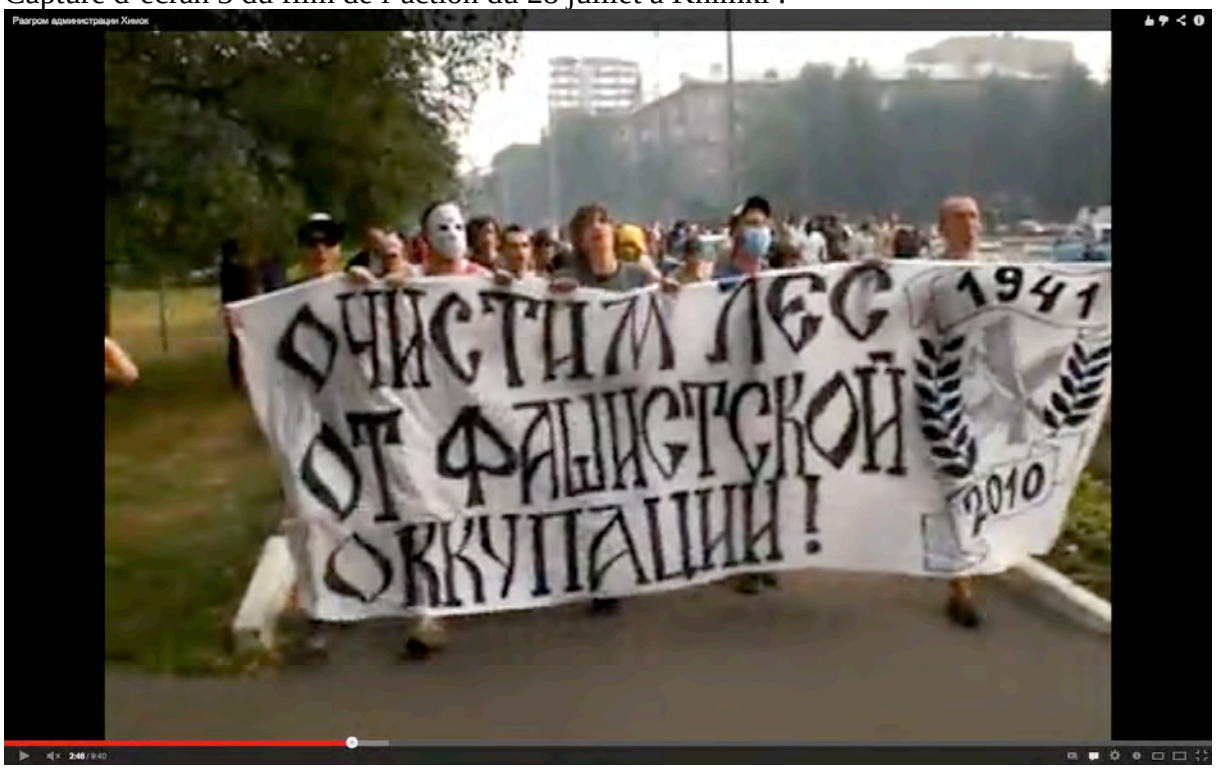
Capture d'écran 1 du film de l'action du 28 juillet à Химки (source : YouTube) :

[197] https://youtu.be/TqQFtJMBPbc, accès le 27/05/2013

[198] Le site YouTube a enregistré 147 428 vues (pour chaque adresse d'ordinateur est comptabilisée une vue), 833 évaluations (on peut cliquer sur « J'aime ce contenu », symbolisé par un « pousse vert », ou « Je n'aime pas ce contenu », par un « pousse rouge ») et 1 074 commentaires (sous la vidéo). La vidéo est reprise par de nombreux blogs et médias en ligne.

Capture d’écran 2 du film de l’action du 28 juillet à Khimki :

Capture d’écran 3 du film de l’action du 28 juillet à Khimki :



Dans la vidéo, les images, assemblées sans structure dramatique, s’enchaînent de manière chronologique. La vidéo donne à voir longuement le groupe marchant dans la ville, laissant croire à une occupation du centre de Khimki, et le mettant en scène à la manière

d'une bande musclée et virile. Ces performances incarnées et contagieuses construisent le personnage du « *militant combattant* » (JURIS Jeffrey, 2008, p. 78). Dans la longue durée des scènes et des plans, le temps est suspendu. On goûte, comme dit le réalisateur et écrivain Jean-Louis Comolli (1997, p. 38), « *à cette fuite du temps qui est à la fois* […] *accumulation de réel et évanouissement de sens* », « *aux vertiges du "temps réel", trou noir de toute cinématographie* ». Les militants sont à la fois les réalisateurs, les acteurs et les premiers spectateurs de leur film. Le film fait à certains égards l'effet d'un film de copains[199].

Les mouvements hésitants et saccadés du vidéaste montrent son émotion dans la situation, prise « sur le vif ». Ces images sont diffusées, partout, jusqu'en Europe – où certains militants ont cru à une véritable émeute. Les blogueurs se les approprient et font circuler par les images de fortes émotions, « *cette énergie érotique de la lutte qui fait partie intégrante du cinéma militant* », selon l'expression du réalisateur Laurent Roth (2004, p. 35)[200]. La démarche du film est de montrer l'enthousiasme des manifestants, qui se veut communicatif, notamment par la diffusion virale des images que favorise l'Internet. Jamais les participants ne disent directement à la caméra pourquoi ils manifestent. Les images fonctionnent comme des démonstrations de force, censées, selon les manifestants, impressionner également les autorités de la ville. Cela tient presque du vœu pieux : le maire de l'époque, Vladimir Streltchenko, ancien colonel ayant combattu en Afghanistan, a la réputation de conduire les affaires de la cité comme en « *état de guerre* »[201].

Le lendemain de l'action, deux porte-paroles informels du mouvement antifasciste, Alexeï Gaskarov et Maxime Solopov, sont arrêtés. Ces arrestations et la campagne publique pour leur libération sont un moment de prise de conscience de l'enjeu politique du conflit autour de la forêt pour différents militants politiques et des droits de l'homme, blogueurs, députés, musiciens et artistes. À partir du 15 juillet, les médias en ligne multiplient les

---

[199] Le genre s'apparente à l'effet « film de famille » des films réalisés par des grévistes étudiés par Bruno Bertheuil (1998). On filme pour garder un souvenir de la lutte et pour les camarades. Dans ces films cependant, les grévistes ne donnent pas à voir seulement les manifestations, mais également les assemblées générales, la rencontre avec les non-grévistes et les problèmes internes au mouvement.

[200] Le terme de « *riot porn* » est parfois employé par les militants occidentaux pour désigner ces images montrant des personnes manifestant, face à une violence policière dure.

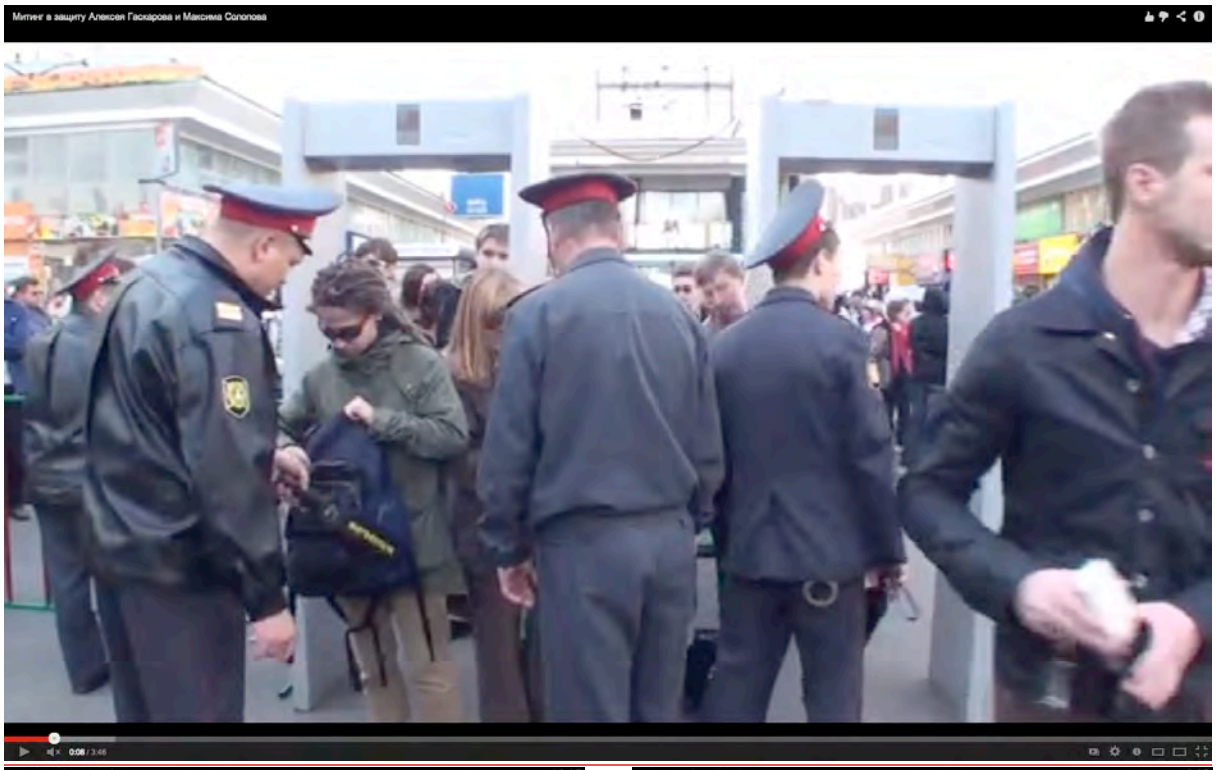
[201] Mikhaïl Beketov a accusé le maire d'être derrière le passage à tabac (2008) qui l'a rendu invalide, puis a entrainé sa mort le 8 avril 2013. Andreï Tchernychev, un responsable de la Mairie, a été condamné en juillet 2013 à six ans d'emprisonnement pour avoir commandité une « attaque conduisant à des lésions corporelles graves, mettant en danger la vie » en novembre 2010 de Constantin Fetisov, chef de la branche locale du parti d'opposition *Russie Juste*. Fetisov a été en fait victime d'une tentative d'assassinat, il est resté deux mois dans le coma. Le chef d'accusation (« tentative d'assassinat ») a été changé par le procureur après l'enquête (http://www.novayagazeta.ru/inquests/58914.html, accès le 05/07/2013).

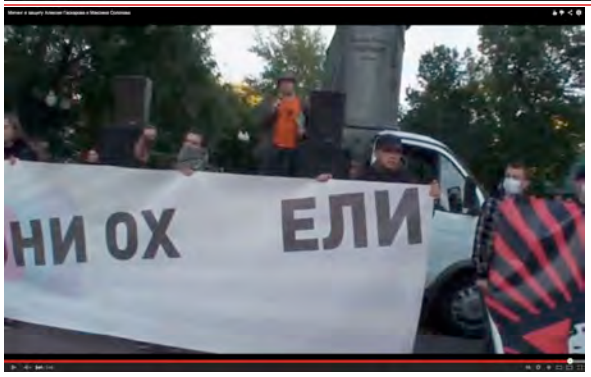
publications. La campagne s'intensifie et la contestation culmine lorsqu'un meeting-concert de soutien rassemble environ 3 000 personnes, le 22 août sur la place Pouchkine à Moscou, avec la présence du célèbre chanteur de rock quinquagénaire Iouri Chevtchouk[202]. Le pic le plus haut des publications sur Internet est alors atteint. Quatre jours plus tard, le Président Dmitri Medvedev annonce la suspension des travaux d'abattage – qui reprennent cependant en décembre. Un mois plus tard, le 19 septembre, un meeting est organisé près de la station de métro Tchistye prudy, pour réclamer la libération des deux militants (action 4). C'est l'objet de la seconde vidéo que nous allons étudier.

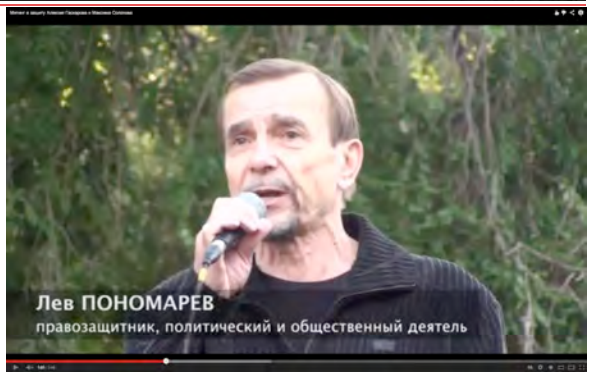
La seconde vidéo ne connaît pas le succès de la première[203]. Elle est intéressante car elle est représentative des films montrant des actions autorisées. Elle est réalisée par l'équipe vidéo du quotidien en ligne *Tchastny korrespondent,* dont une partie est membre d'*IndyVideo*. Elle propose une forme esthétique d'enchaînement propre à la démarche du collectif. Dans un premier temps, la vidéo montre le déroulement du meeting. Les manifestants sont séparés physiquement du reste de la rue par des barrières dont le passage se fait par des portiques détecteurs de métaux (Capture d'écran 4). Ensuite, le meeting implique la présence d'une tribune, lieu principal de la mise en scène (Capture d'écran 5). Sous l'estrade, qu'elles mettent en valeur, deux banderoles imprimées sont tenues par une dizaine de militants. Les mots d'ordre du meeting y figurent : « Arrêtez l'autoroute du massacre ! », « Ils ont pété les plombs ! ». Le film présente quelques déclarations des orateurs, dont il donne les noms et positions en sous-titres (Capture d'écran 6). Ces déclarations sont montées les unes à la suite des autres, entrecoupées d'applaudissements de la foule. Les dernières images de la vidéo montrent le public qui scande des slogans (Captures d'écran 7 et 8).

[202] https://youtu.be/OPwQZQB_FhA (23 808 vues, accès le 27/05/2013).
[203] https://youtu.be/IQ7_tFl6M50 (1 734 vues, accès le 27/05/2013 – vidéo 7).

Captures d'écran 4 à 6 du film de l'action du 19 septembre à Moscou (source : YouTube) :







Captures d’écran 7 et 8 du film de l’action du 19 septembre à Moscou :

L’équipe des organisateurs ne donne pas la parole au public, même sous la forme de questions adressées aux orateurs, les vidéastes non plus, ni sous la forme d’interviews ni par une prise de parole *in situ*. La parole collective est portée par les orateurs. Le processus d’identification du public est empêché par la distance et l’absence de ce fort liant émotionnel

qu'assure la participation, celle du manifestant et celle du spectateur de la vidéo. Le public apparaît comme une foule d'individus anonymes, indisponibles, sortes de tâches aveugles sur l'image. Dans les deux vidéos, l'acte de manifester et celui de filmer sont quasi simultanés. Les pratiques des vidéastes participent peu à un mouvement d'interrogation politique et esthétique sur les rapports de pouvoir se jouant dans la mise en scène militante (le partage des rôles, des espaces et de la parole) et cinématographique (les effets de la mise en scène, du cadrage et du montage, la place du spectateur). Les vidéos rejouent le dispositif du meeting. Elles sont en résonance harmonique avec l'action elle-même, sans distance ni approfondissement critique. Ressaisissons maintenant les sens de l'action du 28 juillet apparus au moment de la réception des images sur Internet.

2.6 Des images et des blogs : une manière de faire entrer en politique des personnes et des collectifs ?

Je vais maintenant replacer les images dans leur contexte iconographique et politique afin d'analyser les images dans leurs communautés de réception. Cette démarche est innovante : les études sur l'iconographie militante se limitent souvent à une interprétation des images par le chercheur. La question qui se pose est : Qu'est-ce que font les internautes réunis, le public de l'Internet militant, lorsqu'ils regardent et reçoivent les vidéos ?

2.6.1 Le pouvoir de l'événement : construction du sens autour de l'action du 28 juillet sur Internet

Dans les interactions en face-à-face ordinaires, les personnes évaluent avec une certaine prudence la situation avant de s'exprimer ou d'agir. Sur Internet, l'utilisateur utilise un pseudonyme. Cet effacement énonciatif s'opère au bénéfice de points de vues bruts, peu argumentés et désarticulés. Les billets relèvent du registre spontané et d'une mobilisation peu structurée (ARSENE Séverine, 2011). Sur YouTube, les commentaires sont courts, enthousiastes, agressifs ou insultants. Le type de langage est familier, le ton conflictuel. Peu d'énonciateurs fictifs cherchent à organiser et à approfondir les débats. Le dispositif constitue moins une arène publique idéale qu'un espace d'interactions complexes entre divers types d'internautes, journalistes et autorités (ARSENE Séverine, 2011). Sur les blogs et les sites, les discussions sont moins chaotiques et les points de vues plus argumentés que sur YouTube et

les plates-formes Tweeter ou Facebook, qui servent davantage à « faire réseau »[204]. Le fil de discussion est long. Les blogs et les sites sont agrégés entre eux et les points de vue plutôt homogènes. Les personnes sont idéologiquement proches et certaines appartiennent aux mêmes réseaux d'interconnaissance hors ligne, que les réseaux sociaux renforcent en créant du commun. Lorsque les blogueurs – journalistes professionnels, utilisateurs anonymes ou bien militants chevronnés – maîtrisent un registre critique, distancé et réflexif, les blogs constituent de véritables plates-formes d'analyse et de débat. Ces blogs excellent dans la diffusion restreinte au sein de petits cercles de personnes qui savent où trouver l'information (« *narrowcasting* »), mais jouent un rôle mineur dans la large diffusion (« *broadcasting* ») (SOBIERAJ Sarah, 2011, p. 175 ; CAMMAERTS Bart, 2007). Avec les réseaux connectés, les micro-récits à la première personne ont remplacé les « grands-récits » militants (POELL Thomas et Erik BORRA, 2012). Des militants libertaires avouent qu'ils n'écrivent plus depuis plusieurs années de grands textes : pour attirer et essayer de capter l'attention de leur public, ils écrivent des textes courts dans un format « blog » ou font des exposés oraux car peu de militants lisent[205].

Sur l'Internet militant, les vidéos du 28 juillet suscitent l'enthousiasme des sympathisants : « *Les gars, je n'ai pas de mot. Vous êtes tout simplement super géniaux ! J'ai même versé quelques larmes quand j'ai regardé cette vidéo.* »[206]. Pour eux, l'action est un succès : « *L'ivresse, l'adrénaline, les flics qui se précipitent, en retard, et ceux qui ont pris peur, la sympathie des spectateurs-habitants, la recension dans les médias importants.* »[207] Si l'on reprend la classification de Roger Odin (2000), le mode de lecture est ici « énergétique » : on regarde la vidéo pour vibrer au rythme des images et des sons. Les vidéos

---

[204] Les Russes seraient les plus gros consommateurs de réseaux sociaux au monde (http://www.inaglobal.fr/numerique/article/la-russie-face-au-defi-des-nouvelles-technologies, accès le 25/12/2012).

[205] Discussion, 2 décembre 2008.

[206] Utilisateur NVH (http://www.antifa.fm/4705.html, accès le 25/12/2012). J'ai cherché les discussions attachées aux vidéos de manière « artisanale », c'est-à-dire en utilisant des moteurs de recherche Google et Yandex (le plus utilisé par les russophones) et y en lançant des requêtes contenant les lieux, les dates et les personnages des événements manifestants. Or, les pages renvoyées par les moteurs de recherche pointent vers des sites bien référencés et l'ordre des pages correspond à l'état de la table des liens au moment où j'ai fait la recherche. Ceci pose problème dans une étude exhaustive et processuelle de la réception sur Internet. Je suis d'accord avec Francis Chateauraynaud (2006) qu'il faudrait créer des espaces d'enquête pour les sciences sociales autonomes qui fonctionnent sur d'autres bases que le référencement et qui puissent rendre compte du caractère controversé et de la dimension temporelle des informations. Il n'existe pas à l'heure actuelle, selon des internautes qualifiés à qui j'ai demandé, d'outils qui permettent de retrouver tous les sites qui ont intégré une vidéo particulière.

[207] Utilisateur a, *ibid*.

sont associées aux images du « *bunt* » (une longue tradition de vastes soulèvements incontrôlables de la paysannerie russe) : « *Le bunt russe va de l'avant !* »[208] Certains internautes se réfèrent également à la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie : « *Bravo, les gars !! Nos grands-pères ont pris Berlin. Vous prendrez le Kremlin !!!!!* »[209]

Le choix du slogan de la « forêt russe » et de l'écriture slavonique ne fait pas l'unanimité. Sur les différents sites et blogs, les utilisateurs construisent collectivement dans des discours le sens du slogan incriminé. Le processus d'identification est laborieux. Un des organisateurs de l'action explique dans un quotidien qu'il faut prendre ce slogan au second degré : « *Nos banderoles, c'est un jeu postmoderniste de sens et de mots. Nous sommes des gars qui ont du goût.* »[210] L'auteur s'approprie la notion russe de postmodernisme, apparue dans les années 1990 en littérature et qui s'apparente à une anti-quête de vérité, en contrepoint de l'humanisme de la dissidence et du pseudo-humanisme du réalisme soviétique[211]. Il reprend à son compte ce jeu de détournement et de brouillage de sens, dans une sorte de jeu autoréférentiel relevant, non de la communication avec un public, mais du *private game*. Le jeu a engagé les troupes et les auditoires de ses concepteurs, mais la suite montre qu'il n'a été compris que par une poignée d'intellectuels et d'artistes encore absorbés par une culture de la critique apparue au début des années 1980, marquée par « *un art de la distance parodique, de l'indifférence paresseuse, de la dérision (le stiob), par le jeu infini, gratuit, avec des simulacres qui tiennent lieu de référent* » (AUTANT MATHIEU Marie-Christine, 2011).

Certains commentateurs approuvent le slogan de la forêt russe : « *Bravo, les gars !!! Vous êtes de vrais patriotes !!* »[212] Pour les militants libéraux et de gauche, le choix de ce slogan est inattendu. Ivan Bolchakov, chargé de la section jeunesse du parti libéral-démocrate *Iabloko*, dit : « *L'esthétique de l'événement, les slogans "Sauvons la forêt russe" correspondent davantage à des mouvements nationalistes qu'à des mouvements antifascistes.* »[213] La connotation nationaliste du slogan est critiquée, y compris par des sympathisants antifascistes : « *Si j'avais vu ça dans la rue, j'aurais pensé que c'était l'Union slave qui manifeste en utilisant la forêt pour faire progresser la "Russité".* »[214] D'autres commentateurs essayent de transformer l'inattendu en quelque chose d'acceptable et de clore

---

[208] Utilisateur konung1980 (https://youtu.be/uz43yRZ_vUI, accès le 25/12/2012).
[208] Utilisateur dmbsa1, *ibid.*
[209] https://youtu.be/uz43yRZ_vUI, accès le 25/12/2012
[210] http://www.kommersant.ru/doc/1481872, accès le 25/12/2012
[211] Sur la notion de postmodernisme russe, voir : DESPRES Isabelle, 2008.
[212] Utilisateur djerry134 (https://youtu.be/uz43yRZ_vUI, accès le 25/12/2012).
[213] http://www.svoboda.org/content/article/2113367.html, accès le 25/12/2012
[214] Utilisateur Andrei (http://www.antifa.fm/4705.html, accès le 25/12/2012).

le débat : « *Le slogan ne doit pas être pris au pied de la lettre, dans un contexte précis, mais comme un signe formel* »[215] ; « *Le fait qu'ils aient usurpé le mot "russe" n'en fait pas une exclusivité pour les fachos* […] *Arrêtons ces débats linguistiques politiquement corrects* »[216]. Finalement aucune position objectivée sur le patriotisme, thème politique primordial en Russie, ne sort des discussions sur les réseaux sociaux.

Le slogan de la « *forêt russe* » pose question. Les images de l'action n'en sont pas moins fortes pour autant. Une image n'est pas un texte. Elle est concrète, elle provoque des émotions. Elle entre en résonance avec un savoir visuel partagé, inscrit dans une sensibilité politique répandue (le patriotisme, le culte de la force) ou un langage visuel commercial (par exemple les vidéos-annonces de certaines actions imprégnées de la culture du clip et de la publicité). Dans les relations médiatisées à distance, sur Internet, dans le « jeux des expressions » des différents acteurs (GOFFMAN Erving, 1969 ; LOFLAND John, 1976), les militants antifascistes reproduisent toujours le même schéma de démonstration de force, qui correspondrait, selon un organisateur du 28 juillet, au modèle viril dominant :

> « Les gars de Khimki posent eux-mêmes le cadre de la communication. Ils sont machos, ils respectent la force et ne respectent pas la loi. Et c'est à la mode dans plusieurs milieux de…, merde, dans ce pays, il y a beaucoup de gens qui veulent jouer selon ces règles. Vous ne respectez pas la loi. Nous non plus. Vous aimez faire des démonstrations de force. Permettez, nous aussi. Tout le monde a le droit à ses quinze minutes de démonstration de force dans cette société. »[217]

La rhétorique du pouvoir, les discours politiques et les médias présentent continuellement des images de violence, de peur et d'intimidation (TERSKIKH Marina V., 2001). Ces images entretiennent en Russie la violence (MATZA Tomas, 2010, p. 317) et la conviction que l'on ne peut se faire entendre et respecter que par l'usage de la force. C'est l'action provocatrice des « *gars de Khimki* », les autorités locales, qui justifiait, dit l'organisateur, la réponse « musclée » des antifascistes. Cet acte de représailles les aurait fait basculer d'une position de « victimes passives » à celle « d'acteurs et de justiciers » (WAHLSTRÖM Mattias, 2011, p. 377).

Selon plusieurs utilisateurs, le choix de la forme de l'action s'est imposé naturellement. D'abord, l'action n'a pas eu lieu dans la forêt car quelques centaines de policiers, des OMON (la police anti-émeute), des agents de sécurité et des militants ultranationalistes y auraient frappé et arrêté les manifestants. Or, en l'absence de leaders

---

[215] Utilisateur Alucard, *ibid*.
[216] Utilisateur J.W., *ibid.*
[217] Interview d'un « meneur » antifasciste par le journaliste Oleg Kachine (http://www.kommersant.ru/doc/1481872, accès le 25/12/2012).

d'organisation, la violence policière serait passée sous silence. Un militant explique : « *S'il y avait eu Udaltsov, il aurait téléphoné dix fois aux agences de presse* […] *aurait donné trente interviews. Mitrokhine aussi. Ils ont une organisation, eux.* »[218] Les journalistes ne se déplaceraient pas pour une action pacifique : « *Dans la forêt, le mari de Tchirikova* [la leader du Mouvement] *a été attaqué.* […] *Mais ça, ça n'intéresse personne : il n'y a rien à filmer dans la forêt et il faut amuser les journalistes.* »[219] Le choix d'une action symbolique est pour eux justifié : « *Dans la forêt il y aurait eu des gueules cassées, c'est du masochisme. Alors que là, les gens sont venus. Il n'y a pas eu de victimes. Ils ont organisé une riot* [en anglais], *et avec cela éclatante, colorée, savoureuse.* »[220]

Pour une partie des militants démocrates libéraux, l'événement renvoie négativement au passé. Ilya Iachine, un des leaders de l'opposition libérale, dit : « *Dans le monde contemporain, la révolution est non-violente.* […] *L'opinion publique ne sera jamais du côté des organisateurs de pogroms. Le temps des bolcheviques est révolu* »[221]. Pour les partisans de l'action, au contraire, l'événement se situe dans le paysage contemporain des luttes : « *Tu as entendu parler de ce qui se passe en Grèce ? Tu penses que là-bas on écouterait des déclarations pacifiques ?* »[222] La transaction avec l'événement a cet enjeu : justifier (ou non) la possibilité d'agir hors du cadre des actions autorisées. Le risque n'est pas seulement qu'une confrontation frontale avec les autorités puisse remettre en cause la fragile existence des coalitions. Pour les militants libéraux, l'action spontanée est une déviance. Nous voyons que les mises en récit faites par les militants marquent également des frontières entre les organisations (WAHLSTRÖM Mattias, 2011, p. 382).

Dans les heures et les jours qui suivent l'événement, lorsqu'il s'agit de le situer dans l'ordre du sens, certains accusent les manifestants d'avoir agi non pas pour la défense de la forêt, mais en réaction à l'attaque du campement par des ultranationalistes le 28 juillet (voir chapitre 1 pour la chronologie des événements). Les critiques fusent : « *Il fallait faire voir que l'on pouvait se montrer en plus grand nombre et poser devant les caméras avec des armes traumatiques. Et bien sûr, il fallait montrer qui est plus russe que les autres* »[223]. Pour certains, les manifestants ne seraient pas de « vrais » militants politiques : « *Il ne faut pas*

---

[218] Utilisateur sssmirnov (http://maskodagama.livejournal.com/623396.html, accès le 25/12/2012). Sergeï Udaltsov est le leader du groupe « Front de gauche » et Sergeï Mitrokhin est le président du parti libéral et démocrate *Iabloko*.
[219] Utilisateur blancanevies, *ibid.*
[220] Utilisateur Dobriykaban, *ibid.*
[221] http://echo.msk.ru/blog/yashin/699136-echo, accès le 25/12/2012
[222] Utilisateur IUC (http://www.antifa.fm/4705.html, accès le 25/12/2012).
[223] Utilisateur a, *ibid*.

donner l'illusion que ces dix minutes de voyoutisme devant une administration vide, c'était une prise de position citoyenne. […] *Une marche et quelques lancés de pierre avec des journalistes invités au préalable, c'est de la gloriole* »[224]. On voit avec ces quelques retranscriptions que la réception des événements et les mises en intrigue sont multiples et mouvementées. Après avoir porté notre attention sur les différents sens des images donnés par les utilisateurs d'Internet, je montrerai ce que les images circulant sur Internet font au quotidien des militants et à l'action politique.

2.6.2 Le prix de la mise en visibilité et d'une stratégie médiatique

La visibilité des militants sur Internet les expose à des poursuites judiciaires, des menaces et à se retrouver dans le viseur du pouvoir. Le 28 juillet, les policiers, absents, n'ont pas filmé les manifestants. Les caméras de surveillance autour de la mairie, selon plusieurs bloggeurs, n'auraient pas fonctionné. L'identification des participants s'est basée sur les seules images que les manifestants ont eux-mêmes diffusées sur Internet. Certains blogueurs ultranationalistes ont ensuite révélé sur les réseaux sociaux l'identité de l'un des meneurs, Petr Silaïev, qui a quitté le territoire russe et a fait jusqu'en juin 2014 l'objet d'un mandat d'arrêt[225]. Les journalistes et les blogueurs qui ont filmé l'action ont été arrêtés le lendemain et soumis à des interrogatoires. Les actions étincelantes des militants antifascistes, malgré l'intermittence des apparitions, ont eu des conséquences judiciaires et morales lourdes pour ceux que les autorités ont pris pour des meneurs.

Sur le plan de l'action politique, les investissements des militants pour capter l'attention des médias impliquent comme ailleurs un désinvestissement à l'égard d'un travail militant de terrain (NEVEU Erik, 2010, p. 250), par manque de temps et d'intérêt. Les croyances liées aux capacités de « changer la société » par l'Internet ont redéfini les priorités. Comme dans d'autres pays, les militants s'adaptent aux besoins des médias (RUCHT Dieter, 2004) plus qu'ils n'élaborent une stratégie propre. De même qu'en art, les performances militantes peuvent être conditionnées par les attentes de la documentation (LAPALU Sophie, 2009, p. 74)[226]. Dans cette optique, le regard médiatique redéfinit le cadre manifestant (HATUKA Tali, 2011). Les réunions sont alors destinées prioritairement à préparer les actions. À l'intérieur des organisations, la réflexion et les débats sont étouffés, alors que ces activités

---

[224] Utilisateur blancanevies (http://maskodagama.livejournal.com/623396.html, accès le 25/12/2012).
[225] En 2016, il vit toujours en Finlande, où il a obtenu l'asile politique.
[226] Le mémoire de Sophie Lapalu (2009) sur les actions artistiques de rue anonymes et non spectaculaires qu'elle appelle actions furtives exposées m'a été d'une grande aide pour réfléchir aux actions *in situ* et à penser la question des « documents » produits par les militants.

sont pourtant capables de façonner un imaginaire et des conduites politiques et de favoriser l'innovation tactique (SOBIERAJ Sarah, 2011).

La stratégie médiatique oppose les organisations en même temps qu'elle les lie. Pour atteindre une visibilité significative, il faut faire nombre devant les caméras. Les coalitions permettent d'augmenter le nombre des participants aux rassemblements (GROMOV Dmitri, 2008, p. 24). Mais l'alliance entre les mouvements libéraux, écologistes, antifascistes, libertaires et de gauche est fragile. L'unanimisme fut intenable lorsque la leader du Mouvement de Khimki Ievguenia Tchirikova, y inclut les militants ultranationalistes. L'accord fut rompu, le *nous* ne pouvait plus tenir.

La stratégie médiatique nourrit autant de croyances que de frustrations chez les militants (BARASSI Veronica, 2009). Les actions spectaculaires seraient intelligibles pour les seuls initiés, c'est-à-dire les militants, dit un internaute : « *Les passants hallucinent et ne comprennent pas ce qui se passe* »[227]. Selon ce dernier, l'idée retransmise par les médias serait « *si incompréhensible qu'on* [prendrait] *les participants pour des timbrés* »[228]. La stratégie médiatique est, selon le militant et doctorant Ilya Matveïev, une spirale qui mine le militantisme : « *Sans une base politique bien organisée, sans des personnes qui soient réellement impliquées à faire quelque chose, vous ne pouvez pas faire avancer votre cause. Le média-activisme est politiquement inefficace.* »[229]

Il est difficile d'évaluer concrètement l'efficacité des mobilisations en ligne et les effets de résonance du web sur l'engagement. La nature des publics civiques concernés est peu aisée à identifier (ARSENE Séverine, 2011, p. 896). Iaroslav Nikitenko, militant du Mouvement de défense de la forêt, dit : « *La forêt de Khimki a obligé énormément de personnes à réfléchir* »[230]. Mais seule une vingtaine de non-militants se sont vraiment engagés dans la lutte au cours des cinq années de la campagne de défense de la forêt. Le militantisme en Russie attire peu de personnes, confie Ilya Matveïev : « *Nous n'avons pas assez de militants, nous n'avons pas assez de personnes qui nous fassent confiance* [...] *C'est pour cela que, dans ce désert de la politique en Russie, les gens se tournent vers les médias pour les utiliser, pour singulariser la politique* »[231]. Selon une causalité circulaire, l'absence de militants et de base sociale invite au choix de la médiatisation. Ce processus ne comble pas,

---

[227] Utilisateur 4epenoug (http://anti-system.livejournal.com/131912.html, accès le 25/12/2012).
[228] *Ibid*.
[229] https://youtu.be/g9_vPbqh-Zw, accès le 25/12/2012
[230] Discussion informelle, 11 janvier 2013.
[231] https://youtu.be/g9_vPbqh-Zw, accès le 25/12/2012

mais creuse le fossé entre les militants et le reste de la population, entre les leaders ou militants chevronnés et les militants de base, qui viennent et qui quittent le mouvement rapidement. La stratégie médiatique fonctionne comme cause et conséquence de l'érosion du militantisme (NEVEU Erik, 1999).

Ceci dit, l'Internet est bien le lieu de nouvelles formes d'expression[232] et de contestation qui travailleraient en sourdine et en profondeur la Russie connectée, plutôt insensible au militantisme traditionnel[233]. L'Internet permet moins, il est vrai, un passage à l'action qu'un engagement ludique et « distancié » (ION Jacques, 1997, p. 81). Mais ces usages participent toutefois, dans un pays où le droit de prendre la parole publiquement sur les scènes médiatique, judiciaire, scientifique et de la rue est limité et où le « refus de participer » (CEFAÏ Daniel *et al.*, 2012, p. 12) est monnaie courante, à un certain apprentissage de l'argumentation et du débat, au-delà des cercles d'amis et de la famille. Pour de nombreux analystes russes, l'expérience partagée des médias en ligne est un facteur d'émancipation de la classe moyenne urbaine[234]. Ces activités numériques avivent l'irritation, historique et grandissante, des personnes contre le gouvernement. L'Internet n'a cependant pas provoqué un séisme dans la culture partout. Tout semble du moins l'indiquer, il faudrait des études ethnographiques poussées pour l'affirmer. Une étude (LEVINSON Alexeï, 2014) sur les quartiers non centraux de Moscou montre que ceux qui se rendent le moins dans des établissements culturels sont aussi ceux qui utilisent le moins l'Internet. Le profil de l'utilisateur type de l'Internet est un jeune Moscovite aisé et de souche[235]. La télévision est la principale source d'information pour la majorité de la population, y compris dans la capitale.

Les images militantes sont un bon baromètre de l'esprit public d'une époque et d'un milieu et de la mise en sens du politique sur le terrain militant[236]. Ces images disent quelque chose sur la manière dont les militants font la politique[237]. Leur étude nous a permis d'en donner quelques critères esthétiques et de dessiner une typologie des engagements politiques dans lesquels elles s'inscrivent. En Russie, l'impératif de la résistance dans un environnement

---

[232] L'Internet bascule ces utilisateurs dans un nouveau régime de l'émotion et de l'intimité (LAMBERT Alex, 2013). Nous y reviendrons dans le prochain chapitre.
[233] ZASURSKI Ivan et Andreï MIROSHNICHENKO, 2011, « La révolution Facebook : Internet vs la télévision », (http://finam.fm/archive-view/5245/, accès le 01/06/2013).
[234] http://kinoart.ru/archive/2011/02/n2-article2, accès le 01/06/2013
[235] Selon cette étude, les jeunes femmes utiliseraient dix fois moins l'ordinateur que les jeunes hommes.
[236] On peut citer le cas exemplaire du cinéma militant des années qui ont suivi Mai 68 en France (LECLER Romain, 2013).
[237] C'est ce que montre Alain Dewerpe (2006) à propos des photographies de la manifestation de Charonne qu'il analyse.

hostile et imprévisible précipite toujours les collectifs et les vidéastes dans l'urgence, la compétition et l'exposition – au lieu de les orienter vers la consolidation interne des mouvements, la réflexion, la mémoire des luttes et la participation. L'action de rue et ses images brutes sont la priorité des militants.

En Russie, les vidéo-activistes appartenant à la population urbaine et cultivée ont nourri beaucoup de discours et d'espoirs sur la participation de tous, la constitution d'un espace public numérique autonome et la remise en cause des autorités par des formes populaires ou cultivées de recours aux images photographiques et filmiques diffusées sur Internet. Après plus de dix ans d'Internet militant en Russie, une question demeure plus que jamais d'actualité : comment passer des « *ghettos informationnels* » des médias d'opposition (KIRIYA Ilya, 2012) à la vie réelle ? Il ne suffit pas pour ces cercles connectés d'universaliser leur propre désir de société, de croire que les pratiques numériques et le recours à l'image étant ouvertes, ils seraient accessibles à tous, comme le note justement Dominique Cardon (2010). Nous avons vu dans ce chapitre que les vidéos militantes telles qu'elles sont produites ne permettent pas aux publics profanes de se plonger dans les conflits et de saisir les enjeux et les ressorts de l'engagement des manifestants. Les images et les énoncés rebelles ne garantissent pas à eux seuls l'émancipation. Les images sont absorbées par des logiques de mise en spectacle (POELL Thomas et Erik BORRA, 2012) et de marketing politique, qui se sont mises en place en Russie dans les années 1990. Cette manière de se rendre visible par la production d'événements médiatiques met en scène et en intrigue sur Internet des opposants au système. Mais la mise en arguments et en images n'est que superficielle, elle n'est compréhensible que par un petit cercle d'initiés. Cette « stratégie de publicisation » des causes (CEFAÏ Daniel, 2007, p. 495) néglige, dans l'action et dans l'image, la parole et le contact avec les « sans voix ». Dans l'espace social atomisé, les projets politiques des opposants au régime ne cherchent pas à articuler ces voix, par le bas, en un « nous ».

Conclusion

L'analyse des cadrages de situations de rassemblement en coprésence m'a permis de montrer comment les différents participants, manifestants, policiers et passants, coproduisent les actions de rue autorisées et spontanées. On a mis dans un premier temps l'accent sur les règles des rassemblements et la conformité des participants à celles-ci. Ensuite, différents formats de production et de réception de l'action de l'événement du 28 juillet 2010 ont été décrits. Ceci a permis de montrer comment les militants avaient compris les enjeux des

situations et réagi à l'enchaînement des événements, *dans* le cours des actions, puis par des discours et des images *sur* la situation. Nous avons vu que les conséquences performatives des actions, tant en terme d'actions que de définitions des situations, sont loin de correspondre à des effets voulus et anticipés par les organisateurs qui les initient.

Le cadrage des situations, les dimensions expressives ainsi que les différentes positions d'action et de discours observables dans les agencements situés sont liés à des éléments d'explication et d'interprétation qui dépassent la situation de coprésence. Cette situation est modelée par des visées stratégiques, des contextes de sens et des dimensions identitaires dont l'étude ne pourrait se limiter à l'observation des actions de rue (TRAÏNI Christophe, 2010). Nous allons donc sortir du cadre de la coprésence, mais tout en y en gardant nos points d'ancrage situationnels, comme l'invite Daniel Céfaï (2012) et sans laisser de côté les indices que la situation de coprésence a révélés sur les activités et que, soulignons-le, la majorité des chercheurs et des acteurs rejettent encore aujourd'hui du côté du factuel et ignorent (CEFAÏ Daniel, 2007, p. 668). L'analyse va dans le chapitre suivant se porter au sein des coalitions et des communautés militantes qui les composent. Nous allons voir comment l'action protestataire est tendue entre des processus de choix stratégiques et des contraintes morales de chaque organisation quant à ce qu'elle considère être l'action politique qui convient. Un aspect de la coordination est celui du choix de la forme d'action. Je présenterai les moyens d'action à la disposition des groupes à partir d'une conception élargie de la notion de « répertoire de l'action collective » (TILLY Charles, 1986), qui fait référence aux différents moyens d'agir en commun en usage sur un territoire[238]. Dans cette démarche, nous verrons à quel ordre moral renvoient les choix des formes d'action. En dépit et à travers les variations qui affectent l'agir revendicatif, on sondera son horizon de sens, réactualisé à chaque action. Les questions qui vont nous intéresser sont : Pourquoi les militants choisissent-ils tel mode d'action plutôt que tel autre ? Quels champs de possibilités morales et politiques s'ouvrent et se ferment selon les façons d'agir ?

[238] Le nôtre sera plus moscovite que national, même si les situations moscovites entretiennent des rapports avec d'autres situations en Russie et que l'analyse des premières donne des éléments de compréhension pour les secondes.

III. Faire coalition à Moscou. Engagements et difficultés de la mise en commun

Dans le chapitre précédent l'analyse a porté sur les moments de visibilité maximale, hautement cinégéniques, de l'activité revendicative que sont les actions de rue. L'écart entre mes attentes concernant l'action revendicative et les situations vécues a fait naître des énigmes empiriques, que je vais continuer à explorer. L'attention sera portée ici à une large gamme d'engagements pratiques (THEVENOT Laurent, 2006), de formes d'expériences et de personnes sur laquelle l'action revendicative des coalitions s'appuie. Pour cette raison, l'analyse ne me limitera ni aux actions de rue ni aux réunions formelles de délibération concertée : elle sondera tous les lieux où les militants échangent. L'objectif est ici de comprendre comment opèrent un grand nombre de contraintes pragmatiques sur l'organisation de l'activité revendicative, dans son ensemble et dans le détail. Ces contraintes pèsent de leur poids cognitif et normatif sur les situations, les actions et les personnes.

Dans cette perspective, les coalitions seront considérées comme une sorte de laboratoire d'expérimentation naturelle où sont mises à l'épreuve les conceptions de ce que dans les sciences politiques on appelle une « société civile ». Cette notion ambiguë et élusive s'est imposée depuis l'effondrement des dictatures d'Europe du Sud et d'Amérique latine, et elle s'est généralisée avec un pic de succès au début des années 1990, au moment de la fin de la guerre froide, de la dislocation du bloc soviétique et des mots d'ordre de glasnost et perestroïka. Elle continue d'être utilisée comme un présupposé allant de soi pour les contextes autoritaires. Pour l'organisation de ce « test », je pars du constat que les coalitions correspondent à des arènes inter-organisationnelles, où celles-ci entretiennent des relations de coopération et de compétition, sur les scènes desquelles se rencontrent et circulent des personnes, des groupes, des idées, des tactiques et où des thématisations communes s'élaborent, des plateformes idéologiques se constituent et des alignements organisationnels se mettent en place (CEFAÏ Daniel, 2007 ; DIANI Mario et Doug MCADAM, 2003 ; OSA Maryjane, 2003 ; MISCHE Ann, 2008). Celles-ci s'efforcent de partager des causes à défendre, des analyses de la situation, des objectifs à atteindre et des ressources à mobiliser, des adversaires à combattre et des publics à rallier. Ces rencontres et ces mises en commun constituent des épreuves pour les personnes et les organisations. Or, ces épreuves révèlent des caractéristiques de l'expérience militante. Leur analyse peut nous aider à saisir certains événements et repères de la vie politique moscovite. Les études qui lui sont consacrées ont

toujours considéré la « société civile » russe comme une unité (incomprise d'un « peuple apolitique » et réprimée par le pouvoir) : une conséquence est que le rôle de la configuration interne du militantisme dans l'orientation de son action n'a pas été suffisamment dégagé[239].

Dans le chapitre précédent, l'analyse des actions de rue s'est basée sur une enquête ethnographique et filmique ainsi que sur de nombreux documents, récits et images produits et diffusés par les militants sur Internet. Pour le présent chapitre, les documents disposibles furent rares : les militants ne filment pas les réunions (je ne me suis pas autorisée à le faire), en parlent peu et n'écrivent pas de comptes-rendus (j'écrivais mes impressions après les réunions, en général dans le métro). Les données consignées dans le carnet de terrain furent par conséquent inégales et fragmentaires : la compréhension des réunions et de la vie des personnes s'est surtout faite par imprégnation lente et continue des pratiques. Le parcours est le suivant. Nous partirons d'une analyse du meeting et de ses liens politico-affectifs qui transcendent le présent immédiat et entrent pour partie en résonance avec la dissidence soviétique. Le choix du meeting s'inscrit dans une politique symbolique dont je décrirai quelques opérations et images (3.1). Les parcours biographiques des causes publiques défendues par les coalitions, leurs contextes et leurs conséquences seront ensuite retracés (3.2). Puis, je présenterai deux grands types de comportements visibles dans l'agir et le vivre ensemble des collectifs et je dirai de quelle manière ceux-ci influencent la marche des coalitions et leurs stratégies organisationnelles (3.3). Ceci nous permettra d'aborder ensuite la question des tensions, des conflits de légitimité et des compromis dans la vie des collectifs et leurs conséquences sur les coalitions comme expérience politique (3.4). Une mise en contexte historique du milieu contestataire et de la place sociale de cette marge nous offrira des clefs d'interprétation face aux paradoxes de la communauté politique en Russie (3.5). Nous finirons en rassemblant tous les fils de cette réflexion autour de l'expérience collective des coalitions pour tenter de frapper d'estoc la question de l'agir politique dans la Moscou contemporaine et de la si mauvaise réputation de celui-ci (3.6).

[239] Je ne minimise pas le rôle de la répression, qui fait l'objet du chapitre suivant.

3.1 Une écologie de la protestation défavorable et des manifestations à fort contenu symbolique

« La particularité de la politique contemporaine […] est de se battre pour l'existence même de la politique. Le redoublement correspond […] à une réinstauration des conditions mêmes de la politique, et de son milieu subjectif d'existence. Que cette réinstauration n'ait rien de naturel implique, comme beaucoup de penseurs contemporains l'ont souligné, que la politique peut ne pas exister »
Bernard Aspe, 2011, *Les mots et les actes*, p. 87-88

Le régime soviétique avait défiguré le meeting, la manifestation et la réunion politique en des rituels obligatoires organisés par les autorités, où les personnes démontraient, au moins formellement, leur soutien au régime, sans expression possible de désaccords[240]. La matrice meeting/manifestation, qui correspondait au modèle révolutionnaire de la célébration (KOUSTOVA Emilia, 2006), constituait avec les réunions les lieux principaux de la production discursive du système. Ces lieux donnaient le ton (la forme de la performance et la tonalité émotionnelle) à la majorité des rituels soviétiques officiels. Ils véhiculaient ce que Vladimir Grebkine appelle « l'enveloppe sociale de la culture soviétique » (1998, p. 93)[241]. De la perestroïka à l'effondrement du système soviétique, l'action de rue est redevenue un acte de protestation associé à des revendications de groupes indépendants du Parti[242]. Le répertoire d'action collective pré-révolutionnaire a été exhumé, en premier lieu le meeting protestataire, qui est aujourd'hui le mode d'action le plus répandu en Russie, à Moscou comme en province. Une question se pose alors : D'où ce pôle de l'institutionnalisation des pratiques manifestantes tire-t-il sa supériorité sur les autres formes d'action, eu égard à son montage pratique autant qu'à sa dimension symbolique ?

3.1.1 Le meeting, histoire d'un dispositif

Le meeting s'apparente aujourd'hui, nous l'avons décrit, à un rituel à la fois vital et peu expressif. Le public y est passif, le programme fixé à l'avance et les orateurs tentent de ne pas se contredire. Pour le militant Ivan Ovsiannikov, le format actuel du meeting est « *beaucoup*

---

[240] On en sait en fait fort peu sur l'engagement réel des personnes (BAZIN Jérôme, 2008). Pour la période des années 1960-1980, des études basées sur des entretiens *a posteriori* ont montré que les participants portaient peu d'attention aux contenus des manifestations (slogans et pancartes) et des élections (YURCHAK Alexeï, 2005, p. 15).

[241] Quelques tentatives limitées et réprimées d'actions protestataires eurent lieu. Pour un inventaire de celles-ci, voir : KOZLOV Vladimir, 2006 et ALEKSEEVA Liudmila, 1992. Pour l'une des plus connues, la grève réprimée dans le sang dans une usine de locomotives en juin 1962 à Novocherkass (province de Rostov-sur-le-Don), lire l'ouvrage de Samuel H. Baron (2001) et, sur la mémoire de cet événement, l'article de Oksana Sarkisova et Olga Shevshenko (2011).

[242] Carole Sigman (2009) a étudié les trajectoires des animateurs et dirigeants de ces clubs politiques informels moscovites à la perestroïka.

plus autoritaire et ennuyeux [que les meetings du début du XXe siècle], *il semble qu'il descende des meetings soviétiques avec leur scénario programmé et leur vote à l'unanimité* »[243]. En effet, le meeting, apparu en Russie dans les années 1870 et dont le terme *miting* vient de l'anglais, correspondait dans son sens classique et à l'époque des révolutions de 1905 et 1917 à des débats vifs et passionnés[244]. Le meeting n'est pas revenu à ce format prérévolutionnaire ni à l'effervescence des meetings de la perestroïka[245]. Il est en fait l'écho d'une tradition plus palpable, celle du mouvement dissident, qui, selon le militant socialiste (section russe de la IVe Internationale) Ilya Boudraitskis, apparaît pour tous les mouvements protestataires actuels comme un héritage, qu'il soit revendiqué, ignoré ou critiqué, lourd de passé. Sur le plan politique, le bilan tiré de l'action des dissidents est pour lui celui de l'échec car les idées de ce mouvement ne sont pas passées dans la réalité du pouvoir[246]. Les dissidents ne sont pas devenus des acteurs politiques actifs à la chute du régime (OUSHAKINE Sergei, 2001)[247].

La première action revendicative publique réclamant le respect des droits de l'homme en URSS fut un meeting organisé par les dissidents le 5 décembre 1965 sur la place Pouchkine à Moscou, appelant à la transparence d'un procès politique contre deux

---

[243] Militant du Mouvement socialiste de Russie (http://anticapitalist.ru/documents/sovetyi_aktivistam/mitingsmysl.html#.UpXYkmRvwz0, accès le 27/11/2013).

[244] L'écrivain Varlam Chalamov (1986, p. 129) dit qu'à la période révolutionnaire « *tout le monde était orateur, tenait des meetings, mobilisait des gens – tout le monde, du moins, s'essayait à la tribune des orateurs* ».

[245] Margarita Kitaigorodskaia et Nina Rozanova (2010) ainsi qu'Anna Borodatova et Levon Abramian (1992) parlent de polyphonie des voix dans les meetings de 1990 où les gens issus de différents mondes sociaux discutaient ensemble avec le désir de se constituer en un « nous » et de détruire en commun par la parole leurs ennemis (communistes ou démocrates). Les auteurs comparent la « langue des meetings » à la langue des marchés, comme elle pleine de jeux de mots et de plaisanteries, qu'ils associent à la culture populaire, carnavalesque décrite par Mikhaïl Bakhtine (1982), où règne une forme particulière de contacts libres, égalitaires, familiers entre des individus séparés dans la vie quotidienne par des barrières infranchissables. Cette langue vivante et parfois agressive se manifestait également au quotidien, dans les files d'attente, les magasins, les transports et les gares.

[246] Conférence *Идеи и наследие Сахарова и советских диссидентов: правое или левое* [Les idées et l'héritage de gauche et de droite de Sakharov et des dissidents soviétiques], 28 juin 2011, Centre Sakharov, Moscou. L'héritage de la dissidence est revendiqué par les militants des droits de l'homme (DAUCE Françoise, 2013, p. 142) et démocrates, y compris par la jeune génération (SHUKAN Tatyana, p. 58), et par des militants plus radicaux. Nadia Tolokonnikova du groupe féministe punk des *Pussy Riot* a déclaré devant le tribunal de Moscou le 8 août 2012, lors de leur procès, que les jeunes filles étaient « *des élèves et des descendantes des dissidents* ». Cet héritage, sans être revendiqué, est aussi audible chez des militants libertaires dans l'emploi récurrent qu'ils font du slogan dissident : « *Respectez vos lois !* ».

[247] Même lorsque le champ du possible s'est élargi à la perestroïka et après 1991, la plupart des dissidents se sont tenus éloignés de la vie politique. Cette position a été critiquée par certains d'entre eux, par exemple Vladimir Bukovski (BOOBBYER Philip, 2009b, p. 480).

intellectuels, Andreï Siniavski et Iouli Daniel[248]. Les dissidents, dont le plus connu d'entre eux Andreï Sakharov, sont devenus le symbole de la force morale et du combat pour la liberté intellectuelle. Sur le site de l'ONG de défense des droits de l'homme *Memorial* il est dit que les dissidents étaient des « *personnes suivant au pied de la lettre la loi,* […] *loin de tous se voir comme des opposants politiques* »[249]. L'expression et la rhétorique de ce mouvement étaient imprégnées des référents symboliques des discours publics soviétiques existants (OUSHAKINE Serguei, 2001)[250]. L'accent était mis sur le respect de principes moraux et l'appel à l'application de la loi (NATHANS Benjamin, 2007), même si ces protestations pouvaient être investies d'un sens politique.

La perestroïka constitua un autre maillon essentiel de la chaîne de légitimation du meeting. Cette époque fut l'enfance de l'art protestataire en Russie contemporaine, fulgurante et fragile, manipulée et prophétique et dont plusieurs scènes, mots et gestes se répéteront par la suite. En raison de l'assouplissement du contrôle social et politique par l'État-Parti et de la possibilité de créer des groupes politiques (les « clubs politiques ») à partir de 1987, une partie de l'intelligentsia, assoiffée de changements, se mit à organiser des réunions et des meetings. Ces premières rencontres furent des moments fragiles de liberté joyeuse et amicale, radicalement ouverts. Le but premier de ces rassemblements était de réclamer l'abrogation du rôle dirigeant du Parti communiste de l'Union Soviétique (article 6 de la Constitution). Sur les questions politiques et les perspectives concrètes, les idées dans les réunions étaient par contre vagues, pour les participants comme pour les animateurs et les leaders (NISNEVICH Iouli, 2013). Les discours que la perestroïka suscitait se présentaient avant tout comme des discours sur le passé, sur le système lui-même et non pas sur la définition d'une politique (LAURENT Eric, 1988, p. 21)[251]. Plus généralement, les positions entre les communistes et leurs opposants étaient très polarisées et irréconciliables : susciter ou construire des positions communes était impensable. Les vivre ensemble était inconcevable.

---

[248] De nombreuses révoltes éclatèrent dans l'empire soviétique à partir de la fin des années 1950. Lire, à ce sujet : KOZLOV Vladimir, 2002. Excepté pour les événements de juin 1962 à Novotcherkassk, le sujet de ces révoltes n'a pas attiré beaucoup de chercheurs occidentaux.

[249] http://www.memo.ru/history/DISS/, accès le 13/11/2013

[250] Suite au rapport de Khrouchtchev en 1956 on voit un lent retour de la rhétorique des « normes » et de la « loi » en URSS.

[251] Il faut convenir, à la décharge des acteurs de l'époque, que la définition d'une politique repose sur une représentation de la réalité. La leur était faible, faute d'accès à toute information concernant le pays (Conférence *Les idées et l'héritage de gauche et de droite de Sakharov et des dissidents soviétiques*, *op. cit.*).

En 1989-1990, avec la formation des grandes coalitions démocratiques autour des élections aux Soviets de l'URSS, des républiques et des villes, la participation aux meetings devint massive. Aux tribunes apparurent de nouvelles têtes, dont les discours furent au centre de l'attention publique[252]. Le romantisme militant et spontané des rassemblements précédents parut à ce moment s'être évaporé et les « anciens » militants semblèrent restés au fond du flacon. Jugés peu sérieux par les organisateurs des grands meetings (le mouvement *Russie démocratique*), les « anciens » furent écartés (SIGMAN Carole, 2009, p. 299). Les nouvelles têtes, aux dires de l'un des « anciens », Vlad Toupikine, étaient pour eux de « *nouveaux personnages venus de nulle part, avec de l'argent provenant d'on ne sait où, qui n'étaient pas prêts à prendre en compte les anciens militants et dont les décisions ne se prenaient pas par consensus lors de réunions... des réunions qui étaient pour eux tout à fait inutiles* »[253]. La fête populaire devint une arène des prétendants au pouvoir, avec à leur tête Boris Eltsine[254]. Selon Toupikine, se dessinaient, déjà à l'époque, dans les techniques de communication utilisées les prémisses de la nouvelle ère du marketing politique.

L'événement du bombardement de la Maison blanche par les chars en 1993, qui causa des centaines de victimes, le référendum frauduleux qui suivit et l'instauration d'un régime autocratique laissèrent les gens désemparés, choqués, certains blessés au plus profond de leurs jeunes cœurs politiques. Toupikine témoigne : « *Se battre contre celui que tu prenais pour ton vojd* [chef] *est impossible* »[255]. Pour la sociologue Olga Zdravomyslova, 1993 marqua un point de non-retour : les méthodes violentes contre les protestataires furent réhabilitées, ce qui conduisit à la dégradation, voire au dynamitage de la sphère publique[256]. La déception renvoya les personnes à une impuissance radicale et à un désespoir qui se muèrent en une

---

[252] Le politologue Iouli Nisnevich (2013, p. 52) dit : « *Ce sont précisément les discours qui entraînaient et unissaient les gens, les faisaient venir aux meetings et aux manifestations* […] *La figure symbolique de l'homme politiquement actif était quelqu'un qui marchait dans une manifestation avec une radio allumée sur le torse en écoutant enchanté tour à tour le discours d'un député de l'opposition, d'un journaliste, d'un scientifique connu et d'une personnalité culturelle* ».

[253] Entretien juin 2011, Moscou.

[254] Dans les grands meetings de 2011-2012, l'histoire s'est répétée : les leaders de l'opposition choisirent le meeting de masse comme principe organisateur de la scène manifestante. Certains orateurs de la tribune avaient été des proches de Eltsine. Après une phase initiale d'enthousiasme où les Moscovites ont pleuré de joie de se voir ensemble si nombreux dans la rue et se sont souvenus des émotions de la fin des années 1980, les manifestants – cette fois totalement méfiants à l'égard de la tribune – se dispersèrent après un ou deux rassemblements.

[255] Le « *vojd* » en question était Boris Eltsine. Entretien avec Vlad Toupikine, juin 2011.

[256] Intervention à la conférence *La crise politique et constitutionnelle d'octobre 1993 en Russie*, 17-18 octobre 2013, Moscou (sténogramme sur : http://www.centre-fr.net/media/filer_public/d7/99/d799684a-d509-485c-a337-43e05ecfe2cf/konferencija_1993_moskva_17-18_okt_2013.pdf, accès le 01/12/2014)

haine de la politique. La majorité perdit sa foi communiste avec la chute du régime. La politique, depuis cette époque, dans les voix ordinaires, « *c'est sale* », « *c'est de la merde* ». Et puisque le pouvoir est resté confisqué, les personnes ont laissé la politique éloignée de leurs préoccupations, comme en URSS. Le retrait hors de la scène politique est dans ce sens une affirmation de sa liberté contre un politique regardé comme contrevenant à cette liberté : la non-participation est alors résistance à la domination politique (CLEMENT Karine, 2000, p. 182). Dans les années 1990, les formes de protestation, rares, spontanées et localisées, ont été plutôt non coopératives[257] et strictement économiques (LEVADA Iouri, 1999). Il s'est agi majoritairement de grèves, de grèves de la faim, d'occupations, de campements de tentes, de blocages de routes, avec un pic en 1998[258]. La crise d'août 1998 et la venue de Vladimir Poutine aux affaires mirent fin au mouvement. Depuis la moitié des années 2000 et l'expulsion de l'opposition libérale du parlement, les actions à dominante symbolique, meetings, piquets et marches, ont été portées sur le devant de la scène revendicative et médiatique, où aujourd'hui elles dominent (ROBERTSON Graeme, 2011). Nous allons maintenant essayer de comprendre pourquoi. Nous avons vu que le meeting a été légitimé par la pratique : il constitue aujourd'hui une évidence phénoménale pour les militants. Durant l'ère poutinienne, le meeting repose sur des schémas d'expérience et d'action éprouvés, bien fixés et donc disponibles.

3.1.2 L'impératif tactique et moral du meeting

Les différents modes et habitudes d'action ainsi que les discours les accompagnant dessinent l'horizon de l'expérience collective des militants. Plusieurs logiques de rationalité et de légitimité s'entrelacent autour des répertoires : ceux-ci ne sont pas seulement une panoplie dans laquelle les militants actionneraient la formule qu'ils estimeraient la plus efficace, mais ils offrent une gamme de possibilités organisationnelles (CLEMENS Elisabeth, 1993 et 1997) et ils façonnent l'arène publique, en distribuant des places d'acteurs, d'alliés et d'adversaires et en investissant dans une dynamique des fins et des moyens (CEFAÏ Daniel, 2007, p. 288). Pour beaucoup de militants, le meeting est censé être la forme la plus efficace, d'un point de vue

[257] John Lofland (1985) distingue des formes de protestation symbolique (manifestations, marches, piquets, veilles), de protestation non coopérative (grèves ou boycotts), de protestation par intervention (harcèlements, envahissements et occupations, blocus ou barrages) ou de protestation par institution (communes, associations utopiques ou communautés alternatives).

[258] Dans certains cas, par exemple à Vyborg (oblast de Leningrad), les ouvriers ont pris le contrôle de leurs usines. De nombreuses associations abandonnèrent à cette période le recours à la protestation de rue et entreprirent des actions de lobbying politique auprès du pouvoir tout en sollicitant l'attention des médias. Comme le Mouvement des mères de soldats étudié par Anna Colin Lebedev (2013).

expressif et stratégique, pour influencer le pouvoir. Le meeting est la vitrine d'une certaine moralité militante : il assoit sa légitimité par un total légalisme envers les autorités. Depuis les élections législatives de 2003, les partis d'opposition libéraux-démocrates (par exemple *Iabloko* et *Pravoïe Delo*) ne sont plus présents à la Douma[259]. La rue, qui est encore accessible malgré les obstacles, est devenue pour l'opposition un nouvel espace de représentation[260]. La protestation est souvent perçue comme la seule expression possible sur la scène publique pour les outsiders politiques (LIPSKY Michael, 1968). Certains acteurs politiques exclus de la compétition électorale se sont adaptés en s'engageant dans des mouvements sectoriels (par exemple, droits de l'homme, logement) et des coalitions politiques ou citoyennes. L'opposition libérale (dont le discours est dominant chez les militants et la presse d'opposition) espère, par ces meetings et d'autres instruments tels que les pétitions, les lettres au pouvoir, les procès judiciaires, la participation à des commissions consultatives gouvernementales, l'observation des élections et une « *vigilance citoyenne* » de l'action publique, aboutir en vain à un « *dialogue constructif avec le pouvoir* ». Beaucoup constatent l'insuccès de cette tentative (DAUCE Françoise, 2013), que l'on peut comparer aux « *résultats étrangement paralysants* » du discours et de l'action des dissidents soviétiques (OUSHAKINE Serguei, 2011)[261]. Si ce désir de type de dialogue n'est pas récent, nous assistons ces dernières années à un glissement de vocabulaire et même à un recouvrement des définitions de l'action collective dont le maître-mot est citoyen. Le militant libertaire Vlad Toupikine dit : « *Cet adjectif "citoyen"* [grajdanski] *est apparu il n'y a pas si longtemps et il est suspect. Avant, on parlait de "mouvements publics", de "mouvements sociaux", "protestataires", etc. Et maintenant on a seulement "citoyen-citoyen-citoyen"* »[262]. Le meeting incarne dans ce cadre un idéal de l'action collective : il serait un « *bouillon social* », une « *école de l'activité citoyenne* » (IANICKIJ Oleg, 2012).

D'autres militants développent au sujet du meeting un argument réaliste : le meeting serait l'outil le moins couteux à utiliser, un choix « faute de mieux », renforcé par le contexte répressif, voire la seule action politique possible. Dans cette optique, l'argument légaliste est

---

[259] Depuis le début des années 2000, des amendements incessants à la loi électorale ont permis un filtrage des candidats (BÆKKEN Håvard, 2015).

[260] C'est ce qu'explique dans *Уличный протест* [La protestation de rue] le leader démocrate Ilya Iachine (http://www.yabloko.ru/Publ/Book/Yashin/, accès le 22/04/2014).

[261] Les décideurs sont insensibles aux manifestations. Les possibilités d'expression, de représentation et de participation ne cessent de diminuer depuis 2003.

[262] Conférence *Андрей Сахаров: Тревога и надежда 2011* [Andreï Sakharov : angoisse et espoir 2011], Section Stratégies des nouveaux mouvements citoyens, 20-21 mai 2011, centre Sakharov, Moscou (http://www.sakharov-center.ru/asfconf2011/materialconf10, accès le 30/11/2013).

mobilisé pour des motifs tactiques : au-delà des risques de répression, le non-respect des décisions policières et la menée d'actions non-autorisées, fussent-elles non-violentes, seraient irrecevables pour les médias et leurs publics. Nous avons saisi dans le chapitre précédent comment a été perçue l'action spontanée du 28 juillet 2010 (action 3). Faute de suivre des « contraintes de justification publique » (CEFAÏ Daniel, 2007, p. 364), les drames que les militants mettent en scène risqueraient de n'être pas compréhensibles, convaincants et légitimes pour les auditoires à qui ils s'adressent. Les discours ne seraient pas « résonants ». C'est dans ce cadre que le meeting est, selon Karine Clément, la preuve « *d'un niveau de conscience élevé chez ses organisateurs* »[263]. Pratiquement, la plupart des manifestants s'interdisent toute action non négociée avec le pouvoir. On assiste ainsi à une sorte d'alignement sur des espèces de contraintes et de règles de discipline – pas toujours clairement formulables, relevant du flou de la « ligne rouge » que l'on s'impose de ne pas franchir. Pour la chercheuse Inna Silova, ce refus de la radicalisation est le signe que les discours revendicatifs sont en partie captifs du répertoire de discours du pouvoir, défavorable à l'égard de toute manifestation protestataire[264].

Les plus vifs critiques de l'argument légaliste, les groupes libertaires, acceptent l'argument réaliste lorsqu'il s'agit d'organiser des fronts communs de soutien en faveur de leurs camarades en prise avec la justice. Marginalisés et criminalisés par le pouvoir, ces groupes ne peuvent organiser de telles campagnes en leur seul nom et par des actions radicales, sous peine de porter préjudice à leurs camarades dans le cas de procès (comme celui d'Ostapov, action 1) et d'arrestations (Alexeï Gaskarov et Maxime Solopov, action 4)[265]. Les militants libéraux offrent à ces militants plus radicaux d'autres prestations que la participation aux meetings et une couverture dans les médias : dans les campagnes, ils apportent des fonds, ils mettent à disposition des locaux et des avocats et ils accélèrent les processus de libération.

---

[263] http://www.ikd.ru/node/10735, accès le 30/11/2013

[264] « Причины отказа от радикализации движения «За честные выборы»: почему протестное движение приняло формы массовых гуляний, санкционированных выступлений и палаточных лагерей? » [Les raisons du refus de la radicalisation du mouvement "Pour des élections justes" : Pourquoi le mouvement protestataire a pris la forme de promenades de masse, de discours autorisés et de campements ?], communication à la conférence *La vague de mobilisation politique en Russie en 2011 et 2012*, 8 juin 2012, Université européenne de Saint-Pétersbourg (https://youtu.be/C45jZn6xdHE, accès le 07/02/2014).

[265] Des actions spontanées sont organisées en parallèle.

3.1.3 De l'éthique et de l'antipolitique

L'hypothèse répressive et l'impératif tactique ne fournissent pas une explication complète du répertoire choisi. Ce dernier ne se réduit ni à un travail d'adaptation aux pratiques punitives ni à des activités rationnelles et stratégiques. Le répertoire d'actions illustre en même temps qu'il met en œuvre un certain type et style de culture du conflit et de la protestation. Les actions parlent à l'intérieur des performances, tout en interrogeant leur dehors, le contexte. Ce contexte n'est pas un régime autoritaire fixé une fois pour toutes, mais un environnement composé de dispositifs matériels et symboliques, se transformant au gré des alignements de réseaux d'activistes, des décisions d'institutions gouvernementales, administratives ou policières ou des champs d'expérience et des « horizons d'attentes » (KOSELLECK Rheinardt, 1991) précédant l'action en cours. Ce contexte n'a pas toujours directement à voir avec les rapports des mouvements à l'État et une vision d'opportunités politiques objectives (une notion phare de la sociologie des mouvements sociaux). Cet environnement est toujours renégocié et s'actualise dans les pratiques. Le champ des possibles pour les militants a de multiples balises qui ne sont pas simplement des facteurs extérieurs. Le choix du mode d'action a en outre une dimension axiologique : il s'inscrit dans une délibération sur les fins et les moyens, anticipe les conséquences qu'une action ne manquera pas d'engendrer et requiert un accord plus ou moins fort autour de choix éthiques par différentes organisations. Au demeurant il existe naturellement toujours un décalage entre les calculs tactiques et les raisons normatives, de même qu'entre les discours et les actes (ASPE Bernard, 2011). La portée éthique est souvent à prendre en compte dans le choix des répertoires d'action collective, que l'on ne peut réduire à de simples calculs sur la valeur stratégique de telle ou telle ressource (CEFAÏ Daniel, 2007, p. 268).

Les actes de discours et d'écriture militants tels que « *Ils pensent que nous sommes dangereux pour la société* », « *Ils nous ont menti* », « *Ils ont peur de nous* », « *Ils ne nous représentent pas* », qui se font dans le vif des actions, dans les slogans, ou après coup, sous formes de textes et d'images diffusés sur Internet, procèdent de manière générale à un partage entre un Eux et un Nous. Ce partage prend souvent un aspect qui fait penser au clivage binaire qui sert à décrire, parfois en Russie et souvent à l'Ouest, la réalité soviétique, avec des catégories telles que la répression et la liberté, l'État et le peuple, la vérité et le mensonge, la moralité et la corruption. Ce clivage dominant – le pouvoir contre la société – est hérité de l'expérience de la dissidence (RUPNIK Jacques, 2007) et il est une représentation largement rétrospective de l'expérience communiste, mise en place à la fin de la perestroïka et après la chute du régime (YURCHAK Alexeï, 2005). De la même manière, un préjugé persistant chez

les analystes et chez bon nombre d'acteurs politiques voit la société comme homogène et unifiée (DUBIN Boris, 2006a). Ce clivage et ce préjugé ignorent les nuances, les antagonismes profonds entre groupes d'intérêt et mouvements d'opinion dans la Russie contemporaine et les contradictions constitutives des individus et de leurs rapports avec leurs communautés.

Idéalisée jusqu'au début des années 1990, en partie institutionnalisée dans le discours public des ONG, la « société civile » est pour les militants, notamment libéraux, un concept moral qui vise à unir un bloc d'opposition contre l'ennemi qu'est « le pouvoir » – qui peut recouvrir l'État, le parti *Russie unie* et ses alliés, les organes de répression plus ou moins officiels, les organisations para-partisanes ou para-étatiques, les combattants ultranationalistes qui font le coup de main contre les opposants, les médias gouvernementaux, et ainsi de suite. La difficulté à reconnaître l'altérité de chacun et l'existence et la spécificité des groupes à la base du tissu social (rappelons-nous les mots d'Ievguenia Tchirikova dans l'action 5 : « *Nous avons une seule patrie, rien ne nous oppose* ») rend, à l'échelle des collectifs militants, difficile la formation de communautés politiques, des communautés partielles se constituant autour de l'affirmation d'un bien commun supérieur et d'une relativisation des autres formes d'appartenance[266]. Ce préjugé ne permet pas d'appréhender (et de jouer sur) les mécanismes à travers lesquels s'élabore toute parole politique. La forme fétichisée de la « Grande Société » trouve une justification y compris dans les voix critiques non libérales prenant pour cible la « position citoyenne », laquelle conduirait à un aplanissement de cette forme. Vlad Toupikine déclare par exemple avec regret : « *Le terme "citoyen" représente un nivellement où serait éliminé le sens précédent, peut-être soviétique, de la communauté* »[267]. La société russe n'est pas acceptée dans toute sa bigarrure et ses différences. Il est difficile pour les militants d'entrevoir et de promouvoir des figures d'existence politique et de participation sociale qui soient en dehors des figures réifiées des « masses », du « peuple » et de l'« État ». Ce constat n'est pas propre à la Russie : partout le *populisme* et le *statocentrisme* menacent la démocratie comme expérimentation publique[268].

---

[266] Dans les groupes étudiés, il est difficile d'effacer son statut « d'étranger ». Lors du Forum Anti-Seliger (action 5), Ievguenia Tchirikova présenta Karine Clément comme une « *citoyenne française* » alors que celle-ci habite et milite activement depuis 1994 en Russie.

[267] Conférence *Andreï Sakharov : angoisse et espoir 2011*, *op.cit.*

[268] Voir par exemple ce qu'Alain Cottereau (1992) a montré pour la France à partir d'archives du fonctionnement des prud'hommes. Il décrit comment aux premiers temps de la Révolution des espaces publics de proximité ont été constitués par des individus et des groupes (clubs, assemblées de quartier, assemblées communales). Il montre ensuite qu'une vision centrée sur l'État s'est substituée à ces expérimentations locales et situées.

Ces mises en récit et les mémoires récentes (ou anciennes[269]) de la répression créent des identités fondées sur la victimité, le sacrifice et la litanie. La dissidence était à l'époque soviétique centrée sur les notions de sacrifice de soi et d'authenticité (BOOBBYER Philip, 2009a)[270]. La litanie est un thème bien documenté par Nancy Ries (1997), qui montre combien l'atmosphère morale des visions désespérées, mettant tous les malheurs de la société russe sur le compte d'un destin incontournable, a joué un rôle néfaste dans le tournant des années 1989-1991 et dans les années 1990. Ce catastrophisme est devenu, dit le philosophe Artemy Magun (2006), un genre publique et médiatique. Ces sentiments existent également dans les milieux militants, en particulier chez les militants libéraux et des droits de l'homme les plus âgés, ceux qui ont vécu une bonne partie de leur vie sous le régime soviétique. Les films qui traitent des assassinats de militants sont les exemples les plus achevés de ce victimisme et de ce sentiment d'impuissance. Le film *Aimez-moi s'il vous plaît* de Vitali Balaian sur Anastasia Babourova en est un exemple. La moitié du film est composé d'entretiens très émouvants avec la famille, des camarades et des collègues d'Anastasia, l'autre moitié de clips vidéo réalisés par des ultranationalistes, que le réalisateur a pris tels quels, sans problématisation, sur Internet. Le film ne raconte rien sur le problème de l'ultranationalisme et, en outre, rend sans le vouloir les ultranationalistes plus attrayants, car combattifs et enthousiastes, que les victimes pour de jeunes profanes[271].

Dans leurs récits, les militants mobilisent des configurations symboliques : les manifestants sont présentés comme victimes (avec des slogans et des récits du type : « On nous a volé nos voix », « On nous a arnaqué », « Nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas »), les « leaders symboliques » comme personnages forts et martyrisés et les policiers comme scélérats ou idiots[272]. Cette présentation des coups reçus dans les médias

---

[269] Les mémoires sont hantées par le non-deuil pour le goulag, par un « deuil biaisé » (ETKIND Alexander, 2013). Sur le thème, lire par exemple le livre collectif dirigé par Elisabeth Anstett et Luba Jurgenson (2009). Il n'y a jamais eu de procès ni de commission d'enquête sur le goulag. Il existe très peu de monuments aux victimes. Depuis 2007 seul peut être reconnu et compensé (600 euros) un préjudice matériel. Il n'y a pas dans les domaines éducatif, culturel et patrimonial de politique publique fédérale portant sur l'héritage des violences de masses (ANSTETT Elisabeth, 2011). On peut consulter des archives sonores (des récits de vie) constituées dans le cadre d'un projet coordonné par le CERCEC en coopération avec RFI sur : http://museum.gulagmemories.eu/ (accès le 07/08/2015).

[270] Un autre régime, qui existe encore aujourd'hui, est celui de l'ironie, comme réponse au non-sens environnant. Sur la dérision et l'ironie dans le monde soviétique, lire : REGAMEY Amandine, 2007.

[271] Projeté au centre Sakharov le 9 juin 2010, le film a suscité une grande émotion, mais pas de débat. La construction du film mit quelques spectateurs mal à l'aise. Ils exprimèrent leur trouble dans des discussions informelles ou sur Internet.

[272] Les autorités fabriquent de leur côté leurs propres catégories de déviants, de « *marginaux politisés* » (voir chapitre suivant).

d'opposition offre, selon l'anthropologue Dmitri Gromov (2008, p. 28), un « *bénéfice informationnel* » pour les opposants. Les répertoires dramaturgiques sont supposés ainsi inspirer de la compassion au public médiatique. En revanche, l'image de la victime, associée à des notions de pitié et de passivité, est problématique pour des militants combatifs (WAHLSTRÖM Mattias, 2011, p. 375). Les militants antifascistes préfèrent des images de héros, de justiciers et de « *pompiers sociaux* » (*sotsialnye pojarnye*). Ils ont adopté le mode d'expression et de communication de la « croisade morale », de la lutte « *contre des forces du mal* » (*sily zla*)[273]. Dans la rue et dans les récits médiatiques, ils endossent le rôle d' « entrepreneur de morale » (BECKER Howard, 1963/1985). Or être victime ou être héros se transforme en posture morale, ce qui dans le discours public russe s'accompagne, pour la sociologue Elvira Arif, d'un effacement du contenu et du sérieux des messages[274]. Ces modalités de classification binaires en termes moraux – le bon et le mal, le juste et l'injuste – fournissent peut-être des repères simples et fiables pour les personnes, mais elles empêchent le développement d'une analyse politique plus sérieuse et elles finissent par aller contre une bonne appréhension des problèmes en vue de leur résolution. Les demandes de reconnaissance se présentent rarement dans le registre de l'argumentation politico-juridique. Au moment même où l'action de rue correspond à un comportement avant tout éthique, elle est vidée de son potentiel politique.

Les militants agissent dans l'urgence et s'inscrivent dans une tactique à court terme. La priorité est donnée à l'organisation d'actions de rue dénonçant le régime et à la diffusion de leurs images sur Internet. La place de la performance rituelle et de la parole rhétorique est aussi importante que les stratégies rationnelles dans les processus de mobilisation (CEFAÏ Daniel, 2007, p. 105, qui revient à un certain nombre de travaux de la tradition du comportement collectif à Chicago). Une arène publique n'est pas seulement un terrain de combat entre forces opposées, elle est aussi un espace de communication qui vise à convaincre, séduire et rallier des publics (BURKE Kenneth, 1945 ; GUSFIELD Joseph, 1981/2009). Le problème est de comprendre comment ce qui relève de l' « action symbolique » s'articule avec d'autres actions qui cherchent à obtenir des résultats concrets. À

[273] L'expression, courante, a été employée par Alexeï Gaskarov en octobre 2010, à sa sortie de prison, sur la chaîne de télévision d'opposition *Dojd* (http://www.antifa.fm/5139.html, accès le 09/03/2014) et par le groupe artistique engagé *Voïna* sur son propre site (http://free-voina.org/goals, accès le 01/02/2012).

[274] « Чего хотели и чего добились Pussy Riot » [Ce que voulaient les *Pussy Riot* et ce qu'elles ont obtenu], Séminaire à l'École des hautes études en sciences économiques, Saint-Pétersbourg, 30 mars 2012 (http://polit.ru/article/2012/04/16/discussion, accès le 09/03/2014).

l'aune de l'histoire des mouvements contemporains russes, on est permis de questionner la portée pratique des récits moraux. Pour le chercheur Artem Temirov, se plaindre du régime et demander de la reconnaissance est insuffisant pour amener les personnes à agir et s'engager[275]. En Russie on s'émeut d'ordinaire peu devant une grève ou même une grève de la faim. Ces actions sont parfois même vues comme des gestes lâches de désespoir, des jeux calculés de marketing politique ou, pire, une déviance[276]. La politique symbolique a des effets réconfortants indéniables : elle permet en partie de faire oublier l'écologie défavorable de la protestation et son peu de résultats. Les récits fournissent une esthétique de l'être-ensemble qui a une fonction de consolation dans des situations où les personnes ont peu de prises et où, comme dit le militant Alexeï Gaskarov, l'efficacité pratique des mouvements est faible[277]. Face au régime, face à ce Léviathan qui ne peut être vaincu, les espoirs – le militant libéral et des droits de l'homme Lev Ponomorev l'exprime explicitement dans les réunions des coalitions – sont mis dans la recherche (en vain) d'un assouplissement du système. Dans ce cadre, la rue est vue par les opposants comme une école de la démocratie pour le pouvoir, au sein de laquelle les agents du pouvoir font l'apprentissage de la négocation. Dans les faits, le régime ne fait aucune concession majeure. Les rétributions de la protestation se font surtout dans le registre du symbolique et dans d'autres mondes que le monde civique[278]. Nous allons maintenant sortir du cadre de l'analyse des actions de rue pour faire surgir des réflexions sur le travail d'organisation dans les coalitions. Commençons par les motifs qui ont conduit à la création des coalitions.

---

[275] « Не превратиться в диссидентов » [Ne devenez pas des dissidents] (http://archives.colta.ru/docs/5261, accès le 13/11/2013).

[276] Selon le journaliste Dmitri Boutrine, la grève de la faim à la période soviétique « *n'était pas seulement une négation démonstrative de l'humanité de l'ordre social, un crime d'État, mais aussi revenait à causer un préjudice irrémédiable aux ressources de travail* […] *c'était la manifestation d'un individualisme extrême* ». Ensuite, dans les années 1990, la politique de l'État envers le corps changea : le corps devint une propriété privée. Dans ces années difficiles, la grève de la faim n'avait en fait, selon l'auteur, pas vraiment de sens : « *Si tu veux mourir en faisant une grève de la faim, cherche d'abord la personne que cela pourra émouvoir* » (http://www.openspace.ru/article/501, accès le 10/02/2014).

[277] *Conférence Andreï Sakharov : angoisse et espoir 2011*, *op.cit.*

[278] L'utilisation de ressources symboliques à des fins de protestation caractérisait aussi la période soviétique (KOWALEWSKI David, 1980).

3.2 Parcours biographiques de trois motifs : l'arbitraire de la police, la terreur ultranationaliste et la défense d'un environnement naturel

Prenons les trois thèmes anciens de l'arbitraire de la police, de la terreur ultranationaliste et de la défense d'un environnement naturel, portés par les coalitions protestataires étudiées ici. Ils ont acquis dans les campagnes que j'ai présentées une large publicité, notamment dans les médias d'opposition. Ces campagnes ont métamorphosé et fait entrer en politique des personnes et des choses dont la définition fut et reste un enjeu de dispute et de lutte. La formulation de ces thèmes en « problèmes publics » (GUSFIELD Joseph, 1981/2009), c'est-à-dire qui sont liés à l'intérêt public et qui envisagent un traitement possible en termes d'action publique, est toutefois problématique. Des difficultés se posent à différents niveaux de la constitution de ces problèmes, de leur processus de définition à la confection des causes publiques.

Des travaux, dans une perspective pragmatiste inaugurée par John Dewey (1927/2010), ont montré comment à partir de situations qualifiées de problématiques, des personnes en état de trouble s'engagent collectivement dans une dynamique d'enquête et de « publicisation »[279]. En Russie, on est d'emblée confronté à une expérience sociale qui est pour les personnes globalement problématique, source de tensions et d'inquiétudes. Dans ce qui est vécu souvent comme un « *chaos* » inextricable, les personnes sont quotidiennement confrontées à des tensions et des inquiétudes, sans moyen d'y remédier, excepté les Moscovites les plus aisés, acquérant leur propre protection avec leur argent et hors de toute solidarité envers les plus pauvres. Comment, à partir de là, le nez collé à ce quotidien incertain, où se mêle un sentiment d'insatisfaction vague et des plaintes informelles contre « *les bandits* » et « *ceux qui nous gouvernent* », peut-on imaginer une évolution positive ? Comment se figurer que de l'échec ou du choc vont naître une réflexivité et un désir d'enquête sur les responsabilités[280] ? Le scandale du mal et de la perte ne se transforme pas en événement. Le deuil est impossible. La critique n'est pas toujours souhaitée[281]. Cela dit, les

---

[279] Pour une synthèse de ces travaux, voir : CEFAÏ Daniel, 1996 ; CEFAÏ Daniel et Cédric TERZI, 2012 ; NEVEU Eric, 2015b. Le trouble se trouve par exemple au cœur d'études actuelles sur la ville : BREVIGLIERI Marc et Danny TROM, 2003 et 2006 ; BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique *et al.*, 2015.

[280] On peut ici se reconnaître dans le « pragmatisme critique » de Joan Stavo-Debauge (2012) qui, à rebours de l'optimisme des pragmatistes classiques, se soucie des dynamiques qui bloquent l'expérience, qui font que les problèmes ne sont pas vecteurs d'une expérience créative.

[281] Mon esprit critique (grossièrement aiguisé sans doute) a été plusieurs fois blâmé. Son effet était chez mes proches interlocuteurs déprimant et dissolvant alors qu'il était pour moi une forme d'amour, à visée constructive et un moyen de se (nous) sortir des situations problématiques. J'ai appris qu'une

frères du cercle des proches (dans les familles ou dans des occasions tels que les longs voyages en train) sont égaux devant le malheur et la solidarité dans le désespoir et l'isolement permet aux victimes de moins se sentir responsables de ce qui leur arrive. Les silences et les regards sont lourds de sens et semblent parfois apprendre plus sur la chose politique en Russie que bien des livres.

Toutes les coalitions étudiées ici sont nées d'événements particulièrement traumatiques pour les personnes : un double meurtre politique, un tabassage de jeunes gens et la destruction d'une forêt. Dans tous ces cas, des enquêtes collectives ont été possibles. Elles ont été confrontées à des obstacles habituels de l'action collective en Russie. D'abord, les thèmes et les campagnes ont émergé et disparu facilement dans un jeu de dissipation continu. Puis, les problèmes n'ont pas été inscrits sur l'agenda des autorités, ou du moins pas publiquement.

3.2.1 L'arbitraire policier et judiciaire, un mal quotidien

Lorsqu'il apprend en juillet 2009 qu'il est accusé d'avoir le 4 avril 2008 lancé des gaz sur un officier de police provoquant son évanouissement et qu'il risque jusqu'à cinq ans de prison, le jeune Vsevolod Ostapov est sous le choc. D'une nature timide, il n'ose pas, ne sait pas prendre la parole dans les réunions qui sont consacrées à sa défense. Ses camarades l'aident à produire des éléments factuels sur lesquels s'appuyer pour constituer un témoignage qui sera diffusé sur YouTube[282]. Ses parents – les parents sont des éléments fondamentaux et médiatisés de toute campagne de libération de jeunes personnes – témoignent aussi devant la caméra[283]. Dès le moment de l'arrestation, le militant des droits de l'homme Lev Ponomarev apporte son soutien, l'avocat Stanislav Markelov prend la défense de Vsevolod et l'avocat (et ancien officier de police à la retraite) Ievgueni Tchernoussov, celui des autres jeunes inculpés. Les militants construisent avec Vsevolod des arguments. Ils décrivent des précédents, établissent des collections de cas et décident de créer un groupe d'initiative « contre l'arbitraire de la police ».

Le motif de l'arbitraire policier est ancien. Accusée de corruption, de brutalité et de manque de professionnalisme, la police suscite des sentiments hostiles dans la population (GERBER Theodore et Sarah MENDELSON, 2008). La multiplication des caméras portables et

règle entre proches était de savoir doser la critique, que beaucoup de choses étaient recevables dans le mode de la litanie, sans attente d'enquête ni recherche de solution.

[282] https://youtu.be/cEqv6GeLssY, accès le 30/01/2014

[283] https://youtu.be/b29-9gZrdnQ, accès le 30/01/2014

de surveillance, combinée à une attention des médias et des internautes, porte les images de la violence policière à l'attention de l'ensemble de la Russie connectée. Partout l'Internet fournit de nombreux appuis critiques aux personnes. Comme ailleurs, il a profondément modifié les modes d'existence publique des problèmes ainsi que la portée et la circulation des arguments (BUREAU Marie-Christine, CHATEAURAYNAUD Francis *et al*., 2003). Cette diffusion accentue les sentiments de méfiance et de peur par rapport aux policiers (LERSH Kim M. et Tom MIECZKOWSKI, 2005). Les ressentiments envers la police atteignirent dans la population un sommet en avril 2009 avec l'affaire Evsioukov (voir chapitre 1). Le président Dmitri Medvedev tenta alors de se faire l'écho de cette antipathie générale et accusa publiquement les forces de l'ordre de laisser-aller et de fusion avec le monde criminel[284]. En février 2010, Evsioukov écopa d'une peine de prison à vie et il fut officiellement démis de ses fonctions. Au même moment, le président Medvedev annonça les premières mesures de sa réforme du Ministère de l'Intérieur. Gilles Favarel-Garrigues considère cette mesure comme une manœuvre politique qui devait servir de socle à une nouvelle légitimité du pouvoir, affecté depuis 2008 par un épuisement du consensus autour de l'idée de construire un nouvel ordre s'opposant aux années 1990[285].

La violence de la mise à tabac des jeunes dans l'affaire Sokolniki, la multiplicité des actions de soutien – des piquets (action 1), des meetings, des blocages de rue[286], des lettres à la Prokouratoura, de campagnes de graffitis et une grève de la faim – ainsi que l'affaire Evsioukov ont donné une très forte visibilité au thème de l'arbitraire policier dans les médias. En effet, dans le processus temporel de constitution d'un problème public, des chocs rentrent en relation avec d'autres chocs, se répondent et s'excitent réciproquement (DEWEY John, 1934/2005). Néanmoins, la campagne fut un échec sur le plan judiciaire comme le dit le journaliste Egor Skovoroda[287]. En février 2010, l'enquête sur les policiers, fermée à plusieurs reprises, resta au point mort et la Cour de Moscou condamna Ostapov à un an avec sursis[288]. La loi de réforme de l'institution policière entra en vigueur le 1er mars 2011. Les arrestations arbitraires et les répressions continuent toutefois et le système de maintien de l'ordre n'a pas

[284] *Rossiiskaïa Gazeta* (édition fédérale), 1 décembre 2010, # 5350.
[285] « Usual suspect ? Police on trial in Russia », *Congrès de l'Association for Slavic, East European, and Eurasian Studies*, Washington (« Authorities », 17-20 novembre 2011).
[286] Le 18 avril, 300 activistes défilèrent en bloquant la circulation de la rue Tverskaia, la principale rue radiale à Moscou. C'était une première depuis de nombreuses années.
[287] http://avtonom.org/author_columns/dva-goda-posle-prigovora-seve-ostapovu, accès le 31/01/2014
[288] Je décrirai cette longue procédure judiciaire dans le chapitre suivant.

changé. Malgré cela, on peut dire que le thème de l'arbitraire policier est devenu central dans la presse d'opposition. Il reviendra dans les campagnes qui suivront.

3.2.2 L'ultranationalisme : des meurtres à la quête de respectabilité

Je vivais à Moscou lorsque le 19 janvier 2009 Stanislav Markelov et Nastia Babourova ont été assassinés. Le lendemain, sur les lieux du crime, j'ai rejoint avec un ami la centaine de personnes réunies – défenseurs des droits de l'homme, militants de gauche, antifascistes, amis et connaissances des victimes[289]. Nous avons posé des bougies et des fleurs. Markelov, avocat et homme de gauche, s'était illustré dans de nombreuses affaires sensibles. Il avait défendu devant les tribunaux des militants sociaux, syndicalistes, antifascistes, des journalistes (Anna Politkovskaïa et Mikhaïl Beketov), les familles des victimes de la prise d'otage du théâtre de Moscou et la famille de la jeune tchéchène Elza Koungaïeva[290].

La dimension politique du meurtre n'a jamais fait de doute pour les militants : « *Cette fois, on ne tuait pas un membre de la sous-culture antifa, un de ceux qui se battaient contre les ultra-droites dans la rue, mais un avocat et une journaliste* […] *Le meurtre n'était pas le résultat d'une bagarre, les raisons étaient exclusivement politiques* » témoigne Konstantin Kharitonov, militant du Mouvement socialiste et sympathisant du Comité 19 janvier[291]. Le double assassinat a servi de catalyseur pour les événements qui ont suivi, selon la journaliste Nadejda Proussenkova : « *Cela a provoqué des élans intérieurs, il fallait unir* […] *Il était impossible de ne rien faire* […] *Cette énergie, bien qu'elle fût une énergie très mauvaise parce que née de la douleur et du poids de l'épreuve de cet événement tragique, s'est accumulée* »[292]. Le double meurtre a conduit une partie des militants démocrates, libéraux, de gauche, des droits de l'homme et des journalistes à reconnaître l'existence du phénomène de la menace ultranationaliste jusque-là minimisé. Le sociologue et membre du comité Alexandre Bikbov témoigne : « *Tous ont estimé que ce crime était dirigé contre eux* »[293].

Jusqu'en 2008, les militants antifascistes et ultranationalistes se battaient entre eux, dans les rues et les concerts, avec des poings et des couteaux : cela n'intéressait pas grand monde. Ensuite, on passa à un autre niveau, celui des meurtres prémédités, par balle, de

---

[289] Un compte-rendu de ce rassemblement est sur : http://www.webcitation.org/66PBWXoOp, accès le 31/01/2014.
[290] Elza Koungaïeva a été en 2003 enlevée, battue, violée puis étranglée par le colonel Iouri Boudanov, qui a été libéré quinze mois avant la fin de sa peine. Markelov a été assassiné à la sortie d'une conférence de presse où il dénonça cette décision de justice.
[291] http://www.saltt.ru/node/7222, accès le 02/02/2014
[292] http://www.svoboda.org/content/transcript/24484556.html, accès le 07/02/2014
[293] *Ibidem*

plusieurs militants antifascistes (dont je dresse une liste dans le chapitre 4). Le meurtre de Markelov fut un choc inédit. L'avocat était connu et respecté par des groupes militants rivaux. Son assassinat les rassembla après son meurtre, dans des meetings, des piquets, des réunions et dans le Comité 19 janvier, créé à la fin de l'année 2009. Le comité se donna pour mission de lutter « *contre la terreur nazie* », revendication qu'il formula dans son manifeste publié sur Internet. Son activité consista à organiser des marches annuelles de souvenir et de protestation chaque 19 janvier, sous le mot d'ordre : « *Se souvenir, ça veut dire lutter* ». La première manifestation, le 19 janvier 2010 (action 2), fut pour Alexandre Tcherkassov, membre du conseil du mouvement des droits de l'homme *Memorial* et membre du comité, *« une journée de solidarité citoyenne d'une ampleur jamais connue depuis les élections précédentes »*[294]. Pour Pavel Bardine, réalisateur d'une fiction documentaire sur le milieu néo-nazi russe sortie fin janvier 2010, *Russie 88*, ces actions avaient pour but de faire réfléchir les groupes ultranationalistes : en les voyant les groupes devaient savoir que « *nous existons, que nous sommes nombreux, que nous avons une bonne mémoire et que nous n'admettons pas le pouvoir des meurtriers* »[295].

En octobre 2009, Mikhaïl Markelov, ancien député à la Douma et frère de la victime, annonça que le crime serait imputable à une organisation ultranationaliste et qu'il avait trouvé les coupables. Une fois n'était pas coutume pour un meurtre politique, l'enquête aboutit : Nikita Tikhonov fut condamné en mai 2011 à la perpétuité et sa compagne, Ievguenia Khassis, à 18 ans de prison, au terme de plus de deux ans d'enquête et de trois mois et demi d'un procès qui fut public. Avec cette enquête, une autre enquête fut lancée, contre BORN (Organisation de combat des nationalistes russes), dont faisait partie Tikhonov. Le traitement judiciaire du meurtre de Markelov fut exceptionnel : le frère de Stanislav avait mené sa propre enquête grâce à des liens personnels avec des généraux qui siégeaient avec lui à la commission de la Douma d'État pour la sécurité et qui appuieraient les milieux ultranationalistes.

Le pouvoir aurait compris en 2010-2011 le danger que ces groupes représentaient pour sa propre existence[296]. Avec le meurtre de Markelov, BORN aurait eu la consigne venue d'en

---

[294] http://www.svoboda.org/media/video/25231026.html, accès le 02/02/2014
[295] http://january-19th.livejournal.com/3463.html, accès le 01/02/2014
[296] Markelov avait montré dans la dernière année de sa vie que le pouvoir, la justice et la police étaient les prochaines cibles des militants ultranationalistes. Un manifeste « Stratégie-2020 », publié sur Internet en décembre 2009, et probablement rédigé par Tikhonov, engageait les ultranationalistes à « *passer du meurtre des migrants-balayeurs à la lutte armée contre le pouvoir pour, avec des balles et des bombes, avoir accès à la tribune médiatique et à celle de la Douma* ».

haut de « *ne plus attaquer les antifa* »[297]. L'organisation ne s'en tint pourtant pas là. Le nombre des gestes des services secrets contre ces groupes et des peines de prisons lourdes se multiplièrent. L'organisation ultranationaliste Mouvement contre une Immigration Illégale (DPNI)[298], impliquée, entre autres, dans les grandes émeutes racistes de Kondopoga (2006) et de la place du Manège (décembre 2010), fut interdite en avril 2011. En juin 2011, un procès médiatisé qui dura plus de deux ans condamna huit membres de la « bande de Voevodin et Borovikov » pour une série d'attaques et de meurtres racistes commis depuis 2003, dont celui, retentissant, de l'anthropologue africaniste Nikolaï Guirenko en 2004. En avril 2012, Iouri Tikhomirov, membre de BORN, fut condamné à dix ans de colonie pénitentiaire pour le meurtre, par balle, en avril 2009, d'Ilya Djaparidze[299]. En avril 2015, trois ultranationalistes, membres de BORN, furent condamnés pour avoir organisé sept meurtres et deux tentatives d'assassinat : Maxime Baklaguine (perpétuité), Viatcheslav Issaaïev (perpétuité) et Mikhaïl Volkov (24 ans de prison). Il s'agissait des meurtres du leader antifasciste Fedor Filatov (le 10 octobre 2008)[300], d'Ilya Djaparidze, d'un sympathisant d'un groupe radical caucasien Rasul Khalilov (le 3 septembre 2009)[301], du leader antifasciste Ivan Khoutorskoï (le 16 novembre 2009), de l'ancien champion du monde de boxe thaï Muslim Abdoullaev (le 24 décembre 2009)[302], du juge Edouard Tchouvachov (le 12 avril 2010)[303], du chauffeur de taxi Sosa Khatchikian (15 septembre 2010)[304], ainsi que des tentatives de meurtre du policier Galik Beniaminian (le 2 mars 2011) et du sportif Ramazan Nouritchouev, témoin du meurtre du boxeur Abdoullaev. En résumé, seuls ceux qui ont tué des policiers et des juges

---

[297] Selon les aveux de Tikhonov à son procès.

[298] Dont le chef a été invité quelques mois après son interdiction au Forum Anti-Seliger (voir chapitre 1, action 5).

[299] Ilya Djaparidze (20 ans) fut tué par balle par Tikhomirov et frappé d'au moins 26 coups de couteau par Maxime Baklaguine, le 28 juin 2009, à Moscou, près de chez lui. Djaparidze n'était pas militant, c'était un supporter de football anti-raciste.

[300] Fedor Filatov (26 ans) fut assassiné à coups de couteaux près de chez lui, à Moscou.

[301] Rasul Khalilov (18 ans) a été assassiné par balle, à Moscou. Il aurait fait partie du groupe radical caucasien les « Éperviers noirs » qui s'était attaqué, avec couteaux et armes à feu, le 6 mai 2008, dans le métro, à deux étudiants qu'ils soupçonnaient d'être des skinheads. Six membres de ce groupe furent condamnés à des peines allant de quatre à six ans de colonie pénitentiaire.

[302] Muslim Abdoullaev (27 ans) a été assassiné par balle dans un stade du nord de Moscou.

[303] Le meurtrier présumé, Alexeï Korchounov, est mort accidentellement en Ukraine en 2011 en manipulant une grenade. Edouard Tchouvachov avait présidé quelques mois avant sa mort le retentissant procès du groupe skinheads appelé les « Loups blancs » dont les membres avaient été condamnés à des peines allant de six ans et demi à 23 ans de prison ferme pour des meurtres à caractère raciste. Korchounov a également tué par balle Ivan Khoutorskoï (26 ans), en soutien, dit-il, à son ami Nikita Tikhonov, arrêté le 4 novembre dans le cadre de l'enquête du meurtre de Markelov. Tikhonov et Korchounov avait déjà en 2005 tenté de tuer Khoutorskoï.

[304] Sosa Khatchikian (47 ans) fut tué par balle à Moscou.

ont eu la perpétuité. Fin juillet 2015, un autre ultranationaliste, arrêté en mai 2013, Ilya Goriachev, leader du groupe ultranationaliste *Rousski Obraz* (créé en 2002, inspiré de l'organisation serbe qui porte le même nom) et idéologue de BORN, fut condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour avoir organisé au moins cinq meurtres[305]. Des analystes voient dans ces procès l'occasion moins d'une volonté de justice que d'une démonstration de force envers des groupes devenus incontrôlables. D'autres personnes, désignées comme de plausibles commanditaires, meurtriers et complices n'ont pas été soumis à des enquêtes judiciaires. Les meurtres d'Anna Politkovskaïa en 2007, du député Iouri Chtchekotchikhine en 2003 et de l'ex-agent du FSB Alexandre Litvinenko en 2006 n'ont par exemple pas été élucidés. Une partie du milieu néonazi a été démantelé, une autre participe à la guerre en Ukraine depuis 2014, avec l'appui du pouvoir. La réaction de la justice pénale à l'égard des meurtriers néonazis est extrêmement lente[306]. L'ultranationalisme n'a jamais été explicitement critiqué par le pouvoir, le patriotisme d'État ayant pris depuis l'avènement de Poutine le statut d'idéologie officielle (LE HUEROU Anne et Elisabeth SIECA-KOZLOWSKI, 2008)[307]. Le pouvoir mène une lutte « en coulisses » contre les groupes les plus violents, sans démarrer ni processus de conceptualisation publique ni médiatisation des causes du phénomène.

Les meurtres politiques et à caractère raciste continuent. Leur nombre aurait toutefois diminué à partir de 2010[308]. Selon les témoignages, les attaques non létales auraient augmenté[309]. Les militants antifascistes ne sont plus la cible : les principaux personnages ont

---

[305] Mark Feïguine, un des avocats d'Ilya Goriachev, a également défendu (avec deux autres avocats) le groupe punk féministe *Pussy Riot*, ce qui provoqua un scandale dans le milieu progressiste. Il défend aussi depuis juin 2014 Nadia Savchenko, une pilote ukrainienne capturée par les forces armées russes dans le Donbass et détenue en Russie. Les avocats de Goriachev dénoncent un procès politique contre BORN. Ces procès seraient, selon eux, une façon de déstabiliser Vladislav Sourkov, principal idéologue du Kremlin des années 2000, responsable de la politique de la jeunesse et qui, selon les membres de BORN, aurait financé leurs activités. Sur les liens entre ultranationalistes et pouvoir, voir le chapitre suivant.

[306] Lire le billet d'Amandine Regamey sur : http://hypotheses.org/16112, accès le 29/08/2014.

[307] Le Kremlin réagit en novembre 2014 et en juin 2015 aux déclarations, lors de leurs procès, des membres de BORN quant à leurs liens avec le pouvoir de manière lapidaire : le secrétaire de presse du président, Dmitri Peskov, se limita à déclarer qu'il n'existait aucun lien entre l'organisation ultranationaliste et l'administration du président.

[308] Selon les chiffres établis par l'ONG *Sova* spécialisée dans l'étude des violences xénophobes (http://www.sova-center.ru/database/violence, accès le 23/08/2015), le nombre de meurtres à caractère raciste aurait diminué à Moscou : 45 en 2007, 47 en 2008, 30 en 2009, 16 en 2010, 7 en 2011, 6 en 2012, 8 en 2013 et 2014. Celui des militants de gauche et antifascistes également : 2 en 2008, 4 en 2009, 1 en 2010, ensuite 0 pour 2011-2014.

[309] Selon les chiffres de *Sova*, les attaques à caractère raciste auraient diminué à Moscou : 121 en 2007, 156 en 2008, 100 en 2009, 112 en 2010, 37 en 2011, 38 en 2012, 31 en 2013, 21 en 2014. Le nombre des attaques contre les militants de gauche et antifascistes également : 34 en 2007, 10 en 2008, 3 en 2009, 14 en 2010, 11 en 2011, 12 en 2012, 0 en 2013, 8 en 2014. Les chiffres sur les meurtres

été tués ou se sont effacés des scènes antifasciste, militante et de la rue (nous y reviendrons). Les victimes se comptent parmi d'autres groupes tels que les militants LGBT[310] et en premier lieu les immigrés, qui ont toujours constitué la première cible (sous-médiatisée) des agressions ultranationalistes. La conduite et les tactiques des ultranationalistes ont changé. Sortie du cadre d'un « *nationalisme de cour d'immeuble* »[311], l'action des ultranationalistes navigue aujourd'hui entre une stratégie d'invisibilité publique dans les attaques de rue (les groupes ne s'affichent plus et ne font plus voir les vidéos de leurs attaques sur Internet) et la constitution d'un mouvement politique légal prônant la haine raciale. Ce mouvement séduit de nombreux militants et intellectuels libéraux[312]. Ainsi, malgré toutes ces horreurs et leur médiatisation, le racisme anti-immigré et le nationalisme ne sont devenus des problèmes publics ni pour la société, ni pour les tendances dominantes de l'opposition.

Le Comité 19 janvier poursuit ses activités en organisant le 19 janvier de chaque année une action commémorative. Il a joué un rôle central dans l'organisation de la Campagne de soutien aux deux « otages de Khimki », Alexeï Gaskarov et Maxime Solopov, qui étaient alors des membres actifs du comité. L'évolution du comité s'est accompagnée d'une consolidation des liens entre des militants antifascistes et des droits de l'homme. L'arrestation des deux militants a fait d'eux des personnages publics dans l'arène médiatique libérale[313].

---

racistes, comme dit le directeur de *Sova* Alexandre Verkhovski, sont certainement sous-évalués car l'association prend souvent connaissance par hasard de ce type de meurtres (http://www.svoboda.org/content/transcript/2282965.html, accès le 23/08/2015). Depuis 2010 le comité *Grajdanskoe sodeïstvie* en partenariat avec *Sova* établit une cartographie des meurtres et attaques xénophobes : http://hatecrimes.ru/ (accès le 23/08/2015).

[310] Selon les chiffres de *Sova*, les attaques contre des LGBT ont connu un pic en 2013 à Moscou, au moment où Poutine a promulgé deux lois punissant tout acte de « propagande » homosexuelle devant mineur : 7 en 2007, 1 en 2008, 0 en 2009-2010, 1 en 2011, 6 en 2012, 10 en 2013, 4 en 2014.

[311] L'expression est du publiciste Dmitri Merkoushev (http://www.saltt.ru/node/7222, accès le 02/02/2014).

[312] Depuis fin 2011, on est à Moscou face à une situation curieuse. D'un côté l'opposition libérale a légitimé les courants ultranationalistes en les présentant comme des partenaires égaux dans les comités d'organisation et sur les tribunes des meetings monstres de 2011 et 2012. Pour le militant des droits de l'homme Alexandre Tcherkassov, cette collaboration est révélatrice d'un « *échec commun* », qui s'est renouvelé en septembre 2013, lorsque tous les candidats aux élections municipales, y compris Sergeï Mitrokhine du parti libéral *Iabloko*, ont joué la carte du nationalisme et du discours anti-immigré. Parallèlement, les leaders de l'opposition libérale (Boris Nemtsov, Sergeï Mitrokhine et Alexeï Navalny, ce dernier étant connu pour ses déclarations racistes) et leurs partis participent désormais aux marches annuelles du 19 janvier – dont les slogans dénoncent le populisme anti-immigré. Ces groupes libéraux y défilent avec leurs drapeaux (malgré l'interdiction du comité organisateur), cette marche étant l'une des rares manifestations régulières existant à Moscou.

[313] Ils furent invités, à leur libération, à participer à des émissions de radio et de télévision d'opposition (echo.msk.ru, tvrain.ru) et à écrire dans des blogs et des journaux en ligne (grani.ru, gazeta.ru).

3.2.3 La lutte pour la forêt de Khimki : de l'initiative publique à l'entrée dans l'opposition

Été 2010, l'arrestation des deux militants suite à l'action du 28 juillet devant l'administration de Khimki (action 3) déclencha une campagne de soutien (action 4). La mobilisation autour de la défense de la forêt atteignit alors un pic. Elle avait fait parler d'elle, elle était devenue une lutte emblématique contre la corruption, la répression et le refus du dialogue par le pouvoir[314]. Elle proposait une autre compréhension aux contextes d'expérience et d'action ordinaires. L'échelle de la mobilisation passa, grâce aux médias, d'une mobilisation locale à une lutte symbolique d'importance fédérale. Ces médias créèrent autour de la leader du Mouvement Ievguenia Tchirikova un mythe politique – femme de terrain et femme d'affaire battante au caractère direct et sans étiquette. Plusieurs commentateurs enthousiastes dirent que ce combat était le nouveau « *berceau de la société civile russe* ».

Le succès médiatique autour de la forêt, géographiquement proche de la capitale, attira différents mouvements et partis politiques moscovites. L'image d'Ievguenia Tchirikova et le réseau progressivement constitué étaient des ressources dont ceux-ci cherchèrent à en tirer un bénéfice. Lorsque le président Medvedev annonça la reprise des travaux en décembre 2010, Ievguenia Tchirikova déclara publiquement gagner les rangs de l'opposition libérale, abandonnant la position apolitique que le Mouvement avait jusqu'alors occupée. Dans ce cadre, elle participa aux rassemblements de « Stratégie-31 » protestant pour le droit à la liberté de réunion. Avec quelques personnalités du monde de la politique et de la culture, elle organisa le Forum civique « Anti-Seliger » (action 5), où elle fit venir les mouvements et partis politiques et leurs sympatisants moscovites sur le territoire de la forêt. Ils y aménagèrent des espaces de représentation pour les « stars » libérales de l'opposition et de la blogosphère. Selon la sociologue et militante Karine Clément, le mouvement de Khimki en rejoignant « *le monde de la grande politique, abstraite ou cynique* » prit le risque, par naïveté ou par enthousiasme de sa leader, de perdre le contact avec le milieu local qui lui avait donné naissance[315]. La « grande politique » n'intéresse pas les acteurs locaux, les habitants ordinaires : elle les fait au contraire fuir.

---

[314] Lors des meetings de 2012, ce « vocabulaire des motifs » de la corruption et de la violence d'État sera mobilisé lors des meetings. Voire l'interview avec le sociologue Alexandre Bikbov : http://rusplt.ru/society/bikbov.html, accès le 01/11/2013.

[315] http://www.ikd.ru/node/19285?q=node/17595, accès le 05/02/2014

Le mouvement pour la défense de la forêt a échoué quant au but qu'il s'était donné : l'autoroute sera construite selon le trajet initial et coupera en deux la forêt. Aucun trajet alternatif ne fut discuté. Le gouverneur Boris Gromov et le maire Vladimir Strelchenko, accusés par les militants de corruption, d'abus de pouvoir et d'entretenir des liens avec le crime organisé (qui a menacé et tué des opposants), n'ont pas été démis de leurs fonctions, ni rappelés à l'ordre par le pouvoir ou la justice. Les revendications du mouvement n'ont pas été entendues. Cette histoire montre qu'il ne suffit pas qu'une question fasse l'objet d'une mobilisation et d'une couverture médiatique pour être mise sur l'agenda politique. Pourtant, le geste du président Medvedev de suspendre les travaux en août 2010, repris en décembre de la même année, fut perçu par certains militants comme le signe de la montée de l'influence des mouvements sociaux et de l'efficacité de l'action spectaculaire du 28 juillet 2010 (action 3). En été 2011, au moment du forum Anti-Seliger (action 5), le front commun s'étendait de l'antifascisme à l'ultranationalisme, des initiatives sociales aux représentants du secteur culturel. Il incluait même une partie de l'establishment politique. Mais il n'a pas abouti à l'ouverture d'une nouvelle séquence du mouvement et du conflit. Les voix en faveur de la forêt se sont ensuite dispersées. Le front, dont nous avons décrit les composantes dans les chapitres précédents et où se sont recoupées des alliances éphémères et des idéologies contradictoires, fut commun malgré lui. Face à l'urgence (la forêt était menacée de destruction), l'unanimisme revendiqué n'eut d'égal que l'élasticité d'un programme fourre-tout, où l'on entassa pêle-mêle toutes les critiques du système Poutine. L'objectif prioritaire susceptible de rallier la plus large adhésion était la dénonciation du régime et la défense des droits de l'homme. Ces rassemblements unitaires étaient supposés frapper l'opinion publique qui est, selon le journaliste Andreï Lochak, en état d'hibernation : « *N'importe quel mouvement d'air, dans la situation de somnolence générale, a un sens* »[316]. Pour comprendre comment un tel « marais » politique, avec des identités politiques si peu définies, est possible, nous allons maintenant considérer comment s'opère la mise en commun dans les coalitions.

3.3 Stratégies organisationnelles et dynamiques informelles

Depuis la fin des années 1980, l'expérience protestataire amalgame au quotidien des conduites et des normes hétérogènes. La microculture protestataire s'est constituée en interaction avec des manières de voir, de faire et de dire de cultures organisationnelles et

[316] http://january-19th.livejournal.com/3463.html, accès le 01/02/2014

identitaires plus larges, professionnelles ou familiales par exemple, qui se sont construites et solidifiées au fil du temps dans divers mondes sociaux. Deux types de conduites ressortent du travail de terrain : le style « managérial », où les investissements internes des groupes sont dirigés vers la production d'actions de rue et la quête d'une renommée médiatique (3.3.1) et le style « communautaire-domestique ». Les efforts pour introduire une culture de la participation et un mode de perception politique se heurtent à un certain nombre d'obstacles liés à ces deux « styles organisationnels « (ELIASOPH Nina et Paul LICHTERMAN, 2003) (3.3.2).

3.3.1 Le mode managérial : éthique de mobilisation, idéal de l'efficacité et politique de la célébrité

Suivant une tendance générale des organisations décrite par Stéphane Olivesi (2002**)** et évidente à Moscou, les coalitions intègrent dans leur stratégie d'information les contraintes du monde de la communication, marqué par l'urgence et l'événement. L'urgence mobilise les militants qui y répondent en organisant en permanence des actions et des campagnes de solidarité. Les coalitions sont le lieu d'une rationalisation où le langage de l'efficacité est central[317]. Dans les réunions et les listes mails, il est presque impossible d'introduire du débat. L'urgence impose un traitement rapide et élémentaire des situations, au détriment des considérations principielles, des réflexions sur un temps long et des discussions. La « réduction substantielle à l'objectif » (THEVENOT Laurent, 2013) empêche l'activité critique. Les coalitions appartiennent en cela à leur temps et à cette Moscou marchande géante où l'on ne perd pas de temps en paroles. Il est notoirement difficile pour des militants de se distancier de ce milieu moscovite où l'art politique est réduit à une technique marketing[318]. À l'injonction à se mobiliser et à ce qu'on peut appeler le « productivisme militant » fait écho, selon le philosophe Petr Safronov et la militante féministe Irina Ioureva, le régime libéral de mobilisation de la force de travail et de gouvernement des agents, particulièrement développé dans le secteur privé à Moscou[319].

---

[317] Selon la poétesse (née en 1949, elle est l'une des poètes les plus connues en Russie et à l'étranger) et philologue Olga Sedakova, cette rhétorique est en Russie un nouveau totalitarisme (https://youtu.be/ktd96wg28E4, accès le 04/03/2014).

[318] Ce tropisme pour la technique n'est pas en contradiction, au contraire, avec l'héritage de l'idéologie techniciste soviétique.

[319] « Левый активизм как демобилизация » [Le militantisme de gauche comme forme de démobilisation], *Levaia Politika*, (http://www.leftpolicy.ru/articles.php?article_id=179, accès le 04/03/2014).

Nous avons vu qu'en suivant certaines règles, les groupes peuvent, comme dit Andy Warhol, devenir célèbres cinq minutes dans l'espace public médiatisé (« *Tout le monde a droit à quinze minutes de démonstration de force* », dit un militant antifasciste). Les mouvements et les coalitions se placent dans une démarche agressive que les acteurs eux-mêmes qualifient de « *brandisation* »[320] : chaque groupe se voit comme le porteur d'une sorte de marque de fabrique, défendue par ses membres sur le « *supermarché de la politique* »[321]. Certaines formes d'action sont interprétées comme des « *trends* » importés d'Occident, telles les marches spontanées, copiées sur les occupations de rue du mouvement spontanéiste anglais *Reclaim The Streets*[322]. Le succès des groupes et des personnes publiques est comptabilisé sur la base de l'impact médiatique et de leur réputation[323]. Dans ce monde de la réputation, les organisations obéissent à un même souci des apparences et de leur image. Ce qui est surprenant, c'est qu'une bonne partie des militants de gauche inscrit cette lutte pour la notoriété dans une « *quête de l'hégémonie* » et du leadership politique au sein du champ protestataire. Ces militants empruntent explicitement le concept d'hégémonie à Antonio Gramsci. L'inscription de ce concept dans la logique du *piar* (« PR » pour relations publiques)[324] illustre le paradoxe d'un étrange processus de cadrage, fait par les militants, qui sélectionne et réarticule des segments de plusieurs idéologies semblant tout à fait opposées.

L'opinion est fragile, elle est génératrice d'anxiété. La disparition des paroles et des actions du monde de l'opinion équivaut pour les personnes à la mort sociale. Afin d'asseoir son positionnement et ne pas être oubliés, les collectifs, comme les personnes, font parler

---

[320] Le terme de « brand » est aussi populaire dans les milieux ultranationalistes. On peut ainsi lire que « *Le mouvement NS-WP serait l'incarnation de la violence raciale, un brand* » (http://www.liberty.ru/Themes/Roman-ZHeleznov-YA-ne-raskayalsya-Razgovor-s-naci-aktivistom, accès le 04/03/2014).

[321] Le terme de « *supermarché de la politique* » a été utilisé pour qualifier le Forum « Anti-Seliger » (action 5). L'idée est commune : Iaroslav Startsev, professeur à l'Université de l'Oural, interprète les mouvements de 2011-2012 comme une demande de la classe moyenne de pouvoir « *consommer des produits politiques variés dans un marché électoral équitable* » (Séminaire à l'Université libre de Bruxelles, 1er mars 2012 ; cité par MERLIN Aude et Lou BRENEZ, 2012, p. 11).

[322] La militante Isabel Makgoeva dit à propos du mouvement *Occupy* à Moscou en mai 2012 : « *La Russie, qui était hors du contexte général des protestations, qui était à la périphérie et qui* […] *même en décembre avait gardé cette spécificité, soudain fit un grand bond et atteignit en quelque sorte un trend occidental* » (Discussion *Самоорганизация и самоуправление в движении « Occupy »* [Auto-organisation et autogestion dans le mouvement « Occupy »], centre Levada, Moscou, 7/12/2012, http://www.levada.ru/proekt-demokratiya-v-rossii/07-12-2012/samoorganizatsiya-i-samoupravlenie-v-dvizhenii-occupy, accès le 24/03/2014).

[323] Même sur un site Internet déclarant son « anti-autoritarisme » et son identité libertaire comme *poslezavtra.be*, chaque auteur est classé selon son « rating ».

[324] Rappelons que ce néologisme s'est imposé lors de la campagne électorale pour les élections parlementaires de l'automne 1999 et se réfère aux techniques de propagande (voir chapitre 2).

d'eux. Le dispositif qui soutient l'accès à la renommée comprend des intermédiaires, les médias et les blogs, chargés d'apporter les messages jusqu'au public. Les outils utilisés sont ceux de la communication moderne : les communiqués et les conférences de presse, les interviews, le mailing, les médias, les sites Internet et l'audio-visuel[325]. L'un des documents audiovisuels produits par les coalitions est le vidéo-clip, diffusé sur Internet comme tracts d'appel aux manifestations du Comité 19 janvier[326] et de la campagne pour la libération des « otages » de Khimki[327]. Le vidéo-clip est un dispositif visuel affranchi du principe narratif : il est centré sur une idée ou un message court. Le sens produit y est faible, au profit de la vibration, de l'énergie qui s'en dégage. On qualifie souvent son esthétique d'éphémère, faite pour être comprise et séduire le plus grand nombre (PEQUIGNOT Julien, 2008, p. 233).

Le but pour les coalitions est de constituer une masse critique de manifestants, de contenus médiatiques, de leaders d'opinion et de spectateurs. Nous avons dit dans le premier chapitre que les réunions des coalitions sont largement consacrées à la recherche de moyens pour attirer les médias. Les militants partagent la croyance que les productions médiatiques jouent un rôle spécifique sur les comportements de ce qu'ils appellent « *les masses* ». Un membre du Comité 19 janvier, jeune militante des droits de l'homme (I.), envoya à la liste mail du comité un lien vers un vidéo-clip de l'association des droits de l'homme *Grajdanskoe sodeïstvie* (« Soutien citoyen ») dans le cadre d'une campagne contre la haine raciale[328]. La vidéo montre une jeune famille sympahique qui passe du bon temps au bord d'une rivière. Trois jeunes migrants s'installent bruyamment près d'eux. Tandis que le père de famille tient des propos racistes, derrière lui, dans la forêt, des zombis sortent de terre : ce sont des soldats de l'armée nazie. Un message s'affiche : « En méprisant des gens d'une autre nationalité, tu augmentes le fascisme. Reste un homme ». Une discussion sur la liste mail s'amorce :

> Un vidéo-activiste : Le clip est très mauvais. Pourquoi les migrants sont-ils filmés en gros plan, sans dents, mal rasés (marginaux) ? Ils sont tout de suite distingués visuellement des autres (formes altérées de manière caricaturale), de la « famille ordinaire ».
> I. : Les amis, nous ne sommes pas le public visé. Oui, il est primaire […] Il n'agit pas sur nous et sur ceux qui nous ressemblent, mais sur ceux qui n'ont pas d'idée sur la question ou qui sans façon n'ont pas réfléchi à leur vocabulaire et à leurs habitudes. Il ne touche pas les gens convaincus, c'est vrai qu'il provoque le rejet.

---

[325] Les mêmes techniques sont utilisées dans le camp ultranationaliste.
[326] Par exemple : https://youtu.be/O2NfA2QK0dc, https://youtu.be/14ZR2FaeG2U?list=PLWUJD8eiEivIPiwO9UWK_OWUAn-J82V96 (accès le 25/04/2014).
[327] https://youtu.be/5VIdmhYePww?list=PL7A62E93F808455DF, accès le 12/02/2014
[328] https://www.youtube.com/watch?v=M-5j6Y9ReMM, accès le 18/09/2014

> M. : Pensez-vous qu'on puisse susciter de la tolérance et de l'ouverture en stigmatisant, par des stéréotypes ? Tant que l'on prendra les gens, le public pour des idiots et des simplets, il n'y aura aucune place pour une politique alternative.
> I. : À l'intérieur de *Grajdanskoe sodeïstvie*, il y a eu de gros débats [*spory*]. Certains voulaient quelque chose de plus sanglant. On a décidé cette variante, provoquante.
> A. : Le clip est fait. Et ils demandent un geste de solidarité. S'il ne plaît pas à quelqu'un, il peut ne pas le diffuser. De toute façon personne ne va refaire ce clip.
> M. : Cela ne nous empêche pas d'en discuter. Pour, la prochaine fois, ne pas répéter les mêmes erreurs. Beaucoup de clips militants sont, comme celui-là, influencés par la culture de la publicité et du spectacle.
> A. : Cette conversation est une attaque et I. a été obligée de se justifier. Cette situation est étouffante. Il faut que l'on élabore une stratégie de communication entre nous.

La confirmation par les faits du bien-fondé de la stratégie médiatique n'est qu'un appui accessoire. La question de la qualité de la réception des produits médiatiques par les publics n'est pas posée. Le mode de communication est unilatéral. Le leader, dans cette logique, est celui *« qui dispose de la ressource médiatique »*[329]. Dans le monde de l'opinion, les grands ne sont pas forcément des personnes. Le Comité 19 janvier a fait le choix au contraire de mettre en avant un mouvement. La focalisation sur un leader conduit en effet, dit l'un de ses membres, Alexandre Bikbov, « *à un grand nombre de conflits, de divergences, de scissions et à une lutte sauvage pour l'attention des journalistes* »[330]. Pour les militants qui travaillent dans les secteurs de l'art et de la culture, bien représentés dans le Comité 19 janvier, la figure du leader est passée de mode. Ceux-ci s'organisent à partir des principes, à l'œuvre dans leurs activités professionnelles, de ce que Luc Boltanski et Eve Chiapello (1999) appellent la « cité par projets », avec ses réseaux, ses réputations et ses organisations éphémères. Cette cité se traduit pratiquement par un « mode connecté » dont la messagerie électronique constitue un équipement phare et le centre névralgique des coalitions de ce type. Pour résumer, on peut situer l'action de ces coalitions dans une composition entre, d'un côté, le « monde par projets », dans de petits comités d'organisation, quant à leur fonctionnement interne et, de l'autre côté, le « monde du renom », quant à leurs relations avec l'extérieur, les publics médiatiques. On comprend ainsi pourquoi, les ingrédients de la recette du succès des campagnes seraient, à entendre Alexandre Bikbov : l'apparition de « *nouveaux personnages intéressants* […] *et de forces attrayantes* », une « *bonne structuration des ressources*

---

[329] Denis Volkov, sociologue du Centre analytique indépendant *Levada*, Discussion *Auto-organisation et autogestion dans le mouvement « Occupy »*, *op.cit.* Notons combien la rhétorique de la mobilisation des ressources, dominante en sociologie des mouvements sociaux, se retrouve dans le sens commun et le discours public : il faudrait analyser le rôle des chercheurs en sciences sociales dans la médiation, la traduction et la diffusion de ce type de perspective.
[330] http://www.svoboda.org/content/transcript/24484556.html, accès le 07/02/2014

d'information et l'existence de projets qui ont une chance de se réaliser »[331]. Les arguments civiques (rassembler, unifier, s'exprimer, connaître les aspirations des personnes, prendre la parole, développer la discussion) sont portés aux abonnés absents.

Dans une logique d'opinion, les actions de rue créent l'événement, ce qui dans le langage indigène (que les militants ont emprunté aux relations publiques) est appelé un « *prétexte d'information* » (*informatsionny povod*). Le militant « anti » explique : « *Tout ce dont ils ont besoin, c'est de créer un "prétexte d'information" pour recruter de nouveaux membres et maintenir le nombre de visiteurs sur leur site* »[332]. Le but recherché est de produire un message court et simple, depuis les tribunes et dans les vidéos. Dans les actions de rue, on introduit des « *éléments de show* […] *qui rendent l'événement plus attractif pour les citoyens ordinaires* », dit le leader démocrate Ilya Iashin[333]. Un idéal de savoir expert est imposé sur le politique : les organisateurs invitent en priorité à la tribune des autorités et des spécialistes des mondes politique et intellectuel. Le militant Ivan Ovsiannikov justifie ce choix ainsi : « *Un meeting avec dix académiciens dont deux lauréats du Prix Nobel aura une résonance plus grande qu'une action de cinq cent punks* »[334]. D'une telle logique découle, dit-il, « *une chasse continue des organisateurs de meetings pour les VIP (même lorsque ceux-ci sont des profanes politiques)* »[335].

La défense juridique et l'organisation d'actions de soutien aux victimes de l'arbitraire policier représentent une activité centrale des collectifs et des coalitions. L'intervention dans les coalitions d'organisations professionnelles des droits de l'homme telles que *Za prava tcheloveka*, dont l'activité est fondée sur l'expertise juridique et technique en matière de droits humains, ou d'autres groupes et personnes qui agissent en tant qu' « experts », a un impact sur le processus de construction des problèmes et de symbolisation dans les coalitions[336]. La logique de la professionnalisation qu'ils véhiculent[337], l'accent mis sur la garantie des droits de l'homme et les arguments libéraux plutôt que sur des droits sociaux et des analyses

---

[331] http://rusplt.ru/society/bikbov.html, accès le 01/11/2013

[332] http://poslezavtra.be/opinion/2013/08/23/pochemu-menya-toshnit-ot-avtonomnogo-deystviya.html, accès le 26/02/2014

[333] Un des leaders de l'opposition, *Уличный протест* [La protestation de rue], *op.cit.*

[334] http://anticapitalist.ru/documents/sovetyi_aktivistam/mitingsmysl.html#.UpXYkmRvwz0, accès le 27/11/2013

[335] *Ibidem*

[336] Il faudrait étudier ce qu'ont impliqué et signifié l'émergence et l'importance du mouvement se voulant expressément mouvement des droits de l'homme quant à l'évolution interne de l'opposition, à la conception de la nature du régime en place et à leur contrecoup politique, comme le propose Marcel Gauchet (1980, p. 3).

[337] Pour beaucoup d'associations russes, le bénévolat est contre nature (DAUCE Françoise, 2013, p. 180)

politiques des situations accomplissent et alimentent à leur manière la dépolitisation du travail militant[338]. Les objectifs communs des coalitions, le « ciment symbolique » (STRAUSS Anselm, 1992, p. 95) grâce auquel les coalitions se maintiennent, tout en masquant sous couvert d'unité les divergences entre personnes, sont étroits sur le plan politique : agir vite avant que l'irréparable ne soit fait, amoindrir les souffrances des victimes de l'arbitraire et manifester sa dignité[339].

3.3.2 Pouvoir organisationnel : de la tactique médiatique à la clique involontaire

La politique, réduite comme peau de chagrin depuis le début des années 2000, survit à l'intérieur de l'enclos des meetings et à coup d'alliances fragiles. L'activité gouvernementale et les initiatives répressives imposent leur rythme. Les groupes passent leur temps à explorer les limites du possible, à savoir ce qui est toléré par les pouvoirs publics[340]. Certains militants tirent de la répression une sorte d'excitation (NIKOLSKI Véra, 2013). D'autres voient dans son existence une preuve du sérieux de leur organisation[341]. La répression à elle seule remplirait l'action de sens : elle la valide, la fait exister et lui donne de l'importance[342]. La conception de ce qui est prioritaire est réduite à des aspects immédiats. La topique de l'urgence est continuellement mobilisée. La recherche de médiatisation est l'objectif prioritaire. Les mobilisations semblent n'exister qu'à la mesure de leur réussite à se rendre visibles et à se heurter à des actions policières. Les campagnes suivent un même cycle de mobilisation court : les militants traitent le cas problématique dans l'urgence, des actions sont organisées, le niveau de mobilisation et de médiatisation atteint un pic, puis l'énergie s'épuise. Antti Rautiainen, un militant finnois ayant vécu à Moscou entre 1999 et 2012, témoigne : « *Il faut chercher des personnes, créer un nouveau site, qui sera abandonné un an et demi plus*

---

[338] Cette dépolitisation est double : elle est postsoviétique (héritée de l'anti-politique soviétique) et elle est néolibérale. J'y reviendrai.

[339] Cette idée est présente dans : « Ne devenez pas des dissidents », *op. cit.* Selon Dmitri Kojnev, l'un des leaders du Syndicat interrégional des travailleurs de l'automobile (MPRA), cette tentation menace aussi le mouvement syndical (Conférence *Рабочее движение и левые силы против авторитаризма и тоталитаризма: история, современность, перспективы* [Le mouvement ouvrier et les forces de gauche contre l'autoritarisme et le totalitarisme : histoire, époque actuelle, perspective], Moscou, 3-4 novembre 2012, http://www.ikd.ru/node/18716, accès le 25/05/2014).

[340] Comme dans d'autres régimes autoritaires, tel le Maroc (EMPERADOR Montserrat, 2009).

[341] Dmitri Vilenski, artiste et membre fondateur du groupe *Chto Delat*/*Que faire*, déplore que la répression constitue le seul critère d'évaluation des collectifs artistiques critiques (revue *Khudojestvenny journal*, 2011, 81), y compris pour les observateurs les plus lettrés, tel le critique d'art et commissaire indépendant Andreï Erofeev (revue *ArtKhronika*, 2011, 4).

[342] Cette idée est défendue dans : CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010, p. 311.

tard »[343]. Alexeï Gaskarov parle dans le même sens : « *La protestation manque d'imagination. Tout le monde organise des meetings et des piquets. Et comme tout va très lentement, l'étincelle s'éteint chez les gens* »[344]. La fin d'un mouvement, après une forte activité, engendre chez les participants de l'amertume et un sentiment d'abandon[345]. Il n'est pas certain que la mémoire des actions et les émotions associées suffisent à maintenir un mouvement et les militants engagés (BROWN Gavin et Jenny PICKERILL, 2009).

La médiatisation n'est pourtant qu'un aspect du processus de publicisation : un long cheminement est nécessaire pour qu'un problème devienne une préoccupation publique (TONNELAT Stéphane et Cédric TERZI, 2013). Le travail militant ne dépasse pas dans nos cas le stade de la publication. Les groupes effectuent peu d'analyse introspective, rétrospective ou anticipatrice de leur démarche dans le processus, contingent et réversible, de sensibilisation et de mobilisation d'un public[346]. Les « compétences sur le processus d'action » (WITTORSKI Richard, 1998) sont mal reconnues[347]. L'expérience collective n'est guère capitalisée[348]. Les pratiques à moyen et long terme, tenant compte des expériences accumulées et s'arrimant à l'histoire des luttes d'hier et d'aujourd'hui, sont peu valorisées. Nous avons vu que les réseaux d'Internet ne sont pas non plus des lieux de telles constructions car ils sont le support de flux d'images et de textes sans cesse renouvelés et sans grande orientation.

Ces difficultés à penser la mobilisation en terme de processus aident à comprendre en partie pourquoi le militant chevronné Ilya Boudraitskis oppose sans ambages deux types de situations dans les coalitions. Selon lui, il y aurait : la « *discussion pour la discussion* », « *où*

---

[343] https://avtonom.org/pages/10-let-avtonomnomu-deystviyu-vospominaniya-odnogo-uchastnika, accès le 3/11/2013. Antti Rautiainen, militant libertaire, mathématicien et programmeur, a été expulsé de Russie par le FSB au printemps 2012 pour avoir participé aux manifestations autour des élections.

[344] Conférence *Andreï Sakharov : angoisse et espoir 2011*, *op.cit.*

[345] Ceci est vrai ailleurs qu'en Russie. L'amertume existe y compris lorsque le mouvement a obtenu ce qu'il voulait, par exemple le mouvement pro-démocrate au Chili à la fin de la dictature d'Augusto Pinochet (ADAMS Jacqueline, 2003).

[346] Les militants moscovites me posaient rarement de questions sur les modes d'action en Europe, leurs réussites et leurs échecs. Ce manque de curiosité est cependant plutôt spécifique à la capitale, éprouvé comme le centre du pays et un des centres du monde. Ailleurs, j'ai remarqué que les jeunes militants, souvent complexés vis-à-vis des Moscovites et des Occidentaux, étaient plus disposés à apprendre de l'autre et à échanger.

[347] Ces compétences sont actualisables et vérifiables dans les situations inédites telles que les manifestations monstres spontanées de 2011-2012 à Moscou et celles du Maïdan à Kiev en 2013-2014, auxquelles les militants de gauche ont réagi lentement, avec désarroi et une certaine résistance (« *ces manifestations ne sont pas les nôtres* »). Les leaders de l'opposition moscovites, quant à eux, ont anéanti le pouvoir d'agir en commun en l'enfermant dans le meeting de masse contrôlé par la tribune. Ceux de Kiev ont essayé, mais n'ont pas réussi : les manifestants ont renversé ce cadre.

[348] Alain Bertho (2014, p. 76) dit que c'est là une caractéristique du nouveau répertoire (mondialisé) des émeutes et soulèvements sans visée stratégique.

le but n'est pas de convaincre, mais de préciser sa position, ou peut-être de convaincre les gens qui hésitent, les consommateurs du débat » et, ensuite, l'organisation d'actions concrètes et d'une campagne publique[349]. Autrement dit, le schéma idéal de la mobilisation pour lui est de coproduire un espace d'exposition des positions, dans les réunions des coalitions, et des espaces de représentation, dans les manifestations de rue. On se limite à la simple expression des opinions, sans entrer dans un « régime de la critique » tel qu'il a été présenté par Dominique Cardon, Jean-Philippe Heurtin et Cyril Lemieux (1995). Lorsque l'objectif est la lutte contre la répression, le but est si évident aux militants que les débats sont jugés totalement inutiles. L'important pour les coalitions est d'arriver à organiser des actions de rue, pour le Comité 19 janvier une fois par an. Des militants reprochent au comité la faible fréquence des actions : « *Le Comité 19 janvier, c'est genre "l'antifascisme une fois par an"* »[350]. Pour les autres, une action annuelle est mieux que rien. L'« action pour l'action » aide à maintenir le cap et à préserver le moral des troupes. C'est déjà ça de pris sur le champ aride de la politique. Organiser des actions est une raison d'être du militantisme à Moscou. C'est pour cette raison qu'une bonne partie de l'énergie déployée par les militants est utilisée à faire individuer et socialiser les événements manifestants, à les extraire du cours normal des choses, en cherchant ainsi à créer un horizon de sens commun dans l'arène médiatique.

Le fonctionnement des coalitions est assuré par une petite poignée de militants chevronnés qui cumulent les activités revendicatives à la fois dans leur organisation politique initiale et diverses initiatives publiques. L'attachement au collectif politique est primordial. Ces militants politiques voient les initiatives publiques comme « *une place d'armes pour la propagande et la recherche d'adhérents* » dit la militante et chercheuse Olga Miriasova (2010, p. 218). Ces initiatives gêneraient même parfois, selon la militante, l'activité politique : il faut choisir « *entre se battre dans son quartier et être militant libertaire* », « *si l'on organisait une coopérative, on n'aurait pas le temps pour les actions de rue* »[351]. En dehors des rares coalitions, les communautés militantes se fréquentent peu. Pour les militants, les coalitions sont éphémères et locales : « *Toute alliance ne doit pas être un but, mais un moyen* »[352]. La scission est l'épée de Damoclès des coalitions. C'est, plus largement, le traumatisme, le mal absolu, la plaie ouverte à peine refermée de ce pays qui menace toujours

[349] Entretien, juillet 2011, Moscou.
[350] http://avtonom.org/author_columns/revolyucionnyy-antifashizm, accès le 11/02/2014
[351] Discussion avec Olga Miriasova, juin 2009, Moscou.
[352] Utilisateur anti (http://poslezavtra.be/opinion/2013/08/23/pochemu-menya-toshnit-ot-avtonomnogo-deystviya.html, accès le 25/05/2014).

de se rouvrir[353]. Puisque les scissions sont vécues comme des échecs, des « *moments démoralisants pour tous* »[354], on se contente de bien peu sur le plan des rencontres politiques. Le pouvoir organisationnel n'est pas l'enjeu d'invention contextuelle. Seule la rue serait le lieu de l'épreuve politique, si l'on entend Stanislav Markelov : « *La lutte idéologique se passe dans la rue et celui qui prend la rue définira le futur de la société. Les questions les plus importantes se résolvent dans ce combat* »[355].

La prise de décision et le partage des tâches font peu l'objet de discussions dans les collectifs. Certaines personnes se distinguent par une implication forte. Elles pensent qu'il est plus efficace de tout faire elles-mêmes plutôt que d'apprendre aux autres. Leurs compétences et leur dévouement font souvent d'elles des leaders, dont les autres attendent beaucoup. Ce sacrifice est le prix qu'elles doivent payer pour avoir voulu attirer l'attention sur elles et pour, au cas échéant, leur « *statut de star* »[356]. La figure du leader en Russie hérite en grande partie de la figure du *vojd* (guide, chef), particulièrement dans sa version soviétique[357]. Olga Miriasova témoigne : « *De gré ou de force, le passé pèse sur nous. Le leader doit être absolument charismatique, avec cela, il doit être intelligent et cultivé, ce leader doit, disons, se tenir au-dessus et donner une direction au mouvement* »[358]. Ievguenia Tchirikova est un cas emblématique. Elle dirige le Mouvement de défense de la forêt de Khimki comme une entreprise économique « à la russe », c'est-à-dire entre néo-management et tradition[359]. Nous avons décrit son cadrage souriant et autoritaire d'une assemblée lors du forum Anti-Seliger (action 5). Ce style est plus marqué dans les réunions du Mouvement qu'elle dirige. Lors d'une réunion fin juin 2011 qui rassemble une soixantaine de personnes, quelques jours après le forum Anti-Seliger, Tchirikova est au centre de l'espace, elle monopolise la parole et commente chaque prise de parole. Elle utilise des formules de type : « *Je vais vous présenter ce que nous pensons* ». Tchirikova conçoit le mouvement comme une grande maisonnée et voudrait rassembler tous ses membres dans une solidarité harmonieuse où la polémique est évitée puisque perçue comme un dysfonctionnement. Les efforts d'Iaroslav Nikitenko,

---

[353] Les lois en 2013 punissant tout acte de « propagande » homosexuelle et la guerre en Ukraine depuis avril 2014 ont déchiré les familles et les communautés militantes. Une bonne partie des mouvements que je décris ici a été anéantie par ces chocs.
[354] Ilya Boudraitskis, entretien, juillet 2011, Moscou.
[355] Le « Livre rouge antifa » (http://avtonom.org/news/krasnaya-kniga-antifa-statya-stanislava-markelova, accès le 20/03/2014).
[356] Telle Ievguenia Tchirikova (http://www.ikd.ru/node/19285?q=node/17595, accès le 25/02/2014).
[357] Sur le principe du « chef » en URSS, lire : COHEN Yves, 2013.
[358] Discussion *Auto-organisation et autogestion dans le mouvement « Occupy »*, *op.cit.*
[359] Pour une analyse de l'organisation du travail « à la russe », lire : KRYLOV Valery et Jean-Luc METZGER, 2009.

deuxième figure de l'association, pour introduire du débat et de l'horizontalité sont ignorés et rejetés. L'ultranationaliste Oleg Melnikov, imposant, habillé de noir et portant un bandage au poignet qu'il montre ostensiblement, le recadre de manière agressive : « *Tu n'as ici aucun droit, c'est Ievguenia qui a créé ce mouvement, c'est elle qui a tout fait* »[360]. Tchirikova tente à cette période d'exclure Nikitenko et trois autres militants (qui avaient mis les deux dernières années toute leur énergie – Nikitenko avait arrêté ses études – pour la construction du mouvement) du « *centre de coordination* » du Mouvement, structure récemment créée par Tchirikova (une règle explicite dans la liste mail du centre de coordination fut introduit : l'interdiction de critiquer la leader). En refusant le débat et la prise de parole, on méconnaissait en fait que ce qui pourrait se jouer dans l'espace public localisé du Mouvement n'est pas ce qui se déploie dans un espace commun dont les modèles de référence sont pour Tchrikova la famille, l'entreprise et le leader. En été 2011, à l'époque du forum Anti-Seliger, le mouvement a grandi, différents groupes l'ont rejoint. Tchrikova compare alors avec nostalgie le cocon fusionnel que constituait le groupe à ses débuts et prône le retour à ce modèle de la « *famille* »[361]. La référence est à ce point centrale pour elle que fonder une famille serait une condition obligatoire pour qu'existe une personne publique. Elle écrit sur son blog : « *Le fait d'avoir une famille normale pour moi est le critère d'appréciation de l'activité d'une personne publique, qui permet de voir si l'on peut ou non lui faire confiance* »[362]. Cette idée qu'une « famille saine » (*sdorovaïa*) est à la base d'une « société saine » est une idée soviétique, reprise par le pouvoir depuis les années 2000.

L'action qui convient en public peut être envisagée par les militants comme un projet. Elle peut être aussi conduite par un souci d'efficacité ou une quête de notoriété. En toile de fond, on trouve cependant toujours, dans les réunions et les coulisses de l'activité revendicative, la forte emprise de l'ordre domestique, partout valorisé en Russie. Il ne s'agit pas ici de juger et d'opposer la « publicité » à la « communauté » (TASSIN Etienne, 1991), la sphère politique à l'ordre domestique (ARENDT Hannah, 1958), ni de dire que l'un n'apparaîtrait que sur fond de disparition de l'autre[363]. La « publicité » n'est jamais qu'une modalité de la « mise en commun » (THEVENOT Laurent 2006 ; STAVO-DEBAUGE Joan, 2014). Toute constitution de groupe ou de problèmes s'élabore par de progressives mises en partage et par la constitution d'un domaine commun. Dans n'importe quel acte le plus public,

---

[360] Réunion du Mouvement, été 2011, Moscou.
[361] *Ibid.*
[362] http://jenya-khimles.livejournal.com/72388.html, accès le 23/03/2014
[363] Sur la critique de la partition communauté/public, lire : STAVO-DEBAUGE Joan, 2010.

l'observateur attentif peut identifier la part du commun et les forces vitales des liens du proche qui meuvent les personnes et les groupes. La communauté est à la base de la politique. Ceci dit, on est en droit d'attendre que, dans les communautés militantes, ces liens soient (aussi) un terreau de politisation des profanes.

Nous avons vu que les communautés militantes sont peu proxélytes dans les rassemblements (chapitre 2). Soumis à l'environnement agressif de la vie à Moscou, les liens du proche sont plus accessibles et évidents que d'aller à la rencontre des inconnus, des passants avec qui l'on croit n'avoir rien en commun. Cette incapacité des inconnus à se rencontrer apparaît, de plus, comme une conséquence de l'entreprise soviétique (et postsoviétique) de désolation du politique par l'État, d'éradication des lieux communs et des espaces potentiellement publics. Au fur et à mesure que ce qui fait tenir une communauté politique autonome de l'État se défait, le pouvoir promeut un discours idéologique qui fond la pluralité en un corps organique (LEFORT Claude, 1981) et qui postule une unité ontologique du « *corps du peuple* ». Poutine fait la promotion d'une Russie harmonieuse, forgée dans un corps uni dont il faut renforcer l' « *immunité* »[364]. Devant les intrusions du pouvoir étatique soviétique dans toutes les sphères, des espaces de respiration et de ressourcement se sont depuis longtemps développés en Russie. Alexeï Yurchak (2005) a montré comment pendant le socialisme tardif les individus participaient aux rituels formalisés, reproduisaient les pratiques et les discours officiels, maîtrisaient les règles organisationnelles (parfois pour les utiliser dans leur propre intérêt), tout en les recréant à leur manière et en faisant jouer des liens informels. Les réunions, les discours et les parades étaient autant d'occasions où s'épanouissait une multitude de formes de vie, de temporalités, de relations, de significations et de normes, rendus possibles par les rassemblements organisés par le régime, mais que ce dernier ne pouvait totalement maitrisés. Ces relations créaient dans les interactions quotidiennes une sociabilité de « *svoi* » (les siens), accompagnés d'un sentiment élevé de responsabilité envers eux. Il fallait exécuter le rituel sans quoi l'un des siens serait puni[365]. L'ami est devenu le dernier rempart de résistance en Union soviétique (KHARKHORDIN Oleg,

---

[364] Vladimir Poutine s'exprima ainsi dans une interview : « *Vous savez, dès que l'État faiblit sur certains points clés, des forces centrifuges apparaissent et l'emportent. C'est comme dans l'organisme : l'immunité baisse et c'est la grippe. Ils sont à l'intérieur, ces bacilles, ces bactéries, ils sont toujours là. Quand l'organisme est fort, vous, avec votre immunité, écrasez toujours la grippe. Il faut faire du sport !* » (24 novembre 2014, http://tass.ru/opinions/top-officials/1589319, accès le 26/11/2014).

[365] L'opposition binaire entre « nous » et « eux » reproduit les messages officiels obsédés par la construction d'une frontière nette entre le « bien » et le « mal », entre ce qui est proche et ce qui est étranger.

1999 et 2000). Paradoxalement, ces réseaux, en subvertissant le système socialiste, l'ont fait vivre et lui ont survécu. La division entre les « nôtres » (« *nachi* ») et les « étrangers » (« *tchujie* ») est fixée dans les pratiques et la langue ordinaire, y compris des militants.

Aujourd'hui, dans les espaces de vie plus ou moins auto-organisés non prescrits d'en haut, les rapports des uns et des autres se régulent essentiellement à travers des liens de confiance interpersonnelle, entre proches et voisins[366]. L'attachement à la sphère privée met les individus, pensent-ils, à l'abri des risques (parfois mortels) de la sphère politique. Mon propos n'est pas de considérer dans ce travail le potentiel politique de ces communautés de voisinage[367]. Mon objet est plus étroit : c'est celui de la rencontre et de la construction d'une expérience commune, y compris l'ouverture d'espaces de discussion, entre personnes non proches, entre « étrangers », dans les espaces définis comme « *ouverts et citoyens* » des coalitions. Des questions se posent : Les collectifs et les coations étudiés ici dépassent-ils la partition habituelle entre les « nôtres » et les « étrangers » ? Comment sortir de l'« oasis » des espaces du proche sans y perdre ses attaches ? L'engagement dans les collectifs politiques conduit-il à ce qui peut être attendu du militantisme, à savoir à un esprit public, ouvert au débat et à la critique et orienté vers un bien commun qui dépasse les communautés déjà constituées (amis, camarades, collègues, famille, couple) ?

3.4. Les coalitions et les communautés militantes : formes du commun et tensions

Le paradoxe des groupes focalisés sur la production d'événements et la recherche de l'audience médiatique est qu'ils peuvent penser prendre tout leur sens par l'extérieur. Cette stratégie médiatique s'accompagne d'une faible recherche de formation interne et d'un fort turnover des membres, qui rendent difficile la consolidation des collectifs sur un temps long[368].

---

[366] Voir par exemple les descriptions de la sociabilité de quartier dans une cité-jardin moscovite par Sarah Carton de Grammont (2013).

[367] D'autres l'ont fait, par exemple : CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010.

[368] Chez les militants libertaires, les flux d'entrée et de sortie sont forts : 80 pour cent des personnes quittent le mouvement dans les trois ans qui suivent leur arrivée. La moyenne d'âge est invariablement de 20-25 ans (http://poslezavtra.be/InfoGate/2013/05/14/anarhizm---eto-hobbi.html, accès le 26/02/2014).

3.4.1 Une entrée peu politique dans les collectifs

Les militants perçoivent les coalitions civiques comme éphémères. Celles-ci ne sont pas l'enjeu d'un projet politique inclusif visant à transformer leurs membres. Dans cette perspective, la vie courte et l'intensité du turnover des coalitions n'est pas problématique. Les coalitions sont invariablement animées par un petit groupe de militants politiques expérimentés (libéraux, libertaires, de gauche), de salariés ou militants des droits de l'homme (comme Lev Ponomorev) et de quelques intellectuels et artistes marginalisés[369]. Peu de militants sociaux non-encartés ayant été actifs à la perestroïka ou étant engagés dans d'autres luttes sociales (logement, éducation, etc.) sont présents dans ces coalitions à Moscou. Les militants vétérans de nos coalitions sont tous des militants issus de mouvements politiques[370].

L'importance du turnover (dans les groupes libertaires et antifascistes) ou la stagnation des effectifs (réduits à une dizaine de militants dans les groupes de gauche[371]) sont révélatrices des difficultés des organisations à intégrer de nouveaux arrivants. La transmission intergénérationnelle est problématique. Depuis le début des années 2000, des centaines de personnes séduites par les actions spectaculaires sont passées dans les groupes libertaires et antifascistes, auxquels je vais me référer dans les paragraphes qui suivent[372]. Les militants chevronnés de ces groupes n'ont pas voulu reproduire le modèle traditionnel des mouvements de gauche, fermés, dogmatiques et inclinant au *vozhdisme*, au culte du chef. Un militant évoque ce choix : « *Nous avions eu l'expérience des sectes fermées, nous avons "tué le père" et avons essayé au maximum de ne pas ressembler à nos prédécesseurs* »[373]. Les nouveaux « *leaders informels* » ont alors adopté la position extrême inverse. Ils ont fui toute discussion politique. Ils ont travaillé sur des activités qui n'étaient pas de nature à révéler l'ignorance politique des personnes. Ils ont conforté l'idée que l'engagement puisse être agréable, facile et

---

[369] La participation des intellectuels et de l'ensemble de la « classe créative » est encore plus faible dans les initiatives sociales locales autour du logement, du travail et de la défense des avantages sociaux (CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010, p. 86).

[370] D'autres luttes sociales comptent, du fait de leur ancienneté, des vétérans qui ne sont pas des militants politiques : par exemple le combat dans les années 2000 pour la défense du lac Baïkal a rassemblé avec succès différentes générations de militants politiques et écologistes (TITOV Vadim, ROZHANSKI Mikhail et Iulia ELOKHINA, 2005). Les anciens militants s'étaient mobilisés dans les années 1980 pour la même cause. C'est également le cas de la lutte pour la sauvegarde du patrimoine historique à Saint-Pétersbourg et à Moscou qui rassemble des militants diversifiés.

[371] Dans ces groupes, l'extension des communautés n'est pas un idéal recherché. Seuls les plus motivés, peu nombreux, restent et parviennent à se faire une place.

[372] Le même phénomène a caractérisé le Parti national-bolchévique (NBP) qui comptait environ 10 000 militants en 2003-2005. Dans cette période il organisa près de 870 actions en Russie, soit 37-38 par mois.

[373] http://scepsis.net/library/id_3549.html, accès le 15/03/2014. L'auteur, Andreï Movchan, est kiévien : le même processus a eu lieu à Moscou.

efficace. Ils se sont engagés dans une perpétuelle course en avant du « toujours plus spectaculaire »[374]. Dans ces groupes le « bon membre » (ELIASOPH Nina et Paul LICHTERMAN, 2003) est celui qui se rend assidu aux actions communes. Il ne lui est pas expressément demandé de participer aux réunions, de débattre, de parler politiquement et de proposer des activités. La participation aux débats est pour les militants un complément non essentiel du militantisme et pour lequel il n'y aurait pas de demande[375]. Elle serait une perte de temps. Elle serait inappropriée pour les profanes incompétents (« *Vous, en France, vous avez des masses plus évoluées* » [*bolee prodvinoutye massy*], me disait-on). Le travail intellectuel n'est pas un enjeu dans les mouvements. L'élaboration de comptes rendus argumentés pour des camarades et au-delà pour un large public n'est pas un exercice attendu[376].

Si le style et les tactiques ont changé par rapport à la période précédente, l'approche générale du profane n'a pas été renouvelée chez les militants. Les pères et les fils ne sont pas si éloignés. On perçoit chez eux la même production d'identités négatives contre les « *masses* » et les « *obyvateleï* » (les « hommes ordinaires »), le même désintérêt à l'égard de l'autrui distant, la même faiblesse du tact pédagogique et du goût de la séduction à l'encontre des profanes. Les militants confirmés n'ont ni la patience ni le temps ni l'appétence pour la construction graduelle et méthodique d'un mouvement. Les militants confirmés mènent rarement des discussions de fond avec les nouveaux venus. Ils coupent souvent court à tout débat par le silence ou en assénant des phrases-couperets (« *Tu penses mal* » [*Plokho myslich*]). Ce manque d'hospitalité est surtout le fait des hommes : les militantes confirmées sont beaucoup plus indulgentes. Mais l'indulgence n'est pas une forme de réciprocité : elle ne conduit pas elle-même à la mise en commun et à la discussion politique. L'accueil des profanes était aussi frais apparemment à la fin des années 1980, dit Vlad Toupikine :

> *« Jusqu'en août 1991, le nombre d'anarchistes n'a cessé de croître. Les gens entrés dans de militantisme en 1990 et 1991 ont pris les anciens groupes comme des acquis. Une partie a été déçue puisqu'ils voulaient qu'on leur dise où aller et que faire. Nous ne leur répondions pas toujours. On disait : "Tu peux diffuser le journal, mais, en gros, décide toi-même et imagine quelque chose toi-même". Les gens n'étaient pas prêts à penser par eux-mêmes.* »[377]

---

[374] Sans compter que la stratégie médiatique a mis certains d'entre eux sur le devant de la scène médiatique et que ce succès leur a « monté à la tête ». Les groupes *Voïna* et *Pussy Riot* furent à l'avant-garde de cette course spectaculaire et médiatique en avant.

[375] Anna Colin Lebedev (2013, p. 120-124) montre également dans son analyse du Mouvement des mères de soldats que la place donnée par les bénévoles à la discussion employant des catégories du politique avec les profanes est limitée.

[376] Cet exercice est attendu dans un régime de justice (THEVENOT Laurent, 2009, p. 41).

[377] Entretien, mai 2011, Moscou.

Les militants attendent que les néophytes lisent eux-mêmes la littérature politique, mettent en place spontanément des activités ou au moins assistent aux meetings. Ils se plaignent de l'inexpérience des nouveaux venus. Un militant est conscient du problème : « *Les gens qui viennent dans le mouvement* […] *ne peuvent pas se trouver quelque chose à faire des mois durant* […] *Une partie quitte le mouvement, une autre plonge dans la tousovka* [groupes informels]*, la subculture, et le reste maintient la tradition du "militantisme pour le militantisme"* »[378]. L'*exit* des partants ordinaires est généralement silencieux. Il est, outre les raisons déjà avancées, en partie lié au passage à la vie adulte, à l'entrée dans la vie active et au réveil du sens de responsabilité envers les parents. Il naît également du besoin de réalisation de soi dans des activités socialement importantes (le travail, la famille)[379]. Les activités revendicatives sont considérées comme marginales, voire déviantes. Or, on sait que le prix accordé au militantisme est fonction de la valorisation sociale des activités politiques (FILLIEULE Olivier, 2005, p. 46). En coulisse, des militants se plaignent que les profanes profitent des ressources (en particulier l'aide juridique) des groupes, puis les quittent une fois leurs problèmes résolus.

Les régimes d'expression du dire et du faire militants reposent sur des codes, des visions du monde et des manières d'être que les militants intériorisent sous la forme d'un impensé. Ces régimes présupposent une situation égalitaire dans les collectifs alors que les profanes ont des ressources et des capacités souvent insuffisantes pour se faire entendre (LABUSSIERE Olivier, 2009). Les militants partent d'une égalité supposée, plutôt que comme d'une méthode. Comme partout, la difficulté réside dans la capacité des militants à proposer aux profanes des équivalences entre des catégories qui renvoient à des univers de signification familiers des profanes et des thématisations politiques et critiques de problèmes[380]. C'est pourtant seulement de cette manière que des personnes engagées (en politique, en ethnographie) puissent devenir des « médiateurs » (*brokers*) et des « traducteurs ». En retour, dans ce genre de mises en commun idéales, les profanes apportent un savoir ordinaire ou « savoir d'usage » aux militants (SINTOMER Yves, 2008 ; TALPIN Julien, 2010, p. 110) issu de mondes sociaux que ces derniers connaissent peu ou pas. Nous avons vu que des militants comme Lev Ponomorev sont des « médiateurs de coalitions » (OBACH Brian, 2004) qui

[378] http://www.libfront.org/2013/krizis-neeffektivnogo-aktivizma, accès le 26/02/2014

[379] Les réseaux familiaux et amicaux sont si valorisés que les défections militantes sont socialement légitimes. La famille est en Russie une microsociété qui a une influence considérable sur les personnes.

[380] C'est la définition de militants que donne Yves Déloye (2007, p. 792) à partir d'études de cas.

arrivent à faire communiquer différents groupes politiques ensemble dans les réunions et avec la police dans les actions de rue. La question est plus épineuse lorsqu'il s'agit pour le milieu du militantisme politique moscovite d'aller à la rencontre d'autres mondes sociaux.

3.4.2 Relations, tensions et régulations à l'intérieur des groupes

Lors d'une réunion du Comité 19 janvier, j'ai, spontanément histoire de rompre la glace des réunions techniques, entamé une discussion sur le manifeste rédigé par un membre. Cette « gaffe » a été productive dans la compréhension des conduites en réunion. Le membre y faisait une analogie entre le « *terrorisme caucasien* » et la « *terreur néo-nazie* », deux maux contre lesquels la société « *malade* » devait, disait-il, se battre. J'expliquai poliment que l'argument laissait à désirer d'un point de vue stratégique, celui de la constitution d'un public le plus large possible : « *Avec un tel manifeste, comment vais-je inviter les amis caucasiens de ma cité universitaire aux actions ?* » Je n'ai pas osé dire que les arguments était moralement inadmissibles : j'avais peur d'une réponse ouvertement xénophobe et d'avoir à l'affronter sans doute sans soutien de la plupart des autres membres ou, pire, de passer pour l'Occidentale qui faisait des leçons de tolérance et d'humanité. Mon objectif était pratique : négocier pour changer le contenu du manifeste. L'auteur du texte, un militant antifasciste, ne se sentit pas contraint de justifier très en avant son choix : « *C'est du piar noir, c'est la langue que comprend le peuple* »[381]. Puis il dit que le texte avait été présenté et accepté lors de la réunion précédente, que les réunions n'étaient pas le lieu pour le discuter (« *Parlons-en sur la liste mail* » – le texte n'y sera pas discuté malgré mes relances). Il conclut l'échange en disant que celui qui n'était pas content n'avait qu'à réécrire tout le texte du manifeste alors que je n'avais fait que proposer le changement de certaines formulations. Les nuques se courbaient. Les autres membres, spectateurs du « débat » regardaient leurs pieds. J'étais seule à défendre mes positions. La réunion comptait pourtant des militants (des droits de l'homme, libertaires et de gauche) et des intellectuels hautement respectables, qui dans d'autres contextes, par exemple les discussions informelles, les conférences consacrées au thème ou les interviews dans la presse, critiquaient l'idéologie raciste anti-caucasienne. Il leur était par contre difficile d'improviser un débat contradictoire entre des opinions opposées et de rappeler à l'ordre un militant.

Les locuteurs évitent la justification dès que l'on touche, même à un niveau très bas, à des questions polémiques et des débats politiques. Les réunions se dispensent également de

[381] Le *piar*, comme dit plus haut, est un néologisme pour propagande (Public Relations).

développer des réflexions sur le vécu des personnes et leurs émotions. Ce régime du partage n'existe que dans les rencontres informelles. Un internaute témoigne :

> *« Les groupes qui se rencontrent seulement pour discuter des affaires en cours et de l'activité, que seul un but commun rassemble, ne stimulent pas l'efficacité du groupe sur le plan émotionnel* […] *Ce type de relation peut être oppressant pour certains militants, surtout si tu passes presque tout ton temps libre dans le militantisme, et que tu n'as personne avec qui parler des thèmes personnels parce que tes amis t'ont dit d'aller te faire foutre, car tu n'as pas de temps pour eux et que tu n'as pas fait de nouveaux amis. C'est nul quand tu as des gens avec qui discuter sur une action et personne avec qui partager tes joies et tes peines »*[382].

Dans cette « spirale du silence » (NOËLLE-NEUMANN Elisabeth, 1974) dans les réunions, les groupes sont capables de rassembler des personnes dont on ne cherche pas à comprendre finement les besoins et les expériences sociales, ce qui pourrait pourtant donner un moyen pour les collectifs de retrouver de nouvelles prises sur le monde.

Dans les réunions des coalitions, le travail critique n'est ni bienvenu ni jugé nécessaire. On est dans un régime de l'opinion particulier où le format de l'opinion n'est pas apprêté pour la pluralité, ni ordonné à la discussion. Les opinions politiques sont considérées comme de l'ordre de l'intime conviction et vécues par leurs détenteurs comme non conventionnelles. On enseigne en Russie dès l'enfance à ne pas marchander avec sa conscience et à discréditer le compromis. Les convictions sont privatisées et peu livrés en public. Les militants s'abstiennent de les discuter avec des ennemis supposés ou des inconnus catégorisés comme politiquement « inférieurs ». Chacun sait, ou croit savoir, de quoi il retourne lorsqu'on entame un débat politique, que celui-ci conduirait à des désaccords irréductibles et à des ruptures. Les situations ne sont pas construites comme des échanges et c'est pour éviter les conflits que les réunions se limitent à des questions techniques. Une fois mis de côté les questions « *politiques* » qui fâchent, les personnes montrent une grande maîtrise linguistique et argumentative. Elles parlent à propos et de façon compréhensible. Elles respectent les tours de parole. Le calme des réunions contraste avec l'atmosphère des réunions en France, mouvementées, pleines de disputes et de conflits d'égo[383].

Le débat est, dans les réunions, une situation de trouble, où l'inquiétude d'être jugé, l'« inquiétude de l'évaluation » (LIVET Pierre et Laurent THEVENOT, 1997) est grande. Les

---

[382] Commentaire d'une internaute, « Monkey » à l'article : http://poslezavtra.be/Tactics/2013/08/25/pochemu-sostoyaschie-iz-druzey-organizacii-terpyat-neudachu.html (accès le 15/02/2014).

[383] Dans les discussions informelles les militants expérimentés parlent en termes politiques. Nous le verrons plus loin.

sensations « *d'être poussé à bout* » et de « *déborder* » émergent[384]. J'ai été plus d'une fois confrontée à la même scène : lors d'une réunion ou d'une conférence, un homme prend la parole, se déclare avec force contre une idée présentée précédemment et quitte brutalement la salle, sûr de lui et sans attendre de réponse. Dans ce registre de réaction affective aiguë, la parole ne permet pas l'apaisement. Elle peut être, au contraire, inopérante, déprimante, voire dangereuse[385]. Elle se bloque avant d'atteindre le stade de la critique argumentée. La défection laisse le groupe démuni et crée « un choc chez ceux qui restent, car ils n'ont pas la possibilité de répondre à ceux qui les ont quittés » (HIRSCHMAN Albert, 1995, p. 194-195). Les raisons du mécontentement ne sont pas discutées collectivement et ouvertement.

En évitant l'explicitation, les malentendus s'installent. Les militants connaissent dans les collectifs des rancunes et humiliations (*obida*) sourdes et tenaces. *Obida* est un terme courant et populaire désignant le sentiment d'avoir été injustement outragé et méprisé. Il s'agit d'une colère non exprimée et impuissante (LINDQUIST Galina, 2006, p. 93) provoquant irritation, ressentiment et tristesse. Le terme s'emploie parfois pour parler de la vie en général « *dans un pays où il est impossible de faire des plans* » (PESMEN Dale, 2000, p. 40). Une militante d'origine allemande vivant depuis plus de dix ans à Moscou confie :

> « *La Russie est le pays des gens vexés* […] *On trouve là la quintessence de l'incapacité et la mauvaise volonté à mettre en œuvre une approche constructive et dirigée vers un but précis : ça vient du sentiment de son impuissance personnelle et d'un refus collectif de se reconnaître et d'agir comme un certain sujet (politique). Je veux dire qu'en particulier dans les cercles politisés tout écart du cours ou toute critique est interprété comme une offense personnelle* »[386].

Les fautes mal expiées réactualisent les animosités. Au banquet de la rancune, l'avalement de salive se traduit par des insatisfactions informulées. Les critiques sont faites dans un cadre informel ou sur Internet. Le défaut d'une approche collective de l'évaluation fait peser sur les simples personnes une forte pression et le poids des échecs et des manques ainsi qu'une injonction implicite à « s'éduquer elles-mêmes », ce qui se traduit souvent par un sentiment de marginalisation et d'anxiété à l'intérieur des groupes. Cette économie des relations, cette « action collective » (qui existe y compris dans les cas où les protagonistes eux-mêmes ne reconnaissent pas qu'elle a lieu – GRAHAM Keith, 2010, p.32) reste cachée et inavouée. Toute espèce de mise en partage en public, d'affirmation des « je » est exclue. La

---

[384] Marc Brevigleri (2009) a écrit un bel article sur l'insupportable et la fatigue de *vouloir vivre ensemble* en démocratie libérale.

[385] Michèle Descolonges rapporte (2006, p. 42) que les techniciens et les ingénieurs en poste au moment de l'accident de Tchernobyl refusent la conduite d'entretiens systématiques parce que la parole ferait revivre l'horreur.

[386] Facebook, août 2014 (le message n'est pas public : je ne divulgue pas l'identité du compte).

prise de position objective, héritage marxiste-léniniste qui analyse les faits séparés du sens que les personnes leur confèrent et de leurs expériences vécues, passe pour de la noblesse dans les discussions publiques. Les militants, surtout les hommes (qui dominent numériquement et imposent leurs visions), ne sont pas prêts à parler collectivement et publiquement de leur vie personnelle[387]. Ils dépersonnalisent les expériences. Ils détournent leur attention des personnes et la tournent vers les forces destructrices de l'État et de leurs autres ennemis[388]. La prétention à l'objectivité et la conscience de n'être que le représentant d'intérêts supra-individuels, de ne pas lutter pour soi, mais seulement pour la cause donnent, comme l'écrit Georg Simmel dans *Le conflit* (1908/2003, p. 52), aux échanges un caractère éprouvant et impitoyable.

Les situations critiques, parfois explosives, semblent reproduire des scènes familiales et les coups de sang de nombreux pères (qui sont devenus adultes sous le régime soviétique). Elles renvoient aux difficultés de la prise de parole publique et de la gestion des émotions hors de la communauté de proximité. Pavel Mikitenko témoigne : « *Les gens appréhendent les collectifs à travers leurs propres fantasmes* »[389]. Un militant dit la même chose : « *Personne ne nous a appris le dialogue. Nous avons appris un peu par nous-mêmes. Et nos relations au monde en découlent. Avec le temps, seulement, l'idée est venue que d'écouter son interlocuteur était révolutionnaire* »[390]. Pour de nombreux milieux artistiques et militants de gauche, le « vrai » radical est celui qui refuse la discussion, associée à une faiblesse – libérale et occidentale – de la volonté. Il est celui qui dit tout haut ce que les autres pensent tout bas ou ne pensent même pas, le fantasme le plus profond étant de s'adresser directement au chef du pays, au « tsar » (en allant lui parler depuis la place Rouge).

---

[387] L'apparition depuis fin 2011 d'un mouvement féministe énergique confirme la difficulté des militants à aborder la question du personnel. Dans un débat, en novembre 2014, où des féministes et des militants de gauche tentaient de discuter ensemble, l'un de ces derniers dit : « *Je ne veux pas parler de ma vie personnelle. Si notre manifeste parle d'égalité, ça suffit* » et « *Quand on discute d'un problème, ce n'est pas important de savoir qui parle car on parle d'un problème. Si l'on commence à regarder qui parle, on change de sujet* »
(https://youtu.be/7Vzp1rqFu9M?list=PLaPmqJfReXUlznoc_2enLsN3pYA74148s, accès le 10/11/2014). Le ton agressif des féministes, qui n'ont dans les discussions pas plus de tact que les militants de gauche, offense ces derniers, qui pensent avoir parlé du thème du sexisme bien avant elles. Ce manque de reconnaissance blesse hautement les militants qui voient de plus l'émergence d'un mouvement féministe d'un mauvais œil puisqu'ils sont en lutte pour l'hégémonie. La possibilité d'une contestation interne et donc d'une mise en commun n'est pas envisagée.

[388] Polly Jones (2011, p. 158) repère, à la période du Dégel, la même gestion des émotions publiques dans les récits des hommes sur la terreur.

[389] Discussion informelle, juin 2011, Moscou.

[390] Discussion informelle, , juin 2011, Moscou.

Les communautés militantes sont socialement homogènes et plutôt fermées. Leur bonne santé dépend de l'état de leurs relations personnelles. Ces groupes peinent à définir des règles communes de fonctionnement et des modalités de l'appartenance, puis à les faire fonctionner explicitement. L'échec des expériences de vie en commun – squats, quartiers généraux, appartements collectifs – témoigne de manière symptomatique de ces difficultés. Ces « *communautés de vie n'ont pas été décidées : les gens viennent comme ça* », m'expliquaient des militants. Les conflits personnels et de représentation, non catégorisés ni affrontés par des enquêtes internes de militants, épuisent les collectifs. Les chocs, non amortis par des disputes qui mettraient en scène les modalités de partage, menacent les groupes et ruinent la vie en communauté. La conséquence tirée des échecs est que « *Nous sommes, pauvres enfants traumatisés du communisme forcé, incapable de vivre en communauté* »[391]. La vie en commun était déjà problématique dans les années 1990, dit Vlad Toupikine : « *L'alcool rendait agressif, borné et irresponsable* [ne paritsia]. *Il y avait beaucoup de conflits personnels à cause des filles et de l'autorité, du type "qui assure le plus"* [kto kruche] »[392]. Dans les années 2000 l'alcool a disparu de nombreux milieux militants à Moscou. Les conflits, les difficultés et les frustrations quotidiennes (au travail, à l'université, dans les familles, dans la rue) entraînent des mécanismes de défense typiques : ressentiment, méfiance, peur, fantasmes de domination et de manipulation et découragement. Ils infestent les rapports entre les militants. Peu d'études sur la Russie ont porté leur attention à ces comportements et à leurs aspects micropolitiques : ces petites circonstances particulières exercent pourtant une influence décisive sur les organisations. Elles sont la façon dont les organisations vivent et se font dans l'ordre de l'interaction (GOFFMAN Erving, 1967/1974).

Les pressions de l'ordre domestique ont des effets sur les modes de socialisation au politique. Le mode familier s'affranchit de la prise en compte d'un autrui distant, il est constitué d'habitudes irréfléchies et incorporées (au sens de John Dewey, 1922), difficilement saisissables en dehors de la communauté de proximité (THEVENOT Laurent, 2006). La communauté a des aspects positifs indéniables : elle est vectrice de valeurs, d'affirmation de soi et d'authenticité, de maintien de la personnalité. Dans les communautés (familiales, amicales, militantes) intenses, on abandonne rarement un frère tombé dans la faute ou la déviance. L'ami est accepté et aimé, quels que soient ses défauts, ses qualités et ses limites. Les querelles dans les mouvements se résolvent rarement par l'expulsion (injustifiable pour

[391] Discussion informelle, juillet 2009, Moscou.
[392] Entretien, mai 2011, Moscou.

les militants) d'un membre qui a commis une faute grave (trahison, vols, agressions sexuelles dans la communauté). Les critiques se font sur le mode du murmure. Dans les échanges entre proches, les émotions intersubjectives sont puissantes en Russie. Cette vigueur du « mode du partage » chez les personnes, qui se révèlent être alors des dentellières de l'accueil et de l'écoute, a été un aspect radicalement exotique et fascinant pour moi. Les expériences et les idées exprimées en première personne sont perçues, dans les moments où le sujet dit « sa vérité », comme uniques et reçues avec une grande attention et une incroyable générosité. Dans le cercle des proches, le goût de la discussion comme expérience d'émotions partagées s'exprime avec force. L'émotion est le ciment qui soude les communautés que l'on peut qualifier d'affectives. Pavel Mikitenko dit qu'en Russie il est plus facile de s'entendre avec autrui sur le plan des émotions que celui des arguments. Les véritables amis, dit Nina Eliasoph (2010, p. 22) s'éduquent mutuellement : en Russie ils s'enseignent ordinairement à ne pas entrer dans le régime de justice.

La logique domestique ne cherche ni l'objectivité de l'information, ni le pouvoir des explications, ni le jeu des argumentations. Elle n'a pas en charge, contrairement au régime critique, de mener une enquête, d'imputer des causes, de défendre des positions. Elle veut éviter le passage au conflit, qui est pourtant le moteur de la politisation (LEFORT Claude, 1991 ; ou plus récemment, HAMIDI Camille, 2006, p. 16). Cet étouffement représente une véritable « norme tacite de la conversation » (ELIASOPH Nina, 2010, p. 33) en mode familier. Dans ces communautés le régime critique apparait comme une injure à la cohésion, aux rapports proximaux, à la reconnaissance par autrui[393]. Dans les activités militantes ou professionnelles, les personnes sont prises dans des liens informels éprouvés comme obligatoires, des rapports qualifiés parfois de « féodaux » (*feodalnye*) et de « mafieux » (*mafioznye*)[394]. La logique domestique ne cherche pas à mettre en acte l'égalité. Le lien fondé sur le proche n'est pas égalitaire : il assume un rapport de dépendance et correspond souvent à un déni d'autonomie, comme le montre Anna Colin Lebedev pour le mouvement des mères de soldats en Russie (2013, p. 125-134). L'ordre domestique, omniprésent, a colonisé les espaces interstitiels : il laisse peu de place à un régime critique accueillant les différends et les

[393] La poète Olga Sedakova (*op. cit.*) rapporte que dans les cercles de l'intelligentsia soviétique, les critiques personnelles dans les mémoires ou la vie quotidienne étaient très mal acceptées. Elles pouvaient être perçues comme un refus à l'autre d'exister.

[394] David Ter-Oganyan, artiste, entretien, novembre 2009, Moscou. La métaphore de la famille est souvent développée pour évoquer le milieu artistique et les groupes informels (http://azbuka.gif.ru/alfabet/t/tusovka/, accès le 23/03/2014). Françoise Daucé (2013) témoigne pareillement de l'importance des liens personnels et du régime domestique dans le fonctionnement des associations des droits de l'homme.

différences. L'intégration aux communautés militantes, et ce n'est bien sûr pas spécifique à la Russie comme le montre Ivan Sainsaulieu (2006) pour des communautés en France, ne nécessite paradoxalement pas toujours de travail intensif d'explicitation sur les idées, les idéologies et les valeurs. La toute-puissance du régime du familier pose des contraintes lourdes sur le régime critique et sur la consolidation d'alliances et de positions politiques argumentées. Dans les communautés où le « régime de la critique » est le plus faible, par exemple les groupes antifascistes ou la *tousovka* (groupes informels), les sujets labellisés comme politiques sont jugés trop sérieux et abandonnés. Ces groupes sortent du mode majeur du militantisme austère. Cette sortie s'opère parfois par la plaisanterie ou la narration anecdotique. Toute une littérature montre que ces moments informels de rire (une tradition très présente en URSS) consolident les liens et favorisent l'homogénéité du groupe (ZAMBIRAS Ariane, 2011). Leur portée politique et polémique n'est cependant pas toujours évidente. L'humour dont il est question est souvent conservateur et rétrograde. Dans le milieu antifasciste les plaisanteries peuvent être homophobes et sexistes. Elles reproduisent des représentations ordinaires sans qu'aucun cadre ne suscite l'obligation de les discuter. Le mode d'expression décalé de la dérision se répète sans pouvoir changer les travers qu'elle ridiculise. Il les fait au contraire monter en généralité.

L'art de parler et de s'écouter en public n'est pas un exercice reconnu dans les autres sphères de l'activité revendicative et celles qui leur sont proches. Le sociologue Boris Gladarev (2013) utilise la métaphore de « surdité publique » pour qualifier le défaut de capacités de parler en public dans des discussions publiques[395]. Ce problème a aussi été présenté par Mary McAuley (2010) à propos des discussions publiques à la fin des années 1980, d'où n'a pas émergé, malgré la grande envie des gens de se parler, une « langue publique » qui puisse sortir les situations de communication des deux formats qui prévalaient en URSS, à savoir les « discussions de cuisine » entre proches et la langue formelle et

[395] Gladarev a étudié diverses réunions publiques à Saint-Pétersbourg : des réunions de voisinage, de défenseurs du patrimoine et des auditions publiques entre 2008 et 2012. La plupart des réunions ressemblent, dit-il, à un « *marché* », « *personne n'est prêt à écouter, tous veulent seulement s'exprimer* ». Pour lui, les débats les plus positifs et « *efficaces* » auxquels il a assisté furent des réunions à petits effectifs et où étaient présents des hommes d'affaire, qui « *savent mener les affaires* » et « *aller au compromis* » (http://www.the-village.ru/village/city/city-interview/166985-sotsiolog-o-tom-pochemu-gorozhane-ne-umeyut-dogovarivatsya, accès le 16/07/2015). Sa définition de la raison d'être du public est néanmoins problématique : faciliter les négociations et mener des réunions en vue de résultats rapides n'est pas suffisant pour constituer un public. Elle évacue les activités de définition des intérêts partageables et de formation de jugements politiques qui demandent du temps et une mise en commun large (pas seulement à l'intérieur d'un petit groupe de militants).

officielle rigide[396]. Les discussions étaient, dit l'auteur, conflictuelles et tournaient souvent à la bagarre. D'autres sphères, des instances comme la Douma[397] et en grande partie les médias (KHVOSTUNOVA Olga, 2010) ne constituent pas des lieux de débat pluriel et de confrontation entre des points de vue. Partout, les espaces où les personnes pourraient discuter de leurs problèmes ensemble manquent. Le rejet des débats politiques, façonné en situation dans les coalitions, s'inscrit ainsi dans une matrice plus large, avec une historicité propre.

3.4.3 La coalition comme expérience politique : front commun instrumental ou instance de sociabilité politique ?

Baignées dans une rhétorique de l'urgence, les réunions des coalitions apparaissent peu comme des lieux d'élaboration et d'expérimentation collective de savoirs et de compétences revendicatives. De tels lieux seraient susceptibles de créer de la continuité dans la discontinuité d'une histoire russe vue communément comme une succession de ruptures et de tentations de la « table rase ». Pour l'artiste kiévien Iouri Krouchak, la « table rase » est un principe de gouvernement en Russie et en Ukraine qui empêche d'instaurer un cadre qui permettrait la rencontre avec l'autrui non familier qui ne soit pas angoissante et qui offrirait au sujet la possibilité de s'autonomiser[398]. Le répertoire d'action spécialisé lié à la stratégie médiatique correspond à un degré élevé de compétences techniques et juridiques d'un petit nombre de militants qui maîtrisent les savoirs propres de la politique spécialisée. Rares sont les personnes ou les collectifs qui tentent d'ouvrir des contextes de conversation politique et ainsi créer des espaces de débat public. Stanislav Markelov en faisait partie. Il était une figure atypique dans le paysage militant. Il aimait la polémique et il exprimait (à l'oral et dans des publications) des critiques fort nettes à l'égard des milieux libéral, libertaire, antifasciste et de gauche, ce qui ne l'empêchait pas de travailler avec eux. Depuis sa disparition, chaque camp reprend certains de ses propos pour armer la critique contre ses concurrents. Quelques militants des droits de l'homme ont, préalablement à la publication des écrits de l'avocat dans

---

[396] Chaque format avait ses codes, ses comportements attendus et ses émotions. Les émotions officielles et publiques étaient l'enthousiasme et la colère contre les ennemis et les émotions non publicisées et largement répandues étaient la peur, la mélancolie (*toska*), la méchanceté (*zlost*) et le bonheur personnel. Pour une description fine de ces répertoires émotionnels, par exemple dans les années 1930, lire : FITZPATRICK Sheila, 2004.

[397] Comme le déclare la Chambre civile de Russie, un organe consultatif auprès du Kremlin : *Rapport sur l'état de la société civile dans la Fédération de Russie en 2010* (http://www.oprf.ru/files/Doklad-OPRF-2010.pdf, accès le 04/04/2014).

[398] Discussion janvier 2012, Kiev.

un recueil, effacé les passages où celui-ci critiquait l'opposition libérale[399]. Des militants libertaires reproduisent les critiques de Markelov contre les libéraux. Peu s'efforcent de saisir qu'elle était l'intention de Markelov et de ses « *propos délibérément excessifs dans le but de créer un espace de débat* », comme le dit un militant antifasciste[400].

Un autre aspect de la question est le mode de relation des coalitions envers l'extérieur, par exemple les autres initiatives publiques œuvrant sur un même territoire. Dans la ville de Khimki, des groupes locaux se battent contre des constructions résidentielles sur des espaces verts et des cours d'immeuble. Ce problème est un grand thème de mécontentement et parfois de lutte en Russie[401]. Les personnes qui se lancent dans l'aventure revendicative « au pied de leur immeuble » se tiennent loin, comme la majorité de la population, du monde spécialisé de la politique, dont elles se méfient comme de la peste. Peu de ces militants locaux participent aux activités du Mouvement dirigé par Ievguenia Tchirikova, à qui ils accordent un soutien passif[402]. Seuls quelques habitants étaient venus individuellement au meeting du 19 septembre 2010 (action 3)[403]. Lorsqu'ils s'engagent, les habitants restent terre à terre, recherchent la simplicité et le bon sens. Les habitants eurent peur de perdre de l'énergie dans des placements peu rentables : la durée de la lutte pour la forêt (plus de quatre ans) aurait été trop longue pour qu'on pût songer à un succès. Ensuite, le projet d'autoroute était fédéral, donc inattaquable. Les habitants pensaient, en outre, bien qu'une partie des membres et partenaires du Mouvement fussent « *responsables* », que d'autres, au contraire, étaient malhonnêtes, opportunistes ou « *fous* ». Les modes d'action du Mouvement n'étaient pas soutenus par les militants locaux : la guerre de position menée dans la forêt avec les agents de sécurité du chantier de l'autoroute et le campement dans la forêt étaient trop virulents pour eux. Puis, les habitants ne voyaient pas de problème à confier la lutte et les pleins pouvoirs à un leader informel, comme Ievguenia Tchirikova. Comme dans les autres groupes organisés autour d'un leader, personne ne contrôle ce pouvoir. Les habitants voient l'entrée en militantisme ou en politique sur le mode du choix personnel : « Chacun choisit la vie qu'il

---

[399] Cela a été l'objet d'une dispute larvée sur les listes mail du Comité 19 janvier. J'avais à la mort de l'avocat réuni tous ses textes pour les publier sur un site que j'avais créé (https://stasmarkelov.wordpress.com/, accès le 21/07/2015).

[400] http://avtonom.org/author_columns/revolyucionnyy-antifashizm, accès le 15/02/2014

[401] Il a été étudié dans : CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010.

[402] Je reprends l'analyse du rapport des militants au Mouvement à Karine Clément (http://www.ikd.ru/node/19285?q=node/17595, accès le 25/02/2014).

[403] La leader Tchirikova, voulant à l'époque que le Mouvement soit apolitique, n'était pas venue. La peur d'être instrumentalisé ou d'être associé à des mouvements politiques vus ordinairement comme marginaux avait tenu les militants du Mouvement loin des actions organisées par les groupes militants qui pourtant les soutenaient.

veut mener ». Ainsi Tchirikova aurait choisi elle-même sa voie. Enfin, le dernier argument est qu'il n'existerait pas d'enjeux qui soient capables d'impliquer une grande partie de la population, même locale[404]. Le cercle de préoccupation des habitants est restreint. Il touche le cadre du très proche, la vie courante. Pour toutes ces raisons, le décollement entre le groupe qui lutte, la communauté effective, de ceux qui sont là, et la communauté plus large, à qui s'adresseraient une parole et des actes, n'est pas une évidence. La parole revendicative dépasse difficilement le seuil du groupe présent. Or ce décollement est peut-être le lieu de l'invention de la politique, selon Bernard Aspe (2007, p. 85). La situation est paradoxale : au moment où le Mouvement devint dans les médias d'opposition le symbole de la montée de la société civile et sa leader, la représentante de ces gens ordinaires qui « montent au front », le mouvement n'avait pas de base territoriale. Quelques habitants tout au plus y étaient engagés.

3.5 De la communauté politique en terres postsoviétiques

Lorsqu'un front commun est mis sur pied, le territoire de la lutte est délibérément dépourvu de tranchant politique. Le jeu de la différenciation politique est, lorsqu'il existe, souvent réduit à une querelle de drapeaux et à des mêlées dogmatiques indépassables, sans débat contradictoire. Le refus de la rencontre et de l'épreuve politique rend possible la coprésence physique de groupes ennemis sur le « *territoire du respect réciproque* » des coalitions. Derrière cette vitrine, ce territoire est travaillé par des rapports de force notamment entre les militants ultranationalistes et antifascistes. L'objectif de recherche de publicité médiatique tel qu'il émerge des expériences communes à Moscou conduit à mettre en place des stratégies de communication destinées à produire le maximum d'effets sur un plan symbolique dominé par les médias. Une analyse historique montre que ce n'est que récemment que l'action revendicative s'est inscrite dans ce régime de spectatorialité de l'action médiatique. Celle-ci a longtemps été basée sur des liens proximaux et horizontaux, dans un rapport hétéronome à l'espace médiatique et à la représentation politique.

3.5.1 Les communautés perdues

Je ne remonterai pas au-delà des années 1990 et limiterai mon propos à Moscou, car ce serait une tâche trop grande que de parcourir ici, même à grands traits, l'histoire des

[404] Il y eut une exception : en 2005 les manifestations contre la loi dite de « monétarisation des avantages sociaux » a rassemblé près de 500 mille personnes dans toute la Russie (CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010). C'était là une question de survie.

communautés alternatives en URSS[405]. Disons pour résumer que parallèlement au régime totalitaire, un réseau de liens locaux, horizontaux et indépendants du pouvoir apparut à partir des années 1950, principalement dans les milieux artistiques et savants, au moment du retour des prisons et des camps de plusieurs millions de victimes de la répression (ARONSON Oleg, 2002, p. 53)[406]. Le samizdat, parole clandestine, écrite et orale, véhiculée sous le manteau, fut le support de ce mouvement indépendant. Dans l'intelligentsia soviétique, les journaux intimes et les mémoires créèrent et consolidèrent des communautés (PAPERNO Irina, 2009)[407]. Les difficultés à publier incitaient les intellectuels à parler intensivement entre eux des thèmes non conformes (EPELBOIN Annie, 2008, p. 240). Les lettres envoyées aux journaux et revues, qui y répondaient soigneusement, ont permis à l'époque du dégel d'exprimer et en même temps de calmer, de contenir une partie des émotions, auparavant réprimées, liées aux expériences traumatiques de la terreur (JONES Polly, 2011). Le projet littéraire, l'engouement pour le théâtre et la poésie, ont été des espaces qui ont été privilégiés pour l'expression et la prise en charge de ces émotions.

Les années 1980 et la perestroïka favorisèrent une véritable explosion de ces formes culturelles alternatives. Les acteurs de cette époque se retrouvèrent dans des communautés autour de la culture rock[408], de la restauration de monuments anciens, de problèmes écologiques, de discussions philosophiques et politiques et dans les mouvements hippie et pédagogique (dit encore mouvement « communard »). À la fin des années 1980 les espaces communs moscovites devinrent accessibles à tous. Les appartements abandonnés, les cours de récréation, les toits, les caves, les usines, les « coins rouges » (des clubs et maisons de la culture)[409], soit une partie de l'infrastructure soviétique du régime en déshérence, furent appropriés par des collectifs artistiques et politiques. Ces détournements de l'ordre bâti ne soulevaient pas de réactions d'indignation de la part des voisins : la distinction du mien du tien n'existait pas pour les personnes concernant ces espaces communs. La rue Arbat, des cafés, des salles d'exposition, des appartements et des squats furent des lieux de sociabilité d'un réseau où les personnes se rencontraient et s'hébergeaient les unes les autres. Ces pratiques, coupées du reste de la société et sans influence sur la politique institutionnelle (et

[405] Pour la période 1975-1985, lire : SHUBIN Alexandre 2008.
[406] Marc Elie (2007) a consacré sa thèse de doctorat à l'analyse de la portée de ces libérations.
[407] Sur les écrits personnels comme source de l'histoire culturelle russe et soviétique, lire le numéro spécial des *Cahiers du monde russe*, 50-1, 2009, *Écrits personnels Russie XVIIIe-XXe siècles*.
[408] Sur la légitimation progressive du rock en URSS, lire : ZAYTSEVA Anna, 2008 et 2012b.
[409] Le terme « coin rouge » (*krasny ugol*) désignait avant la révolution le « beau coin » de la maison, où l'on exposait les icônes. En russe, *krasny* signifie à la fois « rouge » et « beau ».

elles n'avaient pas de prétention envers cette dernière), constituaient des espaces de débat et de vie au moyen de règles de constructions propres. Dans ces milieux informels, les personnes privées de reconnaissance publique, étaient engagés dans une dynamique de vie commune, vécue en partie sur le mode de la découverte et de l'expérimentation, une dynamique de discussions et d'enquêtes collectives qui étaient partagées par tous les membres concernés. La reconnaissance du milieu se construisait à l'occasion de rencontres, et à travers la circulation de récits et de nombreux textes, manifestes et journaux.

En ces temps de changement, ces communautés étaient moins intéressés à rejoindre la foule des meetings monstres organisés autour de tribunes par le mouvement *Russie démocratique* dans le stade Loujniki en été et à l'automne 1989, qu'à se rendre sur la place Pouchkine (nommée *Hyde Park* par les participants) qui devint à partir de mai 1988 un lieu de rassemblement et de rencontre tous les samedis (MITENKO Pavel, 2013). Les orateurs des tribunes de Loujniki étaient des personnes extérieures au mouvement, la plupart du temps des hommes de pouvoir qui avaient des conflits avec l'appareil (comme Boris Eltsine). Sur la place Pouchkine, les participants menaient eux-mêmes les débats, discutaient, s'échangeaient tracts et journaux, tout au long des nuits. Ces pratiques et ces lieux ne devinrent pas le théâtre de luttes politiques entre les différents groupes, qui coexistaient sans compétition apparente, sans s'ignorer, mais sans non plus se mélanger, dans le mouvement démocratique général. La véritable ligne d'opposition se situait pour ces groupes entre, d'une part, ce qui était identifié comme « la société » de l'*homo sovieticus* et, d'autre part, les groupes, ces « espaces libres »[410], d'expériences partagées[411]. Mais ce qui dans les « nouveaux mouvements sociaux » des années 1970 en Europe de l'Ouest était parfois pensé comme « aires de mouvement » (MELUCCI Alberto, 1984, 1989) et comme embryons d'un espace public à venir, était plutôt vécu à Moscou comme des lieux de repli, sans doute vivant de nouvelles pratiques, mais compréhensibles pour quelques élus ou initiés et de toute façon inaccessibles au plus grand nombre. L'objectif principal n'était pas d'élargir le public potentiellement ou réellement intéressé, mais de trouver des pairs et d'explorer ensemble. Les personnes n'étaient pas à la recherche de publicité. Elles n'avaient pas vocation de changer les consciences, elles n'étaient pas des militants. Elles voulaient être libres, libres de l'ingérence d'autrui, des autres groupes et de l'État.

---

[410] Sur la notion d' « espace libre », lire : POLLETTA Francesca, 1999 ; EVANS Sara M. et Harry C. BOYTE, 1992.

[411] L'actionnisme moscovite fut l'un de ces espaces d'expérimentation, entre art et politique, qu'analyse Pavel Mitenko (2013), membre d'un groupe de l'époque, le groupe *Radek*.

3.5.2 Sphères de vie et imbrications dans la Moscou contemporaine

« Il n'y a pas de problème de l'engagement, il y a seulement le problème du lien, du nouage entre ce qui fait la vie, ce qui la fait tenir, et ce qui fait la politique. »
Bernard Aspe, 2007, *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant,* p. 19

Après la chute du régime soviétique, la déception succéda à l'espoir de la transition et les conditions économiques devinrent radicalement difficiles. Se développèrent dans toutes les sphères les logiques du marché, son mode de valorisation et de légitimation. L'argent, par opposition à la période soviétique, fut investi dans les années 1990 d'une grande valeur morale. La culture alternative disparut peu à peu au cours des années 1990 et s'éteignit au début des années 2000. Les organisations sociales perdirent leur base militante (CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010, p. 91). En vingt ans Moscou connut un bouleversement des conceptions de la vie en commun et des exigences pesant sur les personnes. Aujourd'hui les critères ordinaires d'évaluation, de qualification et de jugement ne se rapportent plus aussi radicalement aux principes politiques et moraux d'une « grammaire communautaire du nôtre » (l'expression est de Laurent Thévenot), quand bien même l'ordre de la grandeur domestique n'est pas tombé dans le discrédit historique qu'il a connu en Occident[412]. Les espaces locaux et vécus ainsi que les liens de proximité ont été grandement modifiés et pour partie remis en cause[413].

Les discours sur le développement du marché et de la concurrence sont aujourd'hui omniprésents, notamment dans les médias[414]. Le régime de la « stabilité », mythe essentiel propagé par l'État, favorise la dépolitisation des industries de la culture et de l'information (après une période plus libre dans les années 1990), dont une grande partie est sous le contrôle direct ou indirect de l'État (KIRIYA Ilya, 2006). Les personnes, naguère confinées à l'underground, rêvent aujourd'hui de « devenir quelqu'un », de se faire un nom, de devenir

[412] Laurent Thévenot et ses collaborateurs mettent fortement l'accent, lorsqu'ils analysent la Russie, sur la grammaire communautaire. Cependant, si cette dernière permet de saisir de nombreuses logiques de coordination, elle n'est plus, comme nous l'avons vu précédemment, la dominante grammaticale. Pour rester dans le langage des cités de *De la justification* (1991), elle s'est prêtée à des compromis avec les grandeurs de l'opinion, du projet, industrielle et marchande.
[413] J'y reviendrai dans le chapitre 5 sur Moscou.
[414] Alors qu'en réalité les facteurs non-marchands sont restés omniprésents dans le fonctionnement des industries de la culture et de la communication puisqu'ils représentent des secteurs stratégiques pour l'État (celui de la télévision est le plus contrôlé).

célèbres et peut-être riches et de s'extraire encore davantage de la masse de leurs semblables. Elles se mettent en quête de destins d'exception sur la scène médiatique[415].

La communauté et la possibilité d'une politique non étatique ont brûlé comme un seul bûcher. Les emplois du temps des militants ne s'inscrivent aujourd'hui plus dans l'espace et le temps long d'une vie en communauté, ils sont surchargés de micro-activités de quelques heures (mener une réunion, participer à une action, publier un reportage-photo de l'action sur Internet). En dehors des stratégies médiatiques symboliques, les autres stratégies matérielles et pratiques quotidiennes, telles que les squats, communes, maisons d'édition, coopératives, clubs éducatifs, ce que John Lofland (1985) appelle les formes de protestation par institution, sont rares à Moscou[416]. Ces « espaces libres » (POLLETTA Francesca, 1999) permettent aux militants de développer un sentiment d'appartenance et de sécurité propice à la mise en commun (BROWN Gavin et Jenny PICKERILL, 2009). Les groupes d'artistes sont encore nombreux, mais leur rôle est désormais réduit à des tremplins à l'activité créatrice de leurs membres, qui poursuivent chacun en priorité une carrière personnelle. On voit ces changements chez les membres des groupes *Radek* à Moscou (1998-2002) et REP (Revolutionary Experimental Space) à Kiev (créé en 2004). Chacun essaye de vivre de « son art » pour ne pas avoir à travailler dans la publicité ou le design (activités qui ne laissent pas de temps à la création). Les quelques artistes qui continuent de vivre selon les anciens principes communautaires courent le risque de ne pas être reconnus comme tels et de passer pour des fous ou des romantiques qui « ont raté leur vie ». Se comporter « comme une girouette » et « retourner sa veste » n'est pas seulement une question de survie pour des acteurs porteurs de logiques professionnelles concurrentielles. C'est aussi, selon eux, faire preuve de liberté d'action. Le meilleur refuge contre le trop d'idéologie (présente et soviétique) serait, à les entendre, de « *faire ce que l'on veut quand on veut* » et d'affecter une indifférence paresseuse et un art de la dérision légère, excluant tout sentiment de responsabilité[417]. Lorsque je m'indignais de cette inconséquence, de ce relativisme absolu, mes interlocuteurs me taquinaient gentiment : « *Tu es une occidentale, c'est bien, tu es une*

---

[415] Sophie Lapalu (2009, p. 12) expose des enjeux similaires pour la génération des artistes des années 1960 en France où l'éventail des possibilités de prendre la parole était réduit et où l'envie de « percer », de devenir un personnage public était forte.

[416] Les quelques librairies et maisons d'éditions indépendantes constituent, il faut cependant le dire, de véritables espaces ouverts dans la ville.

[417] Cela dit, on peut aussi se poser la question de la possibilité qu'ont les personnes d'élaborer et de maintenir une certaine cohérence biographique étant donné que le mouvement de réappropriation de l'histoire par les familles et les collectifs politiques est un phénomène plutôt récent. Sur le boom de la généalogie en Russie contemporaine, lire : ZDRAVOMYSLOVA Elena et Olga TKACH, 2004.

personne éthique ». Il m'était impossible d'apprécier les joies de ces « oasis », qui n'étaient pour moi que les pâles expédients et reflets du désert de la politique.

Le sens de l'engagement est indissociable de la place qu'il occupe dans les « sphères de vie » de l'acteur (PASSY Florence et Marco GIUGNI, 2000). L'engagement politique dépend des engagements concomitants dans les autres mondes sociaux, au travail, dans la famille et avec les amis non-militants. Or le militantisme moscovite n'a pas de dénominateur commun avec ces sphères de vie. Les associations, l'école, l'université et la famille ne constituent pas de manière générale des institutions de socialisation politique. Les valeurs, les représentations et les enjeux y sont anti-politiques. Il est difficile pour les militants de composer avec les biens et les engagements locaux et personnels. Les militants parlent rarement à leurs familles de leurs activités (parfois ils en parlent au père de famille). La plupart des familles des combattants antifascistes assassinés en ont eu connaissance après leur mort. La « classe créative » (artistes, professions culturelles et intellectuelles) est à l'avant-garde de l'introduction d'un régime d'engagement par « projet » (BOLTANSKI Luc et Ève CHIAPELLO, 1999) dont les tyrannies font peser des oppressions diverses sur les personnes et les organisations. Le projet cohabite fort bien avec les cités marchande et du renom. Une des conséquences pragmatiques de ces alliances est que les personnes ne se risquent pas à perdre du temps, de l'énergie et des relations dans des activités sans rendement visible en terme d'argent ou de célébrité. Le « ticket d'entrée » est extrêmement coûteux pour s'associer, même de loin, à une activité militante. Lorsqu'une personne s'engage, l'action politique désintéressée est vue par les autres, y compris les collègues et les amis, comme une initiative d'auto-promotion (*samo-piar*) dans la sphère médiatique. L'engagement politique est isolé dans la vie de l'individu, il s'intègre difficilement dans les milieux de vie familiaux ou professionnels. Il a donc toutes les chances d'être frappé d'instabilité (PASSY Florence, 2005). Cet isolement a un impact sur l'engagement : la majorité des militants, après deux ou trois ans d'activité, s'éloignent du mouvement ou le quittent et s'exilent dans la réussite de leur vie privée. Dans ce contexte, le désengagement sanctionne, plutôt qu'un mécontentement clair, un désajustement avec l'entourage immédiat (LECLERC Catherine, 2005).

Quelques militants chevronnés sont engagés dans une pluralité de rapports au monde et de relations. Ils sont capables de changer d'épreuves de grandeur selon les cadres d'action et les audiences. Ils savent parler la langue appropriée à chaque milieu. Certains artistes liés par des relations d'amitié à des militants de gauche (qu'ils connaissaient depuis le lycée – la connaissance du lycée est un type de lien profond et primordial en Russie) me dirent regretter que ces derniers ne fassent jamais se rencontrer des personnes de différents univers sociaux,

qu'ils n'ouvrent pas la discussion et donc la possibilité de faire se rencontrer des personnes « différemment engagées » dans les milieux artistiques, intellectuels, militants et d'autres mondes sociaux qui dans la société russe atomisée ne se côtoient pas. Les militants « multicartes » ont d'autres vues : ils se voient comme des intermédiaires, des porte-voix traduisant les messages et doléances des mondes qu'ils souhaitent représenter sur la scène médiatique et politique (leur malheur est que le pouvoir ne leur reconnaît pas ce rôle). Nous avons vu dans ce chapitre que le type de publicité dont il est question ici dans l'action politique collective n'engage pas les militants à créer les conditions pour que les voix personnelles puissent s'exprimer, être entendues et clarifiées collectivement dans des arènes publiques, celle par exemple des réunions. L'important, disent les militants est, par la diffusion de messages forts dans les médias, d'« *éclairer la société sur des problèmes* » et d'« *apporter une vision critique* ». On peut traduire la théorie du « public » développée par John Dewey (1927/2010) en une problématisation de ce mode de communication sociale et politique largement répandu (en Russie comme ailleurs). Dans la perspective pragmatiste, le « public » n'est pas un présupposé. Il est le processus même par lequel s'opère la mise en commun, par un double travail de composition avec des biens et des engagements locaux et personnels et de révision des croyances face aux circonstances changeantes et aux apports des enquêtes menées par les personnes. Le « public » est à la fois le résultat et le moteur de la transformation. Puisque le public n'est pas une évidence, on peut être intéressé par la recherche de critères d'évaluation pratiques sur l'action collective politique. On peut par exemple montrer comment et dans quelle mesure les militants expérimentés jouent le jeu du « public » ou produisent un commun d'un autre type. Nous avons ici décrit à plusieurs reprises que les militants, ces insiders multiples, ne jouent pas les passeurs[418], qu'ils ne cherchent pas à improviser des rencontres et des débats imaginatifs (avancer des idées et fournir des dispositifs pratiques pour aider à expliciter et clarifier les positions de chacun) à l'intérieur des coalitions, sur Internet et avec divers publics. Les « passeurs » ne sont pas en théorie des entités préalables à la création d'un public. Cependant la pratique montre qu'ils aident à la cristallisation des publics politiques. La théorie des « publics » pourrait être appropriée par les militants et ouvrir à un moment émancipateur capable de déclencher un renversement pratique dans les collectifs. On y soutiendrait de manière stratégique et réfléchie l'émergence et le développement de « publics » qu'on sait fragiles et contingents. Ce travail d'ouverture travaillerait en retour la plasticité des communautés militantes aujourd'hui

[418] Laurent Thévenot (2009, p. 48) appellent ces passeurs des « médiateurs ».

rigides. Et les intérêts dégagés par de telles enquêtes n'ont pas forcément comme fin en soi d'être fixés par des lois et des dispositions institutionnelles. On peut penser à d'autres régulations et médiations non étatiques. Les enquêtes et les expériences de pluralité que pourraient constituer ces rencontres aideraient à restaurer des communautés politiques.

3.5.3 Les communautés militantes. Poids du mythe de l'avant-garde et dépassement

On observe une certaine vitalité de l'imaginaire de l'avant-garde révolutionnaire dans les milieux militants et artistiques engagés. Ces milieux se perçoivent comme des minorités agissantes se caractérisant par la « *chasse aux masses* » (« *pogonia za massovostiou* »)[419]. Les jeunes générations ont assimilé à la culture révolutionnaire et soviétique de l'avant-garde et de la propagande les techniques managériales et les modes d'organisation politiques imaginées ailleurs et importées en Russie depuis les années 1990. Cette rencontre complexe et multiforme donne lieu à des images et des bricolages de sens étonnants. Un militant note : « *Quand les anarchistes se rassemblent, il leur pousse des masques. Ils se mettent à parler d'"efficacité", d'"autodiscipline" et ils compartimentent tout. Ils prennent le masque du manager et dans l'air flotte l'odeur de Lénine* »[420]. Ce type d'agencement témoigne de l' « acculturation politique » des militants, notamment de la jeune génération. Ce processus est tout sauf un cheminement unique vers la culture civique et politique libérale, y compris en ce qui concerne les mouvements qui se revendiquent démocrates et libéraux. Les militants ont été capables d'absorber et de nourrir leurs engagements en intégrant des éléments de la culture importée sans que l'on puisse dire que cette dernière remplace la culture endogène. Les cultures coexistent et s'interpénètrent.

Le sexisme, l'homophobie, la xénophobie et le culte de la force physique brutale existent dans les groupes militants. Les actes et déclarations discriminants sont la plupart du temps minorés, voire niés. On distingue deux attitudes. Si une petite minorité reconnait et réagit verbalement ou physiquement à ces actes, la plupart des militants tiennent un double discours. Ils se déclarent, en principe, opposés à toute forme de discrimination. En revanche, nombreux sont ceux qui en pratique refusent d'imputer tout acte négatif de la part de leurs camarades à du sexisme ou de la xénophobie. En 2009, un scandale a ébranlé le milieu anarchiste lorsque un militant et musicien populaire, surnommé « Ukrop », a frappé une jeune fille à Saint-Pétersbourg. Ukrop refusa de s'excuser, prétextant qu'il avait frappé la jeune fille

---

[419] Utilisateur anti (http://poslezavtra.be/opinion/2013/08/23/pochemu-menya-toshnit-ot-avtonomnogo-deystviya.html, accès le 19/02/2014).
[420] http://poslezavtra.be/InfoGate/2013/05/14/anarhizm---eto-hobbi.html, accès le 27/02/2014

non pas « *en tant que femme, mais en tant que personne* ». La situation n'occasionna que très peu de contestation et aucun rappel à l'ordre. La jeune fille fut écartée du mouvement et les quelques personnes qui la soutenaient furent victimes de harcèlement moral (elles en gardent un souvenir encore vif aujourd'hui). Sur les forums où il fut critiqué, Ukrop réclama de la bienvaillance et de la compassion, sans assumer une responsabilité personnelle :

> « *Personne d'entre nous n'est sans péché, et quand il s'agit de nous-mêmes, on demande toujours de comprendre la situation qui a influencé nos actes* […] *La fille a presque été violée ? Oui, dans la plus grande partie du pays le patriarcat opprime les femmes jusqu'à de véritables viols et des meurtres. Pourquoi ne protestes-tu pas ?* »[421].

Les cas de violence physique sont rares, les conduites masculines sexistes et homophobes sont courantes. Les désaccords se manifestent plutôt par défection que par une prise de parole. La défection est individuelle, en groupe ou provoque parfois une scission dans les mouvements[422]. Certains actes et propos xénophobes, sexistes et homophobes, sous la forme de plaisanteries ou de narrations anecdotiques dans des discussions informelles, sont parfois célébrés comme un rejet de certains éléments associés à la culture « libérale », tenue pour exogène. Le mode de la plaisanterie permet une mise à distance de la dimension conflictuelle du politique afin d'éviter de faire apparaître des clivages insurmontables (ZAMBIRAS Ariane, 2011) et, aussi dans notre cas, de donner lieu à des débats sérieux sur des questions que très peu ont envie de mener. Une approche en termes de politisation « par le bas », une description prudente des processus d'imbrications entre différentes matrices culturelles[423] engage à formuler des interrogations nouvelles sur la question du politique en Russie, sur le caractère démocratique des militants de l'opposition, mais également sur le soi-disant nationalisme de la société russe, qui est l'un des sujets les plus traités par les études occidentales sur le monde russe et qui a été escamotée par une optique par le haut.

Si la notion d'avant-garde perdure, la chute de l'Union soviétique a emporté avec elle le marxisme-léninisme dans sa version soviétique. Il en a résulté la sensation d'un état de vide référentiel, d'un vacuum idéologique, d'un défaut colossal d'idées dans le champ politique. Les voix de l'intelligentsia, lourdes de désespoir, de lamentations et de cynisme, ont joué dans

---

[421] Profil Facebook anonyme d'Ukrop.

[422] Par exemple en août 2013 une scission s'est produite au sein de l'organisation « Mouvement autonome » entre ceux qui soutenaient les militants LGBT et voulaient voir leurs drapeaux dans les actions et ceux qui refusaient. Fin 2012 et début 2013, ces derniers ont provoqué des bagarres dans des manifestations contre des militants qui portaient des drapeaux LGBT, ce qui a occasionné une polémique sur l'Internet militant.

[423] Cette perspective de recherche est présentée dans : DELOYE Yves, 2007 et IHL Olivier et Yves DELOYE, 1991. La « politique par le bas » est une approche développée par Jean-François Bayart en 1980 dans *Politique africaine*, reprise dans : BAYART Jean-François, MBEMBE Achille et Comi TOULABOR, 2008.

les années 1990 (et en partie aujourd'hui) un rôle négatif dans ce paysage trouble (RIES Nancy, 1997, p. 17). La relecture des œuvres de Marx à la fin des années 1980 a bien été pour certains groupes un moment clé de leur naissance. Ce mouvement fut toutefois limité : ces lectures ne purent donner à elles seules les clefs nécessaires pour comprendre ce qui est advenu et ce qui advient en Russie contemporaine[424]. Elles n'ont pas pu donner de prises sur le réel. Les décennies 1990 et 2000 sont en Russie, selon le philosophe et éditeur Alexandre Ivanov, des décennies perdues sur le plan de la théorie et de l'intérêt pour la sphère sociale :

> « *Depuis l'époque des dissidents soviétiques des années 1970, c'est l'insensibilité qui a dominé notre atmosphère sociale* […] *Dans les années 2000* [on a assisté] *à la suprématie des idées libérales de droite, même dans l'intelligentsia, alors qu'elle était elle-même dans le flou économique et social* »[425].

La possibilité d'une parole politique et publique a été difficilement réalisée comme événement même de l'émancipation vis-à-vis du passé soviétique, où la police généralisée n'avait, comme dit Yves Cohen (2003) laissé aucune place à la politique, à laquelle on avait substitué la parole technique. Le cas russe pose des questions aussi fondamentales que passionnantes : Comment agir pour fonder la politique dans un pays où elle a été totalement déniée ? Comment sortir du territoire discursif de l'ère soviétique (partagée entre parole officielle sclérosée et parole intime confinée dans les cuisines) et inventer de nouvelles modalités d'engagement ?

À l'époque charnière de la perestroïka, il existait parmi les dissidents de remarquables défendeurs des droits de l'homme, mais ceux-ci étaient, à entendre les témoignages des militants d'aujourd'hui, de piètres penseurs et stratèges politiques. L'organisation *Za prava tcheloveka*, que Lev Ponomarev dirige, est l'une des seules associations des droits de l'homme qui aident concrètement les militants ayant des démêlés avec la justice. Les personnes ordinaires et les militants sociaux reprochent aux organisations démocrates et des droits de l'homme de concentrer leur énergie sur des sujets « *abstraits* » (les libertés fondamentales) et coupés des situations quotidiennes et spécifiques (dont la prise de conscience pourrait aboutir à la revendication de nouveaux droits)[426]. On leur reproche de ne pas assurer la protection des intérêts de la majorité. Les droits de l'homme sont en Russie,

---

[424] Quoique certains militants (surtout les « pères » qui ont aujourd'hui la quarantaine ou plus) ne se refusent pas une lecture dogmatique de la réalité sociale à partir des seuls textes marxistes et d'un passé imaginé, à partir duquel le présent est jugé. On entend régulièrement dire, sans arguments, que Trotski ou Makhno « *se retournent dans leurs tombes* » devant telle ou telle action de jeunes militants.
[425] http://polit.ru/article/2012/08/06/al060812, accès le 07/08/2013. L'article dont est issue la citation a été traduit en anglais : IVANOV Alexander et Ilya BUDRAITSKIS, 2013.
[426] Des militants démocrates s'engagent à titre individuel dans des initiatives publiques.

comme ailleurs, l'idiome le plus courant pour exprimer un mécontentement. Les droits universels sont reconnus (au moins formellement) par tous. Or, le cas russe montre que prôner la défense inconditionnelle des droits de l'homme n'implique pas forcément de valoriser dans la pratique (comme nous l'avons vu dans les organisations) une culture de la démocratie, c'est-à-dire d'accueillir le conflit des opinions et le débat sur les droits et leur élargissement. Mes interlocuteurs négligeaient la liaison entre les garanties en vigueur dans les nations occidentales et les luttes collectives et les débats politiques associés à leur création et leur maintien. Les droits de l'homme et la démocratie ne participent donc pas nécessairement d'une même logique. Les revendications des droits de l'homme, lorsqu'elles sont associées à une culture d'expertise, peuvent impliquer un refus de la politique et donc du conflit.

De larges mouvements à Moscou ont existé entre 1987 et 1989, à la perestroïka, contre la construction d'une troisième rocade, la destruction de monuments historiques et d'environnements naturels. La plupart des militants se sont ensuite engagés dans le parti de *Russie démocratique* (qui a soutenu Boris Eltsine), qui a ensuite disparu au début de l'année 1992. Le démentalemment soudain de l'État soviétique paternaliste et la brutale détérioration des conditions économiques (très bas salaires et fort chômage) dans les années 1990 ont provoqué un sévère stress psychologique et ont conduit les personnes à quitter le militantisme afin de gagner de quoi survivre. Les années 1990 ont décrédibilisé la politique.

Des cendres du marxisme-léninisme dogmatique on observe un lent renouveau de la critique sociale. Le « régime critique » nécessite de développer des méthodes d'enquête et d'expérimentation et de mettre en place d'importants moyens de production de preuves, les « instrumentalities » que Dewey (1927/2010) appelait de ses vœux, à savoir des agences statistiques ou des laboratoires scientifiques autonomes, des organes de presse ou des sites d'information qui documentent les problèmes sociaux, des réseaux d'enquêteurs qui recourent à un certain type de ressources rhétoriques et testimoniales pour fonder leurs descriptions, leurs explications, leurs interprétations et des auditoires qui soient capables de les recevoir et de les reprendre dans leurs jugements et leurs discussions. Un tel dispositif est fragile et outre les blocages liés à ce que l'on a décrit comme « culture politique », il ne cesse d'être entravé en Russie par des formes de censure ou de répression. L'horizon normatif de la justification, la double exigence de la vigilance critique et de la transparence démocratique n'est pas simple à satisfaire. Elle est difficilement mise en acte, y compris dans une bonne partie des collectifs. La critique sociale est démunie et malingre depuis la chute du régime soviétique, même si les enquêtes expertes et ordinaires se multiplient et sont diffusées notamment sur Internet. Elle est souvent en retard face à la réalité et notamment aux mouvements « du très proche » et

syndicaux ouvriers réapparus depuis 2005. Les pratiques revendicatives ont fondé des croyances, désirs et habitudes d'action. Elles n'ont pas pu redonner du crédit à la politique. Et elles ont le plus grand mal à ouvrir et stabiliser des arènes publiques dans lesquelles une expérience politique puisse s'élaborer, se formuler et se pérenniser.

3.6 L'espace aride de la politique en Russie

« Ils s'en foutent de la politique, ils n'en parlent jamais.
De toute façon, tu sais bien qu'ici on ne parle jamais de politique dans l'espace public !
Sinon sur le mode consensuel du rejet fatigué des "Ils" qui nous gouvernent.
Et, pour cela, quelques exclamations et quelques lourds soupirs suffisent… » *(*Georges)[427]

La majorité de mes interlocuteurs non-militants étaient terre à terre. Leurs paroles disaient souvent : Pourquoi participer à des actions politiques puisqu'elles ne sont pas en mesure de peser sur les décisions et que personne ne peut influencer la politique ? Ce simple parler, que l'on rencontre en Russie, est à l'opposé de ce que l'on peut lire dans la littérature occidentale sur la participation où l'on en est arrivé, selon Camille Hamidi (2006, p. 11) à « *disséquer les formes subtiles de sophistication politique dont sont capables de faire preuve les dominés* ». Dans le même temps cette littérature vérifie rarement de manière empirique l'influence réelle des personnes et la qualité du traitement des problèmes publics dans les arènes politiques institutionnalisés. Les Russes « d'en bas » peuvent parler avec une lucidité fulgurante, pour ne pas dire foudroyante, sur le pouvoir et la politique. Or, le pas est vite franchi par les collectifs militants et les coalitions entre ce discrédit général de la politique traditionnelle à l'adoption, par eux, d'une rhétorique antipolitique.

3.6.1 De l' « incompétence » et du « désintérêt » des personnes ordinaires pour la politique

En Russie, la politique est ordinairement considérée comme une affaire abstraite et cynique de spécialistes, marquée par la corruption, le mépris du peuple et l'autisme[428]. Le regard porté sur le militantisme est systématiquement suspicieux : il cacherait toujours des enjeux de pouvoir et d'argent. Pour les gens, le « pouvoir » se situe et s'exerce « en haut », au Kremlin, dans les administrations régionales et les Mairies[429]. La méfiance à l'égard de la

[427] Un américain vivant depuis quinze ans à Moscou (CARAYON Annette, 2010, p. 143).
[428] Ce constat n'épargne pas les opposants démocrates traités dans la langue populaire de « *demshizy* », acronyme de « schizophrènes-démocrates », en lien avec la manière dont ils ont prêché et imposé dans les années 1990 les réformes libérales.
[429] Comme le décrit Anton Oleinik, sociologue (http://www.vedomosti.ru/opinion/news/10574681/hramy_nasiliya, accès le 15/04/2014). Anna

rhétorique et de toute parole politique est en Russie structurelle[430]. Le régime soviétique a ruiné le sens public et a détrôné les notions du politique et de l'égalité. Les personnes ont appris à l'époque soviétique que l'invocation des grands principes peut recouvrir des pratiques malhonnêtes, mensongères et criminelles. Elles disent ne plus croire aux mots de la politique. Dans ce contexte, la méfiance, et non la confiance, est le *primum movens* du rapport à la politique, celui qui oriente les comportements. Cette « politique » renvoie à une compétence distinctive dont la plupart des personnes (et leurs parents et grands-parents) ont toujours été privées. Les personnes ne se sentent pas légitimées à prendre la parole en public. Le comportement le plus rationnel est de se tenir à distance de la sphère politique.

Les compétences à adopter une posture de prudence ou à exprimer un sens de la justice sont socialement partagées et sanctionnées dit Cyril Lemieux (2009b, p. 73). En Russie, la posture de prudence s'impose. Elle n'est pas tant l'indice d'une indifférence pour la chose publique et la politique (elles sont parmi les sujets favoris des discussions à table, après quelques verres de vodka) qu'une façon de s'exprimer sur ces thèmes sans une emphase qui pourrait paraître suspecte ou déplacée. Il n'est pas de bon ton d'évoquer ouvertement des actions revendicatives concrètes et d'assumer une responsabilité personnelle. Un travail culturel valorise les liens du proche et maintient la pratique politique à distance. L'attitude la plus raisonnable en Russie consiste en règle générale à ne pas s'engager sur une scène revendicative en public. Non seulement parce que s'engager comporte des risques, mais aussi parce que les personnes discernent plus ou moins, selon les problèmes, la dimension publique des situations de tensions qu'elles vivent. L'action revendicative n'est pas clairement perçue comme une exigence de clarification publique. Elle aboutit rarement à un « retour à la normale ». L'appartenance à des communautés de voisinage déjà constituées, attachées au même territoire du proche (la cour d'immeuble, un square), directement menacé, permet parfois le passage à l'action collective (nous y reviendrons). Les engagements sont dans ces mouvements de l'ordre du « ici », du « local », comme on peut le voir dans les cas décrits par Karine Clément, Olga Miriasova et Andreï Demidov (2010).

Zhelnina (2012) dégage une même définition chez des jeunes de 16-25 ans. Une ancienne participante d'un mouvement étudiant à Moscou rapporte la même idée chez ses camarades de classe qui lui disait : « *Si tu veux changer les choses, deviens administrateur de l'université et change le pouvoir en haut* » (discussion informelle, avril 2010).

[430] Lors des meetings de 2011-2012, dit le sociologue Alexandre Bikbov, les « *participants n'avaient pas besoin de rhétorique, mais du meeting lui-même* » (http://rusplt.ru/society/bikbov.html, accès le 01/11/2013). Ils n'étaient pas venus pour écouter les orateurs, mais pour être présents.

Si l'on repère, comme le fait Camille Hamidi (2006), la politisation à l'œuvre dans les discours profanes à une référence aux principes généraux et à la reconnaissance de la dimension conflictuelle des positions adoptées, on constate que l'indifférentisme par rapport à la vie politique dominante n'est pas corrélé à une absence de jugements politiques. Au contraire, les personnes disposent de capacités d'expression non négligeables et parfois sophistiquées sur le sujet de la politique. Elles partagent pour la plupart un sentiment indigné de l'existence d'injustices et d'un Nous, le peuple, face à un Eux, le pouvoir qui ne les regarde pas. Les questions relevant du bien commun sont partout, elles sont exprimées au travers de témoignages entre proches, sur le « mode du partage ».

L'action collective sur le mode de l'entraide est la forme la plus pratiquée. Le système d'entraide va aujourd'hui bien au-delà du proche. Une sorte d'ordre civil se construit face à l'État défaillant : une partie de la population joue un rôle central dans différentes luttes pour : la protection de l'environnement et contre les incendies[431], la voirie, la prise en charge de l'entretien des parties communes et des espaces extérieurs des habitations (BLANC Nathalie et Cyria EMELIANOFF, 2007), la production de documents filmés d'accidents (contre la corruption policière)[432], la lutte contre les voitures officielles et leurs excès de vitesse (mouvement des « seaux bleus »), la protection sociale et la culture. Différentes personnes et associations, se plaignant de l'inaction des autorités face en 2010 à des immenses incendies de forêt ravageant une partie du pays et en 2012 à des inondations de grande ampleur, ont organisé à l'aide des médias sociaux et de la blogosphère un réseau d'entraide autofinancé (*crowdsourcing*) d'une ampleur inédite. Dans ces cas, l'Internet a encouragé et organisé l'action hors ligne[433]. En 2010, le journaliste Andreï Loshak dit voir dans ces activités collectives que la société se montrait tout à fait capable de se gouverner sans l'État[434]. Ce qui est appelé le « *contrôle citoyen* » est un phénomène étendu, si l'on considère le nombre de ceux qui le font fonctionner et ceux qui en bénéficient[435]. L'une des tâches du « *contrôle citoyen* » et du mouvement des droits humains est de témoigner (par l'écrit et l'image), de répertorier les violations des droits humains et de rédiger des rapports publiés sur Internet et remis au pouvoir. Les administrations ne réagissent pas à ces demandes « d'en bas » et la

---

[431] Sur ces réseaux, lire : ASMOLOV Gregory, 2014.
[432] On peut voir quelques-uns de ces « films routiers » sur : http://www.vice.com/fr/read/camera-pare-brise-russie-meteorites-accidents (accès le 06/02/2014).
[433] Ksenia Ermoshina (2014) étudie les applications mobiles créées par des activistes dans différentes sphères (élections, éducation, écologie, transport, santé publique, etc.).
[434] http://os.colta.ru/society/projects/201/details/18512/, accès le 03/11/2010
[435] Natalia Zviagina, conférence *Andreï Sakharov : Angoisse et espoir de 2011*, *op. cit.*

réglementation de ces activités est de plus en plus contraignante. En outre, les initiatives n'arrivent pas à atteindre l'espace de la politique que les personnes de toute manière fuient. Le « désintérêt » et l'« incompétence » des « *masses* » constituent un argument décisif pour l'affirmation chez les militants spécialistes de la politique d'une vision élitiste et minimaliste de la politique.

3.6.2 La fuite du politique dans les coalitions : l'évidement du politique et l'argument de l'apolitisme

Le pouvoir assigne aux personnes une place hors de l'enceinte de la politique, hors d'état de s'exprimer. De manière générale, les instances gouvernementales, l'expertise, les services sociaux, l'école et l'armée se présentent comme des dispositifs orientés vers la dépolitisation des enjeux et vers la clôture des controverses et des modalités de production de l'opinion des personnes. Les spécialistes alternatifs de la vie politique changent peu la donne : qu'ils soient militants, analystes, chercheurs, instituts de sondage, médias ou leaders d'opinion, ils ne cessent de répéter que la majorité de la population est apolitique et consentante à sa propre « dépossession politique ». Leurs discours légitiment la « rationalisation » de la compétence qu'exigerait l'univers de la politique et limitent de fait les possibilités d'émancipation et de prise de parole[436]. La définition de la politique n'est guère raffinée chez ces spécialistes. Selon eux, la politique renvoie aux pratiques étiquetées par eux comme politiques. La politique, c'est se rendre à des actions organisées par les militants où se font entendre des « *slogans sociaux* » ou « *citoyens* ». Ceci explique qu'une observatrice aussi avisée et attentive comme Karine Clément puisse déclarer dans les médias que la politique, c'est « *envoyer des ultimatums au pouvoir et avancer des revendications politiques* »[437] ou qu'un analyste aussi fin comme Stanislas Markelov dise que la politique, « *c'est la lutte pour le pouvoir, c'est se bousculer les uns et les autres pour atteindre l'auge du pouvoir* »[438]. Les bornes de la politique sont rigides et délimitent un petit territoire[439]. La définition de la politique chez les analystes critiques du pouvoir maintient le statut quo. Les voix des sans-

---

[436] L'expression est de Pierre Bourdieu (1981, p. 6).

[437] http://artesliberales.spbu.ru/events/afisha/doklady-konferencii-abpolitika-edinogo.-predely-fragmentacii-i-usloviya-vozmozhnoi-solidarnostibb/Karin%20Kleman.pdf, accès le 15/04/2014

[438] Le « livre rouge antifa » (http://avtonom.org/news/krasnaya-kniga-antifa-statya-stanislava-markelova, accès le 19/04/2014).

[439] C'est avec le même cadre étroit que des chercheurs ont analysé les mouvements autour des dernières élections en Russie (et les initiatives citoyennes suivantes) et de Maïdan en Ukraine dans des textes avec des titres évocateurs : *La politique des apolitiques : le mouvement citoyen en Russie en 2011-2013* (ALIOUKOV Maxim, ERPYLEVA Svetlana, JELNINA Anna *et al.*, 2014) et « La politique de l'authenticité et ses limites » (JOURAVLEV Oleg, 2014, en parlant de Maïdan).

voix restent inaudibles : ce qui est « entendu comme bruit » par le pouvoir, pour reprendre une image de Jacques Rancière (1995, p. 51-53), reste du bruit.

Dans les regroupements comme les coalitions, les mises en récits divisent et opposent les différentes unités alliées (WAHLSTRÖM Mattias, 2011). L'ensemble des rencontres est marqué par un rapport difficile entre des modalités différentes de concevoir l'activité militante, en particulier les formes d'action. Dans cette compétition, les répertoires sont des éléments centraux de différenciation entre organisations coalisées (COULOUARN Tangui et Ariane JOSSIN, 2005). Les actions spontanées permettent ainsi aux jeunes antifascistes et libertaires de se distinguer. Un mouvement récurrent dans bon nombre de discussions dans les communautés militantes est la tentative faite par les militants libéraux et de gauche d'expulser de l'espace de la politique leurs concurrents antifascistes et libertaires (jamais en leur présence, ce qui occasionnerait une discussion). Ces militants minent la légitimité des groupes en les associant à une « *sous-culture apolitique* », parfois à des déviants[440]. Le milieu antifasciste est plus hétérogène socialement que le milieu militant classique. D'un côté, une bonne partie des combattants antifascistes sont catégorisés comme « issus du peuple » (dont certains ont fait des études supérieures : Ivan Khoutorskoï était avocat au centre « Enfants des rues »). S'ajoutent à ceux-ci des enfants de cette intelligentsia soviétique qui a perdu dans le choc des années 1990 son statut matériel et sa position morale dans la société et qui a transmis des valeurs fortes de justice sociale à leurs enfants. C'est le cas de personnes comme Alexeï Gaskarov, Petr Silaïev et les frères Solopov. Les militants classiques, de gauche et libéraux, appartiennent plutôt à cette dernière catégorie. La qualification de « *sous-culture apolitique* », faite par les militants plus classiques et adressée aux antifascistes, peut être comprise comme une haine sociale larvée. Celle-ci s'exprime de manière plus générale contre un « peuple » jugé apolitique, non-éclairé et ignorant[441].

Le travail d'identification et de distinction entre groupes utilise également des formes de convocation et de référence au passé, dont certains épisodes encore actifs et douloureux, parfois lointains, sont réactivés. Il peut s'agir d'épreuves vécues et thématisées par les personnes elles-mêmes. Les militants de gauche (et une grande partie de la population) imputent la responsabilité du choc de 1993 et de la politique sauvage de privatisation des

---

[440] C'est un cran de plus dans la distinction classique entre bons et mauvais militants (DUPUIS-DERI Francis, 2006). Certains militants plus réfléchis, comme le militant des droits de l'homme Alexandre Tcherkassov, avouent qu'ils ne connaissent en fait rien à ces combattants issus des quartiers populaires (http://ej.ru/?a=note&id=10562#, accès le 20/12/2010).

[441] Olga Bronnikova (2014) repère la même chose chez les militants russes expatriés à l'étranger.

années 1990 aux partis démocrates-libéraux. En outre, le milieu libéral (politiciens, intellectuels et journalistes) a, dans les années 1990, violemment disqualifié les ouvriers comme des « *incapables* » n'ayant pas pu s'adapter au nouveau système et, lorsque ceux-ci faisaient grève parce qu'ils n'étaient plus rémunérés, des « *égoïstes* », des « *irresponsables* », des « *nostalgiques* », faisant « *glisser le pays vers la guerre civile* » (CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010, p. 95). Les démocrates-libéraux (ceux d'hier et d'aujourd'hui) n'ont pas fait de mea culpa argumenté sur cette période et attribuent encore aujourd'hui au peuple l'échec des réformes (DAUCE Françoise, 2013, p. 79). De très anciens épisodes surgissent également comme quelque chose du présent. Les militants libertaires examinent de manière récurrente l'action des militants trotskystes actuels à la lumière du rôle de Trotski dans la répression de la révolte de Kronstadt en 1921. Toutes ces catégorisations, multiples et concurrentes, situées à l'origine et se figeant avec le temps, collectives et mises en récit, ont un puissant statut de réalité. Elles entretiennent, sans passer par la discussion donc la possibilité d'une mise à plat des stéréotypes ou d'une formulation argumentée des positions antagonistes, des cloisonnements entre les communautés et entre les personnes[442].

Les spécialistes alternatifs de la politique ne pensent pas l'inclusion, ce processus qui rend visibles et audibles ceux qui sont exclus du regard, de la parole et de la compétence politiques, ceux qui sont définis publiquement dans l'unique logique du besoin. Les militants reprochent aux profanes de ne pas venir à leurs actions, de ne pas en organiser et de ne pas tenir de discours mentionnant l'ordre politique spécialisé. Avec une telle définition de la politique, ces spécialistes ne peuvent constater rien d'autre que l' « *apathie politique* » de la majorité. Face à cette « *masse passive et abrutie* », les groupes jouent, par démagogie, la carte de l'apolitisme dans leurs organisations**.** Dans les coalitions, le but n'est pas la rencontre politique, mais de regrouper le maximum de personnes et de groupes et de construire une bonne image publique[443]. Ces alliances apparaissent comme des options « faute de mieux ».

---

[442] Le Comité 19 janvier a organisé le 2 juin 2010 une « *discussion fermée, pour les militants* » sur la guerre en Tchétchénie et le conflit israélo-palestinien à la galerie *Paperworks* au centre d'art *Winzavod*, dans le cadre de l'exposition d'un membre du comité, Nikolaï Oleïnikov. Les prises de parole d'une étudiante d'origine kabardino-balkare provoquèrent une discussion aussi surréaliste que nécessaire qui passa par une mise à plat des stéréotypes des jeunes antifascistes sur les jeunes Caucasiens qui « *paradent aux portes des universités dans de riches voitures et costumes* ». C'est malheureusement la seule « rencontre » que le comité organisa.

[443] La même logique existe ailleurs, par exemple dans les coalitions antifascistes en Suède (PETERSON Abby, 1997, p. 92).

Une militante explique avec regret : « *Nous ne sommes pas aujourd'hui en mesure d'essayer chacun de réaliser notre idéologie sur le territoire russe* »[444].

Faute d'institutions prêtes à garantir des droits aux citoyens, la stratégie de l'apolitisme et de l'appel au droit ont jusqu'à maintenant été un échec. La Chambre sociale déclare elle-même : « *Les pouvoirs répondent peu aux demandes de la société* […] *les partis politiques ne réagissent quasiment pas aux initiatives de la société civile* »[445]. La militante et chercheuse Olga Miriasova déclare : « *Nos institutions* […] *sont absolument indifférentes aux droits des citoyens* […] *C'est un son vide pour la population comme pour le pouvoir* »[446]. Dans la vie des organisations, la rhétorique citoyenne ne se traduit pas par des tentatives de mettre en place un régime de la justification civique. Le discours citoyen est en pratique une anti-politique. Pour Vlad Toupikine, il est « *une sortie du politique, parfois en panique, parfois consciemment, parfois de manière ambiguë, avec des clins d'œil* »[447]. Selon lui, la définition dominante de la vie publique oblige les militants à ne pas invoquer la politique :

> « *On fait comme si nous ne nous occupions pas de politique, mais seulement d'initiatives citoyennes et sociales. À un moment où même le bien personnel est devenu politique et que le pouvoir a tendance à se transformer en biopouvoir, contrôlant tout le monde, y compris les manifestations physiques* »[448].

3.6.3 Tentations de la grande politique. Le meeting et la tribune comme paradigmes

La position des militants chevronnés et des leaders à la tête de leurs organisations initiales leur apporte une sorte de « capital militant » recouvrant un ensemble de savoirs et de savoir-faire ainsi qu'une capacité à s'orienter dans l'espace politique spécialisé. L'engagement dans les coalitions et l'accès au-devant de la scène publique et médiatique font bifurquer la trajectoire individuelle de certains de ces militants. L'entrée en politique induit une véritable force de transformation des personnes. Tel fut le cas du militant antifasciste Alexeï Gaskarov, qui s'est lancé à la fin des années 2000 dans la « grande politique »[449]. Lorsque le mouvement ou la coalition devient très médiatisé, certains militants choisissent de

---

[444] Daria Alakhverdy, *Discussion Auto-organisation et autogestion dans le mouvement « Occupy »*, *op.cit.*

[445] Compte rendu pour l'année 2010, *op.cit.* Lors des meetings de 2011-2012, les libéraux et les nationalistes ont refusé de faire entendre à la tribune des revendications sociales.

[446] Discussion *Auto-organisation et autogestion dans le mouvement « Occupy »*, op.cit.

[447] Conférence *Andreï Sakharov : angoisse et espoir 2011*, *op.cit.*

[448] *Ibidem*

[449] Alexeï Gaskarov a pris la parole à la tribune du meeting de masse du 24 décembre 2011 (https://youtu.be/2K5FLpUMZkg, accès le 12/02/2014). Il a été élu en octobre 2012 au « Conseil de coordination de l'opposition » (http://cvk2012.org/, accès le 12/02/2014). Le 23 avril 2013, il est arrêté, avec d'autres militants, et accusé arbitrairement de violences lors de la grande manifestation du 6 mai 2012. La plupart d'entre eux, dont Gaskarov, sont encore à ce jour en prison (printemps 2016).

convertir leur capital militant engrangé en un « capital politique », éminemment symbolique puisque l'accès au pouvoir est verrouillé. Ce pouvoir symbolique peut être analysé comme l'expression d'un certain fétichisme politique, c'est-à-dire d'une croyance excessive en la capacité transformatrice de la conquête du pouvoir politique par le « haut ». Cette stratégie de capitalisation permet, selon les militants devenus « stars », de maintenir leur position dans un paysage politique morcelé et sinistré.

L'étude des coalitions et des groupes militants met en lumière une asymétrie entre les membres[450]. Le mouvement antifasciste était avant 2010 un groupe se présentant largement comme apolitique. Il devait sa cohésion à l'intensité de ses interactions internes et à la force de ses actions de rue. Les savoirs et savoir-faire proprement politiques, les recettes et les ruses de la représentation étaient maîtrisés par quelques militants, dont Alexeï Gaskarov. J'ai dit plus haut que la légitimité tactique des meetings et des coalitions est reconnue (« *faute de mieux* ») par la majorité des militants. Leur mise en œuvre est essentiellement l'affaire d'une petite poignée de militants, tel Alexeï Gaskarov qui appartenait au groupe d'organisation du Comité 19 janvier. Ces militants compétents ont un usage et une perception des alliances qui diffèrent des « petites mains », plutôt des « petits pieds » qui constituent le gros des troupes dans les rassemblements. Les bénéfices pour leur propre mouvement ne sont pas toujours évidents pour les militants ordinaires. Les coalitions sont vues différemment selon la position des personnes. La stratégie d'alliance est critiquée par une partie des militants[451]. Certains militants antifascistes analysent l'attaque de l'administration de Khimki (action 3) moins comme un succès médiatique et politique que comme la cause de la crise depuis 2010 de leur mouvement. En plus de la répression policière dure qui s'est abattue sur le mouvement à la suite de cette action, celle-ci a impliqué un moment de redéfinition des objectifs et des hiérarchies du groupe. Un militant se plaint :

> « *Une poignée de soi-disant "leaders" a pris en main le mouvement et se croit en droit de dicter quoi faire et avec qui. Au lieu de continuer à organiser des actions directes, mener le mouvement à un nouveau niveau et nettoyer les rues de nos villes des fachos, ils ont laissé accroire qu'ils étaient des chefs* [vozhd'] *et se sont mêlés au jeu puant de la politique* […] *Ils se sont centrés sur le thème libéral, trouble et en conclusion, tout le monde en a été victime* »[452].

---

[450] Stéphanie Dechezelles (2009) décrit un même phénomène d'asymétrie chez des jeunes militants dans la coalition gouvernementale de la *Casa delle Libertà* en Italie.

[451] Chez les antifascistes, et aussi chez les ultranationalistes : des militants de ce camp critiquèrent le militant ultranationaliste Oleg Melnikov et dénoncèrent « *son copinage avec l'opposition* » dans le cadre du forum Anti-Seliger (action 5) (http://ivan777lapshin.livejournal.com/44848.html, accès le 10/03/2014).

[452] http://inistories.livejournal.com/12423.html, accès le 16/04/2014

La coprésence dans les actions avec des groupes ultranationalistes exaspère les jeunes militants antifascistes. Les groupes qui ont une place mineure dans l'espace revendicatif, dans l'espace politique non-parlementaire (les groupes de gauche, antifasciste et libertaire) dénoncent un usage cynique des coalitions par les mouvements libéraux. Malgré l'interdiction, des militants libéraux viennent tous les ans manifester le 19 janvier avec leurs drapeaux. L'interdiction des drapeaux et de toute symbolique partisane dans le cadre des actions du Comité 19 janvier, a été formulée dès février 2009. Olga Miriasova précise :

> « *Déjà à cette époque, un mois après le meurtre, il était évident que si l'on avait dit oui aux drapeaux, la place aurait été transformé en un mélange fou de labels politiques, où les plus visibles auraient été ceux qui impriment le plus de drapeaux et en donnent une paire à chaque manifestant* »[453].

Par respect pour Stanislav Markelov et Anastasia Babourova, le Comité 19 janvier ne donna pas la parole aux leaders de l'opposition à la tribune des actions commémorant le double meurtre. Seuls ont été autorisés à s'exprimer les amis, les collègues et les militants sociaux qui travaillaient et étaient proches des victimes. Le comité se dit en revanche incapable de s'opposer à la présence des drapeaux. D'autres initiatives populaires font l'objet de tentatives de détournement, de récupération par la composante libérale par le biais de techniques invasives dans les actions et leur traitement médiatique. Cette stratégie n'est pas payante : elle n'a pas diminué le fossé entre les revendications de l'opposition libérale du type « Poutine, vas-t-en ! » et la faiblesse de leur base populaire. Pour Karine Clément, Olga Miriasova et Andreï Demidov (2010, p. 112), ce jeu de prises de pouvoir et d'instrumentalisation représente un obstacle au développement (au long cours) des mouvements sociaux[454]. Les organisations politiques apprécient les luttes qui se développent qu'en fonction des chances qu'elles offrent de bouleverser les rapports de force entre les groupes politiques et l'organisation de l'État. L'action de ces partis qui ont vocation au pouvoir et qui sont obsédés par son appropriation a des effets négatifs sur l'autonomisation de la société (LEFORT Claude, 1981, p. 77). Les tensions créées par les organisations politiques nuisent à la construction de l'expérience commune dans des initiatives publiques que les militants politiques ne (se) représentent pas.

---

[453] http://avtonom.org/author_columns/revolyucionnyy-antifashizm, accès le 15/04/2014

[454] Dans le contexte de recomposition du camp libéral-démocrate, d'autres coalitions ont été crées, par exemple, autour du logement, comme celle de « Solidarité Logement », fondée en 2007 et regroupant des individus et des groupes politiques divers (gauche, opposition libérale, défenseurs des droits de l'homme). On a pu y voir une même tendance à un type d'organisation basée sur des personnalités politiques et des experts sans développement d'une base sociale. La coalition a été étudiée par Hélène Richard (2014).

Conclusion

Le chapitre que nous terminons a montré certaines spécificités internes et apories de l'action revendicative à Moscou. Nous sommes partis du meeting, qui correspondait à une conduite adaptée aux conditions données dans le passé soviétique et qui continue aujourd'hui à être la forme d'action la plus utilisée. Son analyse a permis de souligner l'importance des habitudes et de la régularité dans la structuration de l'action revendicative et de ses représentations. Dans cette démarche, l'enracinement, dans l'expérience et dans l'histoire, du meeting a été envisagé comme un cadre d'interaction partagé et mutuellement compris puisqu'il fait consensus. Nous avons exploré les attachements du meeting à la dissidence soviétique pour montrer comment son utilisation s'inscrit dans une politique symbolique plus large qui s'apparente souvent à une anti-politique. L'étude des cas a retracé les conditions et le contexte de campagnes publiques où les dynamiques organisationnelles et informelles sont étroitement mêlées. Le choix de l'action collective n'implique pas naturellement et aisément des pratiques orientées vers un « esprit public » exerçant une fonction politique.

Ensuite, nous avons vu que l'attrait pour l'action de rue symbolique et la tentation de la « grande politique » sont le symptôme du rapport à la politique caractérisé par une défiance des spécialistes de la politique à envisager l'entrée sur les scènes politiques des personnes ordinaires, considérées comme un facteur de désordre. Les leaders et les militants chevronnés reproduisent dans une certaine mesure le discours dominant de « haine de la démocratie » (RANCIERE Jacques, 2005). Dans ces conditions, le but dans les collectifs est moins la politisation des situations, des choses et des personnes, que d'occuper les scènes des meetings et l'espace médiatique afin, selon une formule que les militants répètent, d'« *imposer à la société* [leur] *agenda* » [*povestka*][455]. En faisant l'apologie des spécialistes et des experts de la politique, les militants vident la politique de son pouvoir instituant et de son héritage révolutionnaire. Leurs discours sont inaudibles par les profanes qui ne s'y retrouvent pas. Le réseau des personnes compétentes en politique est étroit, où certaines ont droit à quinze minutes de notoriété. Mon propos n'est pas de juger : la célébrité est une notion ambivalente autant pour ceux qui en font l'expérience que pour les commentateurs. Il y aurait une façon simpliste de présenter la célébrité à l'heure d'Internet en y voyant seulement des formes de

[455] La notion de « mise en agenda » fut importée des États-Unis et entra massivement dans la langue ordinaire des journalistes, qui par dizaines de milliers ont assisté depuis 1991 à des stages aux États-Unis et des séminaires d'ONG en Russie, comme l'organisation *Interviews* (liquidée en 2007 par Vladimir Poutine) qui assura des formations professionnelles gratuites (MATVEJCHEV Oleg, 2010, p. 10).

démocratisation politique et le symbole du rôle nouveau joué par l'opinion comme facteur de légitimité, ce contre quoi met en garde Antoine Lilti (2014). Ce que j'ai voulu faire ici est d'explorer les conséquences pragmatiques qu'impliquent ces nouvelles formes de popularité. Nous venons de voir que l'image, les réseaux connectés et le mode entrepreneurial ont réorganisées les expériences, les relations et les normes de l'agir revendicatif à tous les niveaux. Sur ces questions je ferme le chapitre. L'enquête va pour la suite se concentrer sur la constellation de phénomènes que nous désignons ordinairement par « répression », sur les difficultés imposées par le régime politique et les autres contre-agents de l'action revendicative.

IV. Les polices politiques de Moscou et la politique déniée

« Nous serions tous heureux de nous engager dans la politique
comme en Europe. Je comprends que c'est un cirque, mais je préférerais ça.
Il y a des partis de droite, de gauche, du centre… C'est bien sûr la société du spectacle,
mais au moins il n'y a pas ce niveau de haine et de meurtres »
Koba Avalishvili, militant antifasciste[456]

Le maintien de l'ordre comme contrôle des usages revendicatifs des espaces urbains est un moment particulier de production coercitive du politique (JOBARD Fabien, 2012a). Il est à Moscou réactif et tout en confrontation. Il se manifeste généralement par la dispersion musclée et l'arrestation des manifestants. Il entraîne régulièrement des poursuites pénales. La répression est un sujet difficile car elle revêt de multiples formes : elle demande un traitement précis et exigeant. Il s'agit ici de proposer une approche sensible à la complexité des rapports entre le pouvoir, les polices et les personnes. Pour localiser les relations de pouvoir là où elles se trouvent, les répressions policières et judiciaires sont envisagées dans leurs manifestations concrètes, telles que les personnes et les coalitions les ont vécues. L'action policière, comme les autres types d'action publique, ne s'exerce pas comme un instrument et elle ne devrait être analysée dans une logique de pure instrumentalité par rapport à une volonté répressive unique et uniforme (COMBES Hélène et Olivier FILLIEULE, 2011). En Russie et comme ailleurs, la police est un *singulier pluriel* (BERLIERE Jean-Marc, 1996). Les agences de l'État et les services de la police ont plusieurs facettes et de multiples « vies ». Des dispositifs plus ou moins autonomes et des contradictions cohabitent. Des relations évoluent à l'intérieur des agences étatiques. Certains militants suivent cela de près et tentent d'en tirer parti dans leurs démêlés avec la justice.

Ce qui vient d'être dit peut paraître d'une grande banalité au vu des travaux récents sur la police, par exemple en Occident. Dans le domaine des études sur la Russie contemporaine, l'analyse du régime politique et des agences étatiques est en revanche souvent réduite à une approche essentialiste du pouvoir policier, orienté « du haut vers le bas ». Les approches centrées sur la politique du Kremlin, la « poutinologie », et sur les acteurs politiques forts (leurs alliances et leurs discours) sont populaires. Elles aident peu à comprendre les questions sociales et politiques[457]. Beaucoup a été écrit sur la « démocratie hybride » russe, c'est-à-dire

[456] https://avtonom.org/news/identifikaciya-born-glazami-antifa, accès le 11/07/2015
[457] On ne peut pas s'empêcher de voir dans ces démarches des similitudes avec les visions des tenants, chez les historiens de l'URSS, de l'hypothèse totalitaire (où le pouvoir apparaît comme un démiurge

ce mélange de démocratie et d'autoritatisme[458]. Des analystes semblent s'étonner de la mise en œuvre de méthodes et de discours empruntés à la démocratie libérale dans un pays défini comme autoritaire[459]. Un autre aspect de ces études est de distribuer bons points ou mauvais aux dirigeants, à l'institution policière ou au système judiciaire[460]. Le but fixé dans ce chapitre n'est pas de chercher dans les mouvements des institutions et des acteurs les espoirs d'un élan vers la réalisation d'idéaux (implicites, non thématisés comme tels et non discutés dans des réalisations pratiques dans les études en question), à savoir le pluralisme politique et la démocratie libérale. Il s'agit avant tout de comprendre et de dessiner une image plus précise de l'action protestataire et de ses contextes.

Le travail de décryptage de la répression n'est pas facile. La sous-traitance de cette dernière et la multiplicité des entreprises de violence privées font que la violence physique n'est pas le monopole de l'État en Russie. Son caractère multiforme fait de la répression un objet difficile à étudier, qui se dérobe à l'enquête. Ce qui est toujours au premier plan, ce sont les victimes dans leur indétermination, qui ignorent « *d'où part le coup* ». Après les chaotiques années 1990, une période forte en répressions politiques a été inaugurée en 2001 par le procès politique du leader du parti NBP Edouard Limonov (incarcéré pendant quatre ans), procès qui sema la panique dans les milieux militants, artistiques et intellectuels engagés. Depuis le début des années 2000 et jusqu'à aujourd'hui, les forces de l'ordre, les militants ultranationalistes et les mouvements de jeunesse pro-Kremlin n'ont eu de cesse de faire sortir de la rue les manifestants, sans que l'on ne puisse jamais vraiment savoir dans quelle mesure le pouvoir maîtrise et oriente les situations. Le chapitre présent articule la question épineuse de qui fait la police, en cherchant à comprendre, comme le propose Michel Foucault (2004, p. 3), « par où ça passe, comment ça passe, entre qui et qui, entre quel point et quel point, selon quels procédés et avec quels effets ».

Nous abordons le sujet de la police par ses aspects répressifs et politiques concernant les activités revendicatives. Nous n'allons pas examiner l'exercice quotidien de la police, qui

---

tout puissant et où tout est expliqué par le politique et l'idéologique). Ce modèle totalitaire a été mis en cause à partir des années 1960 par des historiens prônant une histoire attentive aux individus, aux groupes et aux tensions internes (sur le clivage entre « autoritarisme » et « révisionnisme », lire : WERTH Nicolas, 1999 et DEPRETTO Jean-Paul, 2001). Un immense travail reste à faire dans le domaine d'une sociohistoire de la Russie contemporaine.

[458] Lire par exemple : GELMAN Vladimir, 2012 et 2013.

[459] Françoise Daucé (2013) parle à ce propos d'un « étonnant paradoxe » et Karine Bechet-Golovko (2011, p. 265) d'une « sorte de schizophrénie juridico-sociale ».

[460] Andreas Umland (2002) affirme que la Russie est une « société incivile » et Steven Fish (2005) que la « démocratie a déraillé en Russie ».

a fait l'objet d'une riche littérature (GLADAREV Boris, 2008 ; GLIKIN Maksim, 1998 ; VOLKOV Vadim, 2011). Mon choix de départ a été de développer l'enquête en me plaçant à la hauteur des manifestants, au ras de la rue, des commissariats, des tribunaux et des récits des prisons. Les situations de police entourant les actions de rue et les campagnes protestataires étudiées ici permettent de sentir le poids de la répression vécue par les manifestants. Dans un premier temps, les techniques de maintien de l'ordre et les comportements des agents policiers dans les actions de rue seront analysés (4.1). Ensuite, des critères seront dégagés pour mesurer les capacités de négociation et d'analyse des actions de rue développées *in situ* par les policiers. Ces capacités dépendent fortement de ce qui est demandé aux agents par la hiérarchie, du pouvoir personnel d'ajustement et d'adaptation aux contextes ainsi que des valeurs qu'ils associent aux activités revendicatives (4.2). Les cas présentés offrent la possibilité d'en extraire une analyse de la répression judiciaire à un moment, les années 2000, de durcissement de l'appareil répressif. Ils donnent un éclairage sur le terrain dense et fascinant de la juridiction pénale russe, dont les acteurs, qui font le droit, l'appliquent et le mobilisent sont peu étudiés dans une démarche ethnographique (4.3). Un autre aspect traité par ce chapitre sera les modalités du repérage et de la prise en charge par le gouvernement des situations de mécontentement populaire, de mobilisations sociales et de conflits d'intérêts. Cette évaluation par l'État sera analysée à travers l'exemple du chantier de l'autoroute de Khimki (4.4). Puis, je présenterai les rouages et les canaux de l'action des groupes non étatiques de la répression, responsables d'une bonne partie des intimidations et des coups portés aux militants. Ces groupes ne pourraient pas agir aussi librement sans une certaine complaisance de la police et du régime que l'on tentera de documenter (4.5). Enfin, une évaluation sera proposée des coûts et des effets de toutes ces forces diffuses de police politique sur les activités revendicatives, tandis que seront examinées les réponses des militants à ces situations (4.6).

4.1 Police des foules. Déréaliser la parole publique critique et circonscrire sa circulation

L'action collective est en principe légale en Russie. L'article 31 de la Constitution de la Fédération de Russie garantit aux citoyens russes le droit de se réunir pacifiquement. Conformément à la loi fédérale du 19 juin 2004 (N°54-FZ) « sur les réunions, meetings, marches et piquets », les organisateurs d'un rassemblement public doivent déclarer à la préfecture le lieu, la date, le nombre de participants et la forme du rassemblement, dix à

quinze jours avant l'action[461]. Dans la pratique, le régime d'autorisation préalable est un régime d'autorisation de fait[462]. Le système policier chargé du maintien de l'ordre public lors des actions manifestantes à Moscou se fonde sur une réglementation administrative contraignante. Celle-ci fournit autant de prétextes à des arrestations et à des peines administratives. Les autorités fédérales et locales n'admettent pas comme une chose normale et évidente que l'espace physique de la ville soit la scène de rassemblements revendicatifs.

4.1.1 La réglementation de l'accès aux espaces urbains pour les actions

L'extrême bureaucratisation et la rigidité des procédures constituent un obstacle considérable à l'organisation d'actions de rue. Elles pèsent surtout sur les non-militants qui organisent la plupart des actions dans le pays et qui ne savent pas comment composer avec les agents administratifs en place. La marge de négociation est faible (mais elle existe). Le choix par l'administration de lieux fixes et invariants donne aux forces de police la possibilité de parfaitement connaître le terrain. L'administration policière choisit également *de facto* la forme des actions puisque depuis la moitié des années 2000 elle refuse systématiquement la tenue de manifestations et impose d'organiser des meetings et piquets. Les actions et les performances spontanées qui se font hors de ce cadre sont nécessairement courtes et à petits effectifs car elles font l'objet de dispersions instantanées et parfois de poursuites.

L'un des obstacles administratifs récurrents est l'interdiction de l'action en amont. L'administration policière a ainsi refusé aux organisateurs de la « Stratégie-31 » la tenue de presque toutes leurs actions depuis 2009[463]. Un argument habituel de la préfecture était que des mouvements de jeunesse pro-Kremlin organisaient au même endroit et au même moment d'autres actions telles que des collectes de sang ou des fêtes pour la jeunesse. En août 2010 la Mairie prétexta des travaux de rénovation sur la place Triumphalnaïa, le lieu de rendez-vous de la « Stratégie-31 », et érigea une barrière pendant deux années[464]. Aucuns travaux ne furent

---

[461] Le piquet individuel n'est pas légalement soumis à une demande d'autorisation à la préfecture. Ce droit n'est cependant pas respecté : le piquet individuel est l'objet de dispersions et d'arrestations.

[462] Un arrêté municipal du 22 janvier 2008 (N°55 PP) a favorisé la centralisation de ce contrôle en mettant en place un guichet unique à la préfecture pour les déclarations de rassemblements publics, qui se déposaient auparavant dans les administrations de quartier.

[463] « Stratégie-31 » est une série de manifestations dont le principe est de se rassembler tous les 31 du mois sur la place Triumphalnaïa pour le droit de la liberté de réunion. Cette coalition libérale a été créée par Édouard Limonov, Ilya Iachine (*Solidarnost*), Lioudmila Alekseïeva (« Groupe Helsinki de Moscou »), Konstantin Kosiakine (« Front de gauche ») et des mouvements de défense des droits de l'homme.

[464] On peut voir des images de la barrière sur : http://varlamov.ru/291270.html (accès le 16/07/2014).

entrepris[465]. Une semaine après l'assassinat de Markelov et de Babourova en janvier 2009, des militants des droits de l'homme déposèrent une demande d'autorisation pour une manifestation. La préfecture refusa en prétextant que le parcours proposé était jalonné par huit « *monuments historiques* » (des statues) et qu'il empruntait (sur une vingtaine de mètres) la voie publique consacrée à la circulation, ce qui, selon ses dires, était risqué pour les manifestants[466]. Autrement dit, la préfecture ne considérait pas que gérer la circulation routière pour laisser passer un cortège faisait partie de ses fonctions. La préfecture proposa d'organiser soit une manifestation sur le quai piéton et désert Taras Shevchenko en face d'un immense quartier d'affaires à l'Ouest de Moscou soit un meeting sur la place Pouchkine, deux lieux ordinaires de manifestation[467]. Suite à cette réponse, une table ronde se tint entre des militants des droits de l'homme (à leur initiative) et des représentants de la police et de la Ville. Les autorités réitérèrent leur refus. Finalement, un meeting fut organisé. Un an plus tard, la demande de manifestation pour le 19 janvier 2010 (action 2) fut également refusée par la préfecture : cette fois elle aurait été déposée, selon l'administration policière, trop tôt[468].

Les autorités ne peuvent pas légalement interdire une action de rue qui a suivi la procédure légale. Elles ont en revanche le droit de la suspendre en cas de trouble à l'ordre public (art. 14 de la loi du 19 juin 2004) et de la disperser en cas de non-respect de la procédure de participation aux rassemblements (art. 16). La définition du trouble à l'ordre public est imprécise dans les textes légaux. Elle est source d'interprétations variées et donne la possibilité de sanctionner facilement les militants. Lev Ponomarev fut convoqué au commissariat à la suite de l'action du 19 janvier 2010 (action 2) et l'organisatrice du piquet en soutien à Ostapov le 11 juillet 2009 (action 1) fut arrêtée parce que dans les deux cas le nombre de participants à l'action avait été supérieur au nombre annoncé au préalable à la préfecture. Un groupe de militants de Khimki qui étaient venus, le 22 juillet 2010, porter une pétition collective au gouvernement fédéral demandant la révision du tracé de l'autoroute a

[465] Les deux fois où « Stratégie-31 » fut autorisée à manifester furent en mars 2011 quand survint une scission dans le mouvement (la Mairie donna la permission de manifester à une seule des parties, celle contre Edouard Limonov – la bête noire du régime –, et dans un autre lieu, la place Pouchkine), et en mai 2014, lorsque Edouard Limonov apporta son soutien à l'annexion de la Crimée et à l'intervention russe en Ukraine.

[466] C'est le trajet qu'emprunta le cortège, un an plus tard, de l'action du 19 janvier 2010 (action 2).

[467] La réponse de la préfecture est lisible sur : http://ikd.ru/node/8625 (accès le 16/07/2014).

[468] La Russie étant en congés du 1er ou 10 janvier, les organisateurs avaient déposé la demande le 24 décembre. L'administration répondit à la demande avec un refus le 12 janvier, enfreignant le délai légal de réponse de trois jours. Lev Ponomarev déposa une plainte, qui fut rejetée. La Ville autorisa ensuite la tenue de deux meetings.

été arrêté pour action de rue illégale[469]. Deux heures avant la tenue du meeting-concert du 22 août 2010 en faveur de la forêt de Khimki, la police déclara que seuls les mégaphones seraient autorisés sur scène et empêcha ensuite toute personne portant un instrument de musique ou un accessoire de sonorisation de se rendre sur la place Pouchkine. Le 11 avril 2008, quelques jours après le passage à tabac des jeunes personnes au métro Sokolniki, un bataillon d'OMON lors d'un meeting contre l'arbitraire de la police dispersa violemment et arrêta quatorze personnes au moment où des manifestants déployèrent une banderole « *À bas l'arbitraire policier !* »[470].

4.1.2 Police des foules : acteurs et pratiques

En Russie, les forces de police intervenant dans les manifestations revendicatives sont placées sous l'autorité directe du ministère de l'Intérieur (MVD). Deux types d'entités interviennent : les unités de l'Intérieur (OMON, troupes de l'Intérieur) et les forces de police locales. Constituées en 1979 en préparation des jeux olympiques de Moscou de 1980, les troupes de l'OMON ont été envoyées combattre en Tchétchénie dans les années 2000. Le déploiement de telles unités dans le contrôle des actions de rue a étendu le style guerrier des expéditions « antiterroristes » à la police des foules. Les Troupes de l'intérieur (VV) constituent une autre force, paramilitaire, dépendante du MVD et déployée lors des grandes manifestations comme celles du 19 janvier 2010 (action 2)[471]. Pour toutes ces unités, la rigidité de la conception du maintien de l'ordre se manifeste par la centralisation du commandement à l'échelon d'exécution, qui, comme l'a décrit Jean-Paul Brodeur (2001) dans un autre contexte, interdit aux agents de développer une faculté d'appréciation discrétionnaire des situations. S'ajoute à ces services le Centre de lutte contre l'extrémisme, appelé couramment « Centre E », créé en 2008 sous la présidence de Dmitri Medvedev et dont le directeur est nommé directement par le président[472]. L'« extrémisme » est un délit défini dans le code pénal russe à la suite de la loi du même nom promulguée par Poutine en 2002. Sa définition large en fait une arme dont les autorités se servent pour lutter moins contre

[469] La vidéo de l'arrestation est consultable sur : http://youtu.be/CXutOnBquvg (accès le 28/06/2014).
[470] Voir le reportage de REN-TV sur : https://youtu.be/Xd4T74VL33Q (accès le 14/08/2014).
[471] Alors que les VV devaient voir leurs effectifs diminués en 2007, le MVD a annoncé leur maintien le lendemain de la manifestation monstre des automobilistes qui paralysa le 15 décembre 2008 la ville de Vladivostok en bloquant les artères de la ville et l'aéroport, en signe de protestation contre la hausse des taxes à l'importation de voitures étrangères. Depuis cette date, ces unités sont présentes dans les actions qui réunissent plus de mille participants.
[472] C'est le seul département du MVD dont les effectifs ont augmenté lors de la réforme de celui-ci en 2011. Le centre constituerait des listes « noires » d'organisations, de militants et de publications « extrémistes ».

l'extrême droite radicale que contre les mouvements d'opposition, les médias non-gouvernementaux et les groupes religieux.

Concernant les techniques policières déployées dans les actions, l'endiguement appartient à la panoplie habituelle de la police des foules. Son but est d'empêcher les manifestants de pénétrer une zone, de diviser en groupes la foule ou bien de la maintenir dans un espace restreint. Dans les meetings les manifestants sont systématiquement séparés du reste de la rue au moyen de barrières métalliques, dont l'entrée se fait par des portiques détecteurs de métaux, avec vérification des sacs et parfois fouille corporelle. Ce dispositif est utilisé depuis 2004, avec l'argument du risque d'infiltration de terroristes et de provocateurs dans les rassemblements. Une autre tactique, utilisée dans les grands rassemblements, consiste à composer des barrières humaines faites de policiers. Nous avons vu que lors de l'action du 19 janvier 2010 (action 2), la police a voulu au moyen de ces cordons « tronçonner » la foule en petits groupes. Lors du meeting-concert du 22 août 2010, des groupes de policiers ont bloqué les sorties de métro et l'accès à une grande artère, le boulevard Tverskoï, afin d'empêcher une éventuelle manifestation spontanée. Tous ces procédés de maîtrise de l'espace par la police permettent pour elle d'occuper le terrain et de choisir à l'avance les positions qu'elle tiendra (FILLIEULE Olivier, 1997, p. 302).

La police a également recours à la pratique de l'arrestation de masse. Sans que le mobile de l'arrestation ne soit présenté (ou sous le motif vague de « *obstacle à la circulation et au repos des citoyens* ») ni que des procès-verbaux ne soient toujours dressés, les manifestants sont détenus quelques heures, puis relâchés. Ces arrestations relèvent avant tout d'une stratégie de menace. Lors de l'action du 19 janvier 2010 (action 2) de 40 à 70 personnes (selon les sources) ont été arrêtées le long du parcours. Les arrestations peuvent être aussi ciblées sur les militants et les journalistes (ce fut le cas lors de l'action du 19 janvier 2010). Elles ont lieu, depuis 2008, avant l'action (au domicile des personnes, dans la rue, aux sorties du métro) ou durant l'action, d'après les indications données par les agents du « Centre E » aux policiers et aux combattants de l'OMON. Ces agents se montrent particulièrement agressifs dans les situations de manifestation et d'arrestation. Lors d'une action spontanée le 21 janvier 2009, deux jours après le double meurtre de Markelov et Babourova, un agent du « Centre E », Andreï Razoumov, aurait déclaré au journaliste du site d'information indépendant *Grani.ru* Dmitri Zykov : « *Tu finis souvent au commissariat. Fais gaffe à ne pas*

finir comme Antochka [Anton Stradymov, militant du NBP de 20 ans battu à mort le 14 janvier 2009] »[473].

Les arrestations ciblées sont rendues possibles par l'infiltration d'agents du « Centre E » dans les actions[474]. La police vérifie (sans que la loi l'impose) le contenu des pancartes, banderoles et slogans. Un « mauvais » slogan (anti-président ou anti-police) peut provoquer une arrestation, comme le 14 mai 2009, où une affiche disant « *Police : il est temps de la changer !* » a déplu aux agents policiers[475]. Les actions répressives sont également sous-traitées à des agents provocateurs non étatiques[476]. Leur présence rend les situations confuses : dans la mêlée on ne peut pas comprendre qui frappe et plus tard contre qui porter plainte. Lorsque le 28 juillet 2008 des militants se sont rendus à Khimki sur le lieu d'un meeting autorisé contre la destruction de la forêt et la politique de la Mairie, ils y trouvèrent cinquante parachutistes éméchés ayant mis de la musique fort et criant des slogans en faveur du maire. Ces partisans de l'administration sifflèrent et lancèrent des tomates et de l'eau sur les manifestants. Le maire-adjoint de Khimki délégué aux relations publiques Alexandre Danilovski prit le mégaphone aux manifestants et le cassa, tandis qu'un autre maire-adjoint, délégué à la sécurité, Ievgueni Piterimov, engagea une bagarre avec les organisateurs du meeting[477]. Les policiers et les officiers sur place, n'intervinrent pas, malgré les demandes des militants[478]. Une fois l'action dispersée, le groupe de « figurants » (appelé communément « *massovka* ») se dirigea vers le fourgon des policiers pour être payé[479].

4.1.3 Interactions dans des situations de police

La loi de 2004 oblige les officiers de police à assister aux actions de rue[480]. Les policiers, quel que soit leur grade, sont très proches physiquement des manifestants. Cette proximité physique des policiers avec les manifestants est un aspect ordinaire (elle ne m'était en revanche pas du tout naturelle). Elle n'implique pas une attention particulière aux

---

[473] Les propos de l'agent sont reproduits sur : http://www.shpik.info/narushitel678.html, accès le 02/06/2014. Razoumov avait déjà menacé le journaliste le 24 avril 2008. En le tirant par les cheveux, il lui aurait dit : « *Alors, salope, tu n'aimes pas la police* » (http://dmitryhorse.livejournal.com/66256.html, accès le 02/06/2014).

[474] Ils sont parfois photographiés par les militants, par exemple : http://shpik.info/ochevidec_polno28.html (accès le 05/08/2014).

[475] Seuls les slogans appelant ouvertement à la violence sont illégaux.

[476] Ce point sera détaillé plus loin (4.5).

[477] http://www.ecmo.ru/news/massovaya-draka-vmesto-mitinga-v-shodne, accès le 04/06/2014

[478] http://www.shpik.info/narushitel107.html, accès le 04/06/2014

[479] Le terme de « *massovka* » est expliqué dans le chapitre 2.

[480] Leur uniforme comprend, contrairement aux policiers de base, une veste de cuir noire et un col en fourrure et parfois en astrakan.

personnes. Les yeux des policiers ne scrutent pas les visages. Certains agents de base ne dissimulent pas leur profond ennui d'être présent, regards indolents et corps engourdis. J'ai plusieurs fois cherché leur regard, absent. La présence des médias et des caméras vidéo dans les actions n'a pas d'effet sur cette nonchalance. Ce constat confirme l'idée d'une insensibilité structurelle des forces de l'ordre à la couverture médiatique : la manière dont les forces de l'ordre se comportent face aux médias est avant tout déterminée par la poursuite d'intérêts propres (FILLIEULE Olivier et Donatella DELLA PORTA, 2006). Les forces de police spéciales (OMON et VV), connues pour leur type d'intervention brutale et sans concession, se tiennent, en dehors des attaques, à distance des manifestants.

Revenons sur l'action du 19 janvier 2010 (action 2) pour observer dans le détail trois interactions verbales filmées (vidéo 5[481]) entre trois manifestants, dont deux organisateurs de l'action (Denis Solopov et Lev Ponomarev) et deux chefs policiers. Je n'ai pas construit mon analyse sur le ressenti des policiers auquel je n'ai pas eu accès. J'ai plutôt observé la « face » (GOFFMAN Erving, 1967/1974) que les policiers ont voulu montrer (de manière plus ou moins contrôlée par eux) aux personnes présentes, tout en se sachant filmés par des dizaines de preneurs d'images, journalistes et manifestants. Dans les épisodes choisis, les policiers justifièrent leurs actes dans un exercice – la négociation – inhabituel pour eux. Une fois n'était pas coutume, ils avaient eu la consigne de ne pas disperser l'action. Comme l'attestent ces séquences, la façon de parler des interlocuteurs était directe, sans distance ni cérémonie. Aucune caméra n'a observé le cœur de la négociation principale puisque le Major-Général Viatcheslav Kozlov invita Lev Ponomarev à poursuivre ailleurs l'échange et en tête-à-tête. Pour sortir de la scène, le Major-Général prétexta que les projecteurs des journalistes lui « *faisaient mal aux yeux* ». Il accompagna ce message de gestes – il fit un pas et un mouvement vers le haut de la tête[482]. Autrement dit l'officier ne chercha pas à mettre en scène publiquement la négociation. Ce type d'opération prend rarement le pas sur les logiques d'affirmation et de rapport de force. Le Major-Général ne put consentir à la négociation qu'en petit comité. Cet exemple montre cependant que le maintien de l'ordre ne s'appuie pas exclusivement sur un pouvoir d'injonction. Les règles du jeu ne sont jamais purement et simplement imposées : elles s'appliquent différemment selon les situations et elles sont en

[481] La vidéo est disponible sur : https://archive.org/details/19Janvier2010.ActionEnMmoireDeStasnislavMarkelovEtAnastasia, accès le 04/06/2014.

[482] Les gestes sont des « actions visibles employés dans la production d'un énoncé » (KENDON Adam, 1981). Adam Kendon (2002) s'est intéressé aux mouvements de la tête que les interlocuteurs utilisent dans la prise de parole et l'expression du feedback.

partie produites et négociées sur place. Une compréhension fine des logiques de situation amène à opposer de façon moins tranchée qu'Olivier Fillieule ce qu'il appelle les « relations de domination » et les « relations d'échanges négociés » (2006, p. 85-108). Nos cas montrent que le maintien d'un contact permanent et du dialogue entre organisateurs (comme Lev Ponomarev) et officiers de police peut très bien s'accompagner de moments de répression dure. Ce sont les règles du jeu de la logique arbitraire. Il existe, au sein même d'une action, constamment des allers et retours entre la négociation et l'emploi de la force.

Les forces de l'ordre choisissent les lieux et les formes de l'action. Dans ces conditions, ils « *jouent à domicile* », selon l'expression de Peter Waddington (1995, p. 75) ou, dans la langue ordinaire russe, ils sont « *le chef de la maison* »[483]. Dans les trois interactions filmées proposées, on voit que les officiers de police nièrent les faits ou les déformèrent. Dans des formes parodiques de la justification le porte-parole de la police moscovite, Viktor Biriukov, déclara au milieu d'arrestations de masse et tirs de gaz lacrymogènes : « *Je ne vois pas ce qui se passe là* » (0'45") ; « *Tout va bien, tout est normal* » (1'25"). Il souligna qu'« *il fallait demander une autorisation* » (1'28"), alors même que les organisateurs avaient suivi scrupuleusement la procédure légale. En feignant de ne rien voir, il dit : « *Nos policiers ont agi avec assez de tact et de loyauté. Ils ont protégé leurs visages de l'attaque des boules de neige de leurs seules mains* » (3'25"). Le Major-Général Kozlov proposa une lecture proche : « *Ça* [la dispersion] *a éclaté parce que le meeting a commencé* ». Parlait-il du second piquet qu'il nommait « meeting » puisqu'un mégaphone fut utilisé ? L'emploi d'un mégaphone avait pourtant été autorisé. Plus tard les fonctionnaires de police nièrent publiquement avoir utilisé des gaz lacrymogènes et alléguèrent que les militants antifascistes avaient utilisé des sprays d'autodéfense. Cet argument est absurde vu le contenu et la forte quantité de gaz répandu dans l'air ce soir-là. Ceci dit, les gaz lacrymogènes, qui mettent la foule à distance en agressant les sens, sans attaquer directement les corps (BRUNETEAUX Patrick, 1996), sont peu employés par les forces de l'ordre en Russie.

Face aux difficultés interrelationnelles dont sont pavées les interactions avec les chefs policiers, Lev Ponomarev fit preuve de fortes compétences situationnelles et transactionnelles. Dans un jeu inégal, il tenta de préserver sa face et encore davantage celle de ses interlocuteurs policiers. À force d'acharnement poli, il parvint à faire libérer les interpellés. Les organisateurs Lev Ponomarev et Denis Solopov eurent un raisonnement pratique et une bonne

---

[483] Edouard Limonov utilise par exemple cette métaphore (http://grani.ru/opinion/limonov/m.182739.html, accès le 05/08/2014).

maîtrise de l'interaction verbale avec les officiers. Solopov quittait le langage familier et argotique qu'il utilisait avec ses camarades pour un niveau de langage correct avec les policiers. Au contraire, le militant démocrate libéral Denis Krouger eut un style beaucoup moins négociateur. Il n'hésita pas à critiquer directement l'action des forces de l'ordre et des officiers (« *qui s'occupent d'on ne sait pas trop quoi* »). Il insulta le gouvernement (« *cette putain de verticale du pouvoir* »). Il monta en généralité sur le rôle de la police (qui ferait mieux, selon lui, de poursuivre les criminels plutôt que les manifestants), l'action du gouvernement et l'emploi des impôts (« *sur notre argent* »). Enfin, il blâma ouvertement le président Medvedev (« *qui pue* »). Viktor Birioukov n'apprécia pas cette discussion abstraite et cette liberté de ton qui lésait son territoire et menaçait sa face. Il avertit qu'il pouvait rompre à tout moment l'interaction. Krouger se calma immédiatement.

Les agents de police sur place peuvent être vus comme des « bureaucrates de la rue » (*street-level bureaucrats*) (LIPSKY Michael, 1980), qui représentent le pouvoir aux yeux des personnes en même temps qu'ils participent par leurs actions à définir les termes du conflit urbain. Ces agents sont ordinairement considérés (et pas seulement par les militants de l'opposition) comme des individus « *insensibles* », « *rustres* », « *bornés* » et « *indifférents* », aux comportements « *mécaniques* » et « *inhumains* ». Leur rôle consisterait avant tout à faire respecter leur propre autorité. Les agents appliqueraient la loi de manière sélective. Cette « *absence d'âme* » est populairement attribuée aux fonctionnaires, à tous les agents au « service du pouvoir », qui requerrait une soumission inconditionnelle aux supérieurs hiérarchiques (KARASIK Vladimir, 2008). Cette catégorisation est en partie confirmée par le ministre de l'Intérieur Rachid Nourgaliev : « *C'est notre malheur commun. Nous sommes devenus des bureaucrates envers vous. Le papier peut tout supporter, mais derrière le papier nous n'avons pas vu, nous n'avons pas compris, peut-être, à quels problèmes les personnes concrètes sont confrontées aujourd'hui* »[484]. Dans les actions, manifestants et policiers ne s'entendent pas sur le sens de l'occasion. Pour les forces de l'ordre, tout rassemblement équivaut à un trouble de l'ordre public. En situation de manifestation, les forces de l'ordre manifestent, impassibles, une coupure, une mise à distance par rapport aux manifestants. Dans des rapports de forces et d'affects, ils adoptent des stratégies de défense face à des moments qui peuvent s'apparenter à des situations de déstabilisation cognitive et affective. L'absence d'empathie est compatible avec les conduites violentes des forces de l'ordre. On peut lier

[484] http://www.vesti.ru/videos?vid=357996, accès le 21/07/2014

cette violence à un phénomène de fixation, de « gel des émotions » (PAIN Jacques, 2008), de contrôle de l'affectivité dans des relations de contraintes.

4.2 Action policière et évaluations des situations revendicatives

L'approche des agents policiers pour maintenir l'ordre dépend en grande partie de leur perception de leur rôle et des situations, ce qui constitue le « savoir de la police » (DELLA PORTA Donatella et Herbert REITER, 1998). Cette réflexivité des policiers sur leur activité professionnelle est produite dans l'expérience par des activités d' « abstraction » (ABBOTT Andrew, 1988), c'est-à-dire la production de savoirs et de modes de problématisation (GAUTHIER Jérémie, 2012). Le maintien de l'ordre est également influencé par la manière dont le travail des agents est évalué par leur hiérarchie. L'obligation de résultats chiffrés qui pèse sur eux, appelée en Russie « méthode des bâtons », et le faible niveau de responsabilité et de risques juridiques auxquels sont exposés les agents ont des effets sur les actions policières dans les manifestations[485].

4.2.1 La négociation impossible. L'exemple de l'action du 19 janvier 2010

Le 19 janvier 2010 (action 2) les agents de police ne purent pas, contrairement à d'habitude, recourir à la dispersion des manifestants. Ils durent adopter les tactiques de la mise à distance et de la négociation, à la grande joie des organisateurs, notamment Lev Ponomarev. On rentrait dans une sorte de grammaire libérale de la manifestation, ce vers quoi tend toute l'action de Ponomarev. Ponomarev déclara plus tard : « *Cette action fut un événement sans précédent : nous avons pu négocier avec les policiers. Le Général Kozlov a fait preuve de sagesse et n'a rien fait pour aggraver la situation* »[486]. Une partie (au moins) des forces de police choisit néanmoins la provocation[487]. Et l'usurpation du mégaphone conduisit au débordement du cadre manifestant habituel, à la percée des militants hors les barrières et à la suite des événements. Ponomarev commenta l'attitude des forces de l'ordre quelques jours après l'action :

> « *À quoi pensaient les policiers, lorsqu'ils firent irruption dans une foule de mille personnes ? Ils ont vu qu'il y avait dans la foule beaucoup de jeunes gens excités.*

---

[485] Sur la bureaucratie policière russe, voir : FAVAREL-GARRIGUES Gilles, 2005. Sur les transformations de l'administration russe depuis la fin des années 1980 : FAVAREL-GARRIGUES Gilles et Iaroslav STARTSEV, 2007.

[486] http://www.novayagazeta.ru/society/5254.html, accès le 06/08/2014

[487] La provocation policière et/ou politique, malgré l'existence avérée du phénomène, est une question peu traitée par la sociologie des mobilisations (MARX Gary, 1974, 1979 ; FILLIEULE Olivier, 1997).

L'orateur les aurait davantage calmés. Mais ils ne nous ont pas donné la parole et ont fait enrager tout le monde »[488].

Une question se pose en effet : Comment se fait-il que les policiers n'aient visiblement pas anticipé que l'usurpation du mégaphone, cette incapacitation pratique et symbolique, allait déclencher une réaction hostile chez les manifestants ? Autrement dit, les policiers étaient-ils inconscients des effets potentiels de ce geste ? Une réponse possible est que les officiers de police furent incapables de gérer, sans employer la force, la tension que l'action de rue manifestait ce jour-là. Quelques agents subalternes vinrent pendant l'action demander pardon aux manifestants pour le mégaphone usurpé, cet acte interprété comme une insulte faite à la face des manifestants : « *Pourquoi le prendre si mal… Mais, comprenez, nous devions obéir à nos supérieurs !* ». Ce cas (et d'autres cas similaires) fait penser que la police des foules évolue peu en fonction des réelles forces en présence et des situations (les manifestants le 19 janvier 2010 souhaitaient avant tout commémorer l'assassinat de Markelov et Babourova dans le respect et la dignité et non pas mener une insurrection). La police s'attendait-elle à des actions violentes de la part des manifestants, en particulier des militants antifascistes ? Autrement dit, la police a agi en pratique comme « génératrice de problèmes » (BRODEUR Jean-Paul, 2001). L'action de la police dans les manifestations semble ainsi davantage guidée par des impératifs internes de l'intervention policière, eux-mêmes dépendants des décideurs politiques, sur lesquels il est difficile de mener des enquêtes.

L'absence de dispersion dès la première étape de l'action du 19 janvier 2010 pose question. Plusieurs interprétations sur les consignes inédites données aux policiers sur place de ne pas disperser l'action ont été proposées dans les médias et les réseaux connectés militants. La présence, au côté des militants, de représentants du monde de la culture, de journalistes, de simples citoyens et de politiciens connus a pu jouer un rôle dans le rapport de force[489]. S'il s'était agi exclusivement de militants, il est probable que le défilé aurait été rapidement dispersé. Pour d'autres analystes, les raisons sont à chercher dans la nature de l'action (une marche funèbre), la figure de Stanislav Markelov (un jeune avocat dévoué) et le statut de son frère (député à la Douma). Enfin, la large couverture médiatique et la solidarité internationale autour de l'action ont pu également inviter les autorités à la prudence. Ce ne sont là que des suppositions qui laissent dubitatif : la vraie raison reste dans le secret des arcanes du pouvoir.

---

[488] *Ibidem*

[489] C'est l'analyse du sociologue Alexandre Bikbov, sociologue (http://dvizh.org/2010/01/22/1866, accès le 06/08/2014).

Défiler entre le point de départ et d'arrivée (malgré l'interdiction la veille des autorités), forcer les barrières et engager une bataille de boules de neige avec la police ont été des actes de toute évidence inattendus pour les agents. Ceux-ci sont habitués, nous l'avons vu, à contrôler des territoires manifestants invariants et immobiles et sont donc mal préparés à faire face à la spontanéité. Les forces de l'ordre, lorsqu'elles croient perdre le contrôle d'un rassemblement, procèdent en Russie comme ailleurs (RAFAIL Patrick, 2005, p. 28), à des arrestations, soit un « illégalisme policier » (JOBARD Fabien, 2012a) qui n'est pas sanctionné[490]. L'incapacité de la police à isoler et contrôler les petits groupes agissant à l'intérieur des foules peut conduire à l'usage de la violence (DELLA PORTA Donatella, 1995, FILLIEULE Olivier, 1997 ; MONJARDET Dominique, 1990). En Russie les forces de l'ordre sont habituées à maîtriser et intimider les foules. La meilleure défense du territoire de la rue est souvent pour elles l'offensive. « Gouverner » la foule, c'est-à-dire la laisser se déployer dans sa logique propre tout en l'inscrivant et la contrôlant à distance dans un ordre urbain recomposé, ne fait pas partie du savoir-faire de la police des foules dans ce pays[491]. L'appropriation de la rue par des manifestants surprit également une partie des manifestants eux-mêmes, qui découvrirent ce jour une tactique pour eux inédite. Un basculement de sens quant à l'action spontanée s'opéra. Les personnes, à travers cet acte, surmontèrent leur peur, ce lien qui domine en Russie les relations entre la police et la population.

Fabien Jobard (2003) dit, en analysant les manifestations de l'automne 1989 à Leipzig, que l'usage de la force par les policiers est davantage l'effet d'une méconnaissance des manifestants par les policiers que d'une volonté politique. Selon lui, une défaillance des outils d'anticipation est une cause majeure de l'usage de la force. Il y a chez la police mosocovite manifestement méconnaissance. Celle-ci est l'une des sources de l'escalade selon Gary Marx (1981). Dans la grande majorité des actions revendicatives, les manifestants respectent la loi et les directives données par la préfecture. Ils sont pacifiques et non-violents, soit par principe, soit par choix stratégique. Nous avons vu dans le chapitre précédent que le refus de toute violence était un pilier de la dissidence et reste une valeur centrale pour les milieux intellectuels et progressistes actuels. Dans les conditions de l'asymétrie de forces et de l'emploi habituel de la violence par les policiers, les groupes militants et les coalitions

[490] C'est la traduction que Fabien Jobard (2012) propose pour *legal lawlessness*, une notion centrale de la théorie de la police avancée dans *The Policing Web* par Jean-Paul Brodeur (2010). Cette traduction arrime l'idée de Michel Foucault (DROIT Roger-Pol, 2004, p. 70) pour qui l'illégalisme est un contournement de la loi nécessaire à la perpétuation de l'ordre social.

[491] Sur le gouvernement de la foule et l'ordre urbain en Occident, lire : VIOT Pascal, PATTARONI Luca et Jérôme BERTHOUD, 2010.

pensent ainsi mieux et plus longtemps tenir sur la place publique que s'ils employaient la force. Une autre cause peut contribuer à l'escalade selon Gary Marx (1981) et Patrick Rafail (2005) : les perceptions négatives d'un groupe de la part de la police.

4.2.2 Types de manifestants, évaluations policières et agir répressif

Le niveau de la répression policière dans les actions de rue varie en fonction du type des manifestants : certains sont légitimés, d'autres tolérés et d'autres stigmatisés (DELLA PORTA Donatella et Herbert REITER, 1998 ; FILLIEULE Olivier, 1997, 2006). Les actions de soutien aux détenus politiques, anti-Poutine, de « Stratégie-31 », LGBT, libertaires et antifascistes sont les moins tolérées par le pouvoir. Leur caractère catégorisé comme directement politique semble pour les autorités constituer une menace directe à son existence, une critique ouverte de sa légitimité[492]. Ces actions, même autorisées, sont toujours ou presque dispersées par la police. Pour ces groupes inéluctablement visés par la répression, il existe de plus une ligne rouge à ne pas franchir au risque de passer du statut de manifestant contenu et secoué à celui de victime de répressions judiciaires féroces. Ce seuil est dépassé lorsque les manifestants s'aventurent physiquement (même si l'action est symbolique) sur ce qui est entendu comme le « *territoire du pouvoir* »[493], comme ce fut le cas pour l'action du 28 juillet 2010 devant l'administration de Khimki (action 3)[494]. Des sources policières du quotidien *Kommersant* auraient déclaré : « *Les jeunes ont franchi la ligne en lançant ouvertement un défi au pouvoir. La mission actuelle est de les remettre à leur place avec dureté* »[495]. Nombre d'analystes, en particulier libéraux, partagèrent cette vision et jugèrent bon de conseiller au pouvoir et aux jeunes militants antifascistes :

> « *Il faut* [que le pouvoir passe] *maintenant un contrat avec les antifascistes. Il faut d'abord qu'ils analysent lucidement et objectivement l'action* [du 28 juillet à Khimki] […], *comprendre qu'elle a été spontanée, un peu puérile et de manière générale que*

[492] Les autres types d'action (autour de l'écologie, du logement, etc.) ne sont pas moins réprimés, mais elles sont, en général, plutôt visées par une répression non étatique et liée à des intérêts en premier lieu économiques : des agents de sécurité privée (à Khimki, par exemple ceux du chantier de l'autoroute), aidés par des combattants ultranationalistes et des militants de mouvements de jeunesse pro-Kremlin, et que les forces de police laissent faire et à l'occasion aident. Dans la région de Moscou et en province, l'espace du possible pour les manifestants est encore plus restreint que dans la capitale. Les répressions contre les militants de la forêt de Khimki ont été particulièrement dures et violentes.

[493] Expression d'un internaute (http://www.ivangorgh.livejournal.com/1354630.html, accès le 09/07/2014).

[494] Ce fut le cas également de la performance du groupe *Voïna*, le 16 septembre 2010, au cours de laquelle le groupe a renversé plusieurs voitures de police ou le 6 mai 2012 lorsque, face aux violences policières, des manifestants ont cherché, de manière inédite à Moscou, à « rendre les coups » en repoussant les policiers qui les attaquaient brutalement dans une manifestation massive autour des élections parlementaires et présidentielles.

[495] http://www.kommersant.ru/doc/1480638, accès le 15/07/2014

> *c'était un acte de vandalisme inoffensif, sortant à peine du cadre légal. Il faut arriver à un accord tacite avec les antifascistes : nous libérons vos Solopov et Gaskarov et nous n'engageons pas de poursuites contre vous, et vous, vous vous comportez comme avant Khimki : des concerts, des batailles avec les fachos, des marches avec des fusées de détresse, des meetings, mais ne vous approchez pas des lieux de pouvoir* […] *Ce contrat sera utile à tous. Les gardiens du pouvoir ne provoqueront pas l'apparition de brigades rouges, les antifa reprendront leur cours habituel, de manière constructive et pacifique*».[496]

L'action étincelante du 28 juillet inaugura une nouvelle séquence pour le mouvement antifasciste. L'un de ses membres, Alexeï Gaskarov, le confirma :

> « *Avant, ils nous ont demandé des milliers de fois d'intégrer le mouvement "antifasciste"* [pro-Kremlin] *"Nachi". Des personnes de l'administration présidentielle venaient nous voir et étaient d'accord que le fascisme, c'était mauvais, mais ils nous demandaient de ne pas nous occuper de politique, de nous contenter de coller des autocollants et d'organiser des concerts* […] *Après Khimki ils ont complètement pété les plombs, le rouleau compresseur de la répression a été mis en marche et le cœur du mouvement a été détruit* »[497].

Les gestes spontanés antifascistes ont, selon une logique propre aux coups d'éclats finement décrite par Marc Breviglieri (2007) dans un tout autre contexte, en se répétant, fait « éclore la reconnaissance d'une certaine grandeur en affirmant dans la durée un style personnel », ils sont devenus comme « une habitude pratique face à un ordre normatif », « une mauvaise habitude ». Les militants payèrent excessivement cher ces actes et leur refus de coopérer avec le pouvoir.

Dans les années 2000, les militants du Parti national bolchévique (NBP), dont les actions étaient spectaculaires et symboliques (jets de tomates sur des hommes politiques et occupations de bâtiments administratifs), ont figuré au palmarès de l'intensité et du nombre des répressions : arrestations arbitraires, infiltrations d'agents des services secrets dans les groupes[498], expulsions de l'université et licenciements suite à des directives de la police, destructions de matériels militants, campagnes diffamatoires, menaces faites à leurs proches, agressions physiques (et meurtres[499]), interrogatoires illégaux, tortures en prison[500] et procès fabriqués. Le NBP a été qualifié d'« extrémiste » en 2007 par le tribunal de Moscou, à la

---

[496] http://liberty.ru/Thems/Kak-unichtozhit-antifa-Pochemu-opyt-razvala-NBP-ne-pomozhet-vlastyam, accès le 09/07/2014

[497] http://lenta.ru/articles/2013/02/06/antifa/, accès le 30/08/2014

[498] Ces agents seraient à l'origine de scissions dans le mouvement (http://www.shpik.info/narushitel204.html, accès le 09/07/2014).

[499] Le « Centre E » et en particulier l'agent Alexeï Okopny sont suspectés d'avoir tué le militant du NBP Iouri Tchervochkine en 2007 (http://www.shpik.info/narushitel60.html et http://namarsh-ru.livejournal.com/6015290.html, accès le 29/08/2014).

[500] http://slon.ru/russia/zakazchik_moego_dela_za_neskolko_mesyacev_do_prigo-27756.xhtml, accès le 04/06/2014.

demande de la Prokouratoura générale, et interdit. L'opposition libérale, rejoint par une partie de l'ex-NBP, est aujourd'hui dans la ligne de mire du pouvoir. Ses actions sont régulièrement interdites. Ses militants font l'objet de la plupart des répressions énumérées plus haut (mais avec une intensité moindre que pour le NBP).

D'autres types de groupes militants sont mieux traités par la police des foules. Depuis 2005 les mouvements ultranationalistes ouvertement xénophobes sont autorisés à mener à Moscou (et dans de nombreuses villes du pays) une « marche russe » tous les 4 novembre, jour de « l'Unité nationale »[501]. Le rassemblement du 11 décembre 2010 sur la place du Manège, au pied du Kremlin, constitue un autre exemple de la différence de traitement des manifestants par les forces de l'ordre. Cette action fit partie d'une série de cérémonies rendant hommage à Egor Sviridov, supporter du club de football *Spartak* tué le 6 décembre lors d'une bagarre dans une rue de Moscou entre une dizaine de supporters et des jeunes personnes originaires du Caucase. Les principaux suspects furent presque immédiatement relâchés, ce qui provoqua la colère des supporters. Le 11 décembre, environ dix mille supporters soutenus par des groupes ultranationalistes se réunirent sur la place, scandèrent des slogans racistes et levèrent les mains avec des saluts nazis. De jeunes Caucasiens furent violemment tabassés pendant l'action. Les policiers furent débordés par le nombre de manifestants et les combattants de l'OMON restèrent plutôt inactifs. Face à ces manifestants agressifs et violents, on découvrit des agents policiers capables de négociation, de tact et d'empathie, voire de connivence. Les militants ultranationalistes ne furent ensuite, au moment de qualifier les événements dans les médias, pas stigmatisés par les médias gouvernementaux. Vladimir Poutine alla porter des fleurs sur la tombe du supporter tué, tout en déclarant que la force du pays venait de son caractère multinational[502]. J'ai montré dans le chapitre précédent que les groupes ultranationalistes ont multiplié ces dernières années les démonstrations de force (meurtres par balle, « marches russes », participation aux comités d'organisation et aux tribunes de l'opposition).

Pour les groupes étudiés ici, l'étape qui suit les arrestations, celle des poursuites judiciaires, cible en particulier les leaders (ou considérés comme tels par les autorités) des groupes militants. Dans le paysage des répressions, le sort de deux militants antifascistes, Alexeï Olessinov et Alexeï Soutouga, marqua particulièrement, par l'intensité et la durée de la

[501] Célébré à l'époque de la Russie tsariste et abandonné en 1917, ce jour a été déclaré en 2005 fête nationale en vue de remplacer la fête du 7 novembre, jour anniversaire de la révolution bolchévique.
[502] Un an après, en novembre 2011, les meurtriers de Sviridov furent condamnés à dix-sept et six ans de colonie pénitentiaire.

répression qu'ils subissaient et continuent de subir, tout mon séjour à Moscou et les années qui suivirent. Je fis la connaissance de Soutouga dans un concert où je jouais dans un groupe de musique (et lui dans un autre). J'avais été touchée par l'enthousiasme et la bonté de ce garçon franc et volontaire. Depuis 2006 Soutouga a fait l'objet de multiples poursuites et menaces de la part de la justice et du « Centre E »[503]. En août 2008, Olessinov avait été arrêté suite à une bagarre avec des agents de sécurité du club de nuit moscovite *Kult* (les agents, selon des témoins et les vidéos de surveillance aux abords du club, auraient été à l'origine de l'altercation). Il fut arrêté le soir même, reçut une sanction administrative et fut libéré. En novembre de la même année, il fut de nouveau arrêté et accusé de s'être battu en août avec les vigiles (il fut accusé de « hooliganisme », article 213 § 2). Il attendit son procès en détention, ce qui constitua une première, selon son avocat Stanislav Markelov, pour ce type de délit et pour une personne dont le casier judiciaire était vierge et habitant le lieu où le délit avait été commis (on pouvait s'attendre à ce qu'il obtienne la liberté sous caution). Olessinov fut le premier antifasciste à avoir été ainsi détenu pour des raisons strictement politiques, déclara Markelov lors d'une conférence de presse (consacrée à l'affaire Boudanov), le 19 janvier 2009 (une demi-heure avant son assassinat…). Olessinov fut condamné en avril 2009 à un an de colonie. Pendant le temps de la détention d'Olessinov, Markelov, Djaparidze et Khoutorskoï furent assassinés[504]. Les combattants antifascistes avaient été longtemps considérés par les militants classiques comme constituant une « *subculture apolitique* ». Ils se trouvèrent à partir de 2008 dans le collimateur du pouvoir et du « Centre E » et sous le feu des combattants ultranationalistes.

4.2.3 Droit de réprimer et qualification des manifestations par les agents du pouvoir

L'action de la police des foules rentre en résonance avec les discours des autorités sur les manifestations. Les fonctionnaires et les policiers ne semblent pas croire à la possibilité d'une action politique désintéressée. Les policiers demandent continuellement aux manifestants interpellés qui est leur commanditaire et combien d'argent ceux-ci reçoivent pour accomplir leur « travail ». Un ami d'un des militants poursuivis dans l'affaire des « otages de Khimki » raconta que des agents du FSB tentèrent de lui faire avouer que l'un des militants détenus était en fait un agent américain, recruté lors d'un de ses voyages en Europe.

---

[503] On peut lire une histoire de ces poursuites et notamment la dernière sur : http://www.memo.ru/d/229130.html (accès le 23/07/2015). Soutouga été condamné à trois ans et un mois de colonie pour s'être battu avec des nationalistes. Il est détenu depuis avril 2014.

[504] Un agent des services crut bon de dire à ses amis que « *s'ils ne l'avaient pas emprisonné, il serait déjà mort* » (https://avtonom.org/news/identifikaciya-born-glazami-antifa, accès le 20/12/2014).

Les agents lui auraient dit : « *Tu comprends, il n'y a aucun sens à protéger cette personne. Il a touché des millions en vous poussant à faire cette action. D'ailleurs, combien ils t'ont payé, toi ?* »[505]. Ces agents des services secrets et les hauts dirigeants seraient persuadés que l'action du 28 juillet (action 3) aurait été commanditée. Le journaliste Andreï Lochak affirma que Vasili Iakemenko, créateur et leader de différents mouvements de jeunesse pro-Kremlin, lui aurait dit dans une interview : « *Croyez-moi, il y a derrière toute idéologie des sommes énormes* »[506]. Selon ces témoignages, pour les personnes proches du pouvoir, l'argent paraît être le moteur de l'action politique. Certains analystes vont dans le même sens, comme l'historien Alexandre Etkind, qui compare l'État russe avant tout à une machine à produire de l'argent (par l'exploitation du gaz), ce qui dévalorise aux yeux de ses agents le sens du service public et de l'État[507].

Un autre argument est celui de la menace occidentale. Le maire-adjoint de Khimki s'exprima lors d'une conférence de presse quelques jours après l'action du 28 juillet. Cette action avait été, selon lui, sponsorisée : « *Nous savons qui se tient derrière les commandes, nous ne les nommerons pas, car nous ne voulons pas une tension des relations entre les gouvernements. C'est fait par le biais de technologies politiques, c'est que "là-bas" ils ne veulent pas que la Russie soit forte* »[508]. Il appuya ses propos sur les analyses de l'écrivain et politologue pro-Kremlin Marina Ioudenitch et du député *Russie Unie* ainsi que fondateur et leader du mouvement de jeunesse pro-Kremlin *Jeune Russie*, Maxime Mishchenko. Depuis les révolutions de couleur des années 2000 qui se sont déroulées aux frontières de la Russie, une véritable phobie des mouvements protestataires se serait organisée à différents niveaux du pouvoir[509].

Les déclarations publiques contre les actions revendicatives sont énoncées également par les agents les plus hauts placés de l'État. L'ancien premier adjoint du ministre de l'Intérieur, Mikhaïl Soukhodolski, s'est à plusieurs reprises exprimé au sujet des actions de rue revendicatives. En avril 2007, il affirma publiquement la légalité des dispersions musclées des manifestations de l'opposition anti-Poutine, les « Marches du désaccord », que

---

[505] http://os.colta.ru/society/projects/201/details/18512/, accès le 14/07/2014
[506] *Ibidem*
[507] *Петромачо, или Механизмы демодернизации в ресурсном государстве* [Petromachisme, ou les mécanismes de la démodernisation dans un État extractif] (http://magazines.russ.ru/nz/2013/2/e16.html, accès le 09/06/2014).
[508] Propos rapportés sur le blog du journaliste Alexandre Chernyx (http://maskodagama.livejournal.com/623872.html, accès le 13/06/2014).
[509] Elle a redoublé depuis les événements de Maïdan, en Ukraine (2013-2014).

l'Administration du Président qualifia pour sa part de « *très insignifiantes* »[510]. En décembre 2008, Soukhodolski déclara que les forces de l'ordre se préparaient à faire face aux mécontentements à prévoir dans le contexte de crise financière. Le message fut perçu comme une mise en garde par l'opposition, qui accusa le MVD de se préparer à réprimer les manifestations[511]. En 2009, Soukhodolski avertit que les manifestations spontanées seraient dispersées *« durement* ». Le chef de la police de Moscou d'alors, Vladimir Pronine (2001-2009) déclara : « *Si l'on autorise les "Marches du désaccord", vous aurez : 20 à 50 manifestants, 115 à 200 policiers, 100 à 200 journalistes et 50 à 60 passants. C'est tout* ». Selon lui, des rassemblements pouvaient être autorisés, mais « *évidemment ni au Kremlin ni sur la place Rouge ni sur la place du Manège* ». Les manifestants avaient, selon lui, cet objectif : « *Organiser devant les caméras une micromarshik* [micromarche], *montrer aux médias qu'ils l'ont menée et se battre avec les policiers. Et ensuite crier contre le régime policier et le déni des droits de l'homme* »[512].

Vladislav Sourkov, alors premier adjoint au chef de l'administration présidentielle et considéré comme le principal idéologue du Kremlin, déclara publiquement l'opposition libérale comme responsable de la tenue, le 11 décembre 2010, de la manifestation des supporters du club de football *Spartak* sur la place du Manège : « *Le public "libéral" s'acharne à lancer la mode des actions non autorisées et les nazis et les imbéciles suivent la mode. Le 11 est la conséquence du 31.* »[513] Le Président Medvedev affirma que la place Rouge n'était pas un lieu pour l'opposition, qu'il définit comme un « *petit groupe de politiciens marginaux comme il en existe dans n'importe quel pays et dont le but est d'attirer l'attention sur soi* »[514]. Le maire de Moscou Sergeï Sobianine déclara en juin 2011 : « *C'est une chose, les forces et les organisations sérieuses qui veulent résoudre les questions à l'ordre de jour ; cela en est une autre quand quelques dizaines de tapageurs veulent mener une action pour faire de l'épate* »[515]. Le 24 août 2010 Vladimir Poutine dit :

> « *Tous nos opposants réclament un État de droit. Qu'est-ce qu'un État de droit ? C'est respecter la législation en vigueur. Qu'est-ce que dit la législation quant aux marches ? Qu'il faut obtenir l'autorisation des autorités locales. Vous l'avez ? Alors, manifestez.*

[510] *Izvestia*, 17 avril 2007. Les « Marches du désaccord » ont été organisées en 2006 et 2007 par le « Front civique uni », présidé par Garry Kasparov, ancien champion du monde d'échecs, et Mikhaïl Kassianov, ancien premier ministre russe (entre 2000 et 2004).
[511] *Kommersant*, 25 décembre 2008, 236/4053.
[512] http://lenta.ru/lib/14188109, accès le 09/06/2014
[513] http://www.gazeta.ru/politics/2010/12/16_a_3467881.shtml, accès le 16/07/2014
[514] http://www.gazeta.ru/news/lenta/2009/03/01/n_1336044.shtml, accès le 16/07/2014
[515] http://www.politonline.ru/comments/8578.html, accès le 09/06/2014

Vous ne l'avez pas? Vous n'avez pas le droit. Si vous y allez quand même, vous recevrez des coups de matraques sur la tête. »[516]

Parallèlement à ces déclarations publiques, qui mêlent la menace à l'ironie, le gouvernement alloua ces dernières années de considérables moyens à la répression des actions de rue, notamment en 2008, en pleine crise financière du pays.

4.3 Punir les opposants : arbitraire policier, intimidations et procès

Dans les actions de rue, les manifestants, les journalistes et parfois les passants font l'objet d'arrestations. Conséquence de la politique du chiffre, appelée « méthode des bâtons », les personnes ordinaires sont aussi la cible de contrôles policiers inopinés, à l'origine d'une véritable « peur du flic » dans la population[517]. Les contrôles, effectués par les policiers par le biais d'un raisonnement catégoriel, concernent systématiquement les personnes originaires du Caucase, d'Afrique et d'Asie centrale et celles dont la présentation de soi est « *informelle* » (dreadlocks, crête d'Iroquois, piercings, habits noirs). L'origine et l'apparence sont des « catégories indigènes du travail policier » (JOBARD Fabien, 2008). Nous allons maintenant suivre un itinéraire familier des militants, celui qui conduit de la rue au tribunal et à la prison.

4.3.1 Police urbaine : de la rue au commissariat

L'affaire Sokolniki (action 1) fut directement liée à « l'opération prophylactique Informel » menée régulièrement depuis 2008 par la police à Moscou (et dans d'autres villes). Cette opération consiste à arrêter dans le métro et la rue des jeunes et à les ficher. Selon une mise en scène éprouvée, les policiers obligèrent Ostapov à les accompagner au commissariat « *pour vérification des papiers d'identité* », sans donner un motif légal d'arrestation ni présenter leurs cartes professionnelles (« *Ils t'expliqueront au poste* »). Ostapov aurait été pris pour cible parce qu'il s'apprêtait à boire une bière[518]. Rares sont les personnes qui connaissent les droits du suspect et de l'accusé que la loi garantit (et qui ont été constamment bafoués ces dix dernières années). D'ordinaire les personnes choisissent la solution facile : ils donnent aux

---

[516] http://www.kommersant.ru/doc/1495411, accès le 17/08/2014

[517] Selon un sondage du Fond « Opinion publique » (FOM), un quart de la population se dit victime de l'arbitraire de la police et la moitié s'attend à y être confrontée d'un moment à l'autre (http://polit.ru/news/2010/12/02/verdimil, accès le 21/07/2014). Des agents glisseraient parfois de la drogue dans les sacs lors des fouilles. Ce fut le cas de l'artiste engagé Artem Loskoutov (pour plus de détails, lire le dossier de *Memorial* : http://www.memo.ru/d/2922.html, accès le 10/10/2011) et du syndicaliste Valentin Ouroussov (http://www.memo.ru/d/2935.html, accès le 12/10/2011).

[518] L'argument ne sera pas réutilisé par l'accusation lors du procès. La consommation de bière n'était pas interdite dans la rue au moment des faits (article 20.20 KoAP). Elle le deviendra en juillet 2011.

policiers un bakchich de quelques dizaines d'euros ou signent un procès-verbal. Ce soir d'avril 2008, des témoins de l'arrestation connaissaient la loi et demandèrent aux agents policiers de se présenter. Certains amis d'Ostapov tentèrent d'empêcher physiquement son arrestation illégale. Le ton monta, les policiers appelèrent du renfort. Des amis d'Ostapov alertèrent Lev Ponomarev et Stanislav Markelov. Malgré la répression massive dont ils font l'objet, les militants sont néanmoins mieux défendus que les personnes ordinaires du fait de leur réseau d'entraide qui réagit instantanément aux arrestations (camarades, avocats, journalistes, bloggeurs et défenseurs des droits de l'homme). Les personnes ordinaires savent rarement comment réagir dans les situations d'arbitraire policier et les services d'un avocat sont onéreux. 70 à 90 pour cent de la population seraient représentés par des avocats commis d'office[519]. Désignés par le juge ou par les forces de l'ordre elles-mêmes (et non par le bâtonnier comme le demande la loi), ces derniers presseraient leurs clients à plaider coupable[520].

Les fourgons cellulaires constituent l'une des séquences les plus critiques de l'arrestation. Il n'est pas rare d'être battu dans cet espace isolé des regards[521]. Le fourgon est hors du temps : la durée maximale légale d'une arrestation est de trois heures à partir du moment de l'arrivée des personnes au poste de police le plus proche du lieu de l'arrestation. Les personnes restent parfois plusieurs heures dans les fourgons (jusqu'à une journée, lors d'une manifestation, le 21 août 2012 !) avant d'être conduites à un poste choisi par les policiers (qui n'est pas toujours le plus proche). Le fourgon devient une chambre de torture en hiver, lorsque les policiers laissent (sans nul doute à dessein) les fenêtres ouvertes, sans chauffage et, en été, lorsqu'ils ferment toutes les fenêtres, sans ventilation. Les policiers feraient spécialement tourner à fond le moteur des véhicules à l'arrêt. Dans ce que des militants appellent les « *camions à gaz* », il est impossible de respirer normalement[522].

---

[519] Selon les avocats Alexeï Kolegov et Alexandre Fedorov (https://youtu.be/uJh9UFLyswU, accès le 12/08/2014).

[520] Selon les témoignages d'une grande partie des militants, des avocats et du rapport du Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe (http://www.cpt.coe.int/documents/rus/2013-41-inf-eng.pdf, p. 23, accès le 06/07/2014). Le plaidoyer de culpabilité est deux fois supérieur chez les avocats commis d'office que chez les autres (http://www.zonazakona.ru/law/comments/406/, accès le 05/07/2014). La faible rémunération des avocats commis d'office (10-30 euros par jour), qui agissent sur une base volontaire, les conduirait à la passivité et au désintérêt (http://slon.ru/russia/pochem_nynche_besplatnyy_syr-398879.xhtml, accès le 05/07/2014).

[521] http://maskodagama.livejournal.com/2011/12/09/, accès le 23/06/2014

[522] Témoignage de Romane Dobrokhotov, leader du mouvement libéral MY (« NOUS») sur son micro-blog Tweet au moment d'une arrestation le 4 décembre 2011 (http://grani.ru/Politics/Russia/activism/m.193666.html, accès le 23/06/2014).

Au commissariat, les policiers ne communiquent pas non plus leur identité ni le motif des arrestations. Ils dressent généralement un procès-verbal non fidèle à la version des événements des suspects (dans les cas où on la leur demande…). Le procès-verbal à signer est parfois vierge, l'heure non spécifiée (si l'interrogatoire se déroule, illégalement, la nuit), présente un large espace entre le texte et la signature ou contient deux pages agrafées (qui seraient ensuite dégrafées et remplacées par les agents). Une peine administrative est habituellement appliquée et assortie d'une amende de quelques euros pour violation de l'ordre de déroulement d'une action de rue (article 20.2 du Code des infractions administratives)[523]. Les personnes signent dans la plupart des cas le procès-verbal pour pouvoir être libérées dans les trois heures prévues par la loi (durée régulièrement dépassée, mais non systématiquement). Concernant l'affaire Sokolniki (action 1), Ostapov témoigna :

> « *Je n'ai pas lu le procès-verbal, on ne me l'a pas donné. Ils m'ont frappé jusqu'à ce que je le signe. Tous les policiers du commissariat nous ont frappés* […] *Au moins dix personnes nous ont frappés. J'étais en état de choc, je ne pouvais pas comprendre ce qui se passait et j'ai fait tout ce qu'ils m'ont demandé* »[524].

L'instruction préliminaire policière, y compris les interrogatoires, joue un rôle déterminant dans la construction du dossier pénal[525]. L'affaire se complique lorsque les personnes revendiquent leurs droits (comme s'entretenir avec un avocat) ou refusent de signer le procès-verbal. Ce refus est en principe légal : les dispositions relatives aux droits des gardés à vue sont plutôt libérales dans le droit russe[526]. Dans la pratique, non seulement les policiers ne considèrent pas être de leur rôle de notifier aux suspects leurs droits, mais l'appel à la loi par ces derniers est compris par les agents comme un refus d'obtempérer et de coopérer. Les officiers de police parfois déclarent (à tort) publiquement qu'il n'existe pas de loi en Russie qui garantisse la présence des avocats dans les commissariats[527]. Les avocats se voient parfois refuser l'entrée dans les commissariats avant les aveux. Aux dires d'avocats, ceux-ci seraient perçus par les agents « *comme le diable qui prend l'argent des personnes et ne dit pas la vérité* ». Selon cette version, l'avocat irait contre le bon sens, la raison et la politique du

---

[523] Un amendement de juin 2012 à la loi fédérale relative aux rassemblements a multiplié les contraventions par 150 (soit une amende de 25-50 euros jusqu'à 700 euros).

[524] Transcription du procès de Ostapov par Ioulia Bashinova, militante du Groupe de jeunesse de défense des droits de l'homme, une des organisatrices de la campagne « Pour la défense des otages de Khimki » (http://juu-lka.livejournal.com/181597.html, accès le 15/06/2014).

[525] Les policiers refusent toujours de donner une copie des documents de la procédure (procès-verbaux de l'audition et certificat médical).

[526] Analyser la manière dont le droit s'effectue en pratique demande donc de ne pas se limiter à l'étude de l'arsenal législatif.

[527] C'est ce que déclara le porte-parole de la police de Moscou Birioukov lors d'une table ronde, le 4 février 2009, organisée autour de l'affaire Sokolniki.

chiffre, qui dictent que le détenu doit « *avouer sa culpabilité* »[528]. Cette image serait partagée par une grande partie de la population (« *l'avocat est un vendu car il sait que le suspect est un criminel, mais pour de l'argent il est prêt à le protéger* »)[529]. Le « délit de rébellion » peut conduire à une garde à vue de 48 heures (au-delà le suspect doit être présenté à un procureur) et à une détention administrative de deux semaines (article 19.3 AOC du code administratif).

Dans les commissariats, la violence est ordinaire. Celui de Sokolniki est réputé pour ses pratiques de passage à tabac. Ostapov et ses amis furent battus des heures durant avec des matraques électriques, des tabourets, contre le mur... Kirill Kariazine fut déposé, suite à une attaque cardiaque, devant un hôpital par des policiers qui le présentèrent au personnel de l'hôpital comme un « *drogué en état d'overdose* ». Finalement, les jeunes furent libérés dans la nuit, grâce à l'action, selon Ostapov, du député municipal démocrate Sergeï Mitroxine qui aurait menacé le commissariat d'un contrôle parlementaire. Une fois libérés, les jeunes se rendirent à un hôpital, où, lorsque le personnel comprit que les auteurs des coups étaient des policiers, refusa, comme c'est l'habitude en Russie, de dresser un certificat médical (qui doit mentionner la cause du traumatisme). Les hôpitaux ont l'obligation de reporter les coups et blessures volontaires à la police : le refus des hôpitaux porte à croire que les bavures policières ne sont pas le genre de retours qu'apprécie la police.

Le « Centre E » et le FSB ajoutent à ces arrestations ordinaires d'autres méthodes. Le « Centre E » mène des « *entretiens prophylactiques* » par des agents psychologues spécialisés. Le 29 et 31 juillet, quelques jours après l'action devant l'administration de Khimki (action 3), Maxime Solopov et Alexeï Gaskarov furent invités à un entretien avec des agents du « Centre E » dans des commissariats près de leurs lieux de résidence. Ni les intéressés ni leurs parents ne s'inquiétèrent, car c'était une habitude, comme dit le père de Gaskarov : « *L'agent du "Centre E" Rouslan Zoubarev faisait parfois venir notre fils au commissariat pour des entretiens* »[530]. Les deux militants furent arrêtés sur place, puis transférés au commissariat de Khimki. Le « Centre E » a aussi recours à des arrestations illégales et des interdictions de manifester pour les organisations qualifiées d'extrémistes. Le droit ne permet pas de sanctionner une personne sous le seul motif d'extrémisme. Les matériels déclarés extrémistes (suite à l'évaluation d'un expert souvent universitaire et par

---

[528] Avocats Alexeï Kolegov et Alexandre Fedorov, http://youtu.be/sYVgXsTKHBE?list=UUvU7rYiZLMQt7cpro_x2u2g, accès le 24/07/2014.

[529] Avocats Alexeï Kolegov et Alexandre Fedorov, http://youtu.be/Otrp1Hyfl6c?list=UUvU7rYiZLMQt7cpro_x2u2g, accès le 12/08/2014

[530] http://zhukvesti.info/articles/detail/11412/, accès le 12/06/2014

une décision de justice) constituent plutôt des pièces à charge[531]. Le cadre général de la lutte contre l'extrémisme se transforme au gré des lois et des règlements conçus et mis en œuvre[532]. Les services de la Prokouratoura ont accusé publiquement en 2008[533] et en 2010 l'opposition (le NBP, le mouvement anti-immigration DPNI, le parti libéral *Union populaire et démocrate russe*, la coalition libérale *Autre Russie* et des militants des droits de l'homme) d'encourager le terrorisme[534].

Les intimidations et la répression s'adaptent aux spécificités de chaque militant. On demande aux recteurs d'université d'expulser (illégalement) les étudiants. Tantôt les agents administratifs menacent les mères de leur ôter la garde de leurs enfants. Une procédure a été lancée dans ce sens en février 2011 par les organes de tutelle de Khimki contre la leader Ievguenia Tchirikova, à partir de témoignages de prétendus voisins. La rédactrice principale du site Internet du Mouvement pour la forêt de Khimki (ecmo.ru), Alla Tchernycheva, fut menacée du même sort. Après avoir dispersé le 1er février un meeting suite à une prétendue alerte à la bombe, la police arrêta et détint la rédactrice pendant quatre heures et demie avec ses deux enfants de quatre et six ans le 11 février 2011. Elle fut soupçonnée d'avoir confectionné et emmené un moulage ayant la forme d'une bombe au meeting du 1er février. Elle fut menacée d'une peine de prison et de la perte de la garde de ses enfants. D'autres militants ont la caractéristique d'être à la tête d'entreprises. Les agents de police de lutte contre la criminalité économique intimident alors les clients de ces entrepreneurs, comme ce fut le cas à plusieurs reprises pour l'entreprise que dirige Tchirikova et son mari. Ce type de menaces représente un coup dur pour l'autorité, la réputation et l'emploi du temps des petits entrepreneurs. Dans le cas de la lutte pour la sauvegarde de la forêt de Khimki, ces menaces sur les familles et les entreprises s'étaient accentuées en février 2011, après que les écologistes aient envoyé au gouvernement un rapport d'expertise écologique indépendant recommandant un trajet alternatif pour l'autoroute.

---

[531] Sur des procès de militants de ce type, lire : EPSHTEIN Alek et Oleg VASILEV, 2011.

[532] Medvedev a, par exemple, initié en octobre 2011 une loi (entrée en vigueur en avril 2012) interdisant aux personnes suspectées d'extrémisme de travailler dans les domaines de l'éducation et des loisirs des enfants. Une loi adoptée le 19 juillet 2010 a élargi les pouvoirs du FSB : toute personne qui gênerait les services spéciaux peut être poursuivie, placée en détention ou écoper d'une amende allant jusqu'à 1300 euros. Encore faudrait-il étudier combien de projets de lois très médiatisés sont réellement ensuite votés et combien de lois sont appliquées. Toujours est-il que ces mesures se multiplient et qu'elles sont très publicisées et terrorisantes sur le coup.

[533] La disposition de la Prokouratoura générale est consultable sur : http://www.garant.ru/products/ipo/prime/doc/1256993/ (accès le 04/06/2014).

[534] Voir le rapport envoyé à la Douma sur : http://www.vedomosti.ru/cgi-bin/get_document.cgi/vedomosti_18-05-2010.pdf?file=2010/05/18/234493_2329385538, accès le 03/06/2014).

4.3.2 De l'instruction préparatoire au procès

À la suite de l'action du 28 juillet 2010 (action 3), la direction de la police de l'oblast de Moscou engagea contre Solopov et Gaskarov une procédure judiciaire pour acte de « hooliganisme » (article 213 du code pénal), définit comme « une violation flagrante de l'ordre public qui s'exprime par un manque de respect manifeste vis-à-vis de la société accompagné de l'utilisation d'armes ou d'articles servant d'armes » et qui encourt une sentence pouvant aller jusqu'à sept ans. Dans la nuit du 29 au 30 juillet, les appartements des militants furent perquisitionnés sans mandat. Le 3 août, à huis clos et sans justification juridique, le tribunal de Khimki décida la prolongation de la détention provisoire des militants à deux mois (correspondant au délai pour la production de documents et leur transmission à la Prokouratoura)[535]. Selon des informateurs policiers, le choix du huis clos était l'indice que l'affaire avait été prise en main directement par l'administration présidentielle[536]. Autrement dit, le gouvernement refusa l'épreuve de la publicité. Celle-ci peut jouer pourtant différents rôles. Elle permet d'abord aux accusés et au public de se prémunir contre une exploitation opportuniste des situations de procès. Elle intervient comme un garant de l'équité (ou comme témoin de la partialité) de la décision du juge. Participent parfois aux procès à huis clos des personnes dont la loi n'autorise pas la présence, tels les agents de l'instruction[537]. Puis, dit l'avocat Alexeï Kolegov, les procès publics ont une fonction éducative : « *Ils disciplinent les juges, les stimulent à mieux se former, s'exprimer, se comporter, se tenir* […] *Ils font émerger des problèmes publics et les portent au débat public* »[538]. Pour le procès des meurtriers de Markelov et Babourova, les juges tentèrent de fermer le procès au public, contre la demande des accusés (finalement il s'est tenu en public).

Tout le mois d'août 2010, des dizaines de journalistes, bloggeurs et militants furent soumis à des perquisitions et des interrogatoires au « Centre E » en qualité de témoin, une ruse qu'utilisent les agents des services pour convoquer les personnes. La bonne conduite serait de s'y rendre avec un avocat. Or rares sont les personnes qui savent qu'un témoin jouit lors des interrogatoires du droit à l'assistance d'un avocat et du droit au silence (article 51 de la Constitution). Les personnes coopèrent par peur que le « Centre E » ordonne une

[535] Le fait d'être mis en détention provisoire a des effets sur les décisions du tribunal lors du procès : cela augmente les probabilités d'être accusé (TITAEV Kirill, 2014).
[536] http://www.kommersant.ru/doc/1480638, accès le 15/07/2014. Selon des sources antifascistes, l'affaire contre Olessinov aurait été personnellement suivie par le premier vice-ministre Mikhaïl Soukhodolski.
[537] Avocats Alexeï Kolegov et Alexandre Fedorov (https://youtu.be/b6lCQU8tlKQ, accès le 15/07/2014).
[538] http://advokat-ko.ru/2012/09/zakriytoe-zasedanie/, accès le 15/07/2014

comparution forcée ou prenne des mesures de rétorsion à leur encontre. Beaucoup n'ont pas les moyens ou rechignent à payer les services d'un avocat pour un entretien présenté par les agents comme une simple formalité. Pire, des militants s'y rendent librement pensant montrer ainsi qu'ils sont des personnes publiques qui n'ont rien à se reprocher. La journaliste Anastasia Krivoshanova (qui avait pris des photos pendant l'action du 28 juillet) et son époux, le militant Sergeï Smirnov, furent détenus pendant dix heures, sans être autorisés à voir un avocat et ils furent forcés par les agents d'instruction à témoigner contre Solopov, Silaïev, Gaskarov, Tchirikova et l'antifasciste Olessinov (qui n'avait aucun lien avec l'affaire de Khimki, mais qui est une cible privilégiée des services). D'autres « témoins » furent contraints de donner leurs empreintes digitales. Des procès-verbaux fabriqués ont fait de Krivoshanova et Smirnov des témoins à charge. Lors du procès, ces derniers retirèrent leurs témoignages produits sous la contrainte. Selon l'expression populaire, « *ils changèrent de chaussures au procès* ». Ils devinrent alors témoins à décharge. Lorsqu'ils voulurent déposer une plainte au bureau du procureur, celui-ci refusa d'engager une procédure contre les enquêteurs qui avaient forcé les militants aux aveux.

Toujours au mois d'août, deux concerts antifascistes furent annulés le 21 à Joukovski, ville de la banlieue moscovite où vivaient plusieurs militants antifascistes, dont Gaskarov. Les policiers arrêtèrent près de soixante-dix participants, dont le militant biélorusse Alexandre Pakhotine, qui avait participé à l'action du 28 juillet. Il fut battu comme dix autres lors d'interrogatoires dans les commissariats de Joukovski, puis de Khimki. Des agents du « Centre E » auraient assisté, sans être inscrits dans le procès-verbal (contrairement à ce que la loi stipule), à l'interrogatoire mené par le juge d'instruction. Ce dernier aurait dit à Pakhotine en lui mettant la tête sur la table et le menaçant avec des ciseaux : « *Je vais te couper l'oreille si tu ne dis pas ce que nous te dictons* »[539]. Après sa libération, Pakhotine déposa une plainte auprès de la Prokouratoura, classé sans suite le 31 août. Le 26 août, à Moscou, le scénario se répéta avec le militant antifasciste Nikita Tchernobaev au commissariat de Ramenskoïe, dans la banlieue de Moscou, où il fut battu par des agents du FSB qui lui firent signer un procès-verbal dicté et un contrat de collaboration. Il y subit un traumatisme crânien. Cette « *chasse aux antifascistes* » (selon l'expression des militants) continua le 23 août, dans la ville de Kostroma, à 300 kilomètres de Moscou, où la police arrêta 260 personnes venues assister à un concert. Parallèlement, des policiers firent pression sur les rédactions des journaux *Kommersant* et *Svobodnaïa Pressa* pour obtenir leurs images

[539] http://www.antifa.fm/4897.html, accès le 29/08/2014

de l'action de 28 juillet. Des poursuites et un mandat d'arrêt international furent lancés contre le frère de Maxime Solopov, Denis, et Petr Silaïev[540].

En amont du procès pénal, pour les délits concernant les cas étudiés ici, les enquêtes préliminaires sont menées par la police ou le FSB, que la Prokouratoura doit surveiller. Institution héritée de Pierre le Grand (« l'œil du tsar », chargé du contrôle de l'administration) et dont les missions répressives ont connu un grand essor à l'époque soviétique, elle joue un double rôle de ministère public et de gardienne de la légalité. Ses agents sont des fonctionnaires et non des magistrats (MARIE-SCHWARTZENBERG Nadine, 2008). À sa tête, le procureur général (Iouri Tchaïka depuis 2006), est nommé sur proposition du Président. En 2007 la partie assurant l'instruction a été séparée de la Prokouratoura pour créer un comité d'instruction directement rattaché au Kremlin[541]. Depuis lors, c'est le juge d'instruction (et non plus le procureur) qui dispose des pouvoirs d'ouverture, de prolongation et de clôture d'un dossier. Au terme de l'information judiciaire, le procureur décide de traduire ou non le prévenu devant un tribunal. Il définit le chef d'inculpation. À la fin du procès, il peut contester la décision du juge et se pourvoir en cassation. Il a également en charge de recevoir les plaintes, bien qu'il ne prenne plus l'initiative d'ouvrir les enquêtes. Dans les faits il occupe une position passive : il n'existe plus aujourd'hui de réelle surveillance de l'instruction[542]. Le contrôle du procureur a laissé la place à un contrôle interne[543]. Le juge d'instruction est devenu le « *maître du procès* » selon une expression populaire chez les avocats.

Les avocats Markelov et Tchernoussov ont pu, après plusieurs refus, porter « l'affaire Sokolniki » devant le comité d'instruction du district de Preobrajenski en juin 2008. Après avoir été fermée discrètement à quatre reprises, l'enquête sur les policiers fut rouverte en janvier 2010 à la demande du président du comité d'instruction de la Prokouratoura de Russie, Alexandre Bastrykine[544]. L'enquête fut néanmoins confiée au même comité d'instruction du district de Preobrajenski (dont le responsable est Alexeï Kobzar). L'affaire

---

[540] Les poursuites ont été abandonnées à la fin du mois de juin 2014, soit quatre ans après les faits.

[541] Selon les commentateurs Poutine aurait avec cette création favorisé le clan d'Igor Sechine contre celui de Viktor Tcherkessov, auquel est affilé le procureur général Tchaïka (BURGER Ethan S. et Mary HOLLAND, 2008).

[542] Lorsque la Prokouratoura était une structure unique, dix pour cent des plaintes aboutissaient (https://youtu.be/_9KHk3jLiF8?list=UUvU7rYiZLMQt7cpro_x2u2g, accès le 12/08/2014).

[543] Pour plus de détails sur cette réforme lire : CHKLIAROUK Maria, 2013.

[544] C'est l'équivalent du chef de la police judiciaire en France, une pièce maîtresse des « Siloviki » (armée, police, services spéciaux). Bastrykine est le principal architecte de l' « affaire Bolotnaia » (6 mai 2012), le plus grand procès politique du régime contre des manifestants, qui ont été condamnés à des peines de prison ferme allant jusqu'à quatre ans. Pour une description de cette affaire, lire : http://www.memo.ru/d/121776.html (accès le 12/07/2012).

contre les policiers fut enterrée. En décembre 2008, une autre enquête démarra, suivie aussi par le juge Alexeï Kobzar, cette fois contre Ostapov. Le meurtre de Markelov en janvier 2009 coïncida avec la disparition d'une partie du dossier pénal (dont la liste des témoins). Le juge aurait avoué, dans un entretien informel avec Ostapov, avoir falsifié des documents de l'enquête[545].

Le 18 janvier 2010 soit près de deux ans après les faits, l'accusation avança une nouvelle version des faits : le 8 avril 2008, les policiers se seraient présentés et auraient fait une remarque au jeune Ostapov qui aurait crié, provoqué une bagarre et finalement lancé un gaz à la figure du policier Tarassov provoquant une perte de connaissance pour ensuite le frapper[546]. Le procès se déroula le 17 février 2010. La salle de l'audience était petite, avec une disposition spatiale habituelle : l'espace accordé au juge, au procureur et aux témoins était relativement grand alors que la défense n'eut le droit qu'à une petite table. L'espace alloué au public, deux petits bancs exigus, fut vite épuisé : la majorité des personnes dut regagner le couloir. Ostapov fut condamné à un an avec sursis pour violence contre un représentant du pouvoir (article 318 §1 du code criminel). C'est une pratique courante : les policiers qui frappent les détenus ne sont pas poursuivis et les personnes qui portent plainte contre eux sont accusés de violence[547]. La peine-menace de l'article 318 est une façon d'intimider les opposants politiques. Un autre cas connu est celui du cinquantenaire Sergeï Mokhnatkine, arrêté le 31 décembre 2009 lors d'un rassemblement de « Stratégie-31 » et violemment battu par des agents policiers. Simple passant venu secourir une femme âgée arrêtée brutalement par les policiers, Mokhnatkine porta plainte le lendemain. En juin 2010, on l'invita à venir identifier les policiers qui l'avaient battu : Mokhnatkine fut arrêté sur place et accusé de violence contre un agent de police. Il fut condamné à deux ans et demi de prison. Il fut libéré après avoir été gracié en mai 2012 par le président Medvedev. L'enquête sur les policiers resta au point mort.

Dans l'affaire des « otages de Khimki », fin septembre (une semaine après l'action 4), le juge d'instruction décida une nouvelle prolongation de la détention des militants de deux mois. Début octobre, le tribunal régional de Moscou annula cette décision et ordonna la

[545] http://juu-lka.livejournal.com/184245.html, accès le 13/07/2014
[546] Selon l'expertise médicale Tarassov n'a pas inhalé du gaz.
[547] La plupart des détenus dans l'« affaire Bolotnaïa » ont été poursuivis pour le même chef d'inculpation ou pour troubles à l'ordre public (article 212).

libération des militants, avec ordre de ne pas quitter le territoire[548]. En février 2011, le procureur du tribunal de Khimki confirma l'acte d'accusation contre les militants. Le 2 mars, Denis Solopov, le frère de Maxime, fut arrêté à Kiev. Un juge décida son extradition vers la Russie, alors que l'UNHCR l'avait reconnu comme réfugié politique[549]. En juillet, il fut libéré.

L'accusation se fonda sur des témoignages incohérents et identiques en tout point, tant sur le fond que la forme, à l'exception des signatures. Lors du procès, au printemps 2011, les témoins à charge ne se rappelèrent presque rien des événements, de l'apparence des militants accusés et même des lieux, l'administration de Khimki. L'un de ces témoins, Alexeï Pitel, avait été condamné quelques années auparavant pour vol, ce qui expliquerait, selon les avocats de la défense, ses relations obligées avec la police et les juges. Les deux militants plaidèrent « non coupable ». Gaskarov passa au « détecteur de mensonge » (ou « *polygraf* »), qui révéla qu'« *il n'avait commis aucun délit* »[550]. La défense présenta un grand nombre de photographies et une vidéo qui démentaient la version de l'accusation, mais elles ne furent pas discutées. Finalement, le 24 juin la juge Neonila Zepalova acquitta Gaskarov et condamna Solopov à deux ans de prison avec sursis.

Les décisions du tribunal reposent largement sur des dossiers constitués par les agents de police (BURGER Ethan S. et Mary HOLLAND, 2008, p. 158), notamment sur les témoignages à charge, rédigés et envoyés au tribunal par les agents d'instruction (qui n'ont pas tous, loin s'en faut, une formation juridique). Alexeï Kolegov, avocat et bloggeur actif, explique : « *Les juges voient bien les situations, comprennent, mais ils préfèrent recopier ce que l'instruction a écrit. C'est plus simple pour eux* »[551]. Le niveau des contentieux est élevé et les taux d'acquittement (en première instance et en appel) sont très bas : environ 0,7 pour cent[552]. Selon le sociologue Vadim Volkov, les procès reposent sur le principe de la procédure accusatoire : l'activité du juge est pensée comme un simple travail de vérification du travail

[548] Les prolongations sont normalement réservées aux crimes les plus graves. Cependant, Gaskarov a été arrêté en avril 2013 dans le cadre de l' « affaire Bolotnaïa ». Il a attendu son procès en détention provisoire jusqu'en août 2014, où il a été condamné à trois ans et demi de détention en colonie pénitentiaire.

[549] http://noborders.org.ua/ru/o-nas/novosti/ykrainskaya-sistema-predostavleniya-statusa-bezhenca-opasna-dlya-bezhencev/, accès le 13/06/2014

[550] Gaskarov aurait pu légalement refuser cette expertise héritée de l'époque soviétique.

[551] https://youtu.be/5IBwK9yiqeQ, accès 15/07/2014

[552] Pour comparaison, en Europe quinze à vingt pour cent des accusés sont acquittés.

de l'enquête et de l'instruction[553]. La statistique représente comme à l'époque soviétique l'outil qui sert à évaluer l'efficacité du système policier et judiciaire. Elle sert d'outil de valorisation de la police, plutôt qu'à décrire, comprendre et estimer une situation et des faits (CHKLIAROUK Maria, 2014). Certains crimes ne sont pas enregistrés, selon l'approche : « Moins il y a de crimes, mieux la police travaille » (GILINSKI Iakov, 2009, p. 55). Les critères de la statistique sont définis par l'institution examinée. Dans ce cadre, la condamnation est un résultat positif. Un acquittement est plus difficile à argumenter pour le juge qu'une condamnation. Il est perçu comme un signe de faiblesse ou de corruption et, surtout, il sous-entend que les services d'enquête auraient mal fait leur travail. L'acquittement a toutes les chances d'être invalidé par une instance supérieure et le « mauvais juge » sera pointé du doigt. Pour un juge, revenir sur les décisions de l'instruction est mauvais pour sa carrière et sa rémunération (dont une partie est indexée sur les résultats obtenus). Chaque juge est subordonné à son supérieur direct, le président du tribunal, dont les ordres sont, notamment depuis 2007, oraux (si des poursuites sont engagées, c'est le juge qui est accusé).

Cette pression hiérarchique a toujours existé, mais depuis les années 2000, de nombreux avocats se plaignent que les juges travaillent directement pour les organes du pouvoir. Depuis les années 2010, des juges de l'instruction assisteraient aux procès, entrant alors dans la production de l'affaire. Ils constitueraient des sortes de consultants lors des pauses-café et déjeuner auprès des procureurs, qui avec une charge de travail considérable, ne lisent pas dans les détails les dossiers pénaux. Dans ce contexte, l'avocat est une cartouche à blanc témoigne un avocat, Vladislav Groushevski, sur son blog :

> « *Le juge peut nous écouter attentivement, opiner du chef, sourire. Mais au final aucun des arguments présentés ne sera pris en compte* […] *Beaucoup de mes collègues pensent arrêter leurs activités : c'est difficile d'accéder au respect de soi quand on t'utilise comme une simple décoration* »[554].

Nous avons d'abord vu que la police des foules ne cherchait pas à concilier le droit de manifester avec le maintien de l'ordre public. Ensuite, nous avons pu constater que la frontière entre maintien de l'ordre, police administrative, renseignement et police judiciaire était très perméable. Un acte arbitraire peut conduire jusqu'au procès et à la prison en toute impunité. Les obstacles qu'affrontent les militants sont également d'une autre espèce : les autorités entravent l'activité revendicative dans son ensemble ou tout essai de dialogue qui

---

[553] Conférence à la Haute École d'Économie sur le développement de l'économie et de la société, Moscou, 3-5 avril 2012 (http://www.hse.ru/data/2013/01/28/1304832649/book1.pdf, accès le 13/07/2014).

[554] http://advokate26.ru/pro/303-illyuziya-pravosudiya.html, accès le 13/07/2014

vienne de publics autoconstitués (c'est-à-dire non fabriqués par des initiatives gouvernementales).

4.4 Des conflits d'intérêts et la polémique expatriée

L'inscription dans la longue durée de la controverse qui s'est nouée autour du projet de l'autoroute traversant la forêt de Khimki a permis de renseigner la question de l'interprétation et de la gestion par les autorités des conflits sociaux. Autour de ce mouvement, on a vu le développement d'enquêtes d'acteurs locaux et d'activités revendicatives multiples. À partir de quelques exemples saillants, cette histoire s'analyse comme un processus où des événements, des agents de différentes natures et des manières de se coordonner se transforment les uns les autres.

4.4.1 Des projets indiscutables. Le terrain stérile de la concertation

Au printemps 2007, des habitants de Khimki découvrirent de mystérieuses marques rouges peintes sur les arbres de la forêt où ils avaient l'habitude de se promener. Ils menèrent une enquête et apprirent qu'un projet d'une autoroute payante entre Moscou et Saint-Pétersbourg traversant la forêt était en gestation depuis 2004. Aucun document n'avait été mis à disposition du public par la Mairie. Jamais les militants ne contestèrent la nécessité de construire une autoroute, mais ils critiquaient le tracé choisi. Celui-ci, au lieu de suivre la ligne droite de la voie ferrée Oktiabrskaïa longeant la forêt (qui est de plus une zone peu urbanisée), faisait un grand crochet dans la forêt pour desservir l'aéroport Cheremetievo. Le tracé, en zigzag, devait diviser la forêt en deux et impliquerait la destruction de 144 hectares de forêt, d'un lac, de marécages et d'une chênaie centenaire. Ce détour avait pour objectif, selon les autorités de la région de Moscou, de désengorger la capitale et à moindre coût que la construction d'une autre voie rapide et indépendante entre Moscou et l'aéroport. Le département de l'utilisation des ressources naturelles de Moscou refusa publiquement de cautionner le tracé choisi par les autorités qui, selon lui, allait entrainer la disparition de la forêt suburbaine. La Ville de Moscou et les écologistes proposèrent deux contre-trajets, que les donneurs d'ordre ignorèrent. Les pétitions de plus de 150 000 personnes pour la protection de la forêt ne changèrent rien à la situation. Les autorités négligèrent les expertises écologiques, les débats publics et les actions revendicatives. En 2008, le projet fut confié à l'entreprise française VINCI, qui par l'intermédiaire de sa filiale Eurovia créa une SARL

chargée de réaliser les travaux sur place. Vladimir Poutine, alors premier ministre, ordonna en novembre 2009 le reclassement d'une partie de la forêt en terrains constructibles.

L'association de lutte contre la corruption *Transparency* identifia un conflit d'intérêts et des offres de corruption évidentes autour du projet d'autoroute[555]. Le maire de Khimki Strelchenko signa en avril 2005 un décret en faveur du tracé officiel, tout en organisant en mai 2005 une audition publique « fictive ». En effet, la publicité obligatoire dans le journal municipal fut extrêmement discrète, écrite en petits caractères et dans les dernières pages des petites annonces d'achat-vente. L'annonce pour la rencontre envisagée n'était pas claire : on invitait les personnes à venir entendre un exposé sur « *les conséquences sur l'environnement de la construction d'une voie rapide entre la rocade et l'aéroport* », sans mentionner ni l'autoroute ni la forêt de Khimki[556]. Un seul habitant de Khimki assista à l'audition. Fin 2008 le maire de Khimki fut obligé d'annuler son décret sous la pression du public. Au même moment il interdit de manière illégale la tenue d'un référendum local sur le sort de la forêt. Le gouverneur de la région de Moscou Boris Gromov rédigea en 2006 un autre décret, annulé en juillet 2009 (ce fut la seconde victoire du Mouvement de défense de la forêt), qui réservait les alentours de l'autoroute (soit 90 pour cent du territoire de la forêt) à la construction d'hôtels et de structures commerciales, en totale contradiction avec la législation russe. Un autre grand défenseur du tracé, le ministre des transports russes, Igor Levitine, était membre du conseil d'administration de l'aéroport Cheremetievo.

La veille d'une autre audition, en février 2008, les verrous des logements de deux militants furent attaqués pour les retenir à leur domicile. Lors de l'audition du 29 avril, la majorité de l'assistance, notamment les journalistes et les écologistes, dont Ievguenia Tchirikova, ne fut pas autorisée à pénétrer dans la salle. Les habitants qui réussirent à entrer dénoncèrent le dispositif. La salle était petite. Un paperboard avait été placé au milieu de la salle limitant le nombre de places disponibles. Les microphones ne fonctionnaient pas. Les prises d'images furent interdites par les fonctionnaires. La pure formalité de la participation autochtone rendait l'enjeu de l'audition dérisoire, comme le dit un habitant : « *Vous organisez des auditions pour discuter d'une seule variante pour le tracé* »[557]. Toutefois, peu de ces habitants se montraient sceptiques au point de dire que ces procédures consultatives (qui

[555] Expertise du 7 avril 2010 (http://www.oprf.ru/files/panfilova.doc, accès le 01/07/2014).
[556] http://www.ecmo.ru/news/pismo-elle-panfilovoy, accès le 01/07/2014
[557] Propos enregistrés en caméra cachée : https://youtu.be/aAiOJ9Bs4es (accès le 03/07/2014). Voir l'ensemble des vidéos de cette audition : http://www.ecmo.ru/news/publichnye-slushaniya-po-trasse-moskva-piter-v-himkah-faktycheski-byli-sorvany (accès le 03/07/2014).

existaient déjà à la période soviétique) n'avaient que pour unique rôle de légitimer les décisions des fonctionnaires. Les habitants engagés dans la lutte réclamaient ces débats, avec un véritable espoir de changer le cours des choses.

4.4.2 La controverse qui ne vient pas

La compagnie sous-traitante *Teplotekhnik* commença la coupe le 15 juillet 2010, discrètement, au cœur de la forêt et sans document d'autorisation. Les défenseurs de la forêt décidèrent en réaction d'installer un campement. Le directeur de *Teplotekhnik*, Alexandre Semtchenko, est également évêque évangélique baptiste et membre depuis 2007 du Conseil pour la coopération avec les organisations religieuses près le président[558]. Le 25 juillet, des militants allèrent à sa rencontre à la fin d'un office et lui demandèrent d'arrêter les travaux. Il réagit à cette requête en les menaçant de poursuites judiciaires et d'interdiction de voyager à l'étranger. Dans cette conversation pittoresque, Tchirikova demanda à l'évêque s'il ne craignait pas Dieu lorsqu'il détruisait les « *dons de Dieu* » (la forêt) et organisait des passages à tabac de personnes (comme le 23 juillet). L'évêque eut cette réponse fascinante : « *Ne te préoccupes pas de moi, je m'arrangerai avec Dieu* ». Le 28 juillet, une audition publique avait été prévue avec Semtchenko dans une maison de la culture à Khimki. Le jour dit, les deux cents habitants présents furent accueillis par un panneau d'affichage indiquant que la séance était reportée. Devant la maison de la culture les habitants trouvèrent, à la place de Semtchenko, une cinquantaine de personnes, dont certaines portaient des T-shirts pro-Kremlin, menant un meeting en faveur de l'autoroute. Semtchenko intenta en septembre 2010 une action en justice contre onze militants écologistes (dont Tchirikova) et la journaliste de *Novaïa gazeta* Elena Kostioutchenko (qui avait été arrêtée le 23 juillet avec les écologistes).

Fin août 2010, des médias et des écologistes révélèrent que la Ville de Khimki faisait pression sur des employés du secteur public en les menaçant de licenciement pour qu'ils signent et fassent circuler une pétition en faveur du tracé officiel[559]. La pression du pouvoir sur les employés du secteur public (appelés populairement les « *boudjetniki* » – qui dépendent du budget étatique), travaillant dans les écoles, les maternelles, les hôpitaux, les musées et les

---

[558] Il est depuis juin 2013 placé sous contrôle judiciaire avec l'interdiction de sortir du territoire parce que suspecté d'avoir détourné près de trois millions de dollars de fonds publics destinés à la rénovation du théâtre du Bolchoï.

[559] Des employés auraient été licenciés en mars 2009 pour avoir refusé de voter par anticipation aux élections municipales (http://www.ecmo.ru/news/srochno-rabotnikov-municipalnyh-uchrezhdeniy-g-himki-i-predprinimateley-zastavlyayut-podpisyvat, accès le 02/07/2014). Le vote par anticipation, normalement réservé aux régions inaccessibles de la Russie, donnerait lieu à de nombreuses manipulations.

bibliothèques, autrement dit dans les secteurs de la culture, de l'éducation et de la santé et où les salaires et le statut social sont très bas, est une pratique courante en Russie[560]. Les fonctionnaires auraient également fait du chantage aux chefs d'entreprises et aux retraités de la ville.

Le mécontentement des personnes n'était pas entendu par les autorités aussi bien locales que fédérales. En août 2010 le sujet devint très médiatisé notamment avec le grand meeting-concert qui se tint le 22 août, auquel participa le chanteur culte Iouri Chevtchouk et qui réunit plus de trois milles personnes. Le 26 août, *Russie Unie*, le parti au pouvoir, demanda, geste inédit, au président Medvedev d'arrêter la coupe. C'est ce que Medvedev fit. On peut interpréter ce geste comme un repli tactique puisque, une fois l'orage médiatique passé, Medvedev demanda en décembre la reprise des travaux. Il déclara qu'à l'occasion d'une rencontre avec « *ses experts écologistes* », il comprit que la décision du trajet était irréversible. Cette évaluation technique de ses experts devait, à ses dires, produire un accord de toutes les parties. Medvedev fit porter la responsabilité politique du mauvais (et définitif) choix du tracé sur les autorités moscovites qui, selon lui, avaient refusé de suivre le scénario proposé par le pouvoir fédéral. Cette assertion est un argument invraisemblable, une calomnie absurde : les autorités moscovites avaient été depuis le début de la controverse parmi les critiques du tracé officiel[561]. À l'époque d'Internet, où les positions des différents acteurs sont médiatisées et consultables, le message du président était totalement incroyable. Il était sans doute adressé à la Russie non connectée, celle qui regarde seulement la télévision.

Le 2 septembre 2010, une audition publique se tint sans publicité préalable ni affichage. Douze pour cent des habitants de Khimki, selon un sondage mené par le centre Levada, auraient eu la chance d'avoir été informés de sa tenue[562]. Tchirikova raconta qu'elle fut contactée le jour même de l'audition par les autorités, qui lui demandèrent de s'y rendre. Elle refusa en répondant aux fonctionnaires : « *Excusez-moi, mais je ne représente pas à moi seule la société* »[563]. La réunion rassembla 900 habitants, la majorité de l'assistance vota le soutien au projet proposé par la Ville. Lors de la séance une fausse rumeur circula que les militants écologistes exigeaient la destruction d'un cimetière et d'une église, provoquant l'indignation de l'auditoire et des discours enflammés d'imposantes oratrices. Une

[560] Sur ce secteur qui emploie près de 14 millions de personnes, lire SHARUNINA Anna, 2013.
[561] http://www.rg.ru/2011/06/08/himkinskii-anons.html, accès le 20/06/2014
[562] 74 pour cent des sondés déclarèrent que les résultats de l'audition n'étaient pas représentatifs (http://polit.ru/article/2010/09/20/khimforest/, accès le 01/07/2014).
[563] http://www.newsru.com/arch/russia/02sep2010/himkiles.html, accès le 02/08/2014

soixantaine de jeunes de 15-16 ans entrèrent dans la salle « par la petite porte » au début de la séance et, après qu'une oratrice se prononçât vivement contre Tchirikova et en faveur de l'autoroute, tendirent des affiches « *Tchirikova, va-t-en !* », « *Oui à la construction de l'autoroute !* », « *Non à l'incendie politique dans la forêt de Khimki !* ». Des slogans du même genre furent lancés dans la salle et accueillis par des applaudissements[564]. Ces critiques envers Tchirikova entraient en résonance avec la campagne de discrédit organisée par la Mairie contre celle qu'elle avait qualifiée à plusieurs reprises d'« *étrangère* » venue s'installer à Khimki (elle avait déménagée de Moscou à Khimki en 1999). Dans cette audition colorée, il n'y eut pas de discussions ou d'éclairages réciproques. Il ne s'agissait pas de rechercher l'impartialité des propos, de déployer pour les animateurs du débat une stratégie de la neutralité, encore moins d'afficher un respect pour la pluralité des points de vue. Les journalistes autorisés à assister à l'audition parlèrent d'une partition orchestrée d'avance, avec un public choisi, qui répondit à leurs questions d'une manière laconique[565]. La Chambre sociale critiqua également l'organisation de cette audition[566].

Ensuite, le Kremlin déplaça les auditions à la Chambre sociale. Le 16 septembre 2010 il leur donna la forme d'un « forum d'experts » en invitant des fonctionnaires, des scientifiques, des personnalités publiques, des écologistes et des représentants d'organisations sociales, mais sans les habitants. Les représentants des autorités régionales et de Khimki, de l'agence fédérale des Routes, de la police de Khimki ainsi que le chef de la compagnie *Teplotekhnik*, malgré leurs promesses, ne vinrent pas, visiblement peu intéressés par les perspectives d'un dialogue. Pour les défenseurs du projet, la construction de l'autoroute était l'aboutissement d'une série de choix passés sur lesquels il était impossible de revenir[567]. Dans cette situation plus rien ne semblait pouvoir être discuté.

---

[564] Une vidéo de l'audition est visible sur : http://vimeo.com/14695771 (accès le 03/07/2014). On peut voir le groupe de jeunes et leurs affiches à 40'33" et à 50'06".

[565] À la même époque, un scandale éclata à Saint-Pétersbourg dans le cadre d'auditions publiques autour de la construction controversée d'un gratte-ciel pour Gazprom en plein centre-ville, où une « masovka » avait été rémunérée pour faire office de public (http://www.newsru.com/russia/04sep2009/ohta.html, accès le 02/07/2014).

[566] La Chambre sociale est un organe consultatif auprès du Kremlin dont un tiers des membres est nommé par le Président et les deux autres représentent des organisations civiles. Elle est supposée représenter les intérêts de la société civile.

[567] La situation était ordinaire. D'autres affaires où l'opinion des habitants est ignorée sont régulièrement médiatisées, par exemple la démolition de la propriété de Alekseevyx, décrite sur le site de l'organisation de défense du patrimoine architectural et culturel de Moscou, Archnadzor : http://www.archnadzor.ru/2010/07/29/za-chto-pogibla-usad-ba-alekseevy-h/ (accès le 16/08/2014). On peut lire le bilan des années postsoviétiques sur le thème de la destruction du patrimoine architectural

4.4.3 La discussion publique impossible et la politique inexistante

> « Nous [*les antifascistes*] et eux [*les ultranationalistes*] sont devenus les otages de l'absence de la politique en Russie. Si nous avions au moins le spectacle de la démocratie, tout cela [*les meurtres*] n'aurait sans doute pas lieu ».
> Koba Avalishvili, militant antifasciste[568]

Les décideurs politiques et les administrations réagissent peu ou tard, dans la pratique et les discours, aux controverses et mobilisations. Leur démarche n'est ni conciliatrice ni réparatrice. Les fonctionnaires de la Mairie de Khimki ne disaient-ils pas aux détracteurs du projet d'autoroute : « *Vous voulez de la nature, allez vivre en Sibérie !* »[569]. Les organisations loyales au pouvoir se montrent injurieuses, sans être rappelées à l'ordre. Quelques jours après l'agression du journaliste Oleg Kashine (laissé pour mort, il sortit du coma quelques jours après[570]), le chef du mouvement de jeunesse pro-Kremlin *Nachi*, Vassili Iakemenko, parlant au passé de Kashine, compara le journaliste sur son blog à un « *zombi* » et à un Lénine momifié[571]. Le site de l'administration de Khimki publia une déclaration agressive du président d'une organisation sociale contre ce qu'il appela l'impunité de certains journalistes comme Kashine[572]. Le journaliste de trente ans s'était spécialisé dans des sujets de société sensibles : l'affaire de la forêt de Khimki, la réforme de la police, les meetings de l'opposition, les groupes de jeunesse pro-Kremlin, la lutte des *siloviki* (lobby issu des structures dits « de force » – Intérieur, justice, armée, services secrets) contre les réformes de la justice. Kashine avait mené une interview avec Petr Silaïev, un militant antifasciste recherché par la police parce que suspecté d'avoir organisé l'action du 28 juillet (action 3)[573]. Il tenait également un blog, comme beaucoup de journalistes, où le ton était très vif, voire aigre, qui aurait été à l'origine de l'attaque. Le président Medvedev promit de punir les coupables (qui n'ont jamais été poursuivis) et d'améliorer la sécurité des journalistes. Un député de *Russie Unie*, Boris Reznik, proposa d'offrir le même statut aux journalistes qu'aux

---

sur : http://www.lecourrierderussie.com/2010/10/le-legs-de-loujkov-a-moscou-vu-par-roustam-rakhmatoulline/ (accès le 13/06/2004).

[568] https://avtonom.org/news/identifikaciya-born-glazami-antifa, accès le 11/07/2015

[569] Propos rapportés par le journaliste Alexandre Tchernykh dans son blog (http://maskodagama.livejournal.com/624169.html, accès le 14/06/2014).

[570] L'agression fut filmée par des caméras de surveillance : http://youtu.be/FOc6xNTHg7c, accès le 17/08/2014. La résonance médiatique autour de cette attaque fut forte, identique à celle autour de l'assassinat, en octobre 2006, d'Anna Politkovskaïa.

[571] http://vg-vg.livejournal.com/4857.html (on y remarquera le photomontage avec l'image du mausolée de Lénine, accès le 17/08/2014).

[572] La lettre a été reproduite par le journal *Kommersant* : http://www.kommersant.ru/doc/1538043 (accès le 17/08/2014).

[573] J'ai utilisé cette interview dans les chapitres précédents : http://www.kommersant.ru/doc/1481872, accès le 17/08/2014.

hommes politiques (punir les attaques de 12 ans et les crimes les plus graves par la prison à vie). Cette initiative fut impopulaire dans un pays où la majorité de la population a une attitude sceptique vis-à-vis des journalistes, perçus comme corrompus. Pour de nombreux commentateurs, le gouvernement devrait, plutôt que de punir durement, s'attaquer à la racine du problème, le culte de la force brutale, véhiculé par le parti au pouvoir[574].

Au lieu de soumettre au vote et au débat des propositions et des programmes, les autorités disent au peuple ce qu'il doit penser. Le leader populiste Vladimir Poutine affirme ainsi que : « *La population, les citoyens de Russie doivent sentir, dans leur budget quotidien, dans leur santé, dans l'éducation de leurs enfants, que quelque chose change dans le pays et dans le bon sens* »[575]. Les autorités nient les controverses et les enquêtes journalistiques, militantes et ordinaires menées sur leur action. Elles dissimulent les faits. Leur conception de l'action politique ne laisse pas de place pour des dispositifs de mésentente, qui ouvriraient des espaces de dissensus où seraient exprimés publiquement et mis au jour des problèmes et des griefs. Ces dispositifs permettraient d'identifier un cadre commun et mettraient en scène des voix éclatées et polémiques qui ne sont jamais entendues ni reconnues. En Russie, du « *peuple* » ou des « *masses* », on ne laisse s'exprimer aucune critique, aucun mouvement revendicatif : ce serait reconnaître publiquement l'existence de la division et du conflit et ménager des lieux de régulation à travers la représentation et la discussion (LEFORT Claude, 1981). Partout, l'anti-politique, dans un cercle vicieux ne s'interrompant pas, alimente le dualisme qui sépare, refoule les moments de mise en commun dont les controverses pourraient être l'occasion ou le prétexte[576]. La mise en commun semble à bien des égards un spectre hantant ces temps postsoviétiques où la haine de la politique prend la forme d'un dédain glacé. Dans ce désert de la politique, les jugements publics pertinents ont toute chance de ne pas pouvoir émerger ou se fortifier.

Le gouvernement prend en compte les mécontentements seulement lorsque les gens passent à l'acte. Le président ou le premier ministre prennent alors les choses en main : ce système d'action est, selon une expression populaire, celui de la « *direction à la main* » (« *routchnogo oupravlenia* »). Celle-ci se passe de la mise en œuvre de mécanismes institutionnels et juridiques. La réparation publique se fait directement par le président, sans lui ajouter d'autres partenaires. En juin 2009, Vladimir Poutine est intervenu personnellement et a résolu, tel un homme providentiel, en quelques heures le destin de la ville mono-

[574] http://www.kommersant.ru/doc/1536705, accès le 17/08/2014
[575] « L'Europe se dit attentive au mouvement des indignés », *Le Monde*, 17 octobre 2011.
[576] Georg Simmel (1908/2003) montre comment les conflits sont des vecteurs de socialisation.

industrielle de Pikalevo où des ouvriers avaient barré une route fédérale protestant contre la fermeture des trois usines principales. Occupant la place du réparateur de l'offense, Poutine, sur place et devant les caméras, dans une réunion qu'il avait organisée avec l'oligarque propriétaire de l'usine d'alumine et de ciment, Oleg Deripaska, fustigea les « patrons voyous » : « *Vous avez pris en otage des milliers de personnes avec vos ambitions, votre manque de professionnalisme ou peut-être simplement votre goinfrerie !* ». Lui lançant un stylo, Poutine obligea le propriétaire (dont le groupe avait reçu une aide massive de l'État) à signer un contrat prévoyant la reprise des achats de matières premières. Poutine le menaça d'une nationalisation si, dans les trois mois, tout n'était pas rentré dans l'ordre. Les bénéficiaires de la réparation, les ouvriers, applaudirent. Le public des médias fut pris à témoin. En mai 2010, Dmitri Medvedev critiqua publiquement le projet controversé du géant gazier Gazprom de construire un gratte-ciel de 400 mètres en plein centre de Saint-Pétersbourg. Gazprom renonça à son projet quelques mois plus tard. En juin 2010, Medvedev demanda au gouvernement de suspendre la construction de l'autoroute Moscou-Saint-Pétersbourg traversant la forêt de Khimki. Ce type d'annonce ne coûte rien au gouvernement et permet d'apaiser les tensions. Le chantier de l'autoroute redémarra en décembre 2010.

Dans les actes et les discours, le pouvoir fait la distinction entre une « société civile légitime » dans les conseils, comités ou commissions, dont la majorité a été créée sous la présidence Medvedev, et un monde associatif et militant moins contrôlable, qu'il stigmatise et que la police réprime. Poutine a insisté depuis son arrivée au pouvoir sur le caractère non-politique et « *constructif* » des organisations sociales. De nouvelles organisations et des dispositifs de coopération ont été mis en place dès le début des années 2000. La dimension non-politique des relations entre ces structures et l'administration n'a pas cessé d'être rappelée par le pouvoir (DAUCE Françoise, 2013, p. 190). Ce qui est appelé aujourd'hui le « contrôle social » est en fait un contrôle gouvernemental. Le pouvoir distribue des subventions à ses organisations sociales qui opèrent des contrôles sur commande ou mettent en œuvre des décisions de l'administration. Les députés municipaux, quant à eux, ne sont pas autorisés à mener des enquêtes et opérer des vérifications. Selon le sociologue Iouri Levada (2005), l'appareil d'État est conforme à un mode administratif de gestion sans programme politique. La lutte politique est réduite aux intrigues menées en coulisse à tous les échelons du pouvoir, dont les règles du jeu sont implicites. Le vent peut tourner rapidement. Le cas du maire de Moscou Iouri Loujkov créa ainsi la surprise : après plus de dix ans à la tête de la capitale, il fut destitué de ses fonctions sans aucune justification publique.

L'absence de procédures de consultation et de discussion a un impact profond, peu étudié dans le cas de la Russie, sur les personnes ordinaires et les militants. Il s'agit d'une puissante lame de fond qui pousse au quotidien les personnes à ne pas s'engager dans l'action collective. La concertation ne constitue pas, à mes yeux, une fin en soi, elle ne produit pas comme par magie de la conscience et des solutions politiques (contrairement à ce que laisse penser une partie de la littérature sur la participation). La constitution d'arènes de discussion contribue néanmoins à augmenter la « discutabilité » des problèmes et rend pensable pour les personnes l'existence d'un éventail de choix possibles[577]. Elle permet d'ouvrir la « boîte noire » des grandes décisions qui engagent le sort des populations, qui reste solidement fermée en Russie. À condition d'une exploitation tactique des procédures par les groupes revendicatifs, ces moments de discussion (considérés comme des étapes d'une longue trajectoire et non pas comme une finalité) peuvent constituer une occasion pour les personnes et les groupes de sortir de formes d'être ensemble isolées et centrées sur elles-mêmes, où les problèmes se règlent, nous l'avons vu, sur le mode familial ou managérial[578]. Dans l'épreuve et l'appel à partager ses idées et impressions, les débats permettent, par l'élaboration de positions critiques, une réappropriation politique des choses et la constitution d'espaces publics localisés.

4.5 Auxiliaires particuliers de la police politique et sous-traitance de la répression

Les actions répressives et dissuasives contre les manifestants et les militants ne sont pas seulement exercées par des agences étatiques. Elles sont également menées par des mouvements de jeunesse mis sur pied par le Kremlin à partir du printemps 2005. L'une de leurs missions est l'organisation d'actions provocatrices ou d'intimidation à l'égard des militants et des journalistes qui critiquent le régime. D'autres organisations participent à la répression non-étatique : il s'agit de groupes de combattants ultranationalistes et d'entreprises de violence privées, à savoir des compagnies de protection privée et le crime organisé. La sous-traitance de la répression est un univers secret. Il est difficile d'y faire des observations précises. Les dossiers policiers et judiciaires sont inaccessibles aux chercheurs non rattachés aux institutions répressives. La plupart des analyses sont journalistiques ou politiques. Ces

[577] C'est une idée commune dans la littérature sur les transitions démocratiques dans les années 1990. On la trouve plus récemment dans : BARTHE Yannick, 2002.
[578] Cette stratégie pragmatique est adoptée par de nombreux collectifs en France et en Belgique.

agences paraétatiques intimident, parfois assassinent les militants : elles font du militantisme une activité « à haut risque » (MCADAM Doug, 1986).

4.5.1 Les organisations de jeunesse pro-Kremlin

Les mouvements de jeunesse pro-Kremlin, en premier lieu *Nachi* (« Les nôtres ») et *Molodaïa Gvardia* (« la Jeune Garde »), ont été créés ou refondés par l'administration présidentielle en 2005, quelques mois après la révolution ukrainienne et la vague de mobilisations contre la monétarisation des retraites en Russie. Il faut dire qu'à la même époque d'autres groupes de jeunesse, issus de partis démocrates-libéraux, se formèrent également, s'inspirant des mouvements ukrainiens, serbes et géorgiens qui avaient participé aux révolutions de couleur. Les mouvements de jeunesse pro-Kremlin appartiennent à cette société civile domestiquée que l'État russe aspire à construire par le haut, notamment en organisant la jeunesse[579]. Ces mouvements sont multiples afin d'éviter, selon Andrew Wilson (2005), que chacun d'entre eux ne devienne trop puissant, tout en créant l'illusion de la pluralité. L'un de leurs buts officieux, pour ce qui touche à notre propos, est d'empêcher le développement de l'opposition. Le Parti national-bolchévique fut longtemps l'une des cibles privilégiées des *Nachi*, en raison de sa popularité croissante au milieu des années 2000 chez les jeunes issus tant des classes populaires que les milieux intellectuels et artistes critiques.

Les mouvements de jeunesse pro-Kremlin seconderaient, selon des sources policières, les forces de l'ordre dans les actions de rue, celle du 19 janvier 2010 (action 2) par exemple, où des membres de *Rossia Molodaia* (« Russie Jeune », souvent appelé « Rumol ») auraient aidé les agents policiers. Le leader de *Rumol*, Maxime Mishchenko, est un député du parti au pouvoir *Russie unie* connu pour avoir des liens forts avec l'extrême droite notamment l'organisation *Rousski obraz* (« Image russe »), à laquelle appartenaient Nikita Tikhonov et Ievguenia Khassis, accusés en mai 2011 des meurtres de Markelov et Babourova[580]. Selon Galina Kojevnikova, directrice-adjointe du centre SOVA, un centre d'analyse et d'information sur la xénophobie et le racisme, Mishchenko se ferait le lobbyiste des intérêts de *Rousski obraz* en cherchant à développer une législation anti-immigrés[581]. Fin décembre 2008, une lettre ouverte aux autorités moscovites circula sur Internet dans laquelle des

---

[579] L'efficacité de ce type de projets politiques ayant pour vocation à encadrer la jeunesse n'est pas évidente dans une population très apolitique (LASNIER Virginie, 2009).

[580] Sur la participation de *Rumol* dans l'action du 19 janvier, lire : http://www.gazeta.ru/social/2010/01/20/3313822.shtml, accès le 23/08/2014.

[581] http://www.sova-center.ru/en/xenophobia/reports-analyses/2009/04/d15763/, accès le 23/08/2014

militants d'extrême droite (DPNI et *Rousski obraz*) et Mishchenko demandaient d'interdire l'accès à la place Rouge et ses alentours aux immigrés pendant les fêtes de fin d'année.

À côté des actions de soutien au pouvoir, les mouvements de jeunesse pro-Kremlin *Nachi* et *Rossia Molodaïa* organisent des contre-actions qui consistent à mener au même endroit et au même moment que l'opposition des actions de provocation visant à déstabiliser les rassemblements revendicatifs. Lorsque les provocateurs sont arrêtés par la police, ils sont relâchés rapidement et sans poursuites judiciaires ultérieures. Ces mouvements sont maîtres dans l'art de la simulation (diffamation, diffusion de fausses informations à la presse et sur Internet) et de l'intimidation (harcèlements moraux, atteintes à la vie privée, attaques physiques). En août 2010, au plein pic de l'abattage dans la forêt de Khimki et de la mobilisation protestataire, les *Nachi* organisèrent chaque week-end des chantiers de nettoyage de la forêt avec un point d'enregistrement des volontaires au plein centre de Moscou, place Pouchkine. Le 22 août, à deux pas du grand meeting-concert en faveur de la sauvegarde de la forêt, les *Nachi* tinrent un stand invitant les passants à monter dans des cars pour aller nettoyer la forêt de Khimki. Quelques jours plus tôt, le 20 août, Maria Kislitsyna, « commissaire » du mouvement *Nachi* (qui est dans leur hiérarchie le nom donné au chef qui peut diriger jusqu'à cent jeunes), avait donné le ton sur le blog du mouvement :

> « *Pour protéger la forêt, il faut des gants, des sacs pour les ordures et des gens, et pas des chansons, des meetings et des discours incendiaires. Si tu veux aider la forêt, viens avec nous nettoyer ! Celui qui se préoccupe vraiment de la forêt viendra la nettoyer. Celui qui ne s'en préoccupe pas restera au concert et écoutera des chansons pour sa sauvegarde* »[582].

Les cars restèrent sur la place jusqu'à ce que la nuit tomba. Aucun manifestant ni passant ne se rendit dans la forêt. Le 21 août, la veille du meeting, la chaîne de télévision étatique *Vesti* présenta, par erreur, un jour à l'avance un reportage sur ce faux événement du nettoyage de la forêt par les *Nachi* qui n'eut pas lieu[583].

Les activités d'intimidation sont en partie dématérialisées. Les mouvements pro-Kremlin sont, comme les militants d'extrême droite, très actifs sur Internet. Selon des hackers russes, des sommes considérables seraient employées par le gouvernement pour attaquer les systèmes informatiques et les bases de données de leurs ennemis. Avec l'apparition des blogs et des réseaux connectés, des pratiques ont émergé telles que le « *trolling* », qui est une forme

---

[582] http://www.nashi.su/news/32725, accès le 02/07/2014

[583] Le reportage de la chaîne *Vesti* est visible sur : https://youtu.be/QNpEUp7UeCo, accès le 02/07/2014. Les images du reportage seraient celles d'une autre action que les *Nachi* avaient menée lors des grands incendies de forêt de l'été 2010, dans une autre forêt (http://el-cambio.livejournal.com/1503339.html, accès le 02/07/2014).

de provocation visant à détourner une conversation de son sujet initial pour l'amener sur un terrain instable en employant des arguments improductifs et haineux. Ceux-ci provoquent la colère et déstabilisent les autres internautes. Une autre pratique est le « *flooding* », où quelques utilisateurs génèrent un nombre important de messages afin de « noyer » celui de leurs adversaires. Ces provocateurs opèrent partout sur Internet, sur les réseaux sociaux et les commentaires d'articles de blogs et de presse. Nous avons vu dans le chapitre 2 qu'ils empêchent le bon fonctionnement des listes de discussion et le débat politique et argumenté. Les images font l'objet de nombreuses manipulations également. Pratique très courante en URSS (SUMPF Alexandre, 2006), le photomontage politique est couramment utilisé pour détourner le sens de photos et discréditer des adversaires en politique. Les images fabriquées et les lynchages virtuels visent des hommes politiques connus comme Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev et également des militants populaires, comme Alexeï Navalny[584] ou Alexeï Olessinov[585].

4.5.2 Les combattants ultranationalistes

Les combattants ultranationalistes sont présents dans les actions de rue dans lesquelles participent des militants antifascistes, leurs ennemis. Le 7 août 2010, après un piquet pour la sauvegarde de la forêt de Khimki[586], trois manifestants (dont Igor Iassine, voir chapitre 1) furent attaqués par un groupe d'une quinzaine de jeunes ultranationalistes dans une rue adjacente. Méconnaissant les précautions des militants antifascistes et libertaires qui quittent dès la fin des actions les lieux en groupe et en métro, les trois manifestants avaient décidé d'aller ensemble se promener dans le quartier[587]. Des militants témoignèrent que les militants ultranationalistes dessinaient à la craie parfois lors des actions d'imperceptibles croix sur le dos des manifestants afin ensuite de les repérer parmi les passants, à la suite des actions. L'une des victimes, le militant Igor Iassine, raconta que deux jours après l'attaque, le policier

---

[584] À titre d'exemple, un photomontage grossier le montre aux côtés de Boris Berezovski, un oligarque en exil qui a été poursuivi par la justice (et décédé de manière troublante le 23 mars 2013). Navalny a très vite publié la photo originale. En forme de soutien, de nombreux montages ironiques sont apparus montrant Navalny aux côtés d'un extraterrestre et de Staline (http://navalny.livejournal.com/661833.html, accès le 27/08/2014).

[585] Selon le journaliste Alexandre Litoï, le militant antifasciste Olessinov serait l'objet d'autant de photomontages que Medvedev (http://www.chaskor.ru/article/mvd_nashlo_s_kem_borotsya_1193, accès le 27/08/2014).

[586] Voir les images d'action sur : http://grani-tv.ru/entries/1291: l'air saturé de fumée visible dans la vidéo est une conséquence des incendies monstres qui ravagèrent cet été une partie de la Russie (accès le 17/06/2014).

[587] Déclaration d'une des victimes, Igor Iassine, quelques jours après l'attaque : http://grani-tv.ru/entries/1297/ (accès le 17/06/2014).

Alexandre Oulianov vint le voir à l'hôpital et lui déclara que l'affaire avait toutes les chances de rester en suspens. Il lui conseilla de déclarer qu'il s'agissait d'un simple accident, vraisemblablement pour clore l'affaire[588]. Nous avons vu qu'à la fin des années 2000, les combattants ultranationalistes passèrent au meurtre prémédité, à l'arme à feu[589].

Les militants ultranationalistes mèneraient eux-mêmes des enquêtes depuis la moitié des années 2000 et fourniraient des renseignements à la police, dont les fichiers ne seraient pas, selon le militant antifasciste Petr Silaïev, régulièrement mis à jour[590]. Cette pratique qui a cours depuis le début des années 2000 rompt avec celle des années 1990 et une règle tacite alors en vigueur dans les milieux informels qui interdisait de dénoncer un ennemi à la police[591]. Les réseaux ultranationalistes ont identifié et dénoncé Silaïev et d'autres manifestants à partir des vidéos diffusées sur Internet de l'action du 28 juillet 2010 (action 3). Lorsque les militants antifascistes étaient détenus dans un commissariat après un concert ou un meeting, les photographies prises par les policiers auraient été vendues ou données à des politiciens ultranationalistes proches du pouvoir[592]. Ces listes d'antifascistes circulaient ensuite sur Internet et dans les milieux ultranationalistes[593].

Une des organisations ultranationalistes la plus meurtrière fut BORN. Sa tête pensante, Goriachev, fit la connaissance de Nikita Tikhonov sur les bancs de la prestigieuse faculté d'histoire de l'Université d'État de Moscou (MGU). Une des premières victimes de BORN

---

[588] http://grani-tv.ru/entries/1297/, accès le 15/07/2014

[589] Parmi les militants antifascistes ou sympathisants assassinés par des ultranationalistes, et que je n'ai pas cités auparavant, il y a : Timour Katcharava (20 ans), tué de plusieurs coups de couteaux en pleine rue à Saint-Pétersbourg le 13 novembre 2005 alors qu'il distribuait de la nourriture pour le groupe Food Not Bombs ; Alexandre Rioukhine (19 ans), tué à coups de couteaux le 16 avril 2006 à Moscou ; Ivan Eline (21 ans), tué à coups de couteaux le 14 janvier 2007 à Saint-Pétersbourg en rentrant d'une action *Food Not Bombs* ; Stanislav Korepanov (17 ans), battu à mort le 27 mars 2007 dans un parc où il faisait du skate-board, à Ijevske ; Ilya Borodaenko (21 ans), assassiné dans un campement de protestation anti-nucléaire à Angarsk, en Sibérie, le 21 juillet 2007 ; Alexeï Krylov (21 ans), assassiné à coups de couteaux le 16 mars 2008 à la sortie du métro Kitaï-Gorod, en plein centre de Moscou, en se rendant à un concert de punk ; Konstantin Lounkine (25 ans), tabassé à mort près de chez lui, à Riazan, le 23 mars 2010. On peut lire un beau témoignage du journaliste Andreï Lochak sur Ivan Khoutorskoï et ses camarades sur : http:www.os.colta.ru/society/projects/201/détails/14996, accès le 02/02/2014.

[590] http://www.kasparov.ru/material.php?id=4F9BC5D61465C, accès le 22/07/2014

[591] *Ibidem*

[592] Le militant néo-nazi et fondateur du site Internet « anti-antifa » Roman Jeleznov a raconté au journal *The New Times* que ces données étaient recueillies par Ievgueni Valyaev, membre de *Rousski Obraz* et assistant parlementaire du député de la Douma Nikolaï Kourynovich (http://www.antifa.fm/8235.html, accès le 27/07/2015).

[593] Sur différents fronts : celui légal et informationnel de l'organisation *Rousski verdikt*, créée par Alexeï Baranoski et Ievguenia Khassis (la compagne de Nikita Tikhonov, l'assassin de Markelov), et qui aide les prisonniers ultranationalistes ; celui de groupes d'attaque de rue, comme le groupe *Blood and Honour* (dont le leader était Sergeï Goloubev).

fut un travailleur immigré, Salokhitdine Azizov, que des membres du groupe tuèrent le 6 décembre 2008, décapitèrent, puis dont ils jetèrent la tête dans une mairie de quartier en revendiquant l'acte sous la signature de BORN. Goriachev commença (disent les matériaux de son procès[594]) à constituer un dossier contre les militants antifascistes en été 2008. Il était persuadé que les antifascistes étaient financés par l'Occident, notamment via la sociologue française Karine Clément sur laquelle il mena une enquête avec un ami français[595].

Les militants ultranationalistes collaboreraient avec les forces de police d'abord pour nuire à leurs ennemis. Ils mèneraient des enquêtes et suivraient avec attention chaque affaire impliquant des militants antifascistes[596]. Parfois les commandes viendraient d'en haut : poursuivis pour trafic de drogues, d'armes et meurtres à caractère raciste, on leur proposerait, en échange de leurs services d'assassins, un allègement des peines ou la fin des poursuites[597]. Comme tous les militants, les ultranationalistes redoutent l'infiltration dans leurs groupes d'agents du FSB (qu'ils appellent « *bandits* »). Après la révolution orange, qui aurait effrayé l'administration présidentielle, les autorités auraient laissé, dans une stratégie du type « les mouvements de rue s'exterminent entre eux », les combattants ultranationalistes terroriser l'opposition[598]. Goriachev, l'idéologue de BORN, déclara à son procès : [les agents du FSB et du MVD] *sont des personnes très cyniques, cela n'a pas d'importance qui nous sommes, des nazis, des satanistes, etc.* […] *Leur objectif, c'est de lutter contre leurs ennemis, les diasporas ethniques, les libéraux, les antifa »*[599].

Cette collaboration se serait notamment mise en place au milieu des années 2000 à travers les mouvements de jeunesse pro-Kremlin, que le pouvoir à l'époque subventionna

---

594 https://www.dropbox.com/s/arfa4yiu4q1h952/%D0%A1%D0%BA%D1%80%D0%B8%D0%BD%D1%88%D0%BE%D1%82%202015-06-16%2020.07.34.png?dl=0, accès le 27/07/2015

595 Les matériaux du procès de Goryachev sont disponibles sur : http://zona.media/story/goryachev-vse/, accès le 27/07/2015

596 Goriachev, membre de l'organisation BORN se vanta d'avoir fait du lobbying auprès du gouvernement autour de l'affaire du club *Kult*, où le militant antifasciste Olessinov fut condamné (pour des détails, voir 4.2.2) (matériel de son procès, http://zona.media/story/goryachev-vse/, accès le 27/07/2015).

597 Tikhonov déclara à son procès qu'il avait refusé de tuer des agents du FSB et du NBP, malgré les grosses sommes d'argent promis. Des écoutes téléphoniques (présentées lors de son procès) ont montré qu'il n'a pas refusé toutes ces propositions « *d'effacer les dettes* » (http://zona.media/story/goryachev-vse/, accès le 27/07/2015)

598 C'est la même logique qui fut appliquée pendant la première guerre de Tchétchénie, selon un ancien commandant du mouvement séparatiste tchétchène, Akhmed Zakaïev (https://meduza.io/feature/2014/12/11/posle-pervoy-voyny-my-proigrali-mir, accès le 11/07/2015).

599 http://zona.media/story/goryachev-vse/, accès le 27/07/2015

largement[600]. Le responsable du programme pour la jeunesse était Vladislav Sourkov. Le pouvoir est lui-même accusé par des analystes et des militants d'avoir commandité les meurtres des antifascistes. Selon les aveux des combattants ultranationalistes de BORN et leurs mails échangés présentés à leurs procès, le principal « *curateur* » du Kremlin de BORN aurait été Leonid Simounine, chef de la section locale de Lioubertsy du mouvement de jeunesse pro-Kremlin *Mestnye* (« Les locaux »), qui aurait « téléguidé », à leurs dires, la tête pensante du mouvement ultranationaliste BORN, Ilya Goriachev[601]. Aux dires de Goriachev, le « curateur » de *Rousski Obraz* à l'administration du président aurait été Alexeï Mitrioushine, leader du groupe de supporters du club de football moscovite CSKA *Gallant Steeds* et garde du corps de Vasili Iakemenko (fondateur et dirigeant des mouvements de jeunesse pro-Kremlin *Nachi* et son prédécesseur, créé en 2000, « Marchons ensemble »). Goriachev aurait reçu 30 à 56 milles roubles (400-900 euros) par mois pour la réalisation de ces listes d'opposants[602]. En outre, l'administration du président a permis la tenue de concerts de groupes néonazis, par exemple, celui du groupe *Kovrat* (dont des dizaines de chansons sont pourtant inscrites sur la liste fédérale des matériaux extrémistes), le 4 novembre 2009, sur la place Bolotnaïa.

Plusieurs observateurs ont relevé des liens entre des groupes ultranationalistes et des supporters « ultra » de football. Ces derniers travailleraient, contre une belle rémunération, pour les mouvements pro-Kremlin : ils feraient office de agents de sécurité et assureraient les dispersions violentes des actions de l'opposition libérale[603]. Le cœur des *Nachi* serait composé d'une centaine de membres des *Gladiators*, un groupe de supporters de l'équipe de football *Spartak* de Moscou. Le chef des *Gladiators*, Roman Berbitsky, est aussi l'un des leaders des *Nachi*. Les *Gladiators* sont suspectés d'avoir organisé en 2005 des attaques massives, avec armes à feu et couteaux, contre le NBP[604]. Ils furent arrêtés, mais un haut fonctionnaire de l'administration présidentielle, Nikita Ivanov, vint lui-même libérer les

---

[600] Maxime Mishchenko, dirigeant du mouvement « Jeune Russie », n'a jamais caché ses liens avec le mouvement ultranationaliste *Rousski Obraz*. Il a organisé le lendemain de l'assassinat de l'antifasciste Ivan Khoutorskoï la mise à sac de ses propres locaux à Moscou, pour semer le trouble (il l'avoua plus tard). Une partie des militants de « Jeune Russie » se trouve actuellement dans le mouvement « anti-Maidan », apparu le 15 janvier 2015 en Russie, pour marquer leur opposition à la révolution en Ukraine et disperser les actions de l'opposition en faveur de la paix.

[601] Simounine est aujourd'hui le ministre de l'énergie de la république populaire de Donetsk, sécessionniste et autoproclamée, en Ukraine. Sur les liens entre BORN et l'Ukraine, lire : http://ukraine.politicalcritique.org/2015/02/ot-azova-do-donbassa-ukraynskoe-dose-born/ et http://khpg.org/en/index.php?id=1433976348 (accès le 11/07/2015).

[602] http://zona.media/story/goryachev-vse/, accès le 27/07/2015

[603] *Ibidem*

[604] http://www.kommersant.ru/doc/605013, accès le 22/07/2014

combattants du commissariat, provoquant un scandale public[605]. Les *Gladiators* assureraient aussi la protection du camp pro-Kremlin *Seliger* chaque année depuis 2006[606]. Les *Gladiators* sont aussi suspectés d'être responsables du violent passage à tabac du journaliste Oleg Kashine le 6 novembre 2010[607]. Le 11 août, quelques jours après la publication de l'interview de Kashine avec le militant antifasciste Silaïev[608], le site du mouvement de jeunesse pro-Kremlin *Molodaïa Gvardia* de *Russie Unie* avait publié une photo du journaliste avec écrit dessus : « *Sera puni* », et en légende : « *Les journalistes-traîtres doivent payer* »[609].

4.5.3 Polices privées contre manifestants

Les manifestants accusent des entreprises de violence, dont les commanditaires ne sont ni identifiés ni poursuivis, d'être à l'origine de provocations et d'attaques. Dans le cadre de la défense de la forêt de Khimki, les militants dénombrèrent une soixantaine de cas d'attaques, d'actes violents, dont une trentaine entre mai et août 2011. La pratique est courante et concerne tous les types d'actions, politiques, sociales et écologistes. La situation est particulièrement dure à Khimki. Tchirikova déclara : « *Khimki est devenue comme la Tchétchénie. C'est le règne de l'impunité effrayante* »[610]. Pendant cette lutte de longue durée autour de la forêt, les actes de violence et d'intimidation se sont accumulés. La liste est trop longue pour être ici citée. Ievguenia Tchirikova a été l'objet de nombreuses attaques et menaces, dont une tentative d'assassinat en 2010. Des militants ont été à plusieurs reprises attaqués par des inconnus aux abords du campement dans la forêt : Oleg Prokopich (23 juillet 2010), Dionis Georgis et Iouri Petine (26 juillet 2010[611]).

Mikhaïl Beketov créa le journal *Khimski Pravda* en 2007 et y dénonça énergiquement la corruption des autorités de Khimki et le tracé de l'autoroute. Il accusa nommément les fonctionnaires de Khimki qui cherchaient selon lui à s'approprier des terres de la forêt pour en tirer des profits personnels. En mai 2008 la voiture de Beketov fut incendiée et son chien tué. Beketov accusa publiquement le maire Streltchenko, qui poursuivit en justice le journaliste

---

[605] http://shpik.info/narushitel26.html, accès le 22/07/2014
[606] http://www.gazeta.ru/2006/07/26/oa_209511.shtml, accès le 22/07/2014
[607] https://www.opendemocracy.net/od-russia/mikhail-loginov/dangerous-allies-when-football-hooligans-and-politicans-meet, accès le 22/07/2014
[608] http://www.kommersant.ru/doc/1481872, accès le 22/07/2014
[609] Voir la capture d'écran de la page (qui a disparu quelques jours après l'agression) reproduite par le quotidien *Kommersant* : http://www.kommersant.ru/gallery/1536705#id=510019, http://echo.msk.ru/blog/echomsk/724389-echo/, accès le 17/08/2014. Le site condamna toutefois l'attaque dont Kashine avait été l'objet.
[610] http://www.gazeta.ru/social/2009/07/27/3228192.shtml, accès le 28/06/2014
[611] Voir le reportage-photo sur : http://igorpodgorny.livejournal.com/162611.html, accès le 28/06/2014.

pour diffamation. Stanislav Markelov assura la défense de Beketov[612]. En novembre 2008, Beketov fut passé à tabac devant chez lui. Cette attaque le rendit invalide. Le 31 octobre 2011 il obtint le prix du gouvernement russe dans le domaine de la presse écrite alors que les responsables et les commanditaires des attaques contre lui n'ont jamais été recherchés par la justice. Beketov décéda le 8 avril 2013 des suites de ses blessures. Début avril 2009, Sergeï Protanazov, journaliste à *Gradianskoïe Soglassie*, un autre journal d'opposition de Khimki, fut violemment frappé et assassiné. La police et le comité d'enquête affirmèrent qu'il s'était suicidé par overdose de médicaments. Le même jour, Lev Ponomarev fut attaqué par trois inconnus à Moscou. Anatoly Iourov, le rédacteur du même journal que Protanazov, avait été attaqué trois fois (la dernière fois, il avait été blessé de dix coups de couteau). La mort et les attaques physiques sont des traumatismes brutaux, tant immédiats qu'à long terme, pour les milieux militants. L'éventualité de la mort est toujours présente dans le militantisme en Russie. Elle fait de cette activité une expérience radicalement différente de celle vécue en Occident. Cette expérience est difficile à surmonter, à vivre, à lire et à mettre en mots.

Des inconnus mirent le feu à la porte d'entrée de la militante Lioudmila Selina à la veille d'un meeting pour la défense de la forêt en juin 2007. Quelque temps auparavant, Selina avait été arrêtée par la police pour distribution de tracts invitant au meeting. Les actions ont été régulièrement perturbées ou avortées par des groupes de jeunes inconnus ivres (juin 2008), sous la direction de responsables de la Ville. La police présente sur les lieux, n'intervint jamais. Fin juillet 2009, le militant des droits de l'homme Albert Ptchelintsev fut kidnappé et blessé d'une balle à la mâchoire. Il perdit l'usage de la parole. Vitaly Kapytsev, militant septuagénaire de la défense de la forêt, échappa à une tentative d'étranglement et à un attentat à la bombe à son domicile. Andreï Tchernychev, un responsable de la Mairie a été accusé le 4 juillet 2013 d'avoir commandité la tentative d'assassinat en novembre 2010 de Constantin Fetisov, chef de la branche locale du parti d'opposition *Russie Juste*[613].

Le 15 juillet 2010, l'abattage de la forêt commença. Le 16 une voiture tenta de renverser Tchirikova. Son conducteur vint ensuite à plusieurs reprises sur le chantier. Des militants l'identifièrent, le capturèrent et le livrèrent à la police. Il ne fut jamais arrêté ni poursuivi. Le 23 juillet, le campement de la forêt fut attaqué par plusieurs dizaines hommes

---

[612] Beketov fut accusé de diffamation le 10 novembre 2010, puis reconnu non-coupable le 10 décembre.

[613] Il a été condamné à six ans de colonie pénitentiaire (http://www.novayagazeta.ru/society/52212.html et http://www.novayagazeta.ru/news/67452.html, accès le 26/08/2014).

masqués et portant des symboles néonazis[614]. Selon le militant antifasciste Silaïev, une partie des attaquants appartiendrait au groupe de supporters *Gladiators*. Le 11 août, l'évêque et directeur de *Teplotekhnik*, Tsemtchenko, confia dans une interview qu'il avait lui-même employé ces hommes masqués :

> « *Il fallait que je me débarrasse du campement. La situation était sans issue. La police ne s'impliquait pas, elle répétait que l'action des écologistes n'était pas illégale* […] *Il fallait provoquer les écologistes* […] *Voilà, ensuite, ils ont enfreint la loi. Tout s'est déroulé comme du papier à musique* […] *Quand ils ont détruit le campement nous avons envoyé en reconnaissance nos petits laquais. Ils ont fait semblant d'être des sympathisants, ils ont passé des nuits, participé aux meetings. Et au moment venu, ils ont joué leur partie. Qui se souvient maintenant de celui qui a appelé la police, de celui qui s'est jeté en premier sous les roues des engins* […] *Nous avons déblayé les écuries d'Augias* […] *Ce n'était pas des ultras, mais des agents de sécurité que j'avais embauchés pour protéger le chantier. Ce sont les écologistes qui ont fait courir des rumeurs : des hooligans de droite. Et voilà ce qu'on a eu en conséquence : les antifascistes ont attaqué l'administration de Khimki* »[615].

Les policiers présents assistèrent à l'attaque sans interférer, jusqu'à ce que le député *Russie juste* Anton Beliakov exigea d'eux qu'ils interviennent et que les militants empêchèrent les policiers de quitter les lieux. Dix mètres plus loin, des journalistes furent frappés. Les policiers dirent ne rien voir. Une question qui reste ouverte est de savoir si cette immobilité policière, habituelle en cas d'attaques des militants par des agents provocateurs inconnus, peut être rapportée à une stratégie explicite de pourrissement des situations. On sait que le retardement des interventions par la police est une pratique avérée par de nombreux exemples historiques[616]. Il est tentant de faire l'hypothèse de la retenue volontaire des forces de police. Finalement, les attaquants furent dispersés, sans être arrêtés. Ils revinrent à plusieurs reprises sur le chantier. Les policiers venus en renfort arrêtèrent et frappèrent six militants écologistes et deux journalistes dont Elena Kostioutchenko du journal d'opposition *Novaïa Gazeta*. Les agents de police refusèrent ensuite de prendre la plainte du mari de Tchirikova qui eut deux côtes cassées lors de l'attaque. Cinq jours plus tard, le camp fut évacué brutalement par une cinquantaine de combattants de l'OMON. Neuf militants passèrent la nuit au poste. Les écologistes accusèrent l'entreprise de travaux de l'autoroute *Teplotekhnik* d'avoir engagé les hommes masqués. L'évêque Tsemtchenko accusa quant à lui Tchirikova et les autres écologistes d'avoir eux-mêmes payé des hommes masqués en vue de

---

[614] Le reportage photo de l'attaque et l'arrestation des militants est visible sur : http://igorpodgorny.livejournal.com/162611.html (accès le 28/06/2014).
[615] http://msk.kp.ru/daily/24537/718423/, accès le 29/06/2014
[616] Pour la France, lire : FILLIEULE Olivier, 1997, p. 342.

leur « *auto-promotion* »[617]. Cet argument, emprunté au monde du marketing et des relations publiques, est souvent présenté par des adversaires (même entre groupements politiques proches ou entre collègues concurrents) afin d'induire le sentiment que les personnes se battent et sont prêts à tout pour être connus sur la scène médiatique. Dans un pays où l'idée du goût de la lutte, d'un acte politique désintéressé n'est pas une idée spontanément acceptable, ce type d'argument sème aisément le doute.

4.6 Routines de l'arbitraire et effets sur l'action revendicative

La description fine des actions de rue dans le chapitre premier a montré l'intérêt d'une analyse contextualisée des dynamiques de mobilisation et de répression. Nous y avons vu que les stratégies policières sont à Moscou coercitives. Le style du maintien de l'ordre implique généralement la dispersion et les arrestations, souvent musclées et peu sélectives. Les organisateurs des actions peuvent avoir recours à la négociation, mais sans aucune garantie que la parole ne sera respectée. La loi est appliquée de manière rigide et réactive. La dénonciation par la presse d'opposition de l'arbitraire et de la brutalité policière – la couverture médiatique des événements protestataires ou du militantisme est axée davantage sur cette répression que sur le contenu des revendications – a visiblement peu d'impact sur les activités répressives. Le rythme des stimuli répressifs, qu'ils s'agissent des arrestations, des poursuites judiciaires et de la production continue de lois et de projets de lois répressives et liberticides, est rapide. Il ne laisse pas le temps aux personnes qui s'engagent (et aux enquêteurs) d'interpréter les événements. La dualité de la répression et de l'activité anti-répression sature le quotidien militant.

4.6.1 Se protéger des actions répressives

Face à la diversité et à l'intensité de la répression, les militants s'organisent pour se protéger. Dans les milieux libertaires, les militants expérimentés conseillent aux profanes de ne pas prendre leurs téléphones avec eux lors des actions et des réunions. Les écoutes policières seraient une pratique courante et facile à mettre en place par les agents. On recommande aussi de ne prendre ni objets qui peuvent être considéré comme des armes, ni argent ni objets de valeur (qui seraient volés par les agents lors des gardes à vue) ni sac à dos (dans lesquels les agents glisseraient de la drogue pour compromettre les personnes).

[617] http://kommersant.ru/doc/1475417, accès le 19/06/2014

La pratique revendicative réclame certaines mesures de sécurité, la discrétion et le cloisonnement des groupes. Les drapeaux et banderoles sont roulés dans les sacs ou dissimulés sous les vêtements jusqu'au lieu de l'action. Durant les actions de rue et à la fin des rassemblements, les militants antifascistes et libertaires restent groupés et sont attentifs à leurs camarades. Ils repèrent les déplacements des policiers. Les autres militants n'ont pas de fonctionnement collectif en manifestation aussi élaboré ni de vision du déplacement des forces en présence. Ils adoptent un comportement de foule et courent sans regarder où ils vont lors des attaques policières. En plus du risque de piétiner quelqu'un, ils laissent ainsi des personnes seules qui sont facilement arrêtées. Lors de la manifestation du 19 janvier 2010 (action 2), les manifestants libertaires ont été capables de reprendre des camarades arrêtés par la police. Certains arrivent à s'échapper par les fenêtres des toits des fourgons. Une partie des participants dissimulent leurs visages et s'habillent avec des vêtements sombres (cette précaution permettrait de contester une identification dans un tribunal). Une partie des militants antifascistes portent des bombes lacrymogènes d'autodéfense et des couteaux, en cas d'attaque.

Dans l'action du 28 juillet (action 3), des images produites par les manifestants eux-mêmes ont permis l'identification, par le biais d'un agrandissement fait par des militants ultranationalistes, du militant antifasciste Petr Silaïev. La recherche de la renommée médiatique engage les militants à produire des images, qui servent parfois de preuves contre eux. Des listes réalisées par les ultranationalistes circulent sur Internet dénonçant ces militants comme « *ennemis du peuple* ». Ceux-ci sont identifiés publiquement, leurs photos exposées ainsi que leurs adresses et leurs numéros de téléphone. Les photos et les données personnelles des militants ultranationalistes sont également diffusées par le camp adverse. Il n'est pas difficile d'identifier les personnes, même masquées, comme dit le journaliste Alexandre Tchernykh : « *On peut reconnaître une connaissance, même si elle a un masque, par ses sourcils, sa manière de se déplacer, ses vêtements dans lesquels tu as déjà vu cette personne* »[618]. Le sujet de la protection des visages et indirectement de la prise d'images de ces visages par les vidéastes militants fait polémique dans ces milieux[619].

À la fin des années 1990, les militants ultranationalistes qui auparavant s'en prenaient aux immigrés, attaquèrent des concerts de groupes de musique hardcore et ska qui s'exprimaient contre le néonazisme. Ces amateurs de musique organisèrent leur propre

[618] http://www.novayagazeta.ru/society/5676.html, accès le 03/08/2013
[619] J'y reviendrai dans le dernier chapitre.

service de sécurité car ils étaient insatisfaits des agents de protection qui proposaient leurs services. Le « mouvement antifasciste » était né. Le terme avait été importé d'Occident par les médias qui le popularisèrent après 2005. Les bagarres autour des concerts antifascistes s'inscrivirent dans un paysage de la rue plus large. Depuis les années 1980 les batailles de rue aux gourdins, tessons de bouteille et parfois couteaux opposaient toutes sortes de bandes dans les rues. Ceux qui étaient appelé péjorativement les « *gopniki* » (« racailles ») organisaient de véritables chasses dont la cible était les jeunes dits marginaux[620]. En 2003-2004, les militants antifascistes ne cherchèrent plus seulement à se protéger, mais aussi à attaquer les combattants ultranationalistes sur leur territoire, dans leurs concerts, ce qui, attisa la haine des ultranationalistes à l'égard des antifascistes. Les combattants ultranationalistes commirent à partir de la moitié des années 2000 de nombreuses attaques et des meurtres racistes et politiques, au couteau puis à l'arme à feu. Les assassinats de militants antifascistes les plus retentissants furent celui de l'anthropologue africaniste, défenseur des droits de l'homme et collaborateur de la justice dans les procès de crimes à caractère raciste, Nikolaï Guirenko, en 2004[621], des militants antifascistes Timour Katcharava en 2005, Alexandre Rioukhine en 2006 et Ivan Khoudorskoï en 2009. Cette vague de meurtres fut un choc pour les militants antifascistes puisque jusqu'alors aucune arme n'avait été utilisée dans les bagarres de rue. Ceux-ci commencèrent à s'armer, même si la majorité ne s'est jamais sentie et dite prête à tuer. En 2008, à mon arrivée en Russie, le mouvement comptait à Moscou environ 300 combattants, la plupart des jeunes hommes âgés de 18 à 25 ans[622]. Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'en 2009-2010 certains militants antifascistes comme Gaskarov ont abandonné la bagarre de rue pour la lutte politique. Parmi les combattants sans visée pour la grande politique, nombreux sont ceux qui ont mal vécu ce changement de forme de vie et se sentent aujourd'hui plutôt désorientés.

4.6.2 Répression, évaluation des dangers et changement de formes du militantisme

À cause de la frustration vécue à l'intérieur des barrières encerclant les actions autorisées par la préfecture, les actions spontanées se sont développées à partir de la moitié des années 2000. Le dispositif habituel des forces de l'ordre n'est pas adapté à contenir celles-

[620] Ces bagarres de rue ont eu des années 1980 aux années 2000 à peu près le même style (GROMOV Dmitri, 2009).
[621] Le meurtre commis à Saint-Pétersbourg fut revendiqué par une organisation néonazie. En juin 2011 les responsables furent condamnés à la prison à vie. Sur la complaisance de la justice, lire le rapport de l'Observatoire des Défenseurs des droits de l'homme : http://www.fidh.org/IMG/pdf/Russiefrdef.pdf, (accès le 28/08/2014).
[622] http://os.colta.ru/society/projects/12852/details/10143/page1/, accès le 06/06/2014

ci et à réagir dans les temps. Les policiers ne purent arrêter personne lors de l'action du 28 juillet 2010 devant l'administration de Khimki (action 3). La solution trouvée par les autorités fut simple : imputer l'organisation de l'action à deux personnes publiques, Solopov et Gaskarov, dont ils avaient les coordonnées puisque ces militants avaient des rapports réguliers avec les forces de l'ordre. Les autorités n'ont ni la perspicacité ni la rigueur de chercher les vrais organisateurs. L'imputation des actes ne représente pas un casse-tête pour eux : il suffit d'arrêter quelques personnes, pour l'exemple.

Il existe un autre domaine que la rue qui est difficile aux forces de l'ordre de contrôler. Les images des actions spontanées qui circulent sur Internet, imparfaitement localisées et difficilement imputables, permettent de contourner certains repères de la répression. Les images et les messages sont transmis, complétés et rediffusés sur Internet. Les réseaux donnent un caractère multilatéral au phénomène de diffusion. Certains d'entre eux sont anonymes et ont ouvert une potentialité inattendue aux groupes revendicatifs. Ces réseaux possèdent leurs acteurs et leurs techniques de défense contre le contrôle policier. Des hackers ont ainsi violé la correspondance des mouvements pro-Kremlin et révélé leurs manœuvres sur Internet (comme par exemple payer des internautes influents pour laisser des commentaires pro-Poutine sur des articles critiquant le régime ou voter en ligne contre des vidéos de l'opposition). Les hackers passent ordinairement pour des justiciers dans un pays où la loi et la justice sont la source d'un sentiment de méfiance plutôt que de protection et de sécurité. Face aux piratages et aux intrusions, les militants chevronnés mettent en place des installations de protection sur les ordinateurs (comme le système Tor), jusqu'au chiffrement et au filtrage des données.

Suivant les transformations de l'action revendicative, la nature de ce qui constitue une infraction est en mutation dans les textes de loi et les pratiques répressives. La répression est continuellement redéfinie. La constitution des savoirs et des pratiques policiers de même que les instruments légaux de la gestion des foules sont pour la plupart mis en place en réaction aux changements de répertoire d'action contestataire (WADDINGTON David, KAREN Jones et Chas CRITCHER, 1989 ; FILLIEULE Olivier, 2006). La loi contre l'extrémisme s'occupe activement depuis quelques années des contenus sur Internet. Elle poursuit leurs auteurs, qui ne prennent pas tous, loin s'en faut, la précaution d'anonymiser ou de pseudonymiser leurs données. Alors que les arrestations préventives et les « *interrogatoires prophylactiques* » se sont multipliés dans les années 2000, toutes les personnes ne vont pas à ces rendez-vous

accompagnées d'un avocat[623]. Avec les risques encourus par les militants en Russie, l'absence de recherche de protection, phénomène assez étendu, fut pour moi sidérante. Les militants n'estimaient pas au moment de l'enquête toutes les conséquences que la mise en visibilité médiatique pouvait induire[624]. Ils manifestent de plus une certaine insouciance à l'égard du droit et des tribunaux. La désinvolture mêlée de méfiance vis-à-vis d'un droit qui ne protège pas est couramment qualifiée en Russie de « *nihilisme juridique* » et touche la majorité de la population. Il s'explique par différents facteurs, parmi lesquels : la persistance d'un fort scepticisme face à la justice, une inadaptation des personnes aux changements survenus dans les années 2000 (après la relative liberté des années 1990 où les militants étaient peu surveillés par la police, beaucoup ne comprennent pas qu'il est nécessaire aujourd'hui de se protéger et de se cacher) et la conformité des militants à l'air du temps, à la mise en avant de soi sur les sites de l'Internet.

Nous avons vu que la probabilité et la force des répressions policières et judiciaires varient en fonction des groupes et des situations. La perception et la prise de risques des manifestants sont liées à la manière qu'ils ont d'évaluer les menaces et la répression dont ils font l'objet. La perception du danger et du possible diffère selon les régions, l'expérience et la culture politique des militants, les stratégies et les tactiques de lutte choisies ainsi que la logique des situations. L'observateur venu d'ailleurs doit chercher sur les terrains autoritaires à se prémunir à ne pas surévaluer l'impact de la contrainte de l'incertitude lorsqu'il évalue les frontières du possible et du jouable (GEOFFRAY Marie Laure, 2011, p. 34). La variété des lectures de l'action policière invite à la prudence et à des enquêtes fournies sur les réels effets de la répression d'État sur les activités revendicatives. La littérature sur l'activisme à haut-risque suggère que la participation est fondée sur une évaluation du rapport coût et risques sur bénéfice (MCADAM Doug, 1986). Le modèle du choix rationnel laisse dans l'ombre la pluralité des situations, des acteurs et de leurs réponses. L'action répressive stimule parfois l'engagement. Cet aspect semble peu pris en compte par les autorités. La répression (parce qu'une lutte réprimée est plus médiatisée) permet souvent de populariser les causes et de rassembler des personnes et des groupes face à un adversaire commun. Quelques jours après

[623] Par exemple la nuit précédant l'action du 31 janvier 2011 sur la place Triumphalnaïa (http://www.demos-center.ru/news/31359.html, 30/08/2014).

[624] Certains d'entre eux comprirent en prison (ou une fois leurs camarades en prison) ce que leur avait coûté l'accès au domaine public, dans les actions et sur les médias. Le militant antifasciste Koba Avalishvili dit ainsi, en décembre 2014 que le militant Alexeï Olessinov avait « *payé cher le brend Chkobar, que celui-ci lui avait apporté plus de mal que de bien* » (Chkobar est le surnom d'Olessinov) (https://avtonom.org/news/identifikaciya-born-glazami-antifa, accès le 11/07/2015).

le passage à tabac de Sokolniki, l'arrestation brutale des manifestants le 11 avril 2008 sur la place Slavianski a provoqué la colère d'un grand nombre d'informels et de leurs sympathisants, qui ont décidé d'organiser une marche spontanée en bloquant le boulevard Tverskoï. Ce meeting et cette marche ont été très médiatisés et ont attiré une grande quantité de nouvelles recrues. La répression renforce les liens de ses victimes avec leur groupe ainsi que les convictions partisanes. Nous ne savons pas ce que deviendront à l'avenir des personnes comme Solopov, Gaskarov, Ostapov et Tchirikova et tous ceux que nous avons croisés dans notre enquête. Une chose semble certaine : ces personnes n'abandonneront pas le militantisme. Les anciens militants du Parti national-bolchévique, hier organisant des actions durement réprimées, constituent une réserve de militants que l'on voit aujourd'hui partout. Cependant, si ceci est vrai pour un petit nombre de militants qui donnent leurs énergies et leurs vies à des causes, la répression détourne la plupart des personnes de l'engagement. Une répression dure et continue décourage la majorité des protestataires en même temps qu'elle stimule la partie la plus radicale (DELLA PORTA Donatella, 1995).

4.6.3 La gestion des mécontentements par la production de l'incertitude

On peut dire qu'en passant d'un répertoire d'actions globalement non coopératif (grèves, blocages de routes), déployé dans les années 1990, à des formes de protestation plutôt symboliques depuis les années 2000 (meetings et piquets), le mouvement revendicatif s'est engagé à Moscou dans un processus d'euphémisation du rapport de force. L'opposition libérale pense risquer sa légitimité en recourant à des moyens non autorisés par les autorités. Dans le milieu revendicatif la pratique de la défense juridique et judiciaire s'est développée dans les années 2000. Une équipe de soutien juridique (*legal team*), composée de militants qui se tiennent au courant de la législation, est souvent présente dans les actions en cas de problème avec les forces de l'ordre ou d'arrestations. Les militants des droits de l'homme répertorient et plaident en justice contre les atteintes aux droits de la personne. Ils les publicisent largement dans les médias libéraux et l'Internet[625]. Les procédures bureaucratiques sont scrupuleusement suivies. Le pouvoir n'a pas suivi cette évolution. Il s'est au contraire durci.

Chaque avocat adopte une tactique propre, qui ne s'exprime pas toujours sous la forme d'un strict appel au droit. Devant les irrégularités du système judiciaire dont je viens d'en

[625] La défense et l'appel au respect des droits de l'homme est aussi présent chez les ultranationalistes (http://grani-tv.ru/tags/407/entries, accès le 29/08/2014). L'appel au droit est devenu un aspect important de la vie politique de tous les groupes protestataires.

décrire une petite partie, les tactiques des avocats pour défendre les droits et intérêts de leurs clients sont parfois, plutôt que d'insister sur les principes de la légalité et de la transparence des procédures (nous avons vu que ce type d'appel froisse les agents de la police et de la justice), de présenter des arguments juridiques inhabituels, pour surprendre les parties adverses et prendre l'avantage sur la routine bureaucratique. Pour les avocats, tout est affaire de nuances et d'intelligence des situations. Selon l'avocat Kolegov, l'établissement du procès-verbal lors de l'arrestation est un moment crucial : il ne faut jamais refuser de le signer (afin de préserver la face des agents de police), mais il faut se battre pour chacun de ses mots[626]. Dans l'« affaire Sokolniki », l'avocat Markelov eut le souci de « se faire petit », de jouer la discrétion afin de se faire oublier de la justice. En Russie, les avocats préfèrent en général des stratégies discrètes et fuient l'espace public par peur d'être perçus comme des militants (VAN DER VET Freek et Laura LYYTIKÄINEN, 2015). Après l'assassinat de Markelov, Tchernoussov, l'avocat des autres jeunes, devint l'avocat d'Ostapov. Tchernoussov appliqua une autre tactique, la précédente étant pour lui « *une façon de construire sa propre tombe* »[627]. Il était, lui, favorable à l'intensification de la campagne publique et médiatique.

Les procédures judiciaires contre l'arbitraire policier sont longues et sans grand espoir de résultats. D'abord, les plaintes aboutissent rarement, même si elles ont peut-être un effet sur les fonctionnaires qui les reçoivent. Ensuite, les procédures judiciaires ont des conséquences sur la vie professionnelle et sociale des personnes. Le militant antifasciste Gaskarov témoigne : « *Les gens de notre milieu, ceux qui lisent les nouvelles, comprennent ce qui arrive. Mais 90 pour cent de la population est loin de tout ça et lorsqu'une personne se trouve poursuivie, les gens ont des émotions négatives envers vous* »[628]. Les victimes de l'arbitraire ressentent une terrible solitude. Enfin, pour beaucoup, le système judiciaire et le système bureaucratique instaurent une présomption de culpabilité générale plutôt qu'un aménagement de la présomption d'innocence, qui ne fonctionne pas en pratique. Peu de personnes essaient par conséquent d'utiliser le droit et le système judiciaire pour défendre leurs droits. En faillant à organiser des procès équitables et des débats loyaux, la justice fait peur, sans apaiser les conflits ni susciter la confiance dans le système.

Aveugles et imprévisibles, les répressions créent un sentiment de grande incertitude et d'imprévisibilité, notamment dans les milieux revendicatifs. Les interactions policières

---

[626] https://youtu.be/Y2LzQZOw9aM?list=UUvU7rYiZLMQt7cpro_x2u2g, accès le 12/08/2014
[627] http://www.liberty.ru/Themes/Oni-iskrenne-veryat-chto-ya-vrag-naroda-Interv-yu-so-Vsevolodom-Ostapovym, accès le 29/08/2014
[628] http://grani.ru/blogs/free/entries/189501.html, accès le 24/07/2014

déterminent en partie la manière dont les personnes comprennent ce qui leur arrive en situation et ce qui pourrait leur arriver (JOBARD Fabien, 2001). Ces interactions, se répétant, entrent dans les mémoires des participants, des manifestants et des policiers. Elles réorganisent la « réserve d'expériences » accumulées (SCHÜTZ Alfred, 1971/1987) – ce qui va jusqu'à la mémoire physique, corporelle, des passages à tabac. Dans les interactions qu'ils vivent, les manifestants se souviennent de ce qui leur est arrivé et ce qui est arrivé à leurs proches ou à d'autres manifestants. Du côté des policiers, c'est dans ces interactions, ces actions que se forment leur mode de connaissance pratique, leur façon d'agir et de s'ajuster en situation ainsi que leur entendement policier. Les pratiques, accomplies dans des situations particulières, s'actualisent dans ces formes d'agir. Prises dans une dynamique d'urgence et d'imprévisibilité, les causes atteignent souvent un pic fort de mobilisation à la suite duquel le vent de la contestation expire brusquement. Néanmoins, même si les causes tiennent difficilement la durée, continuellement de nouvelles mobilisations émergent. Un front permanent, à Moscou et dans les villes en province, impliquant plus ou moins les mêmes acteurs se crée. Ce front fournit un cadre de référence aux situations et aux manifestants.

Dans les rassemblements, l'incertitude quant à la réponse des forces de l'ordre est un principe de gestion (effective ou intentionnelle) autoritaire qui empêche l'action revendicative de se déployer, de se normaliser, les manifestants ne sachant pas dans quelle mesure il est possible d'agir. La perte de temps est considérable. L'incertitude génère des sentiments de peur et de paranoïa. La répression sème la confusion, la peur et distille la méfiance. Une idée répandue chez les militants est qu'un mouvement ou une personne qui ne fait pas l'objet d'une répression dure soit manque de sérieux soit collabore avec les services secrets. Combien de fois ai-je entendu dire que le groupe d'artistes engagés *Voïna* était moins sujet à la répression (jusqu'à des poursuites en novembre 2010[629]) que les militants parce qu'ils collaboreraient, selon la rumeur, avec le FSB (en leur communiquant à l'avance la forme, le moment et le lieu de leurs actions, ce qui fait manquer tout le piquant de leurs actions spectaculaires, présentées comme spontanées). Un autre argument, celui d'un statut spécial que le pouvoir réserverait aux actions artistiques qu'il ne prendrait pas réellement au sérieux, ne pèse pas lourd : le groupe actionniste *Radek* a subi des pressions des autorités à partir de l'action « Contre tous » dès la fin des années 1990. Le groupe *Voïna* a forcément intéressé les

[629] Les membres de *Voïna* Oleg Vorotnikov et Leonid Nikolaev ont été arrêtés en novembre 2010 puis libérés sous caution après avoir passé quatre mois en détention suite à une action en septembre 2010 où le groupe retourna des voitures de policier à Saint-Pétersbourg. Pour un récit de cette affaire, lire le dossier de *Memorial* : http://www.memo.ru/d/2828.html (accès le 20/07/2011).

services. Le problème est que le groupe *Voïna* n'a jamais rien fait pour balayer la rumeur puisqu'ils ont toujours cultivé le mensonge, la provocation et la théorie du complot, de façon désinvolte et « *postmoderne* »[630]. La suspicion est visible partout. Elle est un véritable réflexe y compris entre camarades. Elle dresse de sérieux obstacles à la construction de rapports de confiance et à la mise en commun. Le chercheur peut certes ignorer ces médisances, mais lorsqu'on vit au long cours à Moscou, leur présence pèse lourd sur les épaules. Dans un pays où la méfiance est à tel point instituée, il est difficile de maintenir le cap de l'impartialité dans la mesure où tous les partenaires la contestent et qu'elle se trouve censurée par ceux qui veulent plus ou moins consciemment maintenir inchangées les règles du jeu.

Conclusion

Dans ce chapitre un certain nombre de méthodes de répression policière ont été recensées pour montrer comment cette dernière agit sur la réalisation et la mise en forme des activités revendicatives. Nous sommes partis de la rue où la manifestation et le maintien de l'ordre apparaissent comme des moments particulièrement intéressants pour explorer la police des foules, les acteurs qui l'exercent et leurs techniques. Sans s'arrêter au constat purement pessimiste sur le caractère arbitraire et imprévisible de l'action des forces de l'ordre, l'enquête a cherché dans les interactions ce qui donne sens, permet les décisions et les ajustements et légitime ou non les situations de manifestation de rue du point de vue des agents policiers et des autorités. Les choix effectués par la police en situation sont liés à la perception qu'ont les agents des manifestants et des militants. Cette perception est généralement négative et raide. Les arrestations, le placement en détention, les intimidations et les procédures judiciaires se situent dans le prolongement immédiat de la manifestation de rue. Leur interprétation s'est insérée tout naturellement dans le cadre de cette étude des situations de police entourant les actions de rue. De la rue, jusqu'au commissariat et au procès, l'itinéraire judiciaire des personnes et les procédures que nous avons suivies donnent à voir le quotidien des militants moscovites pour la période. Ensuite, l'affaire du chantier d'autoroute qui traverse la forêt de Khimki offre un cas d'école pour comprendre le traitement des conflits d'intérêts par les autorités. Si la démocratie n'est pas soluble dans la concertation (dispositif dont de nombreux auteurs montrent les limites aujourd'hui en Occident), l'absence de cette forme de rencontres entre différents parties empêche les personnes de penser la possibilité même de transgresser

[630] Petr Verlizov aurait dénoncé des militants à la police (http://free-voina.org/post/31408316151, accès le 29/08/2014).

les frontières entre experts, politiques et représentés, de débattre simplement de questions complexes, de se faire entendre, de formuler collectivement des opinions, et au bout du compte, d'élaborer une expérience publique. L'absence d'espaces de concertation engendre des difficultés à intéresser à la politique et à politiser les choses et les personnes, et ceci jusque dans les milieux politiques. Dans ce jeu grippé de la politique, les auxiliaires plus ou moins loyaux du régime, mouvements de jeunesse pro-Kremlin, ultranationalistes et crime organisé, mettent de leur côté des bâtons dans les roues au développement de toute parole critique en Russie. Les conséquences sur le militantisme de cette police politique à plusieurs têtes sont diverses. Parmi elles, l'activité anti-répression à court terme prévaut dans tous les mouvements, dans une sorte de résignation sans grande imagination.

Les limites de cette recherche sont évidentes. D'autres recherches, à partir d'études ethnographiques méticuleuses du travail quotidien des agents policiers, des agences étatiques et des autres sous-traitants de la répression, devraient préciser nos résultats. En plus de l'observation des agents dans différentes situations, il faudrait réaliser des entretiens approfondis avec les agents et leurs supérieurs, mieux historiciser et contextualiser les équipes de police observées ici ainsi qu'explorer finement les relations entre l'action policière locale et son environnement institutionnel. Mes sources ne m'ont pas donné assez d'éléments pour estimer les marges d'autonomie entre les consignes du politique, les directives de la hiérarchie policière et la mise en œuvre pratique du maintien de l'ordre et du droit. Seules des études empiriques précises du travail policier et de l'action publique permettraient de distinguer des déterminants structurels et conjecturels des perceptions et des comportements policiers. Ce type d'enquêtes aurait pour effet de ne pas reconduire des arguments établis sans base empirique solide. Dans ce travail, l'ambition était, à travers des études de cas spécifiques, de dresser un panorama à la fois large et situé du contexte autoritaire et répressif qui entoure les activités revendicatives. Nous avons vu qu'il était possible d'apprendre beaucoup de choses sur les phénomènes mouvants et dynamiques de la répression en Russie à travers les histoires particulières de quelques coalitions. Ceci a été possible parce qu'à l'échelle des pratiques, les schèmes micro et macro peuvent être simultanément pris en compte, sans nier la réalité des personnes, des institutions et de l'histoire. Je vais dans le chapitre suivant dérouler la question de l'espace urbain, que nous avons commencé à explorer dans les chapitres précédents. Dans ce qui suit, la question de l'ordre public, plutôt que de désigner l'organisation des activités des forces de l'ordre (étatiques ou para-étatiques), va concerner un aspect plus écologique des usages urbains et des formes de la vie à Moscou. Il s'agira de repérer et de caractériser

certaines formes de l’urbanité moscovite et de mesurer ses effets sur les activités revendicatives.

V. Activités revendicatives et Moscou

Dans les chapitres précédents nous avons décrit de multiples dimensions que l'action revendicative mettait en jeu : des espaces matériels, des dispositifs, des ambiances, des interactions et la puissance d'action collective qui s'y déploient. Nous avons commencé à saisir, dans des actions de rue en train de se faire, comment le problème du territoire manifestant se posait en relation avec les différentes forces qui règlent et rendent possibles les actions. Nous avons senti comment les espaces urbains mettaient à l'épreuve les actions revendicatives et, réciproquement, comment ces actions éprouvaient la ville. Nous allons dans le présent chapitre continuer à explorer l'activité revendicative dans ses dimensions urbaines. Nous la décortiquerons cette fois en considérant le milieu urbain comme un objet d'étude à part entière, pensé ici comme territoires d'usage quotidiennement présents à la sensibilité, s'offrant comme champ d'expérience et comme territoires d'action collective. Dans la recherche sur les mobilisations, la dimension géographique et spatiale des activités revendicatives a été lentement et tardivement intégrée, à cause de la théorie de la mobilisation des ressources qui y a (eu) cours, fondée sur l'idée que l'appropriation de l'espace est réduite à une appropriation stratégique et rationnelle. S'il est aujourd'hui acquis dans ce domaine d'étude, notamment grâce aux travaux de Charles Tilly (2000, 2003), que les répertoires d'action s'appuient sur l'espace, rares sont les descriptions minutieuses sur les dimensions spatiales et situées des répertoires. Le lien entre espace et revendication est peu problématisé (SEWELL William, 2001). L'espace apparaît souvent comme un vide dans lequel prend place des actions et des intrigues. La géographie, quant à elle, a longtemps ignoré la majorité des actions revendicatives, parce qu'elle n'attribuait traditionnellement une dimension spatiale qu'à des conflits, urbains ou géopolitiques, qui avaient pour enjeu explicite l'appropriation, l'occupation ou la sauvegarde d'un territoire (RIPOLL Fabrice, 2005). Les géographes ont souvent résumé l'activité revendicative à une question d'échelle, sans considération pour sa matérialité (LEITNER Helga, SHEPPARD Eric et Kristin SZIARTO, 2008).

Puisqu'elles s'inscrivent dans l'environnement matériel des villes, les activités revendicatives sont dans un rapport d'interdépendance avec le milieu urbain. La démocratie correspond à des espaces physiques concrets (PARKINSON John, 2012). Reconnaître ce pouvoir configurateur réciproque du milieu et de l'action collective, c'est d'abord chercher à comprendre comment le milieu urbain contribue à façonner l'agir manifestant et revendicatif. Ensuite, l'étude des activités revendicatives se présente comme une entrée exploratoire riche

dans le monde urbain, ses formes de vie et ses expériences publiques[631]. Autrement dit, on peut proposer un cadre d'analyse reliant étroitement la publicité des espaces urbains aux activités (ici revendicatives) qui la constituent et aux engagements pratiques (manifestants et militants) qu'elle implique (RELIEU Marc et Cédric TERZI, 2003, p. 377). Dans ce chapitre, l'analyse comprend deux axes de réflexion autour des modalités d'expérience des lieux : les lieux privés, communs, autrement dit les terrains de l'habitant et de l'usager, et les lieux exposés, potentiellement publics où se déroulent les activités revendicatives. Dans nos civilisations urbaines, les activités revendicatives ont majoritairement pour cadre la grande ville, souvent la capitale et, dans le type d'actions étudiées ici, son centre. L'idée est ancrée dans les esprits que le destin du pays se jouerait à Moscou, précisément au Kremlin. Or, le choix d'une échelle territoriale est un facteur décisif pour configurer l'action. On cherchera ici à comprendre les formes d'appropriation, les relations d'appartenance et d'usage dont le centre est l'objet pour les militants. D'autres types de territoires d'action existent à Moscou, notamment autour du territoire du proche (le logement et la cour d'immeuble), les échelles (multiples et emboîtées) de territoire variant selon la nature des actions. Ces territoires se combinent et entrent en concurrence avec le tropisme des militants vers le centre. Ils correspondent à différents agencements territoriaux, combinaisons d'acteurs et de ressources matérielles et symboliques que ce chapitre présentera pour mieux situer les choix spatiaux des coalitions et des groupes militants étudiés ici.

L'étude enchâsse ici des matériaux d'observation, de première main, mais surtout des témoignages et des récits recueillis sur le terrain ainsi que des traces documentaires. Dans ces récits des expériences des lieux on poursuit l'enquête sur la fondation du sens des actions pour leurs participants et leurs publics. Le tableau de Moscou dressé ici paraîtra peut-être un peu impressionniste à l'image de cette énorme et fascinante ville (et du fait de la rareté des travaux ethnographiques qui lui sont consacrée) : c'est la manière que j'ai choisie pour rendre compte de situations urbaines qui constituent autant de prises et d'épreuves pour l'action revendicative de rue et la constitution de publics et de communautés politiques. La compréhension des activités revendicatives comme des phénomènes territorialisés commence par une description de mon entrée sur le terrain et de mon expérience urbaine à Moscou, que

[631] Cette double lecture du territoire est une idée classique de la géographie sociale. Le territoire, selon Bernard Debarbieux (2003, p. 910), est un « agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité ». Les termes « structurer » et « identité » sont néanmoins embarrassants et demandaient une réserve pour échapper à un paradigme causaliste.

j'ai passé beaucoup de temps à arpenter. On présentera de cette manière quelques facettes de l'écologie du processus de la recherche, qui s'est fait en résidence et en déplacement (5.1). Puis, quelques traits saillants du cadre de vie et de la condition urbaine moscovite seront étudiés selon des logiques de recomposition constante. Quelques grands moments de transformation de Moscou dans les années 1990 et 2000 seront soulignés, notamment à partir de l'expérience du passé de mes interlocuteurs et de ceux, habitants et savants, qui en parlent (beaucoup) sur Internet. Le bâti et l'ordre public sont envisagés ici comme deux dimensions d'une Moscou hybride, prise en tension entre un régime autoritaire et un contexte libéralisé (5.2). Une des visées de ce chapitre est de faire sentir au lecteur la complexité de l'expérience urbaine à Moscou dont la rapidité des changements depuis vingt ans trouble tant l'habitant que l'enquêteur. Cette ville a été peu étudiée à un niveau microsociologique. Puissent les éléments de compréhension fournis constituer des balises aux lecteurs qui ne connaissent pas Moscou, à ceux qui ne la reconnaissent plus et à ceux pour qui le quotidien moscovite est devenu si ordinaire qu'ils n'y s'intéressent guère. Nous avons vu dans les chapitres précédents que les espaces, les objets et la matérialité sont parties prenantes des situations revendicatives. L'espace est un milieu *plein* dans lequel les activités des individus et des collectifs trouvent leurs ressources (JOSEPH Isaac, 2003, p. 338). Les espaces abordés ici sont, comme il a été dit, de deux types. Le premier est celui de l'habitat quotidien, dans les quartiers des grands ensembles, qui sont situés entre le troisième boulevard et la rocade, où habitent 80 pour cent des Moscovites[632] (5.3). Dans cette analyse, je considérerai la cour des immeubles (*dvor*) comme un miroir des mutations de l'espace habité à Moscou (5.4). Le second type d'espace correspond à des espaces centraux de la ville, où se déroulent la plupart des actions revendicatives et toutes celles organisées par les coalitions et décrites dans les chapitres précédents. L'étude de la publicité urbaine demande que l'enquête s'intéresse aux aménagements, dispositifs de régulation et de procédures qui l'articule : on comprendra ainsi mieux les contraintes qui impliquent les activités revendicatives qui se déploient dans des espaces urbains aménagés (5.5). Cette exploration ayant permis de mieux appréhender l'organisation ordinaire de la vie urbaine à Moscou, sa profondeur historique ainsi que la complexité et les ambiguïtés des rapports à l'espace urbain des manifestants, la dernière partie tentera de cartographier et qualifier les lieux de la politique à Moscou (5.6).

[632] La géographie de Moscou est en grande partie définie par des boulevards circulaires de différents diamètres qui correspondent approximativement aux anciens murs de la ville (voir Cartes 1 et 2).

5.1 L'entrée dans Moscou. Une expérience urbaine

« Si vous n'avez nulle part où aller, la capitale est une violeuse. Vous marchez tout le jour et vous ne remarquez pas qu'elle vous prend – alors que vous êtes indifférent – comme une femme avide, dans son lit immense encombré de couvertures, elle vous roule, vous met sens dessus dessous, et ensuite vous vous retrouvez Dieu sait où, au milieu de cette ville démesurée, seul, la tête vide, stupide et enragé. Et cette femme, vous vous rendez compte qu'elle n'avait que faire de vous. Et vous vous demandez ce qu'elle vous a fait. »
Zakhar Prilepine, 2009, *Sankia*, p.144

Travailler sur les expériences urbaines à Moscou et leurs effets sur les activités revendicatives n'est pas chose simple. Nous aurions besoin de prendre appui sur des études ethnographiques urbaines approfondies qui feraient toute leur place à l'analyse détaillée des activités et des expériences sensibles, singulières, personnelles et collectives, ordinaires et extraordinaires des habitants de cette capitale fascinante et foisonnante. Or ces études, tous sujets confondus, même les plus éloignés des pratiques revendicatives, sont rares. Les expériences d'un terrain au long cours m'ont amené à côtoyer de près mes interlocuteurs. Les conditions de vie en Russie et mes expériences m'ont amené à travailler l'intuition et, sur le plan de la recherche, grâce aux injonctions éclairées de mes directeurs de recherche, à développer une sensibilité ethnographique, voie qui s'est révélé pour moi, en fin de compte, une bonne façon de transformer le vécu en écriture à la hauteur des émotions que j'ai ressenties sur le terrain. J'ai souvent eu l'impression d'avancer dans l'étude de Moscou en franc-tireur, au risque de m'aventurer en porte-à-faux. Moscou est une ville étendue[633]. En habitante de passage sur des terres étrangères, mouvantes et peu étudiées, je ne peux qu'être modeste en visant à dégager des lignes de force pour la réflexion sur les liens qui se nouent entre les espaces habités et investis et l'être ensemble revendicatif à Moscou.

5.1.1 La ville planifiée et la ville réalisée

La perspective de l'ethnographie urbaine, qui privilégie la production d'une description dense de la ville réalisée et vécue, des ambiances, des pratiques et les activités des différents opérateurs urbains et habitants en fonction du cadre matériel que la ville offre, est absente dans la littérature urbaine sur la Russie. C'est dans cette démarche que s'inscrit la présente recherche. Ce programme, à l'interface des sciences de l'espace et des sciences sociales, prend acte des acquis des recherches consacrées ces vingt dernières années à

[633] Sa superficie est d'environ mille kilomètres carrés. Elle est, pour donner une échelle de grandeur, dix fois plus importante que celle de la ville de Paris, dans ses limites administratives.

l'activité située afin d'offrir de nouveaux paradigmes des rapports à l'espace urbain[634]. Alors que l'« espace postsoviétique » est devenu un terme courant, son aspect matériel et concret a été l'objet de peu d'études approfondies. Que ce soit dans les travaux russes ou occidentaux, les pratiques des habitants sont souvent invisibles ou englobées dans de grandes catégories. L'expérience vécue (architecturale et urbaine) des habitants et l'analyse localisée du changement urbain sont rarement au centre de l'intérêt[635].

Les chercheurs occidentaux se sont beaucoup intéressés, en schématisant, soit à la ville pensée par les fondateurs de l'idéologie socialiste soit à la ville projetée et fabriquée par les décideurs et les aménageurs d'hier ou d'aujourd'hui. Dans le premier cas, une place primordiale est accordée aux notions d'architecture et d'urbanisme totalitaires. Par l'étude des objets et formes spatiales monumentales (bâtiments administratifs, monuments, largeur des voies), ces chercheurs laissent entendre que la charge historique, la dimension symbolique et idéologique de cette production architecturale sont si fortes que l'identité des espaces totalitaires organiserait aujourd'hui encore les territoires urbains[636]. En disant, sans passer par le sujet et les activités, que cette architecture renferme un sens en elle-même, on fait d'elle, paradoxalement, une « architecture symbolique », qui est une topique soviétique[637].

D'autres chercheurs abordent la ville socialiste par l'étude de ses conditions foncières, économiques, financières de fabrication et de réalisation. Ils montrent que la spécificité de la ville socialiste, sa définition et sa réalisation, était pour partie liée au cadre économique[638]. Le contexte politique, le cadre foncier de la nationalisation du sol, l'économie planifiée et le monopole de l'État sur la production ont doté les gouvernements de l'époque d'une capacité d'action considérable. Ils leur ont permis de couvrir le territoire soviétique d'édifices monumentaux et de logements uniformes. Ces conditions distinguent l'URSS de l'Occident plus que le style architectural proprement dit. Que ce soit pendant la période stalinienne ou à la période suivante, les différences stylistiques sont peu évidentes avec les réalisations

---

[634] Cette démarche est développée dans : GROSJEAN Michèle et Jean-Paul THIBAUD, 2008. Un des concepts cruciaux de celle-ci est l'ambiance architecturale ou urbaine qui est « la synthèse, pour un individu à un moment donné, des perceptions multiples que lui suggère le milieu qui l'entoure » (ADOLPHE Luc, 1998).

[635] Le postulat de la primauté absolue du Parti et de l'idéologie en URSS avait généralisé dans les travaux occidentaux une lecture essentialiste de la politique et un exceptionnalisme méthodologique (ROWELL Jay, 2008, p. 165). Cet institutionnalisme méthodologique qui conduit à concentrer toute l'analyse sur le pouvoir de l'État est encore largement répandu dans les travaux sur la Russie contemporaine.

[636] On trouve cette idée dans l'ouvrage dirigé par Iosa Ioana (2008).

[637] Pour une belle analyse de la notion d'« architecture symbolique » dans le cas du discours du métro en URSS, lire : RYKLIN Mikhaïl (2005).

[638] Voir par exemple les travaux d'Elisabeth Essaïan (2008).

américaines et européennes de la même période[639]. Mais, au fond, le logement de masse, en béton, à bas coût et produit de manière répétitive s'est généralisé dans le monde d'après-guerre (DUFAUX Frédéric et Annie FOURCAUT, 2004). Le projet d'ingénierie sociale qui sous-tendait la construction des grands ensembles soviétiques n'était pas différent de celui de l'Occident. Les normes techniques et sanitaires ainsi que les énoncés hygiénistes qui ont inspiré la construction de ces bâtiments ont été les mêmes en URSS et en Occident (HRISTOV Momchil, 2009). En outre, les chercheurs de cette perspective précisent que si les références à la « ville socialiste » ont été omniprésentes tout le long de l'histoire de l'URSS, la « ville socialiste » a correspondu à des pratiques discursives, politiques et professionnelles qui ont changé tout le long de l'histoire soviétique (AMAN Anders, 1992). Ces chercheurs mettent en garde contre l'idée réductrice de l'exceptionnalisme soviétique en soulignant l'importance de la circulation des idées, des modèles techniques et administratifs, des savoirs urbains et municipaux de part et d'autre du « rideau de fer » (ESSAÏAN Elisabeth, 2001).

Ces études sont passionnantes. Elles apportent toutefois peu à la compréhension de ce qui se joue dans la ville au quotidien, quand bien même certains d'entre elles observent que la ville réalisée ne coïncide jamais avec la ville projetée. En URSS, dans les conditions particulièrement favorables à l'État planificateur et où l'administration était toute-puissante, la ville réalisée a été profondément en décalage avec la ville projetée (ESSAÏAN Elisabeth, 2008, p. 73). Il ne suffit pas qu'existent des discours, des projets sur la ville pour que ceux-ci se réalisent. Il faut que ces projets, comme toutes les prescriptions administratives, soient, comme dit Yves Cohen (2003, p. 272), effectives. Elles doivent trouver une traduction pratique. Le décalage entre la ville projetée, la ville réalisée et la ville vécue est d'autant plus grand dans les pays autoritaires comme la Russie où le pouvoir ne laisse pas se développer de lieux de rencontres et d'échanges entre habitants, experts, aménageurs et décideurs, où les habitants participeraient, même formellement, aux décisions quant aux questions d'aménagement les concernant. L'étouffement de la parole politique libre en Russie bloque en effet le déploiement des représentations, leur mise en circulation et leur appropriation par les uns et les autres. Les demandes des habitants ne sont pas prises en compte par les décideurs politiques et les experts. La catégorie de l'« habitant » n'a aucune validité rhétorique dans leurs discours. Le décalage est éclatant, sans équivoque.

---

[639] Sur la période stalinienne, lire : ESSAÏAN Elisabeth, 2008 ; sur la période khrouchtchévienne : AMESTOY Isabelle, 2004.

L'approche située de l'espace urbain pose des questions : Une fois que le contexte politique et économique a changé, de quelles esthétiques urbaines et ambiances participe le bâti soviétique, majoritaire à Moscou ? Existe-il des incidences réciproques entre cette architecture et les pratiques, les sensibilités, les sociabilités et les relations à l'environnement qui se déploient à Moscou ? D'un côté, le patrimoine et les traces du régime précédent rappellent les pratiques des décideurs politiques d'alors et leurs arguments sur le rôle de l'architecture dans la transformation de la population. Il est alors tentant de continuer à faire « agir » cette architecture malgré la chute du régime. D'un autre côté, la question de la perception et des pratiques d'aujourd'hui, habitants et décideurs, reste en suspens (STAUB Alexandra, 2005). Les pratiques et les usages de la ville ont profondément changé depuis la fin du régime soviétique. Ces transformations invitent à penser que les cadres sensibles urbains semblent davantage procéder de ces pratiques quotidiennes que de l'environnement urbain et idéologique soviétiques.

L'argument des usages est également à manier avec précaution. On a trop vite fait de rester à la surface des choses et des pierres en ignorant les effets du cadre bâti et de l'espace sur les pratiques. On met de côté la matérialité des choses et les dispositions architecturales. Se confronter à la matérialité des choses et des relations demande de s'imprégner des ambiances et saisir l'expérience esthétique et l'appréhension de l'environnement des personnes. Ces expériences renvoient à la capacité à sentir, percevoir et utiliser les opportunités sensibles liées à l'environnement, dans des contextes situés, pour agir (THOMAS Rachel, 2007, p. 112). Les potentialités d'action renvoient aux qualités plus ou moins stables et ambivalentes de l'espace urbain qui donnent des « prises » aux personnes et aux groupes. Ces qualités sensibles facilitent ou limitent l'action politique. L'action revendicative à Moscou est un cas d'étude attractif pour étudier l'action réciproque des qualités sensibles liées à des dispositions architecturales, leur incorporation et leur utilisation[640].

[640] La question des opportunités sensibles liées à des dispositions architecturales, incorporées et utilisées *in situ* a été formulée dans : CHELKOFF Grégoire, 2004.

5.1.2 S'engouffrer dans la vie de Moscou

« Dans la capitale, ce n'est bien que pendant les premières minutes,
quand on sort du train – même si c'est un train de banlieue –,
avec un peu d'argent en poche. On s'achète un truc immonde et mal cuit,
avec un bout de saucisson collant, une bouteille de bière,
qu'on prend debout à un comptoir de la gare,
comme tout provincial en attente de quelque chose…
On est seul dans la grande ville, jeune. C'est agréable. »
Zakhar Prilepine, 2009, *Sankia*, p. 144

Il y a mille manières d'éprouver Moscou. J'en ai identifié quelques-unes par l'incorporation des pratiques de mes interlocuteurs dans des contextes sensibles partagés du quotidien, des loisirs, des promenades, des réunions et des actions de rue. Au cours de mon séjour de deux ans et demi en continu à Moscou, j'ai entretenu une multiplicité de liens (d'amitié, d'amour, de camaraderie, de voisinage, d'entraide). J'ai eu accès à différents usages, espaces, activités et routines. Immergée dans Moscou, assimilant les rythmes et les ambiances, j'ai été prise dans une certaine logique d'actions de la vie moscovite.

Mon rapport d'étrangeté avec cette ville n'a pourtant jamais disparu. D'abord, parce que la chaotique Moscou et les situations incongrues dont elle est la scène ne peuvent jamais cesser de surprendre un observateur sensible. Le caractère profondément inconfortable et désordonné de cette ville, m'a confié un jour une artiste moscovite, était à son avis une bonne condition pour créer, au contraire d'autres villes, comme Paris, où elle avait vécu plusieurs années. J'ai intimement compris ce qu'elle voulait dire sur Moscou. Avec son esthétique de terrain vague que l'on peut explorer de jour comme de nuit, ce chantier inachevé qui ne dort jamais qu'est Moscou m'a aussi séduite. Le grand nombre d'interstices et d'espaces indéterminés qui s'y trouvent ferait sans doute bondir le « monde de l'urbanisme » occidental qui les associerait à des lieux de désordre, à remplir et à domestiquer[641]. Dans ces fissures et ces crevasses, des territoires interstitiels émergent entre des régions morales plus homogènes de la ville (nous y reviendrons dans ce chapitre). Les discontinuités, les ruptures, les espaces résiduels non bâtis et relativement accessibles (friches industrielles, délaissés de la régénération urbaine comme la plupart des cours intérieures d'immeuble) font la joie des flâneurs. Les interstices, nombreux, peuvent être considérés comme des sortes d'« espaces libres » au sens de Kevin Lynch (1965/1990).

[641] Pour une étude passionnante sur l'interstice urbain à Paris et à New York, lire la thèse de Stéphane Tonnelat (2003). Cette notion est issue de l'école de Chicago, voir notamment : THRASHER Frederic, 1927.

Malgré la fatigue et l'irritabilité qu'elle engendre, Moscou stimule une relation physique, instinctive et animale au monde sensible, relation plutôt atrophiée dans les métropoles européennes. Les aménagements et les dispositifs hautement maîtrisés et segmentés de ces métropoles créent plus qu'en Russie des trajets fluides et fonctionnels. Ils catégorisent et canalisent intelligemment les flux. Ils aseptisent les ambiances et règlent la marche des piétons. En cherchant à ôter aux personnes le souci d'une utilisation pratique des espaces, ils la nient (CLER Michel, CLER France et Verena M. SCHINDLER, 2011). Les dispositifs cadrent si bien les déplacements que le cheminement piéton en est souvent réduit à une finalité utilitaire (THOMAS Rachel, 2004). Moscou, avec sa vulgaire absence de règles architecturales et le caractère à première vue rustre et inhospitalier de ses espaces et de ses habitants, surprend. Elle émeut, elle interpelle. Elle fait appel à une intelligence pratique et rusée. Elle bouscule ce qu'Isaac Joseph appelle l'intelligence « administrée » (2002).

Moscou est soumise à un perpétuel réaménagement. Dans les zones actives, la ville se transforme à vue d'œil. Homogène à l'époque soviétique, le cadre urbain s'est fragmenté depuis 1991. Témoins dépassés par les évolutions de l'environnement urbain, plusieurs interlocuteurs me déclarèrent avec une certaine amertume que Moscou avait changé plusieurs fois en l'espace d'une vie d'homme. Ces changements du cadre urbain n'ont pas impliqué la pratique de la « table rase » (détruire les anciennes constructions pour en construire de nouvelles). Les promoteurs immobiliers ont préféré pour des raisons économiques rénover le bâti ancien ou greffer de nouvelles structures dans le tissu existant. En marchant dans les rues et en pénétrant dans les cours intérieures, on découvre une Moscou à multiples facettes. Se jouxtent de l'ancien et de l'ultramoderne, du religieux et du commercial dans une toponymie urbaine peu désoviétisée[642]. Se côtoient des magasins d'alimentation soviétiques de quartier privatisés (les *Prodoukti*) et des magasins haut de gamme, des vendeurs d'aliments de rue, des retraités ramassant des bouteilles de verre dans les poubelles (qu'ils apportent à des centres de collecte en l'échange de quelques kopecks) et des restaurants chics, des parcs publics sans clôture et des quartiers privatisés. Avec le passage au capitalisme, la centralité de Moscou n'a pas été remise en question, mais de nouvelles logiques territoriales ont été développées : les

[642] La Mairie déclara en 1994 redonner les anciens noms d'avant 1917 aux seules rues situées à l'intérieur de la Ceinture des Jardins (il y reste encore des noms soviétiques). Dans la plupart des autres villes, les grandes rues sont restées inchangées. Selon l'historien Yan Rachinski l'approche propagandiste quant à la toponymie n'a pas été éliminée. Les nouvelles rues commémorent encore massivement des généraux et des héros de guerre et peu d'hommes de lettres, sauf quand leurs idées sont proches de celles du pouvoir. Il y a une rue Soljenitsyne, mais pas de rue Chalamov (http://istpamyat.ru/pamyatnye-mesta/toponimika/toponimika-istoricheskaya-pamyat-i-propaganda/, accès le 27/01/2015). Sur la toponymie de Moscou, lire : ECKERT Denis, 2004.

activités économiques et commerciales ont conquis les espaces urbains. Dans la capitale convoitée et coûteuse, « *faire des affaires et de l'argent* » est une activité dominante. Celle-ci accapare l'énergie et le temps des personnes, en laissant peu de place à d'autres activités, par exemple militantes. Vlad Toupikine, militant libertaire quadragénaire, dit avoir renoncé à Moscou à la tradition russe de l'hospitalité, selon laquelle on rend visite à des amis et des parents et on se réunit longuement autour d'un repas qui voit passer divers invités et sujets de conversation. Il dit pratiquer cette convivialité uniquement lors de séjours en province et chez ses amis immigrés, à l'étranger. À Moscou, le militant partage sa vie entre son travail, quelques actions de rue, réunions et fêtes. La ville donne plus qu'un décor aux activités revendicatives, l'expérience de la politique est intimement liée à l'expérience de la ville.

5.2 La Moscou contemporaine, la « ville-bazar » et la « ville qui gagne »

On dit souvent de Moscou qu'elle est une mégalopole vampire qui suce l'argent et l'énergie du pays continent. Elle vivrait sur les comptes des régions par l'impôt qu'elle ne redistribuerait pas. Moscou, jadis première vitrine idéologique du régime, a changé de destin. Elle est devenue celle d'un capitalisme exubérant et invasif.

5.2.1 Moscou, la « ville de l'argent »

Le passage à l'économie de marché a pris différentes formes, visibles dans l'espace urbain. Le dispositif publicitaire a envahi Moscou[643]. On croise partout des panneaux, des bancs publicitaires, des affiches et des stickers ainsi que des pochoirs sur les trottoirs (voir photos 1 à 6 en annexe). Dans ce contexte de saturation de l'espace, les habitants associent les tracts militants à des prospectus publicitaires et les refusent. Les images affichées développent une rhétorique de flux et d'interfaces illustrant les valeurs de la consommation, des messages répétitifs et décontextualisés. La grande quantité de publicités vantant des produits de luxe occidentaux que seule une minorité peut acheter semble flotter dans le vide. D'autres types de panneaux, apparus depuis la fin des années 1990, intriguent par leur caractère personnel ou religieux. Par exemple un panneau montre un visage de femme avec un message : « *Je vous*

[643] On peut voir de nombreuses images de Moscou envahie par la publicité prises par le photographe, blogueur et excellent observateur de Moscou, Ilya Varlamov sur : http://varlamov.ru/538727.html (accès le 03/08/2015). Depuis 2012, la Mairie a règlementé l'affichage publicitaire, notamment de grand format. Voir les photos de Varlamov pour apprécier les changements : http://varlamov.ru/911184.html (accès le 03/08/2015).

aime », un autre des citations de la bible. La publicité sociale, municipale ou gouvernemenale, est rare et peu créative. Certains slogans sont directement hérités de la période soviétique, comme celui affiché dans les stations de métro avec le portrait en trois quart d'une hôtesse d'accueil élégante et souriante en uniforme de la société du métro de Moscou qui dit : « *Il y a toujours une sortie* », qu'il faut comprendre comme « *une solution dans la vie* ». La publicité sociale, représentant un pour cent du marché publicitaire, sert souvent des objectifs politiciens et commerciaux (STEPANOV Ievgeni, 2006).

Les décideurs et aménageurs de Moscou multiplient dans le centre les marqueurs symboliques d'une « ville qui gagne » orientée par les intérêts du marché, d'une ville néolibérale comme processus de flux de marchandises, de capitaux et de personnes[644]. La municipalité supprime progressivement les bancs des espaces communs[645]. S'arrêter dans la rue et y séjourner signifie aujourd'hui de plus en plus stationner debout, être accroupi ou s'asseoir à des endroits non prévus pour cet usage (tels les rebords de trottoir). Comme ailleurs, les expériences corporelles se transforment et donnent lieu, par la fréquentation répétée des dispositifs urbains, à un ethos, dominant, de la mobilité (JEANBART Bruno, 2008). L'hospitalité, partielle et partiale, des espaces publics, marqués par l'a-territorialité (les personnes doivent se garder de les occuper), cantonne les personnes dans une modalité de l'agir (STAVO-DEBAUGE Joan, 2003, p. 367). Les corps immobiles des jeunes informels, des « *gopniki* » (groupes de jeunes hommes) et des sans-abris sont désignés comme ennemis de la police. L'occupation de la rue pour y manifester est une forme d'expression illégitime du point de vue des autorités.

Les tumultueuses années 1990, couramment appelées « l'ère des oligarques », les années de la privatisation et de la (re)naissance du capitalisme, furent marquées par l'apparition dans la rue de structures temporaires, de taille modeste et destinées au petit commerce de détail, les *kioski* et les *larki* (voir photos 7 à 9)[646]. Les kiosques sont présents dans les lieux fréquentés, les passages souterrains, autour des stations de métro, des gares et sur les marchés ouverts. Des journaux à la parapharmacie, de l'alcool aux fleurs, des sous-

---

[644] Le centre désigne la partie de Moscou située à l'intérieur de la Ceinture des Jardins, un boulevard d'une longueur de 15,6 kilomètres.

[645] Il arrive que ce soit à la demande des habitants (notamment des retraités), qui disent être gênés par le bruit qu'occasionnerait la présence de jeunes, de sans-abris et de personnes ivres fréquentant les bancs de *leur dvor*, qu'ils voudraient voir privatisé.

[646] Le *lariok* (pluriel *larki*) et les *kioski* sont des structures similaires. Dans le kiosque on y vend des journaux, fleurs et billets de tout type, dans le *lariok*, les autres biens. À Moscou, on utilise souvent pour désigner les *larki* le terme de « *palatka* » (tente). Des photos sur les *larki* sont disponibles sur : http://varlamov.me/ru/larki (accès le 06/02/2015).

vêtements aux téléphones portables, on peut presque tout y acheter à faible coût. Ces piliers de la « ville-bazar » réalisés sans architecte et dits contrôlés par des réseaux mafieux auxquels participeraient des policiers sont ordinairement jugés sales et de mauvais goût par les habitants. Ces monuments vivants des années 1990 sont le symbole même du souffle brutal qui emporta en un rien de temps le projet social soviétique[647]. Les kiosques, les centres commerciaux précaires et les marchés ouverts, que Daria Paramonova (2013) appelle les « *champignons* », sont stigmatisés depuis quelques années par le pouvoir municipal, qui tente de cette façon de se distinguer des années 1990. Les supermarchés et hypermarchés, ouverts en Russie à la fin des années 1990, ont été massivement implantés pendant les années 2000 à Moscou et dans sa banlieue.

Les achats dans les circuits plus ou moins informels de distribution (kiosques, marchés) restent dominants[648]. Les Moscovites font leurs courses à proximité de leurs domiciles (supermarchés, kiosques, petits centres commerciaux). Les plus aisés vont une ou deux fois par mois dans les grands centres commerciaux périurbains pour acheter et se divertir[649]. Les années 1990 ont vu naître une autre pratique encore en vigueur aujourd'hui : la vente directe dans la rue, près des métros, dans les cours d'immeubles, dans des camions. Des personnes, surtout des *babouchki* (vieilles femmes), vendent des produits manufacturés, de la cueillette ou de leur lopin de terre situé en dehors de la ville[650]. Ces personnes restent debout, été comme hiver, pendant des heures sur le trottoir à vendre de tout, des vêtements aux produits ménagers, des bottes de persil aux poissons de rivière (photos 10 et 11)[651].

La municipalité ferme progressivement les kiosques et ce qu'elle appelle les « *marchés sauvages* ». L'un des événements les plus marquants de 2009 pour les Moscovites (selon les sondages) fut la fermeture sans préavis par la Ville, en juin, du marché Tcherkizovski, le plus grand marché de gros de Moscou et d'Europe[652]. 100 000 immigrés

---

[647] Sur la « ville-bazar », et d'autres métaphores populaires et scientifiques de Moscou, lire : TRUBINA Elena, 2010.

[648] La distribution moderne et structurée occupe seulement entre dix et treize pour cent du marché russe. Les marchés vestimentaires représentent la moitié des ventes de vêtements féminins (SANDERS Paul, 2007).

[649] Anna Jelnina (2011) décrit quels types de relations s'élaborent dans ces espaces urbains à Saint-Pétersbourg.

[650] Plus de la moitié des habitants des grandes villes posséderaient une *datcha*, lopin de terre ou véritable maison, située en dehors de la ville.

[651] Ces vendeurs non officiels sont souvent des retraités dont la pension ne permet pas de vivre décemment. On peut trouver des photos de ces vendeurs prises par Varlamov sur : http://zyalt.livejournal.com/1207670.html (accès le 06/02/2015).

[652] On peut voir des photos du marché sur : http://zyalt.livejournal.com/1230091.html, accès le 22/12/2014.

perdirent du jour au lendemain leur travail. Les autorités justifièrent la fermeture par la non-conformité aux normes sanitaires[653]. Les médias interprétèrent cette fermeture comme une opération de Vladimir Poutine contre la vente de marchandises de contrebande. Les marchés étaient devenus à partir de 2006 des sujets récurrents dans les débats sur l'immigration (BRAUX Adeline, 2011). Les autorités avaient alors entamé une campagne visant à empêcher les immigrés de travailler sur les marchés. Une autre mesure ouvertement hostile à l'encontre des résidents non russes fut le projet de la Mairie de Moscou en juin 2010 d'instaurer un « Code du Moscovite » qui dictait un ensemble de règles de comportements à suivre comme l'interdiction de porter des habits traditionnels dans la rue et de faire cuire sur son balcon des *chachlyki* (petits morceaux de mouton cuits à la broche) ainsi que l'obligation de parler russe dans les espaces urbains non-privés[654]. Le code ne fut pas adopté, mais il suscita de vifs débats au parlement et sur Internet, qui contribuèrent à diffuser dans le champ médiatique et politique le discours anti-immigration et la xénophobie comme méthode électorale (sur le thème, voir 3.2.2).

Si les décisions administratives et certains projets de lois sont arbitraires et terribles, leur application n'est cependant jamais assurée. Un décret municipal interdit en 2004 le commerce (excepté celui des tickets de métro, billets de théâtres, journaux et médicaments) dans les stations de métro et dans une zone de 25 mètres autour des stations après l'explosion d'une bombe le 8 août 2000 dans un passage souterrain de la station Pouchkinskaïa, au centre de Moscou. Le décret ne fut pas appliqué. En 2008 de nouvelles règles furent établies, mais elles ne furent pas respectées, comme l'obligation pour les petites structures temporaires de se placer à plus de dix mètres de l'entrée. L'actuel maire de Moscou, Sergueï Sobianine, nommé le 21 octobre 2010 après le limogeage de Iouri Loujkov par le président Dmitri Medvedev, mena, dès sa venue aux affaires, une vaste opération contre le petit commerce de rue en évacuant du centre historique près de 650 kiosques. Cependant, dans les quartiers centraux, cette fermeture ne fut pas accompagnée par l'ouverture de magasins d'alimentation. La municipalité fut alors obligée d'accepter tacitement que des camions magasins stationnent dans la rue pour fournir des produits de base à la population.

---

[653] Selon des sources officieuses, les autorités auraient fermé le marché en réaction au projet de construction, en pleine crise de l'immobilier, d'un complexe hôtelier en Turquie par le propriétaire du marché Ismaïlov (http://izvestia.ru/moscow/article3130173/, accès le 26/11/2014).

[654] Le code est lisible sur : http://www.gzt.ru/column/tatjyana-malkina/-kodeks-moskvicha-/310948.html (accès le 03/07/2011).

La privatisation et la libéralisation du secteur de la distribution ont provoqué une mutation extrêmement rapide du marché des biens et des services. Le commerce de détail a accompli en quelques années une modernisation qui s'est étalée en Occident sur plusieurs décennies. Les usages et les horizons d'attente des habitants ont été bouleversés. Certains de mes interlocuteurs regardaient la situation avec humour : « *À l'époque soviétique, les magasins étaient vides et nos poches remplies ; aujourd'hui, les magasins sont remplis et nos poches vides* ». Rares sont ceux, notamment les jeunes militants, qui sont insensibles aux charmes de la jeune société de consommation.

Le cas de Moscou est particulier. Le niveau des infrastructures et des services offerts, notamment dans le centre, est sans commune mesure avec celui du reste du pays. Moscou, où habite dix pour cent de la population, constitue un îlot de prospérité relative dans la vaste Russie. La polarisation est grande et croissante entre la capitale et les autres villes. Le salaire moyen est trois fois plus élevé à Moscou que dans le reste du pays (où les revenus sont moins monétaires). Les retards de salaire y sont moins importants. Le chômage y est dit plus faible et l'extrême pauvreté moins visible. Il y est plus facile qu'ailleurs de bénéficier d'un revenu issu de la sphère illégale. Moscou correspond à une immense plateforme commerciale qui représente trente pour cent du commerce de détail. Elle est l'unique place financière du pays. Moscou, la « ville de l'argent », est un vaste réseau aux multiples occasions d'emplois, de revenus et d'activités. Les primo-arrivants de province sont fascinés par ces possibilités, notamment les plus jeunes qui, ayant quitté une province qu'ils disent « *ennuyeuse* » et « *morte* », se lancent enthousiastes dans la féroce compétition pour les ressources de cette « *jungle* ». Peu importe si la ville reste pour eux longtemps et parfois toute leur vie « *étrangère* » et si les Moscovites « de souche » les méprisent. La Moscou commerçante est extrêmement attractive, malgré la fatigue et les difficultés. Cette forme de vie urbaine est très peu critiquée par les discours militants.

5.2.2 Vingt ans de différenciation et de transformation des temps urbains

Le changement de régime politique en 1991 s'est accompagné d'un double processus d'expansion et de densification de l'espace. L'étalement de la ville a occasionné un allongement des trajectoires. Cet étalement est en partie lié à un boom de la construction de résidences principales et secondaires en zones périurbaines (GESSAT Elisabeth et Nathalie ORTAR, 2007). Le resserrement du tissu urbain ainsi que sa transformation ont été le fruit de l'action conjointe du secteur privé, de l'État, de la municipalité et de l'Église orthodoxe.

5.2.2.1 Rythmes et temps de Moscou

Les temps de travail et les temporalités ont été totalement bouleversés depuis 1991, selon des processus de dérégulation qui ne sont pas propres à la Russie. Le temps libre était conséquent en URSS. Il constituait, au même titre que la garantie de l'emploi, le nivellement des salaires et la politique sociale des entreprises, une institution sur laquelle se fondait le compromis social. On est passé d'un temps soviétique homogène et linéaire à des rythmes qui se sont rapidement différenciés, fragmentés, accélérés et individualisés. La précarisation de la rémunération du travail avait obligé dans les années 1990 à cumuler plusieurs emplois pour survivre ou se procurer les nouveaux biens de consommation (aujourd'hui on cumule moins pour survivre que pour se faire plaisir). Les temps actuels sont flexibles et irréguliers. Les individus se sentent régulièrement surchargés de travail, au bord du burn-out. Les temps hors travail sont eux aussi remplis d'activités[655]. Le burn-out est aussi militant (BROWN Gavin et Jenny PICKERILL, 2009).

Les grandes distances parcourues (plusieurs kilomètres chaque jour) et les difficultés de circulation posent à Moscou des problèmes de déplacement et de concordance des temps personnels et collectifs (emploi, vie privée et familiale, activités éducatives, marchandes, culturelle et militantisme). La notion d'accessibilité est devenue centrale pour les personnes et recouvre tous les aspects de la vie sociale[656]. La mobilité serait selon Bruno Jeanbart (2008) un enjeu prioritaire pour les Moscovites, avant même la sécurité et l'emploi. La distance entre le lieu de travail et le domicile est un problème sérieux en particulier pour les femmes (SAVINSKAIA Olga, 2011), qui gèrent souvent seules la sphère domestique (CLEMENT Karine, 2002). La fin du régime soviétique a occasionné le démantèlement du système de protection sociale, la dégradation de l'assistance sociale et des soins médicaux ainsi que l'apparition de besoins nouveaux dans le domaine de l'éducation (ZDRAVOMYSLOVA Elena, 2001). Le nombre de crèches a diminué, leur prix est devenu inabordable pour la majorité. L'allocation parentale est insuffisante pour garantir le minimum vital : l'essentiel du revenu du couple est souvent le salaire du conjoint. Toute l'énergie des personnes est consacrée à procurer un confort minimal au foyer, entre travail et stratégies de « débrouille ». Les femmes doivent

[655] Comme le décrit la psychologue Katerina Murashova (http://snob.ru/selected/entry/86502, accès le 22/01/2015).
[656] Même l'accessibilité des édifices religieux explique leur fréquentation à Moscou, selon Sabrina Vidalenc (2007).

choisir entre faire une carrière et des enfants (SAVINSKAIA Olga, 2011)[657]. L'insécurité de l'emploi et des revenus ainsi que l'instabilité du rouble entretiennent un horizon à court terme. J'ai parlé précédemment du peu de solidité des liens entre vie privée et militantisme (voir 3.5.2). Les militants ne s'organisent pas pour faire fonctionner des crèches collectives. La fin des études, l'entrée sur le marché du travail, le départ du domicile parental et la création d'un foyer sonnent pour la plupart la fin de la récréation militante.

Le passage au capitalisme a transformé les pratiques de mobilité et le sens même accordé à cette notion. L'influence croissante des valeurs de la classe moyenne à Moscou a fait de la facilité à se déplacer une valeur montante, comme dans d'autres sociétés urbaines contemporaines (BOLTANSKI et CHIAPELLO, 1999, p. 183). De nombreux intellectuels, artistes et militants souffrent de vivre loin du centre, comme si tout ce qui se passait ailleurs était inintéressant. On se plaint à Moscou de ne pas maîtriser son temps, de le perdre dans les transports. On cherche à minimiser les trajets, notamment en hiver. L'hiver est une (longue) période de l'année qui affecte tous les régimes de la sensorialité. Le froid hivernal fait perdre à la ville ses odeurs[658]. Il atténue ses bruits. Il exacerbe les contrastes de couleur et de luminosité. L'œil y est infiniment plus occupé que l'oreille disait Walter Benjamin (1983) lors d'un séjour à Moscou en hiver 1926-1927. Ce froid occasionne un refroidissement du climat social : on rend peu visite aux amis habitant dans d'autres quartiers, on ne séjourne pas dans la rue, on pourvoit au plus pressant. On éprouve la neige boueuse qui coule le long des chaussées. Malgré cela, les militants organisent l'hiver des actions de rue, lorsqu'aucun passant ne s'arrête, comme s'ils n'avaient pas besoin du public des passants pour manifester. En hiver comme en été, la définition que les Moscovites donnent des espaces urbains pratiqués est réduite à quelques rues du centre, à des couloirs de métro, aux alentours de leur domicile, de ceux de leurs proches et amis et de leur lieu de travail et d'étude (KALACHNIKOV Nikolaï, 2002). L'Internet sert (à ceux qui l'utilisent) à préserver et prolonger des liens physiquement éloignés.

Moscou a connu une explosion du nombre de voitures particulières depuis 1991[659].

---

[657] La politique nataliste du « capital maternel » lancé par le gouvernement à partir de 2006 s'est attachée à conserver la mère à la maison, au détriment du modèle de la mère qui travaille. Pour une analyse critique de cette politique, lire : BOROZDINA Ekaterina, ROTKIRCH Anna, TEMKINA Anna et Elena ZDRAVOMYSLOVA, 2012.

[658] Lors de mon premier printemps russe, j'ai redécouvert dans un éblouissement naïf les odeurs des rues et j'ai été étonnée de la rapidité avec laquelle la nature explosait, presque à vue d'œil - dans un même mouvement, on croit voir la feuille, la branche, le bourgeon, la fleur et le bourdon se déployer.

[659] Il y aurait, à cet égard, un parallèle intéressant à explorer sur l'envahissement automobile, ses enjeux politiques et moraux ainsi que ses effets, à Moscou et, par exemple, aux États-Unis dans les

Celles-ci ont envahi les larges boulevards à voies multiples, bruyantes, mornes, que le piéton doit longer indéfiniment pour trouver un passage souterrain ou piéton et un feu à décompte. Le réseau routier est saturé. Malgré les embouteillages monstres, de nombreux Moscovites utilisent leur voiture pour échapper à la promiscuité honnie des trains de banlieue et du métro et souhaitent la construction de nouveaux axes routiers, même payants. Face aux carences du système public de transports, un service privé de véhicules de type fourgon (les *marshrutki*) a émergé (photo 12). Il opère sur les mêmes lignes que les bus avec des trajets proches desservant le quartier autour des stations de métro (les distances entre les stations sont très grandes) et les concurrence[660]. Des lignes de tramway ont été fermées pour des motifs économiques et pour récupérer de l'espace[661]. L'absence de stratégie intégrée de développement des transports urbains a au quotidien pour conséquence un chaos fatiguant et énervant dans cette ville de plus de quinze millions d'habitants. Ces derniers se plaignent, parfois avec l'humour qui les caractérise : « *Au Kremlin, ils parlent de modernisation… Mais ici, voyez, on ne va nulle part…* ».

Les autoroutes urbaines constituent des coupures physiques et mentales à l'échelle du quartier, qui minent le moral. Lors de mes entretiens ou discussions informelles, que j'adaptais à une forme de situation sociale populaire, la promenade (dans un parc, une arrière-cour, dans la rue ; avec quelque chose à manger et à boire, sans direction précise), j'essayais toujours d'éviter les abords de ces immenses boulevards qui interrompaient les discussions en rendant les paroles inaudibles et en nous arrachant moi et mes interlocuteurs au fil de nos propos. La voiture à Moscou est présente partout, de jour comme de nuit. Les automobilistes n'ont aucun égard pour les piétons, cyclistes et motocyclistes. Les rassemblements protestataires, par exemple sur la place Pouchkine, se déroulent souvent sur les trottoirs des grandes voies. Il n'est pas question de mettre un pied sur la chaussée. Cette invasion automobile incontrôlée se produit également dans des espaces communs auparavant piétons, des parcs, des trottoirs, des squares et des cours d'immeubles, que des automobilistes et des entrepreneurs jugent vides et « remplissent » en y installant illégalement des garages et des parkings payants (photos 13 et 14).

---

années 1960 (JACOBS Jane, 1961 ; MUMFORD Lewis, 1964 ; SEILER Cotten, 2009). Pour une histoire soviétique de la voiture, qui vu les inégalités et la pénurie, n'a pas été un bien de consommation accessible à tous, lire : SIEGELBAUM Lewis, 2009.

[660] En automne 2014, la Mairie déclara vouloir reformer le système de transport en supprimant ces fourgons (http://www.gazeta.ru/auto/2014/10/08_a_6253813.shtml, accès le 14/10/2014).

[661] Un mouvement s'est organisé pour la sauvegarde de ce type de transport : « Les Moscovites pour le tramway », notamment aux alentours de 2002-2006 (http://tram.ruz.net/committee, accès le 31/07/2015).

5.2.2.2 Moscou, la « jungle », la ville frénétique

Moscou est une ville qui ne dort pas. La nuit ne lui apporte pas le silence. La ville impose un rythme à la fois impitoyable et stimulant. L'avènement des temps flexibles et du travail de nuit a soumis les personnes à des pressions temporelles inédites[662]. Un nouveau régime de l'éclairage public, parcimonieux pendant la période soviétique où la majorité des activités s'arrêtaient la nuit, a émergé dans la première moitié des années 1990, où la nuit a été colonisée par les activités du jour. Les bâtiments, les rues et les vitrines du centre sont illuminés par des éclairages grandioses, des écrans géants à LED qui surmontent les places importantes de la ville, comme celles où se tiennent régulièrement des actions protestataires (par exemple la place Pouchkine – photo 1 – et la place Kaloujskaïa – photo 15).

La vie nocturne est intensivement investie à Moscou. C'est peut-être là une façon de se venger des heures perdues la journée à attendre dans la lourde Moscou administrative et ses embouteillages. La nuit est un espace vécu, éphémère et cyclique, un espace-temps en friche. La consommation est totalement affranchie d'horaires. Il est possible de trouver des supermarchés, des cafés, des cinémas et des magasins d'électroménagers ouverts « sept jours sur sept, 24 heures sur 24 ». J'étais toujours gênée de voir des caissières ensommeillées à chaque fois que mes colocataires et amis avaient l'idée saugrenue d'aller acheter des produits au supermarché de proximité à trois heures du matin. Je n'ai jamais réussi à leur faire comprendre ni ma gêne ni mon refus de collaborer à ce dispositif. Je remettais en question la sacro-sainte liberté du consommateur pour qui la nuit représente l'unique temps disponible dont l'habitant dispose et qu'il emploie avec acharnement.

La nuit, la ville qui dort, la ville qui travaille et la ville qui s'amuse, s'ignorent ou se nuisent entre elles. Se côtoient sans se rencontrer des travailleurs de nuit pris dans des contraintes fortes et des habitants aisés fréquentant des clubs et des boîtes de nuit. Les espaces associés à la *fechne* (emprunt du mot anglais « fashion »), au *glamur* et au *clubsurfing* sont exclusifs. Leur accès est régi par de sévères « face-control » et « dress-code ». Pour le public branché, la nuit permet le libre cours d'émotions que la maîtrise de soi diurne contient. Au jour moscovite déterminé par des rapports violents avec des hommes d'affaires rustres et des fonctionnaires corrompus, succède la nuit, libératoire, où l'on dépense sans compter et tout de suite (PENZIN Alexeï, 2004).

La nuit n'appartient pas exclusivement à l'élite économique et culturelle. La flânerie

---

[662] Sur l'individualisation du rapport au temps en Occident, on peut lire : DE CONNINCK Frédéric et Caroline GUILLOT, 2007.

nocturne est une pratique courante, notamment aux beaux jours. L'usage est d'acheter à boire, à manger, de quoi faire des *zakouski*[663], que l'on consomme dans un parc ou au pied de son immeuble. Les jardins publics, les parcs ne sont pas clôturés. Lorsqu'on possède une automobile, les « virées » improvisées en voiture sur les autoroutes urbaines désertées sont prisées. On sent dans ces moments-là toute la force de la rudesse, la vertu expressive de la dissonance qui émane de cette ville. On ne s'ennuie jamais à Moscou. La ville donne le jour comme la nuit de formidables leçons d'endurance et de spontanéité.

La nuit est la « dernière frontière » de la vie urbaine, la moins gouvernable (GWIAZDZINSKI Luc, 2005). Elle fait l'objet depuis quelques années de tentatives de contrôle par le gouvernement fédéral et la municipalité. En janvier 2008, un couvre-feu nocturne (*komendantski tchas*) a été instauré à Moscou. Il interdit aux enfants et aux adolescents de moins de 16 ans de circuler sans leurs parents ou responsables légaux dans la rue entre 23 heures et six heures du matin. En avril 2009, le président Dmitri Medvedev a ratifié des amendements à la loi Fédérale sur « la garantie des droits fondamentaux de l'enfant en Russie » afin d'imposer un couvre-feu national de 22 heures à six heures du matin à tous les mineurs dans les lieux de vente d'alcool et d'objets à caractère sexuel. La Douma d'État a également accordé le droit aux régions de définir d'autres zones où s'applique le couvre-feu. À Moscou, le couvre-feu a été renforcé en mars 2010 : il commence désormais à 22 heures. En outre, la liste des lieux interdits a été élargie à la plupart des espaces communs : les cafés Internet, les parcs, les transports, les stades, les greniers, les caves et les toits d'immeubles. Cette loi a suscité de vives réactions dans les médias et sur les réseaux sociaux puisqu'elle limite la liberté de circulation de toute la jeunesse russe. Une grande partie de la population, avec son rapport sceptique à la règle de droit, conçoit cette loi comme une nouvelle capacité donnée à la police d'extorquer aux passants de l'argent sous la menace et comme une façon pour le gouvernement de faire une démonstration de force, sans régler les problèmes de fond.

Une autre mesure de contrôle par la Mairie de la vie nocturne consista à interdire, à partir du 1 septembre 2010, la vente entre 22 heures et dix heures du matin des alcools forts (titrant plus de 15°) dans les commerces de détail. L'annonce de cette mesure a créé un vent de panique et celle-ci donne lieu à de nombreuses scènes dans les magasins. Une autre loi, en vigueur la nuit comme le jour, interdit la consommation d'alcool sur la voie publique depuis 2007. L'efficacité de ces mesures édictées par le gouvernement Medvedev n'est pas évidente :

---

[663] Le *zakouska* est une sorte de hors-d'œuvre, de tapas, que l'on consomme avec l'alcool. Du verbe *zakoussit* qui veut dire « croquer quelque chose après avoir bu de l'alcool ».

la vente illégale d'alcool n'a pas cessé d'augmenter ces dernières années. Dans la rue, les règles sont contournées, les lois ne sont pas prises au sérieux : par exemple on verse la vodka dans des bouteilles d'eau minérale avant d'aller dans la rue ou les bars. L'application de la loi est limitée ou erratique : selon les témoignages, des policiers prendraient cette loi comme prétexte pour exercer un racket ou une menace. Nous avons vu dans les chapitres précédents que des policiers avaient arrêté en avril 2008 le jeune Ostapov et ses amis aux abords de la station de métro Sokolniki à Moscou avec le motif qu'il buvait une bière (qu'il tenait fermée et dont la consommation n'était pas interdite à l'époque). En Russie comme ailleurs, les normes juridiques s'actualisent et se négocient de manière locale et située. Des travaux européens ont montré que le droit a en effet une existence concrète et territorialisée du fait de la diversité des acteurs et des groupes qui l'appliquent, le contournent et l'instrumentalisent[664]. Dans certains espaces, la police se substitue au droit, elle décide de basculer en situation exceptionnelle, elle fait la norme (JOBARD Fabien, 2012b). Moscou ne fait pas exception : c'est un espace composé de différents ordres juridiques localisés, où diverses présences et expériences du droit prennent place. Nous allons maintenant nous pencher sur deux types de terrains urbains pour les problématiser dans leurs rapports avec les activités revendicatives.

5.3 Espaces communs dans les quartiers résidentiels

Moscou a été profondément transformée par le passage du pays à l'économie de marché. Pourtant, comme ailleurs, la logique libérale ne s'impose pas uniformément sur les territoires. Certains sont investis, d'autres sont ignorés. En pénétrant dans les arrière-cours, en plongeant dans la complexité de la ville et des activités, on voit des zones délaissées, se dégradant et en quelque sorte résistant contre l'abandon. Celles-ci attirent parfois des investisseurs qui greffent sans respect ni vue d'ensemble leurs projets sur l'espace matériel soviétique qui était, au moins jusqu'en dans les années 1980, organique. Le caractère composite, hétéroclite, à première vue échappant à la définition, du cadre urbain en recomposition frappe quotidiennement l'entendement et les sens.

[664] On peut lire au sujet d'une géographie du droit l'article de Patrick Melé (2009) et le numéro de la revue *Géocarrefour* (n°88/3, 2013).

5.3.1 La condition habitante : l'habitat collectif

Moscou est une ville de grands ensembles résidentiels collectifs. Ces « *mutants* » ou « *massifs résidentiels* » (PARAMONOVA Daria, 2013) définissent l'identité visuelle de Moscou aussi bien que les églises orthodoxes, les larges avenues et les gratte-ciels staliniens. À l'heure où des lieux de mémoire soviétiques vivants ont quasiment tous disparus, tels le *gastronom* (l'épicerie), la *stolovaïa* (le restaurant cafétéria), la *fabrika-koukhnia* (l'« usine-cuisine », sorte de réfectoire urbain des années 1920 et 1930), les immeubles d'habitation sont les espaces matériels populaires issus de la période soviétique les plus représentés. La plupart de mes interlocuteurs vivaient soit dans des *khrouchtchevki*, des immeubles construits à partir de la période du Dégel (1953-1964) (photos 16 et 17), soit dans des bâtiments en blocs de quelques dizaines d'étages construits dans les années 1970 et 1980 et constituant des « quartiers dortoirs » situés la plupart du temps en dehors de la Ceinture des Jardins (photo 18).

Réparti sur tout le territoire russe, l'immeuble collectif, ce type d'architecture de la pénurie, monotone, contrastant avec la grandeur des bâtiments d'État, relève d'un urbanisme de l'immobilité. On a ainsi fixé dans l'espace à partir des années 1950 une population, dont l'essor démographique n'avait pas été pris en compte auparavant. Celle-ci avait été logée, du fait de la pénurie de logement, soit dans des *kommounalka*, soit dans des baraques, à l'entrée des immeubles staliniens, près des usines ou aux marges de la ville. Cette technique de sédentarisation, d'immobilisation spatiale de la force de travail, ajoutée à différentes protections sociales accordées rappelle les techniques de fidélisation de la main d'œuvre mises en place en Occident au XIXe siècle. Dans les deux cas, on a promu l'immobilité (ROUSSEAU Max, 2008). Depuis 1991, si l'on restreint l'analyse aux quartiers résidentiels non centraux, se dessine un Moscou peu mobile. Dans ces quartiers les mobilités résidentielles ne se sont pas accélérées[665] : les trois quarts des habitants vivent depuis dix à trente ans dans le même quartier et quarante pour cent depuis plus de trente ans (LEVINSON Alexeï, 2014). Ces espaces de vie sont ségrégés, se touchent sans s'interpénétrer.

L'unité fonctionnelle élémentaire des grands ensembles est le *mikroraïon.* Ce concept, issu des années 1920 et mis en place dans les années 1950, correspondait idéalement à un grand îlot autonome de dix à soixante hectares équipé de tout ce dont avait besoin l'habitant au quotidien : des crèches, des écoles, des cliniques, des magasins, des cantines et des

[665] La privatisation a eu en revanche pour conséquence de déplacer les couches populaires du centre (à l'intérieur du troisième boulevard) vers la périphérie.

aménagements culturels. Chaque *mikroraïon* devait héberger le personnel des usines implantées à proximité[666]. Selon ses concepteurs, les habitats collectifs constituaient une formidable opération pour développer une société collective et faire primer au quotidien la communauté sur l'individu. Dans cette perspective, les personnes pouvaient vivre de façon relativement isolée de la grande société, tout en observant et en agissant avec circonspection vis-à-vis des normes, des règles de comportement et du mode de vie admis (GREHNEV Vadim, 2009, p. 36). Le *dvor*, la cour d'immeuble, cet « espace intercalaire » (BREVIGLIERI Marc, 2007) entre le monde proximal familier et le domaine public, était peu marqué socialement et créait une atmosphère particulièrement stable[667]. Le *dvor* actuel comporte ordinairement un petit espace vert, quelques bancs, un terrain de jeux pour les enfants ainsi que des parkings et les arrières des immeubles, des restaurants et des magasins. La configuration de l'ensemble fait du *dvor* un espace commun, mais non public, ouvert, mais isolé. Dans l'idéal des habitants, le *dvor* doit être profond, fermé et calme (photos 17, 19 à 22). L'intimité et la multiplicité des formes du *dvor* engendrent une certaine peur de s'égarer, y compris chez les Moscovites, dans le lacis des chemins[668]. Le visiteur a l'impression de commettre une intrusion dans le territoire de l'autre, dans une aire morale non familière, lorsqu'on visite pour la première fois un ami. Le *dvor* représente aujourd'hui, avec les espaces verts, des espaces convoités et en régression[669].

Moscou a hérité de la période soviétique d'un urbanisme de l'immobilité qui correspondait à l'époque à un temps du travail homogène et à un enregistrement obligatoire et permanent sur le lieu de résidence (*propiska*)[670]. En marge des grandes voies de circulation, près de 90 pour cent des Moscovites habitent aujourd'hui dans des logements de masse

---

[666] Les directions des usines eurent des réticences à se délocaliser dans les nouveaux quartiers. La plupart des *mikroraïons* sont devenus des zones-dortoirs et les travailleurs devaient parcourir de longs trajets dans les transports en commun jusqu'au lieu de leur travail. Quant aux équipements prévus sur le plan, ils furent mis en place souvent plusieurs décennies après la construction des logements, parfois jamais.

[667] Le concept de « quartier » est peu adapté à la réalité locale russe pour décrire le rapport de proximité avec le territoire, en partie parce qu'à la période soviétique on ne choisissait pas son lieu de résidence, que les quartiers d'attachement (relations, économie informelle, culture) étaient dispersés dans la ville et que les relations avec les employés des magasins d'État de proximité étaient réputées froides.

[668] Sur le dédale topographique de Moscou, lire : ECKERT Denis, 1998.

[669] On peut voir une carte de quelques *dvory* moscovites sur : http://bg.ru/atlas/rubrics/3/ (accès le 06/02/2015).

[670] Le système de la *propiska* existe toujours, mais il est massivement contourné.

soviétiques, en premier lieu dans les *khrouchtchevki*[671]. L'existence à Moscou de programmes de démolition des *khrouchtchevki* ne remet pas en question l'idée de construction en préfabriqué puisque la Ville prévoit dans les dix prochaines années de construire de nouveaux quartiers d'immeubles de vingt étages identiques. Nombreuses sont les critiques ordinaires contre la faiblesse de la préoccupation de l'État en matière d'aménagement urbain en Russie (ENGEL Barbara, 2006).

Après la fin du régime soviétique, la page de l'utopie socialiste a été fermée, mais sans véritable révolution de la politique publique de l'aménagement du territoire et de la pensée de l'invention architecturale. En dépit d'une part de la vétusté et de la monotonie des habitats collectifs et, d'autre part, des vives critiques dont fait l'objet le modèle du *mikroraïon*, le mode d'habitat collectif soviétique reste le lot commun de la majorité des Moscovites[672]. Dans les cours d'immeubles loin du centre-ville, on se plaint que l'asphalte est brisé et poussiéreux, que les conteneurs à ordures ménagères sont ouverts et nauséabonds (photo 23)[673]. Ces bennes sont régulièrement fouillées par des personnes à la recherche des restes de la table des autres. Une journaliste se demande : « *Pourquoi Moscou, aujourd'hui, étouffe-t-elle sous les masses d'ordures, empestée par des poubelles éventrées ? Parce que, d'un côté, elle est désormais une ville riche et occidentalisée, dotée de supermarchés ; et de l'autre, elle n'a pas encore compris que la propreté est une partie intégrante de la notion de confort, tel qu'on l'entend en Occident* » (METELIZZA Katia, 2010).

Dans les cours intérieures et les parcs, les plantes sauvages de prairies poussent et étonnent le voyageur occidental. Ici ni engrais, ni herbicide, ni entrepreneur paysagiste ne contrôlent la vie végétale. Les espaces communs sont un héritage en déshérence alors qu'ils avaient été un maillon essentiel de la pensée de l'aménagement soviétique. La situation du *dvor* est emblématique de cette évolution. Les services de maintenance des parties communes et des parties extérieures fonctionnent mal. Si elle ne s'occupe pas activement du sort de ces

---

[671] 80 pour cent de la ville a été construit à la période soviétique ou après (SCHINDHEIM Michael et Yury GROGORYAN, 2011).

[672] Ces quartiers ne se ressemblent en fait pas tout à fait. La période brejnévienne a été sur le plan architectural beaucoup moins monolithique qu'on le croit (BELLAT Fabien, 2013). On peut distinguer des dizaines de types architecturaux dans les immeubles collectifs. Pour une promenade virtuelle de ces différents styles, voir : http://www.the-village.ru/village/city/city/166973-v-kakom-dome-vy-zhivete, accès le 16/10/2014.

[673] Pour Krisztina Fehérvary (2009), ce discours de la « grisaille » est iconique, il est prononcé par les gens pour dire quelque chose à propos de la réalité sociale et politique et de leurs sentiments. Les critiques des habitants quant au bâti me semblaient effectivement souvent sévères à Moscou, alors que moi, dans une vision qui a certes le charme de l'exotisme, j'accordais un grand prix à la vue de la grande quantité d'arbres, à la lumière, à l'absence de vis-à-vis des immeubles et au spectacle du *dvor* que j'observais des heures durant.

espaces, la municipalité ne compte pas pour autant perdre le contrôle sur ces espaces. Lorsque les habitants prennent en main la gestion de leur immeuble, de leur cour ou de leur espace vert, et parfois en s'organisent collectivement en comités, les agents subalternes de l'administration de Moscou dressent des obstacles. Un habitant de Khimki me raconta sidéré comment des agents policiers étaient venus dans la forêt leur interdire de ramasser des détritus dont aucun service de voirie n'assurait l'enlèvement. On n'attend pas des habitants qu'ils sortent de l'inaction et du silence (d'une sorte de consensus en négatif).

5.3.2 Le dvor soviétique, un espace au cœur du projet socialiste

La ville a été un élément central, partiellement réalisé du projet biopolitique socialiste. Elle a été vue par ses concepteurs comme un laboratoire de transformation des pratiques quotidiennes par l'aménagement et le contrôle des espaces de vie. Ces actions ont eu également pour cible la culture matérielle[674]. Je reprends le terme de « biopolitique » à Michel Foucault (1977-1978/2004) : il est associé au terme de « mécanismes sécuritaires » qui sont des techniques par lesquelles un régime tente de contrôler une population indirectement, au travers de l'aménagement, d'une régulation d'un *milieu*, ici la ville[675].

Le logement individuel a été présenté dès les années 1930 comme le modèle de l'habitation socialiste par le régime stalinien, même si ce modèle est resté lointain et inaccessible pour la majorité jusque dans les années 1960 (AZAROVA Katerina, 2007, p. 211). À partir des années 1960 une partie importante de la population a quitté les appartements communautaires (*kommunalki*)[676] pour les *khrouchtchevki* et leurs appartements mono-familiaux de petite surface. Le développement explosif du logement individuel fut concomitant à un bouleversement des pratiques et à une crise des valeurs collectives dans tous

---

[674] En plus du développement de nouveaux espaces, fonctionnels et aérés, on a promu de nouveaux objets, simples et peu encombrants, de nouvelles modes. Katerina Azarova (2007) décrit cette « nouvelle culture matérielle » dans la reconstruction de l'univers domestique à la période soviétique.

[675] Les mécanismes sécuritaires s'opposent aux techniques disciplinaires qui agissent, elles, directement sur les individus, les corps, en les punissant par exemple. Les deux types de techniques sont à l'œuvre dans une même époque, mais elles sont plus ou moins dominantes. L'analyse de Foucault sur la notion de milieu, qu'il définit comme « ce qui est nécessaire pour rendre compte de l'action nécessaire d'un corps sur l'autre. [comme] le support et l'élément de circulation d'une action » (1977-1978/2004, p. 22), s'appuie sur l'article de Georges Canguilhem « Le vivant et son milieu » (1952/1989).

[676] La *kommunalka*, appartement collectif résultant du partage des appartements bourgeois réquisitionnés, a été présentée au lendemain de la Révolution comme une mesure urgente contre la crise du logement dans les grandes villes. Aujourd'hui, seuls cinq pour cent de la population moscovite habitent dans les *kommunalki*.

les domaines de la vie[677]. Le modèle de l'ordre domestique changea : on ne fut plus contraint au rituel des apparences des *kommunalki*. Les adultes se retranchèrent dans leurs appartements, passant la plupart de leur temps libre à regarder la télévision, à bricoler et à fabriquer des objets soi-même, phénomène massif en URSS[678].

Les logements collectifs sont implantés avec plus ou moins d'ordre apparent, autour de chemins en méandre profond et d'espaces verts. Le *dvor* est un espace interstitiel du bâti qui unit plusieurs immeubles, qui ont la même adresse et dont l'accès se fait depuis ce *dvor* (et pas depuis la voie de circulation – photo 24). Sur le plan de la ville projetée, le *dvor* était la matérialité de la notion russe de « *byt* », du mode de vie, présenté dans les années 1920 comme le « nouveau front » selon la formule des écrivains, artistes et poètes regroupés au sein du L.E.F (Front Gauche de l'Art), et auquel Léon Trotski consacra un ouvrage en 1923. Le « *byt* » fut un objet spécifique du contrôle social et de la politique gouvernementale soviétiques. Le *dvor*, en tant qu'espace commun des immeubles collectifs, fut, au même titre que la *kommunalka* dont il est le prolongement physique ou historique, au centre de l'attention du pouvoir, notamment dans les années 1920 à 1950 (PIIR Alexandra, 2006).

Le *dvor* était un élément capital de la sociabilité soviétique. Les aménageurs qualifiaient ces espaces hors des domiciles de « libres » ou d'« ouverts ». Le terme d' « espace public » n'était pas utilisé parce qu'il avait une autre signification qu'en Occident : tous les espaces appartenaient à l'État donc étaient « publics »[679]. Le topos du *dvor* soviétique se subdivisait jusque dans les années 1950 en une zone commune et une zone « masculine ». La zone commune était un espace ouvert et en permanence sous le regard potentiel des autres puisque les fenêtres de tous les appartements donnaient sur le *dvor*. Les normes et les règles formelles étaient les mêmes pour tous les *dvory*. Leur application était notamment surveillée par la partie féminine de la société du *dvor*, qui formait à partir des années 1950 le contingent le plus important des représentants de l'administration. Les

[677] Jusqu'aux pratiques d'hygiène qui se privatisèrent massivement : on passa de la pratique russe traditionnelle des saunas et bains publics (*bania*) aux salles de bains privées (*vanny*) (ZAKHARIN Dmitri, 2007, p. 170).

[678] Sur ce phénomène et ses effets performatifs sur la société soviétique, lire : GOLUBEV Alexeï et Olga SMOLYAK, 2013. L'artiste Vladimir Arkhipov collectionne ces objets fabriqués par les personnes (http://www.folkforms.ru, accès le 16/10/2014). Le bricolage ne passionne pas les jeunes générations, vu comme une activité propre au « sovok », métaphore sarcastique désignant l'homme soviétique. Depuis les années 1990, le standard est l'« euroremont », soit les réfections à l'européenne, effectuées avec des matériaux de construction importés, dans les faits plutôt de mauvaise qualité.

[679] Lors des manifestations de 2011-2012, le terme d' « espaces publics urbains », dont l'utilisation était limitée à un petit cercle de chercheurs en urbanisme est entré dans le débat public (JELNINA Anna, 2012a, 2012b). Pendant plusieurs mois des analystes découvrirent que Moscou n'avait pas d'espaces consacrés aux manifestations de rue.

retraités et en particulier les *babouchki*, en occupant les bancs au centre du dispositif, étaient à la fois des centres de renseignements et de véritables instances de contrôle de la vie du *dvor*. La « zone masculine » était consacrée à des activités domestiques qui légitimaient la présence exclusive des hommes, dans des espaces individuels (des remises puis des garages) et collectifs (des tables pour les jeux de dominos et d'échecs). Ces espaces considérés comme sales étaient à l'abri des regards. Pour les femmes et les enfants ils étaient potentiellement dangereux et leur accès implicitement interdit. Les règles dans cette zone étaient locales. L'entrée des garçons dans ce « territoire des hommes » relevait du passage initiatique (PIIR Alexandra, 2006, p. 369).

Dans le courant des années 1960, des jardins, des aires de jeu et de gymnastique en plein air furent construits[680]. La réalisation du plan fut plus longue que prévue. L'administration élimina les remises et les autres espaces de la « zone masculine ». La grammaire du *dvor* changea : la zone commune devint un espace principalement destiné aux jeux des enfants et au sport (PIIR Alexandra, 2006, p. 373)[681]. Dans les *dvory*, des groupes d'hommes, dont une partie était mal perçue puisque déclassée et souvent avinée, s'adonnaient aux dominos et au loto. Les dispositifs de la balançoire, du toboggan et de l'échelle de corde indiquèrent de nouvelles façons de se divertir. L'idéal hygiéniste de bonne citoyenneté pouvait être réalisé au pied même des immeubles[682]. Mais gardons-nous de surestimer l'impact de ces dispositifs sur le rapport à l'espace et les pratiques. Malgré les tentatives du régime par ces formes d'architecture urbaines de réglementer les conduites, les dispositifs ont été détournés. Dans le *dvor* les enfants créaient tout un éventail de jeux, dont nombre de jeux d'argent, et ceci dès les années d'après-guerre. Le détournement rappelle à qui l'oublierait les capacités d'invention, du rapport créatif à l'espace des personnes, y compris dans des pays totalitaires[683]. Les personnes s'approprient l'espace, l'expérimentent, y développent des avant-scènes et des régions postérieures. Parmi elles, les enfants et les adolescents jouent un rôle essentiel dans l'exploration et la construction des espaces intermédiaires entre le « chez

---

[680] L'artiste Catherine Melin, lors de séjours en 2007 et 2008, a expérimenté des aires de jeux à Moscou, Perm et Ekaterinbourg. Elle a travaillé sur le langage du corps pris dans le réseau d'obstacles constitué par ces dispositifs (http://edouard.monnet3.free.fr/videoblog/images/catherinemelin/DP_CM.pdf, accès le 12/05/2011).

[681] Il serait intéressant d'étudier l'impact de la suppression de ces « zones masculines » sur la vie domestique et les rapports d'autorité. Ces zones sont réapparues dans les années 1990.

[682] Sur l'influence de la propagande sur les sports pratiqués en ville, on peut trouver des exemples dans : LEBINA Natalia et Aleksandr CHISTIKOV, 2003.

[683] On trouve des éléments de cette vie « détournée » du *dvor* d'un enfant moscovite dans les années d'après-guerre dans le chapitre « Дворовая жизнь - игры и развлечения » [La vie dans la cour – jeux et distractions] dans l'ouvrage autobiographique du saxophoniste moscovite Alexeï Kozlov (1998).

soi » et le dehors anonyme de la grande ville[684]. En vertu d'une sorte de contrat social tacite, à partir du moment où les personnes ne s'occupaient pas de politique et ne critiquaient pas le régime, le temps libre était important et rempli d'activités, parfois peu licites. Dans l'esprit de mes interlocuteurs qui ont été enfants à la période soviétique, le *dvor* a représenté un véritable espace de liberté, à l'intérieur duquel s'est déployé un grand nombre de jeux et d'histoires.

5.4 Le *dvor* aujourd'hui, lieu contesté d'une mutation socio-spatiale

La *kommunalka* et ensuite le logement individuel constituaient à la période soviétique le monde des adultes. Le *dvor* a été jusqu'à récemment l'un des principaux espaces de jeu des enfants et des adolescents (OSORINA Maria, 2007). Ce monde particulier, distinct de ceux de l'école, de la grande rue et du domicile, avait, pour les enfants réunis en groupe, ses leaders et ses règles. La principale mission était d'empêcher l'intrusion du territoire du *dvor* par des étrangers. Cette défense territoriale fut en partie un facteur d'union entre les habitants (BYCHKOVA Ekaterina, 2009). La sortie dans le *dvor* traçait dans la trajectoire des jeunes adultes le passage d'une « spatialité d'attache » à une « spatialité d'implication morale et politique » (BREVIGLIERI Marc, 2007). Le *dvor* fut le lieu où les jeunes qui s'y aventuraient firent leurs premières épreuves publiques et apprirent les modes de fonctionnement du domaine public.

5.4.1 Des espaces intercalaires entre l'intime et le dehors

Signe des mutations à l'œuvre à la charnière des années 1980 et 1990, un personnage vint à cette époque au-devant de la scène du *dvor* pour s'y faire une place : les « *gopniki* », sorte d'équivalent des gangs dans les villes américaines. Ce terme d'argot péjoratif, qui existe depuis la fin du XIXe siècle (les interprétations de l'origine du terme et du phénomène sont nombreuses) et remis au goût du jour dans les années 1990 désigne des jeunes hommes peu instruits, errant en bande dans la rue à la recherche de mauvais coups et s'attaquant aux plus faibles et aux mineurs. Leur rassemblement éveillait (et éveille) toujours la méfiance des habitants. Leur activité n'a jamais été un signe distinctif : certains vivaient de vols, de mendicité ou de fraudes. D'autres travaillaient à l'usine. Ils ont introduit dans le milieu ouvrier l'esthétique criminelle (LOMAEV Stepan, 2010), à savoir son (riche) jargon, ses tenues sportives, ses vestes en cuir, ses tatouages, sa façon de s'accroupir dans la rue sur ses talons et

[684] Comme le montre Jérôme Boissonade (2006) dans des regroupements (les « *bandes* ») de jeunes dans les grands ensembles en France.

la consommation de graines de tournesol (dont on crache les écales noires sur le sol). Les « *gopniki* » furent un phénomène de société dans la Russie d'Eltsine. Les bandes palliaient de leurs façons, en proposant de nouvelles règles d'appartenance, d'action et de fidélité, aux manques de la société alentour désorientée et à la perte de solidarité au travail et entre voisins[685]. Le code de ceux que l'on désigna plus positivement (ou ceux qui s'auto-désignaient) comme de « vrais gars » (*realny patsan*) faisait appel au sens de l'honneur et de l'effort, tel que l'illustre une formule bien connue : « *Le gars l'a dit, le gars l'a fait* »[686]. Les « *gopniki* » firent du *dvor* et de ses multiples supports (bancs, murets, trottoirs, containers, aires de jeux, etc.) leur territoire et des occasions de cachette. Certains d'entre eux et d'autres membres de la jeunesse populaire se politisèrent auprès de militants ultranationalistes (parfois appelés « *gopniki politiques* »), notamment par le monde des supporters de football[687]. Leur territoire d'action s'étendit du *dvor* à la ville ou au pays.

Depuis les années 2000, les « *gopniki* » sont devenus moins visibles dans la capitale[688]. Diverses explications sont avancées dans la presse et les discussions informelles. Près de la moitié des « *gopniki* » auraient succombé dans les années 1990 à une mort tragique du fait d'un usage intensif, inédit et quotidien d'armes et de drogues (concernant ces dernières, c'est une communauté de destin avec les représentants de l'underground). Ensuite, l'instauration dans les années 2000 d'un nouvel ordre public et de nouvelles valeurs a changé l'économie du *dvor*. Outre les lois que j'ai décrites plus haut, plusieurs lois ont transformé directement l'espace du *dvor*. Depuis 2012 une loi interdit de consommer de l'alcool dans les espaces urbains et de fumer dans les espaces fermés autres que le domicile. De nombreux témoignages attestent d'une application excessive de la loi par des agents de police (ou des militants pro-Kremlin[689]) qui arrêteraient des fumeurs dans la rue. Les pratiques de sécurisation de l'espace (interventions de la police et d'agents de sécurité, caméras) et de précaution (privatisation des *dvory*, digicodes) ont chassé les « *gopniki* » des *dvory*. Le comble de l'histoire est que les « *gopniki* » sont aujourd'hui un thème largement exploité en

---

[685] Une des bandes les mieux organisées et les plus connues (et qui a été étudiée en premier) habitait dans une petite ville de la banlieue sud-est de Moscou, à Lyoubertsy (Carte 1).

[686] Ces jeunes ne se sont jamais désignés eux-mêmes comme des « *gopniki* ».

[687] Sur l'engagement politique des supporters, on pourrait, comme dit le journaliste et militant libertaire Dmitri Jvania (2011), écrire une thèse de doctorat. Les premières rencontres entre supporteurs et groupes politiques datent de la fin des années 1990. Elles devinrent régulières dans les années 2000. Sur le thème, pour la ville de Saint-Pétersbourg, lire : GORIOUNOV Pavel, 2015.

[688] Ils font l'actualité de la recherche dans de grandes villes comme Kazan, Rostov, Omsk et Ekaterinbourg.

[689] Comme on le voit dans cette action des « *Dvory* sobres » : https://www.youtube.com/watch?v=CT_FnGp8coY#t=212, accès le 12/02/2015.

musique, en littérature et dans les séries télévisées. On peut parler d'une mythologisation des « *gopniki* » (GROMOV Dmitri, 2009, p. 20). Alors que les « *gopniki* » ont disparu ou ont été relégués dans les périphéries des villes, ils sont devenus une représentation condensée du culte de la force brutale dont nous avons parlé précédemment.

Le « *gopnik* » est devenu un sujet de société. Il est un leitmotiv des conversations des milieux informels, militants et intellectuels « progressifs », surtout chez les plus jeunes, qui enferment le « *gopnik* » dans une désignation stigmatisante et catégorisent souvent rapidement tout jeune représentant des classes populaires comme « *gopnik* ». En dehors de ces milieux, l'icône controversée du « *gopnik* » est ordinairement un objet esthétique, un symbole d'une époque révolue, sujet à des moqueries sarcastiques, mais plutôt bienveillantes. Il y a une certaine indulgence et complicité à l'égard des violences que les « *gopniki* » commettent contre les immigrés et les LGBT. Le « *gopnik* » est le lieu d'une sorte de résistance patriotique à l'Occident, valorisant les traits et les instincts associés traditionnellement à la masculinité (IAKOVLEVA Maria, 2013). Le thème est instrumentalisé en politique. Un bon exemple est fourni par la déclaration d'un responsable du Parti libéral-démocrate de Russie, parti populiste de Vladimir Jirinovski :

> « *Nous pensons que les gopniki sont la force politique la plus puissante en Russie. Les gens se moquent de nous, nous désignent comme le parti des marginaux : des gopniki, des voleurs, des clochards et des ivrognes. Mais, comprenez, ce sont des gens dont les intérêts ne sont présentés par personne d'autre. Nous avons créé nos locaux dans les gares et en un instant, nous avons acquis des millions d'adhérents* »[690].

C'est aujourd'hui un lieu commun de qualifier (positivement ou négativement) les actes et le comportement de Vladimir Poutine comme ceux d'un « *patsan* », comme « un vrai gars ». Cette ligne d'interprétation pense la relative paix du centre de Moscou (où il n'y a « *ni gopnik, ni noir, ni manifestant* ») comme le signe de la défense et du respect du territoire sacré du « *patsan numéro un* »[691].

5.4.2 L'espace commun objet de profit

La maîtrise du *dvor* constituait un enjeu de pouvoir essentiel pour le projet socialiste. Le *dvor* a changé avec la société qui l'a créé et aménagé[692]. Les relations étaient caractérisées

---

[690] Oleg Lavrov, http://www.kp.ru/daily/23915.4/68429/, accès le 19/10/2014

[691] L'expression est du politologue Stanislav Belkovski (http://lenta.ru/articles/2006/06/26/belkovsky/, accès le 19/10/2014). Aux dires des interlocuteurs de Svetlana Stevenson (2009), qui a écrit un bel article sur les « *gopniki* », aucun « *gopnik* » ne se risquerait aujourd'hui sur le territoire du centre de Moscou.

[692] L'espace de l'appartement et l'immeuble ont également été transformés. Sur l'accession des Russes au régime de la (co)propriété et ses effets sur la gestion publique des immeubles et les rapports

par une certaine surthéâtralisation dans les espaces de vie collective, dont un des lieux forts fut le logement saturé de relations et d'émotions et potentiellement paranoïde de la *kommunalka*[693]. Après la mort de Staline les normes de vie communautaire se sont progressivement relâchées. Ilya Utehin (2000) dit que les premiers signes du relâchement ont été la suppression des concierges (*dvorniki*) de nuit et l'apparition vers 1956 des premiers graffitis dans la *paradnaïa*, l'entrée et la cage d'escalier des immeubles. À partir de ces années, la gestion des maisons par les comités de maison (*domoupravlenie*) finit de constituer un moyen de pression des tribunaux populaires sur les personnes. Dans les années 1970 et 1980, le *dvor* n'était plus l'espace contrôlé qu'il avait été. Il devint une « planque » pour des représentants de l'intelligentsia culturelle et scientifique – artistes, philosophes, historiens – qui, ne voulant plus servir l'idéologie marxiste, quittèrent leur emploi principal dans la sphère de la culture et s'engagèrent comme *dvorniki* ou gardiens. Ce métier dévalorisé donnait aux outsiders la possibilité de prendre du temps pour penser et réaliser « pour soi », sans avoir de compte à rendre sur leurs créations au Parti.

La privatisation des années 1990 a tourné la page de l'expérience communautaire, du moins dans les grandes villes. Une partie des *khrouchtchevki* sont aujourd'hui menacées de destruction pour laisser place à des tours résidentielles modernes[694]. Les promoteurs immobiliers et d'autres acteurs privés voient depuis la fin de la perestroïka l'espace urbain et particulièrement les *dvory* comme l'occasion d'un profit, des espaces « *vides* » à remplir. Ils aménagent des commerces au rez-de-chaussée des immeubles et construisent des garages, des parkings et des habitations dans les squares et les zones de verdure. Ces destructions résultent selon les habitants de l'indifférence des fonctionnaires et des promoteurs envers eux. Daria Paramonova (2013) qualifie dans un ouvrage qu'elle a consacré à la construction architecturale moscovite postsoviétique l'approche urbaniste de la municipalité de « fonctionnalisme commercial » ou de « positivisme économiste ».

En plus de la perte des espaces verts (qui diminue la valeur des propriétés), les

---

sociaux d'habitation, lire : RICHARD Hélène, 2014. Sur les transformations du droit de propriété, lire : CHAIGNEAU Aurore, 2008.

[693] Ilya Utehin (2000) a écrit une riche étude sur la vie dans les *kommunalki* à Saint-Pétersbourg. Il y traite des « paranoïas du logement » (*paranoidy jilia*), terme proposé par le psychiatre Alexandre Medvedev (1990). À Saint-Pétersbourg, que l'on surnomme la capitale des *kommunalki*, 70 pour cent des appartements du centre sont communautaires. Onze pour cent de la population pétersbourgeoise y habite (PAVLOV Géraldine, 2006). L'artiste Ilya Kabakov a fait de la *kommunalka* une icône de l'art contemporain russe et le symbole de la claustrophobie soviétique.

[694] Les *khrouchtchevki* en béton et sans balcon sont en voie de démolition. Celles qui sont en brique et avec balcon ne sont pas concernées.

nouvelles constructions occasionnent aussi parfois un affaissement des maisons voisines, une augmentation de la pollution et une surcharge des réseaux d'eau et d'électricité. Face à ces problèmes, les habitants commencent par écrire aux pouvoirs municipaux et se plaignent. La municipalité laisse faire ou soutient les constructeurs privés qui soumettent ordinairement, en corrompant les fonctionnaires municipaux (aux dires des habitants), les espaces communs au marché. Les habitants tentent à l'aide d'affiches et d'objets (comme de grands pots de fleurs en béton à l'entrée du *dvor*) de maintenir les frontières de l'espace commun et d'assurer son maintien (BOGATIKOVA Anna, 2013). D'autres choisissent d'encercler et de fermer une portion du territoire urbain et de privatiser une partie ou tout leur *dvor*, avec des barrières, des systèmes d'alarmes et des interphones. Des communautés de voisinage parfois s'organisent et documentent les infractions, à l'aide de photographies[695]. Elles s'entraident grâce à la circulation d'experts et d'Internet[696]. Elles organisent des actions protestataires dans le *dvor*, par exemple des chaînes humaines bloquant le passage des bulldozers. L'attachement des personnes au territoire du très proche est tel que la majorité des personnes qui se mobilisent collectivement en Russie le font pour le défendre (et non pas un « espace public » lointain ou un bien commun « abstrait » comme la liberté d'expression). Les personnes agissent la plupart du temps sans professionnels de la politique. Les pouvoirs municipaux restent sourds aux demandes des habitants ou organisent des « *réunions décoratives* » dans des structures consultatives qui ne changent rien aux situations. Lorsque la situation de protestation s'installe dans la durée, les autorités envoient des policiers dans les *dvory* pour disperser les manifestations.

Dans le *dvor* de l'immeuble où j'ai habité deux ans, j'ai vu se construire un garage sauvage à l'emplacement d'un large espace vert situé entre deux lignes d'immeubles. Bien qu'habitante de passage, cette construction m'a scandalisée. Je voyais du haut de notre fenêtre quelques grands-pères arracher discrètement et nerveusement les petites affiches proposant d'acquérir des places dans le futur parking. Je discernai l'exaspération des parents assis sur les bancs d'une aire de jeu amputé par le parking. Personne n'agissait. Un matin nous aperçûmes que des messages de protestation avaient été peints la nuit sur la dalle de béton du parking. Le mouvement de revendication s'arrêta là. Je demandai avec une lourde insistance à mes voisins de téléphoner à la Mairie, ce que finalement fit un ami. Les fonctionnaires de la Mairie du quartier dirent que la construction du parking n'était pas interdite… Le cadastre

[695] Milyausha Zakirova (2011) a étudié l'utilisation de ces photographies par les habitants dans des campagnes de protestation autour de « constructions sauvages » dans des *dvory* à Saint-Pétersbourg.
[696] Comme le site d'information « Nous sommes voisins » : http://my-sosedi.ru/ (accès le 10/11/2014).

indiquait pourtant que la parcelle était consacrée au passage exclusif de câbles de télécommunications.

Les frontières des territoires ne sont jamais explicitement délimitées. C'est toujours le flou quant au statut des terrains, qui sont tous la propriété de la municipalité. Le terme de lieu public (« *obtchchestvennoe mesto* ») n'a pas intégré le langage courant. Les territoires font l'objet d'une gradation des relations, allant du conflit physique à la cohabitation dans l'indifférence en passant par la négociation et les disputes, entre les habitants, les constructeurs et la municipalité. Certains habitants, aidés par des « passeurs de droit » que sont des comités de lutte locaux liés à l'habitat (tournés vers la vulgarisation et le conseil juridique), s'opposent par le droit aux pratiques illégales des agents subalternes de l'administration de Moscou entourant les immeubles[697] et à la densification de l'habitat (les constructions qui sont insérées dans les *dvory*). Des tensions existent également entre les habitants, qui ont des manières différentes d'habiter et de cohabiter dans les parties communes des immeubles et dans le *dvor*, selon les personnes, les lieux et les différents groupes : retraités, automobilistes, mères, adolescents, enfants, propriétaires de chiens, groupes d'hommes, « *alkachi* » (« alcoolos »), *dvorniki* (personnes, souvent des travailleurs immigrés, qui nettoient ou réalisent des travaux d'entretien courant et de menues réparations dans le *dvor*). La majorité des conflits se règlent entre soi, à l'occasion de rencontres personnelles. L'acte de catégorisation et de délimitation des espaces constitue un enjeu quotidien et politique dont l'étude donne à voir des lieux concrets de pouvoir et de contestation. On peut dire avec Georg Simmel (1999) que la frontière est un fait sociologique qui prend une forme spatiale : elle classe les individus et les groupes. Dans ces processus, les lieux, les *dvory* ne sont pas de simples décors. Ils ont des propriétés propres (liées à leur morphologie, leur histoire, leur localisation, leurs habitants, etc.) qui sont activées dans les usages et les sociabilités, dans le quotidien et les mouvements de revendication.

Depuis les années 1990, les liens entre les habitants du *dvor* se sont en grande partie brisés[698]. Le *dvor* fut perçu par les habitants comme constituant un danger pour leur sécurité et celle de leurs enfants, qui séjournèrent de moins en moins dans les espaces communs. La télévision et l'Internet ont également joué, en Russie comme ailleurs, un grand rôle dans le repli des personnes dans les espaces domestiques. Les enfants nés dans les années 1980 et ayant grandi dans les années 1990 (appelés la « *génération Pepsi* » – qui ont aujourd'hui

[697] Lire à ce sujet : RICHARD Hélène, 2014.
[698] Le concept d'« anomie sociale » connut à partir de ces années une prodigieuse fortune chez les analystes et devint un lieu commun des études sur la Russie contemporaine.

autour de 30 ans) ont subi toutes sortes de privations économiques et tenté beaucoup d'expérimentations. Ils se sont adaptés au bouleversement du cadre de vie, encourageant une certaine flexibilité et ouverture d'esprit (« *tout arrive* »). Le *dvor* des quartiers périphériques fut le terrain de jeu et le milieu de croissance notamment des jeunes adultes les plus intrépides, ceux qui deviendront les militants antifascistes et ultranationalistes. Le *dvor* a mélangé jusqu'à la fin des années 1990 des milieux sociaux, les jeunesse populaire et classe moyenne urbaines. La génération suivante (la « *génération numérique* »), qui a grandi pendant la « *stagnation poutinienne* » et qui a aujourd'hui entre 18 et 25 ans, préfère se promener dans le centre (sur la place du Manège) ou dans les centres commerciaux que dans le *dvor*. Alors que le centre s'impose de plus en plus aujourd'hui comme lieu et produit de loisir pour la jeunesse et la population active, le *dvor*, avec son espace amputé, « *ses grands-mères et ses vieux bancs* », réfère pour les plus jeunes négativement au passé.

5.4.3 La communauté du dvor est perdue, vive le dvor ?

Dans les quartiers non centraux, mis à part les projets immobiliers couteux, le parc immobilier ancien est caractérisé par une grande inertie : sa rénovation et son maintien ne sont pas pris en charge par le pouvoir municipal. Les parties communes sont laissées à l'état d'abandon. Les travaux ne sont réalisés qu'en cas d'extrême urgence. De manière surprenante, en Russie postsoviétique, plus l'espace est partagé, moins la préoccupation pour son entretien est grande, alors même que le délabrement présente un danger, notamment pour les enfants (UTEHIN Ilya, 2000). Ce refus de reconnaître un espace commun peut être vu comme une réaction au passé collectiviste imposé. Les intérieurs chaleureux contrastent avec les façades délabrées. Les habitants ont obtenu gratuitement au moment de la privatisation le logement qu'ils occupaient. L'appartement privatisé constitua à cette époque (et souvent continue de constituer) le seul capital des couches populaires, dont une bonne partie le vendit en échange d'un appartement en périphérie.

Les quartiers qui jouissent du plus grand prestige (quartiers central et limitrophes au nord et nord-ouest, avenues Koutovski, Leningradski et Prospekt Mira) sont occupés de bureaux ou d'appartements de haut standing. À l'époque soviétique, le quartier du centre était réservé à l'élite soviétique et à la haute fonction publique, grâce à un système de « passe-droits ». Olga Trouchtchenko (1992) montre que les travaux de réhabilitation du centre historique de Moscou dans les années 1970 ont été faits au bénéfice des fonctionnaires des administrations publiques, notamment des cadres. Les habitants du centre jouissent aujourd'hui d'appartement spacieux, d'un meilleur accès aux équipements collectifs et du fait

de l'emplacement à un surplus de temps libre par rapport aux autres habitants.

Les relations de voisinage dans le *dvor* étaient à la période soviétique à la base de réelles communautés de résidence. Les transformations du corps de la ville, des temps sociaux et des pratiques urbaines de ces deux dernières décennies semblent avoir en partie eu raison des réseaux d'échange et des liens du *dvor*. Le processus s'était déjà amorcé dans les années 1960 avec le passage de la *kommunalka* à la *khrouchtchevka*. Le *dvor* est resté néanmoins un espace commun fort pendant toute la période soviétique. Une fois le projet socialiste rangé dans les placards de l'histoire, le logement collectif, pensé et produit comme une infrastructure de ce projet, a changé de fonction, d'enjeu et de sens. Les quartiers résidentiels constituent de moins en moins des espaces potentiels de socialisation. Les espaces communs moscovites représenteraient la moitié du territoire de la ville (contre un quart en moyenne dans les villes européennes). Ils comprennent essentiellement des friches industrielles, puis des *dvory* et des espaces verts. Même si le *dvor* est devenu un espace moins confortable qu'auparavant, une partie des habitants se battent pourtant pour lui, car il reste un lieu familier, notamment pour ceux qui ont plus de trente ans. L'atmosphère n'est pas toujours très sereine dans les domiciles. Le prix élevé du logement et de la vie à Moscou implique la cohabitation de plusieurs générations et/ou de vivre dans de petits espaces. C'est la raison pour laquelle les espaces verts aux alentours des immeubles et le *dvor* ont, aux yeux de nombreux habitants, une grande valeur, voire plus importante que celle des appartements. Ils comblent en partie le déficit d'espace domestique. Les espaces libres, ouverts à tous et appropriés par personne, espaces de repos et de rencontres, ont considérablement diminué à Moscou. Les effets de cette situation paradoxale sont que les structures commerciales du centre du type café, restaurant, bar et lieu de divertissement, représentent parfois pour les personnes les seuls espaces libres et accessibles[699]. Le centre est également le *topos* politique et le lieu privilégié des actions de rue.

[699] Depuis 2013, l'achat d'alcool entre 23 heures et huit heures n'est possible que dans ces établissements.

5.5 Espaces centraux : le *topos* politique

« Moscou, c'est la place Rouge.
Moscou, ce sont les murs du Kremlin.
Moscou, c'est le cœur de la Russie,
Qui t'aime. »
Poème appris dans les écoles primaires moscovites

L'essentiel des actions revendicatives observées se sont déroulées dans le centre de Moscou. Celui-ci est composé des quartiers du centre – dont le Kremlin (« la forteresse ») et la place Rouge forment le cœur – ainsi que des quartiers compris dans la Ceinture des Boulevards (construite en 1820 à l'emplacement des remparts de la « Ville Blanche », qui correspond au Moscou du XVIe), la Ceinture des Jardins (remplaçant les murs de la « Ville de Terre », du Moscou du XVIIe) et s'étendant jusqu'au troisième boulevard (Carte 2). Le centre, vitrine du régime à l'époque soviétique, est devenu en quelques années hétérogène du point de vue architectural. Il a été transformé par les processus d'urbanisation et de métropolisation qui ont accompagné le passage de la Russie à une économie de marché. Avec ses petites ruelles, ses églises, ses immeubles d'époques différentes, il contraste avec l'uniformité des quartiers périphériques. À l'opposé de la période précédente, les années 2000 furent caractérisées par l'installation de toute une série de dispositifs de contrôle et d'une volonté de mise en ordre du centre de la ville. On peut penser les actions de rue également comme des luttes pour l'espace (SEWELL William, 2001), pour l'espace du centre de la capitale.

5.5.1 Des dispositifs sécuritaires en terre russe

Nous avons vu que domestiquer la rue et la nuit est une tâche difficile, voire impossible dans la Moscou indisciplinée, dans cette Russie indomptable où le peuple est, selon l'expression d'Arnaud Kalika (2010, p. 75), depuis longtemps habitué à désobéir pour survivre et exister, où l'on ne s'arrête pas devant l'obstacle, que l'on cherche à contourner ou dépasser. Ces mesures contribuent cependant à surveiller et menacer les populations ciblées, catégorisées comme déviantes et à maintenir pour les autres la « peur du flic ». Elles cultivent des pratiques et un langage bureaucratiques qui ensevelissent les sujets. Dans un mélange d'archaïque et d'actuel, les pouvoirs disciplinaires et sécuritaires fonctionnent simultanément. Au demeurant, cette assertion n'est pas un scoop : le concept de « démocratie hybride » est un lieu commun en Russie. Encore faut-il se donner les moyens de repérer les effets de ce type de mélange, du potentiel renforcement circulaire entre ces deux types de pouvoirs, sur les

personnes, au plus près de ce qu'elles vivent[700]. Dans la pratique, on voit que ce mélange complexe de pouvoirs induit et renforce un sentiment d'arbitraire. L'inavouable frère de lait de ce sentiment est celui de la contrainte et de la défaite. Derrière la charge symbolique forte des termes ordinaires de l'absurde et de l'arbitraire, on peut néanmoins repérer des acteurs, des forces, des discours, des stratégies fluctuantes d'alliances et d'affrontements et des intentions de contrôle.

L'exemple de l'utilisation à Moscou des caméras de surveillance, une technologie sécuritaire qui fait partie du paysage urbain des villes modernes, peut montrer l'importance de ce qui peut se jouer derrière un dispositif. Moscou compterait environ 86 000 caméras de surveillance[701]. L'installation de caméras de surveillance sur la voie publique constitue a priori un indicateur représentatif d'une volonté d'intervenir sur les espaces urbains, d'une politique de sécurisation (COLEMAN Roy, 2004). Je n'examine pas ici les débats politiques relatifs à ce dispositif, je m'intéresse seulement à son utilisation. Il est dit qu'une des caractéristiques de ces équipements tient à la qualité de leurs exploitants (HEILMANN Eric, 2007). Le recueil et la conservation des images collectées sont assurés à Moscou par des agents privés. Ces derniers passent des contrats lucratifs avec l'administration de la ville. Or, la qualité des images fournies par les systèmes est pauvre. Il n'est pas possible d'identifier ni les visages ni les plaques d'immatriculation[702]. Les agresseurs des journalistes Oleg Kashine et Anna Politkovskaïa (sans évoquer les crimes politiques et ordinaires non publicisés) ont été filmés par des caméras de surveillance urbaines : ils n'ont jamais été retrouvés. Les gestionnaires publics achèteraient des caméras bon marché pour répondre aux demandes du pouvoir, sans disposer ou mobiliser les moyens pour obtenir des équipements corrects. Ensuite, le secteur marchand de la sécurité, de l'installation et du fonctionnement quotidien des caméras, est vulnérable à la corruption. En 2010, un scandale éclata à Moscou : des entreprises chargées du fonctionnement des caméras auraient durant six mois falsifié leurs images. Au lieu de filmer la voie publique et de retransmettre les images, les agents fournissaient des images fausses à la ville à partir d'ordinateurs[703]. Il est courant d'entendre

---

[700] Thibaut Slingeneyer (2010) étudie la superposition de ces deux types de rationalités dans l'évolution du droit pénal et des relations en prison en Belgique.

[701] http://www.gzt.ru/topnews/accidents/281675.html, accès le 03/04/2011

[702] De source policière, les images sont illisibles dans 80 pour cent des cas. Il faudrait que le visage remplisse les deux tiers de l'image pour être identifiable (http://www.newizv.ru/society/2012-07-03/165777-kadry-reshajut-ne-vse.html, accès le 06/10/2014).

[703] http://www.rosbalt.ru/moscow/2011/03/31/834504.html (accès le 03/04/2011). En 2013, le chef de la police de Moscou avoua que le système des caméras de surveillance était éteint car inefficace. Le système installé entre 2006 et 2010 avait coûté près de 200 millions d'euros à la Ville

au cours d'enquêtes judiciaires que malgré la présence de caméras de surveillance, il n'existe pas d'images du fait que les caméras étaient lors de l'incident débranchées (comme à Khmki pour l'action 3).

Un autre aspect du marché de la surveillance est celui des vidéos compromettantes réalisées à partir de caméras installées dans les espaces intimes des lieux de divertissement. Ces matériaux compromettants (*kompromat*) permettent d'exercer des chantages financiers ou politiques[704]. Les caméras fournissent également de nouvelles méthodes au pouvoir pour créer des « villages de Potemkine virtuels » (ASMOLOV Gregory, 2014a et 2004b). Après les incendies qui ont ravagé des forêts russes en 2010, Poutine crut calmer les mécontents en commandant d'installer des caméras de surveillance dans les villages en reconstruction et des moniteurs à la Maison blanche, à son propre domicile (comme s'il allait contrôler personnellement la situation) et sur le site Internet du gouvernement. Les caméras devaient témoigner d'un souci de transparence et de responsabilité. L'acte symbolique remplaçait la mise en œuvre de mécanismes institutionnels et de modalités de contrôle de la bureaucratie[705].

Il faudrait décrire davantage l'« économie de la visibilité » (FOUCAULT Michel, 1975) et de la surveillance qui se déploie dans l'exercice de l'ordre public à Moscou. La vitalité créatrice des acteurs du pouvoir, qui ne cesse de se donner à voir et de donner à voir, frappe l'entendement. Les rapports entre visibilité, invisibilité et pouvoir se transforment constamment dans les processus répressifs que j'ai décrits dans les chapitres précédents. Beaucoup a été écrit sur les actions et les événements répressifs manifestes du pouvoir russe, suscitant à raison de vives craintes et émotions. Mais les liens entre pouvoir et visibilité n'épuisent pas les relations qu'ils peuvent entretenir. Un examen plus attentif montrerait la

---

(http://kommersant.ru/doc/2137201, accès le 08/10/2014). Un nouveau système serait depuis 2013 en voie d'installation et les images visibles sur Internet (http://www.m24.ru/articles/57216, accès le 08/10/2014).

[704] Pratique héritée de la période soviétique, le *kompromat* est une pièce du « piar noir » (*tcherny piar*), du « marketing noir », une pratique contemporaine visant à monter des campagnes de diffamation pour décrédibiliser une personne. Ces phénomènes sont décrits dans le livre d'Alena Ledeneva (2006) consacrées aux pratiques informelles dans les milieux politiques et d'affaires.

[705] Dans la guerre des images, les habitants ne sont pas désarmés : à l'aide de téléphones portables et de caméras, des milliers de preuves de fraudes ont été collectées lors des élections parlementaires en décembre 2011 et diffusées sur une plateforme auto-financée (http://kartanarusheniy.org, accès le 11/02/2015). Quelques jours après cette élection, Poutine déclara que des caméras seraient installées dans tous les bureaux de vote pour les élections présidentielles en 2012. Le projet, soit 180 000 caméras, dont la moitié fournirent des images en direct visibles en ligne (http://webvybory2012.ru), coûta un demi-milliard de dollars. Aucune plainte construite à partir d'images n'a cependant jamais abouti. Cette mise en représentation des élections dans tout le pays n'a pas réellement permis d'enquêter sur les fraudes, elle a en revanche permis de construire une image unie d'un territoire immense et fragmenté (ASMOLOV Gregory, 2014, p. 42).

complexité des phénomènes et leur part d'invisibilité. On n'a pas tiré de leçons, chez les acteurs russes et leurs analystes russes et occidentaux, des analyses de Michel Foucault sur le pouvoir, qui, contrairement à leur conception ordinaire n'est pas seulement ce qui se voit, ce qui se montre et ce qui se manifeste. Foucault (1975, p. 2019-2020) a fait du secret un attribut du pouvoir et de la visibilité une faiblesse. L'étude de l'économie du visible et de l'invisible constituerait un programme passionnant pour ce pays. Il atténuerait le caractère « paradoxal » des nouvelles manières et formes de l'oppression aujourd'hui en Russie[706].

5.5.2 Logiques de l'enceinte

« La petite fille s'assit avec prudence sur un banc. Parmi les slogans
muraux, son regard tomba sur une carte de l'U.R.S.S.,
et elle questionna Tchikline sur les lignes des méridiens :
– Qu'est-ce que c'est, M'sieur? Des barrières contre les bourgeois ?
– Oui, mon enfant, ce sont des barrières pour qu'ils n'arrivent pas jusqu'à nous. »
Andreï Platonov, 1930/1980, *La fouille*, p. 62

Avec l'entrée de la Russie dans l'économie de marché, le centre de Moscou a acquis un nouveau visage. Il a cessé d'être un espace homogène et organique. La fragmentation et la désintégration de la ville ont été possibles notamment par l'action de l'ancien maire de Moscou, Iouri Loujkov (1992-2010) qui a donné carte blanche aux spéculateurs immobiliers[707]. La pression foncière est à Moscou extraordinairement forte. De nombreux édifices et une bonne partie du patrimoine historique ont été détruits. La Ville a voulu par ailleurs russifier le visage du centre et actualiser un état passé qui n'a jamais existé en construisant des imitations[708]. Un exemple saisissant de cette recherche d'une idée nationale à travers l'architecture religieuse a été la reconstruction de la cathédrale du Christ-Sauveur (photo 25). Située le long de la rivière Moskova à deux pas du Kremlin (Carte 3), elle fut construite au XIXe siècle par les tsars pour commémorer la victoire de la Russie sur Napoléon, puis dynamitée sous Staline en 1931. Elle fut reconstruite entre 1995 et 2000[709]. La cathédrale est aujourd'hui conçue par les autorités comme un lieu de communion pour le

---

[706] Je reprends le titre de l'ouvrage de Françoise Daucé : *Une paradoxale oppression* (2013).
[707] Et en premier lieu à l'entreprise en travaux publics de son épouse, Elena Batourina, qui est à la tête d'une des plus grandes entreprises russes de BTP. C'est l'une des femmes les plus riches de Russie.
[708] Alessandra Latour (2009, p. 126) parle de « pseudohistorisme grossier ». Daria Paramonova (2013) appelle ces objets architecturaux les « *phénix* ».
[709] En 1931, le gouvernement avait le projet de construire un Palais des Soviets haut de 220 mètres surmonté d'une statue de Lénine haute de 70 mètres. Les travaux furent interrompus par l'invasion germanique, puis sans cesse reportés. En 1961, ce fut finalement un bâtiment vitré de moindre envergure qui fut inauguré pour célébrer les dix ans de règne de Khrouchtchev : il abritait une immense piscine publique (LANDRY Tristan, 2003). On peut voir des vues fantastiques de cette piscine à ciel ouvert sur : http://varlamov.ru/620811.html (accès le 05/08/2015).

peuple russe et constitue pour le régime un instrument d'autoreprésentation. Les dirigeants politiques Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev s'y sont régulièrement montrés priant, lors des célébrations des fêtes orthodoxes et lors du changement de millénaire en l'an 2000. Ce n'est pas un hasard si le groupe de musique engagé *Pussy Riot* choisit cet endroit pour chanter en février 2012 une prière « punk » intitulée « Sainte Vierge, chasse Poutine »[710]. La performance valut à deux des chanteuses deux ans d'emprisonnement[711].

Entamée dans les années 1980, la rénovation des anciens appartements communautaires du centre a conduit au déplacement ou à l'expulsion de leurs habitants vers des quartiers périphériques. Les logements ont été transformés en bureaux et en appartements de luxe. Depuis la moitié des années 1990 Moscou se développe en constellations désunies de constructions isolées, de bâtiments commerciaux et de quartiers résidentiels de standing fermés, sans véritable contrôle de la Mairie[712]. Les entités architecturales, en quelque sorte à l'image des hommes qui les construisent, ne cherchent pas à « faire collectif », encore moins à se plier à une « norme publique ». Elles s'excluent de leur environnement et du public (OSKEY Eric et Ana LESHCHINSKY, 2011). Ces « oasis », comme toutes les « gated communities » du monde, sont des îlots séparés du reste du territoire urbain par de hauts murs surmontés de grilles avec des fers de lance ou de fil barbelé et surveillés par des vigiles (*okrana*). La fermeture des espaces ne concerne pas seulement les logements de luxe. On est frappé par le nombre de barrières oscillantes (*chlagbaum*) installées pour empêcher l'entrée des voitures dans les *dvory*. Progressivement d'autres espaces, libres d'accès dans les années 1990, ont été fermés : des cours de récréation d'écoles, des *dvory*, des toits. Certains d'entre eux ont été privatisés. Tous ces îlots introduisent de véritables obstacles dans le tissu urbain qui sous le régime soviétique offrait une circulation fluide aux piétons dans un milieu urbain non concentré. À chaque nouvelle fermeture, on doit emprunter un autre itinéraire pour se rendre du domicile à la station de métro. S'ajoutent quelques minutes au trajet quotidien pour détourner l'obstacle et le sentiment de perdre un espace commun.

La barrière est devenue plus qu'une limite. La barrière, sa hauteur et sa forme, indique aujourd'hui le statut. Au sommet des barrières se trouve celle du Kremlin. Le parcage est un

---

[710] On peut voir la performance sur : https://youtu.be/GCasuaAczKY (accès le 10/02/2015).

[711] Pour un récit détaillé de l'affaire « Pussy Riot », lire le dossier de *Memorial* : http://www.memo.ru/d/3403.html (accès le 20/04/2012).

[712] Depuis quelques années, une forme de gentrification se développe : des promoteurs louent à bas prix les pièces d'un immeuble soviétique désaffecté à des artistes pendant trois à cinq ans. Ces espaces inhabitables sont utilisés comme des ateliers. La valeur du bien immobilier augmente, puis le promoteur rénove et vend le bâtiment.

mode connu, pour enfermer les manifestants dans les meetings, comme nous l'avons vu. Il sert également à protéger les lieux du pouvoir. En 1993, on entoura la Maison blanche (qui abrite le gouvernement russe) d'une haute barrière pour empêcher l'organisation d'actions protestataires à ses alentours. En octobre 2011, en pleine ébullition sociale, le gouvernement installa une barrière autour de l'Administration du Président[713]. La logique de l'enceinte va plus loin : les anciennes et nouvelles enceintes de la ville déterminent une hiérarchie des espaces. En effet, l'organisation politico-territoriale de Moscou correspond à un système concentrique où les anneaux ont des fonctions différentes et sont chargés d'envelopper et de protéger le centre (Carte 2)[714]. Les alentours du Kremlin, le cœur de la ville, sont un centre symbolique et sacré. Peu de personnes affairées y vont et viennent, car il ne s'agit pas d'un quartier d'affaire ou administratif. Le Kremlin, le pouvoir exécutif, est l'espace politique de référence. Il est le seul à posséder une assise spatiale aussi forte dans Moscou. Les bâtiments du pouvoir législatif, partagé entre la Douma d'État et le Conseil de Fédération, n'ont pas cet ancrage spatial (Cartes 3 et 4). Il n'existe pas autour de ces bâtiments d'esplanade ou de place qui les mettrait en valeur et accueillerait des rassemblements[715]. La démolition en 2004-2005 de l'immense hôtel Moskva en face de la Douma a fait l'objet d'une controverse. Une variante proposait de créer à la place du bâtiment une place de la Fédération. Mais ce projet fut abandonné par la Ville et un complexe hôtelier fut construit malgré les demandes de députés et les manifestations.

5.5.3 Des environnements sociofuges

Le centre de Moscou compte de nombreuses rues et places monumentales, larges, froides et impersonnelles. Ces espaces n'ont pas été conçus par les aménageurs soviétiques pour être appropriés. Il n'était pas question pour le régime de laisser s'exprimer un mouvement personnel ou se former un rassemblement spontané, une foule non maîtrisée. La rue moscovite soviétique était pensée, outre ses fonctions de transit, comme une source de satisfaction visuelle, esthétique et intellectuelle, que l'on parcourait et contemplait subjugués pendant les loisirs ou les manifestations. L'implantation à Moscou des bâtiments institutionnels, administratifs et culturels les plus importants du pays faisait de la ville le

---

[713] http://www.archnadzor.ru/2011/10/25/kitajskij-zabor/, accès le 26/12/2014

[714] À l'époque soviétique, le mur de Berlin était l'ultime mur, la frontière existentielle entre le bien et le mal, dit l'historien Sergeï Medvedev qui a proposé une « phénoménologie de l'enceinte » (http://rusplt.ru/society/zabor-napolnyaet-rossiyu-smyislom-9250.html et https://youtu.be/VsZmeSxYhEo, accès le 25/12/2014).

[715] Une photo du bâtiment de la Douma est consultable sur : http://liveinmsk.ru/places/a-170.html (accès le 09/02/2015).

centre symbolique de l'URSS. La conception insensible aux pratiques et aux discours d'habitants persiste aujourd'hui. Dans leurs écrits et discours, les aménageurs réduisent la ville à sa qualité matérielle, à une « *infrastructure* » (GANZHA Anna, 2012). La monumentalité architecturale est perceptible et intimidante sur les lieux habituels de rassemblements, tels le square Pouchkine et près du monument Griboedov près du métro Tchistye prudy. Cette monumentalité est la règle dans les espaces, homogènes et vides, proposés par les autorités : le quai piéton et désert Taras Chevtchenko en face d'un immense quartier d'affaire à l'Ouest de Moscou[716] et l'espace devant l'entrée du Centre panrusse des expositions (VDNX) (Carte 5 ; photo 26)[717].

Les *dvory* et les bancs ont disparu du centre. Les rues piétonnes, nouveau phénomène en Russie, sont rares à Moscou. La rue historique Arbat, une des plus vieilles rues de Moscou, est devenue piétonne en 1986. Pendant la perestroïka elle fut le lieu de rassemblement de toute une jeunesse informelle, artistes et musiciens[718]. L'Arbat, avec ses cafés onéreux et ses boutiques de souvenir, est aujourd'hui la rue moscovite la plus touristique[719]. Les *dvory* de l'Arbat ont été fermés au public et privatisés. Les fonctions de circulation et de commerce sont essentielles. Ces lieux créent un sentiment de vide. C'était toujours avec une grande émotion teintée de mélancolie que mes interlocuteurs parlaient du passé de cette rue qui avait été pour beaucoup d'entre eux le lieu des premières rencontres politiques et le point de départ de leur trajectoire militante à la fin des années 1980. Après l'école ou le travail, il y avait toujours quelque chose d'intéressant à voir ou entendre sur l'Arbat. Nous venions dans la rue pour parler d'elle : les quelques bâtiments qui avaient été alors des squats flottaient, délabrés, au-dessus des magasins et des cafés.

L'environnement urbain moscovite connaît une certaine libéralisation (sans libéralisme politique) depuis 1991, tout en gardant un lourd héritage autoritaire. Le pouvoir surveillait à la période soviétique davantage les espaces centraux et les rues que les zones interstitielles des *dvory*. Le centre était et reste très contrôlé par le pouvoir. Les personnes ont intégré profondément cette contrainte. Cet héritage se retrouve dans la manière ordinaire des

---

[716] Une photo du quai est disponible sur : http://wikimapia.org/street/103531/naberezhnaya-Tarasa-Shevchenko#/photo/35484 et un exemple d'action sur : http://rutube.ru/video/5a8ce406765aa71908d62a61407f84dc/ (accès le 10/02/15).

[717] On peut voir un meeting devant l'entrée du VDNKH sur : https://youtu.be/0rLdXDwrNuo (accès le 10/02/15).

[718] Une des rues adjacentes de l'Arbat comporte le mur du célèbre chanteur de rock soviétique, mort tragiquement, Viktor Tsoï, dernier vestige de ces années mouvementées.

[719] Des photos de l'Arbat sont visibles sur : http://www.photo-moskva.ru/Metro_Arbatskaya_Arbat.htm (accès le 09/02/2015).

personnes interrogées de classer, de typifier ce que l'on (se) défend ou (se) permet en public, que ce soit dans les interactions quotidiennes ou dans les rassemblements de rue. Les espaces ouverts potentiellement publics sont perçus comme appartenant à l'État et non pas aux habitants (JELNINA Anna, 2012a). Les univers personnel et public sont catégorisés hermétiquement, alors que dans la pratique les activités vont et viennent constamment du privé au public, de l'individuel au coopératif. Pour les personnes y compris les manifestants, la frontière est étanche et les rassemblements de rue ne sont pas l'occasion d'un mélange des genres entre ces univers. On voit peu d'initiatives personnelles de la part des manifestants ordinaires (des cris, des slogans, des musiciens, des clowns spontanés), exceptées la confection de quelques pancartes manuscrites[720]. Les singularités s'expriment peu en tant que telles. Elles ne dialoguent pas. Il a été dit précédemment que l'assimilation d'un individu étranger à la communauté des manifestants est problématique dans les actions (chapitre 2). Les actions représentent des lieux pour les manifestants où retrouver, dans le centre, les siens (*svoi*). Les passants (qui aiment se promener aux alentours de la place Pouchkine, un lieu habituel des meetings) et les manifestants ne se rencontrent pas. Autrement dit, ces espaces potentiellement publics semblent « sociofuges »[721] : ils maintiennent le cloisonnement entre les personnes et ne permettent pas de rencontres spontanées entre inconnus ou petits groupes déjà constitués (amis, camarades, collègues, famille, couple). Pour les manifestants, l'espace du rassemblement permet de montrer que l'on s'expose physiquement dans un rapport de force, qui est du reste totalement asymétrique. Les manifestants s'autorisent peu de liberté[722].

Le chapitre 2 a montré que les rassemblements de rue fonctionnaient comme des environnements fermés. L'intimité entre des inconnus n'est pas attendue et elle n'est pas bienvenue. Le contact avec un public ne se crée pas. Dans les meetings, des barrières métalliques délimitent matériellement un dedans d'un dehors. Les manifestants sont enfermés sur le trottoir dans un enclos. La distribution des tracts (à l'intérieur ou à l'extérieur des enclos) est en généralement mal perçue par les passants, qui l'associent à de la publicité commerciale ou du marketing politique. En outre, les militants n'ont pas l'habitude d'aller

[720] C'est une pratique héritée du passé soviétique qui à l'époque se réalisait en collectif, dans les comités populaires, les écoles et les cellules du Parti.
[721] L'expression est de Humphry Osmond (1957) qui l'utilisa pour décrire l'architecture d'hôpitaux psychiatriques.
[722] Lors des grands rassemblements de 2011-2012, les leaders de l'opposition et le comité organisateur de Moscou ont accepté toutes les propositions des autorités. Ils se sont fermement opposés à l'organisation d'actions non négociées avec la Mairie, alors qu'avec les plusieurs centaines de milliers de manifestants dans la rue, la « masse critique » était, selon une partie des manifestants, atteinte pour transformer le rapport de forces à leur avantage.

vers les inconnus pour échanger. L'espace des rassemblements est homogène, il réunit des personnes qui se ressemblent. Il exclue les autres. Autrement dit, il ne suffit pas d'organiser une action publique pour que l'espace soit réellement ouvert et accessible à tous. Les communautés de pratique que sont les groupes manifestants jouent ainsi un rôle dans la coproduction de règles territoriales articulées aux règles imposées par les autorités. Robert Sommer parle d'« environnements sociofuges » (1967) lorsque les participants acceptent et renforcent eux-mêmes les règles d'isolement prescrites.

Nous allons maintenant nous intéresser aux espaces et lieux qui font sens pour les manifestants pour l'organisation des rassemblements. Ces espaces sont plus ou moins choisis, négociés ou imposés aux manifestants par les autorités. Il a été dit que les actions se déroulaient dans des lieux peu changeants. Le terrain des manifestations est plus ou moins étudié par les militants. On a pu apprécier dans la description des actions la connaissance du terrain, l'intelligence et la rapidité dont ont fait preuve les jeunes combattants antifascistes, reposant sur une solide culture de la rue, dans leur usage de l'espace afin de faciliter des actions spontanées (action 3), y compris à l'intérieur d'un cadre classique du meeting (action 2), des opérations de retrait, de libérer des camarades aux mains des policiers et de se cacher. Pour cela, il faut connaître les chemins à emprunter, se familiariser avec tous les recoins des villes, les cours d'immeubles, les impasses, les massifs de verdure, les terrains vagues. Il faut pouvoir les parcourir à pied, en voiture et se fondre dans le métro, sans se faire arrêter.

5.6 Géographie de la Moscou revendicative

« Reprenons la ville !
C'est notre ville ! »
Slogans populaires scandés dans les actions de rue

Les militants et les analystes constatent le manque de lieux de rassemblements protestataires à Moscou, notamment de grandes places[723]. Pour l'historien Lev Lurie, Moscou n'est pas, à cause de cette absence de grandes places (qui ne sont apparues qu'à la période soviétique), un terrain propice aux manifestations de rue (contrairement à Saint-Pétersbourg)[724]. Ce qui va suivre est plus qu'un répertoire des lieux de contestation. Les

[723]Cette idée était présente dans de nombreuses analyses des grands rassemblements de 2011-2012.
[724] Moscou serait selon lui une ville de barricades. Communication au séminaire *Пространство протеста: границы, типология, практики* [L'espace de la protestation : frontières, typologie, pratiques], 27 février 2012, Moscou, *Memorial* (http://urokiistorii.ru/memory/conf/3123, accès le 21/12/2014).

activités revendicatives offrent en effet un prisme d'analyse passionnant de la publicisation – processus contingent et toujours réversible – des environnements urbains à Moscou.

5.6.1 Les espaces politiques sacrés et intouchables

Kremlin symbolise Moscou. On entend souvent dire en Russie que le Kremlin n'appartient pas à Moscou, mais au pouvoir fédéral. Son territoire, fermé et sacré (au sens politique et religieux), n'est pas à l'usage des Moscovites, mais à ceux qui gouvernent le pays. On y laisserait entrer les citoyens qu'en qualité d'invité ou de visiteur. Une plaisanterie populaire raconte qu'avant 1917 les fiacres traversaient librement le Kremlin, chose devenue impossible depuis la révolution bolchévique et jusqu'à aujourd'hui. Le territoire du Kremlin, fermé au public par Staline, a en partie été rouvert par Khrouchtchev. Les églises du Kremlin sont aujourd'hui accessibles au public[725].

Un autre espace sacré jouxte le Kremlin : la place Rouge (Carte 4, photo 27). Depuis cette place on peut voir les murs, les bâtiments et les grandes étoiles rouges du Kremlin[726]. Accueillant le Mausolée et le corps embaumé de Lénine, la place Rouge a été le grand lieu des festivités et des parades militaires soviétiques. Elle était le lieu d'arrivée des manifestations et correspondait au moment de culmination des cortèges du premier mai et du 7 novembre. Dans chaque district des points de rassemblement et les itinéraires étaient désignés pour conduire les foules jusqu'à la place Rouge. Sa taille permettait d'accueillir une grande partie de la population et aux responsables politiques de voir défiler devant eux les manifestants. L'importance des manifestations était telle que les églises situées sur l'itinéraire des manifestations furent détruites (ROLF Malte, 2009, p. 155). Quelques aventuriers tentèrent de manifester sur cet espace interdit. En décembre 1963, 200 étudiants africains manifestèrent en réaction au meurtre de l'un des leurs (HESSLER Julie, 2006). En 1968, sept dissidents manifestèrent sur la place contre l'entrée des chars soviétiques en Tchécoslovaquie. Les actions furent toujours immédiatement dispersées.

Après la chute du régime, la place Rouge devint la scène de plusieurs performances artistiques et politiques spontanées regroupées sous le nom de l'actionnisme moscovite. La première eut lieu le 18 avril 1991 : Anatoli Osmolovski et le groupe E.T.I. (« Expropriation

---

[725] Des photos du Kremlin et de ses alentours peuvent être consultées sur : http://zyalt.livejournal.com/471063.html (accès le 09/02/2015).

[726] Voir le panorama de la place sur : http://www.photo-moskva.ru/Metro_Ploshchad_Revolyutsii1.htm (accès le 09/02/2015).

du territoire de l'art ») s'allongèrent sur le sol et composèrent avec leurs corps le mot d'argot « *khuï* » (pénis). Osmolovski expliqua l'action, ses mots révélèrent la valeur du lieu :

> « *Formellement l'action a correspondu à la loi sur la morale qui sortit le 15 avril 1991, qui, entre autres, interdisait de dire des grossièretés dans les lieux publics. L'idée de l'action (excepté son caractère évident de protestation) était de combiner deux signes aux statuts contradictoires : d'un côté la place Rouge, comme le point géographique hiérarchique le plus haut sur le territoire de l'URSS et de l'autre le plus interdit et marginal des mots. C'est au fond la manière la plus efficace de créer un scandale* »[727].

En décembre 1999, durant la campagne électorale, le groupe *Radek* fit irruption sur le Mausolée de Lénine et brandit une banderole « Contre tous ». Le 20 janvier 2012 le groupe engagé *Pussy Riot* se produisit sur la place Rouge avec des paroles telles que : « *L'air égyptien est bon pour les poumons* / *Fais de la place Rouge une place Tahrir* / *Passe une journée exubérante avec des femmes fortes* / *Cherche sur le balcon de la ferraille, libère le pavé* » (photo 29)[728]. Le 10 novembre 2013, le jour de la fête de la police (du ministère des affaires intérieures), l'artiste Piotr Pavlenski, nu, cloua ses propres testicules sur le pavé de la place. Il déclara aux médias qu'« *un artiste nu, regardant ses boules clouées au sol du Kremlin,* [était] *une métaphore de l'apathie ambiante, de l'indifférence politique et du fatalisme de la société russe* »[729]. À côté de ces performances spontanées, la place Rouge est également un lieu de rassemblement habituel pour les festivités du nouvel an.

La place Rouge est un espace absolument interdit aux manifestants protestataires. Cet espace et le jardin Alexandre (situé le long du mur ouest du Kremlin, à côté de la place du Manège) sont, depuis un décret d'Eltsine de juillet 1992, des lieux où l'on ne peut manifester qu'après l'accord du président de la Fédération russe. Depuis 2004, se déroulent sur la place Rouge des défilés du 7 novembre, dans le cadre des « journées de gloire militaire russe ». Ils commémorent la parade légendaire de 1941 qui, consacrée au 24e anniversaire de la révolution d'Octobre, est devenu le symbole d'héroïsme et de sacrifice des soldats qui quittèrent la place Rouge en direction du front[730]. La place Vasilievski spusk, qui longe le

---

[727] http://osmopolis.ru/eti_text_hui, http://osmopolis.com/modules/gallery/popup.php?a=68&i=600 et http://osmopolis.ru/modules/gallery/popup.php?a=68&i=599 (photos), accès le 10/12/2014.
[728] http://pussy-riot.livejournal.com/8459.html, accès le 09/02/2015
[729] http://grani.ru/Politics/Russia/activism/m.221013.html, accès le 10/12/2014
[730] Vladimir Poutine a fait de la Grande guerre patriotique (la Seconde Guerre mondiale) un événement personnel et sacré. Sur les dispositifs et les cérémonies commémoratives mis en place par le régime russe comme mise en acte d'une mémoire de la guerre et de l'actualisation contemporaine du légendaire historique, lire : WOOD Elizabeth, 2011.

Kremlin du côté de la rivière Moskva, est le lieu de rassemblements sportifs, musicaux et de soutien au pouvoir (Carte 3)[731].

À la fin des années 1980, au retour de la politique sur la place publique, on chercha des lieux de rassemblement. La place du Manège, qui jouxte le Kremlin, fut un de ces lieux (Carte 4). Il s'y tint des rassemblements de plusieurs centaines de milliers de personnes en soutien à Eltsine et contre le pouvoir soviétique (1990-1991) (photo 30)[732]. Au début des années 1990, la place du Manège fit l'objet d'un profond réaménagement : un luxueux complexe commercial souterrain surmonté d'une coupole en verre, de terrasses et de fontaines (« square Manezh ») y fut construit (photo 31). L'architecte Kirill Ass qualifie cette transformation de « *mutilation* » : elle fit de la vaste place un espace étroit et incapable d'accueillir des rassemblements[733]. Comme l'analyse l'architecte Jezi Stankevic (2011), la place du Manège présente aujourd'hui des zones à différentes hauteurs accessibles notamment depuis l'extérieur et de nombreux obstacles qui gênent le cheminement des piétons. Longée au nord-ouest par l'avenue routière Mokhovaïa, la place est peu accessible. Les activités potentielles sont distribuées dans des zones marginales de la place, qui ne peuvent pas entrer en interaction. Selon l'architecte, l'ensemble n'est pas harmonieux et sa valeur en tant qu'espace public est faible. Eltsine est aujourd'hui accusé d'avoir anéanti ce que le sociologue Alexeï Levinson (2012) appelle le plus grand lieu de rassemblement de Moscou. Cette place n'est pas un lieu autorisé pour les rassemblements revendicatifs. Pourtant, cinq mille manifestants, supporters de football et militants ultranationalistes, y manifestèrent le 11 décembre 2010 (photo 32)[734].

---

[731] Une photo est visible sur : http://www.panoramio.com/photo/44421802 (accès le 09/02/2015). Un décret de Medvedev de janvier 2012, en contradiction avec la loi fédérale, a inclus la place Vasilievski spusk dans la liste des places demandant une autorisation spéciale du président. La demande ne peut être faite ni par des individus ni par des organisations, mais seulement par le gouvernement, la Douma, le Conseil de Fédération, le maire et les hautes autorités judiciaires, trois mois à l'avance. La place avait été vue par l'opposition comme un lieu éventuel pour le grand meeting du 24 décembre 2011 contre les falsifications des élections. L'action eut lieu finalement sur l'avenue Prospekt Sakharov (Carte 6). D'autres espaces de rassemblements pro-Kremlin sont le monumental parc de la Victoire sur le mont Poklonnaïa et le stade Loujniki, des lieux excentrés (Carte 5).

[732] On peut voir une histoire visuelle de la place depuis la fin du XIXe siècle jusqu'à nos jours sur : http://zyalt.livejournal.com/526100.html (accès le 21/12/2014).

[733] http://www.openspace.ru/art/projetcs/86/details/32601, accès le 10/12/2011

[734] L'action était spontanée et la répression ne fut pas aussi dure que celle contre les militants libéraux ou de gauche (voir 1.5). On peut voir un reportage-photo sur : http://varlamov.ru/330396.html (accès le 05/08/2015). Le 5 mars 2012, des mouvements pro-Kremlin vinrent y fêter la victoire de Poutine aux élections présidentielles.

5.6.2 Les espaces tolérés

Une bonne partie des manifestations ont lieu sur les boulevards circulaires (Ceintures des Jardins et des Boulevards)[735]. L'action du 19 janvier 2010 (action 2) se tint par exemple sur la Ceinture des Jardins[736]. Les autorités tentent au maximum d'éloigner les manifestants, dans un ordre décroissant de priorité, du Kremlin, des grands axes radiaux et des axes circulaires[737]. La place Pouchkine et, en face, le square Novopouchkinski, tous deux situés au carrefour de la Ceinture des Boulevards et de la rue Tverskaïa, est un lieu populaire de rassemblements (voir Cartes 6 et 7 ; photo 34 à 37). Elle est la place préférée des habitants qui la considèrent comme le « *cœur véritable* » de la ville[738]. En plus de la Ceinture des Boulevards, la place se trouve également sur la principale rue radiale de Moscou, la rue Tverskaïa, qui s'étend jusqu'à la place du Manège (située à deux kilomètres). La rue Tverskaïa, appelée rue Gorki entre 1935 et 1990 et bordée par de hauts immeubles staliniens et des bureaux gouvernementaux, était l'avenue principale de la ville à la période soviétique. Tous les cortèges officiels (c'était la route du Kremlin vers les aéroports de Tushino puis de Sheremetyvo), manifestations et parades passaient par la place Pouchkine et la rue Tverskaïa[739]. La place Pouchkine est un fort lieu de mémoire de la dissidence. C'est là que se tint le premier meeting ouvertement protestataire de la glasnost, le 5 décembre 1965. Depuis cette action, la place est devenue l'un des lieux principaux de rassemblements de toute taille à Moscou, notamment, de nos jours, des mouvements de gauche, communistes et libéraux.

Mise à part la place Pouchkine, l'ancrage spatial des rassemblements diffère selon les mouvements. Pour éviter les bagarres, les militants communistes et démocrates manifestèrent à partir de 1990 dans des endroits différents, tendance que l'on a vu se poursuivre jusqu'à aujourd'hui. La place Triumfalnaïa est aujourd'hui un territoire de l'opposition libérale

---

[735] Lors des grandes manifestations de 2011-2012 les manifestants ont occupé à deux reprises les douze kilomètres de la Ceinture des Jardins, la première avec des milliers d'automobiles, la seconde avec une chaine humaine sur les trottoirs (voir la vidéo https://youtu.be/fGT0i8REtDw, accès le 21/01/2015). Une « promenade populaire des écrivains » a ensuite été organisée sur la Ceinture des Boulevards, où a pris également place le campement « Occupy Abaï ».

[736] Le 19 janvier 2011, l'action eut lieu sur l'Anneau des Boulevards (photo 33).

[737] Dans les événements de 2011-2012 les autorités ont procédé au déplacement des actions dans un mouvement centrifuge, vers la périphérie, en trois temps : après avoir manifesté sur les axes radiaux et au centre, on ne put manifester que sur la Ceinture des Boulevards (on suivit un cercle sans s'approcher du centre), puis sur un axe radial, mais en s'éloignant du noyau central, en direction de l'extérieur de la ville (de la place Pouchkine vers l'avenue Prospekt Sakharov, c'est-à-dire de la Ceinture des Boulevards vers la Ceinture des Jardins et au-delà) (voir Carte 6).

[738] La place Rouge est la place la plus importante du pays, mais son statut est très officiel.

[739] C'est toujours le cas pour une partie des défilés communistes et pro-Kremlin du 1er mai et du 7 novembre (photo 38). Une des actions spontanées les plus intenses pour les manifestants antifascistes est de défiler sur la rue Tverskaïa (photo 39).

(Carte 6 et 8 ; photos 40 à 42)[740]. Située au carrefour de la rue Tverskaïa et de la Ceinture des Jardins, elle fut nommée par Staline place Maïakovski. Elle fut dès la fin des années 1950 et pendant les années 1960 le lieu de rassemblements informels et réguliers de poètes et d'étudiants, qui venaient lire tout haut leurs vers près du monument dédié au poète[741]. Ces événements, originaux et sortant de « l'ordinaire », furent dispersés par la police lorsqu'ils prirent une certaine importance, bien que ces rencontres à première vue culturelles ne fussent jamais ouvertement antisoviétiques. Avec ces rassemblements, le « *Maïak* » (« phare » en russe ; Maïakovski était surnommé l'homme phare) fut un pôle de contestation et de création pour toute une nouvelle génération de poètes et de dissidents. Le « phare » s'éteignit en 1968 avec l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, qui laissa place à la désillusion et au cynisme chez la majorité des dissidents. Pendant l'année 1970, marquée par la commémoration des cent ans de la naissance de Lénine et des quarante ans de celle de Maïakovski, l'instrumentalisation de ces deux symboles impliqua une saturation de la place par des rituels officiels. Le symbole de Maïakovski fut ensuite usurpé et détourné par la propagande officielle et les nationalistes conservateurs (SUNDARAM Chantal, 2006) et difficile à s'approprier par les dissidents[742]. Maïakovski fut supplanté par Pouchkine. La place dédiée à ce dernier accueillit jusqu'à aujourd'hui les rassemblements de la dissidence, puis de l'opposition[743].

Dans les années 2000, les militants du Parti national-bolchevique de Limonov, s'identifiant davantage au poète révolutionnaire Maïakovski qu'à la mémoire plus consensuelle entourant Pouchkine[744], menèrent des actions sur la large place Maïakovski redevenue place Triumfalnaïa. L'opposition libérale y organisa, devant le monument Maïakovski, les rassemblements (presque jamais autorisés par le pouvoir) de « Stratégie 31 », pour la liberté de réunion, chaque 31 du mois, à partir de mai 2009[745]. Depuis cette année, les lectures de poèmes devant le monument de Maïakovski reprirent également. La place suscite, comme la place du Manège, des critiques de la part d'architectes. Selon eux, la place est

---

[740] Des photos sont visibles sur : http://zyalt.livejournal.com/837370.html (accès le 09/02/2015). Pour approfondir, une histoire et une analyse architecturale de la place sont disponibles sur : http://varlamov.me/ru/triumfalnaya-ploshchad-1 (accès le 09/02/2015).

[741] On peut lire un témoignage d'un participant, le poète Iouri Galanskov, traduit en français (1982).

[742] Maïakovski redevint un symbole populaire vers 1989-1990 lorsque des rumeurs circulèrent que le poète aurait été tué par le pouvoir.

[743] À la fin des années 1980, quelques rassemblements ont pris place sur la place Maïakovski.

[744] Le culte rendu au plus célèbre poète russe, Pouchkine, a été largement « soviétisé » par le régime.

[745] Par exemple le 16 juin 2010 : https://youtu.be/VepCjuy3kh0 (accès le 09/02/2015). Malheureusement comme les vidéo-activistes ne filment pas le cadre urbain, on voit en général peu d'images de celui-ci dans leurs vidéos.

monumentale et peu appropriable par les piétons.

Aussi populaire que la place Pouchkine, un autre rendez-vous manifestant se situe auprès du monument Griboedov, dans le jardin non loin de la station de métro « Tchistye prudy » et d'un étang très prisé par les Moscovites (Carte 6 ; photos 2, 43 et 44). Ce monument ouvre le boulevard Tchistye prudy qui appartient à la Ceinture des Boulevards. C'est un des quartiers anciens préférés des Moscovites où l'on peut voir de magnifiques bâtiments et ruelles du XVIIIe et XIXe siècle[746]. Cette petite oasis de calme et de verdure dans la ville bruyante est depuis les années 1990 le lieu de rendez-vous le plus populaire en Russie de nombreux groupes informels qui l'appellent « ChP » ou « Chitaki ». Selon une légende urbaine, les policiers fermeraient les yeux sur la consommation d'alcool dans ce secteur. On voit que les lieux préférés de promenades et de rencontres des habitants sont des lieux très appréciés par les militants, qui y organisent des rassemblements revendicatifs.

Une autre place emblématique est la place de la Loubianka, le quartier général du KGB puis du FSB, même si peu d'actions y sont aujourd'hui autorisées (Carte 6). Le 30 octobre 1989, plusieurs milliers de personnes organisèrent une chaîne humaine avec des bougies en signe de deuil pour les victimes de la terreur politique du régime. L'année d'après, les militants de *Memorial* y érigèrent un monument sous la forme d'une pierre en provenance des Îles Solovki (l'un des premiers camps soviétiques). Grâce à cette action la place présente l'un des seuls mémoriaux du Goulag en Russie, alors qu'il n'existe aucun musée national dédié aux camps de concentration. La statue de Dzerjinski, fondateur de la Tcheka, fut mise à bas par une foule de manifestants le 23 août 1991, après un coup d'État manqué contre Gorbatchev. Depuis les années 1990, la place est plutôt un lieu de rassemblement pour le Parti communiste (qui réclame, en autres, le retour de la statue de Dzerjinski)[747].

Depuis 2010 les autorités imposent parfois à l'opposition de manifester sur la place Bolotnaïa, ce qui veut dire en russe, « place des marais » (Carte 6)[748]. Le nom n'est pas très heureux et la place porte une lourde charge historique : elle était un lieu majeur d'exécution

---

[746] On peut voir de nombreuses photos du quartier sur : http://tati2705.livejournal.com/176820.html et http://varlamov.ru/843420.html (accès le 27/01/2015).

[747] La place se situait à la période soviétique sur un parcours des défilés. Aujourd'hui le défilé du Premier mai du Parti et des mouvements communistes se déroule depuis les stations de métro « Octobre » ou Belorousskaïa à la place Teatralnaïa. Quelques actions spontanées de groupes libertaires ont eu également lieu devant la Loubianka, par exemple : https://avtonom.org/news/levyh-aktivistov-na-lubyanskoy-ploshchadi-v-moskve-zaderzhivali-za-fakt-prisutstviya-na (accès le 27/01/2015).

[748] C'est là qu'ont eu lieu les plus grandes manifestations contre la falsification des élections en 2011 et 2012 (photo 45). Voir les photos sur : http://tema.livejournal.com/1034902.html, http://rccam.livejournal.com/49351.html (accès le 27/01/2015).

aux XVIe et XVIIe siècles. En fait, il ne s'agit pas vraiment d'une place. C'est un bout de chaussée long et étroit se trouvant sur une île anonyme et isolée du reste de la ville que le pont Louzhkov relie à une berge non loin du Kremlin. La place et son parc, perçus comme le paradis des amoureux, sont considérés par les manifestants totalement inadaptés pour les actions revendicatives. Les militants regardent cette proposition du pouvoir comme une insulte, une assignation « *en dehors de* » Moscou. Le pouvoir a toujours proposé la place Bolotnaïa pour les rendez-vous de « Stratégie 31 ».

Un autre lieu imposé par les autorités, lorsque la masse critique des quelques milliers de manifestants n'est pas atteinte, est le quai désert Chevtchenko (Carte 5). Ces lieux perdus rappellent aux anciens militants le stade Loujniki (Carte 5), excentré, que le pouvoir soviétique avait désigné pour l'organisation d'un grand meeting en 1989. Dans la même idée de proposer des zones peu propices à la manifestation, le maire Loujkov a déclaré en 2009 vouloir faire, selon une proposition du président Dmitri Medvedev, du parc Gorki un « Hyde Park » pouvant accueillir 4000 personnes. L'idée est réapparue en février 2012 et elle a été mise à exécution en mai 2013 (en incluant aussi le parc Sokolniki) (Carte 5). Les opposants au régime critiquèrent cette initiative par crainte que cette disposition justifie l'interdiction d'organiser des meetings ailleurs dans la ville. Cette façon de repousser les manifestations à la lisière des espaces urbains fréquentés, cette exclusion spatiale n'est pas propre à la capitale. La ville de Khimki a connu la même évolution. Avant les actions massives contre la monétarisation des avantages sociaux en 2005, tous les meetings se tenaient près du monument Lénine en face de la mairie. Les autorités déplacèrent ensuite, au grand dam des manifestants, ce lieu unique de rassemblements quelques rues plus loin, puis encore plus loin, dans un parc[749].

Il faut également ajouter à cette cartographie de la Moscou manifestante les lieux de manifestation désignés par la situation ou le contexte, lorsque des rassemblements spontanés, plus ou moins tolérés par le pouvoir, se tiennent devant un commissariat ou un tribunal. Avec la description de ces quelques places, nous voyons que les lieux de rassemblements sont construits, occupés, contestés, puis délaissés jusqu'à ce que de nouveaux groupes éprouvent le besoin de les aimer et de les investir. La géographie revendicative se réactualise à chaque action : l'étude des actions met en lumière pour le cas de Moscou la grande continuité des lieux de rassemblement.

Les lieux de manifestation sont presque tous des lieux établis du centre (dans la

[749] http://gshimki.ru/28-07-10-1.html, accès le 12/11/2014

mesure de ce que permettent les autorités). Cet intérêt pour le centre est caractéristique des milieux politiques libéraux, de gauche et libertaires. Les manifestants affirment, par l'action de rue, leur droit de présence dans le centre et leur pouvoir, en le matérialisant dans l'espace concret. Ces pratiques manifestantes participent d'une certaine manière à la reproduction d'une symbolique de la centralité de l'espace aménagé et renforcent la supériorité du centre, où sont localisés d'une part les lieux des principaux décideurs et leurs administrations, et d'autre part les lieux populaires de promenade. En revanche, les lieux du pouvoir et les quartiers centraux ne sont pas aussi valorisés et sacralisés par les personnes ordinaires pour qui les espaces résidentiels et les réalités proches font l'objet d'un traitement privilégié. Les habitants ordinaires sont fortement attachés à leur environnement immédiat (immeuble et *dvor*) (PILKINGTON Hilary et Elena STARKOVA, 2004, p. 101). Lorsqu'elles se mobilisent, ces personnes le sont uniquement dans le but de défendre leurs espaces familiers menacés[750]. Dans ce cas, les actions revendicatives se déroulent dans le *dvor*, sur les lieux du préjudice, des lieux proches, familiers et visibles par la communauté alentour, et avec les victimes directes. Quelques militants « politiques » viennent parfois sur les territoires des habitants, dans les *dvory* entrés en sédition. Les mobilisations autour des *dvory* créent du public sans que ceux-ci deviennent virtuels ou disparaissent comme lieu propre. Dans ce cas l'aménagement d'espaces symboliques par l'action revendicative ne relève pas d'une logique centralisatrice.

Pour atteindre ce public des habitants, des mouvements généralistes (ultranationalistes, communistes et libéraux) ont mené à quelques reprises des actions hors du centre, dans les quartiers périphériques et résidentiels de la ville. Les ultranationalistes organisent par exemple chaque année en novembre une « Marche russe » depuis 2009 dans le quartier-dortoir de Lioublino, dans le sud-est de la capitale. Il s'agit dans ces marches de marquer les esprits, d'être visibles dans les espaces résidentiels.

5.6.3 Ancrer l'activité revendicative dans la durée : trouver des lieux en ville

Une autre question spatiale liée à l'activité revendicative est le nombre et la qualité des espaces qui peuvent servir de lieux de réunion, de discussion et de rencontre entre différentes personnes, communautés et mondes sociaux. Aujourd'hui, la rue fournit difficilement des

[750] On peut voir les luttes contre la densification urbaine dans les quartiers résidentiels comme une stratégie d'appropriation (*osvoenie* ; la racine du mot est *svoï*, « sien ») d'espaces qui n'étaient pas appropriables sous le régime soviétique, des espaces où la majorité des personnes vivent aujourd'hui (DUSSAULT Annie Pénélope, 2010).

espaces de rencontres et de discussions entre inconnus. Le philosophe Vitali Kurennoï va jusqu'à déclarer que la rue à Moscou n'est pas un « espace public » : « *Si vous vous trouvez dans un endroit – et presque tous les endroits sont comme ça, par exemple à Moscou – où l'on entend de la musique jouer fort ou l'on parle d'une tribune avec un écran et un microphone, cet espace n'est pas public* »[751]. Presque tous les espaces médiatiques (radio, télévision, Internet) imitent, selon lui, la discussion et faillent à constituer des espaces publics. Kurennoï définit ainsi un « espace public » : il s'agit d'« *un espace où l'on peut discuter longtemps, examiner tous les détails d'un problème public* »[752]. Ceci dit, la publicité et les publics, dit-il, « *jettent une lueur* » dans certains lieux, dans des « *séminaires ennuyeux dans des auditoires irrespirables et dans les compagnies qui, dans des datchas hors de la ville, se rencontrent les week-ends* »[753]. On peut également voir cette « lueur » dans des réunions et des discussions que les groupes militants tiennent régulièrement, soit dans des locaux associatifs, soit dans des appartements, soit dans des espaces privés et marchands.

Les nombreux espaces culturels construits à la période soviétique – les maisons de la culture, les bibliothèques et les salles d'exposition – ont été à la fin des années 1980 des espaces de création et de discussion autour de l'art et de la politique. Carole Sigman (2009, p. 210) raconte qu'il existait un accord tacite dans la première phase du milieu informel (1987-1988) entre les groupes politiques et le pouvoir pour ne pas occuper l'espace interdit de la rue. En contre partie, les réformateurs allouaient des lieux de réunion aux informels dans les espaces culturels[754]. Dès la première hausse des prix le 1er janvier 1991, les tarifs d'accès à ces infrastructures devinrent inabordables. Avec la privatisation, la plupart de ces espaces fermèrent et se transformèrent en commerces. Les espaces qui gardèrent leur fonction d'infrastructure culturelle furent appropriés par des fonctionnaires restés en place, qui les utilisèrent pour leur sociabilité personnelle ou pour en tirer un bénéfice en les louant et en excluant toute conception d'un espace partagé et public[755]. L'aventure particulièrement riche en expérimentations de la perestroïka prit fin abruptement. Cette nouvelle configuration spatiale influença les pratiques si l'on en croit l'artiste Anatoli Osmolovski qui présente l'impasse dans laquelle se trouvait la culture alternative comme l'une des explications de

---

[751] http://www.novayagazeta.ru/comments/58537.html, accès le 21/11/2014
[752] *Ibidem*
[753] *Ibidem*
[754] Les premières restrictions légales aux manifestations sont prises en 1987 par le Soviet de Moscou et étendues à l'ensemble du territoire en 1988. Au printemps 1988, certains clubs politiques, par faute de lieux de réunion (pour des raisons de concurrence interne au mouvement), se mettent à occuper régulièrement la rue (SIGMAN Carole, 2009, p. 211).
[755] http://www.peremeny.ru/blog/15877, accès le 12/12/2014

l'appropriation à partir de 1991 de l'espace de la rue par les artistes actionnistes, la rue qui deviendra une stratégie artistique pour ces artistes vers 1994-1995[756]. D'autres espaces de vie collective et de création des années 1990 furent des appartements et des clubs. Les structures commerciales fournirent de nouveaux lieux de rencontre. Si dans les années 1990, les clubs moscovites s'affirmaient comme des lieux de contre-culture sans ambition commerciale, ils furent intégrés à l'industrie culturelle capitaliste à la fin de la décennie (PILKINGTON Hilary et Elena STARKOVA, 2004)[757]. Ces espaces nocturnes furent réorganisés et subirent une différenciation en *Art-café*, en clubs de nuit privés et discothèques.

Aujourd'hui, la plupart des groupes militants n'ont pas de locaux propres. Toute une panoplie de mesures répressives est déployée pour gêner la location et le maintien de tels espaces : menaces faites aux propriétaires en leur disant que les organisations hébergées sont extrémistes, fermeture temporaire suite à un prétendu non-respect des normes de sécurité incendie, expulsion pour prétendus impayés de loyer, destruction du local par des « raids » d'hommes armés inconnus (que les militants identifient à des policiers ou des combattants ultranationalistes), incendies criminels. Les coalitions étudiées ici trouvaient refuge auprès des mouvements qui les composaient, en premier lieu de l'association des droits de l'homme « Za prava tcheloveka », qui accorde aux coalitions et à des mouvements associatifs et militants une pièce dans leurs locaux pour quelques heures pour les réunions[758].

Le centre Sakharov est un espace de discussion central et emblématique (Carte 9 ; photos 48 et 49). Ouvert en 1996, il accueille des débats, des rencontres publiques, des expositions et des projections de films. Le centre apporte des discussions et des matériaux ouvertement critiques sur les sujets peu discutés du stalinisme, du goulag, de la répression politique et de la guerre en Tchétchénie. Il est depuis les années 2000 constamment dans la ligne de mire du pouvoir. Une rumeur chez les militants dit que les caméras de vidéosurveillance seraient directement branchées aux bureaux du FSB. En janvier 2003, le centre organisa une exposition « Attention, religion ». Quatre jours après le vernissage,

---

[756] http://www.novinki.de/html/zurueckgefragt/Interview_Osmolovskij_russisch_newWindow.html, accès le 11/12/2014

[757] Pour une étude sur les clubs à Saint-Pétersbourg, lire la thèse d'Anna Zaysteva (2012).

[758] L'organisation qui existe depuis 1997 a été attaquée par un « raid » d'hommes armés de l'OMON le 22 août 2013. Ces « raids » ont souvent des raisons économiques et sont courantes en Russie. L'association était logée depuis sa création dans la Maly Kislovsky Pereoulok, en plein centre de Moscou, à deux pas de la place du Manège, de la Ceinture des Boulevards et de l'Arbat. Le nouveau local alloué par la Mairie à l'association se situe désormais rue Kalanchevskoï (Carte 9), près des trois gares de la place Komsomolskaïa, en dehors de la Ceinture des Jardins. Selon Ponomarev, le bâtiment nécessitait des réparations à hauteur de 50 000 euros, à la charge de l'association.

l'exposition fut détruite par des militants orthodoxes. En juin 2004 une instruction fut poursuivie pendant une année contre le directeur du centre et son équipe, menacés de cinq ans d'emprisonnement pour propagation de la haine religieuse. Cette instruction ternit grandement l'image du centre. Le directeur, un artiste et la conservatrice furent inculpés d'incitation à la haine et d'atteintes publiques à la dignité des personnes selon des critères nationalistes et religieux. Le directeur fut condamné à payer une amende. Ceux qui avaient détruit l'exposition furent traités en héros par l'Église et acquittés. En mars 2007, le centre organisa une exposition intitulée « L'art interdit - 2006 » dont les œuvres montrées avaient été censurées par différentes galeries moscovites en 2006. Attaqués en justice par une organisation ultranationaliste orthodoxe, les deux responsables de l'exposition, Iouri Samodourov et Andreï Erofeev, furent reconnus coupables d'incitation à la haine interreligieuse et condamnés à de fortes amendes.

Le Centre de presse indépendante est située rue Prechistenka, au plein centre de Moscou (Carte 9). Il offre des espaces pour l'organisation de conférences de presse, de séminaires et de tables rondes qui permettent à des journalistes russes et étrangers de discuter ouvertement avec un grand nombre d'intervenants sur l'actualité politique et des thèmes censurés dans les médias généralistes. C'est en sortant de l'une de ces conférences de presse que l'avocat Stanislav Markelov et la journaliste Anastasia Babourova furent assassinés le 19 janvier 2009. Les associations qui hébergent les autres groupes et les événements militants, reçoivent toutes des fonds étrangers. L'attribution d'un local et l'utilisation de leurs espaces sont sous-tendues par des relations personnelles. J'ai parlé dans le chapitre 3 de la dépendance des petits groupes plus radicaux par rapport aux prestations des mouvements démocrates et libéraux (mise à disposition de locaux, d'avocats, de fonds et de couverture médiatique).

De nombreuses réunions ont lieu dans des cafés, des bars, des librairies et des galeries d'art. Une demi-douzaine d'usines soviétiques désaffectées, la plupart situées dans les quartiers du centre, ont été transformées dans les années 2000 en centres d'art contemporain, souvent financés par de riches mécènes et par un système de sous-locations des espaces. Dans un cadre commercial, certains centres rendent parfois (en fonction des expositions et des artistes) possible l'ouverture de petits espaces publics. Les quelques rares artistes engagés utilisent parfois ces galeries pour créer des espaces de rencontre et de discussion. Les espaces d'art les plus ouverts à des œuvres et sujets politiques sont les centres d'art contemporain Winzavod, Artplay, Garage, l'usine Octobre rouge, Strelka et Proekt Fabrika. Proekt Fabrika est le centre le plus accessible aux événements militants (Carte 9). Il s'agit d'une entreprise d'impression d'images sur porcelaine qui offre depuis 2004 des espaces pour des projets

culturels qu'elle finance avec ses propres bénéfices, sans avoir à chercher des partenaires financiers. Cette autonomie est un cas rare à Moscou : le financement par fonds privés prévaut. Comme pour les locaux d'association, les relations personnelles avec la direction des centres jouent un rôle majeur dans la mise à disposition gratuite ou à bas prix des locaux. Les militants doivent de leur côté chercher des aides financières auprès de fondations (du type George Soros) pour réaliser leurs événements. Dans ces espaces marchands, le contrôle de l'État est moins fort que dans la rue. On y jouit d'une certaine liberté d'expression. Le garant de l'ordre n'est pas la police, mais le service de sécurité sous les ordres de la direction de l'entreprise. L'espace privé, vu comme un marqueur de position et de richesse et une forme de liberté face à un collectif subi, est respecté : la police intervient rarement dans ces centres culturels.

J'ai présenté dans le chapitre 3 les obstacles internes à une appropriation et une autogestion collective d'espaces de vie (squats, quartiers généraux, appartements collectifs). La forme traditionnelle de solidarité familiale pratiquée en Russie offre des espaces de vie, des aides, des sociabilités et des réseaux qui se composent mal avec les activités revendicatives, perçues comme un danger physique et moral. Dans le chapitre 4, nous avons vu le rôle de la répression dans les problèmes de la composition de ce type d'espaces militants. Il existe de nombreux espaces abandonnés, loin des grandes villes, dont l'occupation pourrait être négociée. Mais à quelques rares exceptions près, le tropisme urbain joue à plein : aucun militant n'a envie de s'établir dans une province qu'ils jugent « *morte* » et « *non-civilisée* ». Un des grands problèmes du développement de publics politiques est le manque d'espaces de rencontres entre militants et entre militants et non-militants. Ceci n'est pas propre à la Russie (CHATTERTON Paul, 2006, p. 273).

Conclusion

L'ambition de ce chapitre était de mettre en valeur quelques liens entre l'espace aménagé et les activités revendicatives. Moscou a connu en quelques années un bouleversement majeur avec l'entrée dans l'économie de marché. Nous avons cependant vu que les territoires et les quartiers étaient différemment touchés par le renouvellement urbain, selon qu'ils étaient, entre autres, centraux ou non, convoités ou non par des promoteurs privés. Le passage au capitalisme ne s'est pas accompagné d'un renouveau de la centralité culturelle et politique du centre. D'une certaine manière, il l'a renforcé puisque le *dvor* a perdu en partie sa forte attractivité qui se traduisait à la période soviétique par une intensité et

une qualité particulières dans les relations sociales entre les habitants[759]. Suivant l'air du temps, les pratiques revendicatives étudiées ici respectent cet ordre spatial et la centralité politique. L'essentiel des activités manifestantes et militantes se situent ou cherchent à trouver une place dans le centre, qui est valorisé. Par l'action de rue dans le centre, les manifestants tentent d'une part d'affirmer et de réaffirmer le statut public des lieux où prennent lieu les actions, et d'autre part d'expérimenter la liberté, dans les limites sévères et souvent imprévisibles du petit espace laissé par les autorités aux mécontents. Nous avons également vu qu'en périphérie (de Moscou et en province), des espaces communs soviétiques résistent, en quelque sorte, à la dynamique centralisatrice. Le *dvor* et les espaces verts communs constituent des agents actifs de la réalisation d'actions revendicatives, cette fois-ci indissociées du lieu où les sujets habitent.

Ce chapitre sur Moscou comme milieu de l'agir revendicatif a été une occasion de formaliser des questions essentielles sur l'espace manifestant et militant qui restent souvent assez spéculatives. L'enquête filmique a été un moyen qui a permis d'expérimenter, d'observer l'espace urbain et de sentir, d'éprouver la matérialité et la spatialité des pratiques manifestantes. Un des enjeux de ce travail est d'envisager des aspects des notions de milieu et d'espace public qui ont souvent du mal à être tenus ensemble dans les études : celui du contexte de vie urbaine quotidien, celui des préoccupations d'utilisation concrète et pratique des lieux à des buts revendicatif et militant ainsi que celui d'une recherche intuitive de ce qui fait la spatialité et la matérialité de la vie politique non institutionnelle. Cette démarche a demandé de mettre au point une méthodologie par l'expérience, que je vais développer dans le chapitre suivant.

[759] Jérôme Monnet (2000) appelle ces lieux d'interaction dense et de confrontation des altérités la centralité sociale. Cette attractivité n'est pas l'apanage automatique et exclusif des centres traditionnels et des équipements publics (AGUILERA Anne, PADEIRO Miguel et Benjamin PRADEL, 2012).

VI. De l’enquête filmique à l’écriture de l’agir et du sensible. Une expérimentation ethnographique d’inspiration pragmatiste

« Les chemins les mieux battus sont certes les plus sûrs ;
mais n’espère pas y lever beaucoup de gibier. »
André Gide, *Journal : 1889-1939* [Berlin, mai 1930], p. 983

Dans ce travail, l’enquête a compris plusieurs volets dont une analyse en situation d’activités manifestantes à l'aide d'une caméra. L’observation filmique, parce qu’elle poursuit des objectifs propres (que je vais essayer de décrire dans ce chapitre-ci) et qu’elle est confrontée en situation à des questions pratiques qui demandent des réponses opérationnelles, m’a engagé de manière directe et incarnée sur le terrain, au cœur des actions. Ce type d’engagement fort dans les situations qu’elle exige, la place que cet exercice accorde à l’intuition et à l’expérimentation a eu des effets sur ma façon de saisir, de décrire et de comprendre les activités revendicatives et leurs représentations imagées. La présence aux choses que cet engagement dans les situations cultive a fait émerger des questions et a conduit à des connaissances et des catégories d’analyse qui innervent les chapitres précédents. Ce dernier chapitre propose donc un questionnement centré sur cette méthode d’enquête par la caméra et avec les images, qui ont été un support fondamental de la recherche dans son ensemble. Une des ambitions de ce travail est de faire voir que l’activité de la caméra soumet les objets à observer à des contraintes nouvelles. En les mettant à l’épreuve, cette méthode expérimentale brise la fixité apparente des phénomènes et en découvre certaines propriétés.

On commencera par décrire le territoire théorique et méthodologique couvert par les études visuelles que j’ai parcouru en cherchant des outils pour répondre à des interrogations nées de l’enquête filmique. Le chapitre débute par un bref état de l’art en matière de méthodes visuelles dans la recherche en sciences sociales, et notamment dans les études sur l’action collective (6.1). Ensuite, nous poursuivrons en identifiant quel type de connaissance offre la production d’images et le travail avec celles-ci. La pratique filmique et documentaire aide en effet à voir et à revoir physiquement, par l’épreuve, des aspects situés et distribués des situations, tels que des règles, des comportements et des émotions. Dans ce cadre, l’approche filmée incite l’enquêteur à la précision empirique et à un affinement de la compréhension sensible de ce qui se passe (6.2). Les images acquises avec la caméra naissent pour partie de la relation documentaire, une relation ethnographique singulière qui s’établit entre le chercheur filmant, les personnes filmées et leur environnement. Nous soulèverons quelques

points liés aux spécificités et aux difficultés de cette relation documentaire. Dans ce contexte, le moment de l'observation filmique et son contexte seront analysés ainsi que ma stratégie de recherche en tant que filmeur dans les actions de rue. Ce sera l'occasion de dire ce que la pratique filmique fait à l'engagement sur le terrain (6.3). L'observation filmique donne une entrée pratique à l'analyse du jeu des émotions des participants dans les situations. Une des conséquences de l'enquête filmique a été d'apporter de nouvelles connaissances sur la dynamique des émotions dans les rassemblements. Pour les besoins de cette étude, deux types d'émotions observées sur le terrain et fortement liées entre elles seront problématisées. Les premières sont des émotions à court terme et réactives, le plus souvent exprimées et perceptibles en situation de rassemblement de rue (6.4). Les secondes correspondent à un répertoire d'émotions d'arrière-plan, plus durables, discrètes (dont les effets corporels sont faibles) et souvent refoulées. Cette gamme d'émotions subtiles, complexes, mais non moins influentes que les premières, sont repérables avec une attention particulière de la part de l'enquêteur avec ce qui se voit à peine. Ces différents types d'émotions influencent dans la situation la perception des personnes sur la qualité de l'expérience qu'elles vivent. Seule une expérience d'enquête ethnographique, liée à des émotions partagées fortes avec les personnes, permettent d'y accéder pleinement. C'est la démarche que j'ai tenté de suivre dans ma recherche. La caméra et les images sont une façon parmi d'autres de construire une telle relation (6.5). Le thème des émotions s'est développé dans les sciences sociales depuis les années 1980. Il est aujourd'hui un thème répandu dans les sciences qui étudient les mobilisations collectives. L'étude des émotions et plus largement de l'expérience des personnes pose des défis aux théories actuelles de l'action collective. Un des paris de ce travail a été de prendre au sérieux les émotions qui habitent les histoires que j'ai décrites et que j'ai vécues. Reconnaître et décrire les émotions à partir d'une introspection de l'expérience constitue une démarche peu commune en sciences sociales. S'ajoute à cela, comme décrit précédemment, que les développements technologiques récents (Internet, les appareils numériques portables, la communication simultanée) ont changé l'expérience des rassemblements, la stratégie des organisations, leur manière de réaliser la politique et de se voir. Les activités de production, de collecte et d'analyse partagée d'images aident à comprendre ces nouvelles configurations de l'action politique (6.6).

6.1 Filmer comme activité d'enquête

Nous avons vu précédemment que la multiplication de caméras-vidéo légères à des prix abordables et des appareils mobiles a permis, en Russie comme ailleurs, à de nombreux manifestants de filmer les actions de rue. Ces derniers diffusent ces « contre-actualités » sur Internet afin de rendre compte des événements revendicatifs d'une autre manière que les médias officiels, qui couvrent peu ou mal, à leurs yeux, ces actions. Cette évolution technique a eu également ouvert la voie à de nouveaux champs d'investigation dans le monde de la recherche. L'intérêt de la production de matériaux audiovisuels dans les sciences sociales a été documenté au moins depuis la fin des années 1970 (ALBRECHT Gary, 1985 ; GOTTDIENER Mark, 1979). Il serait trop long et compliqué de présenter ici un panorama exhaustif de ces transformations et des conceptions du visuel et de l'image des chercheurs concernés. Je me limiterai à examiner différents secteurs des sciences sociales pour nourrir la réflexion sur la question de l'observation filmique des actions collectives.

6.1.1 Dans les études visuelles

Les recherches sur le visuel sont segmentées en aires de spécialisation (l'anthropologie visuelle, la sociologie visuelle, l'histoire des images) qui communiquent peu entre elles. Elles s'intéressent peu, en outre, aux discussions récentes qui ont lieu dans les autres secteurs des sciences sociales n'utilisant pas les images. Devant un espace théorique et pratique difficile, je me suis construit un parcours de formation improvisé en fonction de mes besoins et de mes interrogations. J'ai suivi, la première année du doctorat, le parcours « Cinéma anthropologique et documentaire » du Master 2 de cinéma de l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense. Ce diplôme, créé par Jean Rouch, associe un apprentissage pratique de la réalisation documentaire et une réflexion sur l'outil audiovisuel. Il se propose de transformer l'étudiant en chercheur-cinéaste documentaire. La façon d'aborder le monde contemporain de l' « école de Nanterre » me rendait perplexe pendant la formation : les images données à voir étaient majoritairement des films capturant des cérémonies et des gestes métiers de l'artisanat traditionnel. Cette école est assez représentative de l'orthodoxie en anthropologie visuelle, notamment française, dont une bonne partie est enfermée dans des discussions internes portant sur les films des principaux anthropologues-cinéastes qui ont travaillé dans les années 1950 à 1970 (au premier rang Jean Rouch)[760].

[760] Paul Basu (2008) fait le même constat pour l'anthropologie anglophone.

Une autre partie de la discipline, bien qu'elle partage des questions et des réflexions communes, se distingue de cette approche. Plutôt présente dans les pays anglophones, elle est plus ouverte à l'expérimentation et à la collaboration avec d'autres praticiens de l'image (GRIMSHAW Anna, 2005 ; SCHNEIDER Arnd et Caterina PASQUALINO, 2014). Tout d'abord, elle ne livre pas des monographies ethnographiques classiques. Ensuite, elle engage des réflexions critiques sur le dispositif filmique, sa nature et son impact (POURCHEZ Laurence, 2015)[761]. Elle suit, sans toujours l'expliciter, ce que plusieurs auteurs appellent le « tournant narratif » (DAVIS Joseph E., 2002 ; SCHWABENLAND Christina, 2006 ; CLANDININ D. Jean, 2007), caractérisé par la reconnaissance de la présence du chercheur et des instruments dans la constitution de l'enquête[762]. L'une des idées que ce tournant véhicule est que le chercheur n'est pas un observateur extérieur, mais un acteur dont l'observation est une participation. Cette idée a bousculé la notion d'objectivité des données visuelles et souligné le caractère construit des films documentaires. Ce courant, surtout développé dans le monde anglo-saxon (TAYLOR Lucien, 1996 ; PINK Sarah, 2003 ; BASU Paul, 2008), a remis en question le « film ethnographique » comme genre et les canons objectivistes de la discipline de l'anthropologie visuelle.

Ce mouvement, minoritaire, suscite de nouvelles exigences et considérations scéniques et esthétiques (MØHL Perle, 2011) chez des chercheurs dont une bonne partie se positionne à la frontière des sciences sociales et des arts (WRIGHT Christopher et Arnd SCHNEIDER, 2006, 2010, 2013)[763]. Cette situation est une des conséquences du tournant ethnographique dans l'art contemporain des années 1990 (FOSTER Hal, 1996 ; RUTTEN Kris, VAN DIENDEREN An et Ronald SOETAERT, 2013). Des anthropologues (PINK Sarah, 2001) et des historiens du cinéma (NICHOLS Bill, 2010) décrivent les défis techniques et éthiques que présente le dispositif documentaire. Pour dire vite, la tendance dans les publications produites par ce courant est à la conceptualisation du processus créatif à l'œuvre dans l'écriture filmique et de la nature des images produites[764]. Dans le même temps, en deçà et au-delà des débats épistémiques globaux concernant la production d'images, la question de l'analyse d'images et de séquences concrètes en vue de mieux comprendre des situations observées sur

[761] Voir, par exemple, en France les travaux de Christian Lallier (2009) et Stéphane Breton (2012).
[762] Ces idées sont déjà présentes dans les années 1980 dans les travaux pionniers de Clifford Geertz et des anthropologues rassemblés autour du projet de *Writing culture* (CLIFFORD James et George MARCUS, 1986).
[763] Il existe un riche terrain d'ethnographie expérimentale américain méconnu en France. Pour une présentation de cette démarche et de ses réalisations, lire : RUSSELL Catherine, 1999 ; SCHNEIDER Arnd et Caterina PASQUALINO, 2014.
[764] Voir l'approche de Sarah Pink (2001) par exemple.

le terrain, est un domaine en friche. Le tournant narratif en est resté dans beaucoup de cas à un questionnement méthodologique et trop centré sur la question de la narration filmique. Il a souvent conduit à perdre de vue le travail d'enquête inhérent aux activités pratiques de cadrage ou de montage et à réduire la question de l'engagement de l'ethnographe sur le terrain et dans l'écriture à celle de la mise en scène ou en récit de soi[765]. En pratique, une division, un écran, sans relation de dépendance, existe entre d'un côté des chercheurs qui produisent des images[766] (ou énumèrent des films) et, de l'autre, des chercheurs qui avancent des interprétations générales sur des aspects visuels d'une culture donnée (BERAUD Thomas, 2012). Dans les publications, la caméra apparaît largement sacralisée et le soubassement empirique peu évident. En fin de compte, le débat semble viser la plupart du temps à redéfinir les frontières de l'anthropologie et à s'approprier un champ[767]. Il cherche moins à augmenter le savoir sur des situations réelles et à développer des méthodes rigoureuses, explicites et ancrées dans les pratiques (PAUWELS Luc, 2010, 2011). Tout le problème des anthropologues cinéastes semble être celui du regard. Comme le souligne Marc-Henri Piault (1992, p. 65) : « L'objectif n'est plus en réalité de décrire des faits et des objets mais de rendre pensable la possibilité de toute relation ».

Dans ce paysage difficile, les enseignements de l'anthropologue et cinéaste Christian Lallier, que j'ai suivis à l'EHESS en 2006-2007, m'ont apporté des réponses précieuses sur l'usage de la caméra et la lecture concrète des images. Christian Lallier a un parcours atypique par rapport à la plupart des anthropologues visuels et qui contribue à éclairer sa pratique filmique. Journaliste et caméraman depuis le début des années 1980, donc homme d'image, il rencontre dans les années 1990 les chercheurs en sciences sociales du réseau *Langage et travail* (dont Anni Borzeix, Michèle Grosjean, Michèle Lacoste, etc.) dans le cadre de la réalisation d'un documentaire sur les relations agents-voyageurs à la Gare du

[765] Pour une critique de ce tournant narratif, lire : CEFAÏ Daniel, 2015.

[766] La sociologie visuelle en France est caractérisée par une activité plus pédagogique (formation au tournage, aide à la production, à la diffusion et à l'archivage) que de publication scientifique (CHAUVIN Pierre-Marie et Fabien REIX, 2015).

[767] Par exemple le centre de recherche interdisciplinaire *Sensory Ethnography Lab* (SEL) de l'université Harvard croisant les arts visuels et l'ethnographie réalisent des images plus sensorielles et somatiques qu'ethnographiques, notamment dans *Leviathan* (il n'y a aucune mise en narration sociologique ; les hommes y paraissent invisibles les uns aux autres et sans histoires). La valeur ajoutée scientifique du laboratoire est faible : il reproduit des discours souvent entendus en sciences sociales (PAVSEK Christopher, 2015).

Nord[768]. Cette aventure l'a marqué à tel point qu'il écrivit ensuite une thèse de doctorat et devint chercheur. Dans ses images, Christian Lallier partage le souci des professionnels de l'image de vouloir montrer les choses plus que de les dire (Hitchcock disait que tout ce qui est dit au lieu d'être montré est perdu). Cette attention exigeante à ce qui est dit et ce qui est fait est stimulante dans l'observation des situations et leurs appuis conventionnels.

Signe du cloisonnement des disciplines, l'anthropologie et la sociologie visuelles n'ont pas été fondamentalement transformées par ce qui est nommé à partir de la fin des années 1990 le « tournant pictural » (MITCHELL William J. Thomas, 1994) ou « tournant iconique » (STIEGLER Bernd, 2008), même s'il est parfois mentionné en introduction des publications. En histoire de l'art et dans les études visuelles, ces termes renvoient à une approche des artefacts visuels qui a posé la question du statut des images. Ce mouvement fut en partie une réaction au « tournant linguistique » iconophobe et à la thèse de la médiation de l'expérience par le langage. Ce dernier paradigme, en vogue dans les années 1980, donnait la priorité à la teneur interprétative des images et à leur force ontologique. L'enjeu du « tournant pictural » fut celui d'un intérêt renouvelé pour les questions de la présence, de la « situationnalité » et du statut existentiel des objets et des images. Ceci impliqua de reconnaître aux images la capacité d'agir à chaque nouvelle rencontre avec un regardeur. On les a ainsi dotées d'agentivité dans des situations de réception – en transférant ce questionnement et ses méthodes de la littérature vers les médias. En outre, le « tournant pictural » élargit l'étude des objets visuels aux images non artistiques, soit à l'ensemble des productions « non-fictionnelles », et aux médias qui les véhiculent et augmentent les interprétations[769].

En anthropologie et sociologie visuelles, il existe très peu de tentatives de donner une assise empirique à cette idée de performance des images. Dans ces études, on peut tout de même repérer trois niveaux de l'expérience filmique (qui sont rarement traités avec une forte exigence empirique et qui ne sont presque jamais articulés ensemble) : l'expérience des personnes filmées, celle du chercheur-filmeur et celle des publics des images[770]. D'une

---

[768] On peut lire un récit de ce premier terrain d'ethnographie filmée dans : LALLIER Christian, 2009, p. 175-194. Le documentaire s'appelle *Changement à la gare du Nord* (1995). Pour le projet général, voir : JOSEPH Isaac (sous la dir. de), 1995.

[769] Pour une contribution historiographie sur le tournant pictural, lire : MOXEY Keith, 2008.

[770] Quelques chercheurs combinent une expérience d'observation filmique et une réflexion sur la réception des images dans les communautés filmées ainsi que les représentations visuelles de celles-ci. La thèse en rédaction de Jonathan Larcher combine par exemple une analyse de situations qu'il a filmées dans un village romi (ţigan) du sud de la Roumanie (souvent à la demande des personnes observées) et une réflexion sur une imagerie populaire que les personnes consomment et reproduisent (vidéoclips musicaux en grande partie).

certaine manière, on pourrait dire que derrière ces lignes se dessine en creux et au loin un programme pragmatiste, cet art de l'évaluation des conséquences liées aux propositions, aux décisions, et donc aux images[771].

6.1.2 Hors des sciences spécialisées de l'image

L'image est utilisée dans les recherches et les publications en sciences sociales depuis quelques décennies, après avoir été longtemps reniée. Malgré les intentions proclamées, l'attitude demeure cependant circonspecte vis-à-vis de l'image et de l'expérimentation. L'« instrumentation médiatrice » (NAVILLE Pierre, 1966) en sciences sociales est accessoire. Elle est loin de connaître les mêmes développements et avoir les mêmes effets que dans les sciences de la nature. L'usage des vidéos et des photographies est souvent limité à une fonction d'illustration (CONORD Sylvaine, 2002). Les images produites ou reproduites servent la plupart du temps à accompagner ou récapituler une démonstration ou une explication. Elles servent à visualiser un discours plus qu'elles ne sont des sources d'hypothèses. Cette dévalorisation persistante de l'image, cette « iconophobie » (TAYLOR Lucien, 1996), pose question. Le peu d'études qui travaillent réellement avec les images laissent en friche le constat de Jay Ruby (1975, p. 104) que l'utilisation de la vidéo comme une manière de faire de la recherche et d'aborder les questions centrales des sciences sociales représente pour la majorité des chercheurs un intérêt marginal[772]. Dans les sciences sociales qui s'occupent d'observations en contexte réel et non-contrôlé (par l'expérimentateur), l'observation filmique ne s'appuie pas sur des méthodes stabilisées et explicitées dans des publications[773]. Dans ce secteur, où domine l'anthropologie visuelle, les questions épistémiques et éthiques retiennent

---

[771] Scott MacDonald (2013) fait le rapprochement entre acte filmique et pragmatisme en ce qui concerne les documentaristes américains de Cambridge (Massachusetts) auquel il a consacré un ouvrage. Il dit que des rencontres physiques entre des philosophes pragmatistes et des documentaristes ont eut lieu dans des départements de recherche à Harvard, situé dans cette ville. Selon lui, la théorie du cinéma du philosophe Stanley Cavell, qui enseignait à Harvard et accordait une place importante au cinéma dans son travail, eut une grande influence sur la communauté de documentaristes de Cambridge, sur leur manière de filmer, notamment sur les célèbres réalisateurs Robert Gardner et Alfred Guzetti ainsi que sur William Rothman, qui fut un élève de Cavell et qui est aujourd'hui professeur de cinéma.

[772] Quelques îlots de la recherche sur le travail constituent une exception : dans des études comme ceux de Bernard Ganne par exemple, où l'image est prise au sérieux depuis les années 1980 jusqu'à nos jours. Le Cahier n°8 de *Langage & Travail* (1996) est consacré à la présentation de ces travaux.

[773] En dehors du sujet des actions revendicatives que je traiterai plus loin séparément, le travail de Catherine Rémy (2003) sur deux rituels chrétiens (une messe catholique et un culte protestant) donne un exemple d'une méthode par l'image. Elle analyse, à travers des micro-séquences, l'articulation entre engagements des participants et dispositifs. Citons également l'article de Pascal Viot, Luca Pattaroni et Jérôme Berthoud (2010) sur le gouvernement de la foule par la police dans le contexte de manifestations sportives, analysé à partir de matériaux sonores et visuels.

davantage l'attention des chercheurs que l'analyse de la « fabrique » concrète des images et de leurs réceptions. Les photographes ou les cinéastes devenus chercheurs ou les chercheurs devenus producteurs d'images fournissent moins de contributions théoriques, méthodologiques et techniques sur ce qu'ils font et leurs manières de le faire, que sur l'idée qu'ils s'en font et les ambitions qu'ils nourrissent (MARESCA Sylvain, 2007).

La vidéo est, en revanche, largement utilisée en situation expérimentale en laboratoire ainsi qu'en « situation naturelle » construite et ciblée sur des facteurs restreints de l'action[774]. Des dispositifs filmiques sont ainsi utilisés depuis la fin des années 1980 dans les courants dits de « l'action située » (chez les chercheurs venus de l'analyse conversationnelle et de l'ethnométhodologie[775]), de la « cognition distribuée » ainsi qu'en ergonomie et en psychologie du travail. Dans ces disciplines l'utilisation d'enregistrements vidéo a donné lieu à de riches études. Charles Goodwin (1981), ayant reçu une formation dans la production filmique et pionner de la démarche dans les années 1970 en analyse conversationnelle, a ainsi permis de manière détaillée de souligner le rôle des regards, des corps, des objets et des espaces dans les interactions. Certains sociologues notamment ont reçu cet héritage et s'appuyent sur des enregistrements vidéos (policiers, journalistiques, profanes), pour par exemple analyser des émotions (KATZ Jack, 1999) et proposer une micro-sociologie de la violence (COLLINS Randall, 2008). Dans la perspective de l'analyse conversationnelle et des travaux qui s'en sont inspirés, l'utilisation de la vidéo sert à observer des activités en situation à partir d'enregistrements. La caméra vidéo y est considérée comme un dispositif de captation « passif », sans réalisateur identifié ni montage assumé, un peu comme pour une caméra de surveillance. Ce dispositif d'observation est censé laisser les actions « parler d'elles-mêmes » (CRAWFORD Peter Ian, 1992, p. 78). Elle est fixée sur un trépied, une infrastructure, un robot ou un sujet. Elle est chargée d' « enregistrer » des séquences de gestes et de paroles ainsi que des interactions entre les personnes et leur environnement immédiat. Les « prises de vues » sont en général statiques, courtes et ne constituent pas d'histoires. Dans les pratiques formalisées de l'ethnométhodologie, l'analyse traite des seuls matériaux contenus dans la

[774] En sciences sociales, la dichotomie entre approches en laboratoire et *in situ* n'est aujourd'hui plus très pertinente. La légèreté, la miniaturisation et la performance des appareils d'enregistrement (caméras vidéo, enregistreurs audio) ont rendu possible leur utilisation hors les murs du laboratoire. De nombreuses recherches font des observations en extérieur en utilisant des dispositifs très contrôlés et pointus.

[775] On peut citer par exemple les travaux de Charles Goodwin, Christian Heath, Jane Mallett, Harry Lomax, Lorenza Mondada (2007 : pour une explication de la méthode), Marc Relieu, Moustapha Zouinar et Natalia La Valle.

vidéo[776]. L'image sert à accéder à du discours, à des commentaires des personnes filmées par confrontation avec les images, pour retrouver la signification des activités[777]. Les résultats de tels dispositifs filmiques sont difficilement transposables à d'autres contextes et expériences de terrain. Le problème de la validité écologique des données obtenues se pose dès qu'il s'agit de comprendre le monde des personnes au-delà des actes recensés. Les enquêtes empiriques privilégiant un long engagement sur le terrain sont, quant à elles, confrontées à des environnements, des relations et des histoires naturellement complexes et multiples. Ces enquêtes se donnent pour mission de sonder la pluralité et l'épaisseur des expériences, ce qui demande d'aller au-delà des situations observées.

Les techniques audiovisuelles sont peu utilisées et peu problématisées dans les études sur l'action collective, notamment en Europe (DOERR Nicole et Simon TEUNE, 2008). La vidéo a été employée dans l'étude des mouvements sociaux aux États-Unis dans les années 1970, à une époque où l'on manifesta en sociologie un intérêt pour l'image (plutôt photographique)[778]. En se saisissant de l'outil vidéo, les chercheurs ressentaient le besoin d'aller observer ce que les personnes faisaient réellement dans les manifestations. Ils avaient en tête l'idée de dissiper « l'illusion de l'unanimité » (TURNER Ralph, 1965) attribuée traditionnellement aux rassemblements. Les études à partir d'observations filmiques (WOHLSTEIN Ronald T. et Clark MCPHAIL, 1979 ; SCHWEINGRUBER David et Clark MCPHAIL, 1999) mirent en évidence différentes formes de rassemblements (marches, piquets, etc.), appelées « formes élémentaires » des comportements collectifs (MCPHAIL Clark, 1991, p. 164-175) et sous-actions (par exemple porter un drapeau ou chanter) que les personnes réalisent seules ou en groupe lors d'une manifestation. Cependant, les chercheurs n'allèrent pas au-delà de l'inventaire de formes d'action et d'une analyse morphologique. Après ces expérimentations, l'image perdit de son intérêt (LAMBELET Alexandre, 2010 ; PHILIPPS Axel,

[776] La méthode a été présentée par : HEATH Christian, HINDMARSH Jon et Paul LUFF, 2010.

[777] Michael Von Cranach a mis au point une méthode de « confrontation », reprise dans les années 1980 par Jacques Theureau (2010) et Leonardo Pinsky, selon laquelle les personnes filmées commentent leurs actes en visionnant les vidéos. Yves Clot l'a beaucoup expérimentée. Dans un autre registre, la lecture avec les personnes renvoie également à la pratique de Jean Rouch qui montrait pendant certains tournages ses images aux personnes qui y apparaissaient afin de mieux filmer les situations. Il appela cela l'« anthropologie partagée », « coopération observateur/observé » ou « contre-don audio-visuel » (1979). La vidéo-élicitation constitue tout un pan de la recherche visuelle aux États-Unis.

[778] Les réflexions d'Howard Becker (1974, 1995) dès les années 1970 marquèrent le début de la sociologie visuelle. C'est Douglas Harper (1988, 2012) qui développa la discipline.

2012). Le sociologue Jeff Goodwin, qui, avec ses élèves, filma des rassemblements dans les années 1990, déclara que les rassemblements et leurs vidéos étaient « ennuyants »[779]…

Filmer est une pratique rare dans les sciences de l'action collective. L'apparent regain d'intérêt pour les rassemblements de rue, après des décennies où le sujet fut absent du champ de vision des sciences des mobilisations (SOUTRENON Emmanuel, 1998, p. 38), n'a pas mis au goût du jour l'observation filmique. Quelques rares études ayant une exigence ethnographique utilisent la vidéo : par exemple celle de Christophe Traïni (2010) sur les manifestations anti-corrida. Dans un domaine connexe, celui de l'analyse de l'iconographie protestataire (des documents visuels produits par les militants), des auteurs commencent aujourd'hui à utiliser des méthodes visuelles (DEZE Alexandre, 2013 ; DOERR Nicole, MATTONI Alice et Simon TEUNE, 2013)[780]. La place de l'analyse des images est cependant marginale chez ceux qui étudient les mobilisations protestataires (CUNY Cécile et Héloïse NEZ, 2013). Les choses changent cependant : ces travaux ramenaient auparavant les images à leur seule fonction illustrative ou documentaire : ils se bornaient à décrire rapidement les images et à leur reconnaître un sens symbolique (PHILLIPS Alex, 2012). Aujourd'hui, on sent le désir de prendre en considération les images revendicatives. En pratique, les images ne sont toutefois quasiment jamais appréhendées dans leur contexte de production et d'interprétation. Peu d'études dépassent un examen formel des images pour mener une ethnographie des usages. Il existe peu d'enquêtes fournies (en ligne et hors ligne) sur les dispositifs par lesquels les images agissent ainsi que sur les conséquences pragmatiques des énoncés publiés et partagés sur Internet. Comme il a été dit dans le chapitre 2, le quotidien militant a été pour une large partie réinventé par l'appropriation des outils connectés et des réseaux sociaux. Alors que des travaux, par exemple ceux d'André Gunthert (2013, 2014) et de Dominique Cardon (2009, 2010), insistent sur le pouvoir d'Internet et de sa culture visuelle sur les vies et la politique, peu d'études empiriques sur les images profanes et d'ethnographies des usages et des usagers viennent développer ces affirmations.

---

[779] http://www.nytimes.com/1999/04/25/nyregion/making-it-work-lines-signs-and-rallies-under-scholarly-scrutiny.html, accès le 18/05/2015

[780] Quelques études sur les mouvements sociaux sont apparues ces dernières années. Les travaux présentés dans le numéro 91/92 de *Cultures & Conflits*, paru en automne 2013 en constituent un exemple : « Iconographies rebelles. Sociologie des formes graphiques de la contestation ». Lire également les travaux d' « iconographie politique » de politistes et sociologues anglophones : MÜLLER Marion G. et Esra ÖZCAN, 2007 (les auteurs retracent l'histoire de cette démarche et décrivent sa méthodologie) ; DOERR Nicole et Simon TEUNE, 2008 ; DOERR Nicole, MATTONI Alice et Simon TEUNE (sous la dir. de), 2013 ; DOERR Nicole et Noa MILMAN, 2014 ; PHU T. N., 2008 ; PHILIPPS Axel, 2012. Un projet important d'iconographie politique s'est, depuis le début des années 1990, également developpé en histoire de l'art à Hambourg (JOSCHKE Christian, 2012).

6.2 Une ethnographie de l'action politique par l'image

Lorsque j'ai commencé à produire et analyser des images de rassemblements de rue, des difficultés de lecture des images (profanes, professionnelles, scientifiques et les miennes) sont apparues en lien avec les situations observées. Leur résolution constitua l'un des enjeux de ce travail. Elle passa par un apprentissage direct en combinant à la fois une expérience d'observation filmique et une réflexion sur les images produites par les participants (militants, journalistes, chercheur). Un point capital fut d'adopter une démarche réflexive qui parte des expériences et des récits (textes et images) produits par les participants des rassemblements.

6.2.1 Un dispositif d'enquête filmique pour observer les activités revendicatives

Au cours de l'enquête, l'expérience des rassemblements et le travail avec les images des actions revendicatives ont soulevé toutes sortes de questions. Le régime de l'exploration a provoqué des surprises et des découvertes inattendues[781]. Mon étonnement m'a conduite à élaborer des hypothèses par une exploration exhaustive et une analyse contextuelle des rassemblements, en puisant dans les différents répertoires théoriques existants. J'ai testé ces conjectures de manière processuelle dans le temps et l'écologie de l'enquête. Les philosophes pragmatistes William James (1907 et 1909/1955, p. 127) ou John Dewey (1938/1993) disaient que les théories sont des « instruments » temporaires et faillibles qui permettent d'explorer une situation problématique et d'en fournir, jusqu'à plus ample information ou jusqu'à preuve du contraire, une explication ou une interprétation.

Le dispositif d'enquête par l'image mis en place combine deux processus d'enquête : l'exploration avec une caméra et l'analyse d'images. La caméra est un dispositif portable et relativement autonome (il faut toujours glisser des cassettes et des piles dans son sac et penser à garder sous son manteau les piles si les températures sont négatives). Dans un premier temps, l'enquête a impliqué une démarche exploratoire qui consiste à filmer de manière prolongée des activités dans leur continuité et réaliser un tournage plutôt régulier[782]. Dans cette période de repérage, un premier travail d'écriture fut celui d'enregistrer des situations manifestantes. Il s'agissait de chercher à capter les interactions entre les participants

---

[781] La « serendipity » est le terme le plus utilisé pour traduire cette aptitude à faire des découvertes par accident et sagacité. Sur le sujet, lire le numéro spécial de *Sociologies*, novembre 2013, « Pourquoi parle-t-on de sérendipité aujourd'hui ? » (http://sociologies.revues.org/4490, accès le 30/07/2015).

[782] La démarche exploratoire a été définie et présentée par Claudine de France (1989, p. 309). Bernard Ganne (2012) et Jean-Paul Pénard, homme d'image avec qui ce dernier travaille, ont également opté pour cette démarche (sans reprendre le terme). J'ai utilisé une Sony DV CAM PDX10, qui est une caméra de type professionnelle.

(manifestants, policiers, passants) et l'organisation spatiale et temporelle des situations. Dès le début et tout le long de l'enquête, j'ai filmé avec une caméra mobile les activités manifestantes et leur environnement[783]. Le contexte pertinent de ces actions n'était pas prédéfini *a priori*. L'enjeu de ce type d'exploration est de pouvoir identifier au cours de l'action (pendant le tournage) et *a posteriori* (à la lecture des images) les conditions et les composantes des situations et des activités (ZOUINAR Moustapha *et al.*, 2004). Il impliqua dans mon cas de mettre entre parenthèses les hypothèses implicites issues de l'observation directe et les explications fournies par les personnes (militants, intellectuels et personnes hors de ces milieux) quant à la faiblesse des mouvements sociaux russes. L'observation prolongée amène à s'intéresser aux activités réelles, celles qui sont de fait accomplies par les participants à la situation, et non aux activités prescrites ou attendues. Pendant trois ans, j'ai filmé ce que les manifestants faisaient réellement ensemble. Les cadrages privilégiés incluaient des éléments contextuels tels que les caractéristiques propres aux dispositifs policiers, militants et urbains. La durée (assez) longue de l'enquête m'a permis de décrire des emboîtements de contextes beaucoup plus larges que ceux immédiatement observés et de repérer des transformations sur un temps excédant celui des actions dans le cours terme.

La démarche exploratoire permet de découvrir derrière les faits et gestes apparemment anodins un « *entrelacement de contraintes et de choix* » (DE FRANCE Claudine, 1989). Cette stratégie de l'exploration s'est attardée sur les phases répétitives et machinales des rassemblements de rue, sur l'ordinaire de la manifestation. Elle a permis d'étudier quelques saillances de l'activité manifestante : son déroulement, son environnement concret, les relations entre les participants ainsi que les comportements. La démarche exploratoire aide à prendre en considération l'intrication et la contiguïté de l'activité manifestante avec d'autres activités et modes d'être qui se nouent autour d'elle (la police des foules, l'organisation et la stratégie médiatique des groupes, la coproduction du sens de l'action) ou en lien avec elle (la police politique, la vie urbaine). L'analyse par l'image a été pourvoyeuse d'hypothèses et de matériaux. La compréhension par abduction de ce qui se passait sur le terrain, à travers l'œil de la caméra et le corps du vidéaste, a servi à bâtir l'architecture de ce travail.

L'objectif était, avec le dispositif filmique, de viser la force de la situation et moins la forme pour la forme, l'image pour l'image, le détail pour le détail. Le passage à la caméra n'est pas systématique sur le terrain : l'enquête filmique est ici une partie d'une enquête ethnographique « classique » (CORSARO William, 1982). Cette dernière est souvent

[783] Une caméra depuis un point fixe d'observation donne une perspective unique sur la situation.

« oubliés » par la plupart des ethnographes utilisant des techniques audiovisuelles, qui ont détourné leur l'attention du terrain ethnographique (MANNAY Dawn et Melanie MORGAN, 2015). Celle-ci comprend différentes phases et de multiples sites. L'ethnographe pragmatiste est un acteur au milieu d'autres acteurs, dont il suit les activités sur différents lieux physiques et virtuels, les expérimente en personne et avec des dispositifs variés d'observation, de participation et de catégorisation (CEFAÏ Daniel, 2010). Cette démarche implique la « désacralisation » (LALLIER Christian, 2009) et la « domestication » (GANNE Bernard, 2012) du dispositif technique. La pratique filmique est avant tout pour moi une occasion d'apprendre à observer et de mettre à l'épreuve des situations, en vue de les saisir et de les comprendre. Frederick Wiseman écrivait : « Je filme pour observer »[784]. Filmer n'est pas une activité passive, elle implique un effort de déchiffrage qui commence dès le moment du placement dans la scène et se poursuit jusque dans le montage et l'analyse des séquences filmiques. Les questions que Wiseman dit se poser sans cesse au moment de filmer sont les suivantes : « Pourquoi ? » (« Qu'est-ce qui se passe dans la séquence ? », « Pourquoi cette personne demande une cigarette ? », « Quelle est l'implication d'un changement de ton ? », etc.)[785]. Répondre à ces questions exige d'aiguiser son sens de l'observation et de se livrer à un grand nombre d'opérations d'évaluation en situation – par une sorte d'intensification de l'expérience ordinaire. Le fait de filmer et de monter les images oblige à observer attentivement : il faut pouvoir donner aux situations lors du montage une forme concentrée et formalisée, choisir les scènes les plus significatives, mettre en valeur. Avec l'approche filmée, on est obligé de réfléchir en profondeur à la cohérence des actions, préparer et anticiper la saisie des événements (GANNE Bernard, 2012). On est amené à être beaucoup plus rigoureux dans la saisie de qui fait quoi, où et quand, comment, avec qui, pourquoi et pour quoi, et éventuellement, avec quelles conséquences.

L'observation filmique, parce qu'elle a des objectifs spécifiques (produire des images précises qui établissent un rapport avec les interactions) et qu'elle est confrontée en situation à des questions pratiques, transforme l'enquêteur et élargit ses capacités réflexives. Où se placer pour filmer ? Quelles sont les modalités de mon engagement dans la situation ? À quels moments suis-je en train de participer, d'observer ou de réfléchir ? Comment les enquêtés me perçoivent-ils ? En quoi ma présence change-t-elle la donne ? De quelle façon rendre compte de la situation ? Ce type d'observation filmique – une façon spécifique de faire de

[784] Dans *Wiseman USA*, documentaire de Michel Gayraud (1986, 52'). Cité dans : LALLIER Christian, 2011.
[785] http://filmmakermagazine.com/37042-an-interview-with-frederick-wiseman, accès le 28/03/2015

l'ethnographie – invite l'enquêteur à saisir les dimensions pratiques des situations. Ce type d'approche réflexive par la vidéo est attentif à l'image produite, à celui qui filme, mais également au processus même de l'action filmée (RUBY Jay, 1980, 2000). Elle a des effets sur la façon de décrire et de comprendre les activités. Le documentaire improvise sa position à mesure que surgit l'événement (BRETON Stéphane, 2004). Le travail interactionnel continu d'adéquation et d'adaptation de l'acte de filmer aux situations filmées développe chez le vidéaste un sens pratique et une attention soutenue aux actions, aux personnes et aux événements, dans l'instant et sur le lieu. La pratique filmique cultive des compétences situationnelles comme l'accommodement à l'environnement immédiat et à l'appropriation de ses potentialités d'expérience. Elle repose sur la capacité à comprendre rapidement la situation, en deçà même de tout raisonnement intellectuel, d'en évaluer l'ambiance ou l'atmosphère (THIBAUD Jean-Paul, 2002, 2010) et d'en maîtriser l'incertitude et l'ambigüité. Cette pratique élargit, si elle est investie par la réflexivité, les compétences descriptives, explicatives et interprétatives du chercheur. Cette forte réflexivité vis-à-vis des détails expressifs mineurs des relations sociales les plus ordinaires, la lecture riche des subtilités et de la complexité des expériences qu'elle permet offre les moyens de prendre goût aux situations et d'y avoir prise. Ce type d'intelligence pratique (MERLEAU-PONTY Maurice, 1945), qui nourrit une espèce de « connaissance tacite » (POLANYI Michael, 1958/2012), procure davantage de liberté dans l'action (DEWEY John, 1920/2014, p. 200). En contribuant au chantier du retour à la description méticuleuse et concrète des formes de l'activité, des jeux de langage et des formes de vie, la pratique filmique est de l'ordre du travail thérapeutique dans le sens que Wittgenstein a prêté à la philosophie.

Une autre étape s'est opérée lors de la lecture répétée et de l'analyse d'images. Le dépouillement des bandes vidéos s'est effectué à partir de mes images et celles d'autres participants : militants, artistes, passants et journalistes. Elle s'est opérée avec ou sans les sujets filmés. La démarche de lecture partagée s'inspire de ce qui existe déjà dans les nouvelles pratiques communicationnelles favorisées par les outils connectés et les réseaux sociaux, en le complexifiant et en y ajoutant un tour réflexif. Elle part du constat suivant : les photographies et les vidéos, associées aux données échangées sur Internet, fournissent une grande quantité d'indications pratiques (GUNTHERT André, 2014), enregistrées et transmises avec une autre densité pratique et sémantique qu'un message écrit. Ces images sont autant de signaux qui contribuent à entretenir des relations et servir des buts par exemple revendicatifs. Elles génèrent des conversations. En retour, les images, intégrées à des conversations dans les réseaux sociaux, acquièrent une visibilité importante sur les réseaux sociaux, suivant parfois

une dynamique de propagation virale (comme la vidéo de l'action du 28 juillet 2010 devant l'administration de Khimki). La démarche de lecture proposée se fonde sur une collecte de ces images connectées et leur accompagnement conversationnel dans un but d'enquête.

Ces lectures permettent à l'enquêteur de se souvenir avec détail de l'organisation séquentielle des activités, des dispositifs (policiers, urbains et militants), des émotions exprimées et éprouvées (de les réactiver[786]), des interactions verbales, des conduites et des façons d'investir l'espace urbain. L'enquête filmique est à même d'éclairer le procès étudié par la mise en valeur des contraintes pragmatiques qui pèsent sur lui, perçues au départ comme des éléments étrangers alors que véritables contre-dispositifs de l'action manifestante[787]. C'est le cas de l'espace urbain qui facilite plus ou moins la réalisation de l'action revendicative. Les séquences filmées montrent l'action en train de se faire et mettent en valeur les subtilités et les complexités de la constitution du discours en actes (DURAND Jean-Pierre et Joyce SEBAG, 2015). L'utilisation de la caméra permet ainsi de documenter l'accomplissement pratique de l'action revendicative et de la relier à des répertoires de protestation disponibles. L'analyse des images avec divers interlocuteurs couplée à l'enquête ethnographique permet de passer du niveau de la situation filmée à une signification complète de l'activité[788]. La combinaison des approches permet d'analyser *in situ* et en contexte des aspects peu visibles et enregistrables des situations : des univers de sens en train de se faire, des relations ethnographiques, des liens – difficiles à décrire – entre transactions, émotions, prise de décision et action chez les manifestants. La pratique et la compagnie des images m'ont conduit à une compréhension de « ce qui se passait » dans les situations et des manières d'être ensemble dans les espaces publics à Moscou.

Enfin, cette expérience filmique a permis d'alimenter, depuis une pratique de vidéaste, une recherche sur les images produites et diffusées par des militants à Moscou, sur leurs répertoires d'énonciation iconiques. Cette réflexion sur les traces d'actions et de pratiques que les caméras produisent, traces qui apparaissent comme mémoire et imagination, s'est trouvée conduite à mettre en valeur le contexte de production et la performance des images militantes dans les communautés étudiées et la place d'Internet qui les véhicule dans la stratégie des

[786] L'image peut provoquer le souvenir d'une ambiance vécue, éprouvée en situation.

[787] Cette démarche est à rebours d'une approche traditionnelle en sociologie de l'action collective qui se consacre à l'histoire de tel ou tel mouvement (FILLIEULE Olivier et Danielle TARTAKOWSKY, 2008, p. 17). Il s'agit ici de partir de l'action et des interactions entre participants et des transactions que ces participants entretiennent avec un environnement concret.

[788] C'est l'approche que proposent Hubert Knoblauch et René Tuma (2011), même si leur approche est finalement assez proche de l'ethnométhodologie : la démarche ethnographique n'est utile pour eux que pour mieux comprendre ce qui se passe dans les (seules) situations filmées.

organisations. La réflexion impulsée par l'observation filmique s'est approfondie et a accompagné tous les étapes de l'enquête et de l'activité de textualisation des actions et des pratiques revendicatives au moment de l'analyse et de l'écriture de ce travail.

6.2.2 Filmer l'action pour voir

> « Mon but est d'arriver à écrire quelque chose sur l'inconscient visible, c'est-à-dire ce que l'acteur ne peut pas voir sur le moment, mais qui est visible pour un tiers ou une vidéo. »
> Jack Katz, *2013*[789]

Entreprendre une observation filmique en situation des actions manifestantes à Moscou consiste à tenter de saisir comment les personnes participent ensemble à une action revendicative. Il s'agit d'observer les groupes manifestants, la façon dont ils partagent les espaces, les activités, leurs stratégies, leurs relations de pouvoir et leurs « petits arrangements ». La documentation imagée des actions de rue donne une vision locale et située des activités à la hauteur des personnes. Il offre un ancrage concret au concept classique du « répertoire d'action collective » (TILLY Charles, 1986), en montrant comment celui-ci se réalise dans l'ordre de l'interaction (GOFFMAN Erving, 1963/2013). Participer équivaut à partager et à se partager des activités, des espaces, des prises de parole, des interventions incarnées[790]. Ce partage d'activités, réalisées pour certains, exclues pour d'autres, concerne les personnes qui sont à un moment donné en situation de coprésence immédiate les unes par rapport aux autres dans des rassemblements[791].

L'observation filmique des rassemblements revendicatifs enseigne qu'on ne peut pas résumer la dimension spatiale et sensible des actions à un simple usage stratégique, contrairement à ce que laissent penser une bonne partie des études sur les mouvements sociaux. Dans ces recherches, le « corps » est présenté comme une sorte de partie matérielle et « naturelle » du monde que les militants « mobiliseraient » et « géreraient » comme des ressources, en les transformant soit en image, soit en nombre[792]. L'approche par les pratiques permet de remettre en question le caractère réducteur et la vision causaliste et utilitariste du

---

[789] BIDET Alexandra, GAYET-VIAUD Carole et Erwan LE MENER, 2013, « L'ethnographie en trois dimensions. Entretien avec Jack Katz », *La vie des idées*, 21 mai 2013, traduit de l'américain par Frédérique Chave.

[790] Ce découpage du tissu de la communauté des participants du moment manifestant est à la fois physique et sensible, politique et esthétique.

[791] Selon la définition du *gathering* d'Erving Goffman (1963).

[792] Cette image du corps-ressource est répandue dans les travaux sur les mobilisations comme dans : SIMEANT Johanna, 2009 et PATOUILLARD Victoire, 1998. Pour une critique, lire : CEFAÏ Daniel, 2007.

corps-ressource[793]. Les pratiques sont certes un terrain de mise au point d'inventions, de tactiques et de mises en représentation décidées par les militants, qui correspondent à autant de choix et d'adaptations conscientes par rapport à un système répressif. Mais ces pratiques renvoient également à des comportements collectifs, plus ou moins routiniers et réfléchis, non réductibles ni à des ressources ni à des dispositions. Les personnes et les collectifs jouent un éventail de partitions et d'improvisations dans les actions et dans le quotidien militant. Les manifestants se livrent à différentes « chorégraphies protestataires » (FOSTER Susan Leigh, 2003)[794], en fonction de la forme de l'action et du contexte des situations (voir chapitre 2). Divers liens entre les personnes s'y tissent. Les collectifs militants sont parfois caractérisés par une véritable corporéité partagée comme dans la danse (par exemple dans les performances de *Pussy Riot*). Ces pratiques de manifester ensemble se construisent et se réactualisent dans les actions. Elles se transmettent de manière plus ou moins réflexive entre générations et groupes militants. Elles font de leur côté partie de la culture organisationnelle (voir chapitre 3). On peut avec la caméra s'attacher, dans le détail, à l'accomplissement pratique de ces « communautés de pratiques » (LAVE Jean et Etienne WENGER, 1991 ; QUERE Louis, 1991, p. 77), dont la théorie de la mobilisation des ressources ne rend pas compte.

La démarche filmique peut être analysée soit au niveau du document final, c'est-à-dire le film, soit à l'intérieur du processus de fabrication des images, dans la situation observée (RELIEU Marc, 1999, p. 54). Pendant le tournage, chaque cadrage créé un rapport particulier à l'espace. Une ethnographie par l'image repose sur l'engagement physique actif du chercheur dans une spatialité de situation. Elle engage tout le corps du vidéaste. Suivant cette idée, Christian Lallier (2009) soutient qu'un documentariste « filme avec le ventre ». Toute perception s'inscrit dans une posture, un « schéma corporel » et elle implique les « arcs intentionnels » qui lient le corps de l'enquêteur à la situation dans laquelle il se meut et qu'il perçoit (MERLEAU-PONTY Maurice, 1945). D'un côté, l'observation filmique est une technique du corps. Elle demande de supporter la fatigue liée à la tenue prolongée de la caméra. L'acte de filmer correspond également à un état de perception, au regard du vidéaste. Il est une forme d'épreuve incarnée profonde et intime du concret, de transformation du

[793] On peut trouver une critique précise et argumentée du causalisme dans : DESCOMBES Vincent, 1995.

[794] Susan Leigh Foster, chercheuse et danseuse, allie ses savoirs chorégraphiques et académiques et analyse dans un article de 2003 les mises en scène, plus ou moins travaillées, de quelques performances militantes non-violentes (un sit-in en 1960, un die-in d'ACT-UP à la fin des années 1980 et les manifestations contre l'Organisation mondiale du commerce au sommet de Seattle en 1999). Cet article m'a grandement apporté dans l'élaboration de ma réflexion.

regard. L'approche filmée m'a permis de développer des formes d'engagement corporel inhabituelles avec les situations observées, les personnes, les environnements et les événements[795]. Les relations tissées dans les situations filmées est lieu d'expérimentation et d'apprentissage. Le retour réflexif sur cette expérience fut à même de mettre en évidence des modalités assez peu balisées par la littérature de l'action collective.

La caméra ne produit pas elle-même une mise en représentation d'une situation (LALLIER Christian, 2011, p. 106). Pour filmer les situations, donc pour les observer, la caméra oblige le vidéaste à être à l'intérieur du site manifestant, à partir duquel il observe les interactions entre les participants. Et avant d'observer, le vidéaste est dans une situation d'immersion au milieu des personnes filmées, dans un environnement concret, affecté par les événements dont il est le témoin, tenu d'y réagir avant même d'en saisir le sens. Le vidéaste pense continuellement durant l'action et d'une manière plus développée que lors d'une observation immédiate à cette place qu'il occupe. Il faut revenir du film comme ouvrage achevé (*opus operatum*) à l'activité de filmer et à la complexe dynamique motrice, affective et sensible qui la constitue (comme *modus operandi* : SCHÜTZ Alfred, 1962). Dans ce sens, la caméra est un extraordinaire appareil à réflexivité du sensible. Le cadre de la caméra correspond au regard du vidéaste, indiquant par une série de traces la place qu'il occupe dans la situation observée. Le dispositif filmique oblige donc le chercheur à un travail réflexif et dynamique *in situ* dans et sur les situations. La caméra rend compte de l'engagement du chercheur dans le processus de recherche et les relations avec les enquêtés (PINK Sarah, 2001, p. 87).

J'ai toujours eu avec la caméra le souci de multiplier les points d'observation, même si le traitement des différents participants (manifestants, policiers, journalistes, passants) a été asymétrique et leur présence à l'image inégale. Je n'ai pas filmé tout ce que faisaient les policiers (notamment quand ils étaient inactifs et à distance du site manifestant) par peur des représailles pour mon matériel et ma sécurité. Les marges du possible sont étroites dans les rassemblements de rue. Toute personne présente dans une manifestation est considérée comme participante. Les autorités de Moscou font tout pour empêcher les possibles discontinuités, elles laissent peu de place à la spontanéité et à l'improvisation.

Dans les rassemblements de rue, les participants savent que les forces de l'ordre peuvent à tout moment disperser l'action et que leurs réactions sont imprévisibles et brutales.

---

[795] Cette conception est exposée dans : GRIMSHAW Anna et Amanda RAVETZ, 2009 ; MACDOUGALL David, 2006.

Au cours de ces situations extrêmes, les conduites, y compris celle du chercheur, sont instinctives. La sélectivité de la perception est accentuée. Il est difficile alors d'observer dans les détails, de réfléchir à ses questions de recherche et de prendre des notes. Il faut parer au plus pressé, ne pas prendre trop de risques, rester réceptif à ce qui se passe alentour, et ne pas être absorbé (*engrossed* au sens de Goffman, 1963/2013) dans l'activité de filmer. La caméra aide à mémoriser des détails des situations. Dans le cas des actions de rue, le rythme rapide et la courte durée de ces situations uniques et irréversibles que sont les rassemblements d'une part, et la forte imprévisibilité des participants (notamment des policiers) d'autre part, obligent à être très mobile et vigilant si l'on veut enregistrer les détails de la dynamique de l'action. Il faut pouvoir courir avec les manifestants, s'ajuster aux comportements et anticiper les mouvements des forces de l'ordre. La caméra permet au vidéaste réflexif d'enregistrer (en fait oblige à chercher et à anticiper consciemment) les détails de la situation intuitivement perçus *in vivo* comme des ressources et des propriétés de l'action. C'est un aspect qui distingue l'enquête filmique de la méthode photographique : avec la vidéo, on est obligé d'accompagner, avec un nombre limité de cadres, et donc d'anticiper le mouvement des personnes alors qu'avec un appareil photo, on peut accumuler des centaines d'images et construire une histoire après l'événement[796]. Dans les actions, je cherchais à filmer l'action en train de se faire et à capter l'ambiance de l'événement. Les images et les notations sur leur contexte de production nourrissent un « journal de terrain visuel » (CONORD Sylvaine, 2007). Les enregistrements peuvent servir non seulement à restituer les actions, mais également les moments plus discursifs, où l'enquêteur est impliqué dans les échanges. Comme il est difficile dans le champ de la parole, y compris pour l'enquêteur, à la fois de parler à quelqu'un et de savoir ce qu'on dit, l'enregistrement fournit une aide précieuse[797]. Dans tous les cas, enregistrer permet de recueillir et d'observer des comportements non-verbaux (GOTTDIENER Mark, 1979) qui font sens inconsciemment dans l'interaction. La relecture des enregistrements les fait émerger.

Par la pratique et par l'observation différée des films, le vidéaste devient sensible aux mouvements des personnes et aux détails de l'action. Il est alors engagé dans un processus

---

[796] Je remercie mon frère, Philip Poupin, photographe devenu caméraman, pour cette idée. J'ai pris sur le terrain des photos : ce chapitre est axé sur la méthode par la vidéo qui renvoie à une méthode beaucoup plus réflexive sur les mouvements et les activités pratiques que la méthode photographique. Cette dernière a stimulé toute une littérature en sciences sociales (CONORD Sylvaine, 2007).

[797] Jeanne Favret-Saada raconte ainsi que grâce à des enregistrements audio de désorcèlement elle a découvert, avec Josée Contreras, des mécanismes dont elle n'avait pas eu le moindre soupçon sur le terrain (FAVRET-SAADA Jeanne et Cyril ISNART, 2008).

d'apprentissage des éléments constitutifs de l'objet observé (RELIEU Marc, 1999, p. 81). Ces éléments sont autant de faits considérés d'ordinaire comme des évidences sensibles insignifiantes, des faits qui constituent pourtant l'épaisseur de toute expérience. La pratique de la vidéo fait plus : elle oblige la description scientifique à être plus précise et plus réceptive à la dimension sensible de l'action (LAPLANTINE François, 2007, p. 49). Et ces films sont autant de ressources utilisables par d'autres chercheurs pour la discussion et l'analyse des activités (RELIEU Marc, 1999, p. 70). On ouvre de cette manière une partie des coulisses de l'enquête.

Le film, du fait de la multiplicité des cadrages possibles d'une situation permise par la caméra, permet d'attirer l'attention sur des expressions, des relations et des façons d'être, de dire et de faire ensemble, qui sont maîtrisées pratiquement dans le monde de la vie, mais difficiles à saisir avec des mots. On contextualise les données visuelles : on reconstitue les configurations d'acteurs, les circonstances de production et de diffusion, les lieux et les moments de l'action. Le visionnage répété des images permet de se familiariser avec ces éléments. Les images peuvent être utilisées avec profit comme support d'entretien (KREBS Stéphanie, 1975)[798]. Cette technique facilite la communication entre enquêteur et enquêtés : on peut parler autour d'images de manière plus libre et moins stressante que dans un entretien classique (PAUWELS Luc, 2015). Les images fixent l'attention et stimulent la mémoire des enquêtés (COLLIER John et Malcolm, 1967, p. 48). Les propos échangés autour des images représente une expérience d'émotions partagées entre le chercheur et les enquêtés. Ces moments donnent accès à des éléments sensibles, plutôt enfouis et inobservables, des expériences des personnes. Pour bien s'y prendre et entrer en relation, il m'a fallu me montrer à mes enquêtés : de dire ce que moi aussi je pensais des images. Il n'est pas aisé de se dépendre de ce qui semble constituer une démarche scientifique, qui implique souvent de se couper de ses propres émotions. Lors des lectures répétées, on est surpris du caractère polysémique et du pouvoir pragmatique des images, qui déclenchent des enchaînements de sens, des récits assez riches et inattendus sur les activités et les situations. Chaque personne interrogée trouve du sens dans les images à partir de certains indices, d'émotions, d'une tonalité particulière, de l'atmosphère. Les images sont appropriées de différentes manières.

[798] Cette technique de confrontation avec les images est appelée dans les recherches américaines « photo-elicitation » (COLLIER John, 1967), ou « visual elicitation ». Un dispositif d'enquête utilisant des images est présenté dans : CLOT Yves, FAÏTA Daniel, FERNANDEZ Gabriel et Livia SCHELLER, 2000. De nombreux travaux en sciences sociales ont été menés grâce à cette méthode. Pour une présentation de celle-ci, voir : HARPER Douglas, 2002 et PAUWELS Luc, 2010.

Ce moment de l'entretien est en fait un maillon d'une analyse plus large du processus de réception et de fabrication de publics, déployée dans le chapitre 2. Cette analyse comporte trois niveaux[799]. Le premier est l'analyse des images en soi (choix de montage, écriture filmique). Le deuxième est celui des récepteurs des images, que je viens de décrire, niveau auquel on a accès par les entretiens. La troisième est le niveau intermédiaire de l'auditoire, du « faire » public, que l'on étudie à travers des réactions attestées, par une ethnographie en ligne (dans des blogs) et hors ligne (dans des discussions informelles) des répertoires de réception (sans que les réactions aient été sollicitées par le chercheur, contrairement aux entretiens). En outre, j'ai choisi, contrairement à la plupart des études sur les publics médiatiques, qui appréhendent les publics en tant que publics d'un produit médiatique spécifique, de cerner les producteurs et/ou les récepteurs d'images dans un environnement de médias variés, avec lesquels ils s'engagent à travers une vaste écologie de relations, à différentes intensités et temporalités.

Le parti pris méthodologique de l'enquête filmique n'est pas, on le voit, d'analyser directement des discours, de révéler l'essence des causes et des revendications, d'expliquer à la place des personnes qui s'engagent leurs motifs et leurs fins. Il s'agit plutôt de procéder par étapes, la première étant d'étudier ce qui organise les actions et les activités revendicatives, autrement dit la « grammaire » des situations que les personnes vivent[800]. Les mots et les actes ne coïncident pas toujours. Parmi les aspects situationnels étudiés, les films donnent de précieux renseignements sur les comportements, les émotions, sur le style adopté par les personnes dans leurs prises de positions et sur l'ethos des collectifs. Ces éléments ne sont pas vraiment intelligibles par une observation immédiate. Ils sont de plus difficilement racontables par les personnes à l'aide du langage ordinaire dans les entretiens (individuels et à plusieurs personnes)[801]. Ces aspects témoignent du rôle spécifique des personnes, de la façon dont elles se mettent en scène, ensemble et de façon plurielle, par rapport à un auditoire, dans l'art dramatique et rhétorique de la manifestation.

Les situations observées s'inscrivent sous le double horizon de l'espace physique et incarné de la coprésence et d'un espace « extérieur » qui ne peut être réduit aux contributions

---

[799] Je reprends à Guillaume Soulez (2004) cette distinction en trois niveaux.

[800] Carl von Clausewitz appelle la « grammaire » de la guerre une logique de situation particulière dans laquelle les protagonistes sont pris, malgré eux, quelles que soient les raisons qui ont provoqué la guerre et les fins poursuivies (DOBRY Michel, 2007).

[801] Le langage ordinaire se prête bien par contre à rendre compte d'un régime d'action en plan (THEVENOT Laurent, 1995, p. 3). Les personnes parlent alors des résultats de l'action, de leurs objectifs et de leurs stratégies.

et aux représentations des individus dans les actions. Dans les situations, des éléments de l'environnement de l'action (espaces, objets, ambiances, lieux, personnes, situations) sont amenés à changer, parfois de manière soudaine. Dans nos cas, l'intervention de la police est par exemple souvent imprévisible. La caméra vidéo produit sous forme de bande vidéo des images utiles pour prendre en compte ces déterminants situés de l'activité manifestante et leurs contextes. Certaines données de l'expérience sont particulièrement polysémiques et denses, elles se prêtent difficilement à une description linguistique. Les lectures répétées de vidéos permettent de revisiter les phénomènes et les expériences, de les ré-expérimenter en imagination (ou par abréaction). En tant qu'enquêtrice, « insider multiple » (DEUTSCH Cynthia, 1981), mes lectures ont tiré parti, au cours de l'enquête, d'intenses interactions dans plusieurs cercles de chercheurs, d'amis artistes, de militants et de personnes n'appartenant pas à ces milieux, en Russie, en Ukraine et en France. Le choix de me focaliser en particulier sur un nombre limité de rassemblements (cinq) a permis d'en faire le tour, de les palper en en explorant un grand nombre de reliefs et de contrastes. Chaque lecture, partagée ou non, donne des éléments nouveaux (ERICKSON, Frederick, 1992). Elle confirme la pluralité des réceptions. Ces relectures forcent le chercheur à revoir et réévaluer ses habitudes de perception (KILPINEN Erkki, 2009). La caméra et les images travaillent l'œil et l'oreille. Les explorations filmiques, en produisant des images ou en les regardant, exercent la sensibilité du vidéaste. Elles lui apprennent à s'ouvrir et à faire face à l'imprévu, à la surprise et à la spontanéité. Le manque de pratique des chercheurs dans ce domaine explique que la spontanéité est une dynamique des actions collectives sous traitée par la littérature qui leur est consacrée (SNOW David et Dana MOSS, 2014).

6.3 La relation documentaire

Nous allons maintenant nous attacher à examiner la question de l'engagement du chercheur-vidéaste avec ses interlocuteurs dans l'expérience relationnelle ethnographique singulière qu'est la relation documentaire. La pratique filmique confirme une évidence : il existe un lien fort entre le contenu et la richesse de ce qui est donné à voir et la relation que l'enquêteur entretient avec son environnement physique et humain. La situation filmée constitue le lieu de l'engagement et du déploiement d'un ensemble d'expériences effectives dans lesquelles l'enquêteur se trouve impliqué et qu'on appelle terrain. Dans un premier temps, j'analyserai le moment de l'observation filmique, son contexte et ma stratégie de recherche en tant que filmeur dans les situations observées, les actions de rue à Moscou.

Ensuite, j'expliquerai ce que la pratique filmique fait à l'engagement du chercheur et à sa relation avec le terrain. Ce point sera l'occasion de revenir sur une interaction filmée que j'ai montrée précédemment. Enfin, nous verrons que ma recherche, qui est à la fois une recherche sur une pratique (manifester et filmer les actions) et une recherche depuis une pratique (en tant que chercheur filmant), peut aider à comprendre comment les militants produisent des images. En filmant, on apprend à regarder ce que donnent à voir les militants – pour reprendre le langage d'Alfred Schütz (1947-51/1970), filmer permet de mieux s'aligner sur leurs pertinences thématiques, interprétatives et motivationnelles.

6.3.1 Observer avec une caméra : quelles contraintes de la part de ceux qui sont filmés sur celui qui filme ?

Le dispositif filmique contraint fortement les vidéastes à s'engager dans les situations de manifestation. Filmer demande de trouver sa place dans les situations, d'accepter d'être regardé en retour, voire d'être dévisagé. On ne peut pas se tenir à l'écart de la situation, mais l'on n'est jamais assuré de se gagner une place. Du point de vue de la répression, les vidéastes et les journalistes sont arrêtés en Russie de la même façon que les manifestants. Toute personne présente dans une manifestation est considérée comme participante. Dans ces conditions, la présence du vidéaste fait de son engagement dans la situation un acte politique. Le vidéaste est perçu comme un membre à part entière de la « petite société » du rassemblement[802]. Du point de vue des participants, il ne m'a pas semblé que j'apparaissais comme une « bête rare » dans les actions de rue puisque filmer les rassemblements revendicatifs est une pratique courante. De nombreux manifestants, les journalistes et les policiers les filment. Filmer est, au contraire, bien accepté par les militants. Cet acte est compris comme répondant de la volonté de témoigner. Il conforte la stratégie centrée sur les médias des collectifs (voir chapitre 3) qui acceptent les vidéastes sans leur poser de contraintes.

Dans l'expérience documentaire, on attend de l'activité d'observation filmique qu'elle produise des « angoisses » chez le vidéaste et des perturbations chez ceux qui sont filmés. Sur mon terrain, si j'ai parfois eu peur de filmer des actions réprimées, elle n'a pas provoqué ce type de problèmes chez les manifestants. Cet accueil fut inattendu. Dans les actions de rue, ma présence en tant que vidéaste n'a pas suscité de réactions particulières, sauf d'avoir été à quelques rares reprises moi-même filmée avec insistance, en gros plan et sans explication, d'un côté par des policiers, de l'autre par des militants antifascistes soucieux de repérer les

[802] Le terme vient de : GOFFMAN Erving, 1963/2013.

agents plus ou moins cachés de la répression. Ces agents de la répression sont, nous l'avons vu dans le chapitre 4, nombreux : il s'agit d'agents des services secrets, de provocateurs des mouvements de jeunesse pro-Kremlin, de groupes ultranationalistes et d'entreprises privées de sécurité impliqués dans la sous-traitance de la répression. En dehors de ces moments où l'on m'a filmé, personne n'a formulé de contraintes formelles à respecter dans les actions de rue à Moscou. Ma pratique filmique n'a fait l'objet d'aucun débat ni dans les réunions ni dans les discussions informelles avec les militants. En trois ans de tournage, un seul militant (chevronné et qui effectue des voyages réguliers en Europe) m'a demandé sans insistance ce que je comptais faire de mes images. Les images militantes, médiatiques ou scientifiques qui portent sur les actions de rue ne nourrissent pas dans les milieux militants de grands débats et discussions critiques. Il n'y a pas de découplage entre ce qui « a été » et ce qui aurait pu être en matière de représentations visuelles.

De nombreux militants, journalistes et policiers filment les rassemblements de rue. Les manifestations sont par définition publiques au sens de visibles par tous et accessibles à tous. Ces situations imposent des contraintes situationnelles : le vidéaste doit gêner le moins possible les mouvements des manifestants. Je sentais que filmer de très près des personnes inconnues et multiplier les plans centrés sur leurs visages pouvaient être considérés comme une intrusion. Les regards renseignent en général sur ces émotions. Je pouvais en revanche aisément filmer les personnes avec qui l'on a fait connaissance. Je m'attendais à des réactions et des contraintes verbalisées de la part des manifestants et des militants. Les militants savent que les agents de la répression cités plus haut utilisent les images des rassemblements de rue à des fins de fichage, de poursuites judiciaires et, parfois, de passages à tabac. Dans plusieurs cas étudiés dans le présent travail, nous avons dit que des images diffusées en ligne ont été utilisées par les services d'enquête judiciaire comme des preuves à charge, en vue d'incriminer des militants ou assimilés.

Dans les procès politiques, les images jouent rarement en la faveur des accusés. Elles n'ont jusqu'à ce jour jamais donné lieu à un acquittement, qui n'est de toute manière pas une décision judiciaire ordinaire en Russie (voir chapitre 4). Le mince espoir, de la part des avocats, de voir dans les images qui témoignent de l'innocence de leurs clients (enregistrements de caméras de vidéosurveillance, vidéos amateurs) un moyen de diminuer les peines fait qu'elles nourrissent les dossiers de défense des personnes en proie à l'arbitraire

judiciaire[803]. Le but premier est d'empêcher les emprisonnements. Dans le cas de violences policières, où les accusés sont des agents policiers, l'usage des images est, sur le plan judiciaire, inefficace : elles n'ont jamais constitué de preuves admissibles. Les images offrent une façon intéressante et originale d'examiner des aspects ordinairement traités par les sciences sociales, ici l'économie de la preuve judiciaire en pratique. En regardant comment les services d'enquête et de la justice prennent en compte ou ignorent les preuves imagées dans les procédures on peut nourrir la réflexion sur la question du fonctionnement de la justice. Revenons sur nos cas traités dans les chapitres précédents pour continuer (après le chapitre 4) de donner quelques éléments d'une ethnographie de la justice russe qui reste à faire, sur le point particulier du traitement des images.

Dans l'affaire de Sokolniki, un flou propre aux infractions judiciaires régna autour des enregistrements des caméras de surveillance du commissariat où les jeunes gens avaient été passés à tabac par des policiers en avril 2008. Ces images furent soustraites, sans explication, du dossier d'instruction pendant l'enquête. Une militante des droits de l'homme écrivit, en juin 2009, que ces images avaient été effacées et que les enquêteurs n'en avaient pas fait une copie à temps[804]. Lors du procès, en novembre 2009, l'avocat des victimes se plaignit que le responsable du comité d'instruction du parquet, Alexeï Kobzar, ne lui avait pas fourni les images, contrairement aux exigences de la loi. Des vidéos de témoins sur place lors de l'arrestation confirmaient la version des faits des victimes et leur innocence : ces images ne furent pris en compte ni pendant l'enquête ni lors du procès. Le jeune Vsevolod Ostapov fut condamné à un an avec sursis. Les visions divergentes autour de la documentation écrite et imagée des procès constituent un autre point qui éclaire l'attitude de l'administration. Lorsque les procès sont publics, la loi oblige (comme en France) d'obtenir une accréditation au service de presse du tribunal pour pouvoir prendre des images et du son. Une condition de plus fut requise lors du procès autour du passage à tabac : le juge refusa l'entrée aux journalistes dans la salle d'audience sous prétexte qu'ils n'avaient pas déposé de demande d'accréditation auprès du service de presse du tribunal, ce qui est illégal. Malgré ce déni de l'image de la part des autorités, les militants des droits de l'homme persistent dans cette voie : pour cette affaire, une des revendications principales de *Za prava tcheloveka* fut de demander à une instance

[803] Dans la même démarche, il est ordinaire depuis quelques années pour les automobilistes d'installer une caméra sur le pare-brise de leur véhicule afin d'enregistrer tout ce qui arrive sur la route. Le but est d'apporter des preuves en cas d'accident ou de démêlés avec des policiers corrompus ou des piétons qui se jettent sous les roues de voiture pour obtenir des compensations.

[804] Selon Elena Sannikova, militante des droits de l'homme aux mouvements *Za prava Tcheloveka* et *Memorial* (http://www.hro.org/node/5916, accès le 23/03/2015).

supérieure, le Ministère de l'Intérieur, d'assurer un enregistrement permanent des cellules des commissariats[805]. Sans une réforme profonde de l'administration policière et judiciaire, la demande semble pourtant inaudible et inatteignable.

Dans le cas du double assassinat de Stanislav Markelov et d'Anastasia Babourova, des caméras de surveillance filmèrent le meurtrier dans le métro après l'assassinat. Les médias annoncèrent cependant rapidement après le meurtre que, selon des sources policières, les images étaient floues et inexploitables. Nikita Tikhonov, l'assassin, fut pourtant identifié, on suppose en partie grâce aux images des caméras de surveillance. Lors de son procès, Sergeï Goloubev, surnommé « l'Agent » (« *Oper* »), leader de la section moscovite du groupe « *Blood & Honour* » et vocaliste du groupe « *Terror National Front* » (un des groupes néo-nazis les plus connus en Russie), dit avoir reconnu sur les images vidéo qui avaient circulé sur Internet la démarche de l'assassin, qu'il connaissait[806]. Les images, notamment de caméras de surveillance, sont apparues dans les pièces importantes de tous les procès contre les membres de l'organisation ultranationaliste BORN en 2014 et 2015.

Des enregistrements vidéo jouèrent un rôle dans l'affaire des « otages » de Khimki. Les militants antifascistes Maxim Solopov et Alexeï Gaskarov auraient été reconnus, selon la police, sur les images (photos et vidéos) de l'action du 28 juillet diffusées sur Internet[807]. Nous avons vu dans le chapitre 4 que la police s'était rendue dans les rédactions de journaux et médias en ligne pour interroger les journalistes et cherchèrent à récupérer leurs images. Aucune image n'apporta cependant la preuve que les deux militants aient accompli des actes illégaux (comme jeter des pierres sur l'administration) ou mené le groupe de manifestants. L'absence de preuve ne fut pas un argument suffisant pour arrêter la procédure[808]. Alexeï Gaskarov fut finalement acquitté en été 2011, après un an de procédure dont trois mois d'emprisonnement. Solopov fut condamné à trois ans avec sursis pour hooliganisme. Tous ces exemples montrent que, dans l'arène judiciaire, on ne va jamais jusqu'au débat autour d'images entre les parties en conflit. Si de telles discussions avaient lieu, il serait possible d'analyser et comprendre différentes visions professionnelles et profanes des situations

---

[805] Cette revendication correspond à la stratégie des militants des droits de l'homme exposée dans le chapitre 3.

[806] http://www.novayagazeta.ru/society/6101.html, accès le 23/03/2015

[807] Déclaration du représentant du GUVD de Moscou, Ievgueni Guildeïev (http://www.msk.kp.ru/daily/24531/676979/, accès le 18/06/2015).

[808] C'est le même cas pour le procès contre le militant Olessinov : les images des caméras de surveillance montraient qu'il était innocent (voir chapitre 4, 2.2), ce qui n'arrêta pas la procédure. Il passa un an en prison.

filmées[809]. En Russie, la boîte noire reste fermée, avec à l'intérieur les perceptions des policiers et des juges sur les événements.

La mise en images des manifestants comporte des risques pour ceux-ci. De nombreuses personnes présentes, au « statut participationnel » parfois peu clair, filment : les agents de police en uniforme et en civil, les journalistes, les passants et les manifestants. Les caméras de surveillance enregistrent les visages et les mouvements. Lorsque je filmais, il n'y eut de la part des personnes filmées ni injonction à l'anonymat ni demande d'autorisation. Les militants me proposaient parfois par gentillesse de filmer des réunions de préparation d'actions non autorisées. Je me suis moi-même interdite de filmer les réunions et les lieux de vie des personnes pour des raisons de sécurité. Je me sentais responsable de mes actes et de mes images, quand bien même j'étais libre de filmer ce que je désirais, par crainte des conséquences pratiques de la circulation de ces images pour les participants, de la même manière que j'aurais pu me livrer à une analyse de réseaux des personnes présentes dans mon archive filmique ou photographique, mais me suis abstenue. Mon enquête filmique s'est limitée à l'espace de la rue, visible, observable et accessible à tous. Je ne voulais rien faire qui puisse nuire à quelqu'un. J'ai également tenté d'expliquer aux militants qui photographiaient leurs camarades en situation informelle (concerts, soirées dans les appartements) des risques qu'ils leur faisaient prendre. Diffusées sur les réseaux sociaux, leurs images se retrouvent un jour ou l'autre sur les sites ultranationalistes qui, en y ajoutant les adresses des militants, dénoncent ces derniers comme des « ennemis du peuple » à pourchasser. Certains militants ont été tués ou tabassés, sans qu'on puisse prouver que cet affichage en a été la cause.

L'absence de contraintes de la part des manifestants sur les filmeurs peut être d'abord interprétée comme le signe d'une certaine lassitude et le résultat d'une molle habitude de porter le joug et d'être surveillé : à quoi bon se protéger face à une machine autoritaire qui aura toujours le dernier mot ? La vie privée n'a jamais été un droit pris au sérieux en Russie. Les personnes ne le font pas valoir et les autorités ne le mettent pas en œuvre. Il n'y a ni appel à la responsabilité, ni prise de responsabilité[810]. Ensuite, ce « laisser-faire » des militants est révélateur des difficultés qu'ont la plupart des collectifs à s'imposer à eux-mêmes et aux autres des règles de conduite et de pratique, y compris pour se protéger. En réaction à un passé soviétique et des organisations politiques rigides, on tient les personnes qui proposent des règles pour des « ennuyeux ». En appeler à la « responsabilité » des personnes est une

[809] Charles Goodwin (1994) a ainsi montré l'utilisation d'une vidéo (un passant filme avec sa caméra un tabassage par des policiers) et la production de son intelligibilité dans le procès de Rodney King.
[810] Pour une pragmatique de la responsabilité morale, lire : METAYER Michel, 2001.

façon de pensée vieux jeu, soviétique. Quelques militants voyageant en Europe et ayant lu des guides militants occidentaux sur les conduites en manifestation ont des difficultés à convaincre les militants-vidéastes de ne pas cadrer sur les visages, de filmer de dos (à la prise de vues) ou de « flouter » les visages (au montage). Les vidéastes issus des professions de l'image croient n'avoir ni dette ni compte à rendre à personne, ni même à leurs camarades filmés. Ces désaccords engendrent tensions et disputes dans les collectifs.

Un autre aspect du problème concerne la question du statut de l'image chez les militants, dont j'ai parlé précédemment. Ces derniers instaurent peu de règles pour minimiser les risques d'arrestations et de poursuites judiciaires. La logique est au contraire de tout filmer, de collecter et diffuser les images, notamment de la répression, sur Internet. Les images d'actions ont pour les militants un statut fort. Elles s'inscrivent dans un microclimat culturel connecté et « branché » qui accorde une place de premier plan aux formes de publicisation digitales. Les actions de rue et l'activité militante s'inscrivent dans une stratégie médiatique, dans laquelle les images d'actions ont une vocation de témoignage d'une part, et propagandiste d'autre part. Selon eux, les images documentent les actions de rue et témoignent de la répression policière. De plus, elles permettraient, par leur diffusion sur Internet, des ralliements de personnes que les militants n'ont pas l'habitude d'aborder dans les actions de rue, puisque dans la rue à Moscou les inconnus ne se parlent pas facilement. L'idée partagée par la plupart des collectifs est que plus on montre la violence policière, plus les spectateurs vont se sentir impliqués dans l'action manifestante et voudront venir aux prochaines actions. Le fait d'être filmé renforce chez les manifestants leur sentiment d'appartenance au rassemblement et à un groupe visible et reconnu. Ceci constitue un acte de reconnaissance sur la scène protestataire et médiatique.

Celui qui filme, l'auteur d'une vidéo, forme le maillon initial d'une longue chaîne. La fabrique d'images pose les questions de l'autorité de l'auteur dans son rapport aux personnes filmées et au public. Le vidéaste a-t-il le droit de filmer des visages ? D'un côté, la demande d'anonymisation des visages par des militants peut être subie par les vidéastes comme un atteinte à leur droit à l'image. D'un autre, des militants se plaignent du manque d'égard des vidéastes qui se soucient peu de la sécurité des personnes filmées (c'est la recherche du « bon cadre » qui guide l'action des vidéastes). La question de l'anonymat est difficile et controversée. Je la laisserai ouverte ici. Ainsi, derrière les mots phares de la littérature sur la démocratie Internet (où les images partagées seraient des formes d'expression politique et de participation idéales), apparaissent diverses difficultés liées aux conflits d'intérêts et à l'asymétrie d'information entre acteurs. Une immersion dans la fabrique et la performance des

images nécessite de s'emparer de la délicate question des usages des images et des appropriations différenciées, dont la résolution est complexe et peu étudiée.

Des études passionnantes ont montré que les images servent à faire du commun, qu'elles sont des embrayeurs de discussion et de communication[811]. Sans remettre en question ces aspects, j'ai choisi d'aborder aussi un autre angle d'attaque : le travail politique des images militantes. Les études sur les audiences ont contribué à montrer la capacité d'action (*agency*) des spectateurs, il y aurait là des leçons à tirer pour la compréhension de comment les films (ici militants) « travaillent » (GRAY Gordon, 2010, p. 132). Une question connexe consiste à se demander par quels moyens les images sont construites par les cinéastes pour « revendiquer une action concrète » (BRENEZ Nicole et Isabelle MARINONE, 2015). Le contexte de réception des images mériterait d'être mieux pris en compte par les militants. Si l'on prend au sérieux les ambitions militantes, une question pragmatique se pose : comment et par quels moyens les images sont construites pour devenir des embrayeurs de paroles critiques dans différents publics ? J'ai dit dans le chapitre 2 que le travail d'argumentation dans les vidéos militantes était faible. Dans les collectifs, la fabrication et la lecture des images sont vectrices de discussions autour des pratiques manifestantes, mais elles ne mènent pas à des débats contradictoires et comparatifs dans un registre critique. L'absence de négociation avec les pairs sur la façon de filmer dit quelque chose sur un évitement de la discussion politique et de la conflictualisation dans les organisations.

6.3.2 Filmer, donc participer au travail des relations

Filmer m'a permis de rendre compte de l'engagement des participants des manifestations dans leurs rapports d'échanges et de négociation. Dans cette démarche, l'acte de filmer permet – et je dirais même contraint – de se situer au plus près des personnes et des interactions, puisque l'image produite par le vidéaste renvoie directement ce qu'il a été capable d'observer, à la hauteur des situations. Les images gardent la trace de l'engagement de celui qui filme les relations. La caméra permet une écriture qui intègre directement les différents partenaires, éléments et moments des situations.

J'appuierai mon propos avec l'exemple d'un extrait vidéo. La séquence présente trois interactions verbales filmées entre trois manifestants (dont deux organisateurs de l'action) et

[811] Comme le montre bien André Gunthert : http://culturevisuelle.org/icones/2456 (accès le 03/04/2015)

deux officiers policiers lors de l'action du 19 janvier 2010 (action 2 ; vidéo 5)[812]. Ces deux organisateurs sont des personnages que l'on a suivis le long de ce travail : Denis Solopov et Lev Ponomarev, qui représentent deux figures de l'opposition, une jeune militant antifasciste et un militant des droits de l'homme, dissident soviétique et vétéran des manifestations de rue de Russie contemporaine. Le troisième personnage, Denis Krouger, est un militant démocrate issu de la génération perestroïka. Dans cette vidéo on peut observer la « face » (GOFFMAN Erving, 1967/1974) que les policiers ont voulu montrer aux personnes présentes, tout en se sachant filmés par des dizaines de journalistes et de militants. La vidéo montre la tentative de la police d'un retour à l'ordre, avec des séquences de justification avec les organisateurs. Aucune caméra n'a observé le cœur de la négociation principale puisque le Major-Général Viatcheslav Kozlov, prétextant que les projecteurs des journalistes lui « *faisaient mal aux yeux* », invita un organisateur, Lev Ponomarev à poursuivre ailleurs l'échange en tête-à-tête[813]. L'officier n'a pas cherché à mettre en scène la négociation. Ce type d'opération prend rarement le pas sur les logiques d'affirmation de puissance et sur les rapports de force. L'action manifestante est perçue par les policiers comme une offense territoriale. Les forces de l'ordre choisissent les lieux et les formes de l'action. Il est possible de décrire finement les interactions à partir de l'analyse des images. Le visionnage répété des séquences m'a permis d'identifier comment les organisateurs ont travaillé leur présentation de soi et ce que Erving Goffman qualifie de « working acceptance » (dans « Face-Work », Interaction Ritual : Essays in face to face behavior, 1967), soit une espèce d'accord pratique par lequel les organisateurs acceptent de maintenir l'interaction, de se reconnaître mutuellement un droit d'engagement dans la situation de face à face, malgré les incidents de parcours . Le contrôle de ses émotions (de soi et des autres manifestants) en situation contribue à une image extérieure positive des manifestants, par contraste avec celle d'une police agressive.

Sur le plan cinématographique, les plans larges permettent de montrer l'action et son contexte, au détriment des logiques d'interactions (ERICKSON, Frederick, 1992). Les plans rapprochés, adaptés à la parole et au dialogue, rendent compte quant à eux des façons de réaliser une « synchronie interactionnelle » – les gestes et les coups d'œil, les postures et les

---

[812] Cet extrait a été présenté dans le chapitre 4 : https://archive.org/details/19Janvier2010.ActionEnMmoireDeStasnislavMarkelovEtAnastasia, accès le 04/06/2015.

[813] Ces projecteurs m'ont donné la lumière nécessaire pour pouvoir filmer de nuit (je n'en utilise pas moi-même). Autrement dit, les journalistes ont permis que se réalise la situation filmique et lui ont apporté un certain confort. Je n'aurais pas pu filmer sans eux et peut-être même que cette interaction n'aurait tout simplement pas eu lieu.

expressions, toute la dynamique inter-corporelle, en deçà de la communication verbale (voir par exemple HEATH Christian, HINDMARSH Jon et Paul LUFF, 2010 ; KENDON Adam, 1981). Ces plans rapprochés permettent de voir les situations de négociation et de faire entrer le spectateur dans l'espace de l'interaction. Au plan moyen comprenant deux interlocuteurs se succèdent des plans de chacun d'eux, le regard orienté vers l'autre partenaire du dialogue – le montage assurant les raccords temporels de l'enchaînement interactionnel. Cette organisation centripète de l'espace et le fait que les interlocuteurs principaux sortent du cadre au cours du dialogue assurent une relation avec l'espace hors-champ et permettent au spectateur de s'identifier aux partenaires. Si la mise au point se fait sur les interlocuteurs, on sent l'assise spatiale de la négociation et l'atmosphère de son contexte, la manifestation. Ce partage de l'espace cinématographique n'exclue pas les autres personnages : certains viennent à l'avant-plan dans l'espace de l'interaction observée (0'21"), d'autres on entend la voix qui ponctue ou clôt le dialogue principal. Dans les actions rapides et imprévisibles, dans ces moments de confusion, j'essayais de maintenir un fort ancrage dans la situation et de trouver le maximum de stabilité. Je tendais au maximum à filmer en plan-séquence et à saisir ainsi le développement des scènes dans la durée afin d'adopter un regard distancié et de permettre au regard du spectateur de balayer l'image et de repérer les informations importantes et les échanges entre les participants. Le plan-séquence me semblait la forme idéale pour inviter le spectateur à prendre le temps de réfléchir. Dans ces moments d'extrême incertitude et de répression dure, j'avoue que la caméra me tenait autant que je la tenais.

Les vidéastes participent pleinement aux situations étudiées (LOMAX Helen et Neil CASEY, 1998), ici celle de la mise en scène et de la négociation. Dans la vidéo, on voit que le Major-Général s'adresse directement à des vidéastes (à des journalistes), qui entrent par ce geste dans l'espace de la négociation. Les vidéastes ne sont pas des témoins transparents des situations. À une époque où toutes les actions de rue sont filmées, l'exercice de reconnaissance mutuelle entre filmeur et filmé qu'engage l'utilisation d'une caméra donne un accès aux manières d'être ensemble en manifestation, mais également à des enjeux politiques et moraux et à des rapports de pouvoir. Dans ce cadre, analyser la relation documentaire et observer la manière dont les personnes acceptent ou non la présence d'une caméra, c'est réexaminer par un chemin spécifique les questions de la confiance, de l'engagement et de la valeur que les personnes attribuent aux situations, qui sont des questions qui animent les débats actuellement en sciences sociales ; « Dis-moi comment tu me laisses te filmer, je te dirai quel est ton engagement dans la situation et notre relation ».

L'analyse des vidéos m'a donné un cadre pour l'exploration de la connaissance hors-parole des situations manifestantes. J'ai volontairement navigué et dérivé avec la caméra à la marge des slogans et des messages politiques, de ce qui est dit dans les actions. En faisant cela, j'ai mis en valeur d'autres aspects de la scène manifestante qui ont un rôle dans la mise en forme de cette parole manifestante en acte. Cet effort d'explicitation d'une expérience concrète et éprouvée que les projections filmiques stimulent est elle-même une activité collective conjointe. La relation documentaire et le travail réflexif ont fait émerger une communauté d'aventure, d'action et d'enquête rassemblant chercheurs, militants, vidéastes, artistes, personnes hors des milieux politiques et culturels, russes et ukrainiens. J'ai filmé les actions de rue la plupart du temps en compagnie d'un ami moscovite artiste qui lui photographiait les actions. Nous veillions l'un sur l'autre, échangions des observations pendant les actions, redoublant ainsi notre expérience directe de la situation d'une réflexivité croisée dans le rapport à la situation. Après les actions nous analysions nos matériaux et les images des autres, militants et journalistes, à deux ou avec d'autres personnes. Cette collaboration dans l'analyse des images permet une description épaisse des phénomènes (GOLDMAN-SEGALL Ricki, 1998 ; GOTTDIENER Mark, 1979). Les images servaient de supports à des entretiens, à des discussions informelles et esthétiques – d'où la respécification de leur sens dans de nouveaux contextes d'échange. Tout le long de l'enquête et de l'écriture, qui est elle-même une modalité de l'enquête (CEFAÏ Daniel, 2015), je confrontais la solidité de mes hypothèses et catégories avec différents publics, dont cette « communauté d'enquête » (DEWEY John, 1902 et 1916). Cette production s'est faite, je pense, sans avoir imposé mes arguments ni « virer indigène »[814] : le milieu de l'enquête fut autant les discussions animées que les points de vue partagés, la pluralité et la communauté.

Cette expérience filmée m'a permis d'alimenter une recherche sur les images produites et diffusées par les militants. L'analyse des images donne accès à des aspects de l'expérience vécue des vidéastes profanes sans limiter leur exploration par de stricts comptes-rendus verbaux (MOSER Heinz, 2005). Chaque image renvoie à la capacité et à la manière de chaque producteur d'image de traduire des situations en forme visuelle. Parallèlement à l'étude des actions proprement dites, l'analyse des productions imagées militantes et de leurs réceptions participe de son côté d'une compréhension des façons dont les militants considèrent le sensible et réalisent la politique. Les images sont des actes : elles participent de leur côté à créer la réalité politique, comme cela a été dit dans le chapitre 2. On peut mettre en

[814] Conditions d'une bonne enquête selon Joëlle Zask (2008b).

évidence des axes, des chronotopes, réels et créés, à partir desquels s'organise la chaine événementielle des récits militants. Le chronotope est un concept littéraire de la théorie romanesque de Mikhaïl Bakhtine (1978) dans lequel « a lieu la fusion des indices spatiaux et temporels en un tout intelligible et concret » (p. 235). On y trouve « concentrées, condensées, évidentes et visibles, les marques d'un temps historique, d'un temps biographique ou d'un temps quotidien, et en même temps tout cela est confondu, fondu dans les seuls indices de l'époque, et celle-ci est perçue concrètement, comme sujet » (p. 388). Dans les récits militants apparaissent des localisations récurrentes des péripéties : la rue où l'on manifeste et se fait réprimé par la police, le fourgon cellulaire, le commissariat et la salle d'audience du tribunal. Il s'agit de chronotopes de la crise, associés à des moments de changements brusques, qui peuvent faire parfois basculer une vie. Il existe en revanche très peu de chronotopes du seuil qui seraient associés à des rencontres et des conversions (on pourrait penser à la rue, au lieu de travail, à l'université, à la cuisine, au *dvor*, à la salle de réunion, à la fête). Les chronotopes sont les « centres organisateurs » (p. 391) des principaux événements contenus dans le récit militant. Ils apparaissent comme « les centres de concrétisation figurative », comme l'incarnation du récit militant[815]. Les auteurs militants, les auditeurs et les lecteurs de ces récits sont tous réunis dans un monde et participent à part égale à la création d'un monde représenté, ce monde est « créateur du texte » (p. 394). Des chronotopes réels de ce monde créateur se distinguent des chronotopes reflétés et créés du monde dont le récit donne l'image. La frontière entre ces deux mondes est radicale : elle n'est pourtant pas très précise pour beaucoup de militants. Mais cette frontière n'est pas, dit Bakhtine, absolue : entre les deux mondes, l'œuvre et la vie, ont lieu des échanges interrompus (p. 394). Le chronotope créateur, au-dedans duquel a lieu cet échange entre l'œuvre et la vie fait peu l'objet de débats chez les militants vidéastes. Les images réalisées par les militants sont en « résonance harmonique » avec l'action originale, il s'agit de créer autour de cette dernière un halo de vibrations : les images ne font pas l'objet de querelles sur « comment filmer politiquement ? ».

La compagnie des images (produites en partie par le chercheur, en partie par ses pairs, en partie par les acteurs eux-mêmes) ne donne pas simplement à celui-ci à voir et à penser des aspects précieux des activités étudiées et sa relation avec les enquêtés. Elle assure une sorte de « va-et-vient » permanent entre milieu et observateur, travail de terrain et analyse, à l'aide de

[815] Mikhaïl Bakhtine dit (1978, p. 391) : « Tous les éléments abstraits du récit – généralisations philosophies et sociales, idées, analyses des causes et des effets, et ainsi de suite, gravitent autour du chronotope et, par son intermédiaire, prennent chair et sang et participent au caractère imagé de l'art littéraire ».

formes d'immersion et de prise de distance autres que le déplacement physique vers et hors du terrain. Les images rendent possible un voyage expérientiel qui réveille certaines potentialités de mémoire et de l'imagination et qui encourage un retour réflexif sur les expériences. Comprendre finement les réalités et les personnes qu'il étudie implique pour le chercheur de dénaturaliser les formes établies de sa propre expérience, pour saisir les actes de la constitution de celle-ci et celle des autres, au cours des activités pratiques. La caméra s'est révélée une formidable école d'observation et d'expérimentation, de rigueur empirique et de modestie. Dans ma recherche, la lecture répétée des images dans des mondes sociaux et des pays différents ont nourri la réflexivité. Dans des réalités peu familières et peu étudiées par l'ethnographie comme celle de la Russie contemporaine, tous les moyens sont bons pour accumuler de l'expérience et du sens. Les liens avec le réel entretenus par les images constituent plusieurs garde-fous qui évitent la projection abusive du point de vue du chercheur tout comme l'adhésion directe à celui des personnes enquêtées. L'un des aspects majeurs des situations auxquels l'observation filmique a rendu sensible ont été la question des émotions et des affects. La formation en sciences sociales et les pratiques de recherche nous préparent en général peu, malgré la popularité actuelle du thème en sciences sociales, à saisir les émotions.

6.4 Appréhender la dynamique des émotions dans les activités revendicatives

Les sciences sociales en général participent du mouvement de valorisation des émotions qui touche aujourd'hui l'espace occidental. C'est ainsi que dans les études sur les mobilisations, les chercheurs s'intéressent, au moins en théorie, depuis vingt ans aux émotions, après y avoir été longtemps imperméables[816]. Des publications (parmi d'autres) attestent ce changement : l'article « The emotions of protest : Affective and reactive emotions in and around social movements » de James Jasper (1998), le chapitre « Emotions and contentious politics » de Ron Aminzade et Doug McAdam dans le livre *Silence and voice in the study of contentious politics* (2001), le livre collectif dirigé par Jeff Goodwin, James Jasper et Francesca Polleta (2001), *Passionate politics, emotions and social movements* et, en France, celui dirigé par Christophe Traïni (2009), *Émotions… mobilisation !* Selon les

[816] Pour une analyse globale de cette production, se reporter à l'article de James M. Jasper (2011). Les études sur les mouvements protestataires de la période soviétique (YOUNG Glennys, 2007) et de la Russie contemporaine ne tiennent pas compte de ces travaux. Certains travaux sur la période soviétique décrivent pourtant des émotions. Pour une recension de ceux-ci, lire le brillant article de Glennys Young (2007).

chercheurs en sciences des mobilisations qui s'intéressent aux émotions, l'approche par les émotions permettrait de parcourir sous un jour nouveau les rivages classiques de la discipline, particulièrement les thèmes saillants de la mobilisation et de la consolidation des groupes militants. Dans cette démarche, des études mettent en valeur l'utilisation par les militants des émotions dans les dispositifs de mobilisation lorsqu'il s'agit pour eux d'attirer l'attention, de sensibiliser les publics, de recruter ou de « conscientiser » et de radicaliser leurs troupes[817]. D'autres insistent sur le rôle joué par les émotions dans la naissance des groupes, leur maintien (GOULD Deborah, 2004) et l'expansion de leurs réseaux (BOSCO Fernando, 2006).

Dans ces travaux, l'économie émotionnelle est souvent cernée dans une stratégie et l'émotion comme une ressource et/ou une rétribution du militantisme (LEFRANC Sandrine et Isabelle SOMMIER, 2009), alors même que le recours aux émotions était supposé nous éloigner du traditionnel et aujourd'hui en partie discrédité paradigme de la mobilisation des ressources[818]. Le paradigme qui sépare et hiérarchise la raison et les émotions est tenace. Les émotions et les sentiments sont encore généralement interprétés comme une sorte de sédiment qui se déposerait dans les individus et qui agirait comme un sous-produit des rapports sociaux, plus que comme émergeant des interactions et des actions elles-mêmes. Les émotions sont rarement mises en contexte dans l'action, c'est-à-dire dans le temps et la chaîne des événements et des interactions. Derrière les notions fourre-tout de la « solidarité » et de la « colère », peu de soin est apporté à décrire empiriquement les mécanismes de coordination. Or, les situations et les archives montrent que les acteurs (manifestants et autorités) ont une intelligence fine des liens entre dynamiques émotionnelles interpersonnelles et transpersonnelles et rapports de pouvoir.

Une autre approche, qui refuse la lunette cognitiviste des émotions, existe. Des chercheurs saisissent, dans des études de cas, les émotions dans des dynamiques de situation (FILLIEULE Olivier et Christophe BROQUA, 2009 ; HEURTIN Jean-Philippe, 2009). Certains auteurs comme Randall Collins (2004) mettent au centre de l'analyse les émotions, envisagées commes des flux et prises dans des chaînes locales d'interactions, y compris pour analyser l'action politique (2014). Collins adopte une position radicale, difficilement tenable au regard de la diversité émotionnelle et biographique des personnes : pour lui, c'est la

[817] Dans cette approche, des chercheurs ont montré le rôle des images, visant à « frapper le sens » dans le travail de recrutement et de fidélisation (TRAÏNI Christophe, 2009 ; JASPER James M. et Jane D. POULSEN, 1995).

[818] La plupart des contributions de l'ouvrage *Émotions… Mobilisations !* (TRAÏNI Christophe, 2009) constituent des exemples de cette vision de l'émotion. Pour une critique, lire : CEFAÏ Daniel, 2007 et 2009.

situation, et non les profils socio-psychologiques des personnes, qui explique le passage à l'acte violent (2008). Les études qui envisagent les émotions dans leurs dynamiques sont rares (JASPER James M. et Lynn OWENS, 2014). Le potentiel des émotions, comme le montre Mary Holmes (2004, p. 211) dans le cas de la colère, ne sont pas prédéterminés et fixés. Les émotions sont ambivalentes et mouvantes : elles peuvent être subversives ou contreproductives selon les situations. Les effets pragmatiques des émotions sont multiples dans le domaine politique (AHMED Sara, 2004). La dimension séquentielle des situations et des émotions est peu explorée dans la littérature sur les mouvements sociaux. Ces rares travaux aident pourtant à se défaire des réflexions essentialistes qui marquent les travaux qui ne saisissent pas les actions dans leur dynamique in situ[819]. Mon travail s'inscrit dans cette démarche sensible aux situations et à leurs dynamiques. Lorsque nous avons rendu compte de l'action du 19 janvier 2010 (action 2), nous avons par exemple décrit que le comportement rude des policiers a occasionné un choc émotionnel qui engagea une nouvelle séquence à l'action collective au départ pacifique et normale. D'autres travaux montrent que les attitudes et les émotions négatives des autorités peuvent être l'élément déclencheur des actions non coopératives, comme lors des grèves en URSS dans les années 1960 (YOUNG Glennys, 2007). Les émotions n'étaient pas au départ de l'enquête au centre de mes préoccupations. Mais l'observation filmique et l'épreuve des situations manifestantes ont fait émerger ce thème, que j'ai arrimé à mon travail[820]. Il me semble que les exigences de l'approche filmée (montrer plutôt que dire) offre une sorte de mise en garde contre une manière surplombante, lourde et bavarde de parler des émotions. Elle appelle une réflexion épistémologique innovante et féconde sur l'étude des émotions.

---

[819] Albert Ogien (2014) analyse le passage de la non-violence à la violence dans les révolutions de Kiev et du Caire sans avoir recueilli de données sensibles sur le terrain, ce qui l'amène à expliquer ce passage par l'hypothèse du contexte autoritaire. Selon cette idée, la logique de la résolution « vaincre ou mourir » devant un pouvoir qui ne cède pas serait évidente et enclenchée dès que les manifestants voient que leurs cibles se dérobent : l'utilisation de la violence serait alors vue à un certain moment comme nécessaire et irréversible. Une analyse fine des situations lui aurait montré que l'utilisation de la non-violence a fait l'objet, dans ces pays, de discussions et que le passage à la violence s'est réalisé - en liaison à des motifs situationnels, de façon non unanime - dans le déroulement même des situations. Ce traitement (débat et décision dans le cours des actions, fruit d'une perpétuelle réévaluation), contrairement à ce que laisse supposer Albert Ogien, n'est pas une caractéristique des seules situations démocratiques.

[820] J'ai participé aux journées de Sermizelles, en Bourgogne, organisées par l'institut Marcel Mauss, en septembre 2012 sur le thème « Émotions et sentiments moraux ». Cette occasion m'a grandement engagé à développer une réflexion approfondie sur les émotions.

6.4.1 Les émotions comme sonar dans les situations manifestantes

« Ils [des manifestants] sont derrière les barreaux pour que tu aies peur »
Banderole devant un tribunal de justice, 26 juillet 2012, Moscou

Dans les situations, les émotions sont envisagées ici comme un mode d'état corporel et physique, un signal homéostatique, qui permet, tel un sonar, d'informer la personne sur la situation qu'elle vit. L'émotion est à la base de l'activité mentale, de l'expérience et donc de l'enquête. Le caractère positif ou négatif de l'émotion va influencer le jugement et l'action de la personne. En langage plus philosophique, Gilbert Simondon (1989) dit que les émotions ont trait à du « pré-individuel » : la « couche affectivo-émotive » correspond à une réalité qui n'est pas encore intégrée à l'expérience de l'individu. Le sentir est un « vivre-immédiat, non conceptuel » (STRAUS Erwin, 2000 [1935], p. 423). Autrement dit, l'expérience immédiate a une dimension de « valuation » affective-motrice (DEWEY John, 1939/2011) et celle-ci est une sorte de proto-jugement (CHEVALIER Jean-Marie, 2007). En fonction de la lecture émotionnelle qu'il a de la situation, l'individu trouve une réponse adaptée, sans y mettre nécessairement des mots (RAVAT Jérôme, 2007, p. 85). L'expérience a une dimension thymique (autrement dit l'attitude d'un individu considéré du point de vue de ses humeurs et de ses émotions). Avant d'agir ou même d'instrumentaliser les émotions comme des ressources stratégiques, on est affecté par la situation : la compréhension de ce qui se passe s'appuie sur des formes d'évaluation élémentaires (DEWEY John, 1939/2011) qui ont une qualité sensible et affective. L'émotion réalise un vrai travail de sélection et d'unification des différentes parties de l'expérience (DEWEY John, 1934/2005). La pluralité ouverte et indéfinie des épreuves sensibles et affectives devient signifiante par ce travail de sélection, d'unification et d'identification qui aboutit à la perception (FONTANILLE Jacques, 2007). En d'autres termes, les sensations constituent les premiers matériaux du savoir. Le corps est le « point-zéro de l'enquête » (CEFAÏ Daniel, 2003). Le sentir n'est cependant pas qu'un mode du connaître : il possède une dimension pathique, qui « définit le mode de participation du sujet au monde » (STRAUS Erwin, 1935/2000, p. 9)[821]. Cette résonance affective et donc le sentir suivent des chemins très différents selon les individus. C'est sans doute la réalité de cette mer intérieure agitée, à fleur de peau du « rôle », qui a tenu longtemps éloignées les

[821] On trouve également des éléments au sujet de la place de l'affectivité comme constitutive de l'expérience de la situation et le caractère esthétique et pathique de la réalité – en particulier la question de l'être-affecté par les situations, une espèce de passivité dans l'exposition à la situation qui précède le passage à l'acte de protestation et sans laquelle il n'y a pas de communauté d'émotion entre les manifestations, dans : CEFAÏ Daniel, 2009 (p. 259-260) et 2007 (p. 517-527). Nous avons également traité la question dans le chapitre 2.

émotions du domaine de la sociologie et qui a retardé la prise de conscience de la fonction pratique, cognitive et évaluative de notre vie affective[822]. En divers points du corps des sciences sociales, on cherche cependant, contre l'attitude scientifique classique qui détourne du sensible et du sentir, à ne pas perdre cette dimension affective du sentir, à ne pas trahir cet engagement-là avec le monde, les enquêtés et soi-même.

Cette conception de l'émotion « sonar » s'accorde avec ma pratique de vidéaste. Au cours des actions revendicatives, le rythme rapide et la courte durée de ces situations irréversibles et imprévisibles (notamment du côté des policiers) font que la prise de décision doit être rapide, en particulier pour les meneurs d'action et les vidéastes. Ces derniers sont obligés d'être à la fois mobiles et vigilants s'ils veulent enregistrer les détails de la dynamique de l'action. Au cœur de l'action, la démarche des vidéastes et des meneurs est très instinctive et la prise de décision intuitive, sans avoir recours toujours à un raisonnement conscient (COGET Jean-François, HAAG Christophe et Annabel-Mauve BONNEFOUS, 2009). Les émotions y jouent un rôle particulier. Le vidéaste vit une expérience proche des meneurs d'action et manifestants les plus actifs. Comme eux, il combine « réflexion sur l'action » et « réflexion dans l'action ». L'approche filmée met à l'épreuve, développe et donne matière à réfléchir sur ces compétences cognitives et relationnelles sur le processus d'action. Dans les collectifs militants, ces ressources sensibles et biens de l'action circonscrivent encore pour une grande part un certain impensé pratique et affectif des comportements. Dans les sciences sociales, ils sont négligés.

Dans cette position de recherche, mon intérêt vis-à-vis des émotions ne se limite pas aux tactiques, aux mises en scène des émotions, au « travail émotionnel » décrit par Arlie Hochschild (2003), objet de prédilection pour une perspective sociologique[823]. Les émotions se sauraient être réduites, à mon avis, à leur dimension d'autocontrôle, d'instrumentalisation par un groupe ou d'administration des conduites émotionnelles à l'échelle d'une société (FERNANDEZ Fabrice, LEZE Samuel et Hélène MARCHE, 2006).

6.4.2 Dynamique des émotions dans les rassemblements à Moscou

Nous avons examiné dans les chapitres 1 et 2, à partir de l'analyse de plusieurs séquences d'actions et d'émotions que j'ai filmées, les différentes intensités et modalités de

[822] Jack Katz (1999) montre qu'il est possible de travailler de manière précise sur les émotions avec les outils de l'analyse sociologique, à la limite de la psychologie.
[823] Lilian Mathieu (2010) utilise par exemple cette approche pour décrire les « ressorts sociaux de l'indignation militante ».

quelques émotions en situation de manifestation à Moscou. Dans les rassemblements deux *scenari* émotionnels ont été distingués. Un scénario correspond aux actions autorisées par la préfecture, à savoir les meetings et les piquets, un autre aux actions spontanées, non négociées avec les autorités. Les processus émotionnels sont dynamiques et suivent un ordre séquentiel (YANG Guobin, 2000, p. 607). J'ai montré quel rôle jouaient ces émotions dans les dynamiques d'actions et les processus de publicisation des problèmes.

Dans les situations de meetings et de piquets, la peur est peu visible et les émotions exprimées peu fortes. Le cadre de l'action manifestante est prévisible. Les manifestants sont déjà bien contents lorsque l'action se déroule normalement, sans être perturbés par une intervention des forces de l'ordre. Les militants s'en remettent à la mise en récit de l'action que réalisent les médias, les blogs et les réseaux sociaux. Le flux de l'information est continu et la cadence de la répression rapide. Dans une stratégie centrée sur les médias typique des années 2000 et 2010, les militants et les organisations intériorisent ces contraintes. Celles-ci génèrent de la frustration, de la fatigue et parfois du découragement. Le seul moment qui est prévu, mais imprévisible est : Les forces de l'ordre vont-elles intervenir et à quel moment ? Une fois l'action terminée, alors que les manifestants se dispersent, il n'est pas rare que les policiers arrêtent de façon inattendue l'organisateur de l'événement (comme dans l'action 1). Pendant les longues heures pendant lesquelles les manifestants attendent devant un commissariat ou un tribunal, ceux-ci font preuve du même contrôle émotionnel de soi que lors des actions. Les fonctionnaires et les manifestants se livrent une guerre d'usure. Les piquets et les meetings, formes d'action habituelles et contrôlées à Moscou, font difficilement jaillir des émotions fortes. Des rencontres sans émotion ne sont guère à même d'encourager la participation. On est susceptible de venir et de vivre ces mêmes passions dans les interactions à la prochaine action. Ces émotions négatives influencent en partie la manière dont les personnes comprennent ce qui leur arrive en situation et ce qui pourrait leur arriver. Ce contexte émotionnel modèle l'horizon d'attente, il le bouche.

Seules les actions spontanées brisent la routine de l'immobilité des formes autorisées par les autorités. Dans ce type d'actions, les forces de l'ordre ne sont pas présentes (au moins au début, mais parfois tout le long de l'action). Le lieu et l'espace de l'action ne sont pas fixés par la police. Aucune fouille corporelle par les forces de l'ordre n'est opérée. Cette absence du dispositif policier procure une puissance émotionnelle à l'action. Ce type d'occasions, qui combinent un foyer d'attention commune, un phénomène d'entraînement émotionnel (synchronisation des corps, stimulation mutuelle), génère de l'énergie émotionnelle et des sentiments de confiance et d'enthousiasme (COLLINS Randall, 2004, p. 42).

En Russie, la peur est une émotion de base éprouvée par les manifestants et fréquemment exprimée dans leurs récits. Les rassemblements politiques peuvent en effet tourner de façon subite à une répression brutale par les forces de l'ordre. En dehors de ces actions, les risques auxquels sont confrontés les activistes et les journalistes critiques sont nombreux : représailles économiques, licenciements, expulsions de l'université, intimidations physiques et morales, agressions, emprisonnements et, parfois, meurtres. Autrement dit on peut distinguer une peur réflexe, une émotion immédiate et passagère, qui est une réaction à une situation spécifique (par exemple dans une action manifestante), et un sentiment de peur plus cognitivement élaboré et impliqué dans un processus à long terme. En effet, l'expérience de l'arbitraire policier – en situation d'action manifestante et dans le quotidien des relations à l'administration – provoquent et distillent des émotions négatives, dont la peur. Ce sentiment de peur à l'encontre de l'État est très puissant aujourd'hui chez des personnes qui l'associent dans leurs récits aux sentiments qu'elles ou leurs proches ont éprouvés pendant la période soviétique. Le pays a certes changé, mais l'emprise des anciens des services secrets (du KGB devenu FSB) dans le système économique et politique du pays et le comportement de ces derniers ne permettent pas aux personnes de tourner la page de cette histoire de la peur politique. Cette page est quotidiennement réactualisée.

6.4.3 L'épreuve de la peur

La gestion de la peur est partie prenante des situations risquées de l'engagement (GOODWIN Jeff, JASPER James M. et Francesca POLLETTA, 2001 ; LOVEMAN Mara, 1998). Nous allons poursuivre en traitant de l'évaluation de la peur et des stratégies collectives face à ce type d'émotions, en explicitant les stratégies déployées par les personnes pour déjouer et jouer avec la peur[824]. Ce sera l'occasion d'examiner les mécanismes d'encouragement axés sur le contrôle des émotions négatives utilisés dans la vie du collectif, en amont et en aval des actions (GOODWIN Jeff et Steven PFAFF, 2001). Ce travail est en partie mené par les militants chevronnés des groupes.

Les dispositifs et les mesures coercitives qui entourent l'organisation des actions de rue à Moscou peuvent effrayer et immobiliser : usage imprévisible de la force, provocations policières, dispersions violentes, arrestations de masse, inconnus en civil infiltrés dans les cortèges rouant de coups les manifestants, emprisonnements, poursuites judiciaires, « listes

[824] Au sujet d'une ethnographie de la peur, de belles études de cas sont présentées dans le numéro 43 de la revue *Terrain* intitulé « Peurs et menaces » (2004), sous la direction de Monique Jeudy-Ballini et Claudie Voisenat.

noires » de militants, etc. Pourtant, contre la résignation apprise, des personnes dominent leur peur, elles descendent dans la rue. Les actions sont fréquentes. La peur n'est pas liée nécessairement aux risques encourus. La perception du risque diffère selon l'expérience, la culture politique des militants et la logique des situations. Au cours des épreuves, les militants surmontent leur peur, ils prennent de l'assurance. Ceux qui maîtrisent le plus leur peur et sont les plus intrépides, les jeunes activistes antifascistes ou du NBP, valorisent le courage. Le courage suppose la peur, une peur qui est dominée. Confrontés au risque de perdre la vie ou d'être blessé dans des combats avec les ultranationalistes, ils ont développé des stratégies collectives de défense, qui s'accompagnent de conduites de mépris ou de déni du risque[825].

De la capacité collective à faire face au danger naissent la reconnaissance de faire partie d'un même collectif et une solidarité physique et morale. L'expérience d'une même manière de sentir est une façon de marquer sa différence avec les autres, les « *obyvately* » (« hommes ordinaires »), *ravnodushnye* (« indifférents »), les sujets passifs de la peur qui refuseraient de voir la réalité. « Cette majorité » que le journaliste Alexandre Ourjanov dessine dans une formule qui décrit bien la perception d'une bonne partie des militants et des intellectuels sur la majorité silencieuse de la population :

> « *La pure illusion d'être indépendants de la réalité, bête et violente : "Nous nous fichons de ce qui se passe derrière nos carreaux, parce que rien ne dépend de nous et en échange, ces créatures tentaculaires en diapason avec le pouvoir – de la police à la polyclinique du quartier – ne nous atteignent presque pas"* »[826].

Comment cerner cette peur à partir du vécu des acteurs ? Les travaux dans le domaine des mobilisations collectives nous aident peu puisqu'elles sont moins sensibles aux émotions qui immobilisent les personnes, les détournent de l'action collective qu'à celles qui les aident (JASPER James M., 2011). Les chercheurs en sociologie des mobilisations abordent la plupart du temps la notion de peur d'une manière générale, catégorique et, souvent quand il s'agit d'étudier un contexte autoritaire, catastrophiste. Je commencerai par donner quelques éléments de cette histoire affectivo-politique de la peur difficile à écrire, notamment pour ces dernières décennies « postsoviétiques ». On a très peu d'analyses des effets du changement social sur la cartographie des référents et des entités affectives. Si des personnes sont appelées à manifester, c'est qu'elles ont apprivoisé, réprimé ou bravé leur peur. La peur subie peut être un risque revendiqué et assumé.

---

[825] Ces combats de rue ont diminué à partir de 2010 (voir chapitre 3).
[826] http://www.the-village.ru/village/situation/columns/114663-ty-ne-poverish, accès le 04/06/2015

Un des objectifs du présent travail sur les émotions est d'analyser les relations et effets réciproques entre d'une part les émotions de court terme, réactives, liées aux situations d'action et d'autre part les sentiments et les climats émotionnels de longue durée. Ces liens représentent un sujet sous-traité dans les études sur les mobilisations collectives (JASPER James M. et Lynn OWENS, 2014, p. 533). Ouvrir le regard depuis la situation à la globalité des personnes et à l'épaisseur des histoires est un détour nécessaire pour comprendre les corps, les chorégraphies et les émotions telles qu'ils se déploient en situation. Des répertoires émotionnels riches et variés sont associés aux expériences des personnes et des groupes engagés dans des activités revendicatives.

6.5 Émotions en profondeur. Sur quelques agencements politico-affectifs en Russie

En Russie, la peur (*strakh*) est de façon récurrente exprimée dans les récits (MATZA Tomas, 2010), y compris dans ceux des militants[827]. Elle semble partout. Tout d'abord, parmi les grandes peurs sociales qui se sentent quand on vit à Moscou, il y a la peur de perdre ses proches dans un attentat, la peur de perdre son emploi (GIMPELSON Vladimir, KAPELIUSHNIKOV Rostislav et Tatiana RATNIKOVA, 2003), la peur de perdre tout l'argent confié à une banque qui fait faillite (comme en 1998), la peur d'être victime de l'arbitraire du pouvoir (en particulier de l'administration et de la police), la peur d'être escroqué sur le marché, la peur de la violence et de la cruauté et la peur devant la maladie, la pauvreté et une vieillesse miséreuse (les garanties sociales sont minimales). La peur et les mesures d'intimidations sont capables au quotidien d'empêcher la mobilisation (SALAMON Lester M. et Stephen VAN EVERA, 1973).

Comme à la période soviétique, la peur touche particulièrement le domaine politique et les relations avec l'administration. L'expérience traumatique du XXe siècle de la Russie, en particulier la tragédie du stalinisme, a été réintégrée dans l'espace public des discussions pendant une courte période, à la perestroïka, et notamment dans des milieux intellectuels restreints. Elle est aujourd'hui refoulée (FERRETTI Maria, 2002). L'épreuve de la peur dans le domaine politique a marqué cependant avec des niveaux d'intensités différents selon les périodes et selon la position politique que l'on avait. Le poète et essayiste Lev Rubinstein

[827] Les militants que j'ai étudiés et ceux du Parti national-bolchévique (NBP) dirigé par Edouard Limonov et étudié par Véra Nikolski (2010, p. 482).

décrit bien une représentation populaire sur le climat en URSS à partir de l'époque brejnévienne :

> « *L'époque de Brejnev était calme, tout y pourrissait lentement et tous, mis à part les rares personnes qui vivaient confortablement, se trouvaient dans cet état permanent. Tout le monde trouvait sa niche, même les mouvements artistiques avant-gardistes et alternatifs. La peur stalinienne n'existait plus, si tu n'allais pas protester sur la place Rouge et que tu vivais normalement, tu ne craignais pas grand-chose* […]. *L'évasion, la prise de distance vis-à-vis de la société était d'actualité du temps de Brejnev. À cette époque, il fallait absolument se distancier de cette vie, de toute cette marque de fabrication soviétique, contre laquelle il était impossible de se battre. Nous sommes nés à cette époque, y avons grandi et nous avons été formés par elle, c'est pourquoi nous n'avons pas ressenti de responsabilité personnelle vis-à-vis des évènements qui étaient en cours avant ça* [les manifestations monstres de 2011-2012 autour des élections] »[828].

Si la peur stalinienne a disparu, l'expérience de la peur de l'arbitraire du pouvoir tisse en partie le rapport au monde des personnes, le rapport à l'État. Elle est associée à des situations qui sont perçues comme menaçantes, sans que l'individu puisse avoir de certitude sur la cause de la menace ni sur sa capacité à l'affronter. La peur de l'arbitraire du pouvoir a fait l'objet d'une certaine « routinisation », sous une façade de normalité[829]. Elle est actualisée au quotidien sous des formes diverses, dans la vie quotidienne, puisque les personnes sont continuellement confrontées à la dureté, à la cupidité et à la cruauté dans leurs relations de travail et leurs relations avec l'administration, de la polyclinique, en passant par les services sociaux, l'université et la police (DUBIN Boris, 2006b)[830].

À la période soviétique, la peur avait pourtant mobilisé et socialisé une partie de l'intelligentsia. Le sentiment chez les intellectuels antisoviétiques qu'il fallait témoigner de la peur (dans le but de la partager avec une société dont ils se croyaient les sauveteurs), par des écrits intimes, et la lecture de ceux-ci dans les petits mondes intellectuels avant et après leurs publications ont en effet eu pour conséquence de souder leur communauté de sort (PAPERNO Irina, 2009). Ce désir a disparu chez ceux que l'on appelle aujourd'hui les milieux intellectuels et créatifs, qui ont renoncé à l'idée de changer la société. La peur mobilise peu. Partout on entend dire que l'on n'attend rien de l'État : « *Rien ne nous lie à lui* ». Le comportement normal est celui de régler ses problèmes personnellement (« *litchno* ») ou dans le petit cercle des gens de confiance. Le manque de confiance et la peur de s'engager avec des inconnus, soupçonnés d'opportunisme, accompagnent ce comportement de repli. Tout semble confirmer dans le quotidien des personnes que le cadre revendicatif est inutile, anormal et dangereux. Dans l'économie des relations, l'ennui émerge souvent entre inconnus. Il est peut-

---

[828] http://www.lecourrierderussie.com/2012/06/01/rubinstein-stabilite-ideologie/, accès le 12/06/2015
[829] L'expression est de Linda Green (1994).
[830] Sur la continuité émotionnelle entre bureaucraties et citoyens, lire l'article de Mark Graham (2002).

être une défense qui vise à éloigner l'agressivité, tant la sienne que celle des autres (MARIN Christian, 2009). La stratégie de l'ennui est d'éviter de créer des liens avec les autres. Le militant Vlad Toupikine déclara d'une manière un peu provocatrice : « *L'un des ennemis les plus forts des protestations n'est pas la peur, mais l'ennui* »[831]. J'avoue que c'est l'envie de chercher les raisons du trouble que j'ai ressenti face à mon propre sentiment d'immobilisation mêlé d'ennui dans les actions de rue à Moscou, auxquelles j'assistais au début de mon terrain à titre personnel, qui m'a engagé à étudier ces actions. Ce questionnement a orienté ma dynamique d'enquête et de recherche : j'ai voulu comprendre ce qui se passait dans les rassemblements de rue. J'ai ensuite pris ces actions comme un point d'observation des émotions publiques et politiques à Moscou.

L'angoisse plane, notamment sur l'univers des personnes qui s'opposent publiquement au pouvoir. Une idée répandue est que la peur gouverne également le pouvoir, la peur d'une opposition politique intérieure et du désordre social. Cette peur conduirait les autorités à des répressions brutales. L'argument était déjà populaire à la période soviétique : les fonctionnaires avaient peur des émotions de leurs concitoyens et c'est pour cette raison qu'ils tentaient de les réprimer (YOUNG Glennys, 2010). Des arrestations arbitraires et des poursuites judiciaires continuelles entretiennent la peur chez les militants. Mais, en Russie, ces peurs demeurent en profondeur. Inavouables, elles remontent à la surface dans des rêves ou des récits entre proches. Ces rêves sont dictés par l'angoisse (qui ne paraît pas toujours fondée) d'une arrestation, de poursuites judiciaires et policières ou même du simple contact urbain. Ces rêves et ces peurs sont exprimés épisodiquement dans les cuisines et sur l'oreiller. Le spectacle de la violence est si douloureux et omniprésent que faire part de délicatesse dans ce pays consiste à taire ses sentiments de peur à ceux que l'on aime, de crainte de les submerger.

Les preuves de la violence sont aussi une épreuve pour celui qui enquête. Je vivais à Moscou, lorsque le 19 janvier 2009 ont été assassinés Stanislav Markelov, avocat, homme de gauche et défenseur des droits de l'homme (34 ans), et Anastasia « Nastia » Babourova, journaliste stagiaire au journal d'opposition *Novaïa Gazeta* et militante libertaire de 24 ans (tuée en tentant de secourir le premier). J'ai assisté à la cérémonie d'adieu à Nastia. Nous, les proches, la famille, quelques camarades et moi, avons fait dans la salle mortuaire d'un hôpital de Moscou deux fois la queue et passer un par un devant le cercueil ouvert de Nastia pour déposer des œillets rouges, comme le veut la tradition, cela devant une centaine de journalistes qui enregistraient la scène. J'avais échangé avec Nastia quelques phrases lors

[831] https://youtu.be/u-GrZQbTjgQ, accès le 08/06/2015

d'une action, que nous devions filmer ensemble, quelques mois auparavant. J'ai certainement surestimé mes forces à vouloir ainsi participer à cette cérémonie, mais à l'époque, une autre réaction à l'événement était pour moi impensable. Ce double meurtre a provoqué en moi deux types d'émotions : une immense peine que je voulais partager avec tout le monde, y compris de manière un peu insensée avec des inconnus dans le métro dont je remarquais (ou pensais reconnaître) le regard troublé, et, ensuite, une immense colère qui appelait une réaction politique. Descendre dans la rue, se retrouver et manifester. La peur et la colère, bien qu'elles soient toutes les deux associées à une évaluation de la situation comme menaçante, se distinguent l'une de l'autre. La peur est une façon plutôt « pessimiste » de faire face à la situation, la colère est accompagnée d'un sentiment de certitude quant à la source du problème et à la capacité de l'individu d'y faire face (COGET Jean-François, HAAG Christophe et Annabel-Mauve BONNEFOUS, 2009). Je crois que la violence de la peine, si elle s'était exprimée dans un sentiment de peur m'aurait conduit à la dépression. Je n'avais pas l'expérience de la peur, routinière, et du bouclier de l'ennui de mes interlocuteurs russes. La colère s'est révélée être une échappatoire efficace à la souffrance.

Mon désir de partage de la peine a été refusé par les militants que je côtoyais pourtant depuis près d'un an. Je venais aux rassemblements organisés juste après le double meurtre dans le but premier de partager cette peine. Un an plus tard, je confiais à une militante chevronnée de mon âge ma frustration d'alors. Elle m'expliqua qu'elle faisait effectivement une distinction claire entre camarades et proches (amis et famille). La communion affective que j'espérais n'était pas légitime. Il était attendu de ne pas démontrer ses émotions en public[832]. C'était la logique des affects qui correspondait à la situation[833]. Ce moment autour du double assassinat a représenté pour moi un choc émotionnel et un basculement du regard sur mon terrain. Je n'ai pas encaissé l'apparente insensibilité des militants. Dans mon entourage russe, on reçut ma détresse bavarde et mon envie d'agir avec distance, puis avec une sincère compréhension mêlée d'impuissance : « *Mais que faire ?* ».

---

[832] Un militant antifasciste dit avoir été étonné de voir ses collègues français pleurer et s'embrasser dans la rue lors d'un rassemblement à Paris en hommage à Clément Méric en juin 2013. Il confia qu'il avait dû retenir ses larmes lors des funérailles de Stanislav Markelov « *en attendant de revenir à la maison pour pouvoir pleurer* » (conversation informelle avec des amis russes vivant pour la plupart en France avec qui j'ai vécu les événements du Bataklan à 400 mètres de celui-ci dans un café barricadé, qui furent une occasion forte et salutaire d'analyse interculturelle des ressentis et des émotions - merci notamment à Olga Bronnikova et Maria Emanovskaya -, 14 novembre 2015, Paris).

[833] Les émotions sont une façon d'apparaître aux autres et participent à la constitution de l'espace public (PAPERMAN Patricia, 1992).

Avais-je bien compris la situation d'alors ? Comment la comprendre si les personnes restent dans le silence ? On est toujours dans le questionnement, dans le doute quant à notre capacité à saisir les émotions, et les peurs, les siennes comme celles des autres. L'expérience de terrain conduit, lorsqu'elle fait place à la communication non verbale et au libre jeu d'affects, à explorer mille aspects d'une opacité essentielle du sujet à lui-même (FAVRET-SAADA Jeanne, 2009, p. 161). L'histoire, l'épreuve de la peur et la méfiance vis-à-vis du pouvoir ont enseigné aux Russes à taire leurs vies privées et leurs sentiments profonds à l'autrui distant. Le parler en public et le parler en coulisse ne coïncident pas. Les Russes ont instinctivement compris que l'accès aux émotions et à la vie privée constitue un enjeu de pouvoir et, parfois, une menace vitale[834]. Nous ne sommes pas, en Russie, dans une société à l'obligation morale du récit de soi, dans une « société avouante », disait Michel Foucault (1976, p. 79) de la société française. En coulisse, les Russes excellent dans les pratiques de « transcriptions cachées » (SCOTT James C., 1990), les jeux du dire en secret, à demi-mot son mépris et son insoumission. Les récits frappent par leur richesse métaphorique. Dans ce contexte, comprendre, pour l'enquêteur, les capacités des personnes à configurer leurs mondes est un immense travail. L'entretien est un réel parcours du combattant. Face à ces barrières, et aussi par pudeur et du fait d'un soupçon quant à ce que l'on voulait bien dire à « la Française », j'ai préféré à l'entretien classique un terrain long, une implication dans les activités étudiées, des relations et conversations informelles approfondies et une compréhension par imprégnation[835]. Les limites du récit de soi demandé aux personnes par un étranger à la communauté et de son intelligibilité apparaissent clairement. Les questions concernant l'expérience personnelle, la narration de soi provoquent de la gêne (LERNER Julia, 2011, 127) en dehors des occasions sociales qui la suscitent, au sein des groupes d'amis et de

[834] Les grands procès politiques, notamment des années 1930, se déroulaient à travers l'exégèse (le maître de cet art était Staline) des émotions pour sonder la véracité des témoignages des membres du parti soupçonnés de déviance et promis à l'exclusion. Les physiologistes postulaient que les émotions étaient de l'ordre du conscient, donc on pouvait en tenir pour responsables leurs détenteurs. L'interprétation des émotions comme technique permettant d'établir la vérité a généré, derrière l'unité apparente des performances des procès et des réunions, une grande anxiété dans le monde politique stalinien. Ceci montre que certains rituels minent plutôt qu'ils ne créent de l'union et de la solidarité. Sur le sujet des Bolcheviques et leur interprétation des émotions au moment des grandes purges, lire : YOUNG Glennys, 2011.

[835] J'ai vu des leaders militants changer littéralement de comportement en quelques secondes : avec moi il tenait un discours égalitaire et progressiste (ils se payaient en quelque sorte le luxe d'une discussion sérieuse avec une « camarade occidentale ») et quelques pas plus loin je les voyais se comporter de manière autoritaire avec les militants profanes ou assimilés comme inférieurs. Je ne doute pas que les militants aient été « vrais » dans les deux situations. Les entretiens classiques ne me permettaient pas de sortir du rôle qui m'enfermait.

proches, lors des discussions autour d'un thé ou d'une table garnie. On ne peut quand même pas nouer des relations proches et intimes avec tous ses informateurs !

Face au mur du silence quant aux émotions en Russie (à leur défaut de traitement collectif), j'ai emprunté d'autres chemins : observer longtemps, passer du temps, voir se sédimenter du sens. J'ai vécu plus de deux ans à temps plein à Moscou. Sur mon terrain, j'ai retrouvé la distinction que faisait la militante entre « les proches » et « les autres », associée à un registre d'émotions différent pour chaque catégorie de personnes. Mes interlocuteurs exprimaient une capacité à différencier d'une façon tranchée les situations privées ou de confiance avec les proches des autres situations. Dans les situations privées, avec les personnes avec qui elles avaient un lien affectif, elles manifestaient une attitude empathique, de compassion, de patience. Les mots et les comportements en russe sont très forts : on parle d'une ouverture spontanée des cœurs, d'une sincère sympathie (*sochuvstvie*), d'un partage intense (indiqué par le préfixe *so-*) de l'état émotionnel négatif de l'autre (*soperejivanie*) et de la souffrance de l'autre (*sosdradanie*)[836]. On partage de la même façon les émotions positives.

En Russie, l'âme (*doucha*) est restée paradoxalement à la période soviétique et aujourd'hui une conception constante et passée dans la langue commune, une façon de parler « indigène » pour rendre compte des émotions, aussi bien dans les écritures de soi qu'à l'oral, chez les croyants que chez les non-croyants[837]. La conception est entrée dans la langue commune : la majorité de la population est désignée par les militants (et autres « progressistes ») comme des « indifférents », *ravnodushnye*, signifiant mot à mot « dont l'âme est régulière, non troublée ». Contrairement au contexte occidental, où les personnes sont censées posséder leurs « âmes », la *doucha* en russe est d'ordinaire vue plutôt comme un théâtre où se manifestent des forces, des processus auxquels il est possible de s'abandonner sans les réprimer. L'emploi de verbes plutôt que d'adjectifs témoigne de cette façon dynamique d'appréhender les émotions. On peut partager, trait distinctif, ces moments à plusieurs : c'est grâce à la *doucha* que l'on peut établir des rapports avec d'autres personnes. Avec les proches, on se touche, on s'embrasse, la proximité des corps est grande, notamment dans les entretiens à cœur ouvert reconnus comme un idéal culturel. Avec les autres

---

[836] Le mot *empatia* a été importé dernièrement dans la langue russe. Son usage est toutefois confiné à la littérature psychologique. De manière inédite dans la langue russe, il indique le caractère intentionnel de l'attitude empathique, la faible congruence affective entre l'émotion de l'autre et la mienne et qu'elle n'implique pas nécessairement un lien personnel entre les deux personnes (GLADKOVA Anna, 2006-2007).

[837] Voir l'étude ethnographique de Dale Pesmen (2000) sur le concept russe de la *doucha* et de sa signification dans la Russie d'aujourd'hui.

personnes, « les étrangers » (*chujie*), dans les situations de coprésence, dans les espaces publics, la règle est de manifester de la froideur et une indifférence totale, voire de la grossièreté (*grubost*) plutôt qu'une inattention civile. Pour une personne qui vient d'ailleurs, il est parfois difficile d'intégrer ce clivage de la personne, de répondre au pendule émotionnel de l'autre oscillant de la mélancolie à l'exubérance, de l'extrême froideur à la vive chaleur, selon les situations. L' « ordre expressif », c'est-à-dire le flux expressif et son interprétation (GOFFMAN Erving, 1967/1974, p. 36), en vigueur dans ce pays a questionné mes évidences personnelles et de recherche en matière d'émotions. Mon empathie « à l'occidentale », l'expression tempérée de mes émotions ont été à la source de quantité de malentendus (reçus par mes proches russes avec bienveillance) et pour moi de frustrations et de stimulations de la pensée. Le terrain m'a transformé : j'ai appris à identifier et exprimer des émotions ensevelies. Une Odessite dit un jour que la terre natale n'était pas seulement celle où nous sommes nés et avons grandi, mais également celle où nous nous sommes construits. Si l'on suit ce raisonnement, Moscou en a été sans doute une pour moi.

Peu d'analyses sont faites sur l'évolution des catégories affectives et sur les effets psychologiques du changement social rapide du pays en vingt ans. Des ensembles de règles de sentiment se font la lutte (LERNER Julia, 2001, 134). Pour l'individu (et le chercheur), il est peu clair dans ces situations d'agitation sociale qu'est vraiment la règle (HOCHSCHILD Arlie, 2003, 41). Continuellement les personnes et les chercheurs russes se plaignent « *de ne pas comprendre leur pays* ». Nous sommes face à un mélange d'aspects « postsoviétiques » et de produits de reformes néolibérales, entre étatisme et mesures disciplinaires (KOROLEV Sergeï, 2009), gestion capitaliste et biopolitique soviétique. Du système de prise en charge soviétique, il reste quelques reliquats, même si les fondations biopolitiques de l'ordre soviétique se sont progressivement détruites depuis les années 1960, en partie pour des raisons économiques et d'inefficacité. Cette ruine du projet biopolitique soviétique a eu la conséquence de non seulement fragiliser le régime, réduit à une forme de souveraineté, mais également de laisser se développer une véritable économie parallèle qui peut être vue comme un refus de la prise en charge sociale (PROZOROV Sergeï, 2007). L'autorité biopolitique a été expurgée de la vie des êtres. Ceci est congruent à ce que j'ai dit de l'absence morale du récit sur soi.

Il manque cruellement des travaux qui saisiraient ces transformations, y compris celles de l'éducation et des fondements psychologiques de l'instruction en Russie depuis la perestroïka. Après la chute du régime soviétique, le pouvoir des pédagogues (chargés de créer l'Homme nouveau, d'inculquer la discipline et de développer le caractère moral des enfants) a été, pour dire les choses rapidement, transféré aux psychologues (intéressés par des méthodes

faisant la plus grande place à la liberté de l'enfant et à ses émotions). Ce passage s'est traduit par une psychologisation de l'éducation dans les années 1990. Dans les années 2000, celles qui succédèrent à la venue de Vladimir Poutine au pouvoir, ce projet d'humanisation a été mis de côté en tant que mode d'intervention sur la population. Alors que le travail sur soi est resté accessible (et cher payé) pour les classes supérieures, le reste de la population a été soumis à des méthodes de management de crise, de diagnostics, de prophylaxie et de « correction psychique » (*psikho-korrektsia*). On peut parler d'un système à deux niveaux combinant un ordre disciplinaire, hygiénique dans les institutions publiques de santé et le développement de techniques de réalisation de soi dans des structures privées (MATZA Tomas, 2010). Les techniques, ces discours et ces concepts du « soi » circulent également à la télévision, dans les publicités et les shows télévisés. Le discours et la culture thérapeutiques occidentales (plutôt américaines) s'adaptent au terrain postsoviétique (LERNER Julia, 2011). Un nouveau rapport aux émotions, un nouveau type de « culture émotionnelle » (ILLOUZ Eva, 2008) y progresse.

Ce projet de connaissance de soi, d'apprentissage au contrôle de soi et à la liberté ainsi que de développement de compétences émotionnelles, proposé aux « entrepreneurs de soi-même », semble à première vue en contradiction avec les normes de genre, la précarité sociale de ce pays et la politique gouvernementale, la fameuse « verticale du pouvoir ». Le cas russe montre cependant que ces techniques peuvent très bien se développer dans un contexte autoritaire. En axant les efforts sur soi-même, ces techniques de soi sont des techniques « antipolitiques ». Le « travail émotionnel » est associé à des formes de dépolitisation qu'on prête au libéralisme. Ces formes de dépolitisation s'ajoutent à celles qui structuraient la société postsoviétique. Dans la rue, le gouvernement ne permet pas la création, le maintien de scènes publiques de dissensus. Le « travail sur soi » conforte celle-ci. Or, les milieux militants n'ont pas leurs propres lieux et ménagent peu d'espace pour prendre en charge collectivement les grands coûts émotionnels qu'implique l'activité revendicative. Il s'y développerait une « réflexivité émotionnelle » (KING Debra, 2005), un *care* militant (BROWN Gavin et Jenny PICKERILL, 2009), transmise entre générations (BARKER Chris, MARTIN Brian et Mary ZOURNAZI, 2008), qui permettrait aux personnes de se maintenir dans un environnement familier hostile à la politique.

Conclusion

> « Je crois que la motivation principale d'une personne qui va au cinéma est une recherche du temps : du temps perdu, du temps négligé, du temps à retrouver. »
> Andreï Tarkovski, 1989, *Le Temps Scellé*, p. 60

L'enquête filmique que j'ai proposée ici part doublement de situations de contact qu'elle enregistre et de situations médiatisées dont elle analyse les produits imagés. En faisant cela, elle se place au cœur des débats sur les activités revendicatives contemporaines. Avec la digitalisation d'une partie de la vie sociale, c'est-à-dire la collecte et la diffusion massive de données, les nouvelles technologies ont déplacé les frontières de l'espace public. Elles ont intensifié la production d'images de celui-ci. Une partie de la littérature qui lui est consacrée a montré que la fabrication d'images par les acteurs eux-mêmes produit non seulement des informations alternatives, mais permet aussi une certaine auto-organisation de l'expérience des personnes et des collectifs (CARDON Dominique, 2009 ; POSTILL John, 2012). Tout en prenant en compte ces résultats, la proposition formulée ici est de dire que l'on peut aller plus loin et examiner les conditions dans lesquelles les images militantes sont produites et quels effets celles-ci produisent. En pratique, la réception des images via l'Internet, images qui sont produites par un petit nombre de militants, s'accompagne souvent d'une sorte de fascination de l'image pour l'image. Cette fascination se révèle être souvent un frein à l'argumentation politique et à la stratégie à long terme. Ce point mériterait de plus amples développements à une époque où il semble qu'il n'y ait plus d'extériorité à la digitalisation de la vie, y compris politique. On entrevoit mal, en tout cas en Russie, une façon pour les mouvements d'y échapper. Ces évolutions sont un défi pour les sciences de l'action collective qui doivent désormais suivre et étudier des communautés qui occupent aujourd'hui à la fois des espaces géographiques physiques et ouverts (les lieux de rassemblement, dans la rue), des lieux fermés (réunions, assemblées) et des espaces publics virtuels d'Internet (BAKER Stéphanie-Alice, 2011). La pratique filmique et l'analyse des images aident à comprendre les nouvelles configurations de l'action politique en « découplant » le mode majeur, manifeste et ionien, de l'agir revendicatif et le mode mineur, plus intériorisé, de l'image. On peut voir (en toute modestie !) la révérence depuis mon enquête empirique et historique à l'oscillation classique chez Paul Ricœur entre un pôle herméneutique d'appartenance au monde qui est là et un pôle critique, dissociation que l'on voit notamment dans son découplage méthodique de la mémoire et de l'histoire (2000).

Dans le présent travail, l'expérience filmée de la prise d'images ainsi que la lecture et le montage d'images m'ont servi dans la recherche. C'est une toute autre histoire que de

réaliser un long métrage documentaire construit notamment autour d'un récit. Je souhaite réaliser un film une fois la thèse terminée, comme, d'une part, une sorte de retour réflexif et exigeant sur le terrain et, d'autre part, comme un désir à mon tour de donner à mes interlocuteurs un produit favorisant la réflexion et la discussion. Je reconnais avoir reçu beaucoup en Russie et notamment du milieu relationnel de ma communauté d'enquête. L'idée est que si le film se constitue lui-même comme une médiation collective, les rapports entre le cinéaste, les personnes filmées, en incluant les spectateurs, peuvent se transformer en réseau de connivences et en attaches communautaires (FROGER Marion, 2004, p. 137). Ensuite, les images remplissent une fonction mémorielle. Le fait de filmer des événements, de les mettre en valeur participe à la sédimentation d'une mémoire des luttes, des personnes et des communautés. Ces films permettent d'armer les gens pris dans leur effort de produire une vérité, de rétablir une information fiable à l'encontre de la propagande, de se battre pour qu'existe une espèce de publicité des luttes sociales à l'encontre des stratégies d'enfermement et de répression. Il s'agit donc de contrôler la représentation de la protestation et de ne pas laisser champ libre à l'État et aux opposants : c'est une bataille pour l'existence collective et publique contre la manipulation, le dénigrement et l'oubli. Tous les films réalisés par les militants sont autant de traces visuelles à des événements et de supports qui documentent des situations d'action de rue. Lorsque le chercheur participe à cet exercice, il produit également des documents et des éléments essentiels de l'analyse du monde contemporain. Il crée de l'archive[838]. Il agit en enquêtant.

[838] Merci à Joyce Sebag pour cette remarque.

Conclusion générale

La démocratie revendicative, un détour par l’expérience et l’expérimentation

L’attention à l’ordinaire de l’activité revendicative

Reconfigurations de l’enquête en sciences sociales

La présente étude a envisagé les événements manifestants et les pratiques revendicatives comme expériences à part entière, inscrites dans l’histoire et le devenir de sujets, de groupes et de forces en présence dans des coalitions. Les coalitions étudiées ici ont été créées à la suite d’événements traumatiques pour les personnes qui y ont participé : 1) le passage à tabac de jeunes personnes le 4 avril 2008 par des policiers dans un commissariat et une procédure judiciaire engagée par les policiers contre l’une des victimes, Vsevolod Ostapov, 2) le double assassinat politique de l’avocat Stanislav Markelov et de la journaliste Anastasia Babourova le 19 janvier 2009 en plein centre-ville, et 3) les illégalités et les violences contre des militants (dont l’arrestation en juillet 2010 des militants antifascistes Alexeï Gaskarov et Maxime Solopov) commises autour du chantier d’une autoroute traversant la forêt de Khimki, au nord de Moscou. Notre avons cherché à rendre compte de ces expériences revendicatives, à partir des événements déclencheurs et pendant toute l’existence des coalitions. Notre stratégie d’écriture a consisté à commencer par la présentation des actions de rue. Les chapitres suivants ont eu pour objet de contextualiser l’expérience manifestante en la replaçant parmi d’autres activités qui la composent, la fragilisent et la font advenir (travail organisationnel, répression, vie urbaine). L’organisation pratique de l’expérience revendicative a été analysée dans les coalitions au prisme des exigences et des critères de l’expérience publique (de publicité, d’accessibilité et de visibilité). La question était de mettre en lumière des conditions facilitantes pour qu’une expérience publique s’incarne dans des moments politiques localisés, en dépassant ou en recomposant des communautés faites de parents, de voisins, de camarades, d'amis, de gens avec lesquels des relations fortes de solidarité sont entretenues.

Cette entrée par l’événement et l’expérience est peu courante en sciences sociales. Elle a permis d’éclairer sous des angles inédits des pratiques revendicatives et, nous l’espérons, d’apporter une petite plus-value à l’état de la recherche en sociologie des mobilisations collectives et en sociologie politique de la Russie contemporaine. Les réponses apportées par la littérature sur les mouvements sociaux, nombreuses et souvent contradictoires, ramènent en effet, notamment dans les pays autoritaires, l’analyse à des chaînes de déterminations causales et à des généralités assez vagues. Elles fournissent souvent une vision statique voire catastrophiste des choses qui, autant dans sa démarche que dans ses conclusions, aide peu à comprendre les situations que les gens vivent. Elles ne donnent pas à voir ce que les

personnes font réellement en situation, comment elles le font, ce qu'elles apprennent dans et par l'action et ce qu'elles en expriment. Elles échouent à mettre en pratique une conception plus rigoureuse de ce qui fait un « contexte » d'expérience et d'action (COTTEREAU Alain, 2014). Dans cette littérature, le militantisme, ses succès et ses échecs sont en grande partie expliqués par le contexte politique et répressif, rendu par des modèles de structure des opportunités politiques, et ils sont éclairés par des éléments de trajectoire sociale des militants.

Adopter une approche méthodologique par l'événement et l'expérience ne veut pas dire tourner le dos aux travaux classiques et contemporains des disciplines que nous venons de mentionner. Ces travaux permettent de multiplier les points de vue et les questions sur des observations issues de l'enquête. Il est alors possible de reprendre certains concepts et théories de la sociologie des mobilisations et de les ranimer au contact de données ethnographiques. Dans cette perspective nous avons analysé de manière détaillée cinq actions correspondant à cinq formes d'action revendicative donnant un bon aperçu du « répertoire d'action collective » (TILLY Charles, 1986) observable à Moscou : le piquet, le meeting, la manifestation, l'action spontanée et le forum civique. Il s'agissait de sortir du catalogue traditionnel des formes d'action jusqu'alors pris en considération dans les recherches sur les manifestations pour analyser de manière fine et contextualisée les comportements qui y étaient adoptés et les expériences qui les accompagnaient. C'est avec le même esprit de découverte soucieuse de répondre à des questions provenant du terrain avec des outils descriptifs et analytiques issus de différentes approches, que nous nous sommes inspiré des développements fondateurs et récents de la philosophie pragmatiste, de la sociologie des problèmes publics et de la sociologie de l'expérience publique. Cette étude apporte ainsi sa contribution à l'effort de « décloisonner » la sociologie de l'engagement militant, comme invitent à le faire Frédéric Sawicki et Johanna Siméant (2009), tout comme elle tente de spatialiser et d'incarner les notions de « public » et d'expérience publique reprises à la sociologie pragmatiste. « Revitaliser » ces concepts signifie les retravailler en les articulant à des situations, des personnes et leurs évaluations concrètes, sans figer les choses dans des normativités préexistantes à l'enquête, celles relayées par exemple par l'éthique des droits et des règles (modèle libéral de la justice) ou par celle de la sollicitude et du soin (*care*), qui sont en Occident deux pôles du champ de la réflexion politique et morale actuelle (PAPERMAN Patricia et Sandra LAUGIER, 2006). Ces littératures, peu traduites et lues en Russie, sont utilisées par les chercheurs occidentaux pour analyser la Russie contemporaine.

Décrire les activités répressives plutôt que seulement les dénoncer

Notre étude de cas a montré l'ampleur des difficultés que les personnes affrontent et la multiplicité des épreuves de force qu'elles engagent. Les obstacles sont en partie pratiques et légaux, directs et apparents. Ils vont de pair avec des formes de répression larvées et qu'il est difficile de documenter par l'enquête, soit des activités de discrédit et de délégitimation qui jettent le soupçon contre les personnes qui s'engagent. Le soupçon est de fait en Russie une attitude généralisée eu égard à toute forme de pratique politique, ce qui constitue un sérieux obstacle à la constitution d'espaces publics, comme l'avait bien vu Hannah Arendt pour la révolution française (1967). Une réglementation administrative contraignante pèse en amont et pendant les actions sur les manifestants. La police décide dans les faits du lieu et de la forme de l'action, malgré un droit à la manifestation plutôt libéral dans la Constitution. Les actions de rue sont caractérisées par des allers et retours incessants entre négociations et répressions. Le maintien de l'ordre ne s'exerce pas prioritairement sur le mode de la coercition. La négociation n'est pas pour autant une règle du jeu claire et permanente pour les policiers : ses modalités sont définies en situation et changent d'une situation à l'autre, en étant rarement avantageuses pour les manifestants. Son issue n'est jamais garantie. C'est moins la coercition qui prime que, d'une part, la grande proximité physique des policiers et des manifestants et, d'autre part l'arbitraire des actions répressives qui surviennent de manière inattendue et brutale. Dans cette routine déroutante de l'arbitraire, qui empêche de normaliser l'action revendicative, la parole politique est déréalisée et expulsée de la rue. Dans les longues attentes devant ou dans les commissariats, les tribunaux et les prisons, la dynamique démocratique tend à s'assoupir. « L'horizon d'attente » (KOSELLECK Rheinardt, 1991) n'est, dans l'urgence permanente des problèmes à résoudre et des prisonniers à libérer, qu'un présent prolongé, rempli d'actions de rue avant tout symboliques (par peur des représailles) qui se succèdent et se répètent, sans se cumuler comme une expérience au passé, ni être vraiment porteuses de promesses à l'avenir. Les effectifs et les résultats des mobilisations sont en général faibles : les atmosphères et les émotions exprimées dans les actions revendicatives sont tièdes.

En documentant avec précision les cas de répression entourant les coalitions, l'enquête a pu suivre l'itinéraire familier de nombreux militants, celui qui conduit de l'arrestation au tribunal puis à la prison. Les activités répressives ont été analysées dans leurs rapports directs avec l'évolution dans les années 2000 et 2010 de la législation et des pratiques pénales. Le champ pénal est en Russie un domaine d'étude et de débat particulièrement dynamique et passionnant. J'ai essayé d'en témoigner en croisant une enquête ethnographique avec des

observations et des arguments formulés par des praticiens du droit, avocats et juristes. Nous avons également vu qu'avant de protester publiquement, les administrés tentent d'entrer dans des rapports avec l'administration et les élus pour résoudre leurs problèmes. Le cas du projet de l'autoroute traversant la forêt de Khimki nous a donné l'occasion de décrire les transactions difficiles entre pouvoirs publics et administrés mécontents tant du fait de conflits d'intérêt que de celui d'une vision autoritaire de l'action publique. Ce que l'on a appelé ici la police politique, dont on a décrit les multiples formes et les capacités de nuisance vastes, mine la politique comme expérimentation dans l'ordinaire des activités revendicatives et des tentatives de participation des personnes à des structures de concertation, qui sont la plupart du temps décoratives.

Déprovincialiser l'activité revendicative russe, dépayser les catégories françaises

Le terrain russe – comme toute navigation sur des terrains par gros temps – fut une école de rigueur, de ténacité et de soumission à la difficulté. Militer en Russie est un engagement « à haut risque » (MCADAM Doug, 1986). À rebours de l'optimisme de la philosophie pragmatiste, vibrante encore des espoirs de l'ère progressiste (*Progressive Era*) aux États-Unis, qui considérait les « troubles » comme des situations positives impulsant des enquêtes et engendrant des « expériences » (sur cette question, STAVO-DEBAUGE Joan, 2012), et donc des mobilisations, les difficultés rencontrées par les personnes forcent le chercheur, c'est le moindre des respects qui leur est dû, à regarder les choses en face, c'est-à-dire à en faire des descriptions précises. Cette attention portée aux situations et aux personnes oblige à ouvrir les yeux, sentir, palper des réalités complexes et souvent de dures réalités.

Le constat de la difficulté à participer à des activités revendicatives en Russie ne veut pas dire ne pas y chercher sérieusement la démocratie, pensée non pas comme un produit fini, mais comme un processus, autrement dit sous l'angle de son devenir contingent. Si les obstacles sont bien réels, un vaste ensemble de pratiques revendicatives et d'expériences publiques existe en Russie. On a pu montrer que les pratiques revendicatives russes ont leur singularité, mais n'en montrent pas moins des aspects similaires à celles qui sont expérimentées en France. Pour les aborder, il nous a fallu réaliser un effort de dés-exotisation et de dé-provincialisation de l'agir politique moscovite et de ses performances, en recourant à une étude de terrain et en contextualisant correctement. On a ainsi pu situer l'expérience de la politique en Russie dans la perspective des luttes politiques plus larges et dégager ce qu'elle peut apporter aux débats intenses sur la politique et la démocratie. Appréhender la politique

en Russie a, en retour, été également une façon de dépayser le monde politique qui nous était familier et reprendre certaines de ses questions récurrentes.

Dans les cas étudiés, nous avons voulu caractériser les « publics » sollicités par les coalitions. Nous aurons conservé cette catégorie de « publics », qui nous vient de la grammaire républicaine qui a émergé en Angleterre, en France et aux États-Unis et par laquelle John Dewey désignait des collectifs de critique, de discussion, de protestation, de dénonciation, de revendication, d'enquête, d'expérimentation… orientés vers l'institution de biens publics. « Public », ainsi défini, est une catégorie d'importation en Russie. La notion soviétique et post-soviétique de « public » est, nous l'avons vu, différente. Nous avons adopté cette stratégie de « perspective par incongruité » (BURKE Kenneth, 1937) non pas par ingénuité, mais pour exprimer l'énergie démocratique qui s'y joue et en même temps, pour faire sentir la fragilité et la vulnérabilité de ces actions revendicatives. Différents « publics », donc, ont émergé et se sont organisés au cours de l'enquête.

Aborder la réalité politique en partant de la rue

L'analyse de l'ordre réel des actions revendicatives a mis en valeur différentes positions et asymétries entre les participants (manifestants, policiers, passants, journalistes), entre policiers et manifestants, mais également entre les participants. La négociation est, malgré l'inflexibilité du régime et la violence continue des forces de l'ordre, une utopie mobilisatrice pour les mouvements revendicatifs, qui cherchent à élaborer des règles avec la police en vue de la transformer par la pratique. Cet idéal libéral de la démocratie revendicative est caractéristique de la période 2003-2012, après que l'opposition libérale a été expulsée de l'arène parlementaire et avant la séquence 2011-2012 où cette forme d'action politique par la manifestation de rue a été remise en cause et, dans un mouvement de désillusion, a été partiellement abandonnée (nous y reviendrons dans les pages qui suivent). L'enquête a mis en évidence la primauté du point de vue tactique et moral du meeting depuis la dissidence soviétique comme forme d'expérience publique à Moscou. Or, cette forme d'action produit des effets politiques sur la manière d'être ensemble dans la rue. Le meeting entretient en effet des asymétries entre participants et fournit peu de points de bascule entre coprésence ordinaire en ville et participation politique. Les groupes militants viennent dans les rassemblements à la manière de molécules sociales qui ne sont pas recombinées par les événements manifestants. Ceci pose des problèmes en termes de recrutement, de conversion, mais également d'acquisition et de mise à l'épreuve dans la rue des compétences d'un discours public, avec des inconnus.

Dans une démarche qualitative et écologique, l'étude a documenté les mondes ambiants et les environnements physiques des manifestations. Elle a permis de dépasser la vision largement logocentrique de la participation et de la politique. Les expériences publiques se déroulent dans des lieux matériels, qui méritent d'être décrits finement. La réalisation de films pose des questions concrètes et esthétiques au vidéaste qui le pousse à observer et décrire précisément les situations, les ambiances, les mouvements et les chorégraphies plus ou moins maitrisés des groupes. L'ethnographie des espaces publics proposée dans cette étude a largement profité des compétences et savoirs des praticiens de la ville rencontrés sur le terrain à Moscou, des urbanistes, des artistes-performeurs de rue, des cinéastes, des militants, des journalistes, des promeneurs et des habitants. Elle a montré l'apport et l'originalité d'une approche sensible et expérimentale dans l'étude des pratiques et des lieux de la politique.

L'étude a contextualisé le milieu urbain où s'inséraient les activités revendicatives. Nous avons dit que le passage à l'économie de marché s'est effectué de manière rapide, brutale et différenciée dans le tissu urbain moscovite. Le centre de la ville a connu depuis 1991 un envahissement sans limite par les dispositifs publicitaires, les circulations automobiles et les activités commerciales, qui noient et rendent invisibles les pratiques revendicatives. Les espaces d'habitation situés hors du centre-ville, où vivent la majorité des Moscovites, constituent un héritage soviétique vétuste. Lieu au centre de la vie sociale soviétique et où les adolescents font encore aujourd'hui leurs premières épreuves publiques, le *dvor*, la cour d'immeuble, est aujourd'hui le lieu contesté d'une mutation socio-spatiale profonde. Soumis au marché, régulé par un nouvel ordre public depuis les années 2000 et délaissé en tant qu'espace de loisirs par les plus jeunes pour le centre, le *dvor* constitue de moins en moins un espace commun basé sur une sociabilité de voisinage. Les activités revendicatives des coalitions où a cristallisé l'opposition politique au régime sont, quant à elles, concentrées dans les espaces centraux de la ville, considérés ordinairement par les habitants comme des espaces de prestige, des scènes de représentation pour le pouvoir de l'État et du parti *Russie Unie*, qui lui appartiennent. Les actions de rue de l'opposition ne remettent pas en cause, voire renforcent les règles d'isolement et d'anonymat prescrites dans les « environnements sociofuges » (SOMMER Robert, 1967) du centre de la ville.

L'enquête a mis en évidence une coupure territoriale et politique entre les luttes dans les quartiers d'habitation périphériques (où des habitants luttent pour leur logement, leur *dvor* et leur environnement proche sur les lieux du préjudice) et celles des espaces centraux, près des lieux proches du pouvoir, où l'opposition politique au régime cherche des espaces de

représentation et de légitimation. Il y aurait une façon évidente dans le contexte actuel des sciences sociales de choisir d'enquêter sur ces passionnantes luttes de quartier, en y voyant à juste titre des actions politiques et le symbole du rôle joué par le territoire local comme facteur de légitimité aux yeux des habitants. Dans leur mode de publicité et leur devenir public, ces luttes partagent cependant de nombreux aspects avec les coalitions, notamment l'appétence pour les médias, le travail organisationnel et l'évitement du débat politique. La coalition présentée comme citoyenne et ouverte est un espace d'entre-deux qui dit beaucoup sur la culture politique des groupes qui s'engagent dans des mobilisations revendicatives.

L'image, la continuation de la politique (et de son étude) par d'autres moyens

L'observation filmique des actions de rue et l'enquête ethnographique ont pu mettre en évidence la force des événements à l'origine de la création des coalitions, en partie liée à la production d'une multitude d'images intervenant dans les mises en récit de ces événements. Avec la digitalisation d'une partie de la vie sociale, les images sur le web font partie du quotidien des personnes qui s'engagent. Une entrée par l'ordinaire doit donc aussi analyser ce que les personnes font sur Internet et avec Internet, les informations, les récits et les images qu'elles diffusent et partagent ainsi que les discussions qu'elles y mènent dans différents formats – listes de diffusion, blogs, pages Facebook... Une bonne partie des discussions politiques trouve aujourd'hui leur place sur Internet : elles reprennent et relancent celles qui sont menées dans la vie réelle. Pour les jeunes militants urbains qui ne prennent pas le temps de mener des débats dans des réunions, des rassemblements ou des rencontres informelles, les réseaux sociaux représentent même un des seuls lieux pour eux d'échanges et de débats politiques argumentés. Nous avons décrit les modalités des discussions sur Internet et aussi les points de fuite du débat ainsi que les procédures pour verrouiller l'émergence de la critique sur des sujets polémiques tels que le patriotisme et le culte de la force. La réalisation de films donne un savoir pratique qui permet d'analyser les images des autres. Chaque image renvoie à la manière de chaque producteur d'image de traduire des situations et des messages en forme visuelle. Les images revendicatives sont des actes : elles participent de leur côté à créer la réalité politique et à toucher des publics. Cette étude a pris en charge de les étudier.

La réinterrogation que ce travail s'est efforcé de promouvoir au sujet du politique sur Internet a consisté à faire un pas de côté par rapport aux discours passionnés, enthousiastes ou pessimistes, que l'on entend sur une hypothétique démocratie numérique. L'analyse contextuelle de productions filmiques, des lectures partagées avec les enquêtés et le suivi de la circulation socialisée du sens des images produites, sur la scène d'Internet et dans des

discussions en coprésence, a permis de comprendre les effets que les images produisaient sur les enquêtés, les enquêtes (militantes, judiciaires, journalistiques, scientifiques), les groupes militants et l'action revendicative elle-même. Une démarche méthodologique innovante a été proposée sur trois niveaux. Nous avons d'abord analysé les images (choix de montage, écriture filmique) produites par les militants autour des actions des coalitions. Ensuite, nous avons mené des entretiens et des lectures partagées d'images auprès de publics variés pour comprendre comment ces images étaient reçues et comprises. Enfin, l'enquête a porté sur l'auditoire en train de se faire, le devenir public, observé dans les échanges et les débats occasionnés, en ligne et hors ligne, par la diffusion des images sur l'Internet militant. Une ethnographie sur Internet et par l'image demande des méthodes d'analyse rigoureuse. Nous avons proposé dans ce travail d'en proposer quelques-unes, pour enrichir un secteur de recherche qui est aujourd'hui largement expérimental et artisanal, passionnant et difficile.

Nous avons voulu comprendre les effets pratiques d'Internet dans la vie politique. L'enquête a fait ressortir que la visibilité médiatique en ligne faisait l'objet d'un fort investissement de la part des militants. On a exploré les racines historiques de cette appétence pour les médias. Une des conséquences performatives de la priorité donnée aux médias est que « l'attitude naturelle » (SCHÜTZ Alfred, 1971/1987) de l'expérience revendicative consiste devant toute situation problématique à organiser systématiquement des actions de rue et des campagnes dans des formes « médiatiquement correctes ». Cela se fait au détriment d'autres activités militantes qui pourraient être orientées vers le débat, la politisation des discussions, la participation ouverte et active et la consolidation interne des mouvements. Les exigences « externes » liées au besoin d'asseoir une réputation médiatique créé des tensions et des pressions éprouvantes sur les personnes et les mises en commun à l'intérieur des groupes. En outre, la mise en visibilité présente des risques : elle engage des poursuites judiciaires et policières. Notre enquête a montré que dans nos sociétés contemporaines, l'image, en tant que rapport de force et de sens, est un enjeu stratégique majeur pour les organisations autant qu'un savoir-faire.

En quête de politique

Notre attention s'est portée à l'ordinaire de la vie revendicative dans le domaine public. Cette attention à l'ordinaire est souvent un point aveugle des organisations politiques et des théories sociales et morales de la justice. Cette démarche est susceptible d'apporter, à partir du micro, une autre manière d'appréhender les activités revendicatives, sans refuser l'ambition généraliste des sciences sociales. Notre travail a démontré l'importance des

sensations et des émotions, qui constituent ici les premiers matériaux du savoir. Une analyse compréhensive de la peur chez les personnes qui s'engageaient, a consisté à analyser les relations et les effets réciproques des émotions ressenties dans les actions de rue avec les climats émotionnels de longue durée présents chez les personnes et les groupes.

L'étude a fait ressortir une situation polarisée sur le politique en Russie, avec l'existence de deux mondes étanches. D'un côté, dans la sphère privée, le soin à l'autre est prodigué de manière continue et quotidienne, avec générosité et amabilité. Les personnes sont attentives et attentionnées, l'empathie semble naturelle. Dans les interactions entre proches se révèle un art sophistiqué de l'écoute et du récit. Le soin est une réponse salutaire et efficace pour les personnes en situation de vulnérabilité face à la violence des épreuves qu'elles endurent. De l'autre côté, en public, les personnes et leurs expressions sont dévalorisées. On n'y fait pas attention, quand on ne les méprise tout simplement pas. La mise en commun dans les coalitions cherche une parole anonyme et unanime. On fuit le débat par crainte des désaccords irréductibles et de la scission vécue sur le mode du traumatisme. Les coalitions sont régies par le principe de la coexistence, d'une sorte de tolérance sans interférence ni véritable rencontre entre forces politiques. Dans les actions comme dans les réunions, la règle est d'éviter les discussions ouvertes et argumentées avec les profanes, les passants et les membres des groupes opposés. On fuit le registre de la critique et du conflit. L'action politique se plie aux contraintes de la scène médiatique, considérée comme le lieu primordial de représentation. Le choix des coalitions pour l'action de rue symbolique et la tentation de la « grande politique » (devenir une personnalité dans les espaces médiatiques libéraux) est prioritaire sur la mise en place d'activités de politisation et la mise en acte de l'égalité. Se réalise ainsi, au sein même des activités revendicatives et des mouvements, un « évitement du politique » (ELIASOPH Nina, 2010). Cet évitement du politique réactualise et reproduit des comportements que l'on observe dans d'autres mondes sociaux, dominants, qui pénètrent à l'intérieur de vie militante : d'un côté, on retrouve un type de fonctionnement entre néo-management et tradition issu du monde de l'entreprise et du management ; de l'autre, on repère la réalisation des principes de proximité du monde domestique qui exclut le conflit et la discussion politiques. Notre étude montre qu'une éthique de l'attention et de la sollicitude peut très bien s'épanouir dans la sphère privée alors que l'espace public représente un véritable désert affectif. Les personnes passent sans problème d'un monde à l'autre, de l'attention aux petites choses à l'universel partisan, de la sensibilité au gel des émotions, sans nouer de lien, sans connecter ce qui fait la vie et ce qui fait la politique.

Le futur du passé

Au cours de l'écriture de ce travail, différents événements sont venus éclairer l'analyse des coalitions observées à Moscou entre le printemps 2008 et l'été 2011. Ils ont permis de poursuivre la réflexion sur l'expérience publique à Moscou. La séquence que je vais présenter maintenant est une confirmation des résultats de l'enquête. En hiver 2011 et au printemps 2012, des centaines de milliers de personnes descendirent dans les rues, notamment dans les grandes villes du pays, pour manifester contre la falsification des élections parlementaires du 4 décembre 2011 et le retour à la présidence de Vladimir Poutine le 4 mars 2012. Le terme d' « espaces publics urbains », dont l'usage était auparavant limité à un petit cercle de chercheurs en urbanisme, est entré dans le débat public lors de ces événements. C'est à l'occasion de ces rassemblements massifs que des analystes découvrirent et posèrent publiquement le problème de l'absence d'espaces consacrés aux manifestations de rue. Cet hiver-là, je n'habitais plus à Moscou, mais je regardais les images des manifestations en direct, en accédant via l'Internet au *stream* des webcams qui étaient dispersées dans les manifestations. J'étais en contact régulier avec des amis moscovites par Skype : nous analysions les événements, nous organisions des initiatives sur des listes mails et les réseaux connectés, nous écrivions des textes et des articles pour des journaux russes. Participants, spectateurs et commentateurs regardaient, démultipliés par la lumière de milliers d'écrans, ces manifestations dont l'ampleur surprenait tout le monde, les commentateurs comme les participants. Des amis moscovites me taquinèrent en me disant que j'étais partie juste avant la « révolution ».

Les premières manifestations furent spontanées. Le 4 décembre, des militants nationalistes manifestèrent contre le régime et le scrutin dans le cadre du rendez-vous annuel de la Marche russe. Le 5-7 décembre, 5000 Moscovites descendirent dans la rue. Ils étaient attendus le 6 décembre sur les lieux prévus des manifestations par des mouvements de jeunesse pro-Kremlin, 15 000 *Nachi* sur la place du Manège, 8 000 « Jeune Garde » sur la place de la Révolution, et par 500 militants du parti au pouvoir *Russie Unie* sur la place Rouge. Plusieurs centaines de personnes furent arrêtées par des policiers pendant les actions, notamment sur la place Triumfalnaïa.

Dès le début des événements, un comité de coordination fut créé et composé par des militants politiques, démocrates-libéraux, de gauche et nationalistes, soit une « coalition citoyenne » (*grajdanskaïa koalitsia*) dont la nature et le ton ressemblaient à celle du Forum

Anti-Seliger (action 5), qui avait eu lieu quelques mois auparavant, en été 2011[839]. D'abord, le comité fit le choix de négocier avec le pouvoir, c'est-à-dire d'accepter toutes ses propositions, dont celle de manifester le 10 décembre sur la place Bolotnaïa (on a dit dans le chapitre 5 qu'elle était peu appréciée des opposants). On refusa toute radicalisation, y compris l'organisation d'actions pacifiques non autorisées (par exemple s'arrêter en cours de parcours d'une manifestation négociée et faire un *sit-in* spontané). Ensuite, la forme d'action proposée par le comité fut, sans surprise, le meeting de masse. Le meeting et la tribune furent choisis comme principe organisateur de la scène manifestante. En première ligne, il fut aménagée une « *zone VIP* » pour les stars de la scène libérale. On observait entre les différents groupes politiques en présence le même type de pluralisme sans conflits que celui que l'on a analysé dans les coalitions de 2008-2011 : « *On montra les dents, mais on n'en vint pas aux mains* », témoigna l'internaute « germanych »[840].

Entre 50 000 et 80 000 personnes se rendirent au meeting du 10 décembre. Le mot d'ordre lancé depuis la tribune fut unanimiste : « pour des élections honnêtes » et « non falsifiées ». Une partie des militants de gauche réagit lentement, avec désarroi et une certaine résistance au mouvement. La forte proportion de la classe moyenne urbaine dans les manifestations leur faisait penser que ces manifestations n'étaient pas les leurs. Les orateurs insistèrent sur la nécessité de respecter les lois et les procédures formelles, demandèrent la libération des prisonniers politiques et l'annulation du scrutin. On érigea au rang de « problème numéro un » la présence de Poutine au pouvoir ainsi que la corruption et la violence d'État associées à son régime. Les grands invités à parler à la foule furent des journalistes, des écrivains, des politiciens libéraux et nationalistes et un rappeur connu. Certains orateurs de la tribune avaient été des proches d'Eltsine. On retrouva des personnages croisés pendant notre enquête : la militante écologiste Ievguenia Tchirikova, le journaliste Oleg Kashine, le leader du NBP Edouard Limonov, le politicien libéral Boris Nemtsov. On arbora le ruban blanc devenu le symbole du mouvement et des ballons de la même couleur. On n'entendit à la tribune ni slogan social ni la voix de militants issus des mouvements sociaux qui ont émergé depuis 2005 et qui se sont développés notamment depuis 2008 (par exemple autour du logement, des incendies de forêt, de la santé). La Russie d' « en-bas » qui

---

[839] La référence fut pour d'autres plus lointaine. Lev Ponomorev aurait dit lors de la création du comité : « *Voilà nous créons de nouveau le Front populaire de Moscou* [créé en juin 1988] *et la prochaine étape c'est* Russie démocratique [qui a mené la campagne présidentielle d'Eltsine] » (SAKHLIN Alexeï, 2014, p. 19). Sur cette période, lire : SIGMAN Carole, 2009.

[840] http://www.besttoday.ru/subjects/878.html, accès le 22/08/2015

luttait au quotidien n'eut pas sa place auprès des personnalités politiques de l'opposition libérale.

Le 17 décembre, un autre meeting fut organisé par le parti démocrate-libéral *Iabloko* sur la place Bolotnaïa (5000 participants), le 18 par le parti communiste sur la place du Manège (5000 participants). Le 24 décembre, l'opposition voulut manifester place Vasilyevsky spusk, près du Kremlin et qui accueille d'ordinaire des rassemblements sportifs, musicaux et de soutien au pouvoir (voir chapitre 5 pour une analyse de ces lieux). Le pouvoir refusa : on put manifester sur l'avenue Prospekt Sakharov. Autrement dit, les autorités ont procédé en plusieurs étapes au déplacement des actions dans un mouvement centrifuge, vers la périphérie. 120 000 personnes défilèrent sur l'avenue Sakharov. Un immense podium fut installé et un meeting fut organisé à la suite de la manifestation. Les orateurs – politiciens, militants, journalistes et musiciens – comptaient des personnages de notre étude : Ievguenia Tchirikova, le militant antifasciste Alexeï Gaskarov, le militant libéral-nationaliste Alexeï Navalny, les militants libéraux Garry Kasparov, Ilya Iachine et Boris Nemtsov, les militants du « Front de gauche » et « Stratégie-31 » Konstantin Kosiakine et Sergeï Udaltsov, le musicien Iouri Chevtchouk. La logique de la coalition fut celle que nous avions observée : tous les opposants de Poutine étaient rassemblés et se côtoyaient dans le comité d'organisation et les tribunes des meetings. Les militants ultranationalistes participaient au comité d'organisation et s'exprimaient à la tribune au côté des militants libéraux et de gauche. L'opposition libérale légitimait à Moscou les courants ultranationalistes en les présentant comme des partenaires égaux dans les comités d'organisation et sur les tribunes.

L'existence de la tribune ne crée pas d'emblée un public. On peut même dire, à l'issue de notre enquête, qu'elle anéantit en partie le pouvoir d'agir en commun. Comme le remarque Mikhaïl Alekseevski (2012, p. 170), la notion de « foule » (*tolpa*) était très présente dans le vocabulaire de la plupart des journalistes, représentants du pouvoir et militants lorsque ceux-ci parlaient des manifestations de rue : « *Il est admis que la force de n'importe quel meeting est la foule, habituellement effacée, amorphe ou désordonnée, de telle façon que chaque individualité y est transformée en particule de plancton humain* ». De nombreux commentateurs dirent que les manifestants étaient venus pour être physiquement ensemble, demander la liberté de choisir pour qui voter, mais pas pour entendre des orateurs des meetings. Le nombre et l'inventivité des pancartes individuelles réalisées par les manifestants furent saisissants. L'ironie et le sarcasme sur les pancartes furent les modes de communication dominants. Une atmosphère de carnaval prévalait. Cet acte d'afficher et d'attirer l'attention fut la source d'une tension émotionnelle inédite chez les manifestants. Ce

succès des pancartes fut interprété comme la manifestation d'une volonté d'expression individuelle par les analystes. La « foule » était en fait, dit Mikhaïl Alekseevski (2012, p.170) un rassemblement d'individualités brillantes.

Lors des premiers rassemblements, l'enthousiasme était fort : les Moscovites étaient émus de se voir ensemble si nombreux dans la rue. La rue n'était d'habitude (comme nous l'avons décrit dans ce travail) qu'un espace inhospitalier et les personnes inconnues par principe hostiles. Les plus âgés se souvinrent de leurs émotions qui avaient émergées dans les rassemblements de la fin des années 1980. En 2011 et 2012, cependant, les manifestants étaient totalement méfiants à l'égard de la tribune et de la politique. La « foule » répondit souvent aux discours des orateurs par le silence, la déception et huèrent les orateurs ultranationalistes lorsque ceux-ci appelèrent à la révolution. Les manifestants n'affichaient de soutien ni pour un projet politique quelconque ni pour un homme politique. La vision de nombreux participants était froidement pragmatique : il fallait faire entrer dans le jeu politique la « *bande de l'opposition* » pour l'opposer à celle du pouvoir actuel afin de forcer ainsi le pouvoir à jouer plus honnêtement. Une grande partie des manifestants étaient des diplômés de l'enseignement supérieur, des personnes très respectueuses de la loi, descendues dans la rue non par pour des motifs économiques, mais parce qu'elles avaient jugé que le pouvoir avait franchi la ligne, qu'il avait violé la règle réciproque de non-ingérence. Ils ne remettaient pas en question fondamentalement le régime poutinien. Ils le voulaient simplement plus honnête, plus transparent, sans arbitraire ni violence. Les manifestants quittèrent la rue après quelques rassemblements.

Le 4 février 2012, 160 000 personnes manifestent depuis la place Kaloujskaïa, sur la Ceinture des Jardins, jusqu'à la place Bolotnaïa. Selon la même formule que celle du 24 décembre, au défilé succéda un meeting avec une partie des orateurs précédents. Le 26 février un Grand cercle blanc, une chaîne humaine de 9 000 personnes avec des banderoles blanches, fut déployée sur presque la totalité des 15,6 kilomètres de la Ceinture des Jardins. Le lendemain de l'élection de Vladimir Poutine à la présidence, 25 000 personnes manifestèrent sur la place Pouchkine. Le jour de l'inauguration de Poutine comme président, de nombreuses manifestations impliquant environ 20 000 personnes se tinrent à Moscou. La répression fut particulièrement dure : 400 personnes furent arrêtées et 80 blessées. Seize personnes furent condamnées à des peines allant entre deux ans et trois mois à quatre ans et six mois : elles sont aujourd'hui, en hiver 2015, en prison. Elles sont communément appelées les prisonniers de « l'affaire Bolotnaïa ». Parmi elles, deux personnes sont apparues à

plusieurs reprises dans notre enquête : le militant de gauche Sergeï Udaltsov et le militant antifasciste Alexeï Gaskarov.

Ces événements montrent l'importance des habitudes collectives (DEWEY John, 1922) dans l'organisation de l'action et de ses représentations. Notre enquête sur les formes d'action et les valeurs associées à celles-ci éclaire les choix qui ont été faits en 2011 et 2012 alors que le rapport de force était favorable aux manifestants. Pour les organisateurs du comité le meeting comme forme d'action revêtait une évidence pratique et morale. Elle était la forme privilégiée pour manifester. L'enquête nous a permis de comprendre d'où venait cette croyance. Les croyances sont des habitudes d'action (DEWEY John, 1927-1928/1982, p. 25). Elles doivent être comprises en observant leur rôle et leurs conséquences pour le comportement en situation. L'habitude n'est pas la règle, même si c'est une tendance forte. Les actions ne sont que vaguement déterminées : elles peuvent être réorientées comme durant l'action du 19 janvier 2010 (action 2). Elles sont inscrites dans les transactions entre les membres d'un collectif en train de se faire et leur environnement. Les contextes d'interaction sont perpétuellement réévalués, redéfinis et renégociés. Nous avons vu que le meeting fait l'objet de nombreuses critiques à Moscou, dans tous les groupes politiques. Le problème de la forme d'action « meeting » est en grande partie « senti » et « énoncé » (au sens de John Dewey, 1938/1993, p. 132). Le meeting est parfois remplacé par d'autres formes d'action. Pendant plus d'une semaine en mai 2012, à la marge des meetings, un campement spontané a eu lieu. Des personnes engagées sur de longues périodes et que la forme meeting frustrait ont organisé un campement *Occupy Abaï*, sur Tchystie prudy, au centre de Moscou. Une centaine de participants, avec des pics à deux mille visiteurs en début de soirée, discutèrent de manière libre, prenant tour à tour la parole, sans tribune ni leader. Cette expérience inédite à Moscou, baptisée « *territoire du bonheur social* » par des commentateurs, a délivré une nouvelle émotion, politique, née d'une reconnaissance et d'une mise en acte de l'égalité. Pour ceux qui y ont participé, ce moment a représenté une véritable éclaircie, qui eût semblé inconcevable quelques mois plus tôt.

Les manifestations et les campements ont été associés à une grande charge émotionnelle pour les participants. La journaliste Olga Allenova (originaire d'Ossétie et vivant dans le Caucase, où elle a connu la guerre) illustre cette idée :

> « Dans un pays qui n'a pas connu de lustration [*décommunisation des structures étatiques*], où l'idéologie communiste a ruiné l'âme et continue de la ruiner aujourd'hui, alors que ses représentants continuent de monopoliser la tribune et que la société est durement divisée entre "les siens" et "les étrangers", on pensait qu'il était impossible que pussent apparaître ces enfants, offrant des fleurs aux policiers et sortant manifester dans la rue. Mais c'est arrivé. Et c'est fabuleux. […] Les gens sur Tchistye Prudy [*où s'est*

> *tenu Occupy Abaï*] avaient des visages bienveillants. Je vois chez eux un sentiment de responsabilité. Ils ne veulent pas la guerre. Mais ils n'ont déjà plus peur. Ils n'ont plus peur des matraques de l'OMON ou d'être embarqués dans les paniers à salade. Ils n'ont plus peur. Pas parce qu'ils seraient radicaux et auraient soif de sang. Non. Parce qu'ils ont compris que si tu recules maintenant, tu devras tout le temps reculer. […] Ces jeunes n'ont offensé personne, n'ont effrayé personne. Ils ont simplement montré le visage de la génération qui n'a pas peur […]. Ces jeunes de vingt ans n'ont pas peur. Ils sont libres. C'est la meilleure chose qui soit arrivée dans notre pays au XXIe siècle. »[841]

Le 12 juin, 50 000 personnes manifestèrent à la place Pouchkine (la place Rouge fut fermée avec des grilles). Les manifestations de 2011 et 2012 et l' « affaire Bolotnaïa » ont ouvert une nouvelle séquence à l'action de rue à Moscou, celle d'une grande répression qui s'est abattue sur les mouvements. Ces événements ont signé la fin de l'aventure de la forme coalition pour diverses raisons, et pas seulement répressives. Dans nos cas et jusqu'aux événements de 2011-2012, la coalition avait représenté une force dynamique et en évolution constante. Pendant la deuxième moitié des années 2000, différents segments qui entraient dans la réalisation de ces coalitions ont été dans d'incessantes négociations (entre eux et avec le pouvoir), se sont transformés, alors que d'autres ont disparu. Ces processus n'ont été ni jamais déterminés ni jamais totalement instables : on a observé en permanence des processus d'organisation et de désorganisation. Les activités revendicatives ont été soumises à une forte contingence et à des jeux nationaux et locaux qui les ont obligées à s'adapter aux transformations de leur environnement urbain, répressif et des valeurs (comme la montée en puissance du mode managérial). Avec les événements de 2011-2012, la stratégie du meeting de masse négocié avec le pouvoir et la présence des ultranationalistes à la tribune a marqué un point de non-retour pour une partie des militants de gauche et libertaires, qui ont quitté les coalitions. Ensuite, alors que des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, la mobilisation massive n'a donné aucun résultat aux yeux des manifestants. En effet, le pouvoir a ignoré les manifestants. Cet échec a constitué une grande désillusion chez le public libéral qui croyait au meeting. Il a occasionné une remise en question de l'utilité de l'action de rue pour changer le régime.

Depuis 2012, les actes de répression se sont multipliés à un point inégalé. En juillet 2012, Poutine a signé une loi qui oblige les ONG qui reçoivent un financement étranger et ont « *une activité politique* » à s'enregistrer en tant qu' « *agent étranger* ». En août 2012, trois femmes du groupe punk *Pussy Riot* ont été condamnées pour avoir chanté dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou. En juin 2013, Poutine promulgua des lois punissant tout acte de

---

[841] http://www.kommersant.ru/doc/1935273, accès le 22/05/2012. La lustration est dans certains pays de l'Europe de l'Est une mesure de justice transitionnelle qui vise à « décommuniser »

« *propagande* » de l'homosexualité devant mineur et réprimant « *les offenses aux sentiments religieux* ». La loi sur l'homosexualité a divisé les milieux militants. Puis, en novembre 2013, les événements de Maïdan ont commencé à Kiev, où les manifestants ont occupé la place principale de la ville et ont lutté, en payant pour certains de leurs vies, jusqu'à la fuite du régime. Le public libéral et une partie de celui de gauche applaudirent le peuple voisin qui s'était soulevé. Les réseaux connectés furent remplis de paroles d'encouragement envers les Ukrainiens et de regret de n'avoir pas été aussi courageux à Moscou. Une autre partie du public de gauche et antifasciste soutint le mouvement contre Maïdan, soutenu et instrumentalisé par le régime russe.

Les événements de Maïdan, l'annexion de la Crimée et la guerre de la Russie sur les territoires de l'Est ukrainien ont engendré dans le paysage militant russe une période de scissions, tandis que reprenait le cours d'une brutale répression de la part du gouvernement. Une partie des militants est en prison, une autre est en exil, quelques-uns ont été assassinés, comme Boris Nemtsov en février 2015. Une expression populaire circulait alors sur les réseaux connectés : « *Il faut suivre l'actualité tous les jours car si tu attends quinze jours, la violence des informations est telle que tu es dans un état de choc mortel !* ». En mai 2015, Poutine a promulgué une loi qui permet aux autorités d'interdire les organisations étrangères installées en Russie considérées comme « indésirables » par l'État. Peu à peu les projets financés par l'étranger (par la fondation Soros, par exemple) ne sont pas renouvelés. Faute de financement, des institutions qui nourrissaient la vie publique, intellectuelle et militante de Moscou ferment ou sont mises en péril, comme le centre Sakharov et l'association *Za Prava Tcheloveka*. Autrement dit, cette forme de vie publique que nous avons décrite pour la période 2008-2011 est peu à peu expulsée de Moscou. La Moscou marchande, ville de travail et de loisirs, avec des comportements individualisés comme dans toutes les capitales occidentales, se maintient. Nous vivons aujourd'hui peut-être la fin d'une époque, celle du « libéralisme doux » de la scène publique, qui se déroulait entre meetings, coalitions éphémères et tables rondes au centre Sakharov. Le présent travail témoigne d'une page de l'histoire russe qui est déjà tournée. La résistance et la protestation sont retournées à l'underground, les mises en commun se font hors de la scène publique, peu d'initiatives ouvertement politiques sont permises.

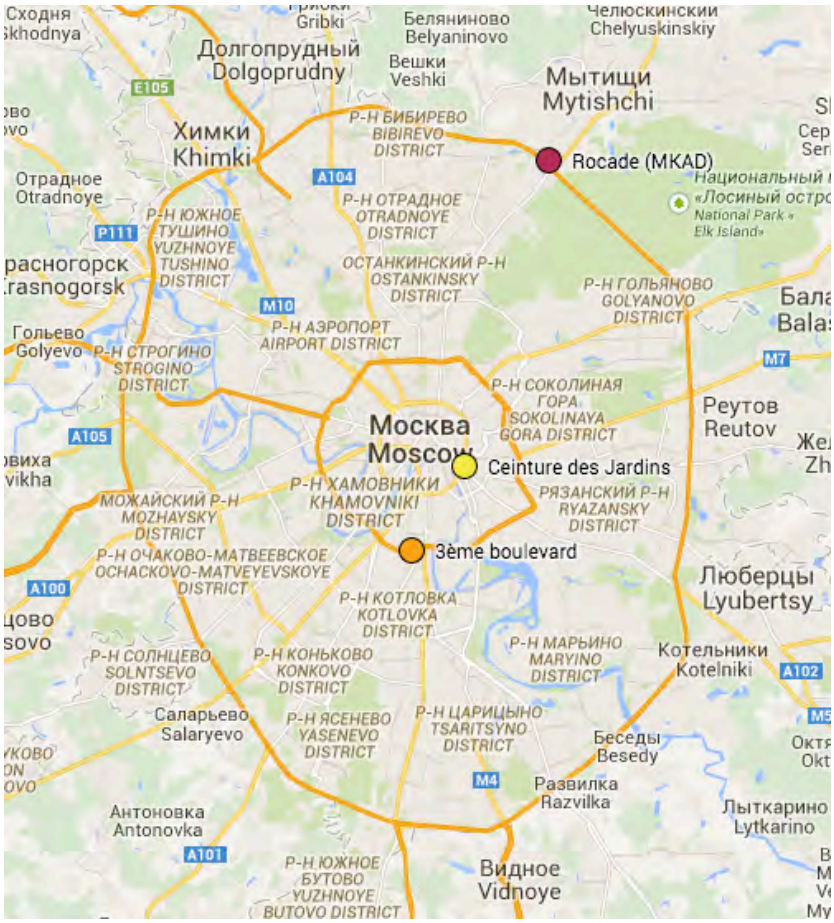
Une communauté d'enquête

Cette enquête, en partie issue et ayant produit des échanges et des discussions au sein de communautés d'enquête militantes et transfrontalières (Russie, Ukraine, France), apporte

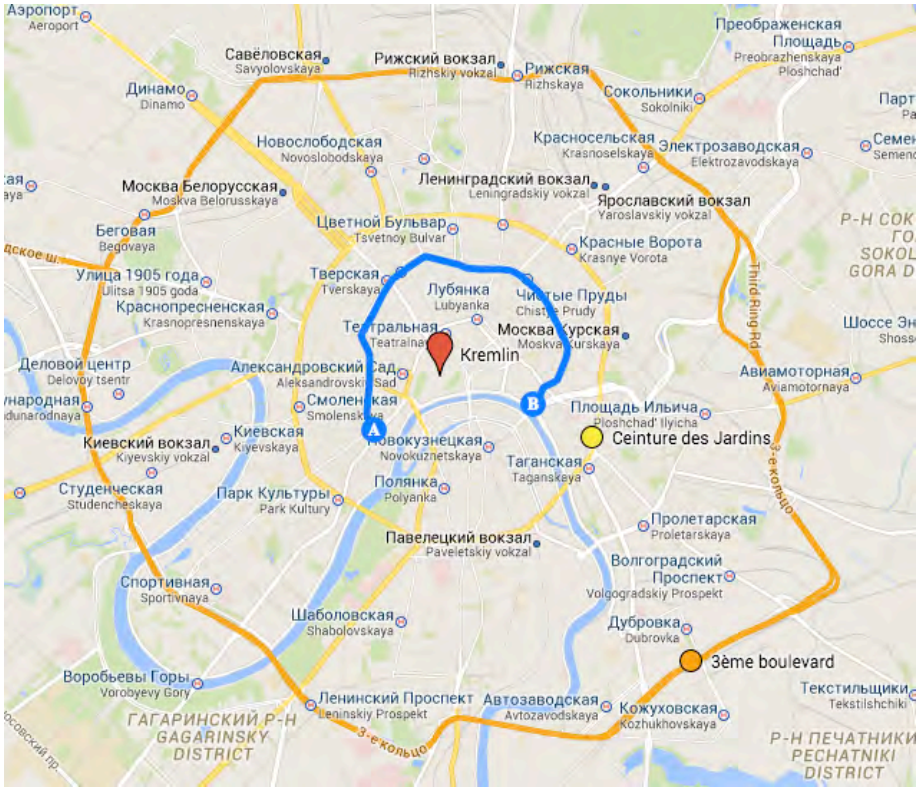
sa contribution aux processus longs et difficiles à travers lesquels des publics, extrêmement fragiles, s'organisent et s'identifient. Si mon ton a été parfois critique, voire polémique, c'était là une manière de témoigner de la vivacité et du dynamisme des pratiques revendicatives à Moscou. Ce travail sera traduit en russe : c'est une dette dont je dois m'acquitter vis-à-vis d'un terrain qui m'a tant donné. Aucun livre n'a été publié sur les luttes étudiées ici. L'enquête, en permettant de reconnaître certaines réalités, peut être un moyen d'engendrer des conséquences. Comme dit John Dewey : « Ce n'est que lorsqu'il existe des signes ou des symboles des activités et de leurs résultats que le flux [des événements] peut être vu comme du dehors, qu'il peut être arrêté afin d'être considéré et estimé, et qu'il peut être contrôlé » (DEWEY John, 1927/2010, p. 247). En constituant l'expérience (ici publique et revendicative) comme objet d'enquête, l'analyse rend possible une prise collective, réfléchie et délibérée sur les conditions et les processus de sa production (QUERE Louis et Cédric TERZI, 2015). L'enquête permet un travail de figuration de la politique dont les discours et les fantasmes partisans peuvent faire l'économie. Elle nous engage à repenser l'avènement du politique et ses manifestations concrètes. Cette enquête sociologique, tout en s'inscrivant dans un cadre universitaire, m'a mise dans une situation de passeur et de traductrice. Elle ne serait rien sans les expériences de voyage, de rencontre et de l'hospitalité partagées avec les enquêtés. J'aimerais conclure, ce sera la dernière plaisanterie pour la route (pour le cheval disent les Russes, lorsqu'ils trinquent), à la manière d'André Gide à la fin des *Nourritures terrestres* : lecteur, camarade, jette cette thèse, c'est à ton tour, enquête !

Annexes

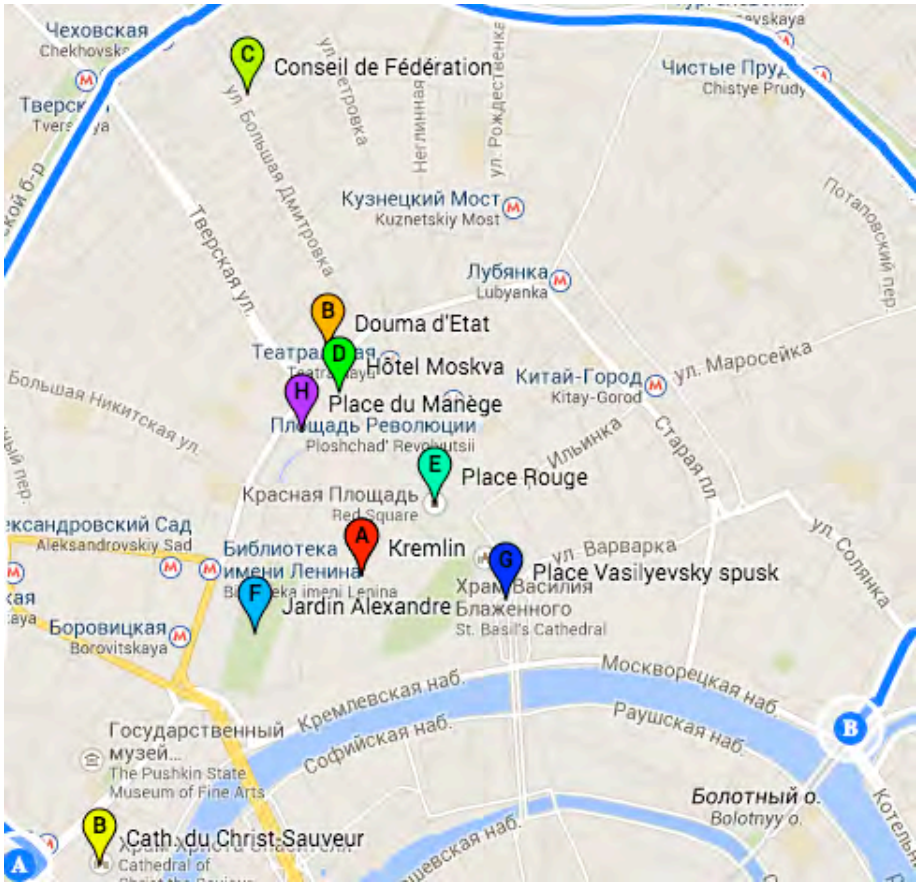
Annexe 1 – Cartes de Moscou



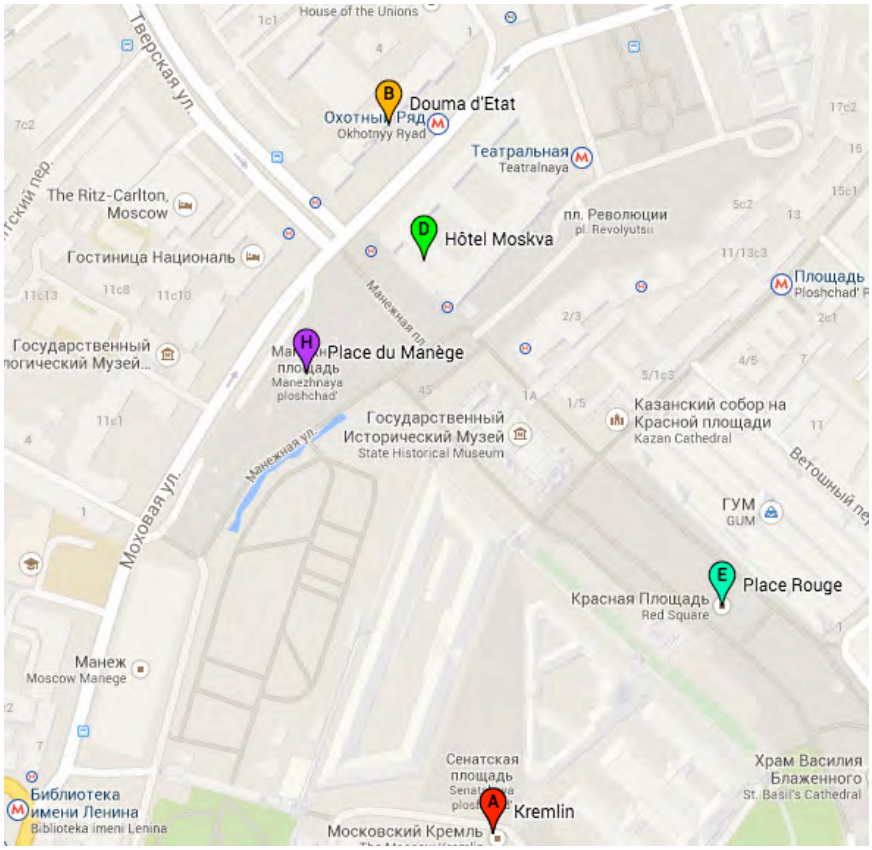
Carte 1



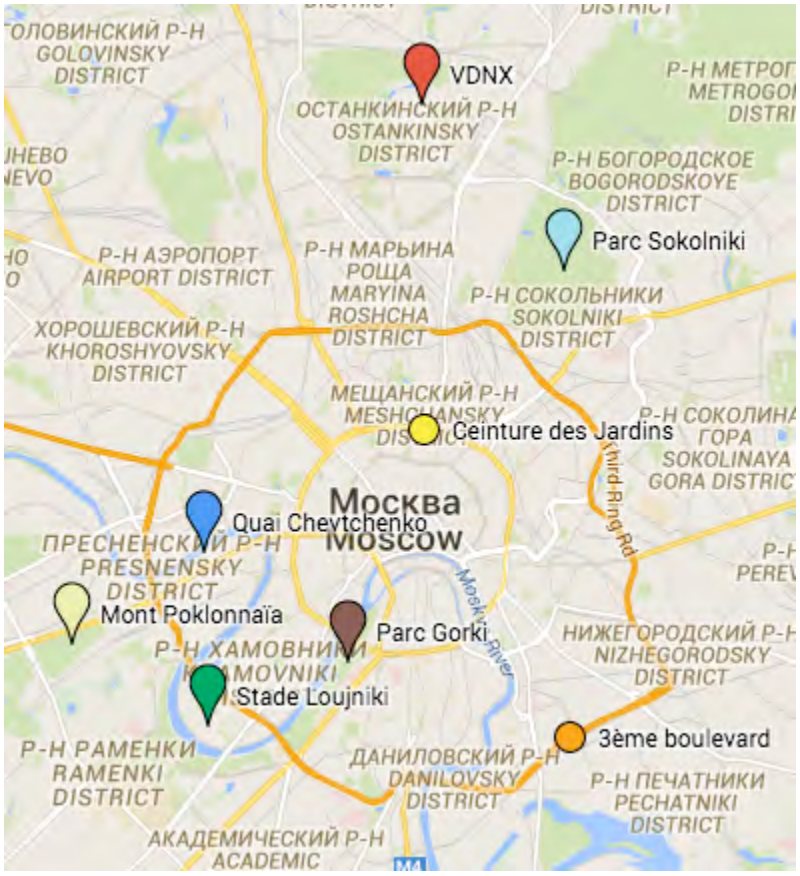
Carte 2 (A-B : Ceinture des Boulevards)



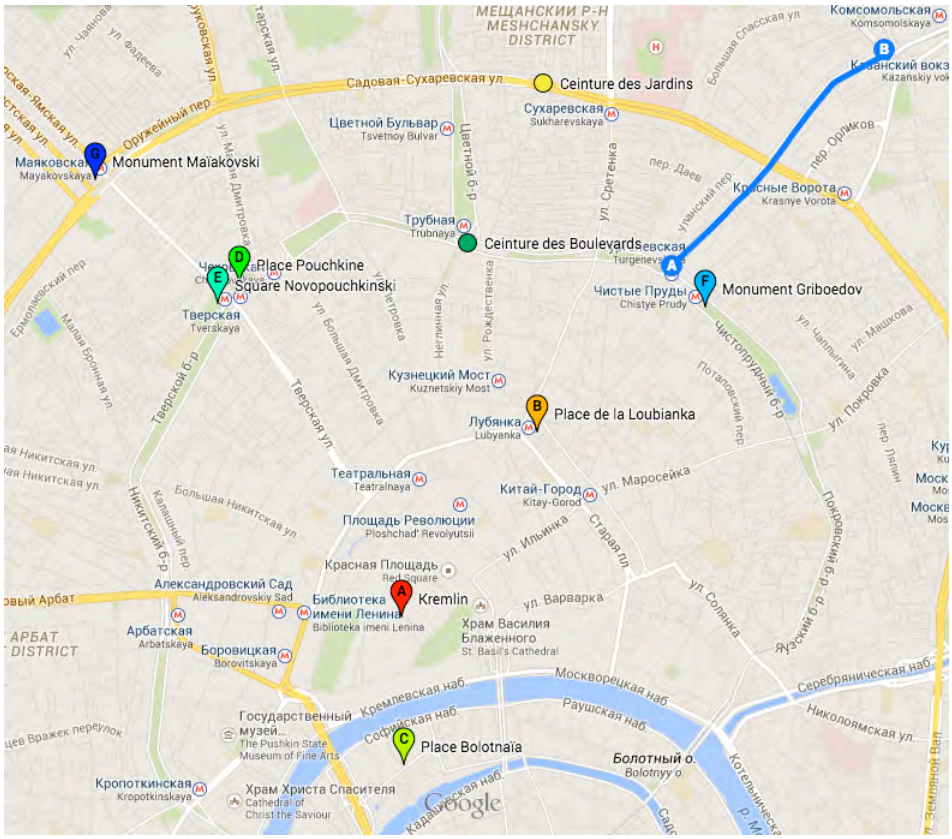
Carte 3



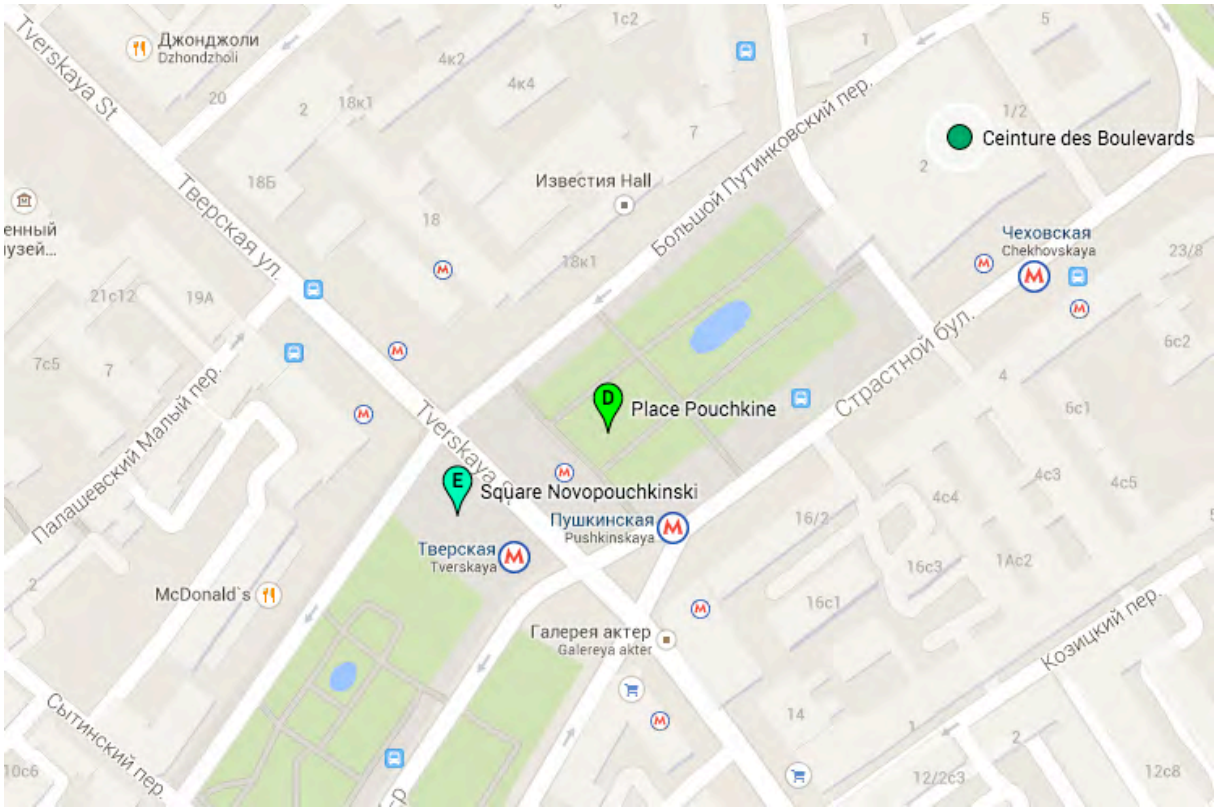
Carte 4



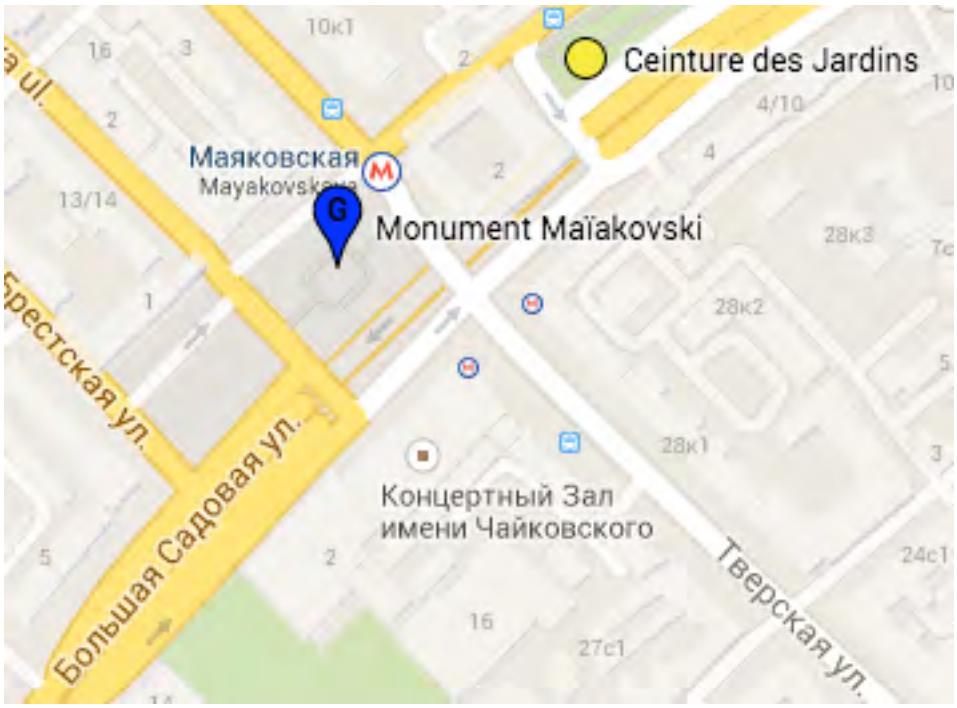
Carte 5



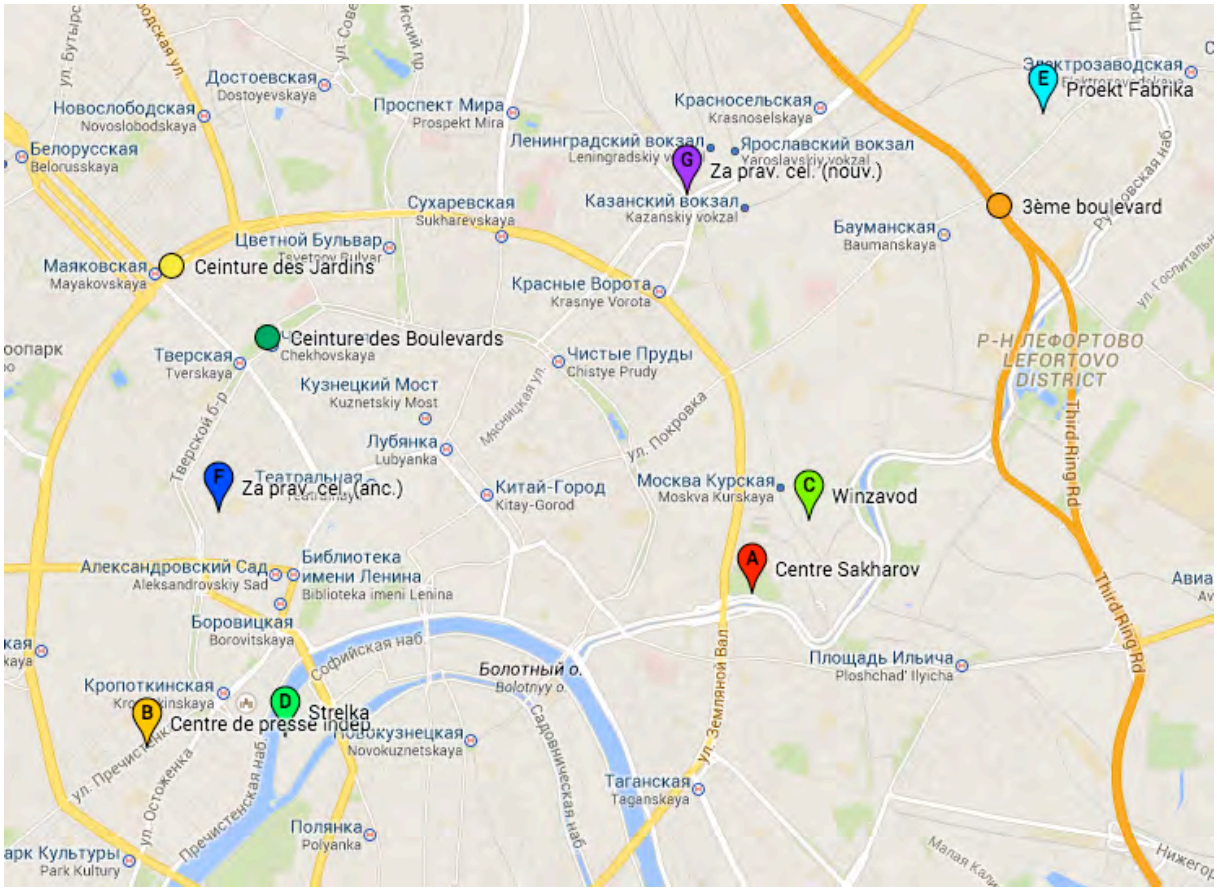
Carte 6 (A-B : Avenue Prospekt Sakharov)



Carte 7



Carte 8



Carte 9

Annexe 2 – Photographies

Moscou envahi par le dispositif publicitaire :

Photo 1 http://varlamov.ru/911184.html

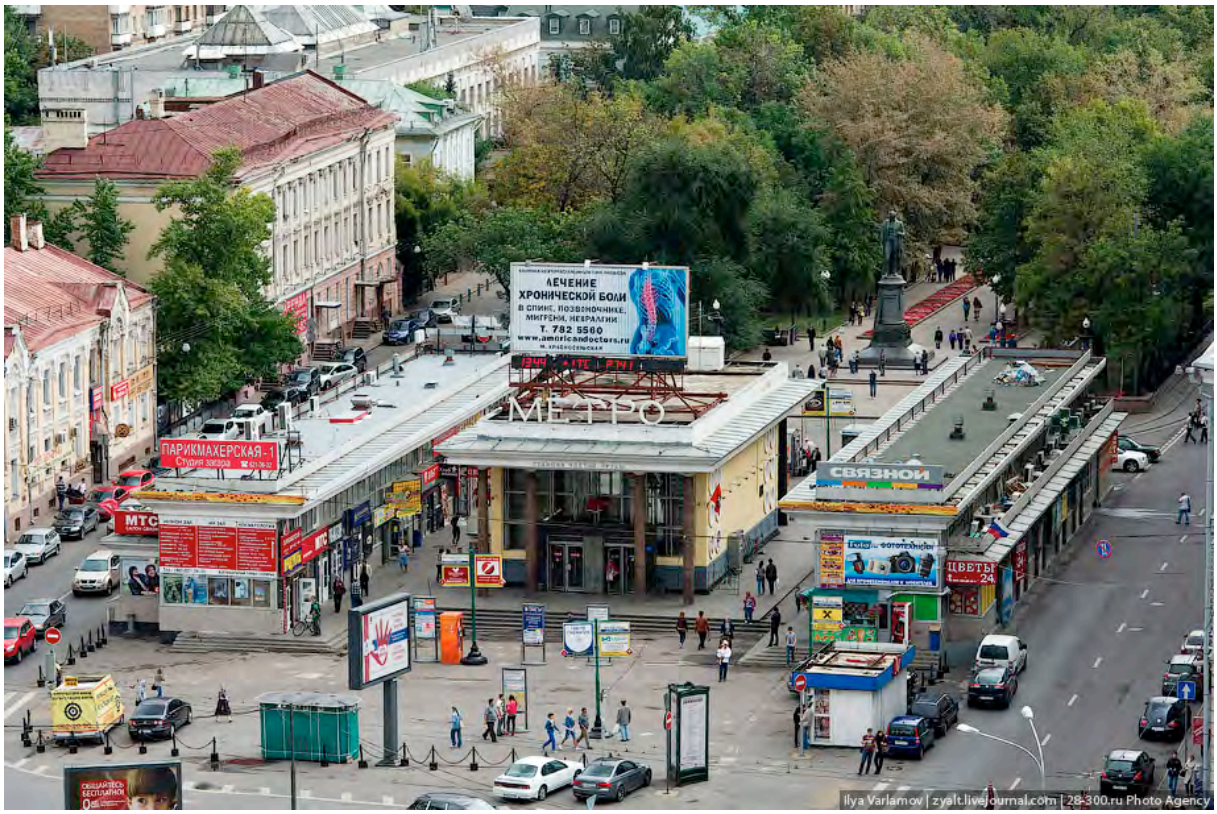


Photo 2 [*http://maxkatz.livejournal.com/157395.html*](http://maxkatz.livejournal.com/157395.html)

Photo 3 http://varlamov.ru/911184.html

Photo 4 http://varlamov.ru/538727.html

Photo 5 http://varlamov.ru/538727.html

Photo 6 http://varlamov.ru/538727.html

Des *kioski* :

Photo 7 http://varlamov.ru/653294.html

Photo 8 http://varlamov.ru/653294.html

Photo 9 http://varlamov.ru/1214517.html

Vente dans la rue :

Photo 10 http://varlamov.ru/1207670.html

Photo 11 http://varlamov.ru/830237.html

Les *marshrutki* :

Photo 12 http://varlamov.ru/891858.html

Moscou envahie par les voitures :

Photo 13 http://varlamov.ru/1365380.html

Photo 14 ***http://varlamov.ru/680519.html***

Les éclairages grandioses :

Photo 15 https://www.flickr.com/photos/38465352@N03/8845777775 Yuri Degtyarev

Les *khrouchtchevki* :

Photo 16 http://xruschevka.ru/

Photo 17 http://enia.livejournal.com/92575.html

Les constructions des années 1980 :

Photo 18 *http://mgsupgs.livejournal.com/203197.html*

Le *dvor* :

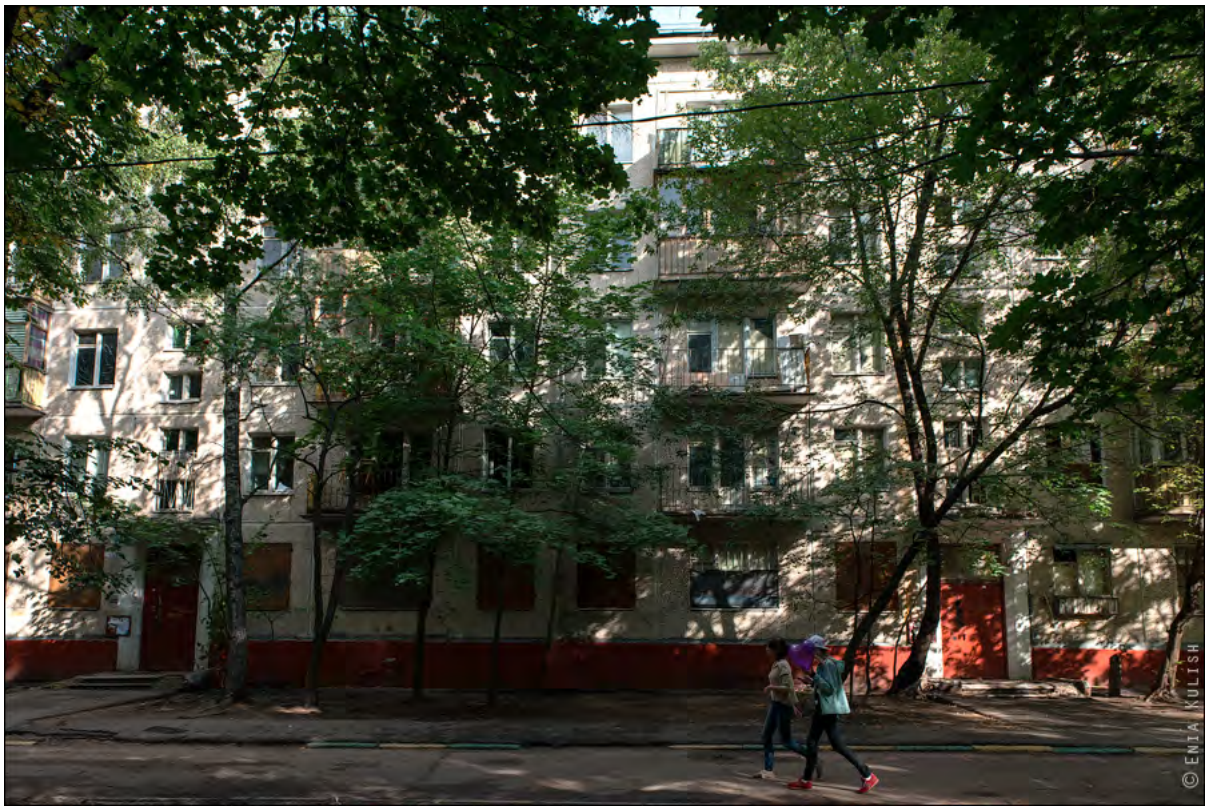


Photo 19 *http://enia.livejournal.com/92575.html*

Photo 20 http://varlamov.ru/1101885.html

Photo 21 http://enia.livejournal.com/92575.html

Photo 22 *http://varlamov.ru/1101885.html*

Photo 23 *http://varlamov.ru/1101885.html*

Logement collectif (côté rue) :

Photo 24 http://cr2.livejournal.com/321935.html (côté rue)

La cathédrale du Christ-Sauveur :

Photo 25 https://insider.pro/ru/article/11900/

L’entrée du Centre panrusse des expositions (VDNX) :

Photo 26 *http://varlamov.ru/103062.html*

Le Kremlin et la place Rouge :

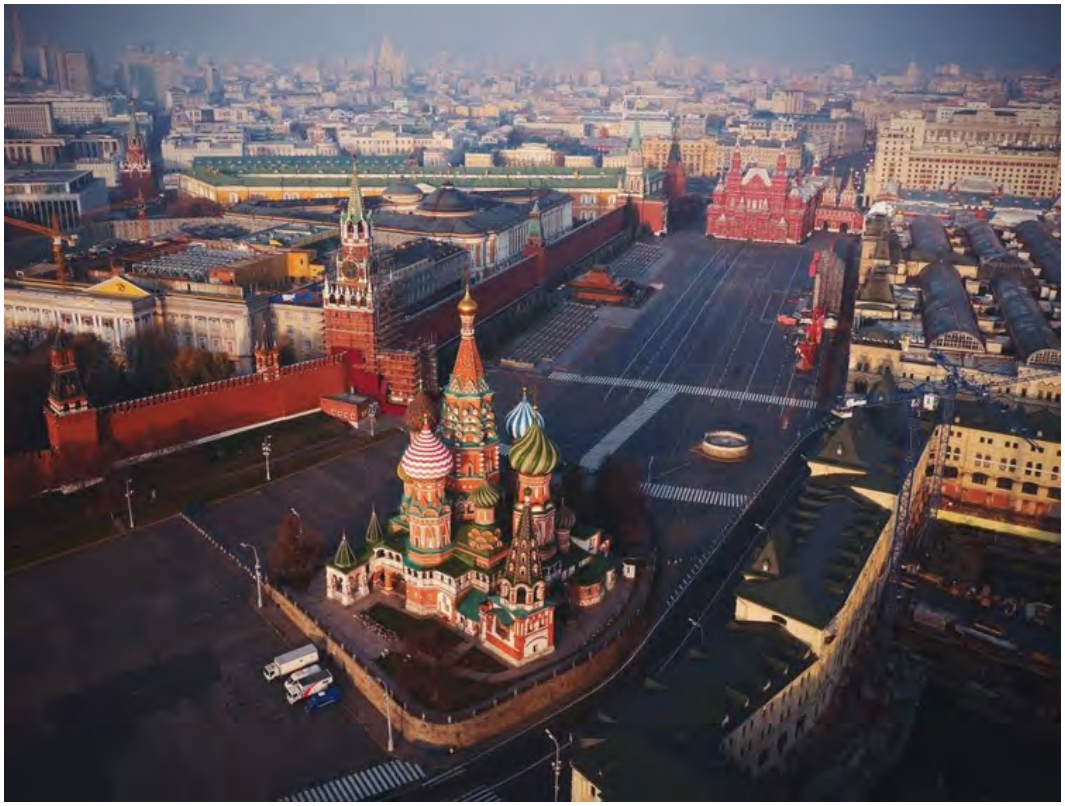


Photo 27 *https://insider.pro/ru/article/11900/*

L’action « *xuj* » d’Anatoli Osmolovski et du groupe E.T.I. sur la place Rouge, 18 avril 1991 :

Photo 28 *http://osmopolis.com/modules/gallery/popup.php?a=68&i=600*

L’action du groupe Pussy Riot sur la place Rouge, 20 janvier 2012 :

Photo 29 *http://ma-zaika.ru/post202301280/*

Manifestation en 1991 sur la place du Manège :

Photo 30 https://pastvu.com/p/61328

Place du Manège en 2012 :

Photo 31 http://varlamov.ru/526100.html

Action de supporters de football et de militants ultranationalistes sur la place du Manège, le 11 décembre 2010 :

Photo 32 http://varlamov.ru/330396.html

Ceinture des Boulevards :

Photo 33 http://varlamov.ru/346382.html. Action du 19 janvier 2011 commémorant le double

assassinat de Markelov et Babourova

Place Pouchkine, square Novopouchkinski et rue Tverskaïa :

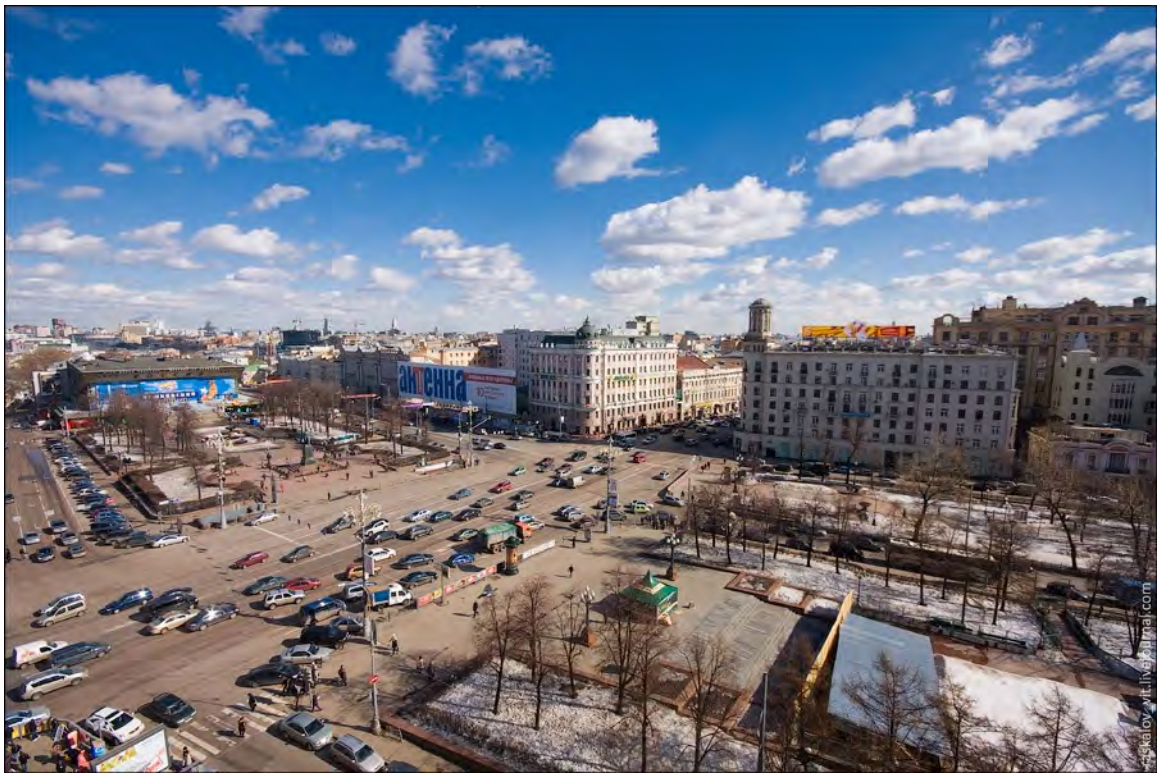


Photo 34 http://mahnatik.livejournal.com/164679.html (la place à gauche, le square à droite)

Photo 35 http://chistoprudov.livejournal.com/74707.html (place)

Photo 36 http://yablor.ru/blogs/himkinskiy-les-v-kajdom-iz-nas/710313. Meeting-concert du 22 août 2010 pour la défense de la forêt de Khimki (sur la place)

Photo 37 http://streetsmedia.livejournal.com/171967.html. Piquet contre l'arbitraire de la

police, 11 juillet 2009 (action 1 ; côté square)

Photo 38 http://kprf.ru/actions/84324.html. Défilé communiste du 7 novembre 2010, rue Tverskaïa

Photo 39 http://streetsmedia.livejournal.com/104626.html

La place Triumfalnaïa :

Photo 40 http://varlamov.ru/933705.html

Photo 41 http://varlamov.ru/281433.html. Action de « Stratégie-31 », 31 juillet 2010

Photo 42 http://varlamov.ru/293396.html. Action de « Stratégie-31 », 31 août 2010

Auprès du monument Griboedov, à la station de métro « Tchistye prudy »:

Photo 43 http://tempoxsilencio.livejournal.com/371630.html Action du 19 septembre 2010 (action 4)

Photo 44 Perrine Poupin. Manifestation du 19 janvier 2010 (action 2)

Place Bolotnaïa :

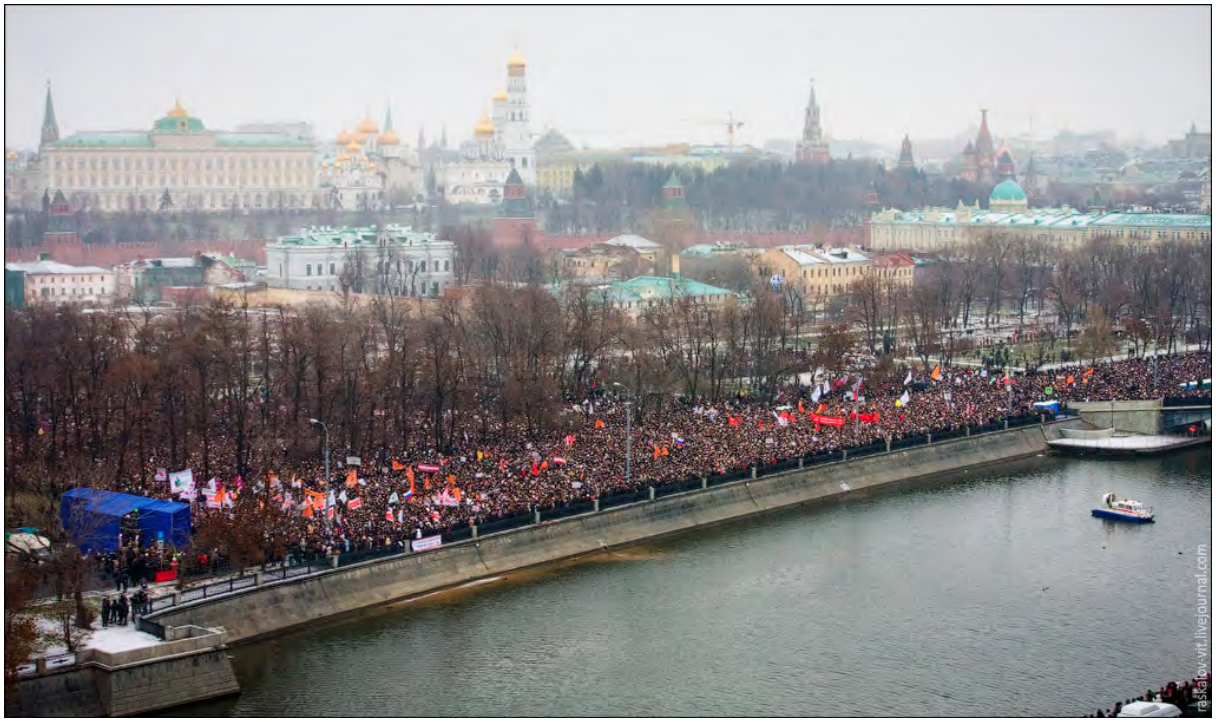


Photo 45 http://raskalov-vit.livejournal.com/122111.html.10 décembre 2012

Quai Chevtchenko :

Photo 46 Perrine Poupin, 23 novembre 2010

Quartiers périphériques :

Photo 47 http://rigort.livejournal.com/1440.html. Marche russe, 4 novembre 2009

Le centre Sakharov :

Photo 48 http://katerxxl.livejournal.com/460218.html

Photo 49 http://sakharov-today.ru/debaty. Conférence « Les idées et l'héritage de gauche et de droite de Sakharov et des dissidents soviétiques », 28 juin 2011.

Bibliographie

ABBOTT Andrew, 1988, *System of professions : Essay on the division of expert labour*, University of Chicago Press, Chicago.

ADAMS Jacqueline, 2003, « The bitter end : emotions at a movement's conclusion », *Sociological Inquiry*, 73/1, p. 84-113.

ADOLPHE Luc, 1998, « La recherche sur les ambiances architecturales et urbaines », *Les Cahiers de la Recherche*, 42/43, p. 77-89.

AGIER Michel, 2007, « Politiques urbaines sans auteur. Une anthropologie des situations », *Multitudes*, 4, p. 51-60.

AGUILERA Anne, PADEIRO Miguel et Benjamin PRADEL, 2012, « Paris sera toujours Paris. Réflexions sur la centralité dans la métropole francilienne », *48ème Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française : Migrations et territoires*, Juillet 2011, Schœlcher, Martinique.

AHMED Sara, 2004, *The cultural politics of emotion*, Edinburgh University Press, Edinburgh.

ALBRECHT Gary, 1985, « Videotape safaris : entering the field with a camera », *Qualitative sociology*, 8/4, p. 325-344.

ALEKSEEVA Liudmila, 1992, *История инакомыслия в СССР : Новейший период* [Histoire de la dissidence en URSS : la dernière période], Vert', Moscou, URL : http://www.memo.ru/history/diss/books/alexeewa/alexeeva_toc.htm, accès le 28/04/2014.

ALEKSEEVSKII Mikhail, 2012, « Кто все эти люди (с плакатами) ? » [Qui sont tous ces gens (avec des pancartes ?], *antropologicheskii forum*, 16, p. 50-68, URL : http://anthropologie.kunstkamera.ru/files/pdf/016online/alekseevsky.pdf, accès le 04/08/2013.

ALIOUKOV Maxim, ERPYLEVA Svetlana, JELNINA Anna, JOURAVLEV Oleg, ZAVADSKAIA Margarita, CLEMENT Karine, MAGUN Artemy, MATVEEV Ilia, NEVSKI Andreï, SAVELEVA Natalia et Maria TOUROVETS, 2014, *Политика аполитичных : Гражданские движения в России 2011-2013 годов* [La politique des apolitiques : Mouvements citoyens en Russie 2011-2013], Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie.

ALLINA-PISANO Jessica, 2008, *The post-Soviet Potemkin village: politics and property rights in the Black Earth*, Cambridge, Cambridge University Press.

AMAN Anders, 1992, *Architecture and Ideology in Eastern Europe During the Stalin Era: An Aspect of Cold War History*, New York, MIT Press.

AMESTOY Isabelle, 2004, « Les grands ensembles en Russie, de l'adoption d'un modèle à la désaffection. Le cas de l'habitat khrouchtchévien » dans DUFAUX Frédéric et Annie FOURCAUT (sous la dir. de), *Le monde des grands ensembles*, Grane, Creaphis, p. 129-141.

AMINZADE Ron et Doug MCADAM, 2001, « Emotions and contentious politics », dans AMINZADE Ronald, GOLDSTONE Jack, MCADAM Doug, PERRY Elizabeth, SEWELL William,

TARROW Sidney et Charles TILLY, *Silence and voice in the study of contentious politics*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 14-50.

ANDERSON Jon, 2003, « The ties that bind? Self- and place-identity in environmental direct action », *Ethics, Place and Environment*, 7/ 1–2, p. 45-57.

ANDERSON Ben, 2009, « Affective atmospheres », *Emotion, space and society*, 2/2, p. 77-81.

ANSTETT Elisabeth, 2011, « Mémoire des répressions politiques en Russie postsoviétique : Le cas du Goulag », *Encyclopédie en ligne des violences de masse*, URL : http://www.massviolence.org/Memoire-des-repressions-politiques-en-Russie-postsovietique, accès le 21/10/2015.

ANSTETT Elisabeth et Luba JURGENSON (sous la dir. de), 2009, *Le Goulag en héritage. Pour une anthropologie de la trace*, Paris, Pétra.

ARENDT Hannah, 1958, *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.

ARENDT Hannah, 1967, *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard.

ARONSON Oleg, 2002, Богема: Опыт сообщества [La bohème : l'expérience de la communauté], Fond « Pragmatika kul'tury », Moscou.

ARSENE Séverine, 2011, « De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire », *Revue française de science politique*, 61/5, p. 893-915.

ASMOLOV Gregory, 2014a, « The Kremlin's cameras and the virtual Potemkin villages : ICT and the construction of statehood » dans LIVINGSTON Steven et Gregor VALTER-DROP (sous la dir. de), *Bits and Atoms : Information and Communication Technology in Area of Limited Statehood*, New York, Oxford University Press, p. 30-46.

ASMOLOV Gregory, 2014b, « Natural disasters and alternative modes of governance : the role of social networks and crowdsourcing platforms in Russia », dans LIVINGSTON Steven et Gregor VALTER-DROP (sous la dir. de), *Bits and atoms : Information and communication technology in area of limited statehood*, New York, Oxford University Press, p. 98-110.

ASPE Bernard, 2007, *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant*, Paris, La Fabrique.

ASPE Bernard, 2011, *Les mots et les actes*, Caen, Nous.

AUTANT MATHIEU Marie-Christine, 2011, « Les enjeux de la théorie du réalisme socialiste (1934-1988) », URL : http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/60/83/43/PDF/Microsoft_Word_RSTHEORIE.pdf, accès le 04/08/2013.

AZAROVA Katerina, 2007, *L'Appartement communautaire. L'histoire cachée du logement soviétique*, Paris, Sextant.

BÆKKEN Håvard, 2015, « Selections before élections : Double standards in implementing election registration procedures in Russia? », *Communist and Post-Communist Studies* 48/1, p. 61-70.

BAKER Stéphanie-Alice, 2011, « The mediated crowd : new social media and new forms of rioting », *Sociological research online*, 16/4.

BAKHTINE Mikhaïl, 1978, *Esthétique et théorie du roman*, Paris, Gallimard.

BAKHTINE Mikhaïl, 1982, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire du Moyen-Âge et sous la Renaissance*, Paris, Gallimard.

BARASSI Veronica, 2009, « Mediating political action : Internet related beliefs and frustrations amongst international solidarity campaings in Britain », *Digithum*, 11.

BARBALET Jack M., 1998, *Emotion, social theory, social structure. A macrosociological approach*, Cambridge University Press.

BARKER Chris, MARTIN Brian et Mary ZOURNAZI, 2008, « Emotional self-management for activists », *Reflective practice*, 9/4, p. 423-435.

BARON Samuel H., 2001, *Bloody Saturday in the Soviet Union. Novocherkassk : 1962*, Stanford, Stanford University Press.

BARTHE Yannick, 2002, « Rendre discutable. Le traitement politique d'un héritage technologique », *Politix*, 15, p. 57-78.

BARTHELEMY Michel et Louis QUERE, 1991, *La mesure des événements publics*, Rapport de recherche pour le CNRS, Paris, Centre d'Etude des Mouvements Sociaux, EHESS.

BASU Paul, 2008, « Reframing ethnographic film » dans AUSTIN Thomas et Marteen DE JONG (sous la dir. de), *Rethinking documentary*, Maidenhead, Open University Press, p. 94-106.

BAYART Jean-François, MBEMBE Achille et Comi TOULABOR, 2008, *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala.

BAZIN Jérôme, 2008, « Le premier mai à Berlin-Est dans les années 1950 », *Vingtième siècle*, 98/2, p. 141-148.

BAUDELAIRE Charles, 1857, *Les fleurs du mal*, Paris, Poulet-Malassis.

BECHET-GOLOVKO Karine, 2011, *Chronique politico-constitutionnelle sur la Fédération de Russie*, 1, CEI, p. 265-329.

BECK Adrian et Anette A. ROBERTSON, 2008, « Policing in the 'New' Russia » dans HINTON Mercedes et Tim NEWBURN (sous la dir. de), *Policing Developing Democracies*, Oxford, Routledge, p. 50-72.

BECKER Howard, 1963/1985, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métaillé.

BECKER Howard, 1974, « Photography and sociology », *Studies in the anthropology of visual communication*, 1/1, p. 3-26.

BECKER Howard, 1995, « Visual sociology, documentary photography, and photojournalism : It's (almost) all a matter of context », *Visual Studies*, 10/1-2, p. 5-14.

BELLAT Fabien, 2013, « À fleurets mouchetés. L'architecture soviétique sous le glacis brejnévien », *Cahiers du monde russe*, 54/1, p. 213-237.

BENFORD Robert D., 1997, « An insider's critique of the social movement framing perspective », *Sociological Inquiry*, 67, p. 409-430.

BENFORD Robert D. et Scott A. HUNT, 1992, « Dramaturgy and social movements : the social construction and communication of power », *Sociological Inquiry*, 62, p. 36-55.

BENJAMIN Walter, 1983, *Journal de Moscou*, Paris, L'Arche.

BERAUD Thomas, 2012, « Les mots de l'anthropologie visuelle », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 118, p. 169-182.

BERDAHL Daphne, BUNZL Matti et Martha LAMPLAND, 2000, *Altering states. Ethnographies of transition in Eastern Europe and the former Soviet Union*, University of Michigan Press.

BERGER Mathieu, 2009, *Répondre en citoyen ordinaire : enquête sur les engagements profanes dans un dispositif d'urbanisme participatif à Bruxelles*, Thèse pour le doctorat en sciences sociales, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles.

BERGER Mathieu, CEFAÏ Daniel et Carole GAYET-VIAUD (sous la dir. de), 2011, *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang.

BERLIERE Jean-Marc, 1996, *Le monde des polices en France, XIXe-XXe siècles*, Bruxelles, Complexe.

BERTHEUIL Bruno, 1998, « De l'image souvenir à l'imaginaire social : quand des cheminots filment leur grève », *L'Homme et la société*, 127-128, p. 15-27.

BERTHO Alain, 2014, « De l'émeute au soulèvement : la révolution n'est plus ce qu'elle était », *Revue internationale et stratégique*, 93/1, p. 73-80.

BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique, GAYET-VIAUD Carole et Erwan LE MENER, 2015, « Publicité, sollicitation, intervention. Pistes pour une étude pragmatiste de l'expérience citoyenne », *SociologieS*, Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, URL : http://sociologies.revues.org/4941, accès le 23/05/2015.

BIKBOV Alexandre, 2012, « Методология исследования "внезапного" уличного активизма (российские митинги и уличные лагеря, декабрь 2011 – июнь 2012) » [Méthodologie d'étude du militantisme « spontané » de rue (meetings et campements de rue russes, décembre 2011- juin 2012], *Laboratorium*, 2, p. 130-163.

BLANC Nathalie et Cyria EMELIANOFF, 2007, « Réappropriation du sol et société civile dans deux villes russes », *Environnement urbain*, 1, p. 31-41, URL : http://www.vrm.ca/EUUE/vol1_2007/BLANC_EMELIANOFF.pdf, accès le 28/04/2014.

BLOOMFIELD Brian P. et Bill DOOLIN, 2012, « Symbolic communication in public protest over genetic modification : visual rhetoric, symbolic excess, and social mores », *Science Communication*, 20/10, p. 1-26.

BOGATIKOVA Anna, 2013, « Машины не ставить: повседневные практики проведения границ в жилом пространстве города » [Interdit de stationner : pratiques quotidiennes de fixation de limites dans l'espace du logement urbain], *Vestnik Tomskogo gosudarstvennogo universiteta*, 21/1, p. 180-187.

BOISSONADE Jérôme, 2008, « Une urbanité de confrontation », *Espaces et Sociétés*, 126, p. 35-52.

BOLTANSKI Luc et Eve CHIAPELLO, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

BOLTANSKI Luc et Laurent THEVENOT, 1991, *De la justification*, Paris, Gallimard.

BOOBBYER Philip, 2009a, *Conscience, dissent and reform in Soviet Russia*, Oxford, Routledge.

BOOBBYER Philip, 2009b, « Vladimir Bukovskii and soviet communism », *The slavonic and East European review*, 87/3, p. 452-487.

BORODATOVA Anna et Levon ABRAMIAN, 1992, « Август 1991: праздник, не успевший развернуться » [Aout 1991 : une fête qui n'a pas eu le temps de se déployer], *Étnograficheskoe obozrenie*, 3, p. 47-57.

BOROZDINA Ekaterina, ROTKIRCH Anna, TEMKINA Anna et Elena ZDRAVOMYSLOVA, 2014, « Using maternity capital : citizen distrust of Russian family policy », *European journal of women's studies*, July (OnlineFirst articles, http://online.sagepub.com/).

BOSCO Fernando, 2006, « The Madres de Plaza de Mayo and three decades of human rights' activism : embeddedness, emotions, and social movements », *Annals of the association of American geographers*, 96/2, p. 342-365.

BOURDIEU Pierre, 1981, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, p. 3-24.

BOUVERESSE Jacques, 1976, *Le mythe de l'intériorité : Expérience, signification et langage privé chez Wittgentsein*, Paris, Éditions de Minuit.

BOUVERESSE Jacques, 1995, *Langage, perception et réalité*, Volume 1 : *La Perception et le jugement*, Paris, Éditions Jacqueline Chambon.

BOUVERESSE Jacques, 2004, *Langage, perception et réalité*, Volume 2 : *Physique, phénoménologie et grammaire*, Paris, Éditions Jacqueline Chambon.

BRANAGAN Marty, 2007, « The last laugh : humour in community activism », *Community Development Journal*, 42/4, p. 470–481.

BRAUX Adeline, 2011, « Les immigrés sud-caucasiens en fédération de Russie : des nouvelles minorités intermédiaires », *CERISCOPE Frontières*, URL : http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part4/les-immigres-sud-caucasiens-en-federation-de-russie, accès le 27/11/2014.

BRENEZ Nicole et Isabelle MARINONE (sous la dir. de), 2015, *Cinémas libertaires. Au service des forces de transgression et de révolte*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion.

BRETON Stéphane, 2004, « ON PARLE À LA TÉLÉ: Considérations relatives à la manière de placer une caméra devant un sujet vivant », *Esprit*, 302/2, p. 228-236.

BRETON Stéphane, 2012, « Le regard » dans THIREAU Isabelle, SCHAUB Jean-Frédéric et Olivier REMAUD, *Faire des sciences sociales*, vol. 2, Paris, EHESS, p. 225-254.

BREVIGLIERI Marc, 1999, *L'usage et l'habiter. Contribution à une sociologie de la proximité*, Thèse pour le doctorat de sociologie, Paris, EHESS.

BREVIGLIERI Marc, 2002, « L'horizon de "ne plus habiter" et l'absence de maintien de soi en public » dans CEFAÏ Daniel et Isaac JOSEPH (sous la dir. de.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, p. 310-336.

BREVIGLIERI Marc, 2007, « L'arc expérientiel de l'adolescence : esquive, combine, embrouille, carapace et étincelle… », *Éducation et sociétés*, 1/19, p. 99-113.

BREVIGLERI Marc, 2009, « L'insupportable. L'excès de proximité, l'atteinte à l'autonomie et le sentiment de violation du privé » dans BREVIGLIERI Marc, LAFAYE Claudette et Danny TROM (sous la dir. de), *Compétences critiques et sens de la justice (Colloque de Cerisy)*, Paris, Economica, p. 125-149.

BREVIGLIERI Marc, PATTARONI Luca et Joan STAVO-DEBAUGE, 2003, « Quelques effets de l'idée de proximité sur la conduite et le devenir du travail social », *Revue suisse de sociologie*, 29/1, p. 141-157.

BREVIGLIERI Marc et Danny TROM, 2003, « Troubles et tensions en milieu urbain. Les épreuves citadines et habitantes de la ville » dans CEFAÏ Daniel et Dominique PASQUIER (sous la dir. de), *Les sens du public : publics politiques et médiatiques*, Paris, PUF, p. 399-416.

BREVIGLIERI Marc et Danny TROM, 2006, « Analytique du trouble urbain et perception de la ville. Une approche pragmatique des problèmes publics », dans BAJOLET Émilie, MATTEI Marie-Flore et Jean-Marc RENNES (sous la dir. de), *Quatre ans de recherche urbaine 2001-2004*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, MSH « Villes et Territoires », p. 50-57.

BRODEUR Jean-Paul, 2001, « Le travail d'Egon Bittner : une introduction à la sociologie de la force institutionnalisée », *Déviance et société*, 3, p. 307-323.

BRODEUR Jean-Paul, 2010, *The Policing Web*, Oxford, Oxford University Press.

BRONNIKOVA Olga, 2014, *Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe. L'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France (2000-2013)*, Thèse pour le doctorat en science politique, Paris, INALCO.

BROWN Gavin et Jenny PICKERILL, 2009, « Space for emotion in the spaces of activism », *Emotion, space and society*, 2/1, p. 24-35.

BROWN Penelope et Stephen C. LEVINSON, 1987, *Politeness: Some Universals in Language Usage*, Cambridge, Cambridge University Press.

BRUNAUX Hélène, 2007, « Danser dans l'espace public – Des processus de spatialisation au cœur des usages de l'espace » dans CAPRON Guénola et Nadine HASCHAR-NOE (sous la dir.),

L'espace public urbain : de l'objet aux processus de construction, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, p. 101-115.

BRUNETEAUX Patrick, 1996, *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'État en régime démocratique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

BURAWOY Michael et Katherine VERDERY (sous la dir. de), 1999, *Uncertain transition : Ethnographies of change in the postsocialist world*, Lanham, Maryland, Rowman & Littlefield.

BUREAU Marie-Christine, CHATEAURAYNAUD Francis, LEJEUNE Christophe, TORNY Didier et Patrick TRABAL, 2003, « Internet à l'épreuve de la critique », *Programme « Société de l' « information »*, CNRS.

BURGER Ethan S. et Mary HOLLAND, 2008, « Law as politics : the russian procuracy and its investigative committee », *New York University public law and legal theory working papers, paper*, 108, URL : http://lsr.nellco.org/nyu_plltwp/108, accès le 13/07/2014.

BURKE Kenneth, 1937, *Attitudes Toward History*, New York, The New Republic, p. 308-311.

BURKE Kenneth, 1945, *A grammar of motives*, Berkeley, University of California Press.

BYCHKOVA E.E., 2009, « Детское миромоделирование в современном городском дворе » [La modélisation du monde chez l'enfant dans le *dvor* urbain contemporain], *Vestnik Tomskogo gosudarstvennogo universiteta*, Université de Tomsk, p. 106-109.

CALHOUN Craig, 1994, *Neither Gods Nor Emperors*, Berkeley, Université of California Press.

CAMMAERTS Bart, 2007, « Media and communication strategies of glocalized activists: beyond media-centric thinking » dans CAMMAERTS Bart et Nico CARPENTIER, *Reclaiming the Media : communication rights and expending democratic media roles*, Bristol, Intellect, p. 265-288.

CAMMAERTS Bart, 2012, « Protest logics and the mediation opportunity structure », *European Journal of Communication*, 27/2, p. 117-134.

CANGUILHEM Georges, 1952/1989, « Le vivant et son milieu », *La connaissance de la vie*, Paris, Vrin, p. 129-154.

CHATTERTON Paul, 2006, « "Give up activism" and chance the world in unknown ways: or, learning to walk with others on uncommon ground », *Antipode*, 38/2, p. 259–281.

CARAYON Annette, 2010, *Moscou dans les sous-bois. Carnets 2007-2008-2009*, Paris, l'Harmattan.

CARDON Dominique, 2009, « Vertus démocratiques de l'Internet », *La Vie des idées*, URL : http://www.laviedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-Internet.html, accès le 22/08/2015.

CARDON Dominique, 2010, « Pourquoi l'Internet n'a-t-il pas changé la politique ? », URL : http://www.internetactu.net/2010/10/07/dominique-cardon-pourquoi-linternet-na-t-il-pas-change-la-politique/, accès le 19/03/2013.

CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe et Cyril LEMIEUX, 1995, « Parler en public », *Politix*, 31/8, p. 5-19.

CARTON DE GRAMMONT Sarah, 2013, *Savoir vivre avec son temps : bref précis de cité-jardinage moscovite postsoviétique, comprenant quelques ruses symboliques de politique locale en période de libéralisation économique extrême, divers conseils sur l'art du bon voisinage avec les fantômes, ainsi qu'un menu requiem pour des efforts de bonheur*, Thèse pour le doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, Paris, EHESS.

CEFAÏ Daniel, 1996, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, 14/75, p. 43-66.

CEFAÏ Daniel, 2003, « Le corps point-zéro de l'enquête », *L'enquête de terrain en sciences sociales*, Paris, La Découverte/Mauss, p. 544-554.

CEFAÏ Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.

CEFAÏ Daniel, 2009, « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, 41/2, p. 245-269.

CEFAÏ Daniel, 2010, « Un pragmatisme ethnographique. L'enquête coopérative et impliquée », dans CEFAÏ Daniel (sous la dir. de), *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 447-472.

CEFAÏ Daniel, 2012, « Comment généralise-t-on ? Chronique d'une ethnographie de l'urgence sociale » dans DESVEAUX Emmanuel et Michel de FORNEL (sous la dir. de), *Faire des sciences sociales. Généraliser*, Paris, EHESS, p. 31-58.

CEFAÏ Daniel, 2015 (à paraître), « L'enquête ethnographique comme écriture, l'écriture ethnographique comme enquête » dans MELLITI Imed (sous la dir. de), *Écrire en sciences sociales*.

CEFAÏ Daniel, CARREL Marion, TALPIN Julien, ELIASOPH Nina et Paul LICHTERMAN, 2012, « Ethnographies de la participation », *Participations*, 3/4, p. 7-48.

CEFAÏ Daniel et Édouard GARDELLA, 2011, *L'urgence sociale en action. Ethnographie du Samusocial de Paris*, Paris, La Découverte.

CEFAÏ Daniel et Cédric TERZI (sous la dir. de), 2012, *L'expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS.

CEFAÏ Daniel et Danny TROM, 2001 (sous la dir. de), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, EHESS.

CHAIGNEAU Aurore, 2008, *Le droit de propriété en mutation, essai à la lumière du droit russe*, Paris, Dalloz.

CHALAMOV Varlam, 1986, *La quatrième Vologda Souvenirs*, Paris, Fayard.

CHARLES Julien, 2013, « Les conditions de la participation, marqueurs de la vulnérabilité du participant », URL : http://www.cesep.be/ANALYSES/PRATIQUES/2013/participation.html, accès le 04/08/2013.

CHATEAURAYNAUD Francis, 2006, « Moteurs de (la) recherche et pragmatique de l'enquête. Les sciences sociales face au web connexionniste », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 82/2, p. 109-118.

CHATELET Claire, 2006, « *Dogme 95* : un mouvement ambigu, entre idéalisme et pragmatisme, ironie et sérieux, engagement et opportunisme », *1895. Mille huit cent quatre-vingt quinze*, 48, p. 46-73.

CHATTERTON Paul, 2006, « "Give up activism" and chance the world in unknown ways : or, learning to walk with others on uncommon ground », *Antipode*, 38/2, p. 259–281.

CHAUVIN Pierre-Marie et Fabien REIX, 2015, « Sociologies visuelles. Histoire et pistes de recherche », *L'Année sociologique*, 65/1, p. 15-41.

CHELKOFF Grégoire, 2004, « Écologie sensible des formes architecturales : recherche et expérimentation » dans *European Research in Architecture and Urbanism*, Journées européennes de la recherche architecturale et urbaine « La question doctorale » 12-14 mai 2004, Marseille, 9 p., URL : http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/37/84/18/PDF/2004_GC_COL_EcologieSensibleFormesArchi.pdf, accès le 22/05/2011.

CHEVALIER Jean-Marie, 2007, « Les émotions ont-elles une place en logique ? Un examen de la réponse peircienne », *Organon*, 36, p. 165-181.

CHKLIAROUK Maria, 2013, « Возможен ли сейчас 37-й год ? » [1937 est-il aujourd'hui possible ?], *Otetchestvennye zapiski*, 53/2, p. 267-275.

CHKLIAROUK Maria, 2014, *Правовая статистика : системный конфликт между знанием о преступности и учетом ведомственной работы* [Les statistiques juridiques : le conflit systémique entre le savoir sur la criminalité et le suivi du travail administratif], Saint-Péteresbourg, Institut des problèmes de l'application de la législation au sein de l'Université européenne à Saint-Pétersbourg.

CLANDININ D. Jean (sous la dir. de), 2007, *Handbook of narrative inquiry. Mapping a methodology*, Thousand Oaks (Californie), SAGE Publications.

CLEMENS Elisabeth S., 1993, « Organizational repertoires and institutional change : Women's groups and the transformation of U.S. politics, 1890-1920 », *American Journal of Sociology*, 98/4, p. 755-798.

CLEMENS Elisabeth S., 1997, *The people's lobby : organizational innovation and the rise of interest groups politics in the United States, 1890-1925*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press.

CLEMENT Karine, 2000, *Les ouvriers russes dans la tourmente du marché. 1989-1999. Destruction d'un groupe social et remobilisations collectives*, Paris, Syllepse

CLEMENT Karine, 2002, « Les femmes ouvrières en Russie : confusion des genres et précarité », *Travail, genre et sociétés*, 2/8, p. 123-145

CLEMENT Karine, MIRIASOVA Olga et Andreï DEMIDOV, 2010, *От обывателей к активистам. Зарождающиеся социальные движения в современной России* [Des hommes ordinaires aux activistes : mouvements sociaux émergents en Russie contemporaine], Moscou, Tri kvadrata.

CLER Michel, CLER France et Verena M. SCHINDLER, 2011, « Segmentation, canalisation de la ville, simulacres et prothèses pour les ambiances désertées », *Faire une ambiance* (Colloque, Grenoble, 10-12 septembre 2008), Bernin, la Croisée, p. 140-144.

CLIFFORD James et George MARCUS (sous la dir. de), 1986, *Writing culture: the poetics and politics of ethnography: a school of American research advanced seminar*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.

CLOT Yves, FAÏTA Daniel, FERNANDEZ Gabriel et Livia SCHELLER, 2000, « Entretiens en autoconfrontation croisée : une méthode en clinique de l'activité », *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé*, 2-1. URL : http://pistes.revues.org/3833, accès le 02/06/2015.

COGET Jean-François, HAAG Christophe et Annabel-Mauve BONNEFOUS, 2009, « Le rôle de l'émotion dans la prise de décision intuitive : zoom sur les réalisateurs-décideurs en période de tournage », *M@n@gement*, 12/2, p. 118-141.

COHEN Yves, 2003, « Administration, politique et techniques. Réflexions sur la matérialité des pratiques administratives dans la Russie stalinienne, 1922-1940 », *Cahiers du monde russe*, 44/2-3, p. 269-308.

COHEN Yves, 2013, *Le siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1914)*, Paris, Éditions Amsterdam.

COLEMAN Roy, 2004, « Watching the degenerate : street camera surveillance and urban regeneration », *Local Economy*, 19/3, p. 199-211.

COLIN LEBEDEV Anna, 2013, *Le cœur politique des mères. Analyse des mouvements des mères de soldats en Russie*, Paris, EHESS.

COLLIER John et Malcolm, 1967, *Visual Anthropology: Photography as a Research Method*, New York, Holt, Rinchart Winston.

COLLINS Randall, 1990, « Stratification, emotional energy, and the transient emotions » dans KEMPER Theodore D. (sous la dir. de), *Research agendas in the sociology of emotions*, New York, SUNY Press.

COLLINS Randall, 2004, *Interaction Ritual Chains*, Princeton, Princeton University Press.

COLLINS Randall, 2008, *Violence. A micro-sociological theory*, Princeton, Princeton University Press.

COLLINS Randall, 2014, « Interaction ritual chains and collective efferverscence » dans VON SCHEVE Christian et Mikko SALMELA (sous la dir. de), *Collective emotions*, Oxford, Oxford University Press.

COMBES Hélène et Olivier FILLIEULE, 2011, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, 61/6, p. 1047-1072.

COMOLLI Jean-Louis, 1997, « La grève filmée par les grévistes eux-mêmes », *Images documentaires*, 28, p. 35-44.

CONORD Sylvaine, 2002; « Le choix de l'image en anthropologie : qu'est-ce qu'une "bonne" photographie ? », *ethnographiques.org*, 2, URL : http://www.ethnographiques.org/2002/Conord.html, accès le 20/01/2009.

CONORD Sylvaine, 2007, « Usages et fonctions de la photographie », *Ethnologie française*, 37/1, p. 11-22.

CONTAMIN Jean-Gabriel, 2008, « Le tract, à quoi bon ? », *Vacarme*, 45, URL : http://www.vacarme.org/article1680.html, accès le 04/08/2013.

CORDIER Marine, 2007, « Corps en suspens : Les genres à l'épreuve dans le cirque contemporain », *Cahiers du genre*, 42/1, p. 79-100.

CORSARO William, 1982, « Something old and something new. The importance of prior ethnography in the collection and analysis of audiovisual data », *Sociological Methods & Research*, 11/2, p. 145-166.

COSSART Paula, 2001, « La communion militante. Les meetings de gauche durant les années Trente », *Sociétés et Représentations*, 12/2, p. 131-140.

COSSART Paula, 2010, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

COSSART Paula, 2012, « Les meetings du Front de Gauche au regard des meetings du passé », *Sens Public*, 4, URL : http://www.sens-public.org/spip.php?article959, accès le 04/08/2013.

COSSART Paula et Etienne TAÏEB, 2011, « Spectacle politique et participation. Entre médiatisation nécessaire et idéal de la citoyenneté », *Sociétés & Représentations*, 31/1, p. 137-156.

COTTEREAU Alain, 1992, « Esprit public et capacité de juger. La stabilisation d'un espace public en France aux lendemains de la Révolution » dans COTTEREAU Alain et Paul LADRIERE, *Pouvoir et légitimité (figures de l'espace public)* (Raisons pratiques, 3), p. 239-273.

COTTEREAU Alain, 2014, « Contextualiser dans un monde auto-interprétant : quel prix pour la garde d'un bébé ? Un exemple d'anthropologie de l'évaluation, ou "ethnocomptabilité" » dans BRAVARD Florent (sous la dir. de), *Des contextes en histoire*, Paris, Bibliothèque du Centre de recherche historique, p. 123-150.

COUDRAY Jean-Marc (pseudonyme de Castoriadis Cornelius), LEFORT Claude et Edgar MORIN, 1968, *La Brèche*, Paris, Fayard.

COULOUARN Tangui et Ariane JOSSIN, 2005, « Représentations et présentations de soi des militants altermondialistes » dans AGRIKOLIANSKY Eric et Isabelle SOMMIER (sous la dir. de), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute.

CRAWFORD Peter Ian, 1992, « Film as discourse : the invention of anthropological realities » dans CRAWFORD Peter Ian et David TURTON, *Film as ethnography*, Manchester, Manchester University Press, p. 66-82.

CRESS Daniel et David SNOW, 2000, « The outcomes of homeless mobilizations : the influence of organization, disruption, political mediation, and framing », *American Journal of Sociology*, 105, p. 1063-1104.

CUNY Cécile et Héloïse NEZ, 2013, « La photographie et le film : des instruments de pouvoir ambivalents », *Participations*, 7/3, p. 7-46.

DAUCE Françoise, 2010, « Activists in the trap of anti-politics. An exploration of the powerlessness of human rights NGOs in Russia », *Laboratorium*, 2, p. 86-102.

DAUCE Françoise, 2013, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, Paris, CNRS Editions.

DEBARBIEUX Bernard, 2003, « Territoire », dans LEVY Jacques et Michel LUSSAULT (sous la dir. de), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Éditions Belin.

DAVIS Joseph E., 2002, *Stories of Change. Narrative and Social Movements*, New York, University of New York Press.

DE CERTEAU Michel, 1990, *L'invention du quotidien*, tome I, *Arts de Faire*, Gallimard, Paris.

DECHEZELLES Stéphanie, 2009, « Les "malgré nous" de la Casa delle Libertà. Conditions de perception et d'usages de la coalition par les jeunes militants en Italie », *Politix*, 88/4, p. 163-185.

DE CONNINCK Frédéric et Caroline GUILLOT, 2007, « L'individualisation du rapport au temps, marqueur d'une évolution sociale », *¿ Interrogations ? – Revue pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société*, 5, p. 22-42.

DE FRANCE Claudine, 1989, *Cinéma et anthropologie*, Paris, Maison des sciences de l'homme.

DEJOURS Christophe, 2000, « Différence anatomique et reconnaissance du réel dans le travail », *Cahiers du Genre*, 29, p. 101-125.

DELLA PORTA Donatella, 1995, *Social movements, political violence and the state : A comparative analysis of Italy and Germany*, New York, Cambridge University Press.

DELLA PORTA Donatella et Herbert REITER (sous la dir. de), 1998, *Policing protest : The control of mass demonstrations in western democraties*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

DELOYE Yves, 2007, « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner " politiquement ". Quelques hypothèses de travail à partir de l'histoire électorale française », *Revue française de science politique*, 57/6, p. 775-798.

DEPRETTO Jean-Paul, 2001, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan.

DESCOLONGES Michèle, 2006, « Perte de foi communiste après Tchernobyl », *Ecologie & politique*, 32/1, p. 37-52.

DESCOMBES Vincent, 1989, *Philosophie par gros temps*, Paris, Éditions de Minuit.

DESCOMBES Vincent, 1995, *La denrée mentale*, Paris, Éditions de Minuit.

DESCOMBES Vincent, 1996, *Les institutions du sens*, Paris, Éditions de Minuit.

DESCOMBES Vincent, 2007, *Le raisonnement de l'ours et autres essais de philosophie pratique*, Paris, Seuil.

DESCOMBES Vincent, 2013, *Les embarras de l'identité*, Paris, Gallimard.

DESCOMBES Vincent, 2014, *Le parler de soi*, Paris, Gallimard.

DESPRES Isabelle, 2008, « La réception et la transposition des concepts occidentaux en Russie. Postmodernisme et post-modernité » dans MARTIN Sylvie, *Circulation des concepts entre Occident et Russie*, Lyon, ENS LSH, URL :http://institut-est-ouest.ens-lyon.fr/spip.php?article142, accès le 19/03/2013.

DESROCHES Dominic, 2011, « La fabrication du climat politique. Analyse de l'espace émotionnel et de la communauté d'émotions », *Implications philosophiques*, URL : http://www.implications-philosophiques.org/semaines-thematiques/passions-dans-lespace-public/la-fabrication-du-climat-politique/, accès le 02/08/2013.

DEUTSCH Cynthia, 1981, « The behavioral scientist : insider and outsider », *Journal of Social Issues*, 37/2, p. 172-191.

DEWERPE Alain, 2006, *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard.

DEWEY John, 1902, *The child and the curriculum*, Chicago, University of Chicago Press.

DEWEY John, 1916, *Democracy and education : An introduction to the philosophy of education*, Londres, Macmillan.

DEWEY John, 1920/2014, *Reconstruction en philosophie*, Paris, Gallimard.

DEWEY John, 1922, *Human nature and conduct. An introduction to social psychology*, New York, Henry Holt and compagny.

DEWEY John, 1925/2012, *Expérience et Nature*, trad. et postface par Joëlle Zask, prés. par Jean-Pierre Cometti, Paris, Gallimard.

DEWEY John, 1927/2010, *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.

DEWEY John, 1927-1928/1982, *The Later Works : 1925-1953*, volume 3, Carbondale and Edwardsville, Southern Illinois University Press.

DEWEY John, 1933/2004, *Comment nous pensons*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond.

DEWEY John, 1934/2005, *L'art comme expérience*, Tours, Farago.

DEWEY John, 1938/1993, *Logique. Théorie de l'enquête*, Paris, PUF.

DEWEY John, 1939/2011, *La formation des valeurs*, Paris, Gallimard.

DEZE Alexandre, 2013, « Pour une iconographie de la contestation », *Cultures & Conflits*, 91/92, p. 13-29.

DIANI Mario et Doug MCADAM (sous la dir. de), 2003, *Social movements and networks. Relational approaches to collective action*, Oxford, Oxford University Press.

DOBRY Michel, 2007, « Ce dont sont faites les logiques de situation », dans FAVRE Pierre, FILLIEULE Olivier et Fabien JOBARD (sous la dir. de), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, p. 119-148.

DOERR Nicole, MATTONI Alice et Simon TEUNE (sous la dir. de), 2013, *Advances in the visual analysis of social movements* (Research in social movements, conflicts and change, 35), Bingley (Royaume-Uni), Emerald Group Publishing.

DOERR Nicole et MILMAN Noa, 2014, « Working with images » dans DELLA PORTA Donatella (sous la dir. de), *Methodological practices in social movement research*, Oxford, Oxford University Press.

DOERR Nicole et TEUNE Simon, 2008, « Visual codes in movement. When the protest imagery hits the establishment », URL : http://protestkuriosa.files.wordpress.com/2008/05/doerr-teune.pdf, accès le 19/03/2013.

DRAGICEVIC SHESIC Milena, 2001, « The Street as political space : walking as protest, graffiti, and the student carnivalization of Belgrade », *New Theatre Quaterly*, 17/1, p. 74-86.

DROIT Roger-Pol, 2004, *Michel Foucault, entretiens*, Paris, Odile Jacobs.

DUBIN Boris, 2006a, « Симулятивная власть и церемониальная политика. О политической культуре современной России » [Le pouvoir de la simulation et la politique de la cérémonie. De la culture politique en Russie contemporaine], URL : http://ecsocman.hse.ru/data/542/971/1219/03_dubin_14-25.pdf, accès le 28/04/2014.

DUBIN Boris, 2006b, « Природа общественных страхов: чего боятся люди и власть » [Nature des peurs sociales : ce dont ont peur les personnes et le pouvoir], URL : http://www.svobodanews.ru/content/transcript/264523.html, accès le 30/06/2015.

DUFAUX Frédéric et Annie FOURCAUT (sous la dir. de), 2004, *Le monde des grands ensembles*, Grane, Creaphis.

DUPUIS-DERI Francis, 2006, « Broyer du noir. Manifestations et répression policière au Québec », *Les ateliers de l'éthique, la revue du CRÉUM*, 1/1, p. *58-80.*

DURAND Jean-Pierre et Joyce SEBAG, 2015, « La sociologie filmique: écrire la sociologie par le cinéma ? », *L'année sociologique*, 65, p. 71-96.

DUSSAULT Annie Pénélope, 2010, *Histoires d'appropriation de l'espace urbain à Saint-Pétersbourg*, Thèse pour le doctorat en anthropologie, Université de Montréal.

ECKERT Denis, 1998, « Progrès de la cartographie et pratique de la ville : Moscou ou la culture de la désorientation », *Mappemonde*, 51/3, p. 23-26.

ECKERT Denis, 2004, « La permanence des toponymes soviétiques en Russie : un marqueur de conservatisme ? » dans RICHARD Yann et André-Louis SANGUIN (sous la dir. de), *L'Europe de l'Est quinze après la chute du Mur. Des pays baltes à l'ex-Yougoslavie*, Paris, L'Harmattan, p. 129-140.

ELIASOPH Nina, 2010, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica.

ELIASOPH Nina et Paul LICHTERMAN, 2003, « Culture in interaction », *American Journal of Sociology*, 108/4, p. 735-794.

ELIE Marc, 2007, *Les anciens détenus du Goulag : libérations massives, réinsertion et réhabilitation dans l'URSS poststalinienne, 1953-1964*, Thèse pour le doctorat en histoire, Paris, EHESS.

EMPERADOR Montserrat, 2009, « Les manifestations des diplômés chômeurs au Maroc : la rue comme espace de négociation du tolérable », *Genèses*, 77, p. 30-50.

ENGEL Barbara, 2006, « Public spaces in the Blue Cities in Russia », *Progress in Planning*, 66, p. 147-239.

EPCHTEIN Alek, 2011, « Алек Эпштейн Арт-активизм в отсутствие публичной политики. Группа «Война»: от зарождения – к всероссийской известности » [L'art-activisme en l'absence d'espace public. Le groupe Voïna : de la naissance à la renommée nationale], *Neprikosnovennyj zapac*, 79/5.

EPSHTEIN Alek et Oleg VASILEV, 2011, *Полиция мыслей. Власть, эксперты и борьба с экстремизмом в современной России* [La police de la pensée. Pouvoir, experts et lutte contre l'extrémisme dans la Russie contemporaine], Moscou, Gileia.

EPELBOIN Annie, 2008, « Censure soviétique et oralité » dans THERRIEN Michèle (sous la dir. de), *Paroles interdites*, Paris, Kartala, p. 229-250.

ERICKSON, Frederick, 1992, « Ethnographic microanalysis of interaction » dans LECOMPTE Margaret, MILROY Margaret Diane et Wendy PREISSLE (sous la dir. de.), *The handbook of qualitative research in education*, New York, Academic Press, p. 201-225.

ERMOSHINA Ksenia, 2014, « Democracy as pothole repair: Civic applications and cyber-empowerment in Russia », *Cyberpsychology: Journal of Psychosocial Research on Cyberspace*, 8/3, URL : http://www.cyberpsychology.eu/view.php?cisloclanku=2014100101&article=4, accès le 29/10/2014.

ESSAÏAN Elisabeth, 2001, « L'Amérique des architectures russes et soviétiques : miroir et projections des ambitions urbaines 1876-1953 », *Espaces et sociétés*, 107, p. 37-64.

ESSAÏAN Elisabeth, 2008, « Le style, l'économie et le politique. L'architecture "stalinienne" au-delà des symboles », dans IOSA Ioana (sous la dir.), *L'architecture des régimes totalitaires face à la démocratisation*, Paris, L'Harmattan, p. 59-74.

ETKIND Alexander, 2013, *Warped mourning : Stories of the undead in the land of the unburied*, Stanford, Stanford University Press.

EVANS Sara M. et Harry C. BOYTE, 1992, *Free spaces : The sources of democratic change in America*, Chicago-London, The University of Chicago Press.

EYERMAN Ron, 2005, « How social movements move : emotions and social movements » dans FLAM Helena et Debra KING (sous la dir. de), *Emotions and Social Movements*, London, Routledge, p. 150-169.

FARGE Arlette, 1992, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIIIe siècle*, Paris, Le Seuil.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles, 2005a, « La bureaucratie policiere et la chute du regime soviétique », *Sociétés contemporaines*, 57/1, p. 63-81.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles, 2005b, « La police russe en procès », *Le Courrier des pays de l'Est*, 6, p. 66-74.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles, 2007, *La police des mœurs économiques de l'URSS à la Russie*, Paris, Éditions du CNRS.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles et Anne LE HUEROU, 2004, « State and multilateralization of policing in post-Soviet Russia », *Policing & Society*, 14, p. 13–30.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles et Iaroslav STARTSEV, 2007, « La combinaison des héritages et des emprunts dans la transformation de l'administration russe », *Critique internationale*, 35/2, p. 69-84.

FAVRE Pierre, 2007, « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics » dans FAVRE Pierre, FILLIEULE Olivier et Fabien JOBARD, *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, p. 193-213.

FAVRET-SAADA Jeanne, 2009, *Désorceler*, Paris, L'Olivier.

FAVRET-SAADA Jeanne et Cyril ISNART, 2008, « En marge du dossier sur l'empathie en anthropologie. Entretien avec Jeanne Favret-Saada réalisé par Cyril Isnart », *Journal des anthropologues, Association française des anthropologues*, 114-115, p. 203-219.

FEHERVARY Krisztina, 2009, « Goods and states : the political logic of state-socialist material culture », *Comparative Studies in Society and History*, 51/2, p. 426-459.

FERENCZI Sàndor, 1932/1990, *Journal clinique*, Paris, Payot.

FERNANDEZ Fabrice, LEZE Samuel et Hélène MARCHE, 2006, « Voilement et dévoilement des émotions sur les terrains de la santé : du rapport de sens au rapport de force », *Face à face*, 9, URL : http://faceaface.revue.org/179 (accès le 22/02/2015).

FERRETTI Maria, 2002, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, p. 65-81.

FILLIEULE Olivier, 1997, *Stratégies de rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po.

FILLIEULE Oliver, 2005, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions. Pour une sociologie du désengagement militant » dans FILLIEULE Oliver (sous la dir. de), *Le désengagement militants*. Paris, Belin, p. 17-47

FILLIEULE Olivier, 2006, « Du pouvoir d'injonction au pouvoir d'influence ? Les limites de l'institutionnalisation » dans FILLIEULE Olivier et Donatella DELLA PORTA (sous la dir. de), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 85-112.

FILLIEULE Olivier et Christophe BROQUA, 2009, « Act Up ou les raisons de la colère », dans TRAÏNI Christophe, *Émotions… Mobilisations !*, Presses de Sciences Po « Académique », p. 141-167.

FILLIEULE Olivier et Donatella DELLA PORTA, 2006, « Variations de contexte et contrôle des mouvements collectifs » dans FILLIEULE Olivier et Donatella DELLA PORTA (sous la dir. de), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 17-40

FILLIEULE Olivier et Danielle TARTAKOWSKY, 2008, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences-Po.

FISH Steven, 2005, *Democracy Derailed in Russia. The Failure of Open Politics*, Cambridge University Press.

FITZPATRICK Sheila, 2004, « Happiness and Toska: An Essay in the History of Emotions in Pre-war Soviet Russia », *Australian Journal of Politics & History*, 50/3, p. 357-371.

FONTANILLE Jacques, 2007, « Les émotions : figures et configurations dynamiques », *Semiotica*, 163-1/4.

FOSTER Hal, 1996, « The Artist as Ethnographer », *The Return of the Real. The Avant-Garde at the End of the century*, Cambridge/London, October Book, MIT Press, p. 171-203.

FOSTER Susan Leigh, 2003, « Choreographies of protest », *Theatre journal*, 55/3, octobre, p. 395-412.

FOUCAULT Michel, 1964/1992, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard.

FOUCAULT Michel, 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

FOUCAULT Michel, 1976/1997, *« Il faut défendre la société », Cours au Collège de France* (1975-1976), Paris, Gallimard.

FOUCAULT Michel, 1976, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard.

FOUCAULT Michel, 1977/1994, « Le jeu de Michel Foucault », *Dits et écrits*, tome 2, Paris, Gallimard, p. 298-329.

FOUCAULT Michel, 2004, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Gallimard.

FRANCE Claudine de, 1989, *Cinéma et anthropologie*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.

FRIJDA Nico et Batja MESQUITA, 1994, « The social roles and the fonctions of the emotions » dans KITAYAMA Shinoby et Hazel Rose MARKUS (sous la dir. de), *Emotion and Culture : Empirical Studies of Mutual Influence*, Washington, American Psychological Association.

FROGER Marion, 2004, « Don et image du don : esthétique documentaire et communauté », *Intermédialités : histoire et théorie des arts, des lettres et des techniques*, 4, p. 115-140.

FUTRELL Robert 2002, « La gouvernance performative. Maîtrise des impressions, travail d'équipe et contrôle dans les débats d'une City Commission », *Politix*, 57/15, p. 147-165.

GABOWITSCH Mischa, 2012, « Social media, mobilisation and protest slogans in Moscow and beyond », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, 7, p. 213-225.

GAMSON William, 1998, « Social movements and cultural change » dans GIUGNI Marco G., MCADAM Doug et Charles TILLY, *From contention to democracy*, Rowman & Littlefield Publishers, Maryland, p. 57-77.

GAMSON William, 2012, « Le legs de Goffman à la sociologie politique » dans CEFAÏ Daniel et Laurent PERREAU (sous la dir. de), *Erving Goffman et l'ordre de l'interaction*, Paris, Curapp.

GANNE Bernard, 2012, « La sociologie au risque du film : une autre façon de chercher, une autre façon de documenter », *ethnogrographiques.org*, 25, URL : http://www.ethnographiques.org/2012/Ganne, accès le 11/06/2015.

GANZHA Anna, 2012, « Mobilis in mobili : об особенностях формирования публичных пространств в городе Москве » [Mobilis in mobili : sur les particularités de la formation des espaces publics dans la ville de Moscou], *Logos*, 1, p. 289-310.

GARFINKEL Harold, 1967, *Study in ethnomethodology*, New York, Prentice-Hall.

GAUTHIER Jérémie, 2012, *Origines contrôlées. La police à l'épreuve de la question minoritaire à Paris et à Berlin*, Thèse pour le doctorat en sociologie, Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines/Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht Albert-Ludwigs-Universität Freiburg.

GELMAN Vladimir, 2012, « Subversive institutions, informal governance, and contemporary Russian politics », *Communist and Post-Communist Studies*, 45/3-4, p. 295-303.

GELMAN Vladimir, 2013, « Cracks in the wall : Challenges to electoral authoritarianism in Russia », *Problems of Post-Communism*, 60/2, p. 3-10.

GEOFFRAY Marie Laure, 2011, « Etudier la contestation en contexte autoritaire : le cas urbain », *Politix*, 93/1, p. 29-45.

GERBER Theodore et Sarah MENDELSON, 2008, « Public experiences of police violence and corruption in contemporary Russia : A case of predatory policing ? », *Law & Society Review*, 42/1, p. 1-44.

GESSAT Elisabeth et Nathalie ORTAR, 2007, « Circuler entre ville et campagne. Evolution de l'usage des résidences secondaires en Russie et en France » dans LUNGINBÜHL Yves (sous la dir. de), *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, Bruxelles, Peter Lang, p. 111-118.

GIDE André, 1897/1972, *Les Nourritures terrestres*, Paris, Gallimard.

GIDE André, 1951, *Journal : 1889-1939*, Paris, Gallimard-La Pléiade.

GILINSKI Iakov, 2009, *Криминология : теория, история, эмпирическая база, социальный контроль* [Criminologie : théorie, histoire, base de données empirique, contrôle social], Moscou, Centre juridique « Press ».

GIMPELSON Vladimir, KAPELIUSHNIKOV Rostislav et Tatiana RATNIKOVA, 2003, « Велики ли глаза у страха? Страх безработицы и гибкость заработной платы в России » [La peur a-t-elle de grands yeux ? La peur du chômage et la flexibilité des salaires en Russie], *Monitoring obshchestvennogo mneniia*, 66/4, p. 44-58.

GITLIN Todd, 1980, *The whole world is watching*, Berkeley, University of California Press.

GLADAREV Boris, 2008, « Условия службы и социальное положение рядовых сотрудников милиции: социологический очерк к юбилею » [Les conditions du service et la situation sociale des fonctionnaires de police ordinaires : aperçu sociologique pour l'anniversaire], *Teleskop*, p. 12-24.

GLADAREV Boris, 2013, « Опыты преодоления «публичной немоты»: анализ общественных дискуссий в России начала XXI века » [Des expériences de dépassement de la "surdité publique" : analyse de discussions publiques en Russie au début du XXIème siècle], *Российское общество в поисках публичного языка: вчера, сегодня, завтра* [La société russe à la recherche d'une langue publique : hier, aujourd'hui, demain] (conférence 15-17 janvier 2013, Saint-Pétersbourg), Saint-Pétersbourg, Éditions de l'Université européenne de Saint-Pétersbourg, p. 13-19.

GLADKOVA Anna, 2006-2007, « New and traditionnal emotion terms in russian : semantics and culture », *Transcultural studies*, 2-3, p. 123-137.

GLIKIN Maksim, 1998, *Милиция и беспредел* [La police et l'arbitraire], Moscou, Tsentripoligraf.

GOFFMAN Erving, 1956/1973, *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, trad. par Alain Accardo, Paris, Minuit.

GOFFMAN Erving, 1963/1975, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, trad. par Alain Kihm, Paris, Minuit.

GOFFMAN Erving, 1963/2013, *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, trad. et prés. par Daniel Cefaï, Paris, Economica.

GOFFMAN Erving, 1967, *Interaction ritual : Essays in face to face behavior*, Doubleday Anchor, New York.

GOFFMAN Erving, 1967/1974, *Les rites d'interaction*, trad. par Alain Kihm, Paris, Minuit.

GOFFMAN Erving, 1969, *Strategic Interaction*, University of Pennsylvania Press, Philadephia.

GOFFMAN Erving, 1971/1973, *La mise en scène de la vie quotidienne. Les relations en public*, trad. par Alain Kihm, Paris, Minuit.

GOFFMAN Erving, 1974/1991, *Les cadres de l'expérience*, trad. par Isaac Joseph, Michel Dartevelle et Pascale Joseph, Paris, Minuit.

GOFFMAN Erving, 1979, « Footing », *Semiotica*, 25, p. 1-29.

GOLDMAN-SEGALL Ricki, 1998, « Configurational validity : A proposal for analyzing ethnographic multimedia narratives », *Journal of educational multimedia and hypermedia*, 4(2/3), p. 163-182.

GOLUBEV Alexey et Olga SMOLYAK, 2013, « Making selves through making things. Soviet do-it-yourself culture and practices of late Soviet subjectivation », *Cahiers du monde russe*, 54/3, p. 517-541.

GOODWIN Charles, 1981, *Conversational organization : Interaction between speakers and hearers*, New York, Academic Press.

GOODWIN Charles, 1994, « Professional vision », *American anthropologist*, 96/3, p. 606-633.

GOODWIN Jeff, JASPER James M. et Francesca POLLETTA, 2001, *Passionate politics : Emotions and social movements* (sous la dir. de), Chicago, University of Chicago Press.

GOODWIN Jeff et Steven PFAFF, 2001, « Emotions work in high-risk social movements : Managing fear in the US and East German civil rights movements » dans GOODWIN Jeff, JASPER James M. et Francesca POLLETTA (sous la dir. de), *Passionate politics : Emotions and social movements*, Chicago, University of Chicago, p. 282-302.

GORIOUNOV Pavel, 2015, Формальные и неформальные структуры в среде футбольных болельщиков Санкт-Петербурга [Les structures formelles et informelles dans la sphère des supporteurs de football à Saint-Pétersbourg], Thèse pour le doctorat en sociologie, Saint-Pétersbourg, Université d'État de Saint-Pétersbourg.

GOTTDIENER Mark, 1979, « Field research and video tape », *Sociological inquiry*, 49/4, p. 59-66.

GOULD Deborah, 2004, « Passionate political processes : bringing emotions back into the study of social movements » dans GOODWIN Jeff et James JASPER (sous la dir. de), *Rethinking social movements: Structure, meaning and emotion*, Rowman and Littlefield Publishers, Lanham (Maryland), p. 155–175.

GRAHAM Keith, 2010, « L'importance morale des entités collectives » dans KAUFMANN Laurence et Danny TROM, *Qu'est-ce qu'un collectif ?: du commun à la politique*, 20, Éditions de l'École Pratiques de Hautes Etudes en Sciences Sociales.

GRAHAM Mark, 2002, « Emotional bureaucraties : emotions, civil servants, and immigrants in the Swedish welfare State », *Ethos*, 30/3, p. 199-226.

GRAY Gordon, 2010, *Cinema : a visual anthropology*, Oxford et New York, Berg.

GREBKIN Vladimir, 1998, *Ритуал в советской культуре* [Le rituel dans la culture soviétique], Moscou, Ianus-K.

GREEN Linda, 1994, « Fear as a way of life », *Cultural anthropology*, 9/2, p. 227-256.

GREHNEV Vadim, 2009, « Социальное пространство быта » [L'espace social du mode de vie], *Filosofija i obščestvo*, 54/2, p. 20-37.

GREER Chris et Eugene MCLAUGHLIN, 2010, « We predict a riot ? Public order policing, new media environments and the rise of citizen journalist », *British Journal of Criminology*, 50/6, p. 1041-1059.

GRIMSHAW Anna, 2005, « Eyeing the field : new horizons for visual anthropology » dans GRIMSHAW Anna et Amanda RAVETZ, *Vizualizing anthropology. Experimenting with image-based ethnography*, Chicago, The University of Chicago Press, p. 17-30.

GRIMSHAW Anna et Amanda RAVETZ, 2009, *Observational cinema : Anthropology, film, and the exploration of social life*, Bloomington, Indiana University Press.

GROMOV Dmitri, 2008, « Уличный театр молодежной политики: оппозиционные движения » [Le théâtre de rue de la politique des jeunes : les mouvements d'opposition], *Etnograficheskoe obozrenie*, 1, p. 19-29.

GROMOV Dmitri, 2009, *Молодежные уличные группировки: введение в проблематику* [Les groupes de jeunes de la rue : introduction à la problématique], Moscou, institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des Sciences de Russie.

GROMOV Dmitri, 2012, « Современная молодежная речёвка » [Les slogans de la jeunesse actuelle], *Traditsionnaia kul'tura*, 1, p. 127-139.

GROSJEAN Michèle et Jean-Paul THIBAUD, 2008, *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Parenthèses.

GUMPERZ John, 1989, « Cadrer et comprendre. Une politique de la conversation » dans *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Minuit.

GUNTHERT André, 2007, « Que nous disent les images contemporaines ? », URL : http://www.savoirs.essonne.fr/thematiques/les-technologies/communication-tic/que-nous-disent-les-images-contemporaines, accès le 19/03/2013.

GUNTHERT André, 2013, « La culture du partage ou la revanche des foules » dans LE CROSNIER Hervé (sous la dir. de), *Culturenum. Jeunesse, culture et éducation dans la vague numérique*, Caen, C & F Editions, p. 163-175.

GUNTHERT André, 2014, « L'image conversationnelle », *Études photographiques*, URL : http://etudesphotographiques.revues.org/3387 accès le 20/04/2015.

GUSFIELD Joseph, 1981/2009, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, traduit et commenté par Daniel Cefaï, Paris, Economica.

GUSFIELD Joseph, 2012, « Significations disputées. Contester la propriété et l'autorité des problèmes sociaux » dans CEFAÏ Daniel et Cédric TERZI, *L'expérience des problèmes public*, Paris, EHESS, p. 113-132.

GWIAZDZINSKI Luc, 2005, *La nuit, dernière frontière de la ville*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

HALFACREE Keith, 2004, « "I could only do wrong": academic research and DIY Culture » dans FULLER Duncan and Rob KITCHIN (sous la dir. de), *Radical Theory/Critical Praxis: Making a Difference Beyond the Academy?*, Praxis (e)Press, p. 68–79, URL : http://www.praxis-epress.org/rtcp/RTCP_Whole.pdf, accès le 13/08/2015.

HAMIDI Camille, 2006, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue française de science politique*, 56/1, p. 5-25.

HARPER, Douglas, 1988, « Visual sociology : Expanding sociological vision », *The american sociologist*, 19/1, p. 54-70

HARPER Douglas, 2002, « Talking about pictures : a case for photo elicitation », *Visual studies*, 17/1, p. 13-26.

HARPER Douglas, 2012, *Visual sociology*, Londres-New York, Routledge.

HATUKA Tali, 2011, « Designing protests in urban public space », *Metropolitics*, 14 septembre 2011, URL : http://www.metropolitiques.eu/Designing-Protests-in-Urban-Public.html, accès le 19/03/2013.

HEATH Christian, HINDMARSH Jon et Paul LUFF, 2010, *Video in qualitative research*, London, Sage Publications.

HEILMANN Eric, 2007, « Surveiller (à distance) et prévenir. Une nouvelle économie de la visibilité », *Questions de communication*, 11, p. 303-322.

HESSLER Julie, « Death of an African student in Moscow », *Cahiers du monde russe*, 47/1-2, p. 33-64

HEURTIN Jean-Philippe, 2009, « La préférence pour la sociabilité. Réciprocité et enthousiasme dans les mobilisations du Téléthon », *Revue du MAUSS*, 32/2, p. 285-302.

HIRSCHMAN Albert, 1995, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.

HOCHSCHILD Arlie, 2003, « Travail émotionnel, règles de sentiments et structure sociale », *Travailler*, 9/1, p. 19-49.

HOLMES Mary, 2004, « Feeling beyond rules politicizing the sociology of emotion and anger in feminist politics », *European journal of social theory*, 7/2, p. 209-227.

HRISTOV Momchil, 2009, « Biopolitiques de l'habitat "socialiste". Le privé comme objet gouvernemental dans les politiques de l'état bulgare des années 1950 et 1960 », *Histoire@Politique*, 7, janvier-avril, p. 4-4.

IAKOVLEVA Maria, 2013, « Динамика образов мужественности в моде начала XX1 века » [Dynamique des images de la masculinité dans la mode du début du XXIe siècle], *Trudy Sankt-Peterburgskogo gosudarstvennogo universiteta kultury i iskusstv*, 198, p. 26-32.

IANICKIJ Oleg, 2012, *О митингах как о социальном феномене* [Sur les meetings comme phénomène social], URL : http://www.isras.ru/blog_yan_43.html, accès le 30/04/2014.

IHL Olivier et Yves DELOYE, 1991, « Des voix pas comme les autres. Votes blancs et votes nuls aux élections législatives de 1881 », *Revue française de science politique*, 41/2, p. 141-170.

ILLOUZ Eva, 2008, *Saving the modern soul : Therapy, emotions, and the culture of self-help*, Oakland, University of California Press.

IOANA Iosa, 2008, *L'architecture des régimes totalitaires face à la démocratisation*, Paris, L'Harmattan.

ION Jacques, 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier.

IVANOV Alexander et Ilya BUDRAITSKIS, 2013, « A taste for politics » dans DZIEWANSKA Marta, DEGOT Ekaterina et Ilya BUDRAITSKIS (sous la dir. de), *Post-post-soviet ? Art, politics & society in Russia at the turn of the decade*, Varsovie, Museum of Modern Art, p. 129-141.

KAUFMANN Laurence et Louis QUERE, 2001, « Comment analyser les collectifs et les institutions ? Ethnométhodologie et holisme anthropologique » dans DE FORNEL Michel, OGIEN Ruwen et Louis QUERE (sous la dir. de), *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, p. 361-390.

JACOBS Jane, 1961, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House.

JAMES William, 1907 et 1909/1955, *Pragmatism and four essays from meaning and truth*, Cleveland, Ohio, Meridian.

JASPER James, 1997, *The art of moral protest : Culture, biography, and creativity in social movements*, University of Chicago Press, Chicago.

JASPER James, 1998, « The emotions of protest : affective and reactive emotions in and around social movements », *Sociological forum*, 13/3, p. 397-424.

JASPER James M., 2011, « Emotions and social movements : Twenty years of theory and research », *Annual review of sociology*, 37, p. 285-303.

JASPER James M. et Lynn OWENS, 2014, « Social movements and emotions » dans STETS Jan E. et Jonathan H. TURNER (sous la dir. de), *Handbook of the sociology of emotions*, vol. 2, New York, Springer-Verlag.

JASPER James M. et Jane D. POULSEN, 1995, « Recruiting strangers and friends : moral shocks and social networks in animal rights and anti-nuclear protests », *Social problems*, 42-4, p. 493-512.

JEANBART Bruno, 2008, « Quelles sont les attentes des citadins en matière de mobilité ? », Communication au Colloque de la Fabrique de la cité, Londres, 2-3-4 avril 2008, *Mobilité en ville : changeons.*

JELNINA Anna, 2011, « "Здесь как музей": торговый центр как общественное пространство » ["Ici, c'est comme dans un musée" : le centre commercial comme espace public], *Laboratorium*, 2, p. 48-69.

JELNINA Anna, 2012a, « Public spaces as spaces of fear and alienation ? Youth in public spaces in St. Petersburg, Russia », Communication au *The Second ISA Forum of Sociology* (Buenos Aires, August 1-4, 2012).

JELNINA Anna, 2012b, « Public space in Europe and Russia : 'europeanness' and re-interpretation of urban public space », *Working papers, Centre for German and European Studies*, 7.

JELNINA Anna, 2013, « Свобода от политики: «обычная» молодежь на фоне протестов » [Libérés de la politique : les jeunes ordinaires dans le contexte des protestations], *Sotsoiologia vlasti*, 4, p. 139-149.

JOBARD Fabien, 2001, « Comprendre l'habilitation à l'usage de la force policière », *Déviance et Société*, 25/3, p. 325-345

JOBARD Fabien, 2003, « Analyse narrative d'une dynamique d'écroulement : la Volkspolizei face aux manifestations de Leipzig, 9 octobre 1989 (partie 1) », *Cultures & Conflits*, 51, p. 4-5.

JOBARD Fabien, 2008, « Ethnizität und Rassismus in der gesellschaftlichen Konstruktion der gefährlichen Gruppen. Polizeikultur und -praxis in den französischen Vororten », *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie*, 34/2, p. 261-280.

JOBARD Fabien, 2010, « Le spectacle de la police des foules : les opérations policières durant la protestation contre le CPE à Paris », *Sociétés politiques comparées*, 27, URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00550220/document, accès le 22/08/2015.

JOBARD Fabien, 2012a, « Le spectacle de la police des foules : les opérations policières durant la protestation contre le CPE à Paris », *European Journal of Turkish Studies*, 15, URL : http://ejts.revues.orgwww.ejts.revues.org/4720, accès le 06/08/2014.

JOBARD Fabien, 2012b, « Propositions sur le théorie de la police », *Champ pénal*, IX, (http://champpenal.revues.org/8298, accès le 27/11/2014).

JONES Polly, 2011, « Breaking the silence : Iurii Bondarev's *Quietness* between the "sincerity" and "civic emotion" of the Thaw » dans STEINBERG Mark D. et Valeria SOBOL (sous la dir.

de), *Interpreting emotions in Russia and Eastern Europe*, DeKalb, Northern Illinois University Press, p. 152-176.

JOSCHKE Christian, 2012, « *À quoi sert l'iconographie politique ?* », *Perspective*, 1, p. 187-192.

JOSEPH Isaac, 1984, *Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*, Paris, Librairie des Méridiens.

JOSEPH Isaac, 1995, *Gare du Nord : Mode d'emploi*, Paris, RATP: Editions Recherches.

JOSEPH Isaac, 1996, « Les compétences de rassemblement. Une ethnographie des lieux publics », *Enquête*, 4, p. 107-122.

JOSEPH Isaac, 1997, *La Ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, Editions de l'aube.

JOSEPH Isaac (sous la dir. de), 1998, *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, Presses universitaires de France.

JOSEPH Isaac, 2002, « Le nomade, la gare et la maison vue de toutes parts », *Communications*, 73, p 149-162.

JOSEPH Isaac, 2003, « La notion de public : Simmel, l'écologie urbaine et Goffman » dans CEFAÏ Daniel et Dominique PASQUIER (sous la dir. de), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, p. 329-346.

JOSEPH Isaac, 2007, *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, textes édités et préfacés par Daniel Céfaï, Paris, Economica, 2007

JOURAVLEV Oleg, 2014, « Политика подлинности и ее пределы » [La politique de l'authenticité et ses limites], *Spilne : Journal de critique sociale*, URL : http://commons.com.ua/politika-podlinnosti/, accès le 11/12/2014.

JURIS Jeffrey S., 2008, « Performating politics : image, embodiment, and affective solidarity during anti-corporate globalization protests », *Ethnography*, 9/1, p. 61-97.

KACHKAEVA Anna (sous la dir. de), 2013, *Смеющаяся НЕреволюция : движение протеста и медиа (мифы, язык, символы)* [La NONrévolution qui rit : le mouvement de protestation et les médias (mythes, langue, symboles)], Moscou, Fond « Mission libérale ».

KALIKA Arnaud, 2010, « La Russie sans tabous », *Géoéconomie*, 52/1, p. 71-88.

KALACHNIKOV Nikolaï, 2002, « Москва. Окраины » [Moscou. Banlieues], *Logos*, 3-4, URL : http://magazines.russ.ru/logos/2002/3/kalamosk-pr.html, accès le 03/10/2014.

KARASIK Vladimir, 2008, *Авторитетность и статус* [Autorité et statut], 4, Université de Voronezh, Voronezh, maison d'édition Alejnikovyx, p. 38-51

KATZ Jack, 1999, *How emotions work ?*, Chicago, University of Chicago Press.

KELLENBERGER Sonya, 2011, « De la participation de collectifs d'artistes engagés aux mouvements sociaux contemporains », *EspacesTemps.net*, 30 mai, URL :

http://www.espacestemps.net/articles/de-la-participation-de-collectifs-drsquoartistes-engages-aux-mouvements-sociaux-contemporains, accès le 19/03/2013.

KEMPER Theodore, 2001, « A structural approach to social movement emotions » dans GOODWIN Jeff, JASPER James M. et Francesca POLLETTA (sous la dir. de), *Passionate politics: Emotions and social movements*, Chicago, University of Chicago, p. 58-73.

KENDON Adam (sous la dir. de), 1981, *Nonverbal communication, interaction, and gesture*. The Hague, Mouton.

KENDON Adam, 2002, « Some uses of the head shake », *Gesture*, 2/2, p. 147-182.

KHARKHORDIN Oleg, 1999 *The collective and the individual in Russia : A study of practices*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.

KHARKHORDIN Oleg, 2000, « The importance of the politics of friendship in contemporary Russia », *PONARS Policy Memo*, 149.

KHVOSTUNOVA Olga, 2010, « Политический дискурс как индикатор демократизации » [Le discours politique comme indicateur de la démocratisation], *SMI v meniaiusheisia Rossii*, Moscou, Aspekt Press, p. 276 -280.

KILPINEN Erkki, 2009, « The habitual conception of action and social theory », *Semiotica*, 173, p. 99-128.

KING Debra, 2005, « Sustaining activism through emotional reflexivity » dans FLAM Helena et Debra KING (sous la dir. de), *Emotions and social movements*, London, Routledge, p. 150-169.

KIREEV Oleg, 2006, *Поваренная книга медиа-активиста* [Le livre de recettes du media-activiste], Moscou, Ultra Kultura.

KIRIYA Ilya, 2006, « La structuration des ICIC et système de communication en Russie », URL : http://www.observatoire-omic.org/colloque-icic/pdf/Ilya_KIRIYA_TR5.pdf, accès le 28/04/2014.

KIRIYA Ilia, 2012, « Les réseaux sociaux comme outil d'isolation politique en Russie », *Journal of Communication studies*, 5/1(9), p. 193-207.

KITAIGORODSKAIA Margarita et Nina ROZANOVA, 2010, *Языковое существование современного горожанина: На материале языка Москвы* [L'existence linguistique du citoyen contemporain : à partir d'un matériau sur la langue de Moscou], Moscou, Iazyki slavianskix kult'tur.

KNOBLAUCH Hubert et René TUMA, 2011, « Videography. An interpretative approach to video-recorded micro-social interaction », *The Sage handbook of visual methods*, Sage, London, p. 414-430.

KOROLËV Sergeï, 2009, « Дисциплинарные технологии в современной России » [Technologies disciplinaires dans la Russie contemporaines], *Index*, 30, URL : http://www.index.org.ru/journal/30/23-korolev.html, accès le 30/06/2015.

KOSELLECK Rheinardt, 1991, *Le Futur Passé, contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, EHESS.

KOUSTOVA Emilia, 2006, « Les fêtes révolutionnaires russes entre 1917 et 1920 », *Cahiers du monde russe*, 47/4, p. 683-714.

KOVENEVA Olga, 2011, « Les communautés politiques en France et en Russie. Regards croisés sur quelques modalités du "vivre-ensemble" », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3, p. 787-817.

KOWALEWSKI David, 1980, « The protest uses of symbolic politics in the USSR », *The Journal of Politics*, 42/2, p. 439-460.

KOZLOV Vladimir, 2002, *Mass uprisings in the USSR : Protest and rebellion in the post-Stalin years*, Armonk and London, M.E. Sharpe.

KOZLOV Vladimir, 2006, *Неизвестный СССР. Противостояние народа и власти 1953–1985 гг.* [L'URSS inconnue. La confrontation entre le peuple et le pouvoir (1953-1985)], Olma-Press, Moscou.

KREBS Stephanie, 1975, « The film elicitation technique » dans HOCKINGS Paul (sous la dir. de), *Principles of visual anthropology*, The Hague, Mouton Publishers, p. 283–301.

KRILOVAR Alexeï, 2011, « Девальвация медиа-активизма: от "DIY" до "I LIKE" [La dévaluation du média-activisme : du "DIY" au "J'aime"], URL : http://www.culturalresearch.ru/ru/media/73-devact, accès le 19/03/2013.

KRYLOV Valery et Jean-Luc METZGER, 2009, « Organisation du travail en Russie postsoviétique**.** Quels compromis entre pratiques nationales héritées et management importé ? », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 40/2, p. 97-119.

KUBIK Jan et Amy LINCH, 2013, *Postcommunism from Within. Social justice, mobilization, and hegemony*, New York and London, New York University Press.

LABUSSIERE Olivier, 2009, « Les stratégies esthétiques dans la contestation des projets d'aménagement : le milieu géographique entre singularité et exception », *L'Information géographique*, 73/2, p. 68-88.

LALLIER Christian, 2009, *Pour une anthropologie filmée des interactions sociales*, Paris, Editions des archives contemporaines.

LALLIER Christian, 2011, « L'observation filmante. Une catégorie de l'enquête ethnographique », *L'Homme*, 198-199/2, p. 105-130.

LAVE Jean et Etienne WENGER, 1991, *Situated learning: Legitimate peripheral participation*, Cambridge, Cambridge university press.

LAMBELET Alexandre, 2010, « Analyser les rassemblements au moyen de photographies ou de films. Pistes et enjeux », *ethnographiques.org*, 21 [en ligne].

LAMBERT Alex, 2013, *Intimacy and friendship on Facebook*, Basingstoke (Royaume-Uni), Palgrave Macmillian.

LANDRY Tristan, 2003, « Lieux de pouvoir et micropolitique de la mémoire. L'exemple de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou », *Politique et Sociétés*, 22/2, p. 75-101.

LAPALU Sophie, 2009, *Les actions furtives exposées : un paradoxe ?*, Mémoire de recherche de Master 2 en muséologie, Paris, École du Louvre.

LAPLANTINE François, 2007, « Penser en images », *Ethnologie française*, XXXVII, 1, p. 47-56.

LASNIER Virginie, 2009, *Le mouvement de jeunes « Nachi » ou une progéniture de la démocratie dirigée russe*, Mémoire de maîtrise en science politique, Montréal, Université du Québec, URL : http://www.archipel.uqam.ca/2460/, accès le 13/07/2014.

LATOUR Alessandra, 2009, *Москва 1890-2000* [Moscou 1890-2000], Moscou, Iskusstvo-XXI vek.

LAUGIER Sandra, 2007, « Voix reconnue, voix revendiquée. Carvell et la politique de la voix, *Cahiers Philosophiques*, 109, p. 9-28.

LAURENT Eric, 1988, « À propos de quelques lieux de débat », *L'Homme et la société*, 88-89, p. 21-29.

LEBINA Natalia Borisovna et Aleksandr Nikolaevich CHISTIKOV, 2003, *Обыватель и реформы: картины повседневной жизни горожан в годы нэпа и хрущевского десятилетия* [L'habitant et les réformes : Tableaux de la vie quotidienne dans les années de la NEP et la décennie khrouchtchévienne], Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin.

LECLER Romain, 2013, « Gauchir le cinéma : un cinéma militant pour les dominés du champ social (1967-1980) », *Participations*, 7/3.

LECLERC Catherine, 2005, « Raisons de sortir. Le désengagement des militants du PCF » dans FILLIEULE Olivier (sous la dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p. 131-154.

LEDENEVA Alena, 2006, *How Russia Really Works. The Informal Practices That Shaped Post-Soviet Politics and Business*, Ithaca, Cornell University Press.

LEFORT Claude, 1981, *L'invention démocratique, les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard.

LEFRANC Sandrine et Isabelle SOMMIER, 2009, « Les émotions et la sociologie des mouvements sociaux » dans Traïni Christophe, *Émotions… Mobilisation !*, Presses de Sciences Po « Académique », p. 273-293.

LE HUEROU Anne et Elisabeth SIECA-KOZLOWSKI, 2008, *Culture militaire et patriotisme dans la Russie d'aujourd'hui*, Paris, Karthala.

LEITNER Helga, SHEPPARD Eric et Kristin SZIARTO, 2008, « The spatialities of contentious politics », *Transactions of the Institute of British geographers*, 33/2, p. 157–172.

LEMIEUX Cyril, 2000, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métaillié.

LEMIEUX Cyril, 2009a, *Le Devoir et la Grâce. Pour une analyse grammaticale de l'action*, Paris, Économica.

LEMIEUX Cyril, 2009b, « Du pluralisme des régimes d'action à la question de l'inconscient : déplacements » dans BREVIGLIERI Marc, LAFAYE Claudette et Danny TROM (sous la dir. de), *Compétences critiques et sens de la justice (Colloque de Cerisy)*, Paris, Economica, p. 69-80.

LEMIEUX Cyril, 2012, « Philosophie et sociologie : le prix du passage », *Sociologie*, p. 199-209.

LEPETIT Bernard (sous la dir. de), 1995, *Les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel.

LERNER Julia, 2011, « Теле-терапия без психологии, или как адаптируют Self на постсоветском телеэкране » [La téléthérapie sans la psychologie, ou comment on adapte le soi à l'écran postsoviétique], *Laboratorium*, 3/1, p. 178-180.

LERSH Kim M. et Tom MIECZKOWSKI, 2005, « Violent police behavior : Past, present and future research directions », *Agression and Violent Behavior*, 10, p. 552-568.

LEVADA Iuri, 1999, « "Человек советский" десять лет спустя: 1989-1999 (предварительные итоги сравнительного исследования) » ["L'homme soviétique" Dix ans plus tard : 1989-1999 (résultats préliminaires à une étude compative)], *Monitoring obshchestvennogo mneniia: ékonomicheskie i sotsial'nye peremeny*, 41/3, p. 7-15.

LEVADA Youri, 2005, « D'Eltsine à Poutine présidentielles en Russie de 1991-2004 », *Pouvoirs*, 112, p. 141-152

LEVINSON Alexeï, 2012, « Политический карнавал: заметки на память » [Le carnaval politique : remarques pour ne pas oublier], *Neprikosnovennyi zapac*, 1/81.

LEVINSON Alexeï, 2014, « Москва и москвичи » [Moscou et les Moscovites], *Demoskop weekly*, 611-612, URL : http://demoscope.ru/weekly/2014/0611/tema01.php, accès le 13/12/2014.

LILTI Antoine, 2014, *Figures publiques. L'invention de la célébrité (1750-1850)*, Paris, Fayard.

LINDQUIST Galina, 2006, *Conjuring Hope: Magic and Healing in Contemporary Russia*, New York, Berghahn Books.

LINHARDT Dominique, 2012, « Des armes qui parlent et des mots qui tuent. La violence d'un conflit public » dans CEFAÏ Daniel et Cédric TERZI, *L'expérience des problèmes public*, Paris, EHESS, p. 351-380.

LIPSKY Michael, 1968, « Protest as a political ressource », *American Political Science Review*, 62/4, p. 1144-1158.

LIPSKY Michael, 1980, *Street-level bureaucracy : Dilemmas of the individual in public services*, New York, Russell Sage Foundation.

LIVET Pierre, 2002, *Émotions et rationalité morale*, Paris, PUF.

LIVET Pierre et Laurent THEVENOT, 1997, « Modes d'action collective et construction éthique ; Les émotions dans l'évaluation » dans DUPUY Jean Pierre et Pierre LIVET (sous la dir. de), *Les limites de la rationalité. I. Rationalité, éthique et cognition*, Paris, La Découverte, p. 412-439.

LIVET Pierre et Laurent THEVENOT, 2003, « Modes d'action collective et construction éthique. Les émotions dans l'évaluation » dans REYNAUD Bénédicte (sous la dir. de), *Les limites de la rationalité. Tome 2*, Paris, La Découverte, p. 412-439.

LOBANOVA Olesia et Andreï SEMENOV, 2013, « Репертуар протестных действия: опыт социокультурного анализа » **[**Répertoire d'action de protestation: l'expérience de l'analyse socio-culturelle], *Vestnik arkheologii, antropologii i etnografii*, 1, p. 124-132.

LOFLAND John, 1976, *Doing social life: The qualitative study of human interaction in human settings*, New York, Wiley.

LOFLAND John, 1980, « Early Goffman: Style, structure, substance, soul » dans DITTON Jason (sous la dir. de), *The View From Goffman*, New York, St. Martin's Press, p 24-51.

LOFLAND John, 1984, « Erving Goffman's sociological legacies », *Urban Life*, 13/1, p. 7-34.

LOFLAND John, 1985, *Protest : Studies of collective behavior and social movements*, Somerset, NJ, Transaction Publishers.

LOMAEV Stepan, 2010, « На свалке субкультур » [Dans la décharge de la sous-culture], *Oktiabr'*, 6, p. 134-141.

LOMAX Helen et Neil CASEY, 1998, « Recording social life : Reflexivity and video methodology », *Sociological research online*, 3/2, URL : http://www.socresonline.org.uk/3/2/1, accès le 12/08/2015.

LOVEMAN Mara, 1998, « High-risk collective action : Defending human rights in Chile, Uruguay, and Argentina », *American journal of sociology*, 104/2, p. 477-525.

LYNCH Kevin, 1965/1990, « The openness of open space », *City sense and city design : Writings and projects of Kevin Lynch*, Cambridge, MIT Press, p. 396-412

LYSENKO Volodymyr et Kevin DESOUZA, 2010, « Cyberprotest in contemporary Russia : the cases of Ingushetiya.ru and Bakhmina.ru », *Technological Forecasting & Social Change*, 77, p. 1179-1193.

LYYTIKÄINEN Laura, 2014, *Performing political opposition in Russia. The case of the youth movement Oborona*, Thèse pour le doctorat en sociologie, Université de Helsinki.

MACDONALD Scott, 2013, *American ethnographic film and personal documentary : The Cambridge Turn*, Berkeley, University of California Press.

MACDOUGALL David, 2006, *The corporeal image : Film, ethnography, and the senses*, Princeton, Princeton University Press.

MAGUN Artemy, 2006, « Le concept de révolution négative », *Nouvelles fondations*, 2, p. 146-153.

MANNAY Dawn et Melanie MORGAN, 2015, « Doing ethnography or applying a qualitative technique? Reflections from the "waiting field" », *Qualitative research*, 15/2, p. 166-182.

MARESCA Sylvain, 2007, « Photographes et ethnologues », *Ethnologie française*, 37/1, p. 61-67.

MARIE-SCHWARTZENBERG Nadine, 2008, « Le parquet et la prokuratura dans une optique de droit comparé », *Revue international de droit pénal*, 1, p. 239-249.

MARIN Christian, 2009, « Au-delà de l'ennui : l'effort pour rendre l'autre intéressant », *Revue médicale suisse*, 5, p. 351-353.

MARIOT Nicolas, 2006, « Le frisson fait-il la manifestation ? », *Pouvoirs*, 116/1, p. 97-109.

MARX Gary T., 1974, « Thoughts on a neglected category of social movement participant : The agent provocateur and the informant », *American journal of sociology*, 80/2, 402-442.

MARX Gary T., 1979, « External efforts to damage or facilitate social movements : Some patterns, explanations, outcomes, and complications », *The dynamics of social movements*, p. 94-125.

MARX Gary T., 1981, « Ironies of social control : authorities as contributors to deviance through escalation nonenforcement and covert facilitation », *Social problems*, 28/3, p. 221-246.

MASLOWSKI Nicolas, 2009, *Manifester en République tchèque. Etude de la protestation par la rue (1989-2009)*, Thèse pour le doctorat en Sciences Politiques, Université Paris Ouest Nanterre la Défense.

MATHIEU Lilian, 2009, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de "Nous sommes la gauche" à Occupation », *Revue française de science politique*, 59/1, p. 77-96.

MATHIEU Lilian, 2010, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière », *Sociologie*, 3/1, p. 303-318.

MATVEJCHEV Oleg, 2010, *Повелительное наклонение истории* [Inclinaison autoritaire de l'histoire], Moscou, Éksmo.

MATZA Tomas, 2010, *Subjects of freedom: Psychologists, power and politics in postsocialist Russia*, Thèse pour le doctorat en philosophie, Université de Stanford (Californie).

MCADAM Doug, 1986, « Recruitment to high-risk activism : The case of freedom summer », *American journal of sociology*, 92/1, p. 64-90.

MCADAM Doug, 1996, « The framing fonction of movement tactics : strategic dramaturgy in the american civil rights movement » dans MCADAM Doug, MCCARTHY John D. et N. Zald

MAYER (sous la dir. de), *Comparative perspectives on social movements*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 338-355.

MCAULEY Mary, 2010, « Говорить и действовать : политический дискурс в России (1989 - 1992) » **[**Parler et agir : le discours politique en Russie (1989-1992)], *Разномыслие в СССР и России (1945 - 2008)* [La divergence d'opinions en URSS et en Russie (1945-2008)] (conférence, 15-16 mai 2009, Saint-Pétersbourg), Saint-Pétersbourg, Éditions de l'Université européenne de Saint-Pétersbourg, p. 260-296.

MCPHAIL Clark, 1989, « Blumer's theory of collective behavior : the development of a non-symbolic interaction explanation », *The Sociological Quarterly*, 30/3, p. 401-423.

MCPHAIL Clark, 1991, *The Myth of the Madding Crowd*, New York, Aldine de Gruyter.

MEAD George Herbert, 1934/2006, *L'esprit, le soi et la société*, trad. par Daniel Cefaï et Louis Quéré, Paris, Presses Universitaires de France.

MEDVEDEV Alexandre, 1990, « Бредовые и галлюцинаторные расстройства при поздних психозах, протекающих с картиной "параноида жилья" » [Troubles délirants et hallucinatoires dans les psychoses tardives se produisant selon le tableau de la « paranoïa du logement »], *Zhurnal de nevropatologii i psihiatrii*, 9, p. 62-66.

MELE Patrick, 2009, « Pour une géographie du droit en action », *Géographie et cultures*, 72, p. 25-42.

MELUCCI Alberto, 1984, *Altri Codici : Aree di movimento nella metropoli*, Bologne, Il Mulino.

MELUCCI Alberto, 1989, *Nomads of the Present*, London, Hutchinson Radius.

MERLEAU-PONTY Maurice, 1945, *Phénoménologie de la perception*, Paris, Gallimard.

METAYER Michel, 2001, « Vers une pragmatique de la responsabilité morale », *Lien social et politiques*, 46, automne, p. 19-30.

MERLIN Aude et Lou BRENEZ, 2012, « Face au pouvoir russe, des mobilisations ténues mais vivaves », *Critique internationale*, 55/2, p. 9-16.

METELIZZA Katia, 2010, *Nouvel abécédaire russe*, Montréal, Les Allusifs.

MEYER Michaël, 2010, « Copwatching et perception publique de la police. L'intervention policière comme performance sous surveillance », *ethnographiques.org*, 21 [en ligne].

MICHAUX Henri, 1961/1988, *Connaissance par les gouffres*, Paris, Gallimard.

MIRIASOVA Olga, 2010, Политическая социализация молодежи в процессе участия в протестных движениях [La socialisation politique des jeunes à travers la participation dans les mouvements de protestation], *Monitoring obshchestvennogo mneniia : ekonomicheskie i sotsial'nye peremeny*, 99/5, p. 216-225.

MIRIASOVA Olga, 2012, « Российская глубинка и мегаполисы: ценностные основания протестных выступлений » [La province reculée russe et les mégalopoles: les motifs de

valeurs des protestations], *Monitoring obshchestvennogo mneniia : ekonomicheskie i sotsial'nye peremeny*, 110/4, p. 50-56.

MISCHE Ann, 2008, *Partisan Publics. Communication and contention across brazilian youth activist networks*, Princeton-Oxford, Princeton University Press.

MITCHELL William J. Thomas, 1994, *Picture theory: essays on verbal and visual representation*, Chicago, University of Chicago Press.

MITENKO/MIKITENKO Pavel, 2013, « Как действовать на виду у всех » [Agir sur la place publique], *Novoe literaturnoe obozrenie*, 124/6, URL : http://www.nlobooks.ru/node/4186, accès le 28/04/2014.

MØHL Perle, 2011, « Mise en scène, knowledge and participation : considerations of a filming anthropologist », *Visual Anthropology*, 24, p. 227–245.

MONDADA Lorenza, 2007, « Enjeux des corpus d'oral en interaction : re-temporaliser et re-situer le langage », *Langage et société*, 3/121-122, p. 143-160.

MONJARDET Dominique, 1990, « La manifestation du côté du maintien de l'ordre » dans FAVRE Pierre (sous la dir. de), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 207-228.

MONNET Jérôme, 2000, « Les dimensions symboliques de la centralité », *Cahiers de géographie du Québec*, 44/123, p. 399-418.

MOSER Heinz, 2005, « Visuelle forschung - plädoyer für das medium Fotografie », *OnlineZeitschrift MedienPädagogik*, 9, URL : http://www.medienpaed.com/Documents/medienpaed/9/moser0503.pdf, accès le 20/05/2015.

MOXEY Keith, 2008, « Les études visuelles et le tournant iconique », *Intermédialités : histoire et théorie des arts, des lettres et des techniques*, 11, p. 149-168.

MÜLLER Marion G. et Esra ÖZCAN, 2007, « The political iconography of Muhammad cartoons : understanding cultural conflict and political action », *PS: Political Science and Politics*, 40/2, p. 287-291.

MUMFORD Lewis, 1964, *The highway and the city*, Londres, Secker & Warburg.

NATHANS Benjamin, 2007, « The dictatorship of reason : Aleksandr Vol'Pin and the idea of rights under "DevelopedSocialism" », *Slavic Review*, 66/4, p. 630-663.

NAVILLE Pierre, 1966, « Instrumentation audio-visuelle et recherche en sociologie », *Revue française de sociologie*, 7/2, p. 158-168.

NENACHEV Mikhaïl, 2010, *Иллюзии свободы. Российские СМИ в эпоху перемен (1985-2009)* [L'illusion de la liberté. Les médias russes dans une époque de changement (1985-2009)], Moscou, Logos.

NEVEU Erik, 1999, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 17/98, p. 17-85.

NEVEU Erik, 2010, « Médias et protestation collective » dans AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle et Olivier FILLIEULE, *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, p. 245-264.

NEVEU Erik, 2015a, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

NEVEU Erik, 2015b, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin.

NICHOLS Bill, 2010, *Introduction to Documentary*, Bloomington, Indiana University Press.

NIKOLSKI Véra, 2010, *Le moment escapiste. Militantisme et production théorique dans une conjoncture de crise. Deux mouvements de jeunesse radicaux (NBP) et ESM) dans la Russie contemporaine*, thèse pour le doctorat en science politique , Université de Paris I.

NIKOLSKI Véra, 2013, « Lorsque la répression est un plaisir : le militantisme au Parti National Bolchévique russe », *Cultures & Conflits*, 89, URL : http://conflits.revues.org/18684, accès le 20/05/2013.

NISNEVICH Iouli, 2013, « Протестное движение двадцать лет спустя: сравнительный социально-психологический анализ » [Le mouvement de protestation, vingt ans plus tard : une analyse socio-psychologique comparative], *Conférence internationale annuelle de sociologie "Prodalzhaia Grushina"*, 28 mars-1 février 2013, Moscou.

NIVAT Georges, 2007, *Les sites de la mémoire russe: Géographie de la mémoire russe*. Paris, Hachette.

NOCETTI Julien, 2012, « Le Web en Russie : de la virtualité à la réalité politique ? », *Russie.Nei.Reports*, 10 [en ligne].

NOËLLE-NEUMANN Elisabeth, 1974, « The spiral of silence », *Journal of Communication*, 24, p. 43-54.

OBACH Brian, 2004, *Labor and the environmental movement. The quest for common ground*, Cambridge (Massachusetts), The MIT Press.

ODIN Roger, 2000, « La question du public. Approche sémio-pragmatique », *Réseaux*, 18/99, p. 49-72.

OLIVESI Stéphane, 2002, « De la propagande à la communication : éléments pour une généalogie », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 86, p. 13-28.

OSA Maryjane, 2003, *Solidarity and contention. Networks of Polish opposition*, Minneapolis-London, University of Minneapolis Press.

OSKEY Eric et Ana LESHCHINSKY, 2011, « An urban crisis of a financial industrial complexes in Moscow » dans PLOWRIGHT Philip et BRYCE Gamper (sous la dir. de), *Considering research : Reflecting upon current themes in architectural research*, Southfield, Lawrence Technological University.

OSMOND Humphry, 1957, « Function as the basis of psychiatric ward design », *Mental hospitals*, 8, p. 23-29.

OSORINA Maria, 2007, *Секретный мир детей в пространстве мира взрослых* [Le monde secret des enfants dans l'espace du monde des adultes], Saint-Pétersbourg, Piter.

OSTROWETSKY Sylvia, 1999, Les dispositifs spatiaux de la vie culturelle et sociale dans MAROUF Nadir (sous la dir. de), *Pour une sociologie de la forme* (les cahiers du CEFRESS), Paris, L'Harmattan, p. 76-121.

OUSHAKINE Serguei, 2001, « The terrifying mimicry of samizdat », *Public Culture*, 13/2, p. 191-214.

PAIN Jacques, 2008, « Le pont suspendu de l'angoisse aux émotions », Cours Violence dans le champ éducatif (1998), Paris X Nanterre, Notes prises et travaillées par l'auteur, URL : http://www.jacques-pain.fr/jacques-pain/Art_Le_pont_suspendu.html, accès le 13/07/2014.

PAPERMAN Patricia, 1992, « Les émotions et l'espace public », *Quaderni*, 18, p. 93-107.

PAPERMAN Patricia et Sandra LAUGIER (sous la dir. de), 2006, *Le souci des autres, Éthique et politique du care*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

PAPERNO Irina, 2009, *Stories of the soviet experience. Memoirs, diaries, dreams*, Ithaca - Londres, Cornell University Press.

PARAMONOVA Daria, 2013, *Грибы, мутанты и другие: архитектура эры Лужкова* [Les champignons, les mutants et les autres : l'architecture de l'ère Liuzhkov], Moscou, Strelka Press.

PARKINSON John, 2012, *Democracy and public space. The physical sites of democratic performance*, Oxford/New York, Oxford University Press.

PASSY Florence, 2005, « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie : une analyse phénoménologique des dynamiques du désengagement » dans FILLIEULE Oliver, *Le désengagement militants*. Paris: Belin, p. 111-128.

PASSY Florence et Marco GIUGNI, 2000, « Life-spheres, networks, and sustained participation in social movements : a phenomenological approach to political commitment », *Sociological Forum*, 15, p. 117-144.

PATOCKA Jan, 1990/1999, *Essais hérétiques, Sur la philosophie de l'histoire*, Paris, Éditions Verdier.

PATOUILLARD Victoire, 1998, « Une colère politique. L'usage du corps dans une situation exceptionnelle : le zap d'Act-up Paris », *Sociétés contemporaines*, 31, juillet, p. 15-36.

PAUWELS Luc, 2010, « Visual sociology reframed : An analytical synthesis and discussion of visual methods in social and cultural research », *Sociological methods & research*, 38/4, p. 545-581.

PAUWELS Luc, 2011, « An integrated conceptual framework for visual social research » dans MARGOLIS Eric et Luc PAUWELS (sous la dir. de), *The Sage handbook of visual research Methods*, Londres, Sage, p. 3-22.

PAUWELS Luc, 2015, « "Participatory" visual research revisited : A critical-constructive assessment of epistemological, methodological and social activist tenets », *Ethnography*, 16/1, p. 95-117.

PAVLOV Géraldine, 2006, « *Kommunalka* : l'enfer, c'est les autres... », *Regards sur l'Est*, URL : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=557, accès le 9 mai 2011.

PAVSEK Christopher, 2015, « Leviathan and the experience of sensory ethnography », *Visual anthropology review*, 31/1, p. 4-11.

PEIRCE Charles, 1978, *Écrits sur le signe*, rassemblés, traduits et commentés par Gérard Deledalle, Paris, Éditions du Seuil.

PENRAD Jean-Claude, 2005, « La question de l'objectivité : redondance ou ubiquité ? » (IIe Festival d'anthropologie visuelle de Moscou, Université d'État de Moscou « M.V. Lomonossov », 24-28 mai 2004), *Journal des anthropologues*, 100-101, p. 379-383.

PENZIN Alexeï, 2004, « Индустрия ночи » [L'industrie de la nuit], *Kritičeskaja Massa*, 2, URL: http://magazines.russ.ru/km/2004/2/pen14.html, accès le 03/01/2008.

PENZIN Alexeï, 2006, « "Antiglobalist slogan", or, what is a political démonstration today ? », *Chto delat*, 13, juillet, p. 6.

PEQUIGNOT Julien, 2008, « Le clip, un art moyen ? », dans GAUDEZ Florent (sous la dir. de), *Les arts moyens aujourd'hui. Tome II*, Paris, L'Harmattan, p. 231-243.

PESMEN Dale, 2000, *Russia and soul. An exploration*, Cornell University Press.

PETERSON Abby, 1997, *Neo-sectarianism and rainbow coalitions : Youth and the drama of immigration in contemporary Sweden***,** Farnham, Ashgate Publishing Limited.

PHILIPPS Axel, 2012, « Visual protest material as empirical data », *Visual communication*, 11/1, p. 3-21.

PHU T. N., 2008, « Shooting the movement : Black Panther Party photography and African American protest traditions », *Canadian review of American studies*, 38/1, p. 165-189.

PIAULT Marc-Henri, 1992, « Du colonialisme au partage », *CinémAction, demain, le cinéma ethnographique*, 64, p. 58-65.

PIETTE Albert, 2003, *Le fait religieux: une théorie de la religion ordinaire*, Paris, Economica.

PIETTE Albert, 2005, « Fête, spectacle, cérémonie: des jeux de cadres », *Hermès*, p. 39-46.

PIETTE Albert, 2011, *Fondements à une anthropologie des hommes*, Paris, Hermann.

PIIR Alexandra, 2006, « Для чего нужен двор? (Возрастные сообщества ленинградских дворов) » [A quoi sert la cour ? (Les communautés d'âge des cours léningradoises)], *Antropologičeskij forum*, 5, p. 345-378, URL: http://anthropologie.kunstkamera.ru/files/pdf/005/05_10_piir_k.pdf, accès le 09/05/2010.

PILKINGTON Hilary et Elena STARKOVA, 2004, « "Продвинутые" и "нормальные" стратегии глокальной жизни » [Les « progressifs » et les « normaux ». Stratégies pour une vie glocale], *Chelovek. Soobshchestvo. Upravlenie*, 1, p. 84-103.

PINK Sarah, 2001, *Doing visual ethnography : Images, media and representation in research*, Londres, Sage Publications.

PINK Sarah, 2003, « Interdisciplinary agendas in visual research : re-situating visual anthropology », *Visual studies*, 18/2, p. 179-192.

PINK Sarah, 2009, *Doing sensory ethnography*, Londres, Sage Publications.

PINK Sarah, LEDER MACKLEY Kerstin et Roxana MOROSANU, 2015, « Researching in atmospheres : video and the 'feel' of the mundane », *Visual communication*, 14/3, p. 351-369.

PLATONOV Andreï, 1930/1980, *La fouille*, Lausanne, L'Âge d'Homme.

POELL Thomas et Erik BORRA, 2012, « Twitter, YouTube, and Flickr as platforms of alternative journalism : The social media account of the 2010 Toronto G20 protests », *Journalism*, 13/6, p. 695-713.

POLANYI Michael, 1958/2012, *Personal knowledge : Towards a post-critical philosophy*, Chicago, University of Chicago Press.

POLLETTA Francesca, 1999, « "Free spaces" in collective action », *Theory and Society*, 28/1, p. 1-38

POLLETTA Francesca, 2002, *Freedom is an endless meeting. Democracy in american social movements*, The University of Chicago Press.

POUPIN Perrine, 2012, « "Démocratie dirigée" et manifestations protestataires de rue à Moscou : quelle partition joue la police ? », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, 13, URL : http://pipss.revue.org/3921, accès le 19/03/2013.

POSTILL John, 2012, « Digital politics and political engagement » dans HORST Heather et Daniel MILLER (sous la dir. de), *Digital anthropology*, Oxford, Berg, p. 165–184.

POURCHEZ Laurence, 2015, « Construction du regard anthropologique et nouvelles technologies. Pour une anthropologie visuelle appliquée », *Anthropologie et sociétés*, 28/2, p. 83-100.

PRILEPINE Zakhar, 2009, *Sankia*, Arles, Actes Sud.

PROZOROV Sergeï, 2007, « The unrequited love of power : biopolitical investment and the refusal of care », *Foucault studies*, 4, p. 53-57.

PULIDO Laura, 2003, « The interior life of politics. Ethics », *Place and environment*, 6, p. 46-52.

QUERE Louis, 1991, « D'un modèle épistémologique de la communication à un modèle praxéologique », *Réseaux*, 9/46-47, p. 69-90.

QUERE Louis, 2002, « La structure de l'expérience publique d'un point de vue pragmatiste », dans CEFAÏ Daniel et Isaac JOSEPH (sous la dir. de.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, p. 131-160.

QUERE Louis, 2006, « Entre fait et sens, la dualité de l'événement », *Réseaux*, 5, p. 183-218.

QUERE Louis, 2012, « Le travail des émotions dans l'expérience publique. Marées vertes en Bretagne », dans CEFAÏ Daniel et Cédric TERZI, *L'expérience des problèmes publics*, Paris, EHESS, p. 135-162.

QUERE Louis, 2015, « Pour un nouveau regard sur l'expérience publique », *Occasional Paper*, 27, Paris, Institut Marcel Mauss - CEMS.

QUERE Louis et Cédric TERZI, 2015, « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *SociologieS*, Files, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, URL : http://sociologies.revues.org/4949, accès le 27/08/2015.

RAFAIL Patrick, 2005, « Is there an asymmetry in protest policing ? Comparative empirical analysis from Montreal, Toronto, and Vancouver », *McGill Social Statistics Masters Working Paper Series*, URL : http://www.mcgill.ca/files/socialstatistics/Patrick_Rafail_2005.pdf (accès le 13/07/2014).

RAKHMANOVA Tania, 2012, *Au cœur du pouvoir russe. Enquête sur l'empire Poutine*, Paris, La Découverte.

RANCIERE Jacques, 1995, *La mésentente*, Paris, Galilée.

RANCIERE Jacques, 2005, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.

REGAMEY Amandine, 2007, *Prolétaires de tous pays, excusez-moi !, Dérision et politique dans le monde soviétique*, Paris, Buchet-Chastel.

RAVAT Jérôme, 2007, « Actions, émotions, motivation : fondements psychologiques du raisonnement pratique », *Le philosophoire*, 29/2, p. 81-95.

RAWLS Anne, 1987, « The interaction order sui generis : Goffman's contribution to social work », *Sociological Theory*, 5/2, p. 136-149.

RELIEU Marc, 1999, « Du tableau statistique à l'image audiovisuelle. Lieux et pratiques de la représentation en sciences sociales », *Réseaux*, 17/94, p. 49-86.

RELIEU Marc et Cédric TERZI, 2003, « Les politiques ordinaires de la vie urbaine. L'organisation de l'expérience publique de la ville » dans CEFAÏ Daniel et Dominique PASQUIER (sous la dir. de), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, p. 373-397.

REMY Catherine, 2003, « Fictionnalité, singularité et liturgie : micro-ethnographie d'une messe catholique et d'un culte protestant luthérien », *ethnographiques.org*, 4, URL : http://www.ethnographiques.org/2003/Remy, accès le 20/05/2015.

RICHARD Hélène, 2014, *Comment les Russes sont-ils devenus (co)propriétaires ?*, Thèse pour le doctorat en science politique, Lyon, Institut d'études politiques de Lyon.

RIES Nancy, 1997, *Russian Talk : Culture and Conversation During Perestroika*, Ithaca, Cornell University Press.

RIPOLL Fabrice, 2005, *La dimension spatiale des mouvements sociaux : essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse pour le doctorat en géographie, Caen, Université de Caen Basse Normandie.

ROBERTSON Graeme, 2011, *The Politics of Protest in Hybrid Regimes : managing dissent in post-communist Russia*, Cambridge University Press.

ROLF Malte, 2004, « Expression of enthusiasm and emotional coding in dictatorship – The stalinist Soviet Union », *Working Papers, UCLA Center for European and Eurasian Studies*, URL : http://escholarship.org/uc/item/6qh736hj, accès le 19/03/2013.

ROLF Malte, 2009, *Советские массовые праздники* [Les fêtes de masse soviétiques], Moscou, Rosspen.

ROSTAND Jean, 1979, *Inquiétudes d'un biologiste*, Paris, Stock.

ROUCH Jean, 1979, « La caméra et les hommes » dans DE FRANCE Claudine (sous la dir. de), *Pour une anthropologie visuelle*, Paris, Mouton Editeur et EHESS.

ROUSSEAU Max, 2008, « La ville comme machine à mobilité. Capitalisme, urbanisme et gouvernement des corps », *Métropoles*, 3, URL : metropoles.revues.org/2662, accès le 12/05/2011.

ROTH Laurent, 2004, « L'énergie érotique de la lutte : L'expérience du "Ciné-Citoyen" », *CinémAction*, 110, p. 33-37.

ROWELL Jay, 2008, « La ville socialiste introuvable : une catégorie d'action et de signification en RDA », *L'Année sociologique*, 58/1, p. 143-167.

RUBY Jay, 1975, « Is an ethnographic film a filmic ethnography? », *Studies in the anthropology of visual communication*, 2/2, p. 104-111.

RUBY, Jay, 1980, « Exposing yourself, reflexivity, film, and anthropology », *Semiotica*, 3, p. 153-179.

RUBY, Jay, 2000, *Picturing culture: Explorations of film and anthropology*, Chicago, University of Chicago Press.

RUCHT Dieter, 1990, « The strategies and action repertoires of new movements » dans RUSSEL J. Dalton et Manfred KUECHLER (sous la dir. de), *Challenging the political order. New social and political movements in western democracies*, Cambridge, Polity Press, 1990, p. 156-175.

RUCHT Dieter, 2004, « The quadruple " A ": media strategies of protests movements since the 1960s » in VAN DE DONK Wim, LOADER Brian, NIXON Paul G. et Dieter RUCHT, *Cyber protest : New media, citizens and social movements*, Routledge, London.

RUPNIK Jacques, 2007, « De l'antipolitique à la crise de la démocratie : que reste-t-il de l'héritage de la dissidence ? » dans LEQUESNE Christian et Monika MAC DONAGH-PAJEROVA (sous la dir. de), *La citoyenneté démocratique dans l'Europe des vingt-sept*, Paris, L'Harmattan, p. 101-126.

RUSSELL Catherine, 1999, *Experimental ethnography : The work of film in the age of video*, Durham, Duke University Press.

RUTTEN Kris, VAN DIENDEREN An et Ronald SOETAERT, 2013, « Revisiting the ethnographic turn in contemporary art », *Critical Arts*, 27/5, p. 459-473.

RYKLIN Mikhaïl, 2005, « Метродискурс » [Le discours du métro], *Topos* URL : http://www.topos.ru/article/3805, accès le 31/12/2014.

SAINSAULIEU Ivan, 2006, « Le communautarisme politique. Le phénomène de l'appartenance collective à Lutte Ouvrière », *Esprit critique*, 10/1, URL : http://www.espritcritique.fr/publications/1001/esp1001article04.pdf, accès le 30 avril 2014.

SAKHLIN Alexeï, 2014, *Болотная революция* [La révolution Bolotnaïa], Moscou, Algoritm.

SALAMON Lester M. et Stephen VAN EVERA, 1973, « Fear, apathy, and discrimination : a test of three explanations of political participation », *The American political science review*, 67/4, p. 1288-1306.

SANDERS Paul, 2007, « La grande distribution en Russie », *Le courrier des pays de l'Est*, 5/1063, p. 53-66.

SARKISOVA Oksana et Olga SHEVSHENKO, 2011, « "They came, shot everyone, and that's the end of it": local memory, amateur photography, and the legacy of state violence in Novocherkassk », *Slavonica*, 17/2, p. 85–102.

SAVINSKAIA Olga, 2011, « Забота о детях работающих москвичек » [S'occuper de ses enfants quand on travaille à Moscou », *Sociologicheskie issledovaniia*, 1, p. 137-142.

SCHINDHEIM Michael et Yury GROGORYAN, 2011, *Moscow Inter Faces. Moscow Public Space in Transition*, Moscou, Strelka.

SCHNEIDER Arnd et Caterina PASQUALINO (sous la dir. de), 2014, *Experimental Film and Anthropology*, Londres, Bloomsbury.

SCHOENTJES Pierre, 2006, « Séduction de l'ironie » dans TRABELSI Mustapha (sous la dir. de), *L'ironie aujourd'hui : lectures d'un discours oblique*, Clermont-Ferrand, Presses Université Blaise Pascal, p. 315-328.

SCHÜTZ Alfred, 1945, « On multiple realities », *Philosophy and phenomenological research*, 5/4, p. 533-576.

SCHÜTZ Alfred, 1962, *Collected papers I : The problem of social reality*, Den Haag, Nijhoff.

SCHÜTZ Alfred, 1967, *The phenomenology of the social world*, Evanston, Northwestern University Press.

SCHÜTZ Alfred, 1971/1987, *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens-Klincksie.

SCHÜTZ Alfred, 1947-51/1970, *Reflections on the problem of relevance*, New Haven, Yale University Press.

SCHÜTZ Alfred et Thomas LUCKMANN, 1973, *The structures of the life-world*, Evanston, Northwestern University Press.

SCHWABENLAND Christina, 2006, *Stories, visions and values in voluntary organisations*, Hampshire, Ashgate.

SCHWEINGRUBER David et Clark MCPHAIL, 1999, « A method for systematically observing and recording collective action », *Sociological methods and research*, 27/4, p. 451-498.

SCOTT James C., 1992, *Domination and the arts of résistance : Hidden transcripts*, Yale University Press.

SEILER Cotten, 2009, *Republic of Drivers: A Cultural History of Automobility in America*, Chicago, University of Chicago Press.

SEWELL William, 2001, « Space in contentious politics », dans AMINZADE Ronald, GOLDSTONE Jack, MCADAM Doug, PERRY Elizabeth, SEWELL William, TARROW Sidney et Charles TILLY, *Silence and voice in the study of contentious politics*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 51-88.

SHARUNINA Anna, 2013, « Является ли российский «бюджетник» «неудачником»? » [Est-ce que le "boudjetnik" est un malchanceux ?], *Ékonomicheskii zhurnal Vysshei shkoly ékonomiki*, 1, p. 75-107.

SHUBIN Alexandre, 2006, *Преданная демократия. СССР и неформалы (1986-1989)* [La démocratie trahie. L'URSS et les informels (1986-1989)], Moscou, Evropa.

SHUBIN Alexandre, 2008, *Золотая осень, или Период застоя СССР в 1975-1985 гг.* [L'automne d'or, ou la période de stagnation en URSS de 1975 à 1985], Moscou, Veche.

SHUKAN Tatyana, 2012, « Les mouvements de jeunes contestataires en Russie : s'opposer dans la rue et par la rue (2005-2010) », *Critique internationale*, 55/2, p. 51-71.

SIEGELBAUM Lewis, 2009, *Cars for Comrades. The life of the Soviet Automobile*, Ithaca-Londres, Cornell University Press.

SIGMAN Carole, 2007, *Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka (1986-1991). Les clubs politiques « informels » de Moscou et leurs dirigeants*, Thèse pour le doctorat en sciences politiques. Paris, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.

SIGMAN Carole, 2009, *Clubs politiques et perestroïka en Russie : subversion sans dissidence*, Karthala, Paris.

SIMEANT Johanna, 2009, *La grève de la faim*, Paris, Editions Presses de Sciences Po.

SIMMEL Georg, 1908/2003, *Le conflit*, Belval, Circé.

SIMMEL Georg, 1999, *Sociologie. Études sur les formes de socialisation*, Paris, PUF.

SIMONDON Gilbert, 1989, *L'Individuation psychique et collective*, Paris, Aubier.

SIMONDON Gilbert, 2006, *Cours sur la perception (1964-1965)*, Chatou, La Transparence.

SINTOMER Yves, 2008, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, 31/3, p. 115-133.

SLINGENEYER Thibaut, 2010, « Le statut juridique des détenus en Belgique : illustration des effets de l'articulation des pouvoirs de souveraineté et de normalisation », *Raisons politiques*, 37/1, p. 171-190.

SNOW David, 2001, « Analyse des cadres et mouvements sociaux » dans CEFAÏ Daniel et Danny TROM (sous la dir. de), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, EHESS.

SOBIERAJ Sarah, 2011, *Soundbitten. The perils of media-centered political activism*, New York University Press.

SOMMER Robert, 1967, « Sociofugal space », *American Journal of Sociology*, 72/6, p. 654-660.

SOULEZ Guillaume, 2004, « "Nous sommes le public". Apports de la rhétorique à l'analyse des publics », *Réseaux*, 4, p. 113-141.

SOUTRENON Emmanuel, 1998, « Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation », *Sociétés contemporaines*, 31, p. 37-58.

STANKEVIC Jezi, 2011, « Design as enabler of public space » dans SCHINDHEIM Michael et Yury GROGORYAN (sous la dir. de), *Moscow Inter Faces. Moscow Public Space in Transition*, Moscou, Strelka, p. 33-34.

STAUB Alexandra, 2005, « St. Petersbourg's double life: the planners' versus the people's city », *Journal of Urban History*, 31, p. 334-354.

STAVO-DEBAUGE Joan, 2003, « L'indifférence du passant qui se meut, les ancrages du résidant qui s'émeut », dans CEFAÏ Daniel et Dominique PASQUIER (sous la dir. de), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, p. 347-371.

STAVO-DEBAUGE Joan, 2009, *Venir à la communauté. Une sociologie de l'hospitalité et de l'appartenance*, Thèse pour le doctorat en sociologie, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.

STAVO-DEBAUGE Joan, 2012, « Des "événements" difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste » dans CEFAÏ Daniel et Cédric TERZI, *L'expérience des problèmes publics*, Paris, EHESS, p. 191-223.

STAVO-DEBAUGE Joan, 2014, « L'idéal participatif ébranlé par l'accueil de l'étranger. L'hospitalité et l'appartenance en tension dans une communauté militante », *Participations*, p. 37-70.

STEPANOV Ievgeni, 2006, *Социальная реклама в России: генезис, жанры, эволюция* [La publicité sociale : genèse, genres, évolutions], Moscou, Vest3Konsalting.

STEVENSON Svetlana, 2009, « Ребята с нашего двора. Уличные подростково-молодежные компании в Москве » [Les gars de notre dvor. Les bandes de jeunes-adolescents à Moscou] dans GROMOV Dmitri (sous la dir. de), *Molodezhnye subkult'ury Moskvy*, Moscou, Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des Sciences, p. 195-222.

STRAUS Erwin, 1935/2000, *Des sens des sens. Contribution à l'étude des fondements de la psychologie*, Grenoble, Jérôme Million.

STRAUSS Anselm, 1992, *La trame de la négociation : sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan.

SUMMERS EFFLER Erika, 2010, *Laughing saints and righteous heros. Emotional rhythms in social movement groups*, The University of Chicago Press.

SUMPF Alexandre, 2006, « Une arme visuelle : le photomontage soviétique, 1917-1953 », *Cahiers du monde russe*, 47/4, p. 857-959.

SUNDARAM Chantal, 2006, « "The stone skin of the monument": Mayakovsky, Dissent and Popular Culture in the Soviet Union », 16, printemps, URL : http://sites.utoronto.ca/tsq/16/sundaram16.shtml, accès le 26/01/2015.

TALPIN Julien, 2010, « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence civique », *Revue française de science politique*, p. 91-115.

TARKOVSKI Andreï, 1989, *Le Temps Scellé*, Paris, Cahiers du cinéma.

TASSIN Etienne, 1991, « Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité », *Hermès*, 10, p. 23-37.

TAYLOR Lucien, 1996, « Iconophobia », *Transition*, 69, p. 64-88.

TERSKIKH Marina V., 2011, « Речевой жанр угрозы в дискурсе политической в торговой рекламы » [Appels à la peur dans les discours politiques et les publicités commerciales], *Politicheskaja lingvistika*, 37/3, p. 245-253.

THEUREAU Jacques, 2010, « Les entretiens d'autoconfrontation et de remise en situation par les traces matérielles et le programme de recherche "cours d'action" », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 4/2, p. 287-322.

THEVENOT Laurent, 1990, « L'action qui convient » dans PHARO Patrick et Louis QUERE (sous la dir. de), *Les formes de l'action*, Paris, EHESS (Raisons pratiques), p. 39-69.

THEVENOT Laurent, 1994, « Le régime de familiarité. Des choses en personne », *Genèses*, p. 72-101.

THEVENOT Laurent, 1995, « L'action en plan », *Sociologie du travail*, vol. XXXVII, 3, p. 411-434.

THEVENOT Laurent, 2006, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, Editions La Découverte.

THEVENOT Laurent, 2009, « Biens et réalités de la vie en société. Disposition et composition d'engagements pluriels » dans BREVIGLIERI Marc, LAFAYE Claudette et Danny TROM (sous la dir. de), *Compétences critiques et sens de la justice (Colloque de Cerisy)*, Paris, Economica, p. 37-67.

THEVENOT Laurent, 2013 (à paraître), « Making commonality in the plural, on the basis of binding engagements » dans DUMOUCHEL Paul et Reiko GOTO, *Social bonds as freedom: Revising the dichotomy of the universal and the particular*, New York, Berghahn.

THEVENOT Laurent et Nina KAREVA, 2009, « "Чудесный хлеб" гостеприимства : (недоразумения, проясняющие открытость и закрытость сообществ) » [Le merveilleux pain de l'hospitalité (malentendus qui mettent en évidence l'ouverture et la fermeture des communautés)], *Novoe Literaturnoe obozrenie*, 100, p. 678-701.

THIBAUD Jean-Paul, 2002, « L'horizon des ambiances urbaines », *Communications*, p. 185-201.

THIBAUD Jean-Paul, 2010, « La ville à l'épreuve des sens » dans COUTARD Olivier et Jean-Pierre LEVY, *Écologies urbaines : états des savoirs et perspectives*, Economica-Anthropos, p. 198-213.

THOMAS Rachel, 2004, « L'accessibilité des piétons à l'espace public urbain : un accomplissement perceptif situé », *Espaces et sociétés* (Architecture et habitat dans le champ interculturel), 113-114, p. 233-249.

THOMAS Rachel, 2007, « La Ville charnelle », *Cosmopolites*, p. 111-120, URL : http://cosmopolitiques.phpnet.org/pages/sites/default/files/10-Thomas_Cosmo%2015.pdf, accès le 11/07/2011.

THRASHER Frederic, 1927, *The gang : A study of 1,313 gangs in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press.

THRIFT Nigel, 2004, « Intensities of feeling : towards a spatial politics of affect », *Geografiska Annaler*, 86/1, p. 57-78.

TILLY Charles, 1986, *La France conteste*, Paris, Fayard.

TILLY Charles, 2000, « Spaces of contention », *Mobilization: An International Quarterly*, 5/2, p. 135-159.

TILLY Charles, 2003, « Contention over space and place », *Mobilization : An international quarterly*, 8/2, p. 221-225.

TITAEV Kirill, 2014, « Предварительное заключение в российской уголовной юстиции : социологический анализ вероятности предварительного заключения и его влияния на решение суда » [La détension provisoire dans la juridiction criminelle russe : analyse sociologique de la probabilité d'une détention préventive et ses effets sur les décisions du tribunal], *Ekonomicheskaia sotsiologia*, 15/3, p. 88-113.

TITOV Vadim, ROZHANSKI Mikhail et Iulia ELOKHINA, 2005, « Феномен гражданского протеста: опыт и уроки "Байкальского движения" » [Le phénomène de la protestation citoyenne : expérience et leçons du "Mouvement Baïkal"], exposé au Centre d'études sociales

indépendantes et d'éducation, Irkoutsk, URL : http://newsbabr.com/?IDE=35255 ((accès le 05/02/2014).

TONNELAT Stéphane, 2003, *Interstices Urbains Paris - New York. Entre contrôles et mobilités, quatre espaces résiduels de l'aménagement*, Thèse pour le doctorat en urbanisme et aménagement et en psychologie environnementale, Paris-New York, Université Paris XII-Val de Marne/IUP, City University of New York.

TONNELAT Stéphane et Cédric TERZI, 2013, « Espace public » dans CASILLO Ilaria, BARBIER Rémi, BLONDIAUX Loïc, CHATEAURAYNAUD Francis, FOURNIAU Jean-Michel, LEFEBVRE Rémi, NEVEU Catherine et Denis SALLES (sous la dir. de), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation

TRAKHTENBERG Anna D., 2004, « Информационная революция и информационный раскол: что происходит в России ? » [La révolution de l'information et la fracture informationnelle : Que se passe-t-il en Russie ?], *Rapport annuel scientifique de l'institut de philosophie et de droit du Département de l'Oural de l'Académie des Sciences de Russie*, 5, p. 329-343.

TRAÏNI Christophe (sous la dir. de), 2009, *Émotions… Mobilisations !*, Paris, Presses de Sciences Po « Académique ».

TRAÏNI Christophe, 2010, « Dramaturgie des émotions, traces des sensibilités. Observer et comprendre des manifestations anti-corrida », *ethnographiques.org*, 21.

TROM Danny, 1997, « Voir le paysage, enquêter sur le temps. Narration du temps historique, engagement dans l'action et rapport visuel au monde », *Politix*, 10/39, p. 86-108.

TROUCHTCHENKO Olga, 1992, Les bénéficiaires de la réhabilitation du centre historique de Moscou », *Sociétés contemporaines*, 11-12, p. 227-238.

TRUBINA Elena, 2010, « Джунгли, базар, организм и машина: классические метафоры города и российская современность » [La jungle, le bazar, l'organisme et la machine: les métaphores classiques de la ville et la contemporanéité russe], *Neprikosnovennyj zapas*, 2/70, URL : http://magazines.russ.ru/nz/2010/2/tr20.html, accès le 10/03/2011.

TURNER Ralph, 1965, « Collective behavior » dans FARIS Robert (sous la dir. de) *Handbook of modern sociology*, Chicago, Rand-McNally, p. 382-425.

UMLAND Andreas, 2002, « Toward an uncivil society? Contextualizing the recent decline of extremely right-wing parties in Russia », *Weatherhead center for international affairs working paper*, Harvard University, 3.

UTEHIN Ilya, 2000, *Очерки коммунального быта* [Études sur le mode de vie en logement communautaire], Moscou, OGI.

VAN DER VET Freek et Laura LYYTIKÄINEN, 2015, « Violence and human rights in Russia : how human rights defenders develop their tactics in the face of danger, 2005–2013 », *The International journal of human rights*, 19/7, p. 979-998.

VIDALENC Sabrina, 2007, « La reconquête de l'espace moscovite par l'Église orthodoxe après la chute du mur », *Espaces et sociétés*, 4/131, p. 121-135.

VIOT Pascal, PATTARONI Luca et Jérôme BERTHOUD, 2010, « Voir et analyser le gouvernement de la foule en liesse. Eléments pour l'étude des rassemblements festifs à l'aide de matériaux sonores et visuels », *ethnographiques.org*, 21 (en ligne).

VOLKOV Vadim, 2011, *Право и правоприменение в России : междисциплинарные исследования* [Le droit et l'application du droit en Russie : recherches interdisciplinaires], Moscou, Statut.

WADDINGTON Peter, 1994, *Liberty and order. Public order policing In a capital city*, Londres, University College London Press.

WADDINGTON David, KAREN Jones et Chas CRITCHER, 1989, *Flashpoints : Studies in disorder*, Londres, Routledge.

WAHLSTRÖM Mattias, 2011, « Taking control or losing control ? Activist narratives of provocation and collective violence », *Social movement studies*, 10/4, p. 367-385.

WARREN Roland L., 1967, « The interorganizational field as a focus for investigation », *Administrative science quarterly*, 12/3, p. 396-419.

WERTH Nicolas, 1999, « L'historiographie de l'U.R.S.S. dans la période post-communiste », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 30/1, p. 81-104.

WIDDOWFIELD Rebekah, 2000, « The place of emotions in academic research », *Area*, p. 199-208.

WILSON, Andrew 2005. *Virtual Polities. Faking democraty in the post-soviet world*. New Haven, Yale University Press.

WITTORSKI Richard, 1998, « De la fabrication des compétences », *Education permanente*, 135, p. 57-69.

WOHLSTEIN Ronald et Clark MCPHAIL, 1979, « Judging the presence and extent of collective behavior from film records », *Social psychology quarterly*, 42, p. 76-81.

WOLFSON Todd, 2014, *Digital rebellion. The birth of the cyber Left*, Urbana, Chicago, Springfield, University of Illinois Press.

WOOD Elizabeth, 2011, « Performing memory : Vladimir Putin and the celebration of World War II in Russia », *The Soviet and Post-Soviet Review*, 38/2, p. 172-200.

WRIGHT Christopher et Arnd SCHNEIDER (sous la dir. de), 2006, *Contemporary art and anthropology*, Oxford, Berg Publishers.

WRIGHT Christopher et Arnd SCHNEIDER (sous la dir. de), 2010, *Between art and anthropology : Contemporary ethnographic practice*, Oxford, Berg Publishers.

WRIGHT Christopher et Arnd SCHNEIDER (sous la dir. de), 2013, *Anthropology and art practice*, London, Bloomsbury.

WRIGHT Sam, 1978, *Crowds and riots. A study in social organization*, Beverly Hills, Sage.

YANG Guobin, 2000, « Achieving emotions in collective action : emotional processes and movement mobilization in the 1989 Chinese student movement », *The sociological quarterly*, 41/4, p. 593-614.

YOUNG Glennys, 2007, « Emotions, contentious politics and empire : some thoughts about the soviet case », *Ab Imperio*, 2, p. 113-150.

YOUNG Glennys, 2010, « Эмоции, политика оспаривания и общественная память: из истории новочеркасской трагедии » [Émotions, protestation et mémoire sociale : à partir de l'histoire de la tragédie de Novotcherkassk], dans PLAMPER Jan, SHAHADAT Schamma et Marc ELIE (sous la dir. de), *Российская империя чувств: Подходы к культурной истории эмоций* [L'empire russe des sentiments : essais d'histoire culturelle des émotions], Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie.

YOUNG Glennys, 2011, « Bolsheviks and emotional hermeneutics. The Great Purges, Bukharin, and the February-March plenum of 1937 » dans STEINBERG Mark D. et Valeria SOBOL (sous la dir. de), *Interpreting emotions in Russia and Eastern Europe*, DeKalb, Northern Illinois University Press, p. 128-151.

YURCHAK Alexeï, 2005, *Everything was forever, until it was no more. The last soviet generation*, Princeton, Princeton University Press.

ZAKHARIN Dmitri, 2007, « Коллективное очищение в России. Антропологические и социально-исторические аспекты » [Les pratiques de purifications collectives en Russie. Aspects anthropologiques et socio-historiques], *Antropologičeskij forum*, 6, p. 135-176, URL: http://anthropologie.kunstkamera.ru/files/pdf/006/06_02_zakharjin_k.pdf, accès le 09/05/2011.

ZAKIROVA Milyausha, 2011, « "Вот здесь видно все!"»: саморепрезентация городского общественного движения » ["Voilà, ici on peut tout voir ! " : l'autoreprésentation du mouvement social urbain], *Zhurnal issledovannij sotsial'noj politiki*, 6/2, p. 217-240.

ZAMBIRAS Ariane, 2011, « Le sens de l'humour. Enquête sur les rapports ordinaires au politique », *Politix*, 24/96, p. 141-160.

ZASK Joëlle, 2008a, « Situation ou contexte ? Une lecture de Dewey », *Revue internationale de philosophie*, p. 313-328.

ZASK Joëlle, 2008b, « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle », *Tracés*, 15, p. 169-189.

ZAYTSEVA Anna, 2008, « La légitimation du rock en URSS dans les années 1970-1980. Acteurs, logiques, institutions », *Cahiers du monde russe*, 49/4, p. 651-680.

ZAYTSEVA Anna, 2012a, « Faire la part entre l'art et l'activisme : les protestations spectaculaires dans la Russie contemporaine (2000-2010) », *Critique internationale*, 55/2, p. 37-90.

ZAYTSEVA Anna, 2012b, *En quête d'Altérité : pour une sociologie des acteurs, lieux et pratiques de la scène rock à Léningrad/Saint-Pétersbourg dans les années 1970-2000*, Thèse pour le doctorat en sociologie, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.

ZDRAVOMYSLOVA Elena, 2001, « Aperçu du mouvement féministe en Russie contemporaine », *Diogène*, 2/194, p. 43-49.

ZDRAVOMYSLOVA Elena et Olga TKACH, 2004, « Генеалогический поиск в современной России: реабилитация "истории" через семейную "память" » [La recherche généalogique en Russie contemporaine : la réhabilitation de l' « histoire » à travers la « mémoire » familiale], *Ab Imperio*, 3, p. 383-407.

ZOUINAR Moustapha, RELIEU Marc, SALEMBIER Pascal et Guillaume CALVET, 2004, « Observation et capture de données sur l'interaction multimodale en mobilité », *Actes des premières journées francophones Mobilité et ubiquité*, URL : http://www.irit.fr/~Pascal.Salembier/PDF/ubiquite.pdf, accès le 23/02/2015.

ZUEV Denis, 2010, « A visual dimension of protest : An analysis of interactions during the Russian march », *Visual Anthropology*, 23, p. 221-253.

ZURCHER Louis A., 1982, « The staging of emotion : a dramaturgical analysis », *Symbolic Interaction*, 5/1, p. 1-22

ZURCHER Louis A., 1985, « The war game : organizational scripting and the expression of emotion », *Symbolic Interaction*, 8/2, p. 191-206.

Sources et matériaux empiriques

A) Sources écrites ou fixées, préexistantes

1) Archives de presse et médias (papier et Internet)

ArtKhronika (artchronika.ru) : premier magazine, indépendant, dédié à l'art et à la culture. Créé en 1999 et a pris fin en 2013.

Besttoday (Besttoday.ru) : site indépendant de bloggeurs lancé en juin 2010 par Marina Litvinovich, politologue, militante des droits de l'homme, blogueuse renommée et membre de la coalition libérale « Une Autre Russie ».

Bolchoï Gorod (bg.ru) [La grande ville] : magazine bi-mensuel créé en 2002 et traite de la vie des Moscovites. Gratuit. Un des actionnaires principaux est Alexandre Vinokourov, ancien banquier d'investissement qui possède également la chaîne de télévision en ligne Dojd et le magazine en ligne Slon. Ce groupe est célèbre pour ses tendances d'opposition au régime.

Colta (colta.ru) : portail d'information culturelle et sociale, créé en 2012 par l'ancienne rédaction de openspace.ru. Financé par crowdfunding.

Dojd [pluie] (tvrain.ru) : chaîne de télévision d'opposition créée en 2010. La chaîne a été la première à diffuser des images des contestations consécutives aux élections législatives de décembre 2011. Diffusion par câble et en direct sur Internet.

Écho de Moscou (http://echo.msk.ru/) : l'une des premières radios russes, qui émet depuis 1990, et principale vitrine d'un journalisme libre. Son site Internet existe depuis 1997. Le géant gazier Gazprom est devenu à la venue au pouvoir de Poutine le principal actionnaire de la radio. Deux semaines avant les élections du 4 mars 2012, Gazprom a remanié le conseil d'administration et nommé de nouveaux directeurs.

Ejednevny journakl (ej.ru) : portail d'information d'opposition créé en 2004. Les auteurs sont des politiciens et des personnages publics.

Expert (expert.ru) : hebdomadaire fondé en 1995, spécialisé dans l'analyse économique et politique. Son propriétaire est Oleg Deripaska directeur de la compagnie numéro un mondial d'aluminium.

Gazeta (Gazeta.Ru) : quotidien en ligne fondé en 1999 et plutôt libéral. Un des principaux médias électroniques russes. Appartient à un holding rassemblant, entre autres, Rambler, lenta.ru, gazeta.ru et Afisha, dont le propriétaire est le milliardaire Alexander Mamut.

Grani.ru (grani.ru) : site d'information d'opposition créé en 2000. Bloqué en Russie depuis 2014 et qui survit sur des sites miroirs.

Interfax (interfax.ru) : agence de presse privée créée en 1989 par des employés de Radio Moscou (ancien nom de la Voix de la Russie), compagnie d'État. Parmi les trois agences de presse les plus importantes du pays, à côté des agences étatiques TASS et RIA Novosti.

Izvestia (izvestia.ru) : Quotidien pro-gouvernemental fondé en 1917. Appartient au Groupe national médiatique.

Kavkaz-uzel.ru (kavkaz-uzel.ru) : site en ligne de référence indépendant sur le Caucase, fondé en 2001 par *Memorial*.

Khimkinskaâ Pravda : journal local de Khimki créé par Mikhaïl Bekeov en 2007.

Khudojestvenny journal (xz.gif.ru) : journal indépendant spécialisé dans l'art contemporain. Fondé en 1993 par Viktor Miziano, célèbre commissaire d'exposition.

Kommersant (kommersant.ru) : quotidien se revendiquant d'une tradition journalistique occidentale, porte-drapeau d'un journalisme russe indépendant, créé en 1990. Le propriétaire fut jusqu'en 2006 Boris Beresovski et ensuite le magnat de la métallurgie et PDG de GazpromInvestHolding, Alicher Ousmanov.

Komsomolskaïa Pravda [La vérité des Jeunesses communistes] de Moscou (msk.kp.ru) : Journal créé en 1925.

Lenta (lenta.ru) : Quotidien en ligne fondé par Anton Nossik, bloggeur et homme d'affaire (désigné comme l'un des pères de l'Internet russe). Un des journaux les plus consultés en Russie.

Le village (the-village.ru) : site d'information indépendant dédié à la culture urbaine, fondé en 2010.

Liberty (liberty.ru) : site créé par la Fondation pour une politique effective, un think-thank pro-Kremlin dirigé par Gleb Pavlovski.

Meduza (meduza.io) : site web lancé fin de 2014 depuis la Lettonie par 18 anciens de lenta.ru. Créé par Galina Timchenko, l'ex-rédactrice en chef de Lenta.ru, réduite au chômage par un article sur les événements de Kiev vus du côté des nationalistes ukrainiens.

NEWSru (newsru.com) : télévision qui a succédé à NTV (créée en 1993). Appartient au groupe Gazprom media.

Novaïa Gazeta (novayagazeta.ru) : bihebdomadaire d'opposition indépendant créé en 1993. Depuis 2000 cinq journalistes ont été assassinés : Igor Domnikov (2000), Iouri Chtchekotchikhine (2003), Anna Politkovskaïa (2006), Anastassia Babourova (2009) et Natalia Estemirova (2009). Appartient à 51% au collectif de journalistes et à 49 % au politicien Mikhaïl Gorbatchev et à l'homme d'affaire Alexandre Lebedev.

Novye izvestia (newizv.ru) : quotidien né en 1997 suite à une scission avec les Izvestia.

OpenSpace.ru (openspace.ru) : portail d'information culturelle critique qui a fonctionné de juin 2008 à février 2013.

Polit.ru (polit.ru): magazine en ligne libéral et indépendant créé en 1998. Le site comprend un grand forum très actif. Organise des conférences publiques.

Politonline (politonline.ru) : site Internet d'information pro-Kremlin créé en 2008.

Radio Svoboda (svoboda.org) : Radio financée par le congrès américain depuis 1953. Depuis novembre 2012 n'émet plus que sur Internet (du fait qu'elle est principalement financée par l'étranger).

Rossiskaïa gazeta (rg.ru) : journal gouvernemental, quotidien.

Rousskaïa planeta (rusplt.ru) : revue en ligne lancée en 2013. Le principal investisseur est la compagnie de travaux publics Morton.

Slon (slon.ru) : portail d'information d'opposition créé en 2009. Médiaholding Dojd.

Svobodnaia Pressa (svpressa.ru) : quotidien indépendant créé en 2008.

Tchastny korrespondent (http://www.chaskor.ru) : journal d'analyse en ligne fondé fin 2008 par un des pionniers du cyberjournalisme russe et professeur de journalisme à l'Université de Moscou, Ivan Zasourski.

The New Times (newtimes.ru) : quotidien libéral créé en 1998. A publié de nombreux reportages sur les actions de l'opposition dans les années 2000. Financement par abonnement depuis 2013.

Rossia24 (vesti.ru) : chaine de télévision gouvernementale en continue lancé en 2006

Vzgliad (vz.ru) : portail d'information créé en 2005, créé par Konstantin Rykov, député Russie Unie.

Mediazona (zona.media) : site d'information créé par l'organisation de défense des droits de l'homme « Zona Prava » (fondée par deux membres de *Pussy Riot*, Maria Aliokhina et Nadejda Tolokonnikova) et consacré à l'actualité pénale et les prisons.

2) Archives de sites et revues intellectuels d'analyse et de critique

Istoritcheskaïa pamiat : XX vek (istpamyat.ru) : site regroupant des informations sur la terreur d'État et la répression politique pendant la période soviétique.

Rousski Journal (russ.ru) : site non-commercial regroupant des articles issus de journaux et magazines littéraires et de sciences humaines. Créé en 1995. Dirigé par Gleb Pavlovski, conseiller de l'Administration du président dans les années 2000.

Scepsis (scepsis.net) : site d'analyse et de critique sociale créé en 2003.

Uroki istori [Les leçons de l'histoire] (urokiistorii.ru) : plateforme créée par *Memorial* et consacré à l'histoire du XXe siècle

3) Archives de sites et de blogs tenus par des militants ou des personnages publics

http://19jan.ru site du Comité 19 janvier (hors service pour cause de non renouvellement du nom de domaine). http://january-19th.livejournal.com son blog

http://anticapitalist.ru site du mouvement socialiste de Russie (RSD)

http://an-observador.livejournal.com/ blog de la militante Anastasia Krivochanova

http://www.antifa.fm site d'information du mouvement antifasciste

http://anti-system.livejournal.com blog d'un militant anarcho-communiste

http://www.archnadzor.ru site de l'association pour la protection du patrimoine historique Archnadzor.

https://avtonom.org site du mouvement libertaire Avtonom

http://azbuka.gif.ru dictionnaire en ligne des termes de l'art contemporain dirigé par Mark Fraïa

http://chtodelat.org site du groupe pétersbourgeois réunissant des artistes, des philosophes et des écrivains « Chto Delat »

http://dmitryhorse.livejournal.com blog du militant Dmitri Zykov

http://dvizh.org site de la plateforme de réflexion sur les mouvements protestataires créée en 2008 selon une idée d'Alexandre Bykbov, Vlad Toupikine et Artem Martchenkov.

http://www.ecmo.ru site du mouvement de défense de l'écologie de Moscou et de sa région

http://forum.stopzavod.ru site du mouvement contre les incinérateurs de Zelenograde

http://igorpodgorny.livejournal.com blog du militant Igor Podgorny

http://www.ikd.ru site de l'Institut de l'action collective lancé par Karine Clément en 2004. Site d'information au quotidien des différentes luttes sociales en Russie. Cette plateforme propose également des analyses, elle contribue à la coordination d'initiatives convergentes.

http://jenya-khimles.livejournal.com blog de Ievguenia Tchirikova

http://www.hro.org site du mouvement *Za prava cheloveka*

http://www.indymedia.ru média alternatif indépendant

http://ivan777lapshin.livejournal.com site d'un militant ultranationaliste

http://just-think-it.livejournal.com site du militant ultranationaliste Ivan Katanaev

http://maskodagama.livejournal.com blog (anonyme) du journaliste Alexandre Tchernyx

http://www.memo.ru site de *Memorial*

http://namarsh-ru.livejournal.com blog des Marches du désaccord

http://navalny.livejournal.com blog d'Alexeï Navalny

http://olegpanfilov.com site d'Oleg Panfilov

http://oleo-press.livejournal.com blog de Nikolaï Oleïnikov

http://osmopolis.ru site d'Anatoli Osmolovski

http://pussy-riot.livejournal.com site du groupe *Pussy Riot*

http://www.oprf.ru site de la Chambre civique de la Fédération de Russie

http://plucer.livejournal.com blog d'Alexandre Ploutser-Sarno (Voïna)

http://poslezavtra.be blog collectif sur des thématiques antiautoritaires

http://www.psizin.livejournal.com blog d'un militant libertaire moscovite

http://www.sakharov-center.ru/ site du centre Sakharov

http://shpik.info/ site où chacun pouvait (site fermé) ajouter des noms, photos, informations sur les « ennemis de la démocratie » (juges, policiers, politiciens, militants ultranationalistes et mouvements pro-Kremlin) coupables d'avoir intimidé ou tué des militants.

https://stasmarkelov.wordpress.com site regroupant tous les textes écrits par Stanislav Markelov

http://tempoxsilencio.livejournal.com blog d'un militant antifasciste

http://tupikin.livejournal.com blog de Vlad Toupikine

http://www.yabloko.ru site du parti Iabloko

http://yashin.livejournal.com blog du militant Ilya Iashin

http://ybelov.livejournal.com blog du militant Iouri Belov

http://varlamov.ru site du photographe Ilya Varlamov

4) Textes, témoignages écrits

FEDOTOVA Irina, TRUSEVICH Olga, TCHERKASOV Alexander, RIABOV Petr et Iaroslav LEONTEV, 2010, *Стас Маркелов. Никто, кроме меня* [Stas Markelov. personne d'autre que moi], Moscou, Pamiatniki istoritcheskï mysli.

GALANSKOV Yuri, 1982, *Le manifeste humain*, Lausanne, L'Age d'Homme.

JVANIA Dmitri, 2011, *Битва за сектор. Записки фаната* [La bataille pour le secteur. Mémoire d'un supporteur de football], Saint-Pétersbourg/Moscou, Limbus-press.

KOZLOV Alekseï, 1998, *Козел на саксе* [Un lapin jouant du saxo], Moscou, Vagrius.

5) Films et enregistrements vidéo

Films cinématographiques et documentaires :

BALAIAN Valeri (producteur, réalisateur, scénariste), 2010, *Любите меня пожалуйста* [Aimez-moi s'il vous plaît] [documentaire], Russie.

BARDIN Pavel (réalisateur, scénariste), BARDIN Pavel, SOLOVEV Vasili et Petr FIOROROV (producteurs), 2009, *Россия 88* [Russie 88] [drame], Russie.

DE MONTESQUIOU Eleonore (réalisatrice), LOSHAK Andreï (scénariste), 2011, *Remember* [documentaire], Paris : Lowave.

KHOREVA Elena, KLEBEÏEV Denis, KOUROV Askold, KOUSSABOV Dmitri, LEONTEVA Nadejda, MOÏSSEÏENKO Anna, MOUSTAFINA Madina, RODKEVITCH Sofia, SEREGUINE Anton et Alexeï JIRIAKOV (réalisateurs), RAZBEJKINA Marina, OUGAROV Mikhaïl et Dmitri MOURATOV (producteurs), 2012, *Zima, oukhodi !* [Hiver, va-t-en !] [documentaire], Russie : Marina Razbezhkina Studio.

SERY Alexandre (réalisateur), 1972, *Les Gentilshommes de la chance* [comédie], Union soviétique : Mosfilm.

Vidéos consultés en ligne (Youtube, etc.) :

ADAGAMOV Rustem, *Митинг-концерт на Пушкинской площади* [Miting-concert sur la place Pouchkine], URL : https://youtu.be/OPwQZQB_FhA (accès le 27/05/2013).

Antifashisty, 2011, 25 décembre, Гаскаров на митинге 24 декабря на проспекте Сахарова [Gaskarov au meeting du 24 décembre sur la prospekt Sakharov], URL :https://youtu.be/2K5FLpUMZkg, accès le 12/02/2014.

Avtonom Moskva [chaine du mouvement autonome de Moscou], 2014, 6 novembre, *Феминистки и левое движение: дискуссия на "Медиаударе"* [Les féministes et le mouvement de gauche : discussion au festival Mediaudar], URL : https://youtu.be/7Vzp1rqFu9M (accès le 10/11/2014).

Chaskor [chaine du journal Chastny korrespondent], 2010, 19 septembre, *Митинг в защиту Алексея Гаскарова и Максима Солопова* [Meeting pour la défense d'Alexeï Gaskarov et Maxime Solopova], URL : https://youtu.be/IQ7_tFl6M50 (accès le 27/05/2013). Vidéo 7.

CHUCHKEVITCH Vitali, 2010, 28 juillet, *Разгром администрации Химок* [L'attaque de l'administration de Khimki], URL : https://youtu.be/TqQFtJMBPbc?list=PL7A62E93F808455DF (accès le 27/05/2013). Vidéo 6.

Dao B, 2008, 12 avril, Сюжет Рен-ТВ об Антиментовском пикете 11.04.08 *Химок* [Le reportage de Ren-TV sur le piquet anti-policier du 11 avril 2008], URL : https://youtu.be/Xd4T74VL33Q (accès le 14/08/2014).

Garadja Matveeva, 2012, 21 février, Панк-молебен "Богородица, Путина прогони" Pussy Riot в Храме [la prière punk "Mère de Dieu, chasse Poutine" Pussy Riot à l'église], URL : https://youtu.be/GCasuaAczKY (accès le 10/02/2015).

GreenpeaceRussia, 2010, 22 juillet, *"Война" за Химкинский лес* [La « guerre » pour le forêt de Khimki], URL : http://youtu.be/CXutOnBquvg (accès le 28/06/2014).

hse [chaine de la Haute École d'Économie], 2014, 16 avril, Сергей Медведев: "Феноменология забора" [Sergeï Medvedev : "la phénoménologie de l'enceinte], URL : https://youtu.be/VsZmeSxYhEo (accès le 25/12/2014).

KOLEGOV Alexeï, 2012, 17 juin, Методы следствия [Méthodes de l'enquête], URL : https://youtu.be/5IBwK9yiqeQ (accès le 15/07/2014).

KOLEGOV Alexeï, 2012, 1 septembre, Новая порочная практика судов [Une nouvelle pratique vicieuse des juges], URL : https://youtu.be/b6lCQU8tlKQ (accès le 15/07/2014).

KOLEGOV Alexeï, 2013, 18 décembre, *Продажный адвокат* [Un avocat vénal], URL : http://youtu.be/Otrp1Hyfl6c?list=UUvU7rYiZLMQt7cpro_x2u2g (accès le 12/08/2014).

KOLEGOV Alexeï, 2014, 16 février, Обращение к следователям [S'adresser aux juges d'instruction], URL : https://youtu.be/_9KHk3jLiF8?list=UUvU7rYiZLMQt7cpro_x2u2g (accès le 12/08/2014).

KOLEGOV Alexeï, 2014, 21 février, *Отвод адвоката : как процессуальный инструмент* [La récusation de l'avocat : un instrument de la procédure], URL : https://youtu.be/sYVgXsTKHBE?list=UUvU7rYiZLMQt7cpro_x2u2g (accès le 24/07/2014).

KOLEGOV Alexeï, 2014, 14 mars, *Защитники-дублеры / Адвокатские тайны* [Les défenseurs-doubleurs / les secrets d'avocats], URL : https://youtu.be/uJh9UFLyswU (accès le 12/08/2014).

KOLEGOV Alexeï, 2014, 18 juin, 6. С моих слов записано верно [J'écrit la vérité], URL : https://youtu.be/Y2LzQZOw9aM, (accès le 12/08/2014).

Komitet19 [chaine du Comité 19 janvier], 2014, 22 janvier, *Антифашистское шествие 19 января* [La marche antifasciste du 19 janvier], URL : https://youtu.be/O2NfA2QK0dc (accès le 25/04/2014).

KOZYREV Oleg, 2010, 16 juin, на Триумфальной замочили оппозицию [Ils ont massacré l'opposition sur la place Triumfalnaïa], URL : https://youtu.be/VepCjuy3kh0 (accès le 09/02/2015).

Journal Gefter, 2014, 17 janvier, Жертвы века или самоучки «предательства себя»: к анализу 1970-х годов [Les victimes du siècle ou le « traître de soi-même » autodidacte], URL : https://youtu.be/ktd96wg28E4 (accès le 04/03/2014).

Khimkinskie zalojniki [chaine de la coalition les Otages de Khimki], *Поднимем шум!* [On monte le son !], URL : https://youtu.be/5VIdmhYePww, accès le 12/02/2014.

l1s5, 2009, 12 juillet, *Сокольники - МБ (4)*, URL : https://youtu.be/Y0EAb08JxYw (accès le 30/01/2014).

lukyanich, 2012, 12 février, *Силы и слабость гражданского движения. Часть 1* [Les forces et les faiblesses du mouvement citoyen], URL : https://youtu.be/ywywoj2rg7Y (accès le 07/08/2013).

MMM-INVEST, 2011, 22 mai, *Митинг Участников МММ-2011. 22 мая 2011 возле ВДНХ 2ч.*, [Miting des participants de MMM-2011. 22 mai 2011 près de VDNKH], URL : https://youtu.be/0rLdXDwrNuo (accès le 10/02/15).

nata1212121212, 2009, 24 novembre, *ПУТИНА В ОТСТАВКУ* [Poutine démission], URL : https://youtu.be/JoTpEFunWAQ (accès le 25/12/2012).

Natchni s sebia, 2014, 8 juin, *Трезвые Дворы. Выпуск #2 "Я с понедельника брошу пить!"* [Les Dvori sobres. N°2 « Lundi j'arrête de boire »], URL : https://youtu.be/CT_FnGp8coY (accès le 12/02/15).

Novayagazeta [chaine du journal Novaïa Gazeta], 2013, 14 janvier, *Приходи на антифашистский марш 19 января* [Viens à la marche antifasciste du 19 janvier], URL : https://youtu.be/14ZR2FaeG2U (accès le 25/04/2014).

Otkrytaïa Rossia, 2015, 17 janvier, Тупикин. Один из врагов русского протеста – скука *января* [Toupikine. Un des ennemis des protestations russes, c'est l'ennui], https://youtu.be/u-GrZQbTjgQ (accès le 08/06/2015).

popo3311zz, 2008, 21 novembre, *Проверочная линейка (antiracist hardcore)* [La ligne de contrôle], URL : https://youtu.be/mDA43KNAAeE (accès le 22/09/2012).

RIA Novosti, 2012, 26 février, «Большой белый круг» на Садовом кольце за пять минут [« La grand cercke blanc sur la Ceinture des Jardins en cinq minutes], URL : https://youtu.be/fGT0i8REtDw (accès le 21/01/2015).

Safmuseum [chaine de Stella Art Foundation], 2012, 31 juillet, *Ilya Matveev's Lecture*, URL : https://youtu.be/g9_vPbqh-Zw (accès le 25/12/2012).

Seychaspomru, 2010, 21 août, "Наши" взялись за генеральную уборку Химкинского леса ["Nachi" s'est mis au nettoyage de la forêt de Khimki], URL : https://youtu.be/QNpEUp7UeCo (accès le 02/07/2014).

SPIRIDONOV Alexeï, 2010, 7 novembre, Видео жестокого избиения Олега Кашина [Vidéo de l'attaque violente d'Oleg Kachine], URL : https://youtu.be/FOc6xNTHg7c (17/08/2014).

TCHIRIKOVA Ievgenia, 2010, 1 mai, *Начало обсуждения* [Le début de la discussion] [Vidéo en ligne], URL : https://youtu.be/aAiOJ9Bs4es (accès le 03/07/2014).

TUCHKIN Alexandre, 2009, 10 juillet, *Всеволод Остапов о "сокольническом деле". Часть 1* [Vsevolod Ostapov sur « l'affaire Sokolniki ». Partie 1], URL : https://youtu.be/cEqv6GeLssY (accès le 22/09/2012).

TUCHKIN Alexandre, 2009, 10 juillet, *Родители Всеволода Остапова о случившемся* [Les parents de Vsevolod Ostapov sur les événements], URL : https://youtu.be/b29-9gZrdnQ (accès le 30/01/2014).

user4653784, 2010, 2 septembre, *Слушания в Химках по вопросу скоростной трассы Москва-СПб* [Auditions publiques à Khimki concernant l'autoroute Moscou-Saint-Pétersbourg], URL : https://vimeo.com/14695771 (accès le 03/07/2014).

ZYKOV Dmitri, 2010, 21 juin, *Antiseliger*, https://youtu.be/9wUuR2_aXnU (accès le 27/05/2013). Vidéo 8.

ZYKOV Dmitri, 2010, 4 août, Столкновения с милицией в годовщину убийства Маркелова и Бабуровой [Affrontements avec la police lors de la commémoration de l'assassinat de Markelov et Babourova], URL : https://youtu.be/uJIs01MrD3U (accès le 27/05/2013). Vidéo 3.

ZYKOV Dmitri, 2010, 21 novembre, *Проплаченный митинг против Химкинского леса*, URL : https://youtu.be/AneiaGrzrGE (accès le 27/05/2013).

Videokanal « Russkogo Newsweek » [chaine de Newsweek], 2010, 28 juillet, *Разгром здания администрации города Химки* [L'attaque du bâtiment de l'administration de Khimki], URL : https://youtu.be/uz43yRZ_vUI (accès le 25/12/2012).

YUGOV Sergeï, 2012, 10 juin, *Большие ПНиСии 04/16 И.Силова Отказ от радикализации* [Le refus de la radicalisation], URL : https://youtu.be/C45jZn6xdHE (accès le 07/02/2014).

B) Sources originales

***1) Enquêtes ethnographiques** : observation participante et filmique. L'inventaire des actions et des réunions n'est pas exhaustif, j'ai participé à de nombreux événements traitant de thèmes divers pendant mon séjour de trois années, la liste est très longue et je ne veux pas la donner publiquement.*

Les actions de rue :

Meeting du 1 mai 2008 des syndicats indépendants et des organisations de gauche, métro « rue 1905 ». 100 personnes. Ma première action de rue à Moscou.

Meetings en la mémoire Stanislav Markelov et Anastasia Babourova le 20 janvier 2009 (sur les lieux de l'assassinat), le 1 février 2009 (monument Griboedov). Manifestation du 15 février 2009 (sur les boulevards Nikitskoï, Tverskoï et meeting sur square Novopouchkinski), du 19 janvier 2010 (action 2). Piquet du 26 avril 2010 demandant que le procès des assassins soit public (monument Lermontov, Krasnykh vorotax). Autres actions de mouvements des droits de l'homme et d'antifascistes.

Piquet du 11 juillet 2009 contre l'arbitraire de la police, square Novopouchkine (action 1). Meeting pour la réforme de la police, place Triumfalnaïa, 19 mai 2009. Autres meetings, piquets autorisés et actions non-autorisées contre l'arbitraire de la police.

Grève de la faim contre l'arbitraire de la police, 10-25 juin 2009, non loin de la Prokouratoura de Preobrajenski (les principaux grévistes étaient Alexandre Malinovski et Anastasia Borets).

Meeting du 19 septembre 2010 à Griboedov pour la libération des otages de Khimki (action 4). Piquet théâtral devant l'ambassade d'Ukraine le 20 juin 2011 en soutien à Denis Solopov. Autres meetings autorisés et actions non-autorisés pour la défense de la forêt.

Meeting contre la conscription à VDNX le 12 avril 2009.

Piquet artistique en soutien à l'artiste Artem Loskoutov de Novossibirsk le 9 juin 2009, au monument Cyrille et Méthode, dans le quartier Kitaï-Gorod.

Meetings contre la démolition de la Maison centrale des artistes le 20 et 24 février 2009 devant le parc Gorki.

Piquets contre l'abattage d'arbres et contre la densification urbaine dans différents quartiers de Moscou, 2009.

Piquet en soutien à Valentin Ouroussov devant les bureaux de AK ZAO «ALROSA» à Moscou, le 17 avril 2009.

Meetings contre l'Examen d'État unifié (analogue du BAC, mais sous forme de test) en 2009.

Meetings du Mouvement des Parents de Moscou en 2009 et 2010.

Une action du groupe Voïna

Le défilé communiste au centre de Moscou du 1er mai en 2009 et 2010.

Participation et observations à des actions et des réunions Irkoutsk et à Saint-Pétersbourg

Les réunions d'organisations

Les réunions de la coalition Comité 19 janvier (2009-2011)

Les réunions de la coalition pour la libération des « otages de Khimki » (2010)

Les réunions de la coalition contre l'arbitraire de la police (2008-2009)

Des réunions du Mouvement pour la sauvegarde de la forêt de Khimki (2010-2011)

Des réunions informelles de différents groupes militants et coalitions

Les écoles d'été, les forums sociaux, les universités de rue :

Rendez-vous annuel de militants libertaires à Primoukhino dans l'ancien domaine de la famille Bakounine dans la province de Tver, juillet 2008 et 2010.

Université de rue sur le thème « le militantisme étudiant : théorie et pratique », 10 mai 2009, près du monument Nadejda Krupskaïa, Tchystie prudy.

Forum libertaire-communiste Libcom 2010.

Observations à Khimki du campement dans la forêt et du forum Anti-Seliger (action 5) en juin 2011.

Les concerts militants :

Scène antifasciste, libertaire, hard core, punk : nombreux et j'ai joué dans certains.

Les conférences, tables-rondes, discussions d'intellectuels, artistes, militants :

Table-ronde *Капитализм как религия ? Искусство и критическая теория сегодня* [Le capitalisme comme religion ? L'art et la théorie critique aujourd'hui], 9 avril 2008, au Centre des arts contemporains d'État (GtsSI). Intervenants : Alexeï Penzin, Artem Magun, Alexandre Ivanov, Oksana Timofeeva.

Séminaire de Karine Clément sur les mobilisations protestataires russes au Centre Frano-Russe des Sciences Humaines, INION, Moscou, 2 décembre 2008.

Conférence *История сталинизма. Итоги и проблемы изучения* [L'histoire du stalinisme : résultats et problèmes de l'étude], 5-7 décembre 2008, Renaissance Olympic Penta Hotel, Moscou.

Table-ronde sur l'Examen d'État unifié, centre Sakharov, 26 avril 2009.

Conférence internationale *Иерархия и власть в истории цивилизаций* [Hiérarchie et pouvoir dans l'histoire de la civilisation], 23-26 juin 2009, Institut d'Afrique de l'Académie des Sciences, Moscou, organisé par le centre des études de civilisation et régionales (dirigé par Igor Sledzevski) [j'ai participé à l'organisation et passé pas mal de temps dans ce centre].

Réunion semi-publique du Comité 19 janvier sur la guerre en Tchétchénie et le conflit israélo-palestinien le 2 juin 2010, galerie Paperworks, centre d'art Winzavod.

Conférence *Идеи и наследие Сахарова и советских диссидентов: правое или левое* [Les idées et l'héritage de gauche et de droite de Sakharov et des dissidents soviétiques], 28 juin 2011, Centre Sakharov, Moscou.

Séminaires et conférences de philosophie et de pensée critique au département d'anthropologie analytique (dirigé par Valeri Podoroga), Institut de philosophie de l'Académie des Sciences (2008-2010).

Les expositions militantes et artistiques engagées : nombreuses

Exposition et conférence « 1968 : Политика на улицах » [1968 : La politique dans les rues], 12 juin 2008, au centre d'art Projet-Fabrique. Parmi les intervenvants : groupe « Vpered »,

groupe « Que faire ? », groupe « Radek », « Svoi 2000 », Boris Kagarlitski. Alexeï Tsvetkov, Ilya Boudraiskis, Kirill Medvedev.

Exposition de Nikolaï Oleïnikov « Острая необходимость борьбы » [La nécessité aiguë de lutter], 12 mai 2010, Winzavod, gallérie Paperworks.

***2) Entretiens-discussion informelles** : l'inventaire n'est bien sûr pas exhaustif, j'ai vécu pendant trois ans à Moscou et j'ai discuté avec une grande quantité de personnes…:*

Bikbov Alexandre, sociologue et participant aux coalitions Comité 19 janvier et Campagne pour la libération des otages de Khimki, nombreuses discussions (2008-2010).

Boudraitskis Ilya, militant au mouvement socialiste *Vpered* (section russe de la IVe Internationale) et enseignant en histoire en collège-lycée, nombreuses discussions (2008-2010) et un entretien le 1er juin 2009.

Indyvideo, animateur du projet, nombreuses discussions (2008-2010).

Mikitenko (nom d'artiste Mitenko) Pavel, artiste, doctorant en philosophie, critique d'art, vie commune dans même appartement collectif (2008-2010), nombreuses discussions (2008-2015) et quelques entretiens (2008-2010).

Roganov Max, artiste moscovite, discussion à Kiev le 31 octobre 2012.

Troussevitch Olga, militante démocrate libérale, 15 février 2009.

Toupikine Vlad, militant libertaire et publiciste, nombreuses discussions (2008-2010).

3) Films présentés dans cette thèse

https://archive.org/details/19Janvier2010ActionEnMmoireDeStanislavMarkelovEtAnastasia

https://archive.org/details/19Janvier2010.ActionEnMmoireDeStasnislavMarkelovEtAnastasia

Index des noms

Abdoullaev Muslim, 156

Alekseïeva Lioudmila, 78, 210

Andronova Olga, 76

Arkhangelski Andreï, 119

Arsenev Pavel, 105

Avalishvili Koba, 207, 243, 260

Azizov Salokhitdine, 250

Babaev Farid, 48

Babourova Anastasia, 5, 28, 30, 47, 111, 148, 154, 204, 211, 213, 219, 232, 247, 320, 348, 366, 377, 417, 474, 481, 489

Baklaguine Maxime, 156

Baranoski Alexeï, 250

Bardine Pavel, 155

Bashinova Ioulia, 229

Bastrykine Alexandre, 234

Batourina Elena, 304

Beketov Mikhaïl, 55, 56, 59, 60, 123, 154, 253, 254

Beliakov Anton, 255

Belov-Potkin Alexandre, 73, 78

Beniaminian Galik, 156

Berbitsky Roman, 252

Birioukiov Viktor, 229

Birioukov Viktor, 217

Bolchakov Ivan, 129

Boloiangov Pavel, 76, 77

Borets Anastasia, 42, 45, 481

Borodaenko Ilya, 250

Boudanov Iouri, 78, 154, 224

Boudraitskis Ilya, 4, 88, 140, 167, 169, 483

Chein Oleg, 73

Chevtchouk Iouri, 63, 124, 241, 388

Chilov Vladimir, 42

Chliapnikov Mikhaïl, 76

Chouchkevitch Vitali, 58, 120

Chtchekotchikhine Iouri, 48, 157, 474

Clément Carine, 66, 69, 73, 145, 147, 159, 199, 251, 476, 482

Daniel Iouli, 141

Danilovski Alexandre, 214

Deripaska Oleg, 245, 473

Djaparidze Ilya, 156, 224

Dobrjanski Oleg, 38

Dobrokhotov Romane, 228

Eline Ivan, 250

Elizarov Pavel, 55

Erofeev Andreï, 166, 320

Estemirova Natalia, 48, 474

Evloev Magomed, 48

Evsioukov Denis, 39, 153

Fedorov Alexandre, 228, 230, 232

Feïguine Mark, 157

Ficherman Vladimir, 75

Gannouchkina Svetlana, 51

Gaskarov Alexeï, 4, 28, 31, 58, 63, 67, 69, 70, 72, 78, 123, 145, 149, 150, 158, 167, 200, 202, 203, 222, 230, 232, 233, 235, 236, 258, 259, 261, 262, 348, 377, 388, 390, 478

Gaskarova Irina, 67, 69

Georgis Dionis, 253

Goloubev Sergeï, 250, 348

Goriachev Ilya, 157, 250, 251, 252

Gromov Boris, 60, 160, 239, 258

Groushevski Vladislav, 237

Guildeïev Ievgueni, 62, 348

Guirenko Nikolaï, 156, 258

Iachine Ilya, 131, 144, 210, 388

Iakemenko Vasili, 225, 243, 252

Iassine Igor, 67, 68, 70, 107, 249

Ioudenitch Marina, 225

Ioureva Irina, 161

Issaaïev Viatcheslav, 156

Ivanov Alexandre, 4, 95, 109, 194, 252, 447, 482

Jeleznov Roman, 250

Kabanov Kirill, 73

Kachine Oleg, 80, 96, 130, 480

Kagarlitski Boris, 66, 483

Kanaïev Sergeï, 70

Kapytsev Vitaly, 254

Kariazine Kirill, 38, 230

Kasparov Garry, 226, 388

Kassianov Mikhaïl, 226

Katcharava Timour, 250, 258

Khalilov Rasul, 156

Kharitonov Konstantin, 154

Khassis Ievguenia, 47, 155, 247, 250

Khatchikian Sosa, 156

Khoutorskoï Ivan, 48, 156, 200, 224, 250, 251

Kireïev Oleg, 113

Kislitsyna Maria, 248

Kobzar Alexeï, 234, 347

Kojevnikova Galina, 247

Kojnev Dmitri, 166

Kolegov Alexeï, 228, 230, 232, 236, 262, 478, 479

Kolesnikov Oleg, 38

Korepanov Stanislav, 250

Kosiakine Konstantin, 210, 388

Kostioutchenko Elena, 240, 255

Koungaïeva Elza, 154

Kourynovich Nikolaï, 250

Kovalev Andreï, 114

Kozlov Artem, 76, 139

Kozlov Viatcheslav, 53, 101, 139, 215, 216, 218, 352

Kozyrev Oleg, 72, 479

Krivenko Sergeï, 50, 55

Krivoshanova Anastasia, 58, 233

Krouchak Iouri, 183

Krouger Mikhaïl, 46, 73, 100, 217, 352

Kroutakov Leonid, 45

Krylov Alexeï, 169, 250, 451

Lazarev Valeri, 96

Leguedine Ievgueni, 118

Levitine Igor, 239

Limonov Edouard, 10, 90, 91, 95, 115, 208, 210, 211, 216, 314, 364, 387

Litoï Alexandre, 249

Lochak Andreï, 160, 225, 250

Loskoutov Artem, 227, 481

Loujkov Iouri, 245, 279, 304, 316

Loukine Vladimir, 50, 53

Lounkine Konstantin, 250

Makgoeva Isabel, 162

Maksimiouk Veronika, 58

Markelov Mikhaïl, 155

Markelov Stanislav, 5, 6, 28, 30, 39, 47, 51, 78, 111, 152, 154, 156, 169, 183, 199, 204, 211, 213, 219, 224, 228, 232, 234, 247, 250, 254, 262, 320, 348, 366, 367, 377, 417, 477, 481, 489

Matveïev Ilya, 117, 133

Medvedev Dmitri, 63, 71, 100, 124, 153, 159, 160, 212, 217, 226, 231, 235, 241, 243, 245, 249, 279, 285, 296, 305, 306, 316, 456, 478

Medvedev Kirill, 54, 66, 483

Melnikov Oleg, 72, 75, 78, 170, 203

Merkoushev Dmitri, 158

Mikitenko Pavel, 4, 84, 114, 179, 181, 457, 483

Miriasova Olga, 4, 168, 169, 202, 204

Mironov Sergeï, 79

Mishchenko Maxime, 225, 247, 251

Mitrioushine Alexeï, 252

Mitrokhine Sergeï, 131, 158

Mnatsakanian Alik, 50, 55

Mokhnatkine Sergeï, 235

Navalny Alexeï, 73, 74, 76, 77, 78, 79, 106, 158, 249, 388, 476

Nemtsov Boris, 73, 80, 158, 387, 388, 392

Nikitenko Iaroslav, 4, 67, 69, 133, 169

Nikolaev Leonid, 263

Nikouline Pavel, 58

Nourgaliev Rachid, 217

Nouritchouev Ramazan, 156

Okopny Alexeï, 222

Oleïnikov Nikolaï, 52, 201, 476, 483

Olessinov Alexeï, 46, 223, 224, 232, 233, 249, 251, 260, 348

Osmolovski Anatoli, 114, 310, 318, 414, 476

Ostapov Vsevolod, 30, 38, 39, 42, 67, 69, 101, 145, 152, 153, 211, 227, 228, 229, 230, 235, 261, 262, 286, 347, 377, 480

Oulianov Alexandre, 249

Ourjanov Alexandre, 363

Ouroussov Valentin, 227, 481

Ovsiannikov Sergeï, 105, 139, 165

Ovtcharenko Semen, 38

Pakhotine Alexandre, 233

Panfilova Lena, 77

Paniouchkine Valeri, 80

Parfenov Leonid, 80

Pavlov Ivan, 38, 296, 460

Peskov Dmitri, 157

Petine Iouri, 253

Piterimov Ievgueni, 214

Ploutser-Sarno Alexeï, 44, 476

Politkovskaïa Anna, 48, 154, 157, 243, 302, 474

Ponomarev Lev, 39, 43, 53, 54, 66, 69, 88, 99, 100, 101, 102, 106, 152, 194, 211, 215, 216, 218, 228, 254, 319, 352

Poutine Vladimir, 28, 56, 74, 98, 111, 143, 157, 158, 160, 171, 204, 205, 212, 223, 226, 234, 238, 244, 245, 249, 279, 295, 303, 305, 311, 312, 371, 386, 387, 388, 389, 391, 392, 453, 462, 473, 478, 479

Prikhodina Elisabeth, 46

Prokopich Oleg, 253

Pronine Vladimir, 226

Protanazov Sergeï, 254

Proussenkova Nadejda, 154

Ptchelintsev Albert, 254

Radinski Alexeï, 120

Rautiainen Antti, 166, 167

Razoumov Andreï, 213, 214

Reznik Boris, 243

Rioukhine Alexandre, 250, 258

Rochtchoupkine Boris, 38

Roganov Max, 4, 115, 483

Safronov Petr, 161

Sakharov Andreï, 102, 141, 144, 147, 150, 167, 198, 202

Samodourov Iouri, 320

Sannikova Elena, 347

Savchenko Nadia, 157

Sechine Igor, 234

Sedakova Olga, 161, 181

Selina Lioudmila, 254

Silaïev Petr, 61, 72, 132, 200, 233, 234, 243, 250, 253, 255, 257

Simounine Leonid, 252

Siniavski Andreï, 141

Skovoroda Egor, 153

Sliviak Vladimir, 67

Smirnov Sergeï, 233

Sobianine Sergeï, 226, 279

Solopov Denis, 4, 53, 58, 215, 216, 236, 352, 481

Solopov Maxime, 28, 31, 63, 72, 123, 145, 158, 230, 234, 377, 478

Solopov Viktor, 67, 69

Soukhodolski Mikhaïl, 225, 232

Sourkov Vladislav, 73, 157, 226, 251

Soutouga Alexeï, 4, 223, 224

Stradymov Anton, 214

Streltchenko Vladimir, 60, 123, 253

Sviridov Egor, 223

Tarassov Vladimir, 39, 235

Tchaïka Iouri, 234

Tcherkassov Alexandre, 66, 155, 158, 200

Tcherkessov Viktor, 234

Tchernoussov Ievgueni, 39, 152, 234, 262

Tchernychev Andreï, 123, 254

Tchernycheva Alla, 231

Tchernykh Alexandre, 58, 243, 257

Tchervochkine Iouri, 222

Tchirikova Ievguenia, 55, 56, 63, 67, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 79, 80, 89, 131, 133,

147, 159, 169, 184, 231, 233, 239, 240, 241, 253, 254, 255, 261, 387, 388, 476, 480

Tchoumakov Tikhone, 76

Tchouvachov Edouard, 156

Ter-Oganyan David, 4, 181

Tikhomirov Iouri, 156

Tikhonov Nikita, 47, 155, 156, 247, 250, 251, 348

Toumanov Grigori, 58

Toupikine Vlad, 4, 63, 66, 67, 68, 69, 84, 90, 92, 106, 109, 142, 144, 147, 174, 180, 202, 276, 366, 476, 477, 479, 483

Troussevitch Olga, 88, 92, 483

Tsemtchenko Alexandre, 255

Udaltsov Sergeï, 50, 55, 76, 92, 116, 131, 388, 390

Valyaev Ievgueni, 250

Varlamov Ilya, 79, 276, 278, 477

Verzilov Petr, 79

Vilenski Dmitri, 166

Volkov Denis, 18, 156, 164, 209, 236, 470

Volkov Mikhaïl, 18, 156, 164, 209, 236, 470

Vorotnikov Oleg, 263

Zepalova Neonila, 236

Zoubarev Rouslan, 230

Zviagina Natalia, 198

Zykov Dmitri, 213, 476, 480

Table des matières détaillée

Remerciements **3**

Résumé **5**

Abstract **6**

Sommaire **7**

Notice linguistique **8**

Sigles et acronymes **10**

Introduction générale **11**

I. Cinq actions de rue. Première description **37**

1.1 11 juillet 2009, un rassemblement contre l'arbitraire de la police **38**

1.2 19 janvier 2010, manifestation en hommage à Stanislav Markelov et à Anastasia Babourova et contre la terreur politique **47**

1.3 28 juillet 2010, une manifestation spontanée devant l'administration de la municipalité de Khimki **55**

1.4 19 septembre 2010, un meeting pour la libération des deux « otages » de Khimki **63**

1.5 17-19 juin 2011, le forum « Anti-Seliger » contre la destruction de la forêt de Khimki **72**

II. Comment manifeste-t-on à Moscou ? Expériences et sens des rassemblements de rue **81**

2.1 Meetings et piquets : un dispositif « anti-public » **83**

2.1.1 Le meeting dans la Russie actuelle : le spectacle politique sans les masses 85

2.1.2 L'entrée en immobilité, la dérive et les gardiens de l'ordre de la situation 87

2.1.3 Le processus de publicisation et les émotions grippés 90

2.2 L'expérience publique des rassemblements non autorisés **94**

2.2.1 Marcher pour se rendre visible et exister 94

2.2.2 Commuter d'une action conventionnelle vers une action spontanée 97

2.2.3 Le travail des meneurs 99

2.3 Moscou, des rassemblements de rue hors du commun **102**

2.3.1 Apparaître ensemble dans un espace public inhospitalier et désolé 103

2.3.2 L'institution d'un espace de publicité et la difficile épreuve du pluralisme politique 105

2.3.3 Les rassemblements de rue, espaces communautaires ou espaces publics localisés ? 108

2.4 L'action de rue qui convient à l'épreuve de l'ère numérique **110**

2.4.1 L'Internet : promesses et pièges de la preuve par l'image 113

2.4.1.1 Militants et médias : interdépendances et spectacularisation de l'action politique 115

2.4.1.2 La fabrique et la guerre des images : le prolongement de la politique par d'autres moyens 118

2.5 La fabrication filmique de deux vidéos d'actions revendicatives **120**

2.5.1 Une campagne centrée sur les médias 120

2.6 Des images et des blogs : une manière de faire entrer en politique des personnes et des collectifs ? **127**

2.6.1 Le pouvoir de l'événement : construction du sens autour de l'action du 28 juillet sur Internet 127

2.6.2 Le prix de la mise en visibilité et d'une stratégie médiatique 132

III. Faire coalition à Moscou. Engagements et difficultés de la mise en commun **137**

3.1 Une écologie de la protestation défavorable et des manifestations à fort contenu symbolique **139**

3.1.1 Le meeting, histoire d'un dispositif 139

3.1.2 L'impératif tactique et moral du meeting 143

3.1.3 De l'éthique et de l'antipolitique 146
3.2 Parcours biographiques de trois motifs : l'arbitraire de la police, la terreur ultranationaliste et la défense d'un environnement naturel 151
3.2.1 L'arbitraire policier et judiciaire, un mal quotidien....152
3.2.2 L'ultranationalisme : des meurtres à la quête de respectabilité....154
3.2.3 La lutte pour la forêt de Khimki : de l'initiative publique à l'entrée dans l'opposition 159
3.3 Stratégies organisationnelles et dynamiques informelles 160
3.3.1 Le mode managérial : éthique de mobilisation, idéal de l'efficacité et politique de la célébrité....161
3.3.2 Pouvoir organisationnel : de la tactique médiatique à la clique involontaire 166
3.4. Les coalitions et les communautés militantes : formes du commun et tensions 172
3.4.1 Une entrée peu politique dans les collectifs 173
3.4.2 Relations, tensions et régulations à l'intérieur des groupes....176
3.4.3 La coalition comme expérience politique : front commun instrumental ou instance de sociabilité politique ?....183
3.5 De la communauté politique en terres postsoviétiques....185
3.5.1 Les communautés perdues....185
3.5.2 Sphères de vie et imbrications dans la Moscou contemporaine 188
3.5.3 Les communautés militantes. Poids du mythe de l'avant-garde et dépassement 192
3.6 L'espace aride de la politique en Russie 196
3.6.1 De l' « incompétence » et du « désintérêt » des personnes ordinaires pour la politique....196
3.6.2 La fuite du politique dans les coalitions : l'évidement du politique et l'argument de l'apolitisme 199
3.6.3 Tentations de la grande politique. Le meeting et la tribune comme paradigmes 202

IV. Les polices politiques de Moscou et la politique déniée.... 207
4.1 Police des foules. Déréaliser la parole publique critique et circonscrire sa circulation 209
4.1.1 La réglementation de l'accès aux espaces urbains pour les actions 210
4.1.2 Police des foules : acteurs et pratiques 212
4.1.3 Interactions dans des situations de police....214
4.2 Action policière et évaluations des situations revendicatives....218
4.2.1 La négociation impossible. L'exemple de l'action du 19 janvier 2010....218
4.2.2 Types de manifestants, évaluations policières et agir répressif....221
4.2.3 Droit de réprimer et qualification des manifestations par les agents du pouvoir 224
4.3 Punir les opposants : arbitraire policier, intimidations et procès 227
4.3.1 Police urbaine : de la rue au commissariat 227
4.3.2 De l'instruction préparatoire au procès....232
4.4 Des conflits d'intérêts et la polémique expatriée....238
4.4.1 Des projets indiscutables. Le terrain stérile de la concertation 238
4.4.2 La controverse qui ne vient pas 240
4.4.3 La discussion publique impossible et la politique inexistante....243
4.5 Auxiliaires particuliers de la police politique et sous-traitance de la répression 246
4.5.1 Les organisations de jeunesse pro-Kremlin....247
4.5.2 Les combattants ultranationalistes....249
4.5.3 Polices privées contre manifestants....253
4.6 Routines de l'arbitraire et effets sur l'action revendicative....256
4.6.1 Se protéger des actions répressives....256
4.6.2 Répression, évaluation des dangers et changement de formes du militantisme 258
4.6.3 La gestion des mécontentements par la production de l'incertitude....261

V. Activités revendicatives et Moscou 267
5.1 L'entrée dans Moscou. Une expérience urbaine 270
5.1.1 La ville planifiée et la ville réalisée....270
5.1.2 S'engouffrer dans la vie de Moscou 274
5.2 La Moscou contemporaine, la « ville-bazar » et la « ville qui gagne » 276
5.2.1 Moscou, la « ville de l'argent » 276

5.2.2 Vingt ans de différenciation et de transformation des temps urbains....280
5.2.2.1 Rythmes et temps de Moscou 281
5.2.2.2 Moscou, la « jungle », la ville frénétique.... 284
5.3 Espaces communs dans les quartiers résidentiels 286
5.3.1 La condition habitante : l'habitat collectif....287
5.3.2 Le dvor soviétique, un espace au cœur du projet socialiste....290
5.4 Le *dvor* aujourd'hui, lieu contesté d'une mutation socio-spatiale 293
5.4.1 Des espaces intercalaires entre l'intime et le dehors 293
5.4.2 L'espace commun objet de profit 295
5.4.3 La communauté du dvor est perdue, vive le dvor ?....299
5.5 Espaces centraux : le *topos* politique 301
5.5.1 Des dispositifs sécuritaires en terre russe 301
5.5.2 Logiques de l'enceinte....304
5.5.3 Des environnements sociofuges 306
5.6 Géographie de la Moscou revendicative 309
5.6.1 Les espaces politiques sacrés et intouchables....310
5.6.2 Les espaces tolérés....313
5.6.3 Ancrer l'activité revendicative dans la durée : trouver des lieux en ville....317

VI. De l'enquête filmique à l'écriture de l'agir et du sensible. Une expérimentation ethnographique d'inspiration pragmatiste 323
6.1 Filmer comme activité d'enquête....325
6.1.1 Dans les études visuelles 325
6.1.2 Hors des sciences spécialisées de l'image 329
6.2 Une ethnographie de l'action politique par l'image 333
6.2.1 Un dispositif d'enquête filmique pour observer les activités revendicatives 333
6.2.2 Filmer l'action pour voir....338
6.3 La relation documentaire 344
6.3.1 Observer avec une caméra : quelles contraintes de la part de ceux qui sont filmés sur celui qui filme ?....345
6.3.2 Filmer, donc participer au travail des relations 351
6.4 Appréhender la dynamique des émotions dans les activités revendicatives....356
6.4.1 Les émotions comme sonar dans les situations manifestantes 359
6.4.2 Dynamique des émotions dans les rassemblements à Moscou....360
6.4.3 L'épreuve de la peur 362
6.5 Émotions en profondeur. Sur quelques agencements politico-affectifs en Russie 364

Conclusion générale 375

Annexes 395
Annexe 1 – Cartes de Moscou 395
Annexe 2 – Photographies 400

Bibliographie.... 425

Sources et matériaux empiriques.... 473

Index des noms 484

Table des matières détaillée.... 489